This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

600088119X

Febronius.

Weihbiſchof Johann Nicolaus von Hontheim und ſein Widerruf.

Mit Benutzung handſchriftlicher Quellen

dargeſtellt

von

Dr. Otto Mejer.

Tübingen, 1880.
Verlag der H. Laupp'ſchen Buchhandlung.

110. m. 746.

Druck von H. Laupp in Tübingen.

Dem

Königlichen Wirklichen Geheimen Oberregierungsrathe ꝛc.

Herrn

Ludwig Wieſe,

Doctor der Theologie,

meinem hochverehrten Lehrer,

zum

30. April 1880

dankbar gewidmet.

Im Herbſte künftigen Jahres, hochverehrter Herr und Freund, werde ich, ſo Gott will, das goldene Jubelfeſt des Tages feiern, an welchem einſt unſer alter Director Niedmann mit Ihnen in die Tertia des Gymnaſiums zu Clausthal eintrat, und uns „dem neuen Conrector“, wie Sie uns hießen, untergab. Die Empfindung, mit der wir Ihnen erwartungsvoll entgegenblickten hatte Recht: es erwachte in der Claſſe ein Leben, wie wir es vorher nicht gekannt hatten; ein Leben, durch deſſen ideale Impulſe mehr als Einer von uns die Richtung für immer erhalten hat. Keiner Ihrer clausthaler Schüler wird übrig ſein, der nicht mit dankbarer Freude daran zurückdächte. Mir aber iſt es ſo gut geworden, daß das damals geknüpfte Band die Zeit, wo ich zu Ihren Füßen ſaß, überdauert hat, daß aus Ihrer wohlwollenden Freundlichkeit für den Knaben eine wohlwollende Freundſchaft für den Mann geworden iſt, und daß ſie mir im Laufe der Jahre mehr Gutes gebracht hat, als ich verſuchen dürfte zu zählen. Wenn nun am 30. April zum funfzigſten Male der Tag Ihrer erſten Anſtellung in dem Stande wiederkehrt, in welchem und für den Sie nachher ſo ſegensreich gewirkt haben, ſo geſtatten Sie mir, der ihn voll Dank begehen wird, daß ich dieſem Danke den meiner academiſchen Gewohnheit nahe liegenden Ausdruck gebe. Nehmen Sie die Schrift, die ich Ihnen hier darbringe, gütig auf, als ein Zeichen der großen und innigen Verehrung, mit der wir ehemaligen harzer Tertianer und Secundaner uns des Glückes rühmen, Ihre Schüler geweſen zu ſein.

Vorrede.

Indem ich einen Lebenslauf darzuſtellen unternehme, deſſen letzte Vorgänge nicht erfreulich ſind, und bei dieſen unerfreulichen Punkten, weil ich ſie für lehrreich halte, vorzugsweiſe verweilen werde, bitte ich um Erlaubniß anzugeben, aus welchem Geſichtspunkte ſie mir ſo erſcheinen.

Als ich fünfundzwanzig Jahre vor dem Vaticanum in Rom kirchenrechtlichen Studien nachging und dabei zu zwei voneinander unabhängigen Malen, beidemal von jeſuitiſcher Seite, einen Bekehrungsangriff erfuhr, wurde mir das eine wie das andere Mal auseinandergeſetzt: bei der von der katholiſchen Kirche dem Einzelnen geſtatteten Freiheit der Bewegung könne der Unterſchied zwiſchen dem lutheriſchen und dem katholiſchen Dogma bis auf einen einzigen Punkt kaum in Betracht kommen. Dieſer allerdings einen Entſchluß koſtende eine Punkt ſei, daß man ſich dem Papſte unterwerfe; alles andere mache keine Schwierigkeit. Nun bin ich der Meinung meiner Bekehrer von der ſonſtigen Bedeutungsloſigkeit unſerer Differenzen nicht; aber den practiſchen Hauptpunkt hatten ſie richtig hervorgehoben: es iſt allgemeiner ausgedrückt der katholiſche Satz, daß Gott das Regiertwerden durch Biſchöfe und Papſt der Kirche eingeſtiftet habe, daß alſo ihnen zu gehorchen als Gottbevollmächtigten Glaubenspflicht ſei. Es liegt für die römiſch-katholiſche Kirche eine große ſociale Macht, die ſich als ſolche oft und noch in neueſten Zeiten empfindlich fühlbar gemacht hat, in dieſem Dogma. Allein man wird nicht irren, wenn man behauptet, daß in derſelben dogmatiſchen Begründung der biſchöflichen und päpſtlichen Machtſtellung zugleich eine innere Schwäche jener Kirche enthalten iſt. Und hierfür erſcheint mir der Fall des Weihbiſchofes v. Hontheim lehrreich.

Die Curialisten und Ultramontanen pflegen Alles, was innerhalb ihrer Kirche mit ihren Bestrebungen in Gegensatz ist, protestantisch zu nennen: so z. B. hat P. Pius IX. das auf dem Gedanken der Toleranz beruhende moderne Staatskirchenrecht so genannt, und Andere Anderes. Wenn aus naheliegenden Gründen die Führer der Partei, statt „protestantisch", jetzt oft „liberal" setzen, so ist es ihnen gleichbedeutend; denn unendliche Male ist von ihnen deducirt worden, wie Liberalismus und Revolution Nichts als die nothwendige Fortentwickelung des Protestantismus seien. — In dem Sinne des Widerwillens, den der Sprachgebrauch ausdrückt, können auch wir Protestanten ihn uns gefallen lassen; denn der Widerwille der Ultramontanen ist ein rühmliches Zeugniß, und daß der Protestantismus in katholischen Kreisen so tief, wie nach ihrem Zeugnisse der Fall ist, Wurzel geschlagen hat, darf uns lieb sein. Solche „protestantisch" gesinnte Katholiken bekennen sich nicht zu dem protestantischen Glauben; aber vom Glauben der Kirche kann eine Gesinnung unterschieden werden, die den protestantischen Namen verdient; denn sie besteht darin, in den Dingen der Offenbarung, und sonach den kirchlichen, die Wahrheit zu suchen mit aller Bescheidenheit zwar, die der ernsten Hoheit des Gegenstandes entspricht, aber auch mit aller Gewissenhaftigkeit, die aus dem Bewußtsein des eigenen Verantwortlichseins hervorgeht; ungeblendet von scheinbarer Consequenz logischer Gedankenreihen, die der Bedingtheit ihrer Ausgangspunkte nicht eingedenk bleiben, ungeblendet auch von dogmatischen Voraussetzungen, unter deren Gewalt die Thatsachen sich verschieben. Nichts Anderes, als diese protestantische Gesinnung, die für die Dinge der Welt gleichfalls erst den klaren Blick und das Urtheil giebt, ist jener „Protestantismus", von welchem die Ultramontanen meinen, daß er auch innerhalb der katholischen Kirche, insbesondere der deutschen, Anhänger gewonnen habe. Im sechszehnten Jahrhundert besaß er deren noch eine große Zahl; seit der Herrschaft der Jesuiten und dem von diesen geführten dreißigjährigen Kriege schien ihre Art in Deutschland ausgestorben: Hontheim war der erste, der als derartiger protestantisch gesinnter, übrigens untadel-

hafter Katholik wieder öffentlich auftrat: ein rühmlicher Vorkämpfer der Wahrheit.

Aber nun entstand zwischen seiner protestantischen Gesinnung und seinem Kirchenglauben in dem vorhin berührten Punkte des kirchlichen Gehorsams ein Conflikt. Hontheim hatte, indem er die Kirchengeschichte und die daraus hervorgegangenen Rechts- und Machtverhältnisse unerschrocken aufwies, wie sie waren, jenes Dogma nichtsdestoweniger fortwährend anerkannt; er war überzeugt, was sich nicht bloß aus doctrinärer Befangenheit, sondern auch aus den römischen Zuständen von damals erklärt, er bekämpfe bloß die Curialisten, nicht den Papst. Auf die Dauer indeß konnte diese irrige Ueberzeugung nicht bestehen, und sobald ihm dann das Entweder-Oder entgegentrat, ob er die päpstliche Autorität höher halte, oder die Wahrheit, entschied er sich für den Gehorsam. — Selbstverständlich blieb ihm die Wahrheit darum dennoch wahr; und in seiner Aufrichtigkeit machte er hieraus auch kein Geheimniß: seine äußere Unterwerfung und seine innere Nichtunterwerfung bestanden erkennbar nebeneinander, eine wie die andere gelangten wiederholt zum Ausdruck, es ergab sich die unwürdige und was man bei aller Theilnahme für den alten Mann nicht ungesagt laßen kann, bis zu Beiseitesetzung der Scham doppelzüngige Lage, in der er seine letzten Jahre zugebracht hat.

Sie wird dadurch nicht besser, daß ein berühmter, als befreundeter Vertrauter neben ihm stehender Altersgenoß, der Geheimerath v. Spangenberg, sonst gleichfalls würdig, sogar ehemaliger Protestant, aber schon seit lange in die katholischen Consequenzen verflochten, eine solche Doppelzüngigkeit ganz in der Ordnung findet. Sie wird auch dadurch nicht besser, daß der Erzbischof, welcher die Unterwerfung vermittelte, und daß ebenso Papst Pius VI, der sie entgegennahm, mit nicht minder unbedenklicher Unredlichkeit Hontheims Widerruf für echt ausgaben, während sie wußten, er war nicht echt. Was hier zu Tage liegt, ist das oben Bemerkte: daß das social so stark machende Dogma der katholischen Kirchengenossenschaft zugleich deren Schwäche ist; denn indem sie der historischen Fictionen nicht entbehren kann, vermag sie mit der

Wahrheit nicht zu bestehen, und muß tragen, was folgt, wenn Männer wie Erzbischöfe und Päpste sich nicht scheuen, officielle Unwahrhaftigkeit mit Salbung zu handhaben.

Das ist der Vorzug der von den Ultramontanen protestantisch genannten Katholiken, deren heutzutage in Deutschland mehr sind, als man zuweilen glauben sollte — vielleicht ist selbst das Centrum nicht von aller solcher Ketzerei frei —, daß sie jene Schwäche ihrer Kirchengenossenschaft sei es erkennen, sei es empfinden, und daß sie in deren unsittliche Consequenzen nicht eingehen. Die Hoffnung des künftigen religiösen Friedens ruhet auf ihnen. Mit Gottes Hülfe wird ihre Gesinnung stark genug sein, den Thomismus Leos XIII. sammt dem Jesuitismus Pius des IX. zu bestehen.

Göttingen, 19. April 1880.

O. Meyer.

Inhalt.

	Seite
1. Einleitung	3
2. Erste vierzig Jahre	16
3. Vom vierzigsten Jahre bis zu den ersten sechzigern	26
4. Febronius	40
5. Kampf um Febronius	58
6. Der Widerruf	96
7. Weihnachten 1778 bis August 1779	138
8. Commentar zur Retractation	177
9. Letzte Jahre	202
Anlagen	219
1. Directoire chronologique etc.	221
2. Histoire de la vie de I. N. de Hontheim etc.	234
3. Cardinalstaatssecretair Albani an den Kurfürsten Clemens Wenzel von Trier	297
4. Zwei Entwürfe der Antwort	299
5. Hontheims Vertheidigung v. 25. Junius 1778	303
6. Hontheim an P. Pius VI. Ostern 1781	317
7. Hontheim über Kurfürst Clemens Wenzels Vermahnungsschreiben an Kaiser Joseph II. 1782	319

Druckfehler.

Seite	10	Z.	8	v.	u.	ſtatt	supplices lies supplier
„	„	„	6	„	„	„	fair lies faire.
„	13	„	5	„	o.	„	1740 lies 1760.
„	„	„	7	„	„	„	1740 lies 1760.
„	58	„	7	„	u.	„	Not. 6 lies Not. 2.
„	75	„	3	„	„	„	ſtelle lies ſtellte.
„	76	„	7	„	o.	„	XVI lies XIV.
„	86	„	11	„	„	„	(ſo Sappel lies Sappel (ſo.
„	121	„	4	„	u.	„	Gegners lies Gegner.
„	178	„	7	„	„	„	1870 lies 1780.
„	212	„	1	„	„	„	Herbert lies Gerbert.
„	216	„	3	„	„	„	Gendil lies Gerdil.

Joh. Nic. von Hontheim.

1. Einleitung.

In dem Arbeitszimmer der trierischen Stadtbibliothek findet sich unter einer Sammlung von Portraits das Bildniß eines Geistlichen in bischöflichem Hauskleide. Seine bedeutenden, bequem ausgebildeten, dabei gehaltenen und feinen Züge könnten an Herder oder auch an Göthe erinnern; nur daß die an Farbe und Tiefe den göthe'schen wohl vergleichbaren Augen, unter etwas geschlossenen Lidern hervorschauend die Gewohnheit zeigen, mit dem ruhigen Blicke des Forschers mehr in die Bücher und etwa in Seelen vertrauter Freunde zu blicken, als draußen in Feld und Wald. Unwillkürlich denkt man sich den Mann, welchen das Bild darstellt, von hoher Gestalt. In der That war er aber klein und eher zierlich gewachsen, und Dies, neben der Kränklichkeit seiner Kinderjahre, dürfte beigetragen haben, daß er zum geistlichen Stande bestimmt ward. Es war der trierische Weihbischof Johann Nicolaus von Hontheim, bekannter noch unter seinem angenommenen Namen Justinus Febronius. Die nachfolgenden Blätter haben die Absicht, an ihn zu erinnern.

Er ist der Vertreter einer Zeit und Richtung, die wir, aus den Erfahrungen unserer Gegenwart heraus, nicht ohne Schwierigkeit begreifen.

Ihr Culminationspunkt bestand darin, daß — es sind noch keine hundert Jahre — von den deutschen Erzbischöfen zu Ems durch bevollmächtigte Räthe ein gemeinsamer Kriegsplan gegen Rom entworfen ward. Sie wollten die päpstliche Curie im Kirchenregimente über Deutschland auf bestimmte Einzelbefugnisse beschränken; abgesehen von diesen sollte die katholisch-deutsche Kirche vom Papste unabhängig sein, und durch ihre Bischöfe und Erzbischöfe regiert werden, in selbstständiger Verantwortlichkeit gegen Gott. Im Principe stimmten mit dieser Meinung der Erzbischöfe

auch die meisten Bischöfe überein: nur in Fragen der Ausführung waren sie mit ihnen nicht einig. Vergleicht man den Vorgängen von damals was seit 1850 und 1870 an den deutschen Bischöfen und Erzbischöfen wir erlebt haben, so scheinen jene Dinge wie ein Traum; und dennoch hatten sie volle Wirklichkeit, und die Männer, durch welche sie geleitet wurden, waren um Nichts minder, als die heutigen ultramontanen Führer, aufrichtige und ernste Katholiken, und von nicht minder hohen, vielleicht von ehrwürdigeren Kirchenidealen erfüllt.

Der einflußreichste unter ihnen ist seit 1763 Hontheim. Er hat einer ausgebreiteten Canonistenschule den bleibenden Namen gegeben; alles, was seit dem genannten Jahre in der katholischen Kirche Deutschlands Anticuriales in Bewegung gewesen ist, steht irgendwie im Zusammenhange mit seinen wissenschaftlichen Anregungen. Dabei ist er ein Mann, der auch persönlich Theilnahme hervorruft. Zwar hat er, als fast achtundsiebenzigjähriger Greis auch seinerseits sich bewegen lassen, in einem Widerrufe seiner Lehren das „Opfer des gesunden Menschenverstandes" zu bringen, und charaktervoller wäre gewesen, er hätte das nicht gethan. Aber die Art, wie er dann in allen wesentlichen Punkten doch bei seinen widerrufenen Meinungen nach wie vor offen und öffentlich verharrte, hat immerhin nichtsdestoweniger etwas Charaktervolles; und es ist der Mühe werth, zu untersuchen, wie der tüchtige und redliche Mann zu der scheinbaren Unredlichkeit seines Widerrufes gelangte.

Indeß wenn er auch nach seiner menschlichen, wie nach seiner wissenschaftlichen und kirchenpolitischen Persönlichkeit solchergestalt zu näherer Betrachtung auffordert, und wenn das Zeitinteresse des Augenblickes hinzukommt — denn es ist tröstlich, einen gesunden katholischen Kirchenmann sich zu vergegenwärtigen, wenn man von so vielen krankhaft aufgeregten umgeben ist, — so würde ich mich dennoch dem Unternehmen, an Hontheims ehrenwerthe Gestalt zu erinnern, für jetzt kaum unterzogen haben, wären nicht Umstände hinzugetreten, von denen Rechenschaft zu legen die Aufgabe dieses Vorwortes ist.

Bei Gelegenheit von Studien über den Emser Congreß fand ich in den kurtrierischen Regierungsacten, welche gegenwärtig im K. Provinzialarchive zu Coblenz aufbewahrt werden, einiges auf

Hontheim Bezügliche, das noch nicht benutzt worden war, und erhielt zugleich durch die Güte des damaligen dortigen Archivvorstandes Herrn v. Eltester eine kleine Sammlung den Weihbischof betreffender Familienpapiere mitgetheilt, die einst durch Hontheims Bruder zusammengebracht worden waren. Seine eigenen Papiere sind kurze Zeit nach seinem im Herbste 1790 erfolgten Tode bei einem Brande seiner luxemburgischen Besitzung Mont Quintin, wo sie sich befanden, ein Raub der Flammen geworden. Der Brand war durch revolutionäre Bauern veranlaßt. Jene Funde regten mich an, den über Hontheim publicirten Schriften näher nachzugehen. Soweit dieselben gleichzeitige und in die febronianischen Streitigkeiten eingreifende waren, werden sie an entsprechender Stelle unten zu erwähnen sein; soweit sie Biographieen Hontheims geben, sind sie weder an Zahl noch an Inhalt bedeutend [1]). In den nächsten Jahren nach seinem Tode verhinderte die Ungunst der kriegerischen Zeit, daß einer der Mitlebenden Erinnerungen an ihn veröffentlicht hätte; erst Ende 1812, als auch der Erzbischof, der seinen Widerruf vermittelt hatte, verstorben war, erschien in Frankfurt ein auf den letzteren bezüglicher „Briefwechsel" zwischen den Beiden [2]), herausgegeben anscheinend von einem Manne des Dalbergischen Kreises. Später begann auch die liberale Localpresse von Trier sich für den berühmten Landsmann zu interessiren: 1819 beschrieb das trierische Wochenblatt Hontheims Leichenzug

1) Es genüge zu nennen: Schlichtegroll, Nekrolog auf das Jahr 1791. Bd. 2. S. 359 fg. Wolf, Geschichte der römischen Kirche unter Pius VI. (1793 fg.) Th. 2. S. 169 fg. Denkwürdigkeiten aus dem Leben ausgezeichneter Deutschen (1802) S. 485. Sam. Baur, Gallerie historischer Gemälde aus dem 18. Jahrhundert (1804.) Th. 4. S. 402 fg. Derselbe, Interessante Lebensgemälde aus dem 18. Jahrhundert (1805.) Bd. 7. S. 379 f. Schröckh, Kirchengeschichte seit der Reformation (1804 fg.) Th. 6. S. 532.

2) „Briefwechsel zwischen weiland Ihrer Durchlaucht dem Herrn Kurfürsten von Trier Clemens Wenzeslaus und dem Herrn Weihbischof Niklas von Hontheim über das Buch: Justini Febronii de statu ecclesiae et Legitima romani Pontificis Potestate" (80 Seiten in klein Octav). Frankfurt in der Andreä'schen, d. i. derjenigen Buchhandlung, in welcher seit damals vier Jahren das für Vertretung der Kirchenpläne Dalbergs gegründete „Archiv für katholisches Kirchen- und Schulwesen" herausgekommen war. Die Jahreszahl auf dem Titel ist 1813. Da aber die Vorrede zeigt, daß von der russischen Katastrophe Napoleons dem Herausgeber noch Nichts bekannt war, so muß die Schrift zu Ende 1812 erschienen sein.

und reproducirte seinen Stammbaum, 1820 gab einer der beiden späteren Herausgeber der Gesta Trevirorum, der Landgerichtsrath Müller eine zum Theil aus persönlichen Erinnerungen schöpfende kurze Lebensbeschreibung in der „Trierischen Kronik“ [1]) und ließ in den folgenden Jahrgängen dieser Zeitschrift verschiedene Nachträge folgen. Im Jahre 1834 begann der andere Herausgeber der Gesta, der Gymnasialdirector Wyttenbach, der schon im Jahre vorher eine Biographie Hontheims in der Encyclopädie von Ersch und Gruber [2]) hatte erscheinen lassen, in dem Localblatte „Treviris“ eine Reihe „Erläuterungen über das Leben und Wirken unseres berühmten Gelehrten Weihbischofs v. Hontheim“ zu publiciren [3]), und nahm Aehnliches 1839 in den dritten Theil der Gesta [4]) auf. Was ich sonst Biographisches über Hontheim gefunden habe, ist — Einzelheiten ausgenommen — nicht von selbständiger Bedeutung; insbesondere gilt dies von dem betreffenden Abschnitte der Trierischen Geschichte von Marx und von der den Weihbischof betreffenden Doctordissertation von Müller-Massis (Utrecht 1863) [5]) in welcher aus einem Theile der dem Febronius gleichzeitigen oder durch ihn veranlaßten Zeit-Litteratur, insbesondere aus Chr. Wilh. Fra. Walchs Neuester Religionsgeschichte, eine Anzahl Nachrichten über ihn fleißig, aber nicht immer kritisch, compilirt worden sind.

Wyttenbach hatte schon in seinem Artikel bei Ersch und Gruber von „Originalhandschriften“ gesprochen, aus denen er schöpfe, und sagt in der „Treviris“ a. a. O., diese seien ihm „aus der Hinterlassenschaft eines vieljährigen Freundes von Hontheim, v. Krufft in Wien,“ für die trierische Stadtbibliothek, deren Vorstand er war, „glücklich zugekommen.“ Sie machen gegenwärtig in derselben vier Actenfascikel aus — Signatur: C. M. 1570 bis 1574 (1824

---

1) Jahrgang 1820. S. 95 fg. Herausgeber war Schröll.

2) Zweite Section Theil 10.

3) Jahrgang 1834. Hälfte 2. Stück 4. 5. Herausgeber war Phil. Laven. — Wyttenbach setzte seine Mittheilungen in Stück 51. 52. 53 desselben und in Stück 1. 2. 3 des folgenden Jahrganges fort.

4) Seite 284 fg. 296 fg. Additam. S. 53 fg.

5) Diss. historico-theologica de Justini Febronii libro de statu Ecclesiae etc., sive de Joanne Nicolao Honthemio strenuo libertatis ecclesiasticae vindice. Traj. ad Rhen. 1863. 8°.

bis 1827) —, und sind mir, als ich ihnen nachfragte, durch die zuvorkommende Freundlichkeit des verewigten Bibliothekars Dr. Schömann zur Benutzung mitgetheilt worden. Zusammen mit Demjenigen, was bereits in meiner Hand war, ergeben sie mehr bisher unbenutzte Nachrichten über Hontheim, als daß ich den Schatz ungehoben lassen darf; daher haben zuletzt sie mich veranlaßt, die Arbeit, welche ich hier veröffentliche, zu versuchen.

Der hontheimische Freund Herr Andreas Adolf von Krufft [1]), aus dessen Nachlaß die trierischen Papiere stammen, war aus einer cölner Patrizierfamilie in Cöln 1721 geboren, und kam mit dem Weihbischofe zuerst dadurch in nähere Verbindung, daß im Jahre 1735 seine Schwester dessen älteren Bruder heirathete. In Folge hiervon machte der junge Krufft einen Theil seiner juristischen Studien unter Hontheims Leitung in Trier, und wurde vermöge seiner Fürsprache in den Jahren 1742 und wieder 1745 der trierischen Wahlbotschaft nach Frankfurt attachirt. Nachdem er dann eine Bildungsreise gemacht hatte, erhielt er Anstellung in Cöln als Rathsherr und Oberzunftmeister, fand mehrfach bei diplomatischen Verhandlungen Verwendung, und ging nach acht Jahren in den niederländischen Dienst der Kaiserin Maria Theresia über, in welchem er längere Zeit als Referent beim Grafen Cobenzl zu Brüssel arbeitete. Nach dem Hubertsburger Frieden in die Geheime Hof- und Staatscanzlei nach Wien versetzt, rückte er unter Fürst Kaunitz zum Hofrath auf, und starb 1793. Litterarisch hat er, außer einer im Auftrage geschriebenen kurzen französisch verfaßten Geschichte des Deutschen Ordens (1781) und einigen Gedichten, Nichts geleistet; aber er war ein brauchbarer und von Fürst Kaunitz mit Vertrauen behandelter Beamter. Mit Hontheim war er in Verbindung geblieben, correspondirte mit ihm, verschaffte ihm gelegentlich Nachrichten und Bücher, vermittelte bei einer Anwesenheit in Frankfurt mit dem dortigen Verleger Hontheims den Vertrag über Herausgabe des Febronius, und konnte dann wiederum in Wien die Verbindung mit einem so berühmten Manne, dessen Tendenz ganz nach Sinn des Fürsten Kaunitz war, bei diesem verwerthen, sich selbst zu empfehlen. Um so mehr war er betroffen,

1) Vgl. Würzbach, Biographisches Lexicon des Kaiserthums Oesterreich. Theil 13. Seite 275 fg.

als, nachdem er sich funfzehn Jahre lang in Hontheims Ruhme gesonnt hatte, er in den ersten Tagen des Jahres 1779 die Nachricht von dessen Widerrufe erfuhr. Er wollte sie nicht glauben, da der Weihbischof ihm Nichts davon angedeutet, vielmehr fortwährend in alter Tonart ihm geschrieben hatte. Als sich aber die Nachricht nichtsdestoweniger bestätigte, gewann er — wir werden später darzustellen haben, in welcher Art — die Ueberzeugung, der Widerruf sei kein freiwilliger, der alte Mann sei mit ungeistlichen Mitteln dazu herangebracht worden. Er lancirte allerhand Nachrichten darüber mit dessen Wissen in die Zeitungen, und faßte gleichzeitig den Entschluß, zur Ehrenrettung Hontheims das Leben desselben und insbesondere die Geschichte seines Widerrufes zu schreiben: womit der Weihbischof gleichfalls einverstanden war, und als Krufft noch im Laufe des Jahres 1779 die Arbeit begann sich bereit finden ließ, Materialien dazu zu liefern. Krufft sammelte sowohl diese, wie mancherlei sonstigen Stoff, begann auch alsbald mit der Ausarbeitung, wurde aber mit seiner Arbeit nicht fertig. Er hat sich über dieselbe zwölf Jahre später, ein Jahr nach Hontheims Tode, ausführlich in einem Schreiben an Dalberg, damals mainzischen Coadjutor, ausgesprochen, das in den trierischen Acten, die ich benutze in Abschrift erhalten ist, und das ich hierunter mittheile [1]), weil es ebensosehr über die Schicksale der

1) Es ist vom 11. November 1791 aus Wien datirt und lautet: Je conjure avant tout V. E. de vouloir bien lire Elle même et garder pour Elle Seule la présente lettre et je La supplie d'excuser la hardiesse, que je prends, de la Lui adresser sans avoir l'honneur de Lui être connu, quoique j'aie eu celui d'être pendant plusieurs années en commerce de lettres avec Mr. le baron Charles de Dalberg ou oncle ou Son cousin. — Mon neveu de Hontheim, Doyen de St. Siméon à Trèves, m'a écrit, qu'on lui a demandé de Mayence, et qu'il y a envoié des notices sur la vie et les ouvrages de feu le Suffragant son oncle; et il croit pouvoir présumer avec quelque fondement, que c'est de la part de V. E. et pour procurer par quelque savant à Ses ordres à la république des lettres une déscription de la vie de cet auteur défunt, célèbre par ses ouvrages et devenu fameux par la rétractation de son Fébronius. — Or je dois avoir l'honneur de vous prévenir avant tout, Monseigneur, ainsi que l'a déjà fait en partie mon dit neveu, que j'ai été pendant près de cinquante ans le correspondant littéraire et confidentiel du défunt, mon parent, auquel même j'ai fourni quantité de matériaux pour son Fébronius, dont la première idée est née en ma présence, et dont j'ai été moi

Arbeit, wie über ihren Verfaſſer aufklärt. Bald nach Hontheims Tode war von Mainz her eine Anzahl Fragen über deſſen Lebens-

(malgré ce qu'en rapporte Mr. de Bibra dans le quatrième cahier num. 7 de son journal Von und für Deutſchland de cette année) celui, qui en a procuré l'impression (ainsi que je l'ai indiqué par les paroles »qui et obstetricem Febronio praebuerat manum« dans l'épitaphe, que je lui ai fait dabord après sa mort), et que j'ai été celui, qui a remis l'original de son manuscrit en mains propres d'Esslinger à Francfort, ainsi que je le démontrerai dans le même journal, si j'en ai le tems. — J'ai été de plus, quelque tems après la rétractation de Mr. de Hontheim, requis de lui par une lettre expresse de sa main (Epistola non erubescit. Cic.), de faire son apologie et d'écrire sa vie, pour laquelle il m'a fourni lui-même les documens authentiques. Je m'y suis aussi pris dabord avec plaisir et avec autant d'application, que les occupations de mon emploi et mes autres affaires m'ont permis; et je lui ai envoyé dans le tems les premiers cahiers, qu'il m'a renvoyés en m'en remerciant. Mais je me suis dégouté de ce travail, lorsque j'ai lu dans la Gazette de Coblence sa déclaration du 2. Avril 1780 et après que j'ai reçu son Commentarius in suam retractationem, Commentaire sur lequel nous avons eu les plus vives contestations. Néanmoins les éclaircissements qu'il m'a donnés sur tout cela et ses marques réitérées de reconnaissance pour les peines que j'avais prises de le soutenir dans ses revers littéraires, non seulement par mes lettres, mais aussi par mes représentations successives à la cour impériale, marques, d'ont il chargea encore au mois de Juillet de l'année passée mon fils ainé, que je lui avois envoyé, ne pouvant pas me rendre à sa sollicitation de l'aller voir encore une fois moi-même, et finalement la lettre, par laquelle il prit de moi seul congé au lit de sa mort au mois de Septembre suivant, tout cela m'engagea enfin à reprendre le fil de son apologie et de sa vie. J'y suis parvenu jusqu'à la rétractation de Fébronius: mais l'histoire de cette rétractation étonnante, le manège pour se procurer celle-ci et la persévérancc constante, quoique secrete, du défunt dans les opinions de son Fébronius (point qu'il s'agit principalement de prouver pour confondre le vain triomphe de la cour de Rome et de ses vils champions Zaccaria et Mamacchi) ne pouvant, pour être démontrés sans réplique, et pour faire quasi toucher au doigt les ressorts secrets de cette insigne intrigue, qu'être tirés de ses lettres confidentielles à moi, à qui seul il s'en ouvrit sans réserve, et des pièces y j'ointes, les unes et les autres toutes de sa propre main, et dont je possède cinq volumes entiers, que je déposerai pour l'inspection oculaire de ceux, qui auroient droit de vouloir vérifier les passages essentiels, cette histoire de sa rétractation, dis-je, et celle de ses suites (quoique sans entrer dans aucune discussion des opinions de Fébronius, parceque cela mèneroit trop loin) exigent encore non seulement un tems, dont à mon age et dans ma position je ne saurois encore déterminer le terme (quoique à vue-de-pays

umſtände an die Familie gelangt, und von ſeinem und Kruffts Neffen, dem Dechanten an St. Simeon zu Trier v. Hontheim,

cela ne passera pas celui d'une demi-année), mais cela exige de plus une liberté et une franchise de »nil veri non dicere«, que la mort de Mr. de Hontheim et celle de Mr. de Spangenberg, qui seul étoit encore du secret, ont à la vérité beaucoup facilité, mais que la mort de Joseph II. a en revanche rendu dérechef beaucoup plus difficiles, surtout pour le lieu de l'impression sans craindre de la voir sister, et que la vie d'une certaine personne de haut rang, aisée à deviner — es iſt Clemens Wenzel Kurfürſt von Trier gemeint — gêne encore extrèmement, pas tant par rapport à l'auteur de cette vie, que quant aux suites pour la famille de Hontheim: de façon que je souhaiterois honnêtement pouvoir faire accroire, n'avoir écrit qu'à fin de laisser à la postérité pour tous les cas à venir des preuves incontestables de la vérité de fait, et déposer l'original de mon écrit à la bibliothèque impériale, mais que quelqu'un m'ait volé cet original et l'ait fait imprimer malgré moi. Sur quoi je voudrois que quelqu'un des protecteurs du défunt, parmi lesquels il a cru oser compter V. E., pût et voulût me donner un conseil, qui ranimât ma confiance, dont l'affaiblissement a plus d'une fois rallenti mon ouvrage. Cet ouvrage, qui sera tel, que mon âge plus que septuagénaire et les occupations multipliées de ma place peuvent le fair espérer, sera en français, parceque les lettres de Mr. de Hontheim, dont je dois tirer pour preuve les passages essentiels et littéralement, sont dans cette langue, et parceque cette langue est — à la honte de l'Europe entière — devenue la langue universelle de tous les pays interessés à la vérité de cette histoire. Après tout ceque dessus j'abandonne au discernement éclairé de V. E., s'il sera à propos de diminuer le mérite quelconque de cet ouvrage par la publication plus hâtive d'un ouvrage semblable, qui, bien que peutêtre supérieur en arrangement et en stile, ne pourra néanmoins qu'être inférieur en preuves. — Au reste, si peutêtre mon neveu et moi nous nous trompons en présumant, que c'est été pour V. E. qu'on lui ait demandé les notices susmentionées, que je trouve maigres et même défectueuses, je connois trop les sentimens élevés du sublime auteur de »l'Universum« et de tant d'autres excellents ouvrages, pour craindre qu'Elle trouvera de trop de hardiesse cette longue lettre dont le commencement lui a déjà demandé pardon; et je présume trop de Votre extrème bonté, Monseigneur, pour ne pas oser Vous supplices, que, si V. E. vouloit peutêtre m'honorer de quelque reponse, Elle daigne de la faire de Sa propre main, et me la fair venir par le même canal; parceque il me semble importer infiniment pour le procès de la chose même, que bien des personnes n'aient avant le tems pas le moindre vent de mon dessein et de son exécution prochaine. — Finalement, pour n'avanturer en rien la reponse dont j'aurai peutêtre à me flatter, je mets mon adresse en bas de mon nom, et suis avec un bien profond respect etc.

der in dieser Stelle des Oheims Nachfolger geworden war, kurz und vorsichtig beantwortet worden. Die Antworten liegen in einer von ihm selbst herrührenden Abschrift den trierischen Papieren bei, sind von Wyttenbach in der „Treviris" von 1834 (Num. 4. 5) mitgetheilt worden, und ihrem Inhalte nach unbedeutend. Da der Dechant annehmen zu dürfen meinte, die Fragen kommen von Dalberg her, und seien durch die Absicht, eine Biographie Hontheims schreiben zu lassen, hervorgerufen, so gab dies Krufft, dem er jene Antworten mittheilte, Anlaß bei Dalberg sein besseres und älteres Recht auf eine solche Biographie zu vertreten. Zu dem Ende entwickelt er einerseits sein langdauerndes intimes Verhältniß zu Hontheim, Hontheims Billigung seiner schon zu dessen Lebzeiten unternommenen Arbeit, sogar Betheiligung daran. Wenn es dabei so erscheint, als sei diese Arbeit überhaupt durch des Weihbischofs Wunsch veranlaßt worden, so ist das wohl nur ein starker Ausdruck dafür, daß er mit dem Unternehmen einverstanden war. Andrerseits entwickelt Krufft, warum die Arbeit liegen geblieben. Er führt an, Schuld daran seien andere Arbeitsaufgaben, ferner ein paar auf den Widerruf in gleicher Richtung gefolgte weitere öffentliche Schritte Hontheims, die derselbe nicht hatte ablehnen können, nachdem der Widerruf einmal geschehen war, und von denen unten zu berichten sein wird, nicht minder Hontheims Commentar zu diesem Widerrufe, in welchem Krufft ein anderartiges Beharren auf seinen alten Meinungen zu finden gewünscht hätte, als er darin fand, endlich — und dies ist offenbar die Hauptsache — die Besorgniß, mit dem Buche an mächtiger Stelle anzustoßen. Zwar Hontheim und der Geheimerath v. Spangenberg, die darunter hätten leiden können, seien todt, aber der Erzbischof Clemens Wenzel Kurfürst von Trier, der in dem Buche angegriffen werden mußte, lebe noch, und Kaiser Joseph, der gegen denselben ein Schutz gewesen wäre, lebe nicht mehr. Die nur bis zu dem Jahre des Widerrufes (1778) fortgeführte und über die Vorgänge dieses Jahres bloß dürftige Biographie war also, wie dieser Brief zeigt, offenbar vor Allem deshalb nicht weitergeführt worden, weil der alternde und die Verstimmung Derer, die er darin anzugreifen hatte, mehr und mehr fürchtende Verfasser die nicht verletzende, oder doch ihn und seine Familie nicht verantwortlich machende Form für den Haupttheil seiner Schrift nicht

hatte finden können. Jetzt beabsichtigte er, die letztere unter der Fiction herauszugeben, daß sie ihm entwendet und gegen seinen Willen publicirt worden sei. — Er arbeitete auch, wie ein Vorredeentwurf von 1792 darthut, noch nach seinem Schreiben an Dalberg an dem Buche weiter. Aber er wurde, bevor er abschloß, vom Tode übereilt.

Der fertig gewordene Theil seiner Arbeit und, soweit er noch vorhanden war, der Apparat, den er für sie gesammelt hatte, sind es, was der trierischen Stadtbibliothek, wie Wyttenbach sich ausdrückt, „glücklich zukam". Ausweislich einer auf den Acten befindlichen Notiz geschah dies durch Geschenk eines fürstlich liechtensteinischen wiener Bibliothekars Namens Wolf, im Jahre 1829. Woher dieser die Papiere hatte, erhellt nicht. Krufft hinterließ [1]) zwei Söhne, von denen der eine, als Musiker nicht ganz unbekannt, im Jahre 1818, der andere, Präsident eines Appellationshofes, am Ende der zwanziger Jahre gestorben ist. Vielleicht hatte Wolf aus seinem Nachlaß die Acten erworben.

Sie waren, als ich sie mitgetheilt erhielt, in großer und anscheinend alter Unordnung, und enthielten selbst Einiges von Dem nicht mehr, was Wyttenbach noch daraus mitgetheilt hat; obwohl dieser Defect Nichts bedeutet. Inwieweit sie Kruffts Apparat vollständig aufweisen, ist nicht festzustellen; wahrscheinlich war er, auch abgesehen von der sogleich zu berührenden durch den Mangel der hontheimischen Originalbriefe veranlaßten Lücke, umfänglicher. Das jetzt in den trierischen Acten Vorhandene ordnet sich in vier Gruppen.

Zuerst liegt der Anfang des beabsichtigten biographischen Werkes in verschiedenen Redactionen vor: wenn Krufft in einer Vorrede von 1792 sagt, er sei in seiner Arbeit wieder und wieder durch andere Geschäfte unterbrochen worden, so scheint es, er habe dann wiederholt von vorn angefangen; denn seine Sammlung enthält mindestens sechs oder sieben [2]) solcher Redactionen. Nur eine derselben, die umfänglichste und — was ihr Aussehen zeigt — offenbar diejenige, welche, wie Krufft dies von einer der Redactionen an Dalberg schreibt, Heft für Heft Hontheim selbst gesehen

1) Nach Würzbach a. a. O.

2) Aus vorhandenen Fragmenten kann man, wiewohl nicht mit Sicherheit, vermuthen, daß es noch mehrere gegeben hat.

und gebilligt hat, ist datirt: sie trägt die Jahreszahl 1780, und der Umstand, daß der Vorredeentwurf von 1792 sich an ihren Rand geschrieben findet, zeigt: Krufft wollte gerade diese Redaction schließlich ediren. Sie erzählt indeß Hontheims Leben nur bis 1740. Die übrigen Redactionen sind insgesammt minder ausführlich und reichen weiter; wiewohl unter einander nicht gleichweit. Die Jahre 1741 bis 1769 werden ganz oder theilweise von mehreren, die Jahre 1770 bis 1778 nur von einer behandelt. Ueber letzteres Jahr, bis auf welches auch ein beigegebenes „chronologisches Directorium" reicht [1]), geht keine einzige hinaus. — Krufft hat, wie er erklärt, französisch geschrieben, theils um originale französische Aeußerungen Hontheims unverändert aufnehmen zu können, theils weil französisch die Sprache der gebildeten Welt sei; außerdem wohl weil er sie am besten beherrschte.

Das zweite Element seiner Sammlungen besteht in mehr oder minder ausgearbeiteten Notizen über Hontheims Schriften und über die den Febronius betreffende Streitlitteratur — beides mit des Weihbischofs eigener Hülfe zusammengebracht —, sowie einigen biographischen Nachrichten über Schriftsteller, die dabei zu nennen waren, und über andere in der hontheimischen Geschichte vorkommende Nebenpersonen. An diese Gruppe schließt sich an, was auf das österreichische Verbot der zu Rom gedruckten hontheimischen Widerrufsacten bezüglich ist, sowie der vorhin erwähnte Bogen mit Antworten des Dechanten v. Hontheim.

Die dritte Gruppe wird durch eine Collection mit dem Jahre 1779 beginnender, größtentheils an Krufft gerichteter Briefe gebildet, die, von sehr verschiedenen Personen — Fürst Kaunitz, Frh. v. Spangenberg, F. C. v. Moser u. s. w. s. — herrührend, sämmtlich auf Hontheim directen oder indirecten Bezug haben. Sie sind theils im Original, theils in Abschrift vorhanden, und werden im Einzelnen im Verlaufe der unten folgenden Darstellung zu nennen sein. Auch einige coblenz-mainzer Gesandtschaftsberichte an Fürst Kaunitz, die Krufft sich hat abschreiben lassen, und verschiedene von ihm selbst in jenen Jahren an Kaunitz, an die Kaiserin Maria Theresia, an Kaiser Joseph II. erstattete Berichte gehören hierher.

1) Deutsch in freier wyttenbach'scher Bearbeitung in der „Treviris" 1834. Num. 51 folg.

Viertens endlich sind von Hontheim selbst herrührende Nachrichten vorhanden. Hier sollte man vor Allem Briefe von ihm erwarten, deren er an Krufft, wie dieser in seinem Schreiben an Dalberg näher ausführt, eine Menge geschrieben hat. Allein sie fehlen, und es finden sich bloß in Abschrift solche entscheidende Stellen dieser Briefe vor, die der Biograph bei seiner Arbeit zu verwenden beabsichtigte. In einem Vorredeentwurfe [1]) erzählt er: dergleichen Abschriften, deren Richtigkeit er feierlich versichert, habe er an drei verschiedene Orte gesendet, die Originale der Briefe aber, was er in seinem Briefe an Dalberg als Absicht ausspricht, an einem vollkommen sichern Platze zu eventueller Einsicht für jeden Legitimirten deponirt [2]). Er verwahrte sie also nicht zusammen mit seinem übrigen Apparate; sodaß ihr Fehlen in demselben erklärt ist. Auch in der Sache zeigt sich nirgends ein Grund, Fälschung vorauszusetzen. Dennoch wäre es in hohem Grade erwünscht gewesen, die Originalbriefe zu benutzen, und ich habe sie daher durch die Augsburger Allgemeine Zeitung (1879 Beilage 311) gesucht. Aber vergebens. — In den trierischen Acten sind von Hontheims eigener Hand, außer einigen Blättern mit Notizen, die er für Krufft als seinen Biographen aufgezeichnet hat, eine größere Zahl kurzer Antworten auf Krufft'schen Fragebogen erhalten, in denen er über die verschiedensten Dinge Auskunft giebt; ferner, theils eigenhändig, theils in Abschrift an Krufft gesendet, eine Ausführung gegen Mamachi, eine ähnliche gegen eine wahrscheinlich von dem französischen Abbé Pey ausgegangene Denunciation, ein großer Theil des Manuscriptes zum Widerrufscommentare, ein Gutachten von 1782 über einen damals von dem trierischen Kur-

1) Undatirt.

2) Die Stelle lautet: Copies tirées sur les originaux des lettres écrites toutes de main-propre de l'auteur du livre de Febronius — — à un de ses plus anciens et intimes amis. »Mendacii poena gravis est, sed imputet sibi qui mentitur«. Que personne ne taxe de fausses ces copies: car les originaux se trouvent actuellement déposés dans un tel lieu de sûreté, dont personne au monde ne peut les (arracher?) ni par force, ni par ruse, et d'où ils seront rendu publiques sans faute (doute?), s'il en est besoin; et pour que le dépositaire de ces originaux même — — — — — des copies autentiques de ces lettres ont été envoyées en trois autres endroits différents.

fürsten an Kaiser Joseph II. gerichteten Vermahnungsbrief und einiges Unbedeutende. Alles dies größtentheils französisch geschrieben, Einiges auch lateinisch.

Was sonst noch in den trierischen Actenfascikeln, von denen ich referire, aufbewahrt wird, ist ohne Werth.

Da die Krufft'sche Biographie Hontheims durch die Art ihrer Entstehung und durch des Weihbischofs persönlichen Antheil daran besonderen Werth hat, so theile ich sie im Anhange mit, indem ich das Directorium ihr vorausgehen lasse [1]). Von letzterem ist nur der eine hier wiedergegebene Text vorhanden; von der Biographie ist bis zum Jahre 1740 die Redaction von 1780 mit der Vorrede von 1792 aufgenommen worden, sowie für die Jahre 1770 bis 1778 der einzige für diese Zeit vorhandene Text. Die für die Jahre 1741 folg. vorliegenden Fassungen lassen sich zwar nach inneren Merkmalen mit einiger Sicherheit chronologisch ordnen; da sie aber untereinander keinerlei Abweichungen von Bedeutung aufweisen, und da es hauptsächlich darauf anzukommen schien, möglichst vollständig Dasjenige, was Krufft an Material giebt, vorzuführen, so habe ich für diese Jahre die umfänglichste seiner Textredactionen zu Grunde gelegt, und an den Stellen, wo eine der übrigen im Einzelnen ein Mehreres bot, dies eingefügt: eine Ergänzung, die nach Lage der Umstände leicht war. — Kruffts französische Orthographie habe ich, da sie nicht constant ist, sondern Willkürlichkeit zeigt, nicht durchaus festgehalten.

Soweit die so reconstruirte krufft'sche Darstellung reicht, konnte ich meine eigene um so kürzer fassen, und nur solche Punkte, welche von Krufft nicht berührt waren, ausführlicher behandeln. Im Uebrigen habe ich die Geschichte Hontheims, seines Werkes und seines Widerrufes so objectiv darzustellen gestrebt, wie es mir möglich war. Möge meine Arbeit geeignet sein, die Kenntniß der historischen Wahrheit zu fördern.

---

1) Anhang. Urkunde I. II.

2. Erste vierzig Jahre.

Johann Nicolaus von Hontheim war am 27. Januar 1701 zu Trier geboren als Sohn von Carl Caspar von Hontheim und dessen Ehefrau Anna Margarete geborenen von Anethan. Sein Vater (geb. 1657, gest. 1724) war trierischer Hofgerichts- und Rathsschöffe, auch landschaftlicher Generaleinnehmer des obern Erzstiftes, und führte wiederholt als Bürgermeister die Regierung der Stadt; seine Mutter war eine Tochter des kurfürstlich trierischen Kellners, d. i. Amtmanns von Anethan zu Corheim.

Sowohl die hontheimische, wie die anethanische Familie waren alte und angesehene trierische Geschlechter. Der erste in einem testimonium legitimorum et nobilium natalium, welches für Hontheim, auf Ansuchen seines Vaters, vom Rathe der Stadt Trier am 27. Dec. 1711 ausgestellt wurde [1]), genannte väterliche Vorfahr ist seines Vaters Urgroßvater Nicolaus, Doctor Juris, dessen Leben noch vorwiegend in das sechszehnte Jahrhundert fällt. Dieses Nicolaus mit Anna Renland erzeugter Sohn Johann Wolfgang starb 1641 als kurfürstlich trierischer und fürstlich speyerischer Rath: er war 1622 vom Kaiser geadelt worden. Sein Sohn von Margarete geb. Biver, Johann Nicolaus, geboren 1617, gestorben 1665, unseres Hontheim, der offenbar nach ihm genannt worden ist [2]), Großvater, war kurfürstlich trierischer Hofrath, und verheirathet mit Marie Elisabeth Helling. — Die Anethans waren gleichfalls in den höheren trierischen Staats- und Kirchenämtern

1) Abschriftlich in der v. Elteſter'schen Sammlung. Ob es, wie ich vermuthe, mit der im Trierischem Wochenblatte von 1819 Num. 22 (s. die Nachricht in der Trierischen Kronik 1820 S. 96 Note) abgedruckten „Genealogie" Hontheims Eins ist, habe ich nicht untersuchen können.

2) In der Taufe, die am 29. Januar 1701 stattfand, erhielt der Großsohn auch noch den dritten Namen Chrysostomus; er hat ihn aber weder je gebraucht, noch nennt ihn das testimonium.

heimisch: ein Johann, (geb. 1594 gest. 1668) war zur Zeit der münsterisch-osnabrücker Friedensverhandlungen Kanzler gewesen, und hatte wechselnde Schicksale gehabt [1]), ein Johann Heinrich war von 1673 bis 1680 trierischer Weihbischof, Hontheims Urgroßvater Hubert wird als „Raths- und Schneidermeister", d. i. Patron der Schneiderzunft zu Trier genannt, sein mütterlicher Oheim Johann Jacob (geb. 1683 gest. 1768), kurtrierischer Geheimrath, war fast funfzig Jahre lang Stadtschultheiß, dessen Bruder Johann Heinrich [2]), seit 1729 Scholasticus des Stiftes St. Simeonis in Trier, war erzbischöflicher Siegler.

Unser Hontheim war der mittlere unter drei Brüdern, von denen sowohl der ältere, Wolfgang, wie der jüngere, Franz Ludwig, hohe trierische Staatsämter innegehabt haben [3]); mit dem ältern machte er einen Theil seiner Studien gemeinsam. Johann Nicolaus war ein zartes Kind, wie er denn sein Leben lang klein geblieben ist, im Lernen früh ausgezeichnet: er gewann auf den von ihm besuchten Schulen seiner Vaterstadt alle ersten Preise. Beide Umstände, sowie die einflußreiche geistliche Verwandtschaft der Mutter, durch die er bereits 1713 eine Pfründe im Stifte St. Simeon binnen Trier, jener ehedem in die Porta Nigra eingefügten jetzt nicht mehr bestehenden Kirche erhielt [4]), bestimmten ihn für den Priesterstand. Trier hatte in seinen Knabenjahren durch die Schrecken des spanischen Erbfolgekrieges schwere Zeiten. Bis zum Ende des Novembers 1714 lag französische Besatzung in der Stadt. Erst unter Kurfürst Franz Ludwig von Pfalz-Neuburg (1716—1729) begannen Stadt und Land aufzuathmen. Dieser Fürst, der zwar nicht einmal die Priesterweihe nahm, aber ein gewissenhafter und tüchtiger Landesherr war, hatte eine durchgreifende Reorganisation der öffentlichen Einrichtungen eben in die Hand genommen, als

1) Trierische Kronik 1823. S. 292.

2) Das. Jahrg. 1822. S. 16 fg., vgl. 1821. S. 20.

3) Ersterer wurde Finanzrath und Generalschatzmeister des Erzbisthums, letzterer erzbischöflicher Geheimer Rath. Trierische Kronik 1822. S. 122. Wolfgang war der mit Kruffts Schwester verheirathete (oben S. 7).

4) Von dem Canonicus Hubert v. Anethan, dem die Verleihung ex jure turni zustand. Die Pfründe war durch den Tod eines Canonicus Schlabart vacant geworden. Marx, Gesch. des Erzstiftes Trier Abth. 3. Bd. 5. S. 91. Note.

Hontheim (Ostern 1719), um Jura zu studiren, von der Jesuitenschule zu Trier auf die dortige Universität überging.

Auch sie wurde damals, wie das gesammte Bildungswesen im Lande, seit lange von den Jesuiten geleitet, und ließ viel zu wünschen. Characteristisch ist zum Beispiel, wie man noch 1747, als schon nicht Weniges war verbessert worden, bei Anstellung der Professoren verfuhr [1]). Es war damals eine Canonistenstelle vacant, und nicht weniger als sieben Bewerber hatten sich zu derselben gemeldet. Diese ließ man zuerst in Clausur einen civilistischen und einen canonistischen Fall entscheiden und legte ihnen dann, indem man sie Einen nach dem Anderen vorrief, einen canonistischen Text, immer denselben, zum unvorbereiteten Interpretiren vor; darauf hin wählte man. — Die Juristenfacultät hatte, als Hontheim Student war, bloß drei Professuren: für Institutionen, für Digesten einschließlich des Codex, und für canonisches Recht; eine Professur des öffentlichen Rechtes wurde erst 1722 unter Kurfürst Franz Ludwig eingerichtet. Hontheim hörte römisches Recht bei Nicolaus Deel, später aus kaiserlicher Ernennung Reichskammergerichtsassessor, und hat unter seinem Vorsitze im Jahre 1721 einmal Thesen [2]) vertheidigt; canonisches Recht hörte er bei Lothar Friedrich Nalbach. Dieser (geb. 1691 gest. 1748) besitzt als Gelehrter ebensowenig wie Deel einen Namen, aber er zeichnete sich, nachdem er Official und 1729 Weihbischof geworden war, in den öffentlichen Geschäften des Landes aus [3]), und ihm als Schüler näher bekannt geworden zu sein, ist für Hontheim später von Bedeutung gewesen. In den kirchenpolitischen Grundsätzen indeß, die er nachher vertrat, ist der Schüler, soweit sie ihm theoretisch überliefert wurden, wohl weniger durch Trier, als durch die Einflüsse derjenigen Universität bestimmt worden, die er nach der trierischen besuchte: Löwen.

Löwen war um jene Zeit die einzige Universität der österreichischen Niederlande, von denen ein nicht unbedeutender Theil

1) Georg Christoph Neller, der damals angestellt wurde, erzählt es: Trier. Kronik 1820. S. 78. Note.

2) Einen Quaternio thesium juridicarum ex quadruplici jure canonico, civili, publico et feudali. S. Wyttenbach in Ersch und Grubers Encyclopädie II. 10. S. 382.

3) Trier. Kronik 1821. S. 29 fg.

zur Erzdiöceſe Trier gehörte. Es war, im burgundiſchen Kreiſe gelegen, damals noch eine zum deutſchen Reiche zählende Anſtalt, wurde viel von Deutſchen beſucht, und iſt als Vermittlerin zwiſchen Frankreich, an deſſen Sprache und Cultur es Theil hatte, und Deutſchland, deſſen öſterreichiſche Kaiſer hier Landesherren waren, von weitreichender Wirkſamkeit geweſen. Namentlich auf die Entwickelung deutſcher und öſterreichiſcher Anſchauungen über den Schwerpunkt der römiſch-katholiſchen Kirchenverfaſſung und das Verhältniß des Staates zur Kirche hat Löwen am Ende des 17. und Anfange des 18. Jahrhunderts großen Einfluß gehabt. Es iſt hier nicht der Ort, ausführlicher zu erinnern, wie gegenüber dem papalen Kirchenverfaſſungsſyſtem der römiſchen Curie, von welchem in der Zeit der mittelalterlichen Herrlichkeit der lateiniſchen Kirche der Weſten Europas beherrſcht geweſen war, ſich — vertreten von der Univerſität Paris und von den großen Concilien von Piſa, Conſtanz, Baſel — das ſogenannte Epiſcopalſyſtem entwickelt hatte, nach welchem den Biſchöfen jedem einzeln das Regiment ſeiner Diöceſe und allen zuſammen das Regiment der Geſammtkirche als ihnen unter unmittelbarer Verantwortlichkeit göttlich verliehenes zugeſchrieben wurde. Die Kirche erſchien hier alſo nicht mehr als weſentlich monarchiſch, ſondern als unter der biſchöflichen Ariſtokratie weſentlich republicaniſch verfaßt. Dieſe Grundſätze hatten in Frankreich, bei althergebrachtem großem Einfluſſe der Landesherrſchaft auf kirchliche Dinge, ſchon früh auch die Praxis geſtaltet, und dann der Gegenſtrömung des 16. Jahrhunderts Widerſtand geleiſtet, unter dem Schutze ſowohl der Parlamente, wie im Allgemeinen auch des Königthums. Es bildete ſich damals eine zwiſchen Jeſuiten und Hugenotten in der Mitte ſtehende ſonſt gut katholiſche Partei, der aber an der Ruhe des Landes mehr gelegen war, als am Siege des Papſtthums, die demgemäß durchſetzte, daß von den tridentiniſchen Schlüſſen die auf die Verfaſſung bezüglichen in Frankreich nicht publicirt werden durften, und die dem Könige Heinrich IV., als er mit dem Papſte ſtreitend auf den Thron kam, eine Art kirchenpolitiſchen Programmes entgegenbrachte in einer Schrift P. Pithou's über die „Freiheiten der gallicaniſchen Kirche" 1594. Der Sprachgebrauch, unter dieſem Titel die Punkte zu verſtehen, in denen das franzöſiſche Kirchenrecht von dem der römiſchen Curie ſich unterſcheide, war nicht neu.

Man nannte sie Freiheiten, weil man von der Annahme ausging, anderwärts zwar seien die kirchlichen Verfassungszustände, wie sie vor Entwicklung des römischen Primates allgemein gewesen, durch diese beseitigt, die französische Kirche aber habe sich jene Zustände bewahrt, sei also freier geblieben als die übrigen. Unter dem Schutze der Bourbonen, welche die „gallicanische" Theorie zu der ihren machten, erblühte im ganzen romanischen Europa eine reiche sie vertretende Litteratur: Peter de Marca, Thomassin, Bossuet sind Namen, die unvergessen sein werden, so lange es kirchenrechtliche Jurisprudenz giebt. Die wissenschaftliche Methode dieses gallicanischen Episcopatismus unterscheidet sich von der des 15. Jahrhunderts besonders in Zweierlei: einmal in der rechtshistorischen Begründung, wie sie in Frankreich aus der humanistischen Jurisprudenz des Cujacius stammt, und die Kirchenverfassung der ersten Jahrhunderte quellenmäßig darstellt, um dann die spätere für einen Mißbrauch zu erklären; zweitens darin, daß im Zusammenhange hiermit, wie mit der überlieferten französischen Praxis, sie dem französischen Könige ungefähr dieselbe kirchliche Regierungsgewalt vindicirte, welche nach Ausweis der justinianischen Rechtsbücher der römische Kaiser besaß. — Alle diese Gedanken nun, wie sie in Frankreich zur Herrschaft kamen, wirkten nach den angedeuteten nationalen Zusammenhängen auch auf Löwen, wo ihnen der Boden durch den niederländischen Humanismus schon bereitet war, und nahmen hier mit der Zeit noch ein anderes später sehr einflußreich gewordenes Element eben aus dem letzteren auf. Grotius hatte auf seinem Grunde die Meinung wissenschaftlich ausgebildet, daß Macht und Recht, die äußere kirchliche Ordnung zu bestimmen dem Staate keineswegs allein historisch, sondern auch nach der Natur der Sache zuständig, und die anstaltliche äußere Kirchenregierung demgemäß ein Stück des Staatsregiments sei. Diese naturrechtliche Idee wurde nun mit der gallicanischen verbunden, und der spätere Episcopatismus steht unter der Wirkung beider. Zwar in den kirchenrechtlichen Juristen, durch welche die Löwener Universität zu der Zeit, von welcher wir reden, vorzugsweise berühmt war, überwogen die gallicanischen Einflüsse: Zeger Bernhard van Espen (geb. 1646) trug schon seit 1673 in Vorlesungen und Schriften mit größtem Erfolge das französische System vor. Aber er lehrte: bei rechtlichem, wenn auch nicht bei thatsächlichem

Beſtande ſeien die alten Kirchenfreiheiten keineswegs ausſchließlich in Frankreich, ſondern ebenſowohl auch anderwärts; namentlich im deutſchen Reiche. Denn rechtlich habe die urſprüngliche Ordnung des biſchöflichen Amtes, da ſie eine gottgeordnete ſei, durch die bloß menſchlich-hiſtoriſche Entwickelung des Primates nicht überwunden werden können, behalte vielmehr einen unveräußerlichen Anſpruch auf ihre auch thatſächliche Wiederherſtellung. Auch der landesherrlichen Stellung zur Kirche gab van Eſpen ein nicht allein franzöſiſches Fundament: daß er ein Nachfolger der oſtrömiſchen Kaiſer in dieſer Beziehung ſei, ließ ſich von dem kaiſerlichen Landesherrn der öſterreichiſchen Niederlande vielmehr noch beſſer, als von dem franzöſiſchen behaupten. Außerdem begannen zuerſt an dieſer Stelle naturrechtliche Gedanken zu wirken. So wurde van Eſpens 1702 erſchienenes umfaſſendes kirchenrechtliches Handbuch — jus ecclesiasticum universum —, in welchem er, in der angegebenen Weiſe ſie fortführend, die Reſultate der gallicaniſchen Litteratur mit ebenſoviel gelehrtem Fleiße, wie überſichtlicher Klarheit und practiſcher Brauchbarkeit verarbeitet, bald eine Hauptquelle für die auf dieſem Felde zu ſuchende Belehrung. — Ein Gegner der römiſchen Curie war van Eſpen auch noch als Janſeniſt; denn er wie andere ſeiner Löwener Collegen neigte zu der Meinung. Als ſich daher auf dem Gebiete der vereinigten Niederlande ſeit 1706 in ſeiner Nähe die von den Päpſten unabhängige Kirche von Utrecht bildete, geſchah es unter ſeiner berathenden Mitwirkung. Eines ſeiner Gutachten wurde dann veröffentlicht, er kam in Unterſuchung, entfloh achtzigjährig zu ſeinen holländiſchen Freunden, und iſt bei ihnen 1728 geſtorben. — Noch aber war er in Löwen und es war Jahre vor ſeiner Flucht, als Hontheim dort ſtudirte. Allerdings hielt van Eſpen Altershalber ſchon keine regelmäßigen Vorleſungen mehr, indeß er kam noch zu den juriſtiſchen Disputirübungen, betheiligte ſich an ihnen, und beherrſchte die wiſſenſchaftliche und kirchenpolitiſche Geſinnung der Univerſität. Wenn daher der junge Trierer auch nicht mehr ihn, ſondern nur Bawens, Hoek, Bugenhout hörte, ſo ſtand er doch unter ſeinem Einfluß, hatte perſönliche Eindrücke von ihm, und wurde in der antijeſuitiſchen Geſinnung, die er wiſſenſchaftlich und practiſch ſpäter bethätigt hat, durch ihn befeſtigt. Zwar ein Janſeniſt wurde er nicht. Aber daß katholiſch ſein und päpſtlich ſein nicht dasſelbe

sei, hatte er gelernt für sein Leben. Katholisch jedoch blieb er, und daß er von den eben um jene Zeit in die französische Litteratur eindringenden und zunächst durch Voltaire und Montesquieu vertretenen deistischen und der bestehenden Kirche abgeneigten Gedanken ergriffen worden wäre, davon finden sich keine Spuren.

An seinen löwener Aufenthalt schloß sich ein gleicher auf der damals publicistisch berühmten protestantischen Universität Leyden an, welcher zeigt, daß auch sein Vater einverstanden war, ihm einen weiteren als den eng clericalen Gesichtskreis zu verschaffen. Den Protestantismus scheint er hier nicht kennen gelernt zu haben; denn er weiß später recht wenig davon; aber die löwener Eindrücke wurden ihm ergänzt und vermehrt. Noodt sah er noch eben; dessen von Franecker berufenen (1723) Nachfolger Wessenberg hörte er, und lernte bei ihm Gewissenhaftigkeit quellenmäßiger Forschung erkennen. Ebenso hörte er den unter dem Einfluße grotius-pufendorff'schen Naturrechtes ausgebildeten jüngeren Vitriarius, welcher als Nachfolger seines berühmten Vaters für öffentliches Recht soeben angestellt worden war. Daß dergleichen Studien jetzt auch auf ihn gewirkt hatten, zeigte sich in dem Thema, das er sich nach Trier zurückgekehrt für seine Doctordissertation wählte: sie handelt über Naturrechtswissenschaft und Regierungsgewalt [1]). Zusammen mit seinem älteren Bruder wurde er dort im Jahre 1724 Doctor der Rechte.

Wer zu jener Zeit sich dem höheren Staats- oder Kirchendienste bestimmte, der pflegte seine Vorbereitung dazu durch eine Bildungsreise abzuschließen; mindestens suchte er zu Wetzlar, Regensburg und Wien an Ort und Stelle kennen zu lernen, wie die Reichsregierung betrieben ward, und der Geistliche suchte sich ähnlich zu Rom über die dortige Curie näher zu unterrichten. Hontheim verwendete jetzt mehr als drei Jahre auf solche Reisen. In Rom, wo unlängst (1724) Papst Benedict XIII. Orsini den heiligen Stuhl bestiegen hatte, und mit ehrlicher Bigotterie zu Wiederherstellung kirchlicher Ordnungen ein Lateranconcilium hielt, die Heiligsprechung P. Gregors VII. vorbereitete, oder zehn moderne Heilige, worunter zwei Jesuiten, auf ein Mal proclamirte u. dgl. m.,

1) Dissertatio juridica inauguralis de jurisprudentia naturali et summo imperio. Treviri 6. April 1724. 4°.

während er seinen Günstling Cardinal Coscia auf das Unwürdigste das Regiment verwalten ließ, blieb der trierische Reisende geraume Zeit, und hat vor dem Papstthum dort wohl schwerlich größeren Respect bekommen.

Im Anfange 1728 kehrte er in seine Heimath zurück, und wurde zunächst außerordentlicher Beisitzer am Generalvicariate und Consistorium zu Trier [1]). Fünf Jahre später erhielt er daneben „auf beschehenen Vorschlag der juristischen Facultät und eigenes bittliches Ansuchen" die Professur der Digesten und des Codex an der Universität [2]). Vielleicht hing sein „Ansuchen" mit den Interessen seines Stiftes zusammen; denn es war Rechtens, daß eine der Stiftsstellen von St. Simeon mit einem Universitätsprofessor besetzt sei, und daher sah das Stift es gern, wenn eines seiner schon vorhandenen Mitglieder die Professur übernehmen konnte. Möglich auch, daß Hontheim um sich öffentlich zu zeigen die Professur annahm. Jedenfalls geschah es nicht aus Neigung zum römischrechtlichen Lehrfache; und daher hat er bis 1738, solange behielt er die Professur, auch zwar eine Anzahl Dissertationen geschrieben [3]), was für den academischen Lehrer damals unumgänglich war, aber er hat niemals Etwas gethan, was geeignet gewesen wäre, den ihm anvertrauten Zweig der Rechtswissenschaft als solchen zu fördern.

Er war kaum ein Jahr lang im Dienste gewesen, als Kurfürst Franz Ludwig dem trierischen Erzbisthum entsagte, um das von Mainz zu übernehmen, und zu seinem Nachfolger ein Mann — Franz Georg Graf von Schönborn — erwählt ward (2. Mai 1729), der, nachdem er sich bereits einen Namen als tüchtiger Verwalter und geschickter Diplomat erworben hatte, jetzt bei seinem Regierungsantritte den Trierern das hundertvierzig Jahre lang nicht gesehene Schauspiel gab, sich auch wirklich zum Bischof weihen zu

1) Das Ernennungspatent ist vom 2. April 1728, — ausgefertigt für den „Canonicus an der Collegiatkirche zu St. Simeon und Doctor Juris" v. H. — v. Elteſter'sche Sammlung Num. 2.

2) Ernennungspatent v. 1. Sept. 1733. Daselbst Num. 3.

3) Diss. de jurisdictione Trev. 1733, de usuris ibid. 1734, Quaestiones juris selectae publ. defensae d. 28. Apr. ibid. 1735. Decas legum illustrium ibid. 1736. De vera jurisconsultorum veterum philosophia, ibid. 1737. Sämmtlich in Quart mit Ausnahme der Publication von 1736, welche in Folio ist.

lassen und als solcher zu amtiren. Und es war kein bloßes Schauspiel; vielmehr ist er geistlich wie weltlich siebenundvierzig Jahre lang ein ebenso pflichttreuer, wie umsichtiger Regent gewesen: einer der ausgezeichnetsten, die es in Deutschland damals gab. Sein tüchtiger und einflußreicher Gehülfe aber war bis 1748 eben jener jetzt zum Weihbischof ernannte Lothar Friedrich Nalbach, dessen Schüler Hontheim im canonischen Rechte gewesen war; sodaß es wohl nicht ohne Nachwirkung dieses persönlichen Verhältnisses geschehen ist, wenn Hontheim nach einiger Zeit (Anfangs 1738) Officialatscommissar des s. g. Niederen Erzstiftes und Aufseher des Priesterseminars in Coblenz wurde [1]); sowie zwei Jahre später auch Canonicus am Collegiatstifte zu St. Florian daselbst [2]).

„Niederes" und „Oberes Erzstift" besagte eine schon aus dem vierzehnten Jahrhundert stammende Eintheilung sowohl des Landes von Trier, wie der Erzdiöcese. Territorial bedeutete Oberes Erzstift die Gegend von Trier selbst und die Landestheile an der Mosel hinab bis an die Elz, Niederes Erzstift die Gegend von Coblenz und die am Rhein und an der Lahn gelegenen Aemter Ehrenbreitenstein, Bergpflege, Vallendar, Hammerstein, Münster-Meinfeld, Boppard, Wesel, Montabaur, Limburg, Camberg ꝛc. Das Obere Erzstift stand zu Hontheims Zeit unter dem Hofgerichte zu Trier, das Untere unter dem zu Coblenz. Ebenso hatte jedes der beiden Landestheile sein mit sehr umfassender Gerichtsbarkeit ausgestattetes geistliches Gericht, Officialat, wenn auch formell das coblenzer nur als ein Commissariat des trierischen erschien, sodaß von dort nach hier appellirt werden konnte. Diesen beiden geistlichen Gerichten aber waren dann nicht bloß die dem Kurfürsten als Landesherrn, sondern auch die ihm nur als ihrem Bischofe unterstellten naheliegenden Gebiete zugewiesen, sodaß geistlich verstanden „Oberstift" wie „Niederstift" auch die benachbarten Territorien, soweit sie zur Erzdiöcese gehörten und nicht protestantisch geworden waren, einbegriffen.

Als Vorstand des genannten coblenzer Officialates und als

1) Die Ernennung ist vom 7. Februar 1738 v. Eltester's Samml. Num. 4. Hontheim erhielt Erlaubniß, nicht im Seminar zu wohnen, vielmehr eine andere Dienstwohnung.

2) Ernennung v. 30. Januar 1740. Daselbst Num. 5. Die Einführung geschah am 15. Junius.

Seminarvorſtand ging alſo Hontheim jetzt nach Coblenz. Was aber wichtiger war: er begann von nun an auch in Staatsgeſchäften gebraucht zu werden, und es wird angenommen werden dürfen, daß ſchon bei ſeiner Verſetzung in die perſönliche Nähe des Kurfürſten — er reſidirte, wie alle ſeine Vorfahren ſeit Philipp Chriſtoph von Söteren (1623—1652), regelmäßig in Ehrenbreitenſtein — eine ſolche Verwendung beabſichtigt war.

3. Vom vierzigsten Jahre bis zu den ersten sechzigern.

Hontheim konnte mit seiner Laufbahn zwar zufrieden sein, als er von Trier nach Coblenz versetzt wurde, aber besonders schnell waren seine Fortschritte nicht gewesen. Er war im achtunddreißigsten Jahre, als er in sein neues Amt eintrat. Als er seinen Febronius herausgab stand er im dreiundsechzigsten. Fassen wir hier zusammen was von ihm aus diesen fünfundzwanzig Jahren zu erzählen ist, sehen aber dabei von seiner Arbeit an jenem berühmten Buche noch ab, da es sich empfiehlt, dieselbe nachher für sich allein ins Auge zu fassen.

Wenn aus Hontheims ersten vierzig Jahren nur die Umrisse seines Lebensganges bekannt sind, und wir von Demjenigen, was im Einzelnen auf ihn gewirkt hat, sei es auf seine menschliche, sei es auf seine juristische und kirchenpolitische Ausbildung, wenig zu sagen gehabt haben, so fließen für diese zweite Periode die Quellen um Etwas reichlicher.

Im October 1740 starb Kaiser Carl VI., und es kam damit nicht bloß der österreichische Erbfolgestreit und der erste schlesische Krieg Friedrichs des Großen zum Ausbruch, sondern auch über die Erbfolge im Reiche erhoben sich Schwierigkeiten, indem neben dem Kurfürsten von Bayern, der dann als Carl VII. in der That gewählt ward, auch dessen späterer Nachfolger Herzog Franz von Lotharingen, Marie Theresiens Gemahl, als Bewerber auftrat. Kurfürst Franz Georg stand auf des Lotharingers Seite, verhehlte sich aber nicht, daß die Sache für Trier Gefahren hatte, da sein mächtiger Nachbar Frankreich diesem Candidaten entgegenwirkte; und auf französischem Gebiete lagen nicht bloß alle trierischen Suffraganbisthümer, sondern auch mehr als zweihundert zur Erzdiöcese selbst gehörige Pfarren. Da Frankreich die Kurhöfe in seinem Sinne zu bestimmen suchte, so kam es darauf an, sich ohne

es zu reizen seinen Zumuthungen zu entziehen [1]). Auch der päpstliche Wahlbotschafter Nuntius Doria besuchte bevor er nach Frankfurt ging die geistlichen Höfe [2]): der Papst stand auf lotharingischer Seite, wollte aber gleichfalls nicht offen gegen Frankreich auftreten, und sein Vertreter schien weniger in der Sache, als in Etikettenfragen instruirt, als er um Ende Februars 1741 nach Ehrenbreitenstein kam. Er betrieb diese „italienischen Phantasieen", wie der Kurfürst sie nannte [3]), mit angelegentlichem Eifer. — Franz Georg behielt die Wahlangelegenheit, wie alle wichtigeren Dinge, in eigenen Händen, verwandte aber als Gehülfen dabei, neben seinem Geheimrathe von Spangenberg, unsern Hontheim, und als Spangenberg als zweiter Gesandter nach Frankfurt abging — erster war der trierische Oberchorbischof Graf Ingelheim — Hontheim allein [4]). Spangenberg [5]), Jacob Georg, dem wir später als Hontheims näherem Freunde, als Vertrauensmann Oesterreichs und als Herrn von Kruffts Correspondenten begegnen werden, war ein Convertit. In der Grafschaft Hohnstein am Südharze aus altem Theologengeschlechte als Sohn eines protestantischen Pfarrers 15. April 1697 geboren, also etwa vier Jahre älter als Hontheim, hatte er in Jena Theologie studirt, sich aber zugleich eine bedeutende allgemeine Bildung erworben, war dann nicht Prediger,

1) Von dem in dieser Angelegenheit nach Mainz gesendeten Weihbischofe Nalbach sind noch Briefe darüber vorhanden, aus denen Wyttenbach in der „Treviris" 1825. Num. 18 Mittheilungen macht.

2) Siehe die angeführten Briefe.

3) Trierische Kronik 1821. S. 34.

4) Unter dem Krufftschen Apparate findet sich ein auch von Wyttenbach bei Ersch und Gruber III. 10. S. 382 in der Note mitgetheilter Bogen von Hontheims Hand, überschrieben P. S.: Comme vous voulez bien vous charger de faire mon Panégyrique, souffrez que je vous fournisse encore quelques articles, qui, selon votre bon plaisir, pourroient y trouver place. Auf diesem Blatte heißt es: Après la mort de l'Empereur Charles VI. an 1740, comme on prévoioit, que l'Interregne seroit bruyant et épineux, l'Electeur chargea le Baron de Spangenberg de tout ce qui était relatif à cet objet, et m'associat à lui. Nous travaillâmes ensemble sous les yeux du Prince jusqu'au départ de Spangenberg pour l'ambassade de Francfort; alors j'étais seul pour cette partie, l'Electeur ne se servant d'aucun autre de ses Conseillers dans les affaires relatives à l'Election de l'Empereur, qu'il traita toujours avec le plus grand secret.

5) Vgl. Treviris 1834. Num. 24.

sondern Privatsecretair des Herzogs von Meiningen geworden, hatte später diesen Dienst mit dem gleichen bei Kurfürst Franz Georg vertauscht und war hier zum Katholicismus übergetreten. Er hatte diesen Schritt motivirt in einer 1733 ohne seinen Namen erschienenen Schrift über das kirchliche Alterthum [1]), in welcher er nachzuweisen unternimmt, das Wesen der ersten christlichen Zeiten sei in der katholischen Kirche mehr, als in der evangelischen bewahrt geblieben. Seinem neuen Bekenntnisse herzlich und mit Bekehrungslust ergeben war er daher ein Mann mehr des Gefühls, als der Doctrin, ein Gegner der Controverse und der Jesuiten, eintretend für die Selbstverantwortlichkeit der Bischöfe, insbesondere die Rechte der deutschen, entschieden anticurialistisch. Franz Georg machte ihn zum Geheimen Rathe und übergab ihm einen großen Theil der trierischen Staatsgeschäfte, der Kaiser erhob ihn später (1764) in den Freiherrenstand und gab ihm den Titel auch eines kaiserlichen Geheimenraths; 1767 war er kaiserlicher Commissar bei der Visitation des Reichskammergerichtes. In seiner Amtsthätigkeit hatte er schon 1747 sich so überarbeitet, daß er das Gedächtniß verlor, und nur durch völlige Enthaltung vom Arbeiten es wiederfand: eine Diät, die er dann von Zeit zu Zeit immer wieder beobachtete. So erhielt er sich geistesfrisch bis in hohes Alter und ist zweiundachtzigjährig gestorben (30. Sept. 1779). Seine Freundschaft mit Hontheim stammte aus ihrer gemeinsamen coblenzer Arbeit [2]). Hontheim hatte sich schon bei seiner ersten erwähnten Verwendung dem Kurfürsten für Staatsgeschäfte so brauchbar gezeigt, daß er ihn im Anfange des Jahres 1742 zum Geheimen Rathe ernannte [3]).

Das Jahr darauf hatte er einen kleinen litterarischen Kampf mit dem luxemburger Jesuiten Bertholet, den sein Biograph Krufft zwar ausführlicher behandelt als nöthig, der aber allerdings nicht ohne Interesse ist, weil er Hontheim zum ersten Male als Histo-

1) Compendium antiquitatum ecclesiasticarum.

2) Nach einer Erwähnung in der „Treviris" 1835. Num. 19. Nalbach'sche Briefsammlung Note 2, scheint Wyttenbach die während des Frankfurter Wahlgeschäftes v. 1741 f. zwischen Spangenberg und Hontheim gewechselten Briefe gesehen zu haben. Sie sind indeß auf der trierischen Bibliothek nicht vorhanden.

3) Das Patent ist vom 21. Januar. v. Eltesters Sammlung Num. 6.

riker und als Polemiker zeigt. Schon seit seinen ersten amtlichen Beschäftigungen in Trier hatte er empfunden, wie wichtig für dieselben sei, daß er sich in der Specialgeschichte der Stadt und des Landes orientire, hatte sich Urkundensammlungen angelegt, und sich mit dem ihm eigenen vollen Ernste diesen Studien gewidmet. Nun war es eine schon mehr erörterte Frage, ob das Christenthum in der trierischen Diöcese bereits in der Apostelzeit sei gepredigt worden; Bertholet hatte in einer von ihm verfaßten Geschichte von Luxemburg sich der Meinung Derer angeschlossen, welche diesen kirchlichen Ruhm für Trier in Anspruch nahmen, und als der Herausgeber einer in Cöln erscheinenden Correspondance littéraire seine Behauptung bekämpfte, verschiedene Briefe angeblich ihm beitretender Dritter verfertigt und veröffentlicht, unter denen auch einer eines „Trierer Domherrn" war. Hontheims Beschäftigung mit der Landesgeschichte war schon so bekannt, daß er mit dieser Bezeichnung gemeint sein konnte; er lehnte also in einem Privatbriefe an Bertholet (Oct. 1743) die Zustimmung ab. Als aber der Jesuit öffentlich und hochmüthig erwiderte, antwortete auch er, in der Correspondance littéraire vom December 1743, öffentlich, zwar auch jetzt ohne sich zu nennen, aber zur Genüge kenntlich. Sein von Krufft wörtlich aufgenommener Brief zeigt nicht bloß den gründlich gelehrten Geschichtsforscher, sondern ist auch das Muster eines mit feiner Ueberlegenheit geistreich-gewandt, man darf sagen graziös geübten Strafgerichtes, das auf dem Grunde eines edeln sittlichen Pathos ruhet. Denn man fühlt, daß es dem Briefschreiber, dessen trierischer Patriotismus keinem Zweifel unterliegen konnte, ernst ist, wenn er sagt: auch über sein Vaterland gehe ihm die Wahrheit.

Wie Spangenberg und Hontheim bei der Kaiserwahl von 1741 verwendet worden waren, so gebrauchte Kurfürst Franz Georg sie, nachdem Kaiser Carl VII. im Januar 1745 gestorben war, auch wieder bei der Wahl Franz des Ersten (Sept. 1745), und dies Mal begleitete Hontheim seinen Herrn zur Krönung nach Frankfurt [1]). Aber auch in anderen bedeutenden Geschäften finden wir

1) Après la mort de l'Empereur Charles VII., fährt Hontheim a. a. O. fort, c'étoit la même chose; j'avois le même service à la cour jusqu'après l'élection et le couronnement de l'Empereur François I., auquel j'ai suivi l'Electeur à Francfort, qui s'y rendit en personne. Krufft erzählt, daß

ihn jetzt. Noch in demselben Jahre wird er vom Kurfürsten, der zugleich Propst von Elwangen war, nach Augsburg gesandt, um Differenzen über die Exemtion des Propstes beizulegen; 1746 vergleicht er als erzbischöflicher Bevollmächtigter einen Streit zwischen Bischof und Capitel von Speyer und visitirt zu Worms, wo der Kurfürst gleichfalls Bischof war, in dessen Auftrag das Generalvicariat und verschiedene Stiftskirchen; ebenso fällt in diese Zeit schon die Arbeit der 1748 erschienenen neuen Redaction des trierischen Breviers [1]), welche Franz Georg ihm übertragen und ihm als Gehülfen dabei einen Canonicus Hermans beigegeben hatte. Diese Arbeit war eine überaus wichtige. Das Brevier hat nicht die Natur eines gewöhnlichen Andachtsbuches, vielmehr bilden seine dogmatischen und kirchenhistorischen Lectionen für den größten Theil der es täglich lesenden Cleriker eine wichtige Quelle kirchlicher Bildung; weßhalb wir in neuerer Zeit die Umarbeitung der Breviere im Sinne des Papalsystems mit größter Energie betrieben gesehen haben. Bei dieser Bedeutung der Sache zeigte sich ein großes Vertrauen des Kurfürsten darin, daß sie Hontheim übertragen ward. Seinem historischen Sinne würde es nahe gelegen haben, die Unrichtigkeiten der fabulirenden Legende auszumerzen [2]); er glaubte jedoch, sich das nicht erlauben zu dürfen, sondern Rücksicht nehmen zu müssen auf den kirchlichen Charakter des Buches, welcher plötzliche Veränderungen verbiete; so daß er seinen Veränderungen enge Schranken zog.

Hontheim war also neben seinem Officialate mit den wichtigsten außerordentlichen Arbeiten beschäftigt. Etwa zu derselben Zeit aber, wo Spangenberg die Last zu groß geworden war, fühlte

---

damals bei der Krönungsceremonie Hontheim den Dienst beim Kurfürsten, er aber seinerseits den Dienst bei Hontheim gehabt habe.

1) Breviarium Trevirense. Jussu Reverendissimi Eminentissimi et Celsissimi Principis ac domini D. Francisci Georgii Dei Gratia Archiepiscopi Trevirensis etc. recognitum et emendatum. Francof. et Treviris 1748. 4. Voll. 8°.

2) Auf eine dahin gehende Frage Krufft's in Betreff des Breviers (Fragebogen) antwortet er: Je ne puis pas me vanter de l'avoir purgé de toutes les fables; je n'osois pas. Mais j'y ai bien supplée dans l'Histoire diplomatique, surtout dans le Prodromus, où je n'ai fait grâce à aucune. Ainsi ceux, qui nous suiveront, y trouveront de quoi corriger les préjugés de nos devanciers.

auch er sich überarbeitet, bat daher um Entlastung vom Officialate, die ihm ungern gewährt wurde, und zog sich auf sein Canonicat nach Trier zurück, um eine Zeit lang sich in vollkommener Stille bloß gelehrten Beschäftigungen hinzugeben [1]). Seine Stellung als Geheimer Rath behielt er dabei.

Die Ruhe stellte seine Gesundheit wieder her. Als daher [2]) sein ehemaliger Lehrer der Weihbischof Nalbach starb, und Kurfürst Franz Georg ihn schon zwei Tage nachher aus eigener Bewegung zu dessen Nachfolger ernannte, konnte er die neue Stellung annehmen. Nachdem er am 24. Mai 1748 die Nomination erhalten und hierauf zum Bischof von Myriophiti in partibus infidelium consecrirt worden war, wurde er als Suffraganbischof, kurfürstlicher Generalvicar und oberbischöflicher Official am 5. Julius definitiv angestellt und erhielt um dieselbe Zeit auch die Dechantenstelle des Stiftes St. Martinus und Severus zu Münster-Meinfeld [3]).

Er war jetzt erster geistlicher Beamter der Erzdiöcese. Als Generalvicar stand er an der Spitze des Vicariates, als trierischer Official an der der geistlichen Gerichte; für die französischen und

1) Comme avec ces occupations, sagt Hontheim a. a. O., nachdem er von den außerordentlichen Aufträgen des Kurfürsten gesprochen hat, je remplissois toujours le devoir d'Official, ma santé s'est trouvée en 1747 absolument dérangée par l'excès de travail. C'est ce qui m'a engagé de demander ma démission de la place d'Official du bas Archevêché, pour me retirer à Trèves sur mon Canonicat avec le caractère de Conseiller intime, que je portois depuis l'an 1741, afin de pouvoir vâquer au rétablissement de ma santé. On m'accordoit cette retraite, quoique nécessaire à ma santé, très difficilement, j'ose même à dire avec assez mauvaise grâce. Die Entlassung ist in den Familienpapieren nicht erhalten; das einzige Document, durch welches sie dort vertreten ist, ist ein Dispens vom Chordienste in St. Florin zu Coblenz vom 22. April 1748, welcher dem wieder nach Trier Uebersiedelten nöthig war, um in den Einkünften der Coblenzer Stiftspfründe nicht geschmälert zu werden.

2) Ma santé se remit au bout d'un an, heißt es in der schon mehrbenutzten Aufzeichnung, et mon prédécesseur dans le Suffraganéat Mr. de Nalbach venant à mourir le 11. Mai 1748 l'Electeur de son propre mouvement me nommait à sa place le 13. du même mois.

3) Die Erlasse vom 13. und 24. Mai und 5. Julius, sowie ein Empfangschein über Reversalen, die er als neuer Dechant von Münster-Meinfeld auszustellen gehabt hatte, v. 25. Junius 1748 finden sich im Original in von Elteſters Sammlung Num. 8—11.

luxemburgischen Theile des Sprengels aber war das Vicariat nicht zuständig; hier hatte er als Weihbischof die Kirchenregierung allein zu besorgen. Dreißig Jahre lang ist er in dieser arbeits- und verantwortungsvollen Stellung in voller Thätigkeit geblieben, mit dem Ruhme nicht nur eines tüchtigen und klugen, sondern ebenso eines gerechten und wohlwollenden und vor Allem eines pflichttreuen Mannes. Er duldete keine Mißbräuche, aber er ging auf Neuerungen nicht aus. Wenn er in den ersten Jahren dieser Geschäftsführung in den wichtigeren Angelegenheiten doch nur der Gehülfe des Kurfürsten Franz Georg blieb, so trat er nach dem Tode desselben, während der Regierung des liebenswürdigen und gutmüthigen, aber mehr der Jagd als dem Amte lebenden Erzbischofs Johann Philipp von Walderdorff (18. Jan. 1756 bis 12. Jan. 1768) thatsächlich im Kirchenregimente an die Stelle des Kurfürsten. Daß er sich dabei der päpstlichen Curie gegenüber mit Unabhängigkeit bewegte, war in jenen Jahren nichts Besonderes; aber auch dem Papste drang er von Demjenigen, was ihm herkömmlicher Weise zukam, Nichts ab. Die ersten zehn Jahre seiner Geschäftsführung regierte Papst Benedict XIV., jener wissenschaftlich und heiter gerichtete Prosper Lambertini, den man allenfalls Hontheims Gesinnungsgenossen hätte nennen können, soweit der Papst es sein konnte. Und wenn an dessen Stelle die folgenden elf Jahre (1758 bis 1769) allerdings in Papst Clemens XIII. Rezzonico ein Mann entgegengesetzter Gesinnung trat, so hatte die Regierung desselben schon von ihrem ersten Jahre an so harte Erfahrungen und so viele Kämpfe, namentlich in Betreff der jesuitischen Freunde des Papstes zu bestehen, daß sie zum Eingreifen in den ruhigen Gang deutscher Diöcesanverwaltungen weder Zeit, noch Stimmung gefunden hätte. So gingen, indem man Conflicte beiderseits vermied, die Dinge ihren Gang, und von Kämpfen mit Rom ist daher aus Hontheims Regimentsführung Nichts zu melden.

Dagegen mit den Jesuiten stieß er aneinander, namentlich in Betreff des trierischen Unterrichtswesens.

Wir haben erwähnt, daß es und daß namentlich die Universität in den Händen des Ordens war. Der Erzbischof als solcher hatte an derselben das Canzleramt, Hontheim als Weihbischof und Generalvicar das Procancellariat zu verwalten. Ueber den Geist, in welchem er dies Amt auffaßte, sprach er sich, wenn er als

Procanzler bei den Doctorpromotionen zu reden hatte, wiederholt aus; und es sind eine Reihe derartiger Aeußerungen aus den Jahren 1749 bis 1779 aufbehalten [1]). Es kommt in ihnen, bei mancherlei historischen Anknüpfungen, die von reichen Kenntnissen zeugen, zuweilen auch Fernliegendes mit altmodischem Gelehrtenprunke heranziehen, die lebhafte Freude am Fortschreiten der Universität und ein achtunggebietender ethisch-ascetischer Idealismus zum Ausdruck. Daneben wird das non scholae sed vitae, der Werth allgemeiner Bildung insonderheit auch für Theologen, der Ernst und die Freude gelehrter Arbeit nachdrücklich hervorgehoben. — Einer solchen Gesinnung entsprach, daß Hontheim an eine Reform der Universität ging. Zunächst suchte er die philosophische Facultät zu heben, nach heutigem Sprachgebrauche die oberen Gymnasialclassen; weßhalb er auch das coblenzer Gymnasium in die Reorganisation einschloß. Dieser Unterricht war ausschließlich im Besitz der Jesuiten. Hontheim wandte sich daher an deren cölner Provinzial, forderte die Sendung des Paters Hartzheim und v. Reiffenberg (jener ist nicht der Herausgeber der deutschen Concilien, Caspar, welcher vielmehr älter ist, sondern Joseph H., dieser ist Friedrich v. R., der durch theologische und Schulschriften, sowie durch lateinische Gedichte nicht unbekannt ist), um mit ihnen den Plan zu berathen, und scheint sich mit denselben verständigt zu haben. Denn schon 1751 erschien das neue Regulativ [2]).

Dann aber griff Hontheim an der Universität überhaupt das Uebergewicht an, welches dadurch, daß neben den Professoren der philosophischen Facultät auch fast sämmtliche theologische Professoren Jesuiten waren und diesen daher bei academischen Wahlen die Majorität zu Gebote stand, ihnen die Herrschaft über die gesammte Anstalt sicherte. „Unter andern Mißbräuchen bei derselben, schrieb er im Februar 1753 an den Kurfürsten Franz Georg [3]), „ist einer der Merkwürdigsten, daß der Prälat von St. Matthias", einer der in nächster Nähe der Stadt gelegenen großen Abteien, „sich gegen den

1) Trierische Kronik 1821. S. 198 fg. 226 fg. Jg. 1822. S. 3 fg.

2) Norma studiorum pro Universitate Trevirensi et pro Gymnasio Confluentino. Aug. Trev. 1751. 4°.

3) Abgedruckt in der Trierischen Kronik 1820. S. 226 f. Die Darstellung v. Krufft's unterscheidet nicht genügend die der Zeit nach auseinanderliegenden Momente.

ausdrücklichen Inhalt der Statuten", welche eine Wiederwahl des vorigen Univerſitätsrectors erſt nach einem Zwiſchenraume von zwei Jahren geſtatteten, „durch das Vorgewicht derer Jeſuiten, die er immerfort trefflich zu bewirthen gewußt, nun über zwanzig Jahre in einem Stück bei dem Rectorate zu manuteniren vermocht; ſo nie geſchehen, ſolange die Univerſität ſtehet. Vor drei Jahren brachten es die Jeſuiten durch ihre Präpotenz ſo weit, daß ſie denen anderen membris Universitatis hautement erklärten, ſie würden es zu keiner neuen Wahl kommen laſſen, es ſei denn, daß dieſe zum Voraus verſprechen, beſagten Prälaten vermittels dieſer neuen Wahl bei dem Rectorate zu confirmiren; wie dann auch damals geſchehen. Hierunter ſtehet ein großes Inconveniens und vornämlich dieſes verborgen, daß die Jeſuiten ſich auf den Prälaten zu St. Matthias verlaſſen, und wohl vorſehen" — vorausſehen —, „daß ihnen ſchwerlich bei anderm Präſidio, was bei dieſem, angehen werde. Der Abt zu St. Maximin und eines anderen nahe der Stadt gelegenen ähnlichen Kloſters, „den die Gutgeſinnten zum Rectorem vorſahen, verſtehet das Officium Präſidis viel beſſer. Wie nun auf eine oder andere Weiſe dem Uebel geholfen werden muß, ſo habe in eventualer Expedition hierbei einſchicken wollen, was dieshalb ad Universitatem gnädigſt zu erlaſſen zu ſein ich des unvorgreiflichen Dafürhaltens bin". Was Hontheim damals vorgeſchlagen hatte, und was etwa er erreicht hat, erhellt nicht. Jedenfalls wurde der Mißbrauch nicht zur Genüge beſeitigt; denn 1763 hatten von Neuem die Jeſuiten und ihre Freunde ein ihnen ergebenes vornehmes Glied des Domcapitels, den Oberchorbiſchof v. Schmidtburg, der ſchon im neunten Jahre Rector war, auch für das zehnte wiedergewählt. Eine hauptſächlich aus der Juriſtenfacultät beſtehende Gegenpartei war für den nunmehrigen Prälaten von St. Matthias Adelb. Wilz. Diesmal wurde auf Hontheims Vortrag die geſchehene Wahl vom Kurfürſten caſſirt und Wilz beſtätigt [1]). — Mit dem Vorſchlage, die Theologenfacultät, ſtatt der Jeſuiten, mit Benedictinern zu beſetzen, den er ſchon in den erſten Jahren ſeines Procancellariates gemacht hatte, iſt er erſt ſehr viel ſpäter und erſt in Folge der Vertreibung

1) Marx a. a. O. Bd. 2. (1859.) S. 488 fg.

des Ordens aus Frankreich durchgedrungen. Es wird hierauf weiter unten zurückzukommen sein.

Selbstverständlich, daß in Folge solcher Conflicte die Stimmung des Ordens gegen den Procanzler nicht günstig war. Sie wurde noch gereizter durch die Streitigkeiten des im Januar 1748, also nicht lange vor Hontheims Uebernahme des Procancellariates, angestellten kirchenrechtlichen Professors Georg Christoph Neller[1]) und das Verhältniß, welches zwischen dem Weihbischofe und ihm sich bildete. Ein Franke von Geburt stammte Neller (g. 23. Nov. 1709) als Schüler von Barthel und Ickstadt in Würzburg aus antijesuitischer Lehre, war zuerst Pfarrer, dann längere Zeit in schönbornischen Privatdiensten gewesen, zuletzt als Archivar, hatte während dieser Zeit beim Frankfurter Wahlconvente von 1742 in das Gefolge des Nuntius aufgenommen die curialen Gesichtspunkte bei Behandlung deutscher Geschäfte kennen gelernt, und sich — vielleicht in Folge hiervon — bald darauf in einem übrigens anonym publicirten kirchenrechtlichen Lehrbuche[2]) als gallicanischer Gegner jener Gesichtspunkte ausgesprochen. Als solcher wurde er, wohl nicht ohne Einfluß seiner schönbornischen Zusammenhänge mit dem Kurfürsten, in Trier angestellt, wurde auch Mitglied des Simeonsstiftes, bewährte sich dort als ausgezeichneter staats- und kirchenrechtlicher Lehrer, und in einer langen Reihe litterarischer Veröffentlichungen[3]) als gründlicher Erfasser und schlagfertiger Vertheidiger seiner Wissenschaft. — Seitens der Jesuiten von Anfang seiner Lehrthätigkeit an angegriffen und wegen derselben wiederholt verklagt wurde er an der Universität bald Führer ihrer Gegner, und Hontheim als Procanzler hatte ihn häufig zu schützen. Er gewann dabei im Laufe der Jahre ein näheres Verhältniß zu ihm, sowohl auf Grund beiderseitiger Mitgliedschaft im Simeonsstifte, dessen Dechant Hontheim allmälig geworden war, wie auf Grund der Uebereinstimmung ihres persönlichen Charakters, ihrer

1) Sein Leben von Wyttenbach in der Trierischen Kronik 1820. S. 76 fg. Vgl. Jg. 1825. S. 257 u. Marx 2, 486.

2) Principia juris publici ecclesiastici Catholicorum ad statum Germaniae accommodata. Francofurti 1746.

3) Opuscula juris ecclesiastici publici et civilis historica, chronologica et numismatica, edidit Leuxner (sein Neffe und Nachfolger) Colon. 1787 bis 1791. 3 voll. 4o.

kirchenpolitiſchen Grundſätze und ihrer wiſſenſchaftlichen Intereſſen. Als Neller im Jahr 1785 ſtarb, hat der Freund in einer Grabſchrift, die er ihm ſetzte, ausgeſprochen, wie er ihn hochhielt: er nennt ihn einen Mann unvergänglichen wiſſenſchaftlichen Ruhmes, tüchtigſten Weſens, uneigennützigſter Liebe zu ſeinem Berufe, in welchem er verſtanden habe dem Alten Neuheit, dem Neuen Anſehen, dem Vernachläßigten Werth, dem Dunkeln Licht zu geben. Bei ſolcher Hochſchätzung iſt es nicht unwahrſcheinlich, daß eine Wechſelwirkung unter den Freunden auch in Betreff der gelehrten Arbeiten ſtattgefunden und in dieſem Sinne Neller an den hontheimiſchen Antheil habe.

Als Weihbiſchof ſehen wir Hontheim in einem feierlichen Augenblicke hervortreten, indem er an der Spitze der Geiſtlichkeit vor dem Dome den als neuen Landesfürſten und Erzbiſchof in Trier einziehenden Kurfürſten Johann Philipp am 26. Februar 1756 mit einer lateiniſchen Anrede [1]) empfing: „die heilige Kirche von Trier, die Jungfrau ohne Runzel und Falte erwartet — die Braut den Bräutigam — ihren Johann Philipp“ beginnt er mit einem für proteſtantiſche Ohren in dieſer Anwendung mißtönenden Worte. Dieſe Kirche habe tapfere Vertheidiger des orthodoxen Glaubens, ſie habe auch bedeutende Vertreter der Rechte des Reiches und Deutſchlands, unter denen der eben verſtorbene Franz Georg beſonders genannt wird, zu Biſchöfen gehabt; auch Vertheidiger ihres weltlichen Beſitzes haben ihr nicht gemangelt: ſie habe endlich beſeſſen was noch mehr ſei, Väter des Vaterlandes. Von den Familien, zu denen dieſe Männer gehört haben, ſtamme der neue Erzbiſchof ab. Hieran wird Wunſch und Hoffnung geknüpft, in Zukunft möge im Lande nur noch das Eine ſtreitig bleiben, ob das Volk mehr des Herrn Wohl erſtrebe, oder der Herr mehr das Wohl des Volkes. — Wenn man erwägt, daß

1) Trieriſche Kronik 1822. S. 4. Gesta Treviror. 3, 277. Ein anderer Act aus Hontheims geiſtlichem Regimente iſt das Mandement de Mr. l'Evêque de Myriophit pour ordonner des prières pour la guérison du Roi etc. 13. Janv. 1757 gedruckt in 4° in v. Elteſters Sammlung Num. 12. Hontheim ordnet in Folge des am 5. geſchehenen „horribeln“ Mordanfalles auf Ludwig XV. in den franzöſiſchen Theilen der Diöceſe Gebete an. Daß es ihm mit dem Schauder Ernſt war, erkennt man aus deſſen noch im Febronius fortwirkendem Nachhalle.

diese Ansprache an der Thüre der bischöflichen Kirche gehalten ward, in welcher der neue geistliche Oberhirt als solcher seinen Platz zum ersten Male einnehmen sollte, so fällt auf, wie viel mehr dabei vom Landesherrn als vom Bischofe die Rede ist. Es ist das aber nicht sowohl für Hontheim persönlich, als für die Gesammtanschauung characteristisch, welche in den geistlichen Territorien um jene Zeit überhaupt vorwaltete, und der Ton, den es anschlägt, darf nicht überhört werden, wenn man die anticuriale Gesinnung der deutschen Bischofshöfe von damals richtig verstehen will. Wesentlich mit ihm hing ein zweites Element dieser Gesinnung zusammen, das am heutigen katholischen Episkopate Deutschlands schmerzlich vermißt wird, das deutsch-patriotische. Die Liebe zum deutschen Vaterlande trug um die Mitte vorigen Jahrhunderts bei der Geschiedenheit der Territorien, über deren Grenzen hinauszublicken man wenig Anlaß hatte, soweit sie überhaupt vorhanden war, meistens die Gestalt eines engen Localpatriotismus. Nur die Männer der kirchlichen Diöcesanverwaltung hatten es mit einer Mehrzahl deutscher Lande gleichmäßig zu thun. Ihr Localpatriotismus gewann daher einen weiteren Gesichtskreis: er wurde ein deutscher, der seine Vaterlandsliebe als Gegensatz Deutschlands gegen Rom fühlte. Es ist ein großes patriotisches Element in den Episcopalisten von damals, wenngleich es sich zu eigentlicher Staatsgesinnung nur in so weit blickenden Männern, wie Kurfürst Franz Georg von Schönborn erhob.

Auch bei Hontheim waren es neben dem practischen Bedürfnisse, dessen schon oben erwähnt ist, patriotische Motive gewesen, die ihn seit seinen ersten Dienstjahren [1]) getrieben hatten, sich in dem Bereiche, in welchem er zu wirken berufen war, mit gewissenhaftem Ernste historisch zu orientiren. Aus den weltlichen, wie den geistlichen Rechten, die er handhabte, aus den Zuständen vergangener Zeiten, auf welche zurückzugreifen er als Richter oder als Verwaltender veranlaßt war, machte er einen Gegenstand zusammenhängender Studien, und seine Urkundensammlungen — denn eben auf urkundliche Zuverläßigkeit kam es ihm an — wuchsen in

1) „Seit mehr als zwanzig Jahren" sagt er in dem an den Kurfürsten gerichteten Vorworte zu seiner Historia Trevirensis (1750); und im Jahre 1728 wurde er, wie oben erwähnt ist, angestellt. Auch der oben S. 29 berührte Brief an Bertholet von 1743 giebt dieselbe Zeit an.

dem Maße, daß er allmälig einen Schatz von fast vierzehntausend die trierische Geschichte betreffenden Documenten zusammenbrachte. Schon seit seiner Versetzung nach Coblenz hatte er begonnen [1]), seinen Stoff zu ordnen, und für jedes Jahrhundert eine Abhandlung zu schreiben, in welcher er den historischen Rahmen zieht, durch den die gesammelten Urkunden dieses Zeitabschnittes eingeschlossen und erläutert werden. Auch sonst fügte er, wo es ihm zweckmäßig schien, erklärende Ausführungen bei. Noch in der letzten coblenzer Zeit (1746) ließ er dann den Druck dieses Urkundenwerkes beginnen, der die Arbeit begleitend langsam fortschritt, und durch den die Ueberlastung immerhin mit entstanden sein mag, die Hontheim veranlaßte, sich von den Dienstgeschäften eine Zeit lang zurückzuziehen. Als er in dieselben wieder eintrat, war das Unternehmen so weit gediehen, daß zwei und ein halbes Jahr später (Ende 1750) die „Urkundliche Landes- und Rechtsgeschichte von Trier" in drei starken Foliobänden [2]), mit erzbischöflicher Erlaubniß, erscheinen konnte. Sie reicht von 418 bis 1745. In der Vorrede an den Leser hält Hontheim zu bemerken nöthig: er schreibe ohne Auftrag und öffentliche Autorität, lediglich als Geschichtsforscher, Niemanden zu lieb oder zu leide.

Neben den Origines Guelficae war sein Buch das erste für den damaligen Stand der Historik mustergültige Urkundenwerk, hat als solches epochemachend gewirkt, und ist noch immer nicht völlig veraltet. Die Geschichte der historischen Wissenschaft hat es näher zu characterisiren. — Hontheim hat es sieben Jahre später (1757) noch ergänzt durch eine ähnlich gearbeitete, den Charakter der Urkundensammlung aber minder hervorkehrende Schrift [3]) über

1) Das Folgende nach der Vorrede zur Historia Trevirensis.

2) Historia Trevirensis diplomatica et pragmatica inde a translata Treviri praefectura-praetorio Galliarum ad haec usque tempora. E genuinis scriptis eruta atque ita digesta, ut non solum jus publicum particulare Archiepiscopatus et Electoratus Trevirensis in suis fontibus plenissime exhibeat, sed et historiam civilem et ecclesiasticam Germaniae ejusque singularia jura publica et privata illustret. Tom. I. a. 418—1300. Tom. II. 1301—1567. Tom. III. 1567—1745. Aug. Vindelicor. 1750. (Cum licentia superiorum.)

3) Prodromus Historiae Trevirensis diplomaticae, exhibens origines Treviricas, Gallo-Belgicas, Romanas, Francicas, Germanicas sacras et ecclesiasticas. August. Vindel. 1757. 2 Voll. in Fol.

die Anfänge trierischer Geschichte, welche vor dem Jahre 418 liegen.

Das Ende der funfziger Jahre bezeichnete er mit einer lateinischen erbaulichen Schrift über die Psalmen und das hohe Lied [1]), welche das den Ernst seines religiösen Gewissens ausdrückende Motto trägt: ante orationem praepara animam tuam, et noli esse quasi homo qui tentat Deum.

Hontheim war jetzt ein weit über die Grenzen der trierischen Erzdiöcese hinaus berühmter Mann. Wie ihm das durch die Ernennung zum Mitgliede gelehrter Gesellschaften und durch ähnliche Ehren anerkannt wurde, ist nicht nöthig näher auszuführen. Bemerkenswerther ist, daß die österreichische Regierung ihn als Candidaten für eines ihrer niederländischen Bisthümer ins Auge faßte: wozu der Anhalt in seiner Verwaltung der sich in die österreichischen Niederlande erstreckenden Theile der Erzdiöcese Trier gegeben war. Schon 1758 dachte man für Antwerpen an ihn [2]), und wieder 1761 für Ypern, und unterließ letztere Nomination nur, weil die Stände geltend machten, daß in einer Zeit, wo die Landeseingeborenen soeben schwer besteuert worden seien, es nicht billig sein würde, eine so einträgliche Stelle einem Fremden zu geben [3]).

So bewegte Hontheim sich litterarisch, kirchlich und politisch in bedeutender und einflußreicher Thätigkeit, als er das Buch herausgab, das seinen Namen bekannter als alles Bisherige gemacht hat.

---

1) Argumenta Psalmorum et Canticorum. Aug. Treviror. 1759. 8°.

2) Ein Brief Hontheims, der sich mit Berufung hierauf um die Stimme eines antwerpener Domherrn bewirbt, v. 10. Julius 1758 ist abgedruckt im Coup d'oeil sur le Congrès d'Ems (Düsseldorf 1787) p. 118 Note. Er ist lediglich geschäftlich gehalten.

3) S. die Nachricht bei Krufft, welcher erzählt, Graf Cobenzl habe sie an Hontheim, die Kaiserin selbst an den Kurfürsten von Trier geschrieben.

4. Febronius.

Das Buch, deſſen wir ſchon wiederholt Erwähnung gethan haben, heißt: Justini Febronii Icti de Statu Ecclesiae et legitima potestate Romani Pontificis liber singularis, ad reuniendos dissidentes in Religione Christianos compositus, wurde 1762 beendet, erſchien im September 1763 bei Eßlinger in Frankfurt, ein mäßig umfänglicher Quartband, unter der pſeudonymen Verlagsangabe Bullioni apud Guillelmum Eccardi [1]).

Es behandelt in neun Capiteln: die Kirchenverfaſſung wie ſie von Chriſtus geordnet ſei, den Primat erſt in ſeinem urſprünglichen Weſen, dann in ſeiner hiſtoriſchen Verbildung, wobei ein beſonderes Capitel die päpſtliche Competenz über ſg. causae majores behandelt, ferner die allgemeinen Kirchengeſetze, die Concilien, die Befugniſſe der Biſchöfe nach göttlichem Rechte, die Kirchenfreiheit, und die Mittel, ſie dem Papſte wieder abzugewinnen. — Nachdem feſtgeſtellt iſt, die Quellen dürften nicht nach dogmatiſchen Geſichtspunkten erklärt werden, ſondern nur nach ihrem wirklichen Sinne, weiſ't Febronius (im erſten Capitel) nach, die der Kirche eingeſtiftete Verfaſſung ſei keine monarchiſche, ſondern biſchöflich-ariſtokratiſch: nur die Kirche ſei unfehlbar, nicht der Papſt. Sowenig die Apoſtel ihre Amtsgewalt von Petrus erhalten haben, ſo wenig haben die Biſchöfe die ihre vom Papſte; vielmehr wie einſt jeder Apoſtel, ſo hat jeder Biſchof ſie unmittelbar von Gott. Demgemäß beſitzt er (Cap. 7) in ſeinem Sprengel das volle Diöceſanregiment einſchließlich der Pflicht und des Rechtes die Canones aufrecht zu halten, daher alle denſelben nicht entſprechenden Meinungen abzu-

1) Anzeigen mit ausführlicheren Ueberſichten des Inhalts finden ſich in den acta historica-ecclesiastica nostri temporis 29, 861 fg., in Selchow's Juriſt. Bibliothek 1, 279 fg., in Walch's Neueſter Religionsgeſchichte 1, 170 fg. u. ö. Eine Reihe ſorgfältiger Mittheilungen über die durch das Buch veranlaßte gleichzeitige Litteratur bei Walch 1, 147 fg., 6, 175 fg., 7, 193 fg. 453 fg., 8, 529 fg.

lehnen, träten sie selbst in Gestalt päpstlicher Constitutionen oder der Concilsschlüsse auf; nicht minder des Rechtes zu dispensiren und der Pflicht und des Rechtes über Ketzereien zu urtheilen. Eine Beschränkung dieser Amtsbefugnisse durch päpstliche Reservate, einerlei ob sie historisch vorhanden ist, kann grundsätzlich niemals gerechtfertigt werden. Dabei darf und muß, soweit es dessen bedarf, jeder Bischof auch in fremden Sprengeln die bischöfliche Regierung übernehmen, sowie er auch andere Bischöfe zu weihen die Macht hat. Allerdings ist dem Apostel Petrus von Christo der Primat der Kirche übertragen worden, und hierin sind die Päpste ihm gefolgt: allein nach Ordnung der göttlichen Stiftung haben sie damit über die Bischöfe keine höhere Gewalt, als ein Erzbischof über seine Suffragane (Cap. 2). Nur Das ist im Primate ursprünglich und wesentlich was unentbehrlich ist zur Erhaltung der kirchlichen Einheit: als centrum unitatis hat der Papst über jeden Bischof die Aufsicht und im Interesse jener die Leitung; mehr aber nicht, namentlich nicht eine mit der bischöflichen concurrirende Jurisdiction. Hingegen ist der Papst unterworfen der Gesammtheit der Bischöfe als solcher, dem Generalconcilium (Cap. 6); denn die Schlüsselgewalt hat Christus nicht dem Papste, sondern principaliter den Gläubigen, usualiter und usufructualiter aber den Bischöfen anvertraut und zu aller Zeit und allenthalben in der ganzen Kirche ist anerkannt, worden, daß man vom Papste an ein allgemeines Concil appelliren kann. Des Ersteren Primat ist nicht über der Kirche, sondern in der Kirche; ein Generalconcilium wäre daher z. B. auch ohne ihn keineswegs hauptlos. Immer steht er unter den Canones, die er lediglich auszuführen hat, und von denen er auch nicht dispensiren kann, anders als jeder Bischof es für seine Diöceſe könnte. Wie er nicht Monarch, nicht infallibel, nicht höchste Instanz in der Kirche ist, so vermag er auch allgemeinverbindliche Gesetze nicht zu geben ohne Beitritt der Kirche (Cap. 5), kann sie auch nicht etwa dadurch wirksamer machen, daß er eine Excommunicationsdrohung hinzufügt. Immer kommt es erst noch darauf an, ob die päpstlichen Gesetze vom Erzbischofe oder Bischofe acceptirt werden. Allerdings hat der Papst im Laufe der Zeit mancherlei viel weiter Gehendes an Regierungsrechten erworben, theils mittels bischöflicher Einräumungen, theils durch Extorsionen, theils und am meisten mittels der pseudoisido-

rischen Fälschung, auf welche Febronius immer wieder zurückkommt: die verschiedenen solchergestalt erworbenen päpstlichen Befugnisse geht er aber in Cap. 3 und 4 seines Buches durch, und erwähnt von jeder einzelnen, sie werde durch die curiale Jurisprudenz nicht genügend begründet. Da also, fährt er dann fort, durch diese ungenügend begründete historische Entwickelung eine gottgeordnete Ausstattung der Bischöfe beschränkt worden sei, so müsse, nachdem man die pseudoisidorische Fälschung als solche anerkannt hat, die Kirchenverfassung auf ihren Zustand der ersten vier christlichen Jahrhunderte zurückgeführt, mindestens müsse so viel auch in Deutschland den Bischöfen wiedergewonnen werden, wie der französische Episcopat an Rechten besitze (Cap. 8.). Dazu sollen Bischöfe und — als Protectoren der Kirche — Landesherren zusammenwirken, jene indem sie päpstliche Bullen, wenn sie der Kirchenfreiheit entgegen sind, nicht proclamiren und päpstlichen Befehlen, wenn sie gegen die Canones gehen, nicht gehorchen, die Landesherren durch Berufung von Concilien, durch Gebrauch des Placet, durch Handhabung des Beweises ab Abusu, eventuell durch Aufkündigung des Gehorsams gegen den Papst (Cap. 9).

Alles das trägt Febronius in nicht classischem, aber sehr lesbarem Latein vor, in kurzen, deutlich formulirten Sätzen, die er mit einem Reichthum gelehrter Beweise versieht und darin mit Belesenheit und Fleiß ein Arsenal für anticuriale Schriftstellerei und Praxis darbietet. Er selbst sagt, was er hier bringe sei nicht neu; mit um so größerer Ruhe erwarte er das Urtheil über seine Arbeit, als er Nichts behauptet zu haben glaube, das nicht aus anerkannten Sätzen Joh. Gersons, Ben. Bossuets, Natalis Alexanders und Claude Fleury's, also unverdächtiger Gewährsmänner, unmittelbar abzuleiten sei [1]).

Diese und andere Gallicaner citirt er in seinen Anmerkungen in Menge [2]); und charakterisirt so das Buch ausdrücklich als Wie-

1) In der Vorrede Ad Doctores Theologiae et juris canonici: — eo majore fiducia ..., quod nullam a me propositionem in medium prolatam meminerim, quae non proxime dimanet ex sanis doctrinis non incidenter sparsis, sed ex professo traditis in probatissimis operibus Joannis Gersonis, Benigni Bossueti, Natalis Alexandri et Claudii Fleury.

2) J. B. Schwab Franz Berg (1869) S. 204 behauptet, vorzugsweise habe er eine Schrift benützt, die er nicht anführe, nämlich M. L. de B. (d. i.

derholung der Resultate gallicanischer Wissenschaft, und zwar — kann man hinzufügen — in der Auffassung der Van Espen'schen Schule. Aber die Wiederholung ist keineswegs eine bloß reproducirende. Aus jeder Zeile des Buches leuchtet vielmehr hervor, wie der Verfasser jene Resultate sich auch durch eigene Studien selbst erworben und sich als persönliche Gesinnung angeeignet hatte; und eben in dieser Stärke der eigensten Ueberzeugung dürfte zum Theil das Geheimniß der Macht liegen, welche die Schrift dann auf Andere ausgeübt hat.

Auf diese Wirkung geht Febronius aus. Er will keine bloße Theorie aufstellen, sondern er fordert auf zur Durchführung seiner Gedanken in der Praxis. Zu dem Ende beginnt er sein Buch mit vier ausführlichen Apostrophen, mit denen er, seine Hauptgrundsätze kurz betonend, zuerst den Papst, dann die christlichen Fürsten, hierauf die Bischöfe, und zuletzt die Theologen und Canonisten zu deren Durchführung aufruft.

In den Decretalen, Extravaganten und Clementinen werde, ruft er den letzteren zu, die Verfassung der Kirche zwar als monarchische behandelt; keines dieser Rechtsbücher aber sei Gesetz, vielmehr seien sie nur um als Grundlage des Unterrichts zu dienen an Doctores und Scholaren von Bologna vom Papste versandt worden. Von den dort aus aller Welt versammelten Studenten erst seien die Grundsätze des Decretalenrechtes mit in die Heimath genommen,

---

Bouvigny, Parlamentsrath und Mitgl. der Academie) Traité de l'autorité du Pape, dans lequel ses droits sont établis et reduits à leurs justes bornes et les principes des libertés de l'Eglise Gallicane justifiez. A le Haye 1720. 4 voll. 8°. Der Verfasser hieß nicht Bouvigny, sondern Buvigny, war nicht Parlamentsrath, sondern Bischof und nicht Mitglied der französischen Academie, wie man hiernach annehmen müßte, sondern der Akademie des Inscriptions. Das Buch ist im Haag, nicht in Octav, sondern in Duodez gedruckt und später von Chiniac in Paris, mit dem falschen Druckort Wien, 1782 in Octav, aber da in 5 Bänden, wieder herausgegeben. Camus lettres sur la profession d'Avocat (Paris 1805) 2, 311. — Das Buch von Buvigny ist eine dem Febronius ähnliche Arbeit, daß sie aber in diesem benutzt sei, was übrigens Hontheim zu verheimlichen weder in der Sache noch in seinem Charakter einen Grund gehabt hätte, ist nicht erweislich. Nicht einmal der Coup d'oeil sur le Congrès d'Ems, der ihm S. 111 seine angeblichen Widersprüche, S. 115 seine unrichtigen Citate, S. 116 sogar seine Fehler gegen gute Latinität und seine Unhöflichkeiten nachrechnet, und dessen Verfasser das Buch von Buvigny unzweifelhaft kannte, hat eine solche Beschuldigung.

und haben, mit alleiniger Ausnahme von Frankreich, die Herrschaft gewonnen bis auf diesen Tag. Jetzt nehme er Febronius dawider den Kampf auf. Jetzt müssen, nachdem er aus echten und vor Einführung der falschen Decretalen gelegenen Quellen die reine Tradition des christlichen Alterthums wiederhergestellt, Theologen und Juristen von heute wieder gut machen, was ehemals die von Bologna verfehlt haben. Denn man könne nicht etwa behaupten, daß älteres bischöfliches Recht hier durch spätere papale Rechtsbildung beseitigt worden sei: jenes ältere Recht beruhe vielmehr auf ausdrücklicher, durch Tradition erwiesener Offenbarung Gottes, könne also durch spätere Rechtsbildung nicht aufgehoben werden [1]).

„Ihr, ruft Febronius alsdann den Bischöfen zu, seid unbestrittene Nachfolger der Apostel. Aber habt ihr auch noch ihre Rechte? Und wenn nicht, wer hat sie euch genommen? — Gott? Die Kirche? Weder Gott, noch die Kirche, müßt Ihr antworten. Gut, dann aber ist Eure kirchliche Pflicht, daß Ihr Eure Rechte behauptet, den Papst auf das ihm wirklich Zustehende beschränkt“ [2]). — An diesen Papst, und zwar persönlich an den regierenden P.

---

1) Episcoporum potestas immediate a Christo proveniens in se et institutione divina spectata summa est et intuitu cujusque dioceseos illimitata — — — — Appellamus autem libertates jura ex Christi et Apostolorum instituto et ordinatione sacrorum Canonum spiritu Dei conditorum omnibus Ecclesiis competentia. — Gravamina vocamus illas earundem jurium diminutiones, quas vel confectae ab Isidoro Mercatore decretales vel alia mala fata induxerunt — — — — praecipue in praejudicium ordinis Episcopalis. — Ecclesia usque ad Constantinum M. gemebat sub gravi servitute ethnicorum principum. Eadem post aliquot saeculorum decursum novam servitutem subiit ab iis, a quibus omne praesidium expectare debuisset, nempe a Romanis Pontificibus. Nova haec servitus, ex quo circa saeculum X. obstetricante ignorantia parta fuit, tantum non in dies incrementa cepit usque ad Constantiensem et Basileensem synodum etc. So in dem von Hontheim selbst später gearbeiteten und daher für einen Ueberblick seines Systems vorzugsweise geeigneten Auszuge aus seiner Schrift: Justinus Febronius abbreviatus. Colon et Francof. 1777 p. 252. 251.

2) So die Vorrede Ad Episcopos. Febronius nennt den Papst gewöhnlich nur primus Vicarius Christi, weil nicht minder Jeder Christi Vicarius sei, qui Christi partes suscipit, vicaria bonaque fide mandata ejus — — — — exsequens. Der Papst heißt ihm summus Episcoporum, caput Pontificum.

Clemens XIII., deſſen wir gedacht haben, wendet er ſich mit der Aufforderung, Dem zu entſagen, was er an göttlich unberechtigter Gewalt beſitze. Er möge nicht ſeinen römiſchen Curialiſten trauen, deren ganzes Weſen — was den Fürſten gegenüber Febronius allerdings auch vom Papſte behauptet — eitel Eigenſucht und Lüge ſei; vor Gott vielmehr möge er prüfen, wer von ihnen beiden Recht habe, Febronius oder der Papſt, aber er möge das prüfen nicht nach römiſchen, ſondern nach venetianiſchen Principien. Es iſt eine kaum mehr erlaubte Schärfe, mit welcher hier Papſt Clemens, von Geburt ein Venezianer, auf die Grundſätze hingewieſen wird, welche von der Republik Venedig und ihrem Schriftführer Paul Sarpi bei ihren im Anfange des ſiebenzehnten Jahrhunderts durchgekämpften Streitigkeiten mit Rom, den erſten, bei welchen die Curie dem Staatsgewiſſen nachzugeben gezwungen ward, vertreten, von Rom aber damals aufs Bitterſte bekämpft worden waren. Febronius geht ſogar bis zu einer Drohung: immer werde es beſſer und ehrenvoller ſein, ſagt er, der Papſt gebe freiwillig nach, als daß „erſt die weltlichen Mächte dazu ſchreiten müßten, ihre ihnen von Gott verliehene Macht zum Abtreiben der gerügten Uebergriffe zu gebrauchen".

Zu dieſer Hülfe aber ruft er die Fürſten auf. Und ſo vorzugsweiſe ſetzt er auf ſie ſeine Hoffnung, daß er in dem von ſentimentalem Schwunge erfüllten Schluße des Buchs die Kirche als „in die Arme der katholiſchen Landesherrn ſich ſtürzende" [1]) darſtellt. Dieſe mögen bedenken, was religiöſer Fanatismus, wie durch ihn vor Kurzem noch ein Attentat ſelbſt auf das koſtbare Leben Ludwigs XV. hervorgerufen worden ſei, bedeute! Anfang und Grundurſache derartiger Uebel ſei nichts Anderes, als der Mißbrauch des päpſtlichen Primates. Alſo mögen die Fürſten ſich über die wahren Grenzen dieſes Rechtes durch Biſchöfe und andere von Rom unabhängige geeignete Männer belehren laſſen, dann aber in Beſchützung der Freiheit ihrer Landeskirchen ihre Pflicht thun [2]). Die Frage über den vom Papſte beanſpruchten Univerſal-

1) — ruentem in amplexus catholicorum regum et principum.

2) Non permittant, Ecclesias suorum territoriorum et provinciarum h. e. clericos et laicos sibi subjectos) ab exteris Ecclesiis divexari aut deprimi, illarumque legitima jura ab his usurpari etc. — Vorrede Ad principes.

episcopat und darüber, ob die Amtsgewalt der übrigen Bischöfe ihnen als Bevollmächtigten Gottes oder des Papstes zukomme, welche auf dem Tridentinum „aus bekannten Gründen" unentschieden geblieben sei, werde doch nach jetziger Sachlage niemals klar und förmlich mit römischer Einwilligung entschieden werden: also müssen die Fürsten helfen. Denn ihr in Betreff der Kirchen ihrer Lande ihnen zuständiges „Protectionsrecht" bedeute zugleich eine heilige Pflicht. Den Inhalt dieses landesherrlichen Rechtes bestimmt Febronius mit Bezugnahme auf Natalis Alexander und auf Petrus de Marca dahin, der Fürst habe zu sorgen, daß mit Strenge die „alten" Kirchengesetze beobachtet werden, daß verletzte und verkümmerte Canones wiederhergestellt, eventuell mittels Landesgesetzgebung wiederhergestellt werden, daß den Bischöfen, Clerikern und Laien ihre „Kirchenfreiheit" nicht verletzt werde; denn von fürstlichen Amtes wegen müsse er in der Kirche Friede und Ordnung aufrechterhalten, und sei überhaupt, sobald irgendwie das öffentliche Wohl in Frage komme, mit der kirchlichen Regierungsgewalt zu concurriren befugt [1]). So viel Antheil am Regimente der Kirche soll nach Febronius der Landesherr besitzen.

1) Einige Sätze aus dem Febronius abbreviatus, der schon angeführt ward, und von dem wir unten zu handeln haben werden, belegen das Gesagte am Einfachsten: Saeculari potestati competit jus concurrendi cum ecclesiastica in quibusvis causis et negotiis, quae in populi salutem quoquomodo possunt influere aut ejus civilem arctare libertatem, aut denique civile Imperium diminuere. Febr. abbrev. p. 284. — Ex his — — — intelligitur, eam quam Principes Saeculi Ecclesiae eorum potestati a deo creditae (Landeskirche) debent protectionem, consistere in sequentibus: Ut antiquorum S. S. Patrum decreta sincere exequi et illibati observari faciant; Ut tanquam tutores et defensores Canonum (sine quorum executione pax et tranquillitas Reipublicae non potest procurari) ea quae bene statuta sunt defendant, quae turbata restaurent; Ut violatos Canones sua auctoritate etiam legibus latis, in integrum facient restitui; Ut ecclesiasticam libertatem conservent omnem ei adversam servitutem depellendo; ut civium, maxime vero clericorum jura tueantur, Deo rationem reddituri si eorum negligentia pax et disciplina Ecclesiae solvatur, quippe quam etiam non interpellati et rogati ex officio procurare, conservare et deperditam restaurare teneantur. — Si haec sunt jura atque insimul gravissimae saecularium potestatum obligationes — — — — sequitur easdem potestates teneri ad interponendum efficaciter sua officia ad opus tam salutare, tam necessarium, a quo nihil minus quam salus mundi, nec non civilis, ac libertas ecclesiastica dependet. Ibid. p. 287.

Daß ein Mann von dem Entwicklungsgange Hontheims, der langjährige höchste Beamte eines deutschen Fürstbisthums, sich in diejenigen Gedanken des in seinen Umrissen jetzt vorgeführten Systems eingelebt hatte, welche nach der Seite der bischöflichen selbstverantwortlichen Unabhängigkeit lagen, begreift sich. Daß er aber nicht bloß die päpstliche Herrschaft abzuweisen, sondern zugleich den Landesherren so großen Antheil an der Kirchenleitung einzuräumen geneigt ist, muß auf den ersten Blick auffallend erscheinen. Es wird auch nicht schon dadurch erklärt, daß in einem nicht geringen Theile seines Sprengels der Kurfürst von Trier selbst Landesherr war, in einem andern Landesherren von so geringer Macht neben sich hatte, daß sie ihm thatsächlich nicht unbequem werden konnten; denn in den keineswegs unbedeutenden französischen und österreichisch-niederländischen Theilen der Diöcese kam er mit Staatsregierungen in Berührung, die zu den mächtigsten jener Zeit gehörten, und die seit lange gewohnt waren, auf die kirchlichen Externa einen ganz besonders großen Einfluß zu üben. Aber eben durch die Erfahrung hiervon, in welche Hontheim sich vom ersten Anfange seiner amtlichen Thätigkeit an einzuleben Gelegenheit gehabt hatte, war seine staatsfreundliche Gesinnung ausgebildet worden, da sowohl der französischen, wie der österreichischen Regierung von damals jede Tendenz, gerade bischöfliche Kirchenregimentsbefugnisse einzuschränken, sowohl überhaupt, wie insbesondere ausländischen Bischöfen gegenüber fern lag, daher ihre um jene Zeit noch von keinerlei principieller Toleranz bestimmte Aufmerksamkeit auf kirchliche Dinge den practischen Interessen der Bischöfe lediglich zu Gute kommen mußte. Als langjähriger Verwalter des Kirchenregiments gerade in diesen französischen und französisch redenden Gebieten, mit deren Leitung er speciell beauftragt war, und die groß genug gewesen wären, ein Bisthum für sich allein zu bilden, bewegte sich Hontheim unmittelbar in der Atmosphäre des französischen und niederländisch-österreichischen Gallicanismus, nahm wie von selbst an dessen Anschauungen auch über das Verhältniß der Staatsgewalt zur Kirche Theil, und dem unter Van Espens Einflusse gebildeten Canonisten des deutschen Reiches lag dann nicht minder nahe, sie in der Weise des Lehrers zu generalisiren. Endlich kam zu dieser beziehungsweisen Angehörigkeit des Febronius an die gallicanische Kirche, welche für die Beurtheilung

des Buches auch in andern Beziehungen den entscheidenden Gesichtspunkt bezeichnet, noch als Drittes und nicht Geringstes hinzu, daß Hontheim sowohl nach seinem juristischen Studiengange, wovon oben die Rede gewesen ist, wie auch nach dem bedeutenden französischen Elemente seiner allgemeinen Bildung von naturrechtlichen Staatsgedanken nicht unberührt war, und an der Devotion vor der Majestät der omnipotenten Staatsgewalt Antheil hatte, die der älteren naturrechtlichen Schule eignet. Samuel Pufendorff citirt er gelegentlich; unzweifelhaft kannte er auch die andern Vertreter dieser Richtung, und zwischen den Zeilen seiner Schrift erkennt man, daß ihre bald territorialistisch bald collegialistisch gewendeten Meinungen über die kirchlichen Befugnisse der Staatsgewalt einen allerdings unabgeklärten Einfluß auf ihn übten.

Dieser Einfluß zeigt sich ebenso in seinen, wenn auch nur indirect ausgesprochenen Gedanken über Toleranz und Bekehrungsarbeit. Schon auf dem Titel seiner Schrift sagt er, sie sei geschrieben im Interesse der Bekehrung der Protestanten — denn an die Griechen denkt er doch wohl kaum —, und betont diesen Zweck auch in seiner an die Bischöfe gerichteten Vorrede. „Luther", sagt er darin, „hat wider die Uebungen und Gebräuche des römischen Hofes zwar, um seine Meinungen zu vertheidigen, viel Thörichtes gesagt [1]), und durch die schlechten Sitten der Römer und die Vexationen, welche von Rom über die Völker ausgegangen sind, können solche Meinungen niemals entschuldigt werden; mit seinem Lärmen hat er aber die Fürsten aufmerksam gemacht, und diese sind durch die Sehnsucht der Völker, von dem mehr und mehr als ungerecht empfundenen römischen Joche frei zu sein, alsdann veranlaßt worden, des sogenannten Reformators, richtiger Neuerers, ganzes System anzunehmen, und leider die Autorität ganz abzuwerfen, von der ihnen Heilung der Schäden nicht mehr zu erwarten schien. Was damals Grund des Abfallens war, dadurch wird jetzt die Wiedervereinigung verhindert" u. s. w. Gründe der Trennung die im Glauben und also im Gewissen liegen, kennt Hontheim nicht. — Es ist nicht nöthig, sich mit dieser hauptsächlich wohl durch Spangenberg [2]) bestimmten Anschauungsweise

1) debacchatus est.

2) Vgl. oben Seite 28. Note 1.

auseinanderzusetzen, die so oberflächlich ist, daß man, wiewohl schwerlich mit Recht, meinen könnte, Hontheim habe die Protestanten hauptsächlich als drohende Hinweisung auf einen, falls der Papst nicht nachgebe, zu erwartenden größeren Abfall ins Feld geführt. Abgesehen von einiger gelehrten Litteratur, in welcher von dogmatischen Spitzen bereits Nichts mehr zu erkennen war, hatte er in der That keine Kenntniß vom Protestantismus, und war, wie er selbst mit seinen Forderungen gern an vortridentinische Kirchenzustände anknüpft, in Berücksichtigung besonders der alten Gravamina der deutschen Nation, aufrichtig gemeint, daß die Protestanten im Grunde nichts Anderes als er verlangten, und wenn dies erreicht werde, die Neigung, sich gesondert zu halten, werden fahren lassen. Aber gerade daß er solche Meinung haben konnte zeigt, wie wenig er selbst auf dogmatische Gegensätze Werth zu legen gesinnt war. Katholisch kirchlich, auch gallicanisch, war die Idee, durch eine Rückkehr zur Kirchenverfassung der ersten christlichen Jahrhunderte die Protestanten zu bekehren, nicht. Bei Hontheim persönlich hatte sie, soviel sich erkennen läßt, zwei Wurzeln. Die erste ist seine Achtung vor den kirchlichen Gesetzgebungsbefugnissen des Staats. Zwar in Trier gab es seit der Gegenreformation keine Protestanten: noch in Hontheims erster dortiger Dienstzeit war, in Aufrechterhaltung älterer Landesgesetzgebung, die Niederlassung einzelner Evangelischer durch besonderes Rescript des Kurfürsten (1730) verboten worden [1]). Aber reichsgesetzlich waren sie geschützt, mußten daher in einzelnen mit andern Landesherrschaften gemeinsam besessenen Grenzgemeinden selbst von Kurtrier geduldet werden, und hatten in vielen andern Reichslanden freie öffentliche Religionsübung. Diese von der römisch-katholischen Kirche als solcher nicht anerkannte rechtliche Lage erkennt hingegen Hontheim rückhaltslos an, sodaß er sich von vornherein auf den Boden der Toleranz stellt. Allein, und dies ist die zweite Wurzel seiner Idee, offenbar thut er das nicht widerwillig, sondern geht aufrichtig von dem Grundsatze aus, man müsse überzeugend bekehren. Ist ihm also der Glaube eine Sache nicht des Gehorsams, sondern des freien Entschlusses, so zeigt er sich zugleich als Genosse der seit den Zeiten, wo er zum Manne wurde, sich

1) Marx a. a. O. 1, 575 fg.

von Holland, England und Frankreich aus in immer weiteren Kreisen ausbreitenden Gesinnung, welche Religion und Christenthum als etwas überwiegend Persönliches faßte, und der überkommenen Kirche daher wesentlich nur ein historisches Recht beimaß. Es ist hier ein im älteren Sinne rationalistischer Zug in Hontheim.

Diese Uebereinstimmung mit dem Geiste der Zeit hat zu dem großen Erfolge seines Febronius sicherlich beigetragen. Allein was dessen Wirksamkeit so sehr viel bedeutender machte, als die vieler ähnlicher Schriften, war noch ein anderer und innerlicherer Zug. Wir haben schon oben der innigen Ueberzeugtheit Hontheims von den Resultaten seiner gallicanischen Studien gedacht: sie war die Folge der unbedingtesten Redlichkeit seiner Forschung. Durch diesen Characterzug hat sein Buch man kann nicht anders sagen eine sittliche Macht entwickelt. Seine Geschichtsforschung stand darin in directem Gegensatze zu der der Jesuiten, welche vielmehr durch das kirchenpolitische Bedürfniß geleitet war. Wir brauchen heute nach den Beispielen nicht zu suchen. Hätte die Majorität des Vaticanischen Conciliums beschloßen, von jetzt an solle — etwa als in der Consequenz gewisser anderer Lehrsätze liegend, oder auch als dem Concilium durch den heiligen Geist gelehrt — angenommen werden, daß der Papst als Stellvertreter Gottes auf Erden, wenn er in diesem seinem Amte über Glauben und Sitten entscheidet, persönlich infallibel und daß der Episcopat auch sonst ihm gegenüber ohne amtliche Selbständigkeit sei, so würde es darauf angekommen sein, inwieweit das gläubig aufgenommen worden wäre, oder nicht, und wer den ersten unrichtigen Satz annahm, die sichtbare katholische Kirche sei infallibel, hätte der Annahme des zweiten, daß auch ihr zu Entscheidungen obiger Art durch sein Amt veranlaßtes Haupt infallibel darin sein müsse vielleicht nicht ausweichen können. Aber das von den Jesuiten geleitete Concil hat bekanntlich die historische Behauptung hinzugefügt, Das sei so von jeher auch die Lehre der Kirche gewesen, und diese Behauptung hat ihre gelehrten Vertheidiger gefunden. Hier liegt der Punkt, von welchem man sich mit Widerwillen abwendet: denn diese Behauptung ist in der That nicht wahr, und kann nur durch Sophismen gerettet werden, welche zwar redliche Menschen zu verwirren geeignet sind und eine Menge katholischer Gewissen verwirrt haben, selbst aber unredlich sind und bleiben. Solcher Art war die „durch dogma-

tische Gesichtspunkte bestimmte" jesuitische Historik von jeher, nur daß sie in dem wichtigen Lehrstücke es noch nicht zur Dignität der kirchlich-officiellen, sondern nur zu der der curialen Doctrin gebracht hatte, der eine große kirchliche Partei entgegentrat. Hontheim hatte mit ganz denselben Sophismen sich auseinanderzusetzen. Wir können daher den Unwillen verstehen, mit welchem er den Papst aufruft, nicht nach curialistischen, sondern nach venetianischen Grundsätzen, das ist hier mit Wahrhaftigkeit, möge er die Dinge, um welche es sich handele, untersuchen. Die Aufrichtigkeit des Wahrheitsuchens mehr als alles Andere war es, was dem gewaltigen Eindrucke des Febronius zu Grunde lag.

Man hat dann gegnerischerseits auch sie vor Allem zu bestreiten gesucht, und da man nicht im Stande war, einen tendenziösen Zweck, für den gerade Hontheim geschrieben haben könnte, zu finden, so spürte man irgend einem Grunde persönlicher Verstimmung nach, der ihn gegen den Papst aufzutreten hätte veranlassen können. Aber auch das vergebens.

Die Einzelgeschichte der Entstehung des Buches ist aus den mir vorliegenden Quellen zwar nicht zu ersehen; aber doch so viel erkennbar, daß derartige persönliche Anläße vorauszusetzen keinerlei Grund ist. Sie würden ohnehin nicht zu Hontheims Character passen.

Der früher genannte Geheimerath v. Spangenberg hat in einem aus seinem letzten Lebensjahre stammenden Briefe an Herrn v. Krufft [1]) seine Erinnerung über den Anlaß, aus welchem der erste Gedanke zu Hontheims Arbeit in diesem hervorgegangen sei, aufgezeichnet. Er lag in ihren schon berührten gemeinschaftlichen Arbeiten der Jahre 1742 und 1745 [2]). „Mit den Febronianischen Schriften", sagt Spangenberg, „hatte es diese unschuldigen Anfänge. Bei der Wahl Carls VII. hätte Rom gern den Art. 14 Capitulationis Caesareae aboliret gesehen, und Collegium Electorale wollte die sechshundertjährigen Gravamina Nationis Germanicae, welche nur ad interium per Concordata Nationis Germ. einigermaßen schlafen gelegt worden, einmal abgethan wissen".

1) Vom Mai 1779. Abschrift im v. Krufft'schen Apparate. Ueber Spangenberg oben S. 27 f.

2) S. oben Seite 27. 29 f.

Im Sinne letzterer Bestrebung „blieb also Art. 14 Cap. Caes. feststehen, und Protestantes wurfen Catholicis Electoribus empfindlich vor, daß die Jura Ecclesiarum Germaniae, wie sie Schilter ausgeführet, von den deutschen Erz- und Bischöfen denen Romanen aufgeopfert würden gegen Erhaltung allerhand Gratien, retentiones beneficiorum, cet.; und Protestantes regten sich stark. Herr von Hontheim mußte also mit mir als damaligen Wahlbotschafter Hand anlegen, um zu untersuchen, wie es mit denen Gravaminibus Nat. Germ. in Ansehung der allgemeinen Kirchenverfassung beschaffen wäre, um gegen diese nicht anzustoßen, wenn die Sache zur öffentlichen Sprache kommen mußte, wobei Kurtrier das erste Wort führen mußte. Daraus nun und aus denen Vergleichungen mit denen Conciliis ist der erste Plan entstanden. Woraus sich auch offenbarte, wie viel Ursach und Gelegenheit die Gravamina Nat. Germ. gegeben zu der im sechszehnten Säculo erfolgten Trennung der deutschen Kirche, welche nach unsern Reichsgesetzen und Wahlcapitulation wiederum zu vereinigen die Kaiser erbeten worden. Dieses Desiderium trug nun Febronius in der Dedication seines tom. I. De potestate S. Pont. dem Papste treuherzig und bestmeinend vor, um die Ursachen der Discussion aus dem Wege zu räumen, und den heilsamen Zweck zu befördern, den hiernächst Papst Ganganelli der Reunion halber so sehr am Herzen gehabt".

Letztere Sätze bestätigen, was oben von Spangenbergs Antheil an der den Protestanten zugewendeten Seite des Febronius vermuthet worden ist; denn offenbar berührt hier der alte Convertit eigene Lieblingsgedanken: für Hontheim haben sie, soviel er an ihnen Theil genommen haben mag, jedenfalls nur eine Nebensache gebildet.

Art. 14 der Wahlcapitulation handelt „von den Beschwerden gegen den römischen Hof", verpflichtet den Kaiser in einer Reihe von Einzelpunkten theils römische Uebergriffe nicht zu dulden, theils gewisse Forderungen Rom gegenüber zu vertreten, und schließt mit einer allgemeinen Anerkennung des aus den Reichsgesetzen, insbesondere dem Westphälischen Frieden, den Protestanten zuständigen Rechts. Die Beseitigung dieses Artikels war die ständige Aufgabe der bei den deutschen Kaiserwahlconventen erscheinenden päpstlichen Nuntien. Auch der Nuntius von 1742 hatte dieselbe, und hat dann, wie seine Vorgänger gethan haben, als die

Beseitigung nicht glückte, gegen den Artikel protestirt. Eine besondere Aufgabe, welche Kurtrier sich zu Art. 14 der Wahlcapitulation Carls VII. gesetzt hatte, war der Zusatz [1]), daß der Kaiser den Papst anhalte, für Entscheidung der an ihn gelangenden Apellationen concordatmäßig deutsche Commissarien (judices in partibus) zu ernennen. Die Majorität des Kurfürsten-Collegiums war auch dafür; aber Mainz als Inhaber des Directoriums verständigte sich mit dem Nuntius über Verschleppung der Sache, und hinderte die Ausführung. — Die damaligen Wahlconventsverhandlungen also haben Hontheim in seine Arbeiten zum Febronius eingeführt. Krufft der mit in Frankfurt war [2]), erzählt, nicht bloß Spangenberg, sondern auch er habe um jene Zeit den Plan zu einer gegen die curialen Ansprüche zu richtenden Schrift bei Hontheim anregen geholfen. Ob, wie der nicht besonders zuverlässige Müller aus der Tradition von Trier mittheilt [3]), eine persönliche Discussion mit den römischen Begleitern des Nuntius den ersten Anstoß gegeben hat, ist gleichgültig: in der Sache stimmen alle Nachrichten überein.

Hontheim habe, erzählt Krufft, das Werk unternommen, und er ihm alle dafür nöthigen ihm fehlenden Bücher verschafft, wozu er durch seine Verbindungen im Stande gewesen sei. Auch habe er mit ihm ständig über die Sache correspondirt [4]). Daß der Weihbischof für seine Zwecke sich eine bedeutende Bibliothek sam-

---

1) J. J. Moser Staatsrecht Bd. 8. S. 426 fg. Von der deutschen Religionsverfassung S. 726 fg. und dort die Litteratur. Gerstlacher Corp. jur. germ. publ. et privati 2, 31 fg. 53 fg. Gründliche Entwickelung der Dispens- und Nuntiaturstreitigkeiten (1788) S. 383 fg. —

2) Vgl. oben Seite 7.

3) Trierische Kronik 1820. S. 96. Marx, Gesch. v. Trier 5, 93.

4) Wyttenbach in der Treviris 1832. Num. 51. 52 hat eine „Originalhandschrift" v. Kruffts mitgetheilt, in welcher über sein Verhältniß zu der Arbeit von Febronius die Notizen kurz zusammengestellt werden. Dieselbe ist als Anlage zu einem Briefe an K. Fr. v. Moser im Herbste 1791 geschrieben und war bestimmt, im Journale „Von und für Deutschland" abgedruckt zu werden. (Sie ist es, von der als beabsichtigter Krufft in seinem Schreiben an Dalberg oben S. 9 Note) spricht. Ich bin ihr oben im Texte gefolgt. Zu dem Wyttenbachschen Abdrucke bemerke ich, daß Krufft von sich selbst in der dritten Person spricht, Derjenige, welcher die auch in dem Schreiben an Dalberg berührten fünf Volumina Briefe aufbewahrte also nicht Hontheim, sondern er war.

melte, bestätigt Marx [1]), der es wissen kann, da er, soweit sie nicht in die trierische Universitäts-, jetzt Stadtbibliothek übergegangen ist, die Sammlung später gekauft hat. Sie sei, erwähnt er, nicht nur die reichste Privatbibliothek im Lande gewesen, sondern wie aufmerksam und emsig die darin enthaltene umfängliche gallicanische Litteratur von dem Weihbischofe auch benutzt worden sei, beweisen eine Menge von seiner Hand angestrichene Stellen. — Offenbar betrieb er lange Jahre nur diese Vorstudien: erst als sowohl die Trierische Geschichte, wie ihr Prodromus erschienen war, formulirte er seine Resultate. Von dem Fortschritte der Arbeit im Einzelnen wissen wir Nichts; doch dürfte ihr endlicher Abschluß nicht ohne Zusammenhang mit der damals sogenannten Styrum'schen Sache sein. Der Domdechant zu Speyer Graf Limburg-Styrum hatte, als im Jahre 1760 über verschiedene schwebende Streitigkeiten zwischen dem dortigen Domkapitel und Bischofe ein Vergleich im Werke war, demselben widersprochen, war dadurch mit dem Domcapitel auch seinerseits in Streit gerathen, war suspendirt worden, und hatte hierauf von dem mainzer Metropolitangerichte den Befehl, ihn zu restituiren, erwirkt. Nun appellirte das Capitel nach Rom, die Vollziehung des Restitutionsbefehles wurde von dort aus verboten, und die Sache, unter Beiseitsetzung der erzbischöflichen Instanz, an die römische Curie (Signatur) gezogen. Dies wirbelte viel Staub auf, und hat später, beim Wahlconvente von 1764 zu weiterhin zu erwähnenden Schritten der Kurfürsten geführt, durch welche der alte trierische Antrag wegen der römischen Apellationen wieder aufgenommen wurde [2]). Schon in seinen Anfängen aber veranlaßte es den Kurfürsten Johann Philipp von Trier, unzweifelhaft nicht ohne Hontheims Antheil, die Appellationen nach Rom überhaupt zu verbieten (1761). Man wird nicht irren, wenn man annimmt, daß dies auf die Beschleunigung des Febronius von Einfluß gewesen ist. Krufft giebt an, das Buch sei 1762 vollendet, und hierauf ihm, der sich damals in Geschäften des kaiserlichen Hofes mit dem Gesandten Grafen v. Pergen zu Frankfurt aufgehalten habe, zur Druckbeförderung

1) Geschichte von Trier 5, 91. Vgl. S. 93 Note.

2) Gründliche Erörterung der Dispens- und Nuntiaturstreitigkeiten (1788) S. 389 fg. Pütter, Histor. Entwickelung der Staatsverfassung des deutschen Reiches 3, 175 fg. — Ueber den älteren trierischen Antrag s. vorhin S. 53.

überschickt worden. Sich auf dem Titel nicht mit seinem Namen zu nennen, wurde Hontheim durch seine amtliche Stellung veranlaßt; das Pseudonym Justinus Febronius wählte er in Folge des Zufalls, daß eine Tochter seines jüngeren Bruders eben damals in das adelige Benedictinerinnenkloster zu Juvigny bei Clermont trat, und dabei ihren Taufnamen Justine mit dem Klosternamen Febronia vertauschte.

Krufft hatte das Manuscript vor dem Drucke nicht gelesen, auch nachdem das Buch erschienen war nicht sogleich ein Exemplar gesehen, erhielt die erste Uebersicht des Inhaltes vielmehr aus einer von dem Göttinger Kirchenhistoriker Walch in den dortigen Gelehrten Anzeigen publicirten Besprechung [1]). Auf Das, was er ihm darüber schrieb, antwortet Hontheim aus Trier 3. Novbr. 1763 [2]); er habe sich nicht einen Namen machen wollen durch sein Buch, sondern wolle bloß das darin Gesagte gesagt und in einer Weise gesagt haben, durch welche die wichtige und in Deutschland nicht genügend beachtete Frage in Fluß gebracht werde. Wer die Sache

1) Göttinger Gelehrte Anzeigen 1763. S. 937. Walch in seiner Neuesten Religionsgeschichte 1, 165 erwähnt, diese Anzeige sei die erste öffentliche Besprechung des Buches gewesen. Auch ein göttinger Jurist besprach es alsbald; v. Selchow in seiner Juristischen Bibliothek Stück 2 (zwar mit der Jahreszahl 1764, aber noch im Herbste 1763 erschienen).

2) Der Brief ist in einer Abschrift v. Kruffts in dessen Apparate enthalten, und lautet: Comme je n'ai jamais prétendu me faire un nom par le livre en question, il me suffit, que pour le bien public certaines choses soyent dites, et dites d'une façon propre à donner le branle à une question très-importante pour notre St. Mère l'Eglise, sur laquelle on paraît comme endormi aujourd'hui surtout en Allemagne, n'importe au reste par qui la matière soit traitée, pourvu qu'elle le soit solidement; et je crois sans vanité, qu'elle l'est par Febronius, et même de façon à faire face à toutes les répliques, qui pourront paraître. Je me souviens d'avoir lu, qu'un bon livre doit être écrit de façon, que d'avance il renferme la réponse aux objections qu'on pourroit y faire. Les religieux clabauderont beaucoup, ils crieront, mais ils ne donneront que du »Galbanum«, dont un certain public ne se contente plus aujourd'hui. Lisez seulement Chap. 3. §. 11. Chap. 6. §. 13. 14. 15, et dites moi, s'il est possible de justifier (mieux?) ces choses-là, qui sont le fond du livre. Le reste de vos observations s'éclairera, lorsque vous aurez pris la peine de lire l'ouvrage même; car l'extrait, que le professeur de Goettingen en a donné, n'est pas trop fidèle, outre qu'il est écrit dans un style luthérien.«

behandele, darauf komme es nicht an, sondern nur darauf, daß sie solide behandelt und daß die Reihe der zu erwartenden Einreden im Voraus berücksichtigt sei. Er ist sich bewußt, das gethan zu haben, und freut sich der gelungenen Arbeit. Zwar die Mönche, meint er, werden Lärm schlagen; aber entgegnen werden sie Nichts als blauen Dunst (Galbanum ist ein wohlriechendes Harz, das zum Räuchern gebraucht wird); und damit sei die bessere Lesewelt heute nicht mehr zufrieden. Dieser Brief zeigt am Einfachsten die Gesinnung, von welcher Hontheim bei Veröffentlichung seines Buches erfüllt war.

Krufft hatte in Frankfurt das von dem Verfasser eigenhändig und deutlich geschriebene Manuscript (475 Folioseiten und 78 Seiten Zusätze) dem dortigen Buchhändler Eßlinger ausgehändigt, und mit demselben einen Verlagscontract dahin abgeschlossen, daß Honorar nicht bezahlt, aber guter Druck geliefert, und darüber, von wem Eßlinger das Manuscript erhalten habe und wer der Verfasser sei, unverbrüchliches Schweigen gehalten werden solle. Ihm den Verfasser zu verrathen, mochte der geschäftlichen Behandlung wegen nicht vermeidlich sein; wenigstens war Eßlinger später in Besitz einer Anzahl von Briefen des Weihbischofes, und ebenso correspondirte dieser mit dem Corrector der Schrift, dem späteren Dechanten des Frankfurter Collegiatstiftes zu St. Leonhard Damian Friedr. Dumeitz, auch Dumeix genannt († 1808), dessen Name als eines mit dem Minister Großlag in Mainz und mit dem göthe-larochischen Kreise in Verbindung stehenden Mannes gekannt ist [1]). Im Jahre 1791 wurden drei hontheimische Briefe an ihn, nebst einer Nachricht über das Manuscript, in dem v. Bibra'schen Journale „Von und für Deutschland" gedruckt [2]), und veranlaßten eine noch vorhandene Correspondenz Kruffts, an der als vermittelnder Freund Friedr. Carl v. Moser theilnahm. Dumeitz hatte nach dem Abdrucke das Originalmanuscript von

1) Eine Notiz über ihn kommt in den Goethebriefen aus Fritz Schlossers Nachlaß (Stuttg. 1877.) S. 154 fg. und in den von v. Löper herausgegebenen Briefen Goethes an Sophie von Laroche (Berl. 1879.) S. 19 u. ö. vor. Goethe nennt ihn auch in seinem Leben.

2) In Num. 4. Seite 354 fg. des Jahrganges. Es ist die Veröffentlichung, von welcher Krufft oben S. 9 Note in seinem Briefe an Dalberg redet.

Eßlinger erhalten, es als Merkwürdigkeit aufbewahrt, und später dem protestantischen Kirchenrathe Mieg in Heidelberg [1]) geschenkt. An diesen wendete sich jetzt Krufft, um an der Handschrift, die er dreißig Jahre lang außer Augen gelassen hatte, ein Anrecht geltend zu machen, erreichte aber Nichts. Damals — Ende Februar 1792 — war sie noch in Miegs Besitz [2]). Wohin sie später gekommen ist, erhellt nicht.

Von Hontheims drei Briefen an Dumeitz ist der erste vom 23. Junius 1763. Anscheinend hatte der Druck unlängst begonnen, und Eßlinger war nicht ohne alle Besorgniß wegen der mit dem Unternehmen auch für ihn verknüpften Gefahr. Der zweite ist vom 7. August 1763, und betont, daß Hontheims Gedanken auf eine Darstellung und Kritik nicht bloß deutscher, sondern auch außerdeutscher Kirchenverhältnisse gehen [3]). Auf den dritten kommen wir sogleich. Hontheim bekennt sich in diesen Briefen ohne Rückhalt als Verfasser des Febronius, und äußert zu Dumeitz unbedingtes, zu Eßlinger nicht ganz sicheres Vertrauen.

---

1) Joh. Friedr. M., geb. zu Lingen 1744. Er hatte vertraute Briefe des Grafen v. B. über den Zustand der Wissenschaften in Wien 1774 herausgegeben. S. über ihn v. Löper a. a. O. S. 72.

2) Vorhandener Brief Mieg's v. 27. Febr. 1792.

3) Les réflexions que vous me faites dans votre lettre du 20 Juillet sur les misères des Eglises d'Allemagne sont tres justes, et feroient la matière d'un volume plus gros, que celui, que je publie aujourd'hui; aussi faudroit-il pour exécuter ce plan un écrivain encore plus hardi que moi. Le mien est général. Si Dieu le vouloit bénir pour quelque Royaume, peut-être avec le temps ce bien se pourroit étendre en d'autres parties de l'Europe etc.

5. Kampf um Febronius.

Ende September 1763 wurde das Buch des Febronius von Frankfurt versendet; indeß ging es langsam damit. Als der Fürstbischof zu Speyer, seit 1761 Cardinal, Franz Christoph von Hutten durch den wiener Erzbischof und der cölner Nuntius Luini durch den wiener Nuntius beim Reichshofrathe im Laufe des November das Verbot der Schrift betrieben, hatte man dieselbe in Wien noch nicht [1]). Von Luini war am 1. December zu Trier bekannt, daß er über sie nach Rom berichtet, und gesagt habe, man schreibe sie zwar Hontheim zu, indeß da der Styl ein anderer sei, als in dessen anerkannten Schriften, so glaube er nicht daran [2]). Am 18. December fragt Hontheim bei Dumeitz an, ob man auch Eßlingers Verschwiegenheit völlig gewiß sein könne; er wünsche lebhaft, nicht verrathen zu werden: auch möchte er erfahren, wie das Buch zu Mainz aufgenommen worden sei. Es hatte bereits so viel Aufsehen gemacht, daß nach einer Nachricht, die er aus Wien hatte, das erste dem dortigen Nuntius in die Hand gekommene Exemplar von diesem durch Stafette nach Rom geschickt war. In Venedig war das Buch unverzüglich nachgedruckt worden.

Die päpstliche Curie gebrauchte doch mehrere Monate bis es — 27. Februar 1764 — auf den Index gesetzt und im Anschluß hieran von P. Clemens XIII. unter dem 14. März eine Trias

1) Dritter Brief Hontheims an Dumeitz: s. vorhin S. 56. Note 6.

2) Fragment eines Briefes von Hontheim an Krufft von diesem Tage (abschriftlich in der Krufft'schen Sammlung): Je sais, que le Nonce de Cologne a informé sa cour de cette production, disant que le public me l'attribuait; il a cependant ajouté, que pour lui il ne le croyait pas, d'autant que le style de cet ouvrage ne ressemblait pas à mes ouvrages reconnues et dont il avait oui parler avec éloge à Rome même.

von Breven [1]) erlassen wurde: das erste an die Kurfürsten von Mainz und Cöln, das zweite an den von Trier und an verschiedene Bischöfe, das dritte an den Fürstbischof von Würzburg. Alle schärfen sie ein, das verbotene Buch zu verfolgen, sind aber nicht ganz gleichlautend. In dem ersten werden die curialistischen Principien die einzige Rettung der Kirche genannt [2]). In dem zweiten erhält dieser Punkt etwas geringere Betonung, dagegen werden die Gefahren hervorgehoben, die auch den Bischöfen von der febronianischen Lehre drohen, und die Adressaten auf die Pflicht aufmerksam gemacht, einen Mann, welcher der römischen Kirche in solchem Grade feindselig gesinnt sei, wie der Verfasser dieser Schrift, wenn er bekannt werden sollte, auf das Strengste zur Verantwortung zu ziehen. Denn wer darauf ausgehe, den Stuhl Petri umzustürzen, der gehe auf den Umsturz der Kirche aus, nnd gerathen die Gläubigen unter den Einfluß so verderblicher Gedanken, so werden sie in Ketzerei fallen [3]). Das dritte Breve giebt auch

1) Gedruckt in Zaccaria's unten zu berührender Schrift Antifebronius vindicatus tom. 1 des Frankfurter Druckes p. 27. 29. 31. Das zweite Schreiben, welches unter anderen Bischöfen auch an den Fürstbischof von Constanz erlassen war, findet sich ebenso in einer mit dem Druckort Amstelodami zu Constanz erschienenen kleinen Sammelschrift: Opusculorum criticorum contra Justini Febronii ICti librum singularem de legit. pot. Rom. Pont. pars 1. p. 1.

2) Romanam Cathedram cui tanquam fundamento nititur Catholica Ecclesia,.... funditus conatur evertere ..... Nos hunc librum, quo Fidelibus et praesertim hominibus harum rerum parum intelligentibus, maxima affertur offensio, nuper proscripsimus. Tuam vigilantiam, venerabilis Frater, modo requirimus, ut non solum caveas, ne per manus Fidelium circumferatur, sed ne in ullo quidem angulo, si fieri potest, totius tuae Dioeceseos illi sit locus..... Fraternitati tuae pro certo habemus perspectissimum esse, suffosso eversoque Fundamento, quae est Cathedra Petri, omnem Ecclesiam dirui oportere; quam propterea nunquam patietur pietas Tua exitiali et pestifero, libro labefactari.

3) Hunc librum ad potestatem Romani Pontificis si fieri possit extinguendam et beatissimi Petri Apostolicam Sedem funditus evertendam ab homine Romanae Ecclesiae infensissimo scriptum procul ab oculis Fidelium arcendum decrevimus, et ne a quopiam imposterum legatur vetuimus; veriti, ne venenatis obscuri authoris sensibus fidelis grex inficiatur, et hausto inde Romanae Sedis contemptu a dominico agro ad haereticorum pestifera pascua denique abducatur. Caeterum si quando innotescat, quis tam atrox et audax adversus Romanam Sedem coortus talia scripserit,

der Vermuthung Ausdruck, ob nicht Febronius gar ein Ketzer, das ist ein Protestant, schon sei, und beklagt es, daß die Neigung, wider den römischen Stuhl zu schreiben, wie eine ansteckende Krankheit wirke [1]).

So der päpstliche Hof. Indeß keineswegs alle deutschen Bischöfe und Erzbischöfe befolgten dessen Befehle: darüber, daß die Erzbischöfe von Salzburg und von Wien, die Bischöfe von Olmütz, Eichstädt, Passau, Speyer, Hildesheim, Münster, Paderborn, Lüttich, Osnabrück Folge geleistet hätten, scheint wenigstens in Rom keine Nachricht gewesen zu sein [2]).

Johann Philipp von Trier rescribirte [3]) an das trierische Generalvicariat und an das Officialat zu Coblenz, allerdings erst am 14. Julius: nachdem das Buch vom Papste verboten worden sei, untersage er, es in seiner Erzdiöcese einzuführen, es zu verkaufen und zu lesen; wobei er sich zwar gelinder als der Papst ausdrückt, aber doch anerkennt, wie Vorrechte des heiligen Stuhles durch die febronianischen Grundsätze verletzt würden. — Zwischen

---

ejus erit Episcopi, in cujus dioecesi versetur, severe in illum animadvertere.

1) Nunc temporis irreligiosorum hominum animos veluti pestilenti quodam sidere afflavit scriptitandi adversus Romani Pontificis potestatem immane studium.

2) Nach Zaccaria a. a. O. hat Walch, Neueste Religionsgesch. 6, 182 f. über die ergangenen Verbote relativ genaue Nachrichten. Nicht völlig stimmen damit die von Wyttenbach in der Gesta Trevir. 3, 285 Note und in Ersch und Grubers Encyclopädie II. 10. S. 383 verzeichneten.

3) Rmus et Emus Elector. Celsitudo sua Electoralis non aliter quam singulari attentione percipere potuit propositiones non solum offensivas, sed et ulterius perpendendas, quae in libro sub ementito nomine Justini Febronii de Statu Ecclesiae etc. praeterito anno in lucem editae emanarunt. Postquam ille a S. Sede vi decreti sub die 27. Febr. nuper condemnatus fuit et in numerum librorum prohibitorum redactus, necessitas non minus exigit, ut Celsitude Sua Electoralis vigore Sui pastoralis officii sufficientem curam adhibeat, ne principia in illo contenta auctoritatem et praeeminentias Sedis Apostolicae opprimentia in Suo Archiepiscopatu dilatentur. Vult itaque et praecipit Ipsa sub confiscationis poena aliisque in jure contentis etiam severioribus, quod praedictus liber in Sua Archidioecesi non introducatur, nec vendi nec legi praesumatur; onerat etiam eum in finem subalternas Archiepiscopatus Sui Curias, ut serio et diligenter invigilent curamque gerant, ne supremae huic Electoralis voluntatis intentioni contraveniatur. (S. Abschrift in der Krufft'schen Sammlung.)

den Zeilen wird man lesen dürfen, daß dieser Erlaß Nichts als die nöthige officielle Deckung gegen Rom bedeutet; nichtsdestoweniger scheint er Anlaß gegeben zu haben, daß im folgenden Monate (August 1764) Hontheim um Entlassung aus seinen verschiedenen Aemtern bat, wenn auch unter Berufung auf „sein Alter und seine nicht starke Gesundheit". Das trierische Officialat, bezw. Generalvicariat scheint er bei dieser Gelegenheit, wenn nicht schon früher, in der That niedergelegt zu haben [1]): im Uebrigen nahm der Kurfürst die angebotene Entlassung nicht an. Der Weihbischof blieb als solcher in einflußreicher Thätigkeit und auch persönlich noch längere Jahre unangefochten.

Auch der päpstliche Hof wandte vorläufig sein gewohntes Mittel des Dissimulirens an, obwohl er, wie Krufft angiebt, Hontheims Autorschaft sehr bald in Erfahrung brachte. Anfangs hatte man als Verfasser des Febronius auch Neller, von welchem oben die Rede gewesen ist, oder einen mainzer Kirchenrechtslehrer Behlen, oder den würzburger Canonisten Barthel genannt, der sich öffentlich günstig über das Buch ausgesprochen und dadurch wohl das vorhin erwähnte besondere Breve an seinen Fürstbischof veranlaßt hatte. Aber im October 1764, als der luzerner, früher cölner Nuntius Oddi zur Wahl und Krönung Joseph II. nach Frankfurt kam, und den Auftrag mitbrachte, die Sache zu erforschen, lockte sein Begleiter, der später Nuntius in Warschau und Wien gewesen ist, Abbate Garampi, dem Buchhändler Eßlinger Hontheims Namen ab. Indeß auch sonst war derselbe bald öffentliches Geheimniß; und daß der erste geistliche Beamte eines deutschen Erzbisthums Meinungen wie die febronianischen aussprach, konnte deren Eindruck nur erhöhen. Allein da er seine Autorschaft niemals förmlich anerkannte, vielmehr sie in der französischen Cölner Zeitung ausdrücklich dementiren ließ, die römische Curie auch nicht bezweifeln konnte, nicht bloß Kurfürst Johann Philipp, sondern die deutsche öffentliche Meinung stehe auf Febronius Seite, so that sie, wie gesagt, zunächst noch, als kenne sie ihn nicht.

Der Kurfürst hatte soeben auf dem Frankfurter Wahlcon-

1) In einem unten zu berührenden Votum vom April 1760 sagt Hontheim, er habe es bereits „vor fünf oder sechs Jahren", und zwar aus Gesundheitsgründen, niedergelegt.

vente einen gegen Rom gerichteten Antrag von Kurpfalz wesentlich zu schärfen Anlaß gegeben. Denn als Mainz in Betreff der früher erwähnten speyerischen Streitsache sich über deren Avocation nach Rom [1]) beschwert, Kurpfalz aber beantragt hatte, Joseph II. in der Wahlcapitulation zu verpflichten, daß er Schritte, die schon unter Kaiser Carl VI. wider dergleichen den deutschen Fürstenconcordaten von 1446 widersprechende curiale Maßregeln angeregt gewesen waren, wiederaufnehme, schlug Kurtrier dafür die dringendere Form eines kurfürstlichen Collegialschreibens an den Kaiser vor, welches am 19. März 1764 angenommen zugleich einen weiter greifenden Inhalt erhielt. Die Kurfürsten erklären sich darin zwar „weit entfernt, die erste und persönliche höchste päpstliche Gesinnung in einigen Zweifel zu ziehen", beschweren sich aber über die „Eingriffe des römischen Hofes", und rufen den Kaiser, indem sie Einzelgravamina vorzubringen sich versagen, allgemein zum Schutz der deutschen Kirchenfreiheit auf. Sie bitten nicht bloß um Wiederaufnahme jener unter Carl VI. liegen gebliebenen Maßregeln von 1719 und betonen, daß deren Spitze, neben den römischen Curialbehörden, auch gegen die päpstlichen Nuntien gerichtet gewesen sei, sondern sie wollen auch eine „auf dem Reichstage zu Augsburg im Jahre 1530 versprochene Handlung" endlich ausgeführt wissen, deren Zweck die Erledigung der „gegen den Stuhl zu Rom von der deutschen Nation" überhaupt „erhobenen Beschwerden", also der alten Gravamina Nationis germanicae gewesen sei. — Dies Collegialschreiben, welches recht eigentlich in den Gedanken Spangenbergs und Hontheims sich bewegt, hatte zwar zu Wien keinen unmittelbaren Erfolg; zu Rom aber bewirkte es, daß die dahin gezogene speyerische Streitsache (4. Sept. 1762) nach Mainz zurückgewiesen wurde.

Auch dem Jesuitenorden war Kurfürst Johann Philipp wenig geneigt [2]). Die Schritte, welche gegen ihn im August 1762 durch die französischen Parlamente geschahen und seine Aufhebung für Frankreich seitens des Königs (Novbr. 1764) vorbereiteten, ver-

1) S. oben Seite 54 und über die Frankfurter Verhandlungen v. Lynker, Wahlcapitulation Kaiser Josephs II. S. 184. 303 f. Moser, Deutsche Religionsverfassung S. 742 fg. Crome, Wahlcapitulation Kaiser Leopolds II. S. 185 Note.

2) Marx, Geschichte von Trier 2, 490 fg.

anlaßten ein unzweifelhaft durch Hontheim angeregtes kurfürstliches Reſcript an den Rector der Univerſität zu Trier dahin, daß, da jene Parlamente Jeſuitenſchülern für Frankreich die Anſtellungsfähigkeit abſprächen, man mit Rückſicht ſowohl auf die in Frankreich gelegenen bedeutenden Theile der Erzdiöceſe, wie auf den bisherigen Wirkungskreis der Hochſchule überhaupt, an derſelben Einrichtungen treffen müſſe, welche die Verringerung ihrer Wirkſamkeit verhindern. Hierüber werde von der theologiſchen und der juriſtiſchen Facultät, in welcher alſo auch die antijeſuitiſche Partei zur Stimme kam, gemeinſames Erachten erfordert. Als hierauf der Rector (9. Januar 1764) den Vorſchlag einberichtete, neben den jeſuitiſchen Theologen auch Benedictiner zu Profeſſoren zu ernennen, und deren vier von den nächſtgelegenen Benedictinerabteien geſtellt wurden, ernannte der Kurfürſt dieſe (26. Februar) ſchon für das Sommerſemeſter, die Jeſuiten ſchieden bis auf zwei aus der theologiſchen Facultät aus, und ihre Herrſchaft an der Univerſität ging zu Ende. So erreichte jetzt Hontheim, was früher[1]) vergebens von ihm beantragt worden war. — In der gereizten Stimmung, in welche durch dieſe Maßregeln die jeſuitiſchen Univerſitätsglieder verſetzt wurden, geſchah es, daß eines von ihnen, Pater Kreins, die offenbar entweder auf Febronius, oder auf die franzöſiſchen Parlamente zielende Theſe ſtellte: zu den berüchtigteren Schismen in der Kirche ſei neben dem griechiſchen das franzöſiſche zu zählen[2]). Worauf jedoch der franzöſiſche Geſandte zu Coblenz Herr von Aigremont (2. Mai 1764) Beſchwerde erhob, Widerruf und Beſtrafung verlangte, und es nun den Jeſuiten Nichts half, daß Kreins behauptete, er habe gar nicht den Gallicanismus, ſondern das ganze Schisma des vierzehnten Jahrhunderts, alſo etwas den Franzoſen keineswegs zur Laſt Fallendes gemeint; er wurde aus ſeiner Profeſſur entlaſſen, und zu Anfang des folgenden Jahres vertheidigten die trierer Jeſuiten die Theſe: es habe ein franzöſiſches Schisma niemals gegeben[3]). — Ebenſo entbehrten ſie jeder Unterſtützung des Kurfürſten in einer Streitigkeit, welche ſie um dieſe Zeit mit der von Neller geführten übrigen Univerſität

1) Vgl. oben Seite 34 fg.

2) Schismata famosiora in Ecclesia esse schisma Graecorum et schisma Gallorum.

3) Nullum in Ecclesia extitit schisma, quod Gallorum dici possit.

wegen eines Grundbesitzes hatten [1]). Canzler wie Procanzler standen auf Seite ihrer Gegner.

So streng katholisch Johann Philipp war, so war er mit den Gesinnungen seines Weihbischofs doch einverstanden. Zwar verbot er die Verbreitung antikatholischer Schriften, verfolgte die Freimaurer, ließ den Tridentinischen Katechismus neu herausgeben, wozu Hontheim die Vorrede schrieb, veranlaßte eine Neuredaction des trierischen Rituales, die Hontheim leitete [2]): aber er schrieb nicht nur ein mindestens zweijähriges Studium für alle Klostergeistlichen vor, sondern erließ auch (Februar 1764) eine mit den erwähnten Veränderungen an der Universität zusammenhängende, die Verbesserung des theologischen Studienwesens überhaupt bezweckende Verordnung, in welcher unter Anderem den Protestanten gegenüber „äußerster Glimpf" empfohlen ward, obwohl der Kurfürst sie ebensowenig im Lande zuließ, wie sein Vorgänger. Das privilegirte Forum der Geistlichkeit in Civilsachen aufzuheben, konnte er (Decbr. 1765) gegen den clericalen Widerspruch nicht durchsetzen; aber sonst sorgte er durch eine nicht geringe Anzahl von Verordnungen für das öffentliche Wohl. Vor Allem: obwohl ihm unzweifelhaft bekannt war, Justinus Febronius sei Hontheim, erhielt er diesem, als er im August 1764 sich zurückziehen wollte, seine Thätigkeit und seinen Einfluß, und auch nachdem bereits — im März 1765 — die zweite Ausgabe seines Buches [3]) herausgekommen und seit dem 3. Februar 1766 auf dem Index, Hontheim aber als deren Verfasser allgemein bekannt, und als „einer der hellsten Sterne nicht minder der Gelehrtenwelt, wie seiner Kirche" eben seines Buches wegen zum Ehrenmitglied der Mannheimer Academie ernannt war, schien bloß der Kurfürst von dem Allem Nichts zu wissen.

---

1) Marx a. a. O. 5, 28 fg.

2) Rituale Trevirense, Auctoritate Eminentissimi et Celsissimi principis ac. Domini Dni. Joannis Philippi D. G. Archiepiscopi Trevirensis editum. Luxemburgi 1767 in 4° maj.

3) Justini Febronii ICti de Statu Ecclesiae etc. Editio altera priore emendatior et multo auctior. Bullioni etc. 1765 in 4°. — Die erste Ausgabe hatte 621 Seiten gehabt, diese hatte 816. Eine genaue Uebersicht der einzelnen Veränderungen, die sie aufweiset, s. in den Göttinger Gelehrten Anzeigen 1765. S. 521.

Das gewaltige Aufsehen, welches Febronius erregte, die schnelle Verbreitung des Buches und die vielfältige Zustimmung, die dasselbe erfuhr, genügt es an dieser Stelle bloß anzudeuten. Theils wird weiterhin bei Besprechung der febronianischen Litteratur darauf zurückzukommen sein, theils hat Krufft in seiner Biographie gerade hierüber Nachrichten gesammelt, die ich nicht wiederhole. Wir haben berührt, daß dasjenige, was Hontheim ausführte, nicht neu war: in den Theorieen der Canonisten, in der Praxis der katholischen Staatsregierungen, in der Consequenz der die Welt der Gebildeten damals beherrschenden Ideen waren gallicanische Motive wirksam. Einem aber gelingt es, solchen in der Luft liegenden Gedanken mit energischer Deutlichkeit das Wort zu verleihen: er bringt der Zeit, was sie gewollt hat, zum Bewußtsein, und ihm gehört der Erfolg. So gelang es Hontheim. Allein in Wien, wo die geistlichen Behörden sich vergebens die größte Mühe gaben, ein Regierungsverbot zu erreichen, wurden über siebenhundert Exemplare des Buches verkauft. Auch in Frankreich von den Männern der gallicanischen Kirche selbst wurde es mit ehrenvollster Anerkennung aufgenommen.

Hatte nun die römische Curie sich darein ergeben, daß, solange Kurfürst Johann Philipp lebte, in Trier gegen Hontheim Nichts auszurichten sei, so kam es darauf an, ob dies unter Prinz Clemens Wenzel von Sachsen anders sein werde, der, nachdem sein Vorgänger am 12. Januar 1768 gestorben war, schon am 10. Februar zum Kurfürsten von Trier gewählt ward. Der Versuch wurde alsbald unternommen.

Prinz Clemens, der ein Großsohn Kaiser Josephs I., sonach ein Verwandter Maria Thereſiens war, hatte zuerst im österreichischen Heere gedient, war aber während des siebenjährigen Krieges (1760) einundzwanzigjährig als Feldmarschalllieutenant abgegangen, um Geistlicher zu werden [1]). Drei Jahre nachher war er bereits Bischof von Freisingen und Regensburg, das folgende

1) Nach Marx a. a. O. 5, 42 fg. erhielt er die erste Tonsur 17. Mai 1761, wurde zum Bischofe von Freisingen 18., zum Bischofe von Regensburg 27. April 1763 gewählt, las seine erste Messe 1. Mai 1764; worauf er von seinen Bisthümern Besitz nahm. Dann wurde er Coadjutor von Augsburg 5. Nov. 1764 und ließ sich endlich consecriren 10. Aug. 1766.

Jahr auch Coadjutor von Augsburg, und im November 1766 erlangte er, obwohl schon im Besitz so vieler Stellen, die päpstliche Erlaubniß auch noch in Trier gewählt zu werden; obwohl dabei doch der eventuelle Verzicht auf Freisingen und Regensburg ausbedungen war. Indem die Kaiserin, welche ihm das Alles verschaffte, in Trier für ihn warb, bediente sie sich der Hülfe Spangenbergs, ließ sich von diesem auch wegen der „Auswahl von Leuten, welche der Prinz zur künftigen Landesregierung und andern wichtigen Geschäften brauchen könnte [1])", berathen, und so kam es, daß Spangenbergs Freunde, und unter ihnen auch Hontheim, an die Spitze der Geschäfte kamen. Dadurch, daß Prinz Clemens sich, wahrscheinlich ohne persönlich davon zu wissen, als Bischof von Freisingen scharf gegen Febronius ausgesprochen hatte [2]), wurde des Weihbischofs Anstellung nicht gehindert; im Gegentheil waren Männer, die dem Staate soviel kirchlichen Einfluß einräumten, dem Fürsten Kaunitz gerade genehm. Hontheim, der wiederum als Führer der Geistlichkeit den neuen Kurfürsten vor dem Dome bewillkommnete [3]), blieb nicht bloß in seiner bisherigen Stellung, sondern wurde auch als „Geheimer Staats- und Conferenzrath", Mitglied des neueingerichteten Ministeriums, in welchem er seit den ersten Märztagen 1768 [4]), das Departement „der französischen und niederländischen geist- und weltlichen Sachen, auch überhaupt der romanischen und der cöllnischen Nuntiatur- und der italienischen Angelegenheiten; sodann der Stifter und Klöster, auch sonstiger Erzbischöflicher Jurisdictionalsachen", sowie „der Prüm'schen Sachen" erhielt, „welche nicht dem Erzstifte incorporirt sind". Hontheim

1) So schreibt sie ihm 18. Sept. 1767. Der Brief ist gedruckt in Wyttenbachs's Gesta Treviror. 3, 286.

2) Coup d'oeil sur le Congrès d'Ems p. 120. Note.

3) Die Rede steht in den Gesta Treviror. 3, 287.

4) Extractus protocolli Conferentiae d. d. Ehrenbreitenstein 5. März 1768: „Departement des Herrn Weihbischofs und Kurtrierischen Geheimen Staatsraths von Hontheim": v. Eltesterische Sammlung Num. 14. Die Instruction für die Geheime Staatsconferenz (daselbst Num. 17) ist gleichfalls vom 5. März. Die Bestätigung in der jurisdictio gratiosa et voluntaria eines Generalvicars in spiritualibus, welche Hontheim als Weihbischof besaß, geschah durch Erlaß vom 30. März (das. Num. 16), die in allerhand Nebeneinnahmen am 18. Julius (das. Num. 18).

wurde also mit den wichtigsten Verwaltungsthätigkeiten und gerade auch mit den Beziehungen zur römischen Curie betraut.

In Rom wußte man nur im Allgemeinen von seiner Anstellung: aber man protestirte unverzüglich. Es war dort im Namen des Kurfürsten als Bischofs von Freisingen und Regensburg die Verlängerung der Gratia der Stellenbesetzung in den sg. päpstlichen Monaten nachgesucht; jetzt meldete bereits unter dem 18. März der kurfürstliche Agent an der Curie Graf Lagnasco: Cardinalstaatssecretair Albani mache gegen jene Anstellung Bedenken geltend, und man wolle vor deren Erledigung die Gratia nicht erneuern [1]). Er wurde mit der Antwort beauftragt [2]): da der Kurfürst in der Regierung noch neu sei, so habe er Hontheims Landeskunde, Geschäftskenntniß und Erfahrung nicht entbehren können, werde sich jedoch selbständig zu halten und Alles und Jedes zu vermeiden wissen, was dem Papste mißfallen, oder dem heiligen Stuhle zum Nachtheil gereichen könnte. Hontheim nehme übrigens in Abrede, den Febronius geschrieben zu haben, und werde es niemals einräumen. Dieser Auftrag kreuzte sich mit einem zweiten Schreiben Lagnasco's, das einen Brief des Cardinalstaatssecretairs selbst (vom 30. März) begleitete [3]). Man hatte in Rom die Nach-

1) Diese und die folgenden Actenstücke finden sich im K. Provinzialarchive zu Coblenz Abth.: Kurfürstenthum Trier, A. Staatsarchiv, a. Geheimes Cabinet, 2. Verhältnisse zu Rom, Clemens Wenceslaus, Actenvol. No. 20. Die Meldung Lagnasco's vom 18. ist nicht vorhanden, ihr Inhalt ergiebt sich aber aus der gleich anzuführenden Antwort des Kurfürsten.

2) Ehrenbreitenstein 26. Marzo 1768: Per rispondere al Suo postscritto da' 18 del cadente Lei deve sapere, che arrivando nell' Elettorato di Treveri tutto nuovo, e trovandolo quasi sepolto in uno abisso di confusione, mi viddi necessitato d'impiegar il Suffraganeo di Treveri come informatissimo del forte e del debolo di quel Paese e della Diocesi; questo impiego però non aprirà mai la strade a qualche sinistra informazione o sorpresa, poichè io non mancherò di tener' gli occhi ben aperti, e tutti gli affari passeranno per le mie mani. Per altro lui sostiene di non esser autore di quel libro Febronius, e non lo prenderà mai per il suo parto. Und nachdem hierauf von Prüm die Rede gewesen ist: Lei rendendo conto di queste due punti al Sgr. Cardinale Segretario di Stato rinnuoverà in nome mio le più forte assicurazioni del fermo ed inalterabile proposito di cui sono animato, di non permetter, che passi sotto la mia reggenza veruna cosa, la quale potrebbe recare dispiacere alla Santità Sua ò pregiudizio alla Sante Sede.

3) Auch dies Schreiben und seine Anlage fehlen.

richt gehabt, Hontheim sei Vorsitzer des „obersten Consistoriums“ im Erzbisthum geworden, und wiederholte, was schon gesagt war.

Der Kurfürst gab die Briefe an Hontheim selbst, damit er die zu ertheilende Antwort angebe. Hontheim votirte wörtlich [1]) so: „Zu Beantwortung derer Schreiben des Cardinal Alexander Albani und des kurfürstlichen Ministre zu Rom Conte di Lagnasco, beider vom 30. März 1768, können folgende Momente dienen: 1. Sobald das unterm Namen Febronii bekannte Buch zum Vorschein gekommen, und das Publicum solches bald Diesem, bald Jenem, und unter Andern auch dem Trierischen Weihbischof zugeeignet, hat dieser solches publice mittels der gedruckten Gazetten, namentlich der Cöllnisch-französischen, desavouirt. — 2. Niemand in der Welt wird sagen können, daß erdeuteter Weihbischof, wo er lange Jahre in den geistlichen Directoriis zu Coblenz und Trier als Official, auch bei Hofe als geistlicher Geheimerath gestanden, in consiliis oder sonsten die principia Febroniana adoptiret, oder auf einige Weise Ichtwas gegen den Römischen Stuhl gethan, denen abgelebten Kurfürsten und Erzbischöfen zu Trier oder sonsten Jemand zu thun angerathen habe. — 3. Daß im geraden Gegentheil er alles Dasjenige, was zum Römischen Stuhl gehört, in dispensationibus oder sonsten, dorthin mit aller Treu und Redlichkeit nicht allein verwiesen, sondern auch befördert habe; Dessen zum Zeugniß und Beweis müssen sich unter seiner Hand mehr als hundert Expeditiones bei der Cöllnischen Nuntiatur vorfinden. — 4. Es ist allerdings unwahr, daß Ihro jetzt glorwürdigst regierende Kurfürstliche Durchlaucht denselben zum regierenden Chef Ihres geistlichen Consistorii ernannt haben. Er war vor 25 oder 30 Jahren Official und Präses beim Nieder-Erzstiftischen Consistorio in Coblenz. Anno 1748 ernannte ihn Kurfürst Franz Georg zum Weihbischof, sodann zum Official zu Trier. Dieses letztere Amt legte er vor fünf oder sechs Jahren, bei seiner damalig schon geschwächten Gesundheit, ab: also daß er von solcher Zeit her bei keinem geistlichen Consistorio weder präsidirt, noch beigesessen hat; noch auch wirklich beisitzet. — 5. Er hat sogar schon bei jüngst abgelebtem hochseligen Kurfürsten in Ansehung seiner schwachen Gesundheit und nunmehro achtundsechzigjährigen Alters inständig

1) Coblenzer Archiv a. a. O.

gebeten, auch von dem Suffraganeat (welches in diesem ungemein weitläufigen und sich in mehrerer Potentaten Länder erstreckenden Erzstift einen recht starken Mann erfordert) entlassen zu werden, um seine wenigen übrigen Tage in Ruhe und Vorbereitung zur Ewigkeit zuzubringen; und dies wünschet er noch sehnlichst. — 6. Ihro Kurfürstliche Durchlaucht haben beim Antritt Ihrer trierischen Regierung gehofft, von demselben als dem ältesten in den geistlichen und weltlichen Geschäften dieses Erzstiftes bekannten und geübten Rathe, mehrere nöthige Nachrichten einholen zu können, um solche zum besten der Ihro von Gott neuerlich anvertrauten Lande zu gebrauchen. Was aber dessen sowohl, als anderer Räthe Consilien anbetrifft, so sind Ihro Kurfürstl. Durchlaucht höchst und überflüssig erleuchtet, um solche mittels Ihrer selbsteigenen Einsicht und Beurtheilung abzuwiegen, ob und wie weit solche Ihnen anständig und nach Ihren Regierungsprincipiis abgemessen seien. — Besonders aber ist Ihre Gedenkens- und Gemüthsart gegen Ihro Päpstliche Heiligkeit und den Römischen Stuhl so beschaffen und gegründet, daß nie Jemand vermögend sein wird, Höchst Ihnen was dagegen beizubringen oder einzureden".

Wenn Hontheim hier sagt, er habe niemals febronianische Grundsätze adoptirt, so soll das heißen: niemals, offenbar weil er es noch nicht für angezeigt hielt, dem Erzbischofe den Rath gegeben, seine ursprünglichen Bischofsrechte wieder geltend zu machen. Ebenso wenn er angiebt, er habe nach Rom alles dahin Gehörige gehen lassen, so schließt das nicht aus, daß er Dasjenige nicht dorthin gehen ließ, was er nicht an den Papst gehörig hielt. Das Decret des Kurfürsten lautet: „Nach nebenstehenden Motivis ist von Herrn Rath Rademacher die Antwort auf die letzten römischen Schreiben zu entwerfen. Der fünfte Punkt ist nicht in der Antwort zu brauchen". Es ist bemerkenswerth, daß also Clemens Wenzel von Hontheims eigenem Wunsche, sich von den Geschäften zurückzuziehen, nicht geredet haben will. Das von Rademacher hierauf Entworfene — es war vom 14. April — ist zwar nicht mehr vorhanden; allein was es in Ausführung von Hontheims Andeutungen enthalten habe, erhellt aus des Cardinalstaatssecretairs Albani Antwort vom 4. Mai [1]): „Die von Eurer König-

1) Den Italienischen Text derselben s. unter den Urkunden Num. III. Al-

lichen Hoheit in dem sehr gütigen Schreiben vom 14. April für Ihren trierischen Weihbischof unternommene Vertheidigung", schreibt er, „würde, vollständig und kräftig wie sie ist, geeignet sein, ihn von aller Anschuldigung wegen der im Febronius verbreiteten Lehren zu rechtfertigen, wenn man sie Jemandem vorzulegen hätte, der nicht gegen den Suffragan bereits eingenommen ist. Da aber der heilige Vater versichert hat und versichert, ihn als den Verfasser des verderblichen Buches durch unwiderlegliche Beweise zu kennen, so gestehe E. K. H. ich aufrichtig, daß ich einer so bestimmten Versicherung zu widersprechen nicht den Muth habe; mögen die Gegengründe, welche ich vorzutragen haben würde, noch so stark sein. So sehr daher ich meinerseits das Gewicht dieser von E. K. H. angeführten Gründe empfinde, so kann ich mir doch nicht schmeicheln, von denselben bei Jemandem mit Erfolg Gebrauch zu machen, der den Weihbischof nicht nur entschieden für den Verfasser des Buches hält, sondern auch zu wissen behauptet, von wem und wie er dazu veranlaßt worden sei. Unter solchen Umständen entdecke ich, um die tiefe Beunruhigung des Papstes zu heben, nur zwei Wege. Zuerst, daß E. K. H. den heiligen Vater versichern, die Hülfe Ihres Suffragans nicht anders gebrauchen zu wollen, als wo, wie in den Pontificalien, seine Verwendung unentbehrlich ist. Zweitens daß der Herr Weihbischof selbst sich von der gegen ihn erhobenen Anschuldigung beim Papste unmittelbar reinige durch die schriftliche Erklärung, wie er nicht nur nicht der Verfasser des ihm zugeschriebenen Buches sei, sondern dessen Lehren auch verabscheue und verdamme; zugleich den Papst autorisire, von seiner Erklärung jeden Seiner Heiligkeit zu Widerlegung der Gerüchte, die gegen ihn verbreitet sind, geeignet scheinenden Gebrauch zu machen. Ich sollte meinen, vor einer solchen privaten Erklärung müßte der geistliche Herr um so weniger Bedenken tragen, da er zu der ungleich stärkeren Maßregel sich entschlossen hat, sich von jenem Verdachte mittels der Zeitungen, die in aller Leute Hand kommen, zu reinigen. Jeder andere Weg würde meines Erachtens zweideutig sein und ungünstiger Auffassung unterliegen, da die Künste, mit denen die Erfinder neuer Lehrmeinungen sich

---

bani war damals schon ein bejahrter Herr: er ist 30. Sept. 1779 im achtundachtzigsten Jahre gestorben.

verbergen, um denselben mehr Eingang zu verschaffen, Dem, der die Kirchengeschichte gelesen hat, nicht unbekannt sind; weshalb weder die Vorrede zum römischen Katechismus, noch die orthodoxesten in Betreff anderer Lehrpunkte veröffentlichten oder vertheidigten Meinungen, noch weise Rathschläge für das Diöcesanregiment, noch alle Zeitungen der Welt jemals so viel, wie ein dem Haupte der Kirche abgelegtes freiwilliges Bekenntniß werth sein werden. — Sind E. K. H. in der Lage, die vorgeschlagenen Wege einzuschlagen, so werde ich beim heiligen Vater, der für Sie im Uebrigen voll Hochschätzung und Liebe ist, mit Erfolg zu handeln und Ihnen die sonstigen üblichen Indulte [1]) ebenso zu erwirken im Stande sein, wie ich das Indult für die Erzdiöcese Ihnen bereits verschafft habe. Alles dergleichen ist Gnadenbewilligung, die Sr. Heiligkeit zum Schaden gereicht, da auf diese Art der Papst für die von E. K. H. regierten Bisthümer die Anstellung in den päpstlichen Monaten aus der Hand gibt. — E. K. H. wollen den Freimuth und die Ausführlichkeit dieser Antwort verzeihen: sie gehen aus meinem Eifer für Erhaltung Ihres so sehr verdienten guten Namens beim heiligen Stuhle und aus dem Bestreben hervor, Sie mit den noch größeren Auszeichnungen, die letzterer zu verleihen pflegt, ausgestattet zu sehen. Ich küsse Eurer Königlichen Hoheit erfurchtsvoll die Hände".

In den artigen Formen dieses Schreibens, welches den Glauben an die Gründe des Kurfürsten versichert, indem es deren Unglaubwürdigkeit hervorhebt, kommt eine Ironie zum Ausdrucke, die dem Concipienten offenbar Vergnügen gemacht hat, der geistlichen Behörde aber kaum würdig ist. Auch tritt am Schluße unverhüllter, als erlaubt, das Angebot eines Handels heraus. Graf Lagnasco fügt hinzu: er seinerseits habe Sorge getragen, dem Papste kund zu thun, die Nachricht von Hontheims Anstellung als Vorsitzender des Consistoriums sei eine Fälschung; worüber P. Clemens dann sehr befriedigt gewesen sei [2]).

Für die erzbischöfliche Erwiderung an den Cardinalstaatssecretair liegen zwei parallele und fast übereinstimmende Entwürfe vor:

---

1) Die oben genannten für Freisingen und Regensburg.

2) Sein übrigens gleichgültiger Bericht ist vom 4. Mai. Coblenzer Acten a. a. O.

der eine italienisch und vom 22. Mai datirt, der andere ohne Datum und französisch [1]). Beide beginnen damit, daß, als der Kurfürst Albani's Schreiben empfangen habe, Hontheim nicht mehr in Coblenz, sondern an seinen gewöhnlichen Wohnort nach Trier abgereis't gewesen sei, und lehnen ab, weiter auf ihn einzuwirken. Die verlangte Versicherung des Kurfürsten, ihn nicht anders zu verwenden, als wo es absolut nothwendig sei, möge Graf Lagnasco dahin abgeben, daß Hontheim an den kurfürstlichen Hof nur in den Fällen seiner Unentbehrlichkeit wieder kommen solle, sei es wegen zu administrirender Pontificalien, sei es um die ihm wie keinem Anderen beiwohnende Kenntniß der Zustände in den französischen, lotharingischen und niederländischen Gebieten der Erzdiöcese nutzbar zu machen. Im trierischen Generalvicariate sei übrigens Freiherr Beissel v. Gymnich, im unterstiftischen Dechant Rademacher bestätigt worden; daß also der Kurfürst mit dem Präsidium in seinem geistlichen Rathe Hontheim beauftragt habe, sei eine empfindliche Verleumdung. Halte der Papst seine Unzufriedenheit auch hiernach noch fest, so bleibe dem Kurfürsten Nichts übrig, als sich bei seinem guten Gewissen und seiner Handlungsweise zu beruhigen. Ein nun folgender Hinweis auf diesen schon bewährten Character, die Versicherung hierin unter allen Umständen beharren zu wollen, und eine Schlußapostrophe darüber, welcher Schimpf es für den Kurfürsten sein würde, wenn er die für ihn bereit liegenden römischen Expeditionen, von denen er seinem Capitel, wie verschiedenen Höfen, bereits Kunde gegeben, nicht erlangen sollte, sind in dem italienischen Entwurfe verboser und pathetischer, als in dem französischen; z. B. weiset der erstere darauf hin, daß einer der Gründe, den Kurfürsten zu Rom zu verleumden, die Wuth (rabbia) über die Rückkehr seines Hauses zur römischen Kirche sei, und daß der Triumph, ihn durch Verweigerung der Indulte für Regensburg und Freisingen beschimpft zu sehen, seinen Gegnern, den protestantischen Höfen, nicht gelassen werden dürfe. Dann schließt der italienische Entwurf etwas demüthiger, als der französische. Welcher von beiden expedirt worden sei, ist nicht ersichtlich.

Ebensowenig erhellt actenmäßig im Einzelnen der Fortgang

1) S. dieselben im Urkundenanhange Num. IV.

der Sache. Krufft erzählt, der französische Minister Herzog von Choiseul, welcher durch Herrn v. Aigremont die Sachlage erfahren hatte, habe einen an Aigremont gerichteten Brief (6. Junius 1768) [1]) geschrieben, in welchem Hontheim auf das Anerkennendste und Unbedingteste in Schutz genommen wird: die römische Art, den hochverdienten Mann zu behandeln, werde der Kurfürst sich nur zu dessen größerer Empfehlung dienen lassen. Vielleicht daß diese offenbar zur Verbreitung bestimmte Depesche, welche Krufft, dem sie von Hontheim mitgetheilt worden war, nebst dessen Aeußerungen, dem Fürsten Kaunitz vorlegte (5. Julius), und die auch in Rom nicht unbekannt geblieben sein wird, die dortige Stimmung influirt hat; vielleicht auch daß nur die Art, wie sich die Verhältnisse in Freisingen und Regensburg für Clemens Wenzel gestalteten, die Stellung der Curie modificirte. Denn, wie schon erwähnt, war, als in dem Wählbarkeitsbreve für Trier die päpstliche Erlaubniß gegeben wurde, dies Erzbisthum neben Regensburg und Freisingen zu besitzen, eine solche Erlaubniß nicht ohne Beschränkung ertheilt: sie sollte nur gelten, bis Clemens Wenzel auch in Augsburg succedire; von da an sollte er Regensburg und Freisingen aufgeben. Nun trat schon im August 1768 der Successionsfall ein; der Erzbischof brauchte also die regensburg-freisinger Indulte nicht mehr, und wenn man sie ihm jetzt (September 1768) in der That noch gab, so war das ohne Bedeutung: schon zu Anfang des folgenden Jahres waren an beiden Orten neue Bischöfe eingetreten.

Offenbar hing aber ein Vorgang aus dem October 1768 mit der dargestellten Sachlage zusammen, über welchen bei Krufft ein gleichzeitiger Bericht aus Hontheims eigener Feder erhalten ist [2]). Er zeigt, wie man seitens der päpstlichen Curie, in Folge der Antworten des Kurfürsten, dem Vorgehen gegen Hontheim eine andere Gestalt gab; indem man jetzt den Versuch machte, in persönlicher Verhandlung zu wirken auf Hontheim wie auf den Kurfürsten: Der cölner Nuntius Caprara-Montecuculi [3]), derselbe, welcher sich

1) Krufft theilt ihn wörtlich mit.

2) Hontheim, der ihn unverzüglich aufgezeichnet hatte, sendete ihn an Krufft schon 11. November. S. die Anlage II.

3) Hontheim nennt ihn in seinem Berichte wesentlich Crivelli. Die spätere, noch vorhandene Correspondenz zwischen ihm und Krufft stellt jedoch fest, daß

später in Wien und dann kurz nach dem napoleonischen Concordate in Paris den Tadel zu großer Nachgiebigkeit gegen die Staatsregierungen zugezogen hat, meldete sich am kurfürstlichen Hofe zu Schönbornslust zum Besuche; und es war doch wohl auf seinen Wunsch, daß Hontheim nach dem Damenstifte St. Thomas bei Andernach entgegengesendet wurde, ihn einzuholen, und von da nach Schönbornslust in einem Hofwagen mit dem römischen Prälaten allein fuhr. „Nach den ersten Begrüßungen", erzählt er, „begann der Nuntius, vom römischen Hofe sprechend, damit, daß er sagte: allerdings beständen an demselben Mißbräuche, aber es sei noch nicht der Augenblick, sie völlig zu heben; man dürfe in solchen Dingen Nichts überstürzen; seit dem tridentiner Concilium sei schon Vieles gebessert, und man werde noch mehr bessern. Von wo er dann einen geschickten Uebergang auf Febronius nahm, indem er vorausschickte, er sei zwar nicht gelehrt genug, mit mir über gewisse in dem Buche enthaltene Punkte zu disputiren, allein Das bleibe immer wahr, daß dasselbe dem heiligen Stuhle nicht wenig Unrecht gethan, und daß es die weltlichen Mächte gegen ihn aufgestachelt habe. Ich antwortete, es sei doch nicht anzunehmen, daß den Staaten die Grundsätze des Febronius bis dahin nicht sollten bekannt gewesen sein, da die Schrift Nichts sei, als eine Sammlung weit und namentlich in der französischen Litteratur verbreiteter, von allen Gelehrten gekannter Materialien. Er gab das zu; indeß Febronius fasse Alles unter einen neuen Gesichtspunkt, und er seinerseits könne mir heilig versichern, daß z. B. in Spanien, wo diese Ideen bis dahin minder verbreitet gewesen seien, das Buch einen überaus großen Eindruck gemacht habe; man habe es jüngst in Auszügen dort verbreitet, hierauf eine große Menge Exemplare kommen lassen, zuletzt es bei Hofe und im Volke wie ein Gesetzbuch gebraucht. Ich erwiderte dem Nuntius, wenn die Schrift einen größeren Erfolg gehabt habe, als der Verfasser hätte erwarten können, so sei dies zum Theil dem von der römischen Curie davon gemachten Aufheben zuzuschreiben, für welche vortheilhafter gewesen sein würde, die Schrift zu ignoriren; was der Nuntius einräumte, und hinzufügte, wenn er damals am

---

Caprara gemeint, und jener Name ein Schreibfehler ist. Caprara war von April 1767 bis Ende 1775 cölner Nuntius, Crivelli schon von 1740—44.

Platze gewesen wäre, würde er es anders gemacht haben; doch sagte er nicht wie. Was aber den Inhalt betrifft, fuhr ich fort: wenn rücksichtlich der Mißbräuche und der übertriebenen Ansprüche der Curie manche Staatsregierungen Wahrheiten im Febronius finden und wenn die Curie selbst einige derselben anzuerkennen scheint, warum geht man nicht auf die Wünsche der Staaten ein, und vergleicht sich mit diesen? Es würde zum Besten sowohl der katholischen Welt, wie des römischen Hofes gereichen. Hierauf entgegnete der Nuntius: die Ansprüche der bourbonischen Höfe seien excessiv, vom gegenwärtigen Papste aber" — noch Clemens dem XIII. — „sei Nichts zu hoffen. Dann muß man sich auch nicht wundern, antwortete ich, wenn die Souveraine den kirchlichen oder richtiger den römischen Mißbräuchen staatsseitig abzuhelfen sich entschließen. — Der Nuntius kam nun auf Febronius zurück, und fragte mich, ob er mir nicht den Vorschlag machen dürfe, über gewisse dem römischen Stuhle vorzugsweise unangenehme Sätze des Buches dem Publicum Erläuterungen zu geben. Ich entgegnete: meine er einen Widerruf, so sei für einen Ehrenmann, (honnête homme sagt Hontheim) der in gutem Glauben und in redlicher Absicht geschrieben habe, und dessen Schrift vom Publicum gut aufgenommen und von mehr als einer katholischen Regierung gebilligt worden sei, das kein möglicher Vorschlag; ein solcher Widerruf werde außerdem, wie der der gallicanischen Artikel beweise, Nichts helfen. Meine er in der That Erläuterungen, so sei die Sache nicht so schwierig, und es komme dann zunächst darauf an, über welche Sätze man sie fordern werde. Hierbei blieb es. Ob er dergleichen Punkte bezeichnen wolle, erklärte sich der Nuntius nicht." So weit Hontheim. — Vorläufig also zeigte sich der Widerruf nicht erreichbar. Indessen trat zwischen Nuntius und Weihbischof doch auch keine Verstimmung ein, und vom Kurfürsten muß Caprara den Eindruck gewonnen haben, etwas Anderes, als was Hontheim freiwillig thue, sei nicht zu erlangen. Er richtete daher, sobald er nach Cöln zurückgekehrt war, an diesen ein überaus freundliches Dankschreiben [1]) für erwiesenes Gute, lud ihn ein, nach Cöln zu kommen und bei ihm zu wohnen, und stelle ihm in

1) Es ist vom 4. November 1768, und bei Krufft a. a. O. gleichfalls erhalten. — Auch wegen der zweiten Einladung s. daselbst.

Aussicht, bei der Curie Alles für ihn zu erreichen, was er nur wünschen werde. Den Preis dafür nennt er nicht noch einmal. Hontheim aber gab ihm nicht Veranlassung, darauf zurückzukommen, und ging auch auf eine zweite Einladung des Nuntius nicht nach Cöln.

Unterdeß waren die Verhältnisse dadurch verändert worden, daß im Februar 1769 P. Clemens XIII. starb, und im Mai desselben Jahres in P. Clemens XVI. Ganganelli einen Nachfolger erhielt, von welchem von vorn herein gewiß war, daß er gegen die weltlichen Mächte, zunächst die verschiedenen bourbonischen Höfe, nachgiebiger als sein Vorgänger sein werde.

Auch die drei rheinischen Kurfürsten-Erzbischöfe erwarteten Nachgiebigkeit von ihm, und ließen zur Berathung von Forderungen „zur Abstellung verschiedener Mißbräuche" schon im September Bevollmächtigte zu Coblenz zusammentreten. Die Berathung war angeregt worden von Mainz, wo unter Kurfürst Emmerich Joseph von Breitenbach (1763—1774) die ganz gallicanisch, ja voltairisch gesinnten Minister v. Benzel und v. Groschlag regierten; ihr Bevollmächtigter war der gewandte und arbeitstüchtige Geheimerath Referendar v. Deel. Von Cöln wurde der Professor der Staatswissenschaften an der dortigen Universität Geheimerath und Domherr v. Hillesheim gesendet: dort war seit 1761 Graf Maximilian Friedrich v. Königseck Kurfürst und Graf Belderbusch leitender Minister. Cöln und Mainz hatten in einer schon das Jahr vorher begonnenen umständlichen Verhandlung sich zuerst untereinander über das Unternehmen verständigt [1]), dann wurde von Beiden Kurtrier zum Beitritt eingeladen, ernannte nun Hontheim zu seinem Bevollmächtigten, und da die Conferenzen in Coblenz gehalten wurden, so fanden sie unter seinem Vorsitze statt. Der „nach vorhergegangener Berathung auch mit einigen deutschen Bischöfen" [2])

1) In einem Berichte Hillesheims an Kurfürst Maximilian Franz von Cöln, vom 29. März 1786 (Provinzialarchiv zu Düsseldorf, Acten: Zur Registratur des Kurcölnischen Geheimen geistlichen Archives Num. 104 c. Verhandl. betr. den Emser Congreß Vol. 3. Fol. 4) heißt es darüber: „Im Jahre 1768 hat auf mein unmaßgebliches Anrathen der damalige Staatsminister v. Belderbusch die Herrn Mainzer mit ihren Vorschlägen zuerst ins Feld rücken lassen, wo dann, nach vielen theils schrift-, theils mündlichen Behandlungen, Kurcölnischer Seite die besondere Verein zwischen Mainz und Cöln geschlossen, und demnächst Kurtrier zum Beitritte eingeladen worden."

2) Sicher dem von Würzburg; die übrigen sind mir nicht bekannt.

ertheilte Auftrag ging dahin, festzustellen, „was zur Herstellung der ursprünglichen bischöflichen Autorität" gegen eingeschlichene Mißbräuche, sowie zum Schutze der Unterthanen wider den Nachtheil, daß so viel Geld aus dem Lande nach Rom gehe, zu thun sei. Nur dürfe der katholische Glaube dabei nicht beeinträchtigt werden. — Die Berathungen dauerten bis in den December; das Resultat waren die dreißig lateinischen sogenannten „Coblenzer Artikel", welche am 13. Decbr. von den Bevollmächtigten unterzeichnet wurden, und bekannt sind [1]). In diesen Artikeln kommen nur zwei Punkte — daß Pfarrstellen bloß nach Würdigkeit vergeben und daß geistliche Aemter weder vererbt, noch cumulirt werden sollen (8. 9. 12) — vor, die nicht gegen Rom gerichtet wären; alles Andere darin richtet sich wider die päpstliche Macht. Eine Mehrzahl bezieht sich darauf, daß der Papst von dem Einflusse auf die Stellenbesetzung ausgeschlossen werden müsse, den er in der deutschen Kirche übe (1. bis 7. 10. 11. 13. 14): päpstliche Reservationen und andere von Rom aus geschehende Provisionen sollen aufhören, die Besetzungen in den päpstlichen Monaten an die Erzbischöfe kommen, das curiale Bestätigungsrecht bei deutschen Bischofswahlen beschränkt werden, die „Gelderpressungen der römischen Canzlei", auch die Annaten, sind aufzuheben, bezw. zu ermäßigen, der übliche Treueid gegen den Papst fällt weg (17 bis 21). Päpstliche Verordnungen sollen nicht anders, als mit Wissen und Zustimmung der Ordinarien publicirt (15. 22), alle liturgischen Anordnungen für die Diöcese, alle Absolutionsreservate, alle Aufsicht über Ordensgeistliche und Klöster, alle geistliche Strafgewalt über Angehörige der Diöcese sollen ausschließlich von diesen und ohne Concurrenz des päpstlichen Stuhles geübt werden (23 bis 30). Diese dreißig Gravamina sollen dem Kaiser, jetzt Joseph II. übergeben, und die Bitte hinzugefügt werden, daß unter seinem Schutze „einerseits die Freiheit der deutschen Kirche hergestellt werde und die ersten Kirchen dieser Nation sich keiner geringeren Freiheit zu erfreuen haben, als die Kirchen anderer Nationen", d. i. der von den Bourbonen regierten, andererseits aber Aergernisse beseitigt und die kirchlichen

1) Zuerst 1783 gedruckt in Le Bret's Magazin zum Gebrauche der Staaten- und Kirchengeschichte Th. 8. S. 1 fg., dann öfters.

Dinge „eingerichtet werden nach dem Bedürfnisse der deutschen Gegenwart in Staat und Kirche."

Man wird nicht irren, wenn man diese coblenzer Sätze als unmittelbar aus Hontheims Febronius hervorgegangene bezeichnet. Nach ihm war im Gewaltenkreise des Papstes Alles unberechtigt, worin sich dessen Stellung als Universalbischof, daher als Auftraggeber der übrigen Bischöfe ausdrückt, sei es in einer neben denselben ihm bleibenden, durch Nuntien zu übenden concurrirenden Diöcesanregierung, sei es in sogenannten Reservaten. Auf Verwerfung solcher Punkte gehen fast alle jene Sätze. In einem Rechtsgutachten, das im Laufe der coblenzer Verhandlungen ausgearbeitet ward [1]), heißt es: „Der Begriff eines Monarchen kann mit jenem eines obersten Kirchenregenten nicht mehr verbunden werden, seitdem die Erdichtungen der falschen Decretalen dem wahren Bilde der ersten Kirchenverfassung Platz gemacht haben", insbesondere sind die Nuntiaturen „zu Ausübung der Gerichtsbarkeit nicht fähig", und die „übrigen Gegenstände ihrer Beschäftigungen haben Nichts als die Behauptung und Erweiterung der bisherigen römischen Ermächtigungen zum Ziele." Da nun diesen „endlich die gehörigen Schranken sollen gesetzt werden, so folgt von selbsten, daß man die Nuntiaturgerichte in Deutschland ferner nicht mehr dulden" kann. Auch hier folgt die Berufung auf das Beispiel „aller übrigen katholischen Nationen", und dann heißt es: „Niemand kann zweifeln, daß das schreckliche Bild der" in den dreißig Artikeln aufgeführten „Mißbräuche das Heiligthum der wahren Glaubenslehre täglich mehr verdunkeln und dadurch selbst die Religion immer neuen Gefahren aussetzen oder doch die Gegner derselben von der Rückkehr zur alten Kirche abhalten werde." Also eine Erinnerung selbst an den Titel des febronianischen Buchs. — Wenn Hontheim in seiner oben berührten Erklärung von 1768 sich darauf berufen hatte, er habe niemals febronianische Grundsätze practisch geltend gemacht, so war die Geltendmachung auch jetzt nicht von ihm, sondern von den Mainzern ausgegangen; schon die mainz-cölner Propositionen bestanden in lauter Sätzen nach Febronius, wenn auch die Gesinnung, aus welcher sie sich ergaben, am vorfebronianischen Gallicanismus erzogen worden war. Daß

1) (Eilers) Deutsche Blätter 6, 20. folg. 39.

er dann in Coblenz nicht gegen seine eigene Meinung wirkte, versteht sich von selber. Sonst trat er bei der Berathung, wie er sie nicht beantragt hatte, so auch, soviel ich aus den mir bekannt gewordenen Acten habe erkennen können, nicht vorzugsweise in den Vordergrund.

Die coblenzer Conferenzen waren noch in vollem Gange, als der Nuntius von Cöln ein vom 14. October datirtes päpstliches Breve an den Kurfürsten übersendete (4. Novbr. 1769) [1]), in welchem P. Clemens XIV. schreibt, wie er in Erfahrung gebracht habe, in Frankfurt werde an einer neuen Ausgabe des bösen Febronius-Buches, jetzt in zwei Bänden gedruckt; nun möge der Kurfürst, wie er ja einst als Bischof von Freisingen die gefährliche Schrift rühmlich verboten habe, so auch jetzt dawider einschreiten, und die Publication hindern, eventuell das Buch von Neuem verbieten. Wiederum beauftragte der Kurfürst Hontheim selbst, die Antwort zu entwerfen. Der noch vorhandene Entwurf des Weihbischofes besagt: jeden derartigen Gefallen dem Papste zu erweisen sei der Kurfürst zwar völlig bereit; sofern es jedoch — wovon man zu Coblenz noch keine Kunde habe — richtig sei, daß zu Frankfurt das ehedem in Freisingen und Regensburg verbotene Buch neu gedruckt werde, so werde er dagegen allerdings Nichts thun können; denn Frankfurt sei eine freie Stadt und ihr nichtkatholischer Magistrat würde einer kurfürstlich-erzbischöflichen Requisition nicht nachkommen. Dagegen für die trierische Erzdiöcese werde der Kurfürst das Verbot der Schrift erneuern. Offenbar war diesem die Betonung des Nichtkönnens nicht genehm: ein zweiter vorhandener Entwurf [2]) läßt daher zwar nicht

1) Die nachfolgenden Schriftstücke finden sich in den schon früher angeführten Acten des K. Provinzialarchives zu Düsseldorf. Das Breve auch gedruckt in Clementis XIV. Epistolae et brevia ed. Theiner (Paris 1852) p. 32. S. daneben Theiners Geschichte des Pontificates Clemens XIV. (Leipz. u. Paris 1853) Th. 1. S. 273 fg. Daselbst ist auch ein paralleles Schreiben des Papstes an Maria Theresia excerpirt, in welchem sie aufgefordert wird, als „Kaiserin" in Frankfurt in derselben Richtung wie der Kurfürst zu wirken. Offenbar wurde dabei ihre politische Bedeutung mit ihrer staatsrechtlichen Stellung verwechselt.

2) Erster, von Hontheims Hand geschriebener Entwurf: Beatissime pater. Transmissum mihi fuit proximis his diebus per Dom. A.Episc. Iconiensem Stitatis Vrae. Nuntium ad Tractum Rheni Aplic. Breve de 14° lapsi mensis

unerwähnt, daß Frankfurt zur Erzdiöceſe nicht gehöre, verſpricht aber zur Unterdrückung des gefährlichen Buches auch dort Alles

Octobris, quo S. V. a me flagitat, ut omnem operam et diligentiam adhibeam, ut nova eaque auctior Justini Febronii editio, quam in urbe Francofurtana nunc parari asserit, suffocetur, atque in publicum prodire impediatur. Mihi sane nihil sanctius gratiusque est, quam in omnibus Beatitudinis vestrae voluntati obsecundare, atque in hoc praesertim, quod a me expectat, officii genere. Sed rotunde fateor, me in eo nequidquam valere, si liber ille in dioecesibus Frisingensi et Ratisbonensi a me olim damnatus novis iisque auctioribus typis aut jam Francofurti denuo impressus sit, aut ibidem adhuc dum sub prelo sudet, de quo tamen nullus adhuc rumor has in partes pervenit. Est Francofurtum civitas Imperii immediata et libera, recta a proprio suo Magistratu eoque Acatholico, civium suorum commerciis mire favente eaque fovente. In ea mihi aut unicuique demum alteri Germaniae principi nihil Jurisdictionis aut potestatis; et si ad assequendum praemissorum finem mediis requisitorialibus progredi iisque apud memoratum Senatum urbicum jura Superioritatis territorialis exercentem uti vellem, certus sum, me repulsam passurum. Illud interim sancte polliceor, me eundem librum jam a meo Praedecessore in hac Archidiocesi prohibitum, si in eadem iterum sub quacunque demum nova forma compareat, modis omnibus interdicturum. Qui post demissa sacrorum pedum oscula omni cum submissione sum etc.

Zweiter, von anderer Hand (Rademacher?) geſchriebener Entwurf: Ehrenbreitenstein 12. Nov. 1769: Sanctitatis Vestrae clementissimum Breve de 14° elapsi mensis Octobris, quo S. V. a me flagitare dignata fuit, ut omnem adhibeam operam atque diligentiam, ne nova eaque auctior Justini Febronii editio, quam Francofurti nunc parari asserit, pariter in Dioecesium mearum partes se diffundet, per dmn. A.Epum. Iconiensem S. V. ad tractum Rheni Nuntium, humillima cum veneratione percepi. Sicuti mihi nihil potius nihilque magis cordi est, quam in omnibus providae Sis. Vrae. voluntati obsecundare, atque in hoc praesertim, quod a me exspectet officii genere, ita, licet urbs imperialis Francofurtana jurisdictioni meae archiepiscopali non sit subjecta, nihilominus omnem quam potero curam habebo, ut, si famosus ac venenatus ille liber in Dioecesibus Frisingensi ac Ratisbonensi olim a me damnatus ac etiam a praedecessore meo in hac archidioecesi prohibitus iterum sub quacunque demum nova forma compareat, modis omnibus suffocetur. Qui interea Pontificiis favoribus me measque Ecclesias enixe commendans Sis. Vrae. pedes reverenter deosculor et cum non interrupto profundissimo submissionis studio ad cineres usque subscripsi etc.

Dieſer zweite Entwurf iſt, wie die angeführten Acten des Coblenzer Provinzialarchives, in denen die mitgetheilten Stücke enthalten ſind, zeigen, mit Begleitſchreiben gleichfalls vom 12. Nov., an den Nuntius zur Uebermittelung an den Papſt expedirt worden. Auch der Hontheimiſche iſt von dem Tage

zu thun, und bewegt sich überhaupt dem Papste gegenüber deferenter, als Hontheim vorgeschlagen hatte. Dieser zweite Entwurf ist dann expedirt worden.

Im Grunde steht es mit demselben nicht in Einklang, daß Kurfürst Clemens Wenzel die Coblenzer Artikel dann genehmigte. Am 1. Februar 1770 ging das Gesuch der drei fürstlichen Theilnehmer in drei Schreiben gleichen Inhaltes an den Kaiser ab: er möge dem neuen Papste die Summe dieser Forderungen durch seine Verwendung annehmlich machen [1]). Kaiser Joseph indeß zögerte mit der Antwort; er erwiderte erst zu Anfang Octobers 1770; und auch in der Sache ging er auf die Bitte der drei Erzbischöfe nicht ohne Weiteres ein. Er macht einen Unterschied unter den vorgetragenen Beschwerden: einige, meint er, würden von jedem Erzbischofe oder Bischofe für sich allein, mit Vorwissen oder unter zugezogener Mitwirkung bloß des Kaisers, aber ohne den Papst erledigt werden können; andere gehören an den Reichstag; eine dritte Art könne vorläufig noch ausgesetzt bleiben. Er giebt die in jede dieser Kategorien gehörigen Einzelpunkte an, und verlangt, um an der Erledigung Derer, die er hiezu geeignet findet, mitzuwirken, zunächst noch Ergänzungen der kurfürstlichen Eingabe. Mainz und Cöln wollten dieselben ohne Verzug beigebracht wissen; Clemens Wenzel hingegen forderte erst ein Gutachten von Hontheim, und blieb, auch als es rückhaltlos im mainz-cölnischen Sinne ausfiel (Februar 1771), bedenklich. Dann schien er nach einigen Monaten zwar einverstanden und unterzeichnete (29. August) das an den Kaiser gerichtete Schreiben, in welchem die drei Erzbischöfe, unter Classification ihrer Beschwerden, den Entschluß anzeigten, ganz nach dessen Determination zu verfahren; aber dies Schreiben wurde nicht abgeschickt, sondern man fuhr fort, über die richtigste Art der ferneren Behandlung des Geschäftes erst noch zu erwägen. Im Laufe des Winters wurde hierüber Beschluß gefaßt: ein von Cöln in

datirt. Da aber auch ein zweites in Ton und Inhalt zu letzterem Entwurfe passendes nicht expedirtes Begleitschreiben mit dem Datum vom 9. November bei den Acten ist, so dürfte die Datirung des Hontheimschen Entwurfes ebenfalls so viel früher zu setzen sein. — Am 19. November schreibt dann der Nuntius dem Kurfürsten, er habe die Sendung erhalten, und nach Rom übermacht.

1) S. meine Schrift zur Geschichte der römischdeutschen Frage 1, 38 folg.

Vorschlag gebrachter trierischer Domherr Graf Damian van der Leyen sollte zu persönlicher Verhandlung nach Wien gehen. Nun jedoch trat Clemens Wenzel (März 1772) mit dem Grunde seiner Bedenken endlich heraus: er sei von Wien her genau unterrichtet, zeigte er an, „daß der vortheilhafte Augenblick dort nicht vorhanden, vielmehr zu besorgen sein dürfte, daß man durch eilende Absendung dem wahren Endzweck gegenwärtig einen wesentlichen Nachtheil bringen würde": man möge daher die Sendung verschieben. Sein wiener Vertrauensmann, welcher der Sache der Erzbischöfe überhaupt ungünstig gesinnt war, hieß, wie Hillesheim und Hontheim später angeben, v. Leykam, und war ein Referent des Reichsvicecanzlers. Außerdem hatte die römische Curie bei Clemens Einfluß zu gewinnen begonnen, und die ersten Zeichen einer Sinnesänderung fingen bei ihm an, von der wir noch weiter zu reden haben werden.

Die Sache der Coblenzer Artikel blieb liegen.

Halten wir hier einen Augenblick ein, um vor Weiterem auch den litterarischen Kampf, den Hontheims Buch erregte, in seinen ersten zehn Jahren zu überblicken: zunächst die äußere Geschichte.

Bis zum Jahre 1770 ist sie von dem göttinger Kirchenhistoriker Chr. W. F. Walch, von dessen Anzeige des Febronius oben die Rede war, in einer auf Mittheilungen von Hontheim selbst beruhenden Uebersicht schon 1771 dargestellt worden[1]). In den Krufft'schen Papieren findet sich in verschiedenen Ueberarbeitungen ein gleichfalls mit Hontheims Hülfe in den Jahren 1779 u. folg. zusammengestellter Katalog der betreffenden Schriften, welcher den von Walch nicht berücksichtigt. Im Folgenden ist das Ergebniß dieser älteren Arbeiten reproducirt und soweit die litterarischen Mittel reichten, kritisch geprüft, auch nach Möglichkeit ergänzt worden.

Daß der gelehrt begründete Aufruf, der römischen Curie die ursprünglichen Bischofsrechte wieder abzugewinnen, Gegenschriften hervorrufen mußte, war selbstverständlich. Ebenso begreiflich ist, daß volle drei Viertheile derselben Ordensgeistliche zu Verfassern

1) „Geschichte des von Justinus Febroni herausgegebenen Buches und der darüber entstandenen Streitigkeiten", in Walchs Neuester Religionsgeschichte 1, 145 fg Weidlich, Biograph. Nachrichten von jetztlebenden Rechtsgelehrten in Deutschland 1, 363 fg. führt die Uebersicht bis 1774 fort.

haben: nicht weniger als sieben Jesuiten haben gegen Febronius geschrieben, daneben drei Franciscaner, zwei Dominicaner, zwei Regularcanoniker, ein Servit [1]). Anfangs beschäftigten sich auch die Protestanten mit der Schrift. Die erwähnte Walch'sche Besprechung derselben in den Göttinger Gelehrten Anzeigen [2]) machte geltend, einestheils daß Protestanten auf die Art, wie Hontheim meine, nicht zu bekehren sein würden, anderntheils daß auch die gegen Rom gerichtete hontheimsche Deduction gründlich doch nur von protestantischem Standpunkte zu erbringen sei. Gleich nachher (Decbr. 1763) untersuchte auch der damalige leipziger Katechet Karl Friedr. Bahrdt, der später übel berüchtigt geworden ist, die erste dieser beiden Fragen, und verneinte sie gleichfalls [3]). Später ließen sich auch andere Protestanten so vernehmen [4]). Aber obwohl diese protestantischen Bedenken sogar die ersten gegen Febronius erschienenen Gegenschriften sind, so sehen wir doch im Verfolge von ihnen ab: was heutzutage noch Bedeutung hat, ist der litterarische Kampf zwischen Hontheim und den Curialisten, und zu diesen zählten deutsche Protestanten damals noch nicht. Man braucht nur die Namen Derer zu nennen, bei denen weniger gegen Febronius, als gegen die Febronianer, sogar eine scharfe Aeußerung einmal vorkommt, wie Johannes Müller und Lessing, um das ein für alle Mal zu erweisen.

Katholische Gegenschriften aus dem Jahre 1763 existiren noch nicht. Die der Jahre 1764 und 1765 sind noch ohne Bedeutung.

---

1) Wyttenbach in der Treviris 1834. Num. 53.

2) Jg. 1763 S. 937 fg.

3) Carol. Friderici Bahrdt catechistae Lips. Diss. de eo, an fieri possit, ut sublato Pontificio Imperio reconcilientur Dissidentes in Religione Christiani. Lipsiae. d. 14. Decembr. 1763. 4°.

4) Der Krufft'sche Katalog unterscheidet zwei dergleichen Arbeiten K. Fr. Bahrdts, indem er der in vor. Note angeführten die Jahreszahl 1764 giebt, und vom 14. Dec. 1763 eine nur allgemein als Dissertatio contra Justini Febronii tractatum bezeichnete anführt. Dies ist ein Irrthum. Walch (Neueste Religionsgesch. 1, 192) nennt von andern Protestanten Bahrdts Vater, der zu Leipzig Professor war, und den Wyttenberger Generalsuperintendenten Hofmann. Ihre von ihm nicht genannten, auch bei Krufft nicht berücksichtigten Schriften sind: von Johann Friedr. Bahrdt drei Programme De Romana ecclesia irreconciliabili Lips. 1767, 1768 4°, von Karl Gottl. Hofmann ein Programm continens examen regulae exegeticae ex Vincentio Lerinensi in Febronio repetitae. Witeb. 1768 4°.

Außer den der römischen Indexverurtheilung entsprechenden Breven des Papstes und deren Wiederhall in den bischöflichen Hirtenbriefen kam zuerst eine kleine Gegenschrift[1]) heraus, in welcher zwar mehrere Einzelpunkte zum Theil von untergeordneter Bedeutung kurz angegriffen werden, in der aber an anderen Stellen eher Zustimmung als Feindschaft zu reden scheint. Sie stammte, nach Hontheims Nachrichten, von dem als Canonisten und als Gegner der Jesuiten auf dem Moralgebiete rühmlich bekannten regulirten Chorherrn zu Polling und bischöflich augsburgischen Theologen Eusebius Amort. Andere schreiben sie dem alsbald zu nennenden P. Sappel zu. Eine etwas umfänglichere, aber gleichfalls nur kurze zweite katholische Gegenschrift war von einem Jesuiten: dem heidelberger Professor der Theologie P. Joseph Kleiner[2]), beschäftigte sich, wie die protestantischen, an erster Stelle mit des Febronius Intention der Protestantenbekehrung, griff ihn aber auch überhaupt an. — Hontheim hatte in Voraus angekündigt, er werde auf Einwürfe demnächst antworten: in Bezug auf K. Fr. Bahrdt, auf Amort und Kleiner führte er dies in der im März 1765 erschienenen zweiten Ausgabe seiner Schrift, von welcher schon die Rede gewesen ist, dann aus[3]). Eine andere um jene Zeit bereits erschienene und ihm sicher auch bekannte katholische Gegenschrift würdigte er hingegen keiner Antwort: sie war von

1) Justiniani Frobenii Epistola ad clarissimum virum Justinum Febronium etc. Bullioni 1764. Abgedruckt in den oben S. 59 Note 1. genannten Opuscula critica p. 2—8.

2) Sie erschien bei Gelegenheit einer Doctordisputation, deren Ankündigung lautete: Unio dissidentium in Religione Christianorum dissertationibus inauguralibus pertractata, facta antithesi parallela ad Justini Febronii librum pro uniendis .... compositum. Angehängt: Observationes qnaedam summariae P. Josephi Kleiner S. D. Theologiae in universitate Heidelbergensi Professoris in Justini Febronii librum ...., quas Heidelbergae defendit L. R., S. et P. E. P. A. C. (Ludovicus Ruster, Sermi. et Potmi. Electoris Palatini Alumnus Clericus. Heidelb. 1764 4°. Abgedruckt in den angef. Opuscula crit. p. 11—38.

3) S. oben S. 64. Not. 3. Zugleich erschien ein besonderer Abdruck seiner Widerlegung unter dem Titel: Vindiciae Febronianae, seu refutationes nonnullorum opusculorum, quae adversus Justini Febronii ICti tractatum ..... nuper prodierunt. Turici (d. i. Frankfurt, wie der Druck zeigt) 1765. Wie es scheint war dieser Sonderabdruck veranlaßt durch die Herausgabe der mehrerwähnten Opuscula critica.

dem damals als Schriftsteller zu Constanz lebenden und wegen geschmackloser Grobheit bekannten Ritter des St. Petersordens, Hofpfalzgrafen und Mitgliede der römischen Academie, Doctor Juris Joseph Anton von Bandel, und wollte satyrisch sein [1]). Andererseits erschien im October 1764 zu Frankfurt, mit dem pseudonymen Druckorte Wardingen, eine in Württemberg entstandene deutsche Bearbeitung des febronianischen Buches: „Justini Febronii Buch von dem Zustande der Kirche und der rechtmäßigen Gewalt des römischen Papstes, die in der Religion widrig gesinnten Christen zu vereinigen, aus dem lateinischen in einem getreuenAuszuge übersetzt".

Das Jahr 1765, in welchem Febronius' zweite Ausgabe herausgekommen war, brachte von katholischen Gegenschriften vier [2]), sämmtlich in Deutschland erschienen, obwohl die eine von ihnen als Druckort Siena nennt. Verfasser eben dieser, unter dem Namen L. Simmoschovinus versteckt, war — seiner eigenen Angabe nach, wie Hontheim notirt hat, — der Franciscaner-Recollecte der oberdeutschen Provinz und Superior zu Ettlingen, früherer Lector der Theologie, Ladislaus Sappel, von welchem eine größere

---

1) Consilium utriusque medici ad Justinum Febronium de statu Ecclesiae ac Potestate Papae aegerrime febricitantem. Sumptibus autoris, der sich auf dem Titel nennt. Trajecti ad lacum Acronianum (Constanz) 1764. 8°. — Bandel, der in früheren Jahren Erzieher eines württembergischen Prinzen gewesen war, ist 1771 7. Junius zu Constanz gestorben.

2) Ladislai Simmoschovini Tusci Epistola Romae et in Sorbona Lutetiae Paris. probata, nunc primum, paucis intuitu circumstantiarum mutatis, in lucem et ad Clarissimum Virum Justinum Febronium ICtum emanata. Sienae 1765 4°. Georgii Trautwein Praepositi et Abbatis Collegii Canonicorum Regularium Sti Michaelis prope Ulmam, Vindiciarum adversus Justini Febronii ICti de abusu et usurpatione summae potestatis Pontificiae librum singularem liber singularis. Aug. Vindel. 1765. 2. Tomi 4°. Universitatis Coloniensis de proscriptis a S. D. N. Clemente d. p. P. XIII. actis pseudosynodi Ultrajectinae a. 1765 d. 30. April et libro Justini Febronii ICti a. 1764. d. 27. Febr. judicium academicum. Coloniae Idibus Septembr. 1765 fol. Francisci Xaverii Zech S. I. SS. Canonum Professoris in Universitate Ingolstadensi De judiciis ecclesiasticis ad Germaniae catholicae principia et usum pars posterior Ingolstad. 1766 8° p. 197 fg. Der Band ist der Schlußtheil von Zechs canonischem Rechte. Gegen Febronius gerichtet sind §§. 165—167.

Gegenschrift unten zu nennen sein wird. Die zweite war von einem ulmer Regulirten-Chorherrn-Abte Georg Trautwein, die dritte von dem ingolstädter Canonisten Jesuitenpater Franz Xaver Zech, die vierte war das Gutachten der einzigen deutschen Universität, welche als solche an dem Streite theilgenommen hat: Cöln. Daß sie es that, konnte nach ihrem traditionell engen Zusammenhange mit dem neben ihr residirenden Nuntius kaum ausbleiben, und dies Verhältniß bezeichnet, ähnlich wie bei Zech dessen Angehörigkeit zum Jesuitenorden, auch den Sinn und die Mittel mit denen es geschah. Von den beiden Schwaben bewies (so Sappel in seiner spätern Schrift) eine mühselige und unkritische Gelehrsamkeit, während Trautwein in nicht allemal würdigem Tone sich besonderer Entschiedenheit der Polemik befleißigt.

Wesentlich bedeutender waren die Bücher wider Febronius aus den Jahren 1766 und 1767. Einige davon haben ein dauerndes Ansehen behauptet. Zuerst veröffentlichte der bekannte Canonist Peter Ballerini eine Schrift [1]), in welcher zwar Febronius nicht genannt, vielmehr formell nur gegen Bossuet und die Gallicaner polemisirt war, die aber doch, wie aus dem Inhalte hervorgeht, und wie in seiner um zwei Jahre jüngeren weiter unten zu berührenden Schrift gegen Hontheim (Vorrede) auch Ballerini selbst einräumt, die Polemik gerade gegen Febronius im Sinne hatte. Beide Ballerini haben, hervorgegangen aus der Jesuitenschule ihrer Vaterstadt, ihr Leben lang in Betreff der Rechte des römischen Stuhles die jesuitische Doctrin vertreten, und ihre reiche Gelehrsamkeit den Gallicanern entgegengestellt: so waren es die Resultate der Studien und der Tendenzen eines langen Lebens, was hier der ältere der veroneser Brüder am Ende desselben († Ostern 1769) wider Febronius einwendete. — Zwei andere gleichzeitige antifebronianische Erörterungen, die eine von dem venezianer Minoriten Julius Anton Sangallo [2]), die andere von

1) Petri Ballerinii Presbyterii Veronensis de vi ac ratione primatus Romanorum Pontificum et de Ipsorum Infallibilitate in definiendis controversiis fidei liber singularis, in quo utrumque deducitur et constituitur ex principiis concessis ab iis ipsis adversariis, contra quos disputatio futura est. Veronae 1766, 4°.

2) Dello stato della Chiesa e legittima Potestà del Romano Pontefice, del medesimo sostenuta conforme l'antica Tradizione; libro apologetico

dem florentiner Dominicaner Raimund Maria Corsi[1]), hatten, wiewohl die erstere ihrem Verfasser eine warme Belobung vom Papste einbrachte, sachlich weniger Inhalt. Dagegen wurde jetzt eine der bedeutendsten gelehrten Kräfte des Jesuitenordens zur Bekämpfung Hontheims in den Streit geschickt: Franz Anton Zaccaria, aus dem Venetianischen stammend, eigentlich Zaccheri geheißen, welchen Namen er aber wegen unangenehmer Erinnerungen, die von seinem Vater her daran hafteten, bei seinem Eintritte in die Gesellschaft verändert hatte, war auf dem Gebiete der christlichen Alterthumskunde und insbesondere der Epigraphik bereits ein berühmter Mann, als er von seinem Orden veranlaßt wurde, 1767 einen Antifebronius[2]) herausgegeben: er charakterisirt ihn, indem er ihn dem Papste Clemens XIII. dedicirt, ausdrücklich als ein Product der Gesinnung und der Ergebenheit dieses Ordens. Damals war er Bibliothekar des Herzogs von Modena, und dieser hatte ihm die Publication verboten: als er dann seinen Ordensobern mehr als dem Fürsten gehorchte, und demzufolge seine Stelle verlor, wurde er nach Rom gezogen, hat dort an der Sapienza gelehrt, und bis gegen Ende des Jahrhunderts, von der Curie allseitig gefördert, in kirchenpolitischen Dingen einen nicht geringen Einfluß behauptet. Wir werden ihm wiederholt in demselben begegnen. — Auch zwei in Deutschland entstandene Streitschriften gegen Febronius brachte das Jahr 1767 noch: die eine von dem schon genannten Ladislaus Sappel, die andere von dem cölner Professor der Theologie Joh. Gottfr. Kaufmanns[3]),

---

contra il nuovo sistema dato alla luce da Guistino Febronio JC. per conservare nell' unità i fedeli e disingannare gli eretici: Composto da un Francescano minore conventuale. Venezia, Tommaso Bettinelli 1766. 4°.

1) Proposizioni apologetiche della Potestà legittima e Monarchia spirituale del Pontefice Romano. Contra Giustino Febronio, da Raimundo Maria Corsi Domenicano Fiorentino. Venezia 1767. 8°. Müller-Maſſis p. 148 Note 3 giebt an, lateinisch sei diese Schrift schon 1765 erschienen.

2) Francesco Antonio Zaccaria della Compagnia di Gesù, Bibliothecario de S. A. S. il Sgr. Duca di Modena, Antifebronio, ossia apologia polemico-storica del Primato del Papa contro la dannata opera di Giustino Febronio. In Pesaro 1767. 2 Voll. in 4°.

3) Ladislai Sappel Franciscani Recollecti provinciae Germaniae superioris, Theologiae lectoris emeriti Chronologi Provinciae, Scriptoris Ordinis Generalis et Notarii Aplici jurati, in domo Ettlingana superioris

von denen die erstere bereits characterisirt worden ist, die zweite den gleichen Charakter aufweis't. Sie sind ausführlichere Ausarbeitungen von Aufsätzen, die früher bereits in kürzerer Fassung veröffentlicht gewesen waren: jene des Simmoschovinusbriefes, diese des Gutachtens der Universität Cöln.

Wie aber solchergestalt die Woge der litterarischen Opposition gegen Febronius mächtiger geworden ist in den Jahren 1766 und 1767, so zeigt sich andererseits, und doch wohl in Wechselwirkung damit, auch die Wirksamkeit des Buches in diesen Jahren mächtiger, als vorher. Namentlich sehen wir es jetzt auch in den außerdeutschen Gebieten nicht mehr bloß in seiner ursprünglichen lateinischen Fassung von den Gelehrten gelesen, auch wiederholt nachgedruckt, sondern in französischer [1]), italienischer [2]), spanischer [3]),

actualis, liber singularis ad formandum genuinum conceptum de Statu Ecclesiae et Summi Pontificis Potestate contra Justinum Febronium, hujus aliorumque appendices et scripta hucusque edita, ex S. Scriptura, Patribus, Conciliis ac perpetua Majorum traditione in lucem datus, nec non quaestionibus dogmaticis, criticis, chronologicis et historicae tam ecclesiasticae quam profanae monumentis illustratus. Aug. Vindel. et Oeniponti 1767. 4°. Joa. Godofr. Kaufmanns, Hulsensis, S. Theol. Doct. et nunc Facultatis Theol. Coloniens. Decani, librorum Censoris ordinarii, Curiae Archiepiscopalis Sigilliferi majoris, Canonici ad S. Mariam Coloniae, Pro statu Ecclesiae Catholicae et legitima Potestate Romani Pontificis contra Justini Febronii librum . . . . Apologeticon theologicum Revdmo et Emtmo Nuntio Apostolico . . . . Caesari Alberico Lucini dicatum. Coloniae 1767. 4°. Zweite Auflage, emendata et aucta, daselbst 1770.

1) De l'Etat de l'Eglise et de la puissance légitime du Pontife Romain, Wircebourg, d. i. Sedan 1766. 2. voll. 12°, nicht ohne Abkürzungen und Modificationen. Nach Hontheims Nachrichten von einem Praemonstratenserabte des Klosters Val Dieu in der Diöcese Lüttich. Traité du Gouvernement de l'Eglise et de la Puissance du Pape par rapport à ce gouvernement, traduit du Latin de Justin Fébronius Jurisconsulte, par L. D. L. S. Membre de l'Academie de B***, à Venise, d. i. Paris, chez Pierre Remundi 3 Voll. 12°, von dem der erste die Jahreszahl 1767 trägt, der zweite und dritte die Jahreszahl 1766. Es sind einige Zusätze aus Schriften von Barthel beigefügt. Der Uebersetzer ist P. Pierre Bonhomme, Doctor der Sorbonne, Bibliothekar der Cordeliers in Paris. Eine zweite Ausgabe in fünf Duodezbänden ist 1769 erschienen unter dem Titel: Traité du gouvernement de l'Eglise et de la Puissance du Pape par rapport à ce gouvernement, traduit du Latin de Justin Febronius Jurisconsulte, par L. D. L. S. Membre de l'Academie de B*** Nouvelle Edition à Venise, et se trouve à Paris

portugiesischer [1]) Bearbeitung auch den weitesten Kreisen Gebildeter zugänglich gemacht werden.

Es folgten die Jahre 1768 und 1769: in Deutschland, wie wir gesehen haben, für Febronius Wirksamkeit überaus günstige. In Italien stehen sie, obwohl Papst Clemens XIII. schon im Februar des zweiten Jahres starb, noch gänzlich unter seinem Einflusse. Zwar die von dem ehemaligen Servitengeneral Baldriotti als vorzüglich angesehenem Theologen und Canonisten in

chez Martin, libraire, Rue de la Harpe au St. Joseph. — Auch ein amsterdamer Druck — De l'Etat de l'Eglise et de la Puissance légitime du Pontife Romain, Amsterdam 1767 — gehört hierher.

2) Dello Stato della Chiesa e della legittima podestà del Pontefice Romano, Trattato composto di Giustino Febronio Giurisconsulto, Ad oggetto di conciliare le discordie tra li Cristiani in materia di Religione, tradotto dall' originale latino. Prima edizione italiana, colle cinque ultime correzioni dell' Autore. Si aggiungono le Vindizie Febroniane. Venezia 1767 presso Giuseppe Bettinelli. Con licenza de' superiori e privilegio. — Die Uebersetzung ist von Franz Rossi. Sie kam der Curie sehr unbequem, und der Cardinalstaatssecretär Torrigiani erließ, als bekannt wurde, daß sie erscheinen werde ein vom 28. Novbr. 1766 datirtes Mandat, nach welchem sie im Kirchenstaate bei Galeerenstrafe verboten wurde. Zaccaria Antifebronius Vindicatus 1, 25 folg. Auch in Venedig suchte man das Erscheinen zu verhindern; Bettinelli wurde aber vom Senate in Schutz genommen, durfte eine außerordentlich empfehlende Ankündigung an den Sacristeithüren aller Kirchen anschlagen, und hatte mit der Uebersetzung, wie mit dem Original, von welchem schon 1765 ein venetianischer Nachdruck erschienen war, großen Erfolg. — Die 1769, bei Grazioši in Venedig, gleichfalls mit Erlaubniß des Senates, erschienene Schrift Sentimenti di G. Febronio intorno ciò che sia giusto rapporto alle Rendite dei Monasteri e la legge d'Ammortisazione, Opera tradotta dal Tedesco, che può servire di continuazione all' aureo Libro del medesimo Autore sopra lo Stato della Chiesa etc. ist nicht von Hontheim.

3) In Spanien ließ der Hohe Rath von Castilien, auf Anlaß seines Fiscals des bekannten Grafen von Campomanes im J. 1767 einen Abdruck des lateinischen Originals veranstalten, theilweise auf öffentliche Kosten, damit ein niedriger Preis ermöglicht werde. — An der Curie war man der Meinung, das Buch werde in Spanien wie ein Gesetzbuch angesehen. S. oben S. 74.

1) Im Jahre 1767 erschien ein Abdruck des Originals nebst portugiesischer Uebersetzung, in demselben Jahre Antonii Pereira Dissertationes historicae excerptae ex libro Justini Febronii de statu Ecclesiae et legitima potestate Romani Pontificis: Olisiponae ex typographia Regia. In dem königlichen Edicte, welches die Jesuiten ausweis't (1768), wird ausdrücklich auf Febronius Bezug genommen.

seinem Auftrage schon seit 1765 gegen Febronius vorbereitete Arbeit blieb zuletzt ungedruckt, weil sie in der Form nicht genügend befunden wurde; aber der ältere Ballerini, dessen schon gedacht ist, ließ jetzt auch eine gegen Febronius namentlich gerichtete Schrift erscheinen [1]), Pater Viator von Cocaglia, Exprovinzial der Capuziner in Brescia-Venedig richtete gegen ihn zwanzig Briefe [2]), und von dem Antifebronius des Zaccaria, welcher im Jahre 1768 auch ein paar für Febronius eintretende italienische Schriftchen hervorgerufen hatte [3]), erschien 1769 eine neue Ausgabe [4]).

Diesen Gegnern antwortete Hontheim im Jahre 1770. Es wird dem Buchstaben nach richtig gewesen sein, wenn er in seinem oben erwähnten Antwortsentwurfe an den Papst im Herbste 1769, noch während der coblenzer Conferenzen, versichert, von einer neuen Ausgabe des Febronius wisse man in Coblenz Nichts; denn was damals zu Frankfurt vorbereitet wurde, war nicht eine neue Ausgabe, sondern eine Fortsetzung des Buches, die dann im Februar 1770 herauskam. Erst nach dieser, aber allerdings auch noch in dem Jahre, ist dann der dritte und in Deutschland letzte Abdruck auch des ersten Bandes erschienen. An Stelle des fingirten

---

1) Petri Ballerinii Presbyteri Veronensis de Potestate ecclesiastica Summorum Pontificum et Conciliorum liber, una cum vindiciis auctoritatis Pontificiae contra opus Justini Febronii. Veronae 1768 (4°).

2) (P. Viatoris a Cocaleo Ordinis S. Francisci Capucinorum Exprovincialis Brescia-Venetorum) Italus ad Febronium ICtum clarissimum de Statu Ecclesiae, pro Supplemento ad Teutamina theologica Bergami edita a. 1768. Lucae 1768. (4°). Nähere Charakteristik bei Walch 6, 189 f.

3) Franco Bibliofero: Pro Febronio lettera, Cristianopoli 20 Gennaio 1768. L' Antifebronio di Francesco Zaccheri esaminato e confutato in una epistolare corrispondenza di varii studiosi. In Venezia 1768, appresso Guiseppe Bettinelli, con licenza dei superiori.

4) F. A. Zaccaria Antifebronio. Edizione seconda piu ampia 1769. Zwei Bände. 4°. — v. Krufft giebt an, unter dem Titel „Antifebronius oder Widerlegung des“ u. s. w. f. sei 1768 zu Frankfurt in Quart eine durch die Jesuiten besorgte Uebersetzung des Buches erschienen; dagegen geht aus Zaccarias eigenen Aeußerungen (s. die Vorrede zu Hontheims sogleich zu erwähnendem Th. 4 des Febronius 1770) hervor, daß diese nur in Absicht war, von den Unternehmern aber aufgegeben wurde, als sie vernahmen, Zaccaria werde selbst eine lateinische Bearbeitung unternehmen. Was er dann aufgab, als Clemens XIII., der wahrscheinlich den Auftrag dazu gegeben hatte, starb.

Verlagsortes Bouillon ist jetzt „Frankfurt und Leipzig" getreten, Verleger war nach wie vor Eßlinger in Frankfurt, der Titel der Fortsetzung lautet: Justini Febronii ICti de statu Ecclesiae et legitima potestate Romani Pontificis liber singularis ad reuniendos dissidentes in Religione Christianos compositus; tomus secundus, ulteriores operis vindicias continens (4°). Krufft hat von Hontheim die Nachricht, der wormser Weihbischof v. Scheben habe den Druck verhindern wollen, das mainzer Ministerium (Groschlag) jedoch erklärt, wenn er, bezw. Rom, das thue, so werde zu Mainz das Buch ausdrücklich approbirt werden; worauf die Maßregel unterblieben sei. Auf den Index kam es durch Decret vom 14. Mai 1771. In der Rolle eines von Febronius verschiedenen Herausgebers macht Hontheim in demselben zuerst zu dem oben erwähnten Gutachten der cölner Universität, dann zu dem Sendschreiben des Ladislaus Simmoschovinus und der Schrift von Zech Observationen, vertheidigt hierauf unter dem Namen eines Johannes a Calore den Febronius wider Kaufmanns, Trautwein, Sangallo und Sappel, antwortet als Theodorus a. Palude dem Antifebronius des Zaccaria, und fügt zuletzt, indem er jetzt wieder als Febronius selbst redet, ein Schreiben über den Gehorsam gegen den Papst hinzu [1]).

Aber auch die Gegner setzten den Kampf fort. Im Jahre 1770 und im zweiten Abdrucke 1771 erschien eine neue Gegenschrift, die von Krufft dem Rector des Coblenzer Jesuitenhauses Pater Friederichs, von Marx dem bekannten Jesuiten Pater Feller zugeschrieben wird [2]), und sich den Anschein giebt, den Febronius von protestantischem Standpunkte zu bekämpfen. Dann replicirte 1771 Sappel [3]), und in demselben Jahre kam in Faenza eine Schrift gegen Fe-

1) Gute Inhaltsübersichten s. in den Göttinger Gelehrten Anzeigen Jg. 1770. S. 465 und in Schott's Unparteiischer Kritik über die neuesten juristischen Schriften 3, 314 fg.

2) Jugement d'un Ecrivain protestant touchant le livre de Justinus Febronius. Leipzig. 8°. Pater Friederichs, sagt Krufft, habe deutsch geschrieben und seine Schrift, um unerkannt zu bleiben, von einem anderen Jesuiten ins Französische übersetzen lassen. Die Nachricht von Marx s. in dessen Geschichte des Erzstiftes Trier 5, 108. Feller könnte der von Krufft, welcher seine Notiz von Hontheim selbst haben wird, gemeinte französische Uebersetzer sein. Uebrigens existirt die Schrift auch in deutscher Sprache.

3) Liber singularis ad formandum genuinum conceptum de Statu

bronius heraus, deren Verfaſſer ſich Ennodius Faventinus [1]) nennt, und die von den Einen dem Dominicaner Thomas Corſi, von den Anderen einem Serviten Carl Traverſari zugeſchrieben ward, in Trient aber erſchien eine italieniſche, zugleich eine Fortſetzung enthaltende Ueberſetzung der Schrift des Viator von Cocaglia [2]). Im Jahre 1772 ſodann ließ ſich ein deutſcher Jeſuit Pater Anton Schmidt, Profeſſor des canoniſchen Rechtes zu Heidelberg, nachdem er ſchon das Jahr vorher, in ſeinen kirchenrechtlichen Inſtitutionen gegen Febronius Partei genommen hatte, in einem beſonderen Quartbande [3]) gegen ihn vernehmen. Es iſt derſelbe Schmidt, welcher als Herausgeber eines Theſaurus canoniſtiſcher Diſſertationen noch heute genannt wird.

Allen Erwähnten antwortete Hontheim in einem im März 1773 herausgekommenen dritten Bande des Febronius: Justini Febronii etc. . . . . tomus tertius, ulteriores operis Vindicias continens. Francof. et Lips. 1772 [4]).

Unterdeß hatte von Neuem Zaccaria die Waffen ergriffen, indem er in dem Jahre 1772 und 1773 in vier Octavbänden den Antifebronius vindicatus herausgab [5]), in welchem er ſich gegen Hontheims Theodorus a Palude wehrte. Im Jahre 1774 richtete er wider den jetzt erſchienenen dritten Theil des Febronius

---

Ecclesiae et Summi Pontificis potestate contra tomum II. Febronii Aug. Vind. et Oeniponti 1771. (4°).

1) Ennodius Faventinus de Romani Pontificis Primatu adversus Justinum Febronium Dissertatio theologico-historica-critica. Faventiae ex Typographia Archiana 1771. Praesidum facultate (4°). Die Schrift iſt wohl ſicher von Traverſari.

2) Viatoris a Cocaleo Versione e Proseguimento del Italus al chiar. Signore Giustino Febronio dello stato della Chiesa. In Trento 1771. 3 Voll. (4°). Dem erſten Theile iſt eine Arbeit der von Traverſari zu Faenza geſtifteten Antifebronianiſchen Academie beigefügt, in welcher des Febronius Tod beſungen wird.

3) Vindiciae adversus Justinum Febronium Heidelb. 1772.

4) Inhaltsüberſicht (kurz) Göttinger Gel. Anz. 1772. S. 1019 ff.

5) F. A. Zaccaria Antifebronius vindicatus, seu suprema Romani Pontificis potestas adversus Justinum Febronium ejusque vindicem Theodorum a Palude iterum adserta et confirmata. Romae et Cesenae, tom. 1—3. 1772, tom. 4. 1773. (8°). Von den erſten zwei Theilen exiſtirt auch eine durch die Jeſuiten beſorgte Ausgabe mit dem Druckorte Frankfurt, 1773.

noch eine besondere kleinere Schrift [1]), ohne sich zu nennen. — Gegen diesen nicht immer mit edeln Waffen kämpfenden [2]) Widersacher, über dessen Bedeutung er nicht im Unklaren war, richtete Hontheim einen besonderen vierten Febroniusband, in zwei Abtheilungen, beide mit dem alten Titel: ulteriores operis vindicias continens. Tom. 4. pars 1. Francofurti et Lipsiae (April) 1773 geht gegen die zwei ersten, Tom. 4. pars 2. Francof. et Lips. (September) 1774 geht gegen die zwei anderen Bände des vindicirten Antifebronius [3]). — Zwar hatte auch die Universität Cöln sich noch einmal gerührt: unter dem Imprimatur Kaufmanns erschien daselbst 1773 der Anfang einer neuen ausführlichen Schrift wider Febronius und seine Schule, und als Autor war der Jesuit Joh. Matthias Carrich, seit 1769 Professor der Theologie in Cöln, genannt [4]), der sich später als schlagfertiger Gegner der erzbischöflichen Universität Bonn und ihrer liberalen Theologie gezeigt hat. Aber Hontheim antwortete nicht mehr. In der Vorrede der obigen Publikation aus dem September 1774 erklärt er: von nun an wolle er über diese Fragen nicht weiter schreiben; sie seien zur Genüge erschöpft; wen das bis dahin Gesagte nicht überzeuge, der werde auch durch ein Mehreres nicht überzeugt werden; immerhin mögen also seine Gegner fortfahren zu schreiben und sich Gunst zu verdienen, er seinerseits höre zu erwidern auf.

---

1) In tertium Justini Febronii tomum animadversiones Romano-catholicae tribus epistolis comprehensae, cum approbatione Magistri Sacri Palatii et censura Joannis Aloisii Mignarelli abbatis, S. Indicis Congregationis consultoris. Romae 1774. (8° maj).

2) S. Deutsche Allg. Bibliothek 24, 41.

3) Eine gute Inhaltsübersicht bei Schott, Unparteiische Kritik ꝛc. 6, 329 fg. 7, 577 fg.

4) Joannis Carrichii in Universitate Coloniensi Doctoris, Theologi, De Ecclesia Romanique Pontificis et Episcoporum legitima potestate libri tres contra perturbatores ecclesiasticae hierarchiae ac pacis istorumque principem Justinum Febronium. Libri primi tomus primus. Coloniae Agripp. typ. Metternichianis 1773. 8°. Nach Hontheims Nachricht war das Buch nicht von Carrich allein, sondern von zehn bis zwölf Jesuiten unter seiner Leitung gearbeitet. Man hatte von Wien und von Bonn aus vergebens das Erscheinen zu verhindern gesucht. — Daß dann mehr als dieser erste Theil des ersten Buches nicht erschienen ist, dürfte in der erfolgten Aufhebung des Jesuitenordens, damit dem Versiegen seiner Geldquellen und dem Zerstreutwerden der Mitarbeiter, seinen Grund haben.

Er hatte damit insofern ganz Recht, als er und seine Gegner mit ihren beiderseitigen Deductionen in der That auf so verschiedener Grundlage standen, daß eine Verständigung zwischen ihnen ausgeschlossen war. Wenn die Curialisten von dem Standpunkte des in der Zeit von P. Gregor VII. bis P. Bonifaz VIII. in der mittelalterlichen Doctrin ausgebildeten hierarchischen Systemes aus rückblickend bloß diejenigen historischen Momente anerkannten, aus denen dies System hervorgegangen war, dessen ausgebildeten Gedanken schon solchen Keimen und Anfängen unterstellend, hingegen für unberechtigt erklärten, was irgend ihm widersprach, und wenn sie ebenso für die Zeit seit dem 14. Jahrhundert das jenem Systeme entgegen Geschehene für einfache Auflehnung gegen die Ordnung Gottes nahmen, die in der Kirche niemals habe Recht werden können, so construirten sie damit die Geschichte nach der Voraussetzung, daß wirklich die absolut papale Kirchenverfassung von Gott der Kirche eingestiftet sei. Hingegen Hontheim und seine Anhänger sahen die geschichtlichen Vorgänge ohne eine derartige Voraussetzung an; er beginnt sein Werk damit, sie zurückzuweisen: erst mittels dieser Geltendmachung des freien Rechtes redlicher Forschung gewinnt er seiner Arbeit den Boden. Nun mögen die beiden Parteien im Einzelnen über was sie wollen streiten, immer sehen sie es von verschiedenen Seiten an: die Curialisten von ihrer Voraussetzung ausgehend, Hontheim ohne dieselbe, jene dogmatisch, er historisch. Die beiderlei Gesichtspunkte deduciren nicht gegeneinander, sondern neben einander weg, fortwährend sich gegenseitig nicht einlassend, oft einander nicht verstehend, jeder nur polemisch Das benutzend, was von der anderen Seite vorgebracht ist. So entsteht die unerquicklichste Erörterung, und man kann demzufolge eine innere Geschichte solcher Streitigkeiten auch nicht schreiben; denn immer müßte sie eine Entwickelungsgeschichte sein, und derartige Streitigkeiten haben keine Entwickelung.

Allerdings hat der febronianische Streit zu Rom in gewissem Sinne eine Canonistenschule herangebildet; aber nur insofern, als man von ihm gelernt hat, das curialistische System deutlicher, in sich geschlossener, conciser auszudrücken und den seinen Vertheidigern zu Gebot stehenden Schatz antiquarischer Gelehrsamkeit eleganter dafür zu verwenden.

Andersartig war auf febronianischer, insbesondere auf deut-

scher Seite der Vortheil. Bis dahin hatten die deutschen Katholiken sowohl was die Auffassung der Kirchenverfassung, wie was die Anschauungen über das Verhältniß der kirchlichen Genossenschaft zu den Staaten betraf, fast ausnahmslos in den Ideen der überlieferten thomistisch-jesuitischen Legende gelebt. Aus diesem Banne wurden jetzt die gebildeteren Kreise befreit; wenn auch nicht allein durch die febronianischen Streitigkeiten, so doch durch sie zu nicht geringem Theile. Und wenn sie für die Frage des Verhältnisses zwischen Bischöfen und Papst statt des dogmatischen Maßstabes den historischen handhaben lernten, so gewannen sie auch für die Frage der Staatsbefugnisse über die kirchliche Genossenschaft einen minder einseitigen Gesichtskreis. Allerdings konnte, solange der absolute Staat zwischen sich und der Gesellschaft nicht unterscheiden und diese daher nicht freilassen lernte, ein großer Bestand unabgeklärter Verwirrung nicht überwunden werden. Aber daß der Staat seine, wie Hontheim es nannte, „Protection" über die Kirche nach eigenem besten Wissen und Gewissen selbständig zu üben habe, war der gesunde Grundgedanke, der zuerst durch Febronius den katholischen Staatsmännern gewiß geworden ist. Er ist seitdem nicht wieder verloren gegangen.

6. Der Widerruf.

Als Hontheim im September 1774 erklärte, den Gegnern nicht weiter antworten zu wollen, konnte es scheinen, als wenn seinem Buche der Sieg gewiß sei; denn sein Hauptwidersacher der Jesuitenorden war ein Jahr vorher dem Widerwillen ebenderselben bourbonischen Höfe unterlegen, von denen vor Anderen die von dem Weihbischofe wissenschaftlich vertretene Streitsache auch politisch und practisch ausgetragen ward.

Etwa ein Decennium hatte ihr Kampf mit den Jesuiten gedauert. Zwar aus Portugal waren sie, als 1763 Febronius erschien, bereits ausgewiesen, aber in Frankreich waren sie erst von den Parlamenten (Aug. 1762), noch nicht vom Könige verurtheilt. Am 1. Decbr. 1764 jedoch wies auch dieser sie aus, und Papst Clemens XIII., obwohl er sie in der Bulle Apostolicum pascendi (7. Januar 1765) auf das lebhafteste in Schutz nahm, mußte erleben, nicht nur daß seine Bulle in Portugal und Frankreich verboten wurde, sondern auch daß die Austreibung des Ordens von Spanien (Ende 1767), dann von Neapel, Sicilien, Malta gleichfalls beschlossen und, trotz seiner wiederholten Intercession, ausgeführt ward. Und als er um diese Zeit wenigstens in Parma gegen eine Beschränkung kirchlicher Rechte ein Breve (Aliud ad apostolatus v. 30. Jan. 1768) in altem Style erlassen zu können meinte, rief er nicht nur auch hier die Jesuitenaufhebung hervor, sondern sämmtliche bourbonische Höfe nahmen für den zur Familie gehörigen Herzog Partei, forderten jetzt die kirchliche Aufhebung des Ordens, und bemächtigten sich, als P. Clemens widerstand, der päpstlichen Besitzungen Avignon und Venaissain, Ponte-Corvo und Benevent. Bereits schien der Papst nachgeben zu wollen, als er am 2. Febr. 1769 plötzlich starb; seinen Nachfolger Clemens XIV. Ganganelli zu wählen kostete nicht weniger als hundertfünfund-

achtzig Scrutinien. Dieser, obwohl er als einer der „Kroncandidaten", d. i. Gegner der Jesuiten, gewählt war, suchte sie anfangs doch zu halten; als er aber die Ueberzeugung gewann, in Frankreich, Neapel, Spanien könne nur Nachgiebigkeit der Kirche Frieden bringen, schritt er gegen den Orden zuerst im Kirchenstaate ein (Herbst 1772), redigirte dann selbst, unterschrieb (21. Julius) und publicirte (16. Aug. 1773) das Aufhebungsbreve: der Curialismus schien die Waffen zu strecken, indem er den gallicanisch gesinnten Höfen diesen seinen Hauptvertheidiger opferte.

Bei der Ausführung des Breves im Trierischen [1]) und den sich daraus ergebenden Veränderungen an der Universität und dem Seminare tritt Hontheim weniger, als bei früheren solchen Maßregeln in den Vordergrund; wie er schon das Jahr zuvor mit dem Antrage, die theologischen und juristischen Thesen der Universität censurfrei zu erklären, nicht hatte durchdringen können [2]). Grade indem die Aufhebung verlief, erschienen seine zwei Abtheilungen des vierten Febroniusbandes. Aber in dem Momente, wo er die zweite herausgab, starb auch schon Papst Clemens XIV. (22. Sept. 1774), und aus dem folgenden viermonatlichen Conclave ging im Februar 1775 Cardinal Braschi hervor als P. Pius VI.

Bereits im Herbste zeigte dieser, daß, wenn er gegenüber den Höfen, durch deren Vertrauen er zu seiner Würde gekommen war, zurückhalten mußte, er gegen die Wissenschaft nicht ebenso nachsichtig zu verfahren gemeint sei: indem er am 24. September den als Caprara's Nachfolger in der cölner Nuntiatur ernannten Monsignor Bellisomi zum Erzbischof von Tiana consecrirte, hielt er eine in der Stamperia Camerale dann gedruckte [3]) und hierauf in vielen Exemplaren verbreitete Rede, in der er die deutschen Zustände berührend unter Anderem Folgendes sagt: „Auch eine verkehrte wissenschaftliche Richtung muß ich beklagen, in welcher Männer, die sich des katholischen Namens rühmen und sogar in

1) Marx, Geschichte von Trier 5, 48 fg. Vgl. S. 45.

2) Der Antrag war vom 12. Julius 1772. Trierische Kronik 1820. S. 227.

3) Homilia S. D. N. Pii Divina Providentia Papae VI. habita in Basilica Vaticana u. s. w. Ex typogr. Rev. Cam. Apost. Abgedruckt in Le Bret's Magazin zum Gebrauche der Staaten- nnd Kirchengeschichte Theil 5. (1776) S. 351 fg.

hohen Kirchenämtern stehen, die ganze kirchliche Hierarchie umzustürzen unternommen haben, und wider diesen Apostolischen Stuhl, in welchem des heil. Apostels Petrus Gewalt und Autorität fortlebt, mit hinterlistiger Kunst schändliche Irrlehren verbreiten. In Schrift und Wort haben diese Menschen maßlosen und hochmüthigen Sinnes, diese von fleischlicher Gelehrsamkeit aufgeblasenen Neuerer veröffentlicht was von der Menge gierig ergriffen und mit dem größten Nachtheile für Frieden, Einheit und Ordnung der Kirche keck in fast allen Sprachen gelehrt wird. Und geschieht das im außerdeutschen Lande, wie groß erst ist die Zerstörung in Deutschland selbst, wo diese Pest (contagio) entstanden und gewachsen ist, Kraft gewonnen, und von den Theologen immer von Neuem widerlegt ihr stolzes Haupt immer von Neuem erhoben hat, in ihren Vertretern bereit, lieber dem Verderben zu verfallen, als sich zu bekehren: auf daß dann in den Schülern der Irrthum fortlebe". Daß hier von Febronius die Rede sei, lag auf der Hand; und demgemäß erhielt der Nuntius seine Aufträge. In den ersten Tagen des Jahres 1776 zog er in Cöln ein, zu Anfang Junius machte er seinen ersten Besuch am coblenzer Hofe, und trug vor: der Papst wisse, daß der Verfasser des Buches Febronius sich in des Kurfürsten Landen aufhalte, er fordere ihn auf, die Sache zu untersuchen; denn so gelehrt das Buch sei, so sehr beeinträchtige es die Rechte des heiligen Stuhles.

Wie weit sonst noch der Auftrag gegangen sein mag, und was der Kurfürst damals geantwortet hat, ist nicht bekannt: unmittelbaren Erfolg hatte Bellisomi jedenfalls keinen. — Seit Clemens Wenzel regierte, war im Trierischen bis dahin weder landesherrlicher- noch erzbischöflicherseits jemals Etwas gegen Hontheim oder gegen seine Schriften geschehen: von den römischen Verurtheilungen der spätern Theile des Febronius hatte man keinerlei Notiz genommen; genug daß Hontheim, von dem Jedermann wußte, er habe diese Schriften verfaßt, sie formell nicht anerkannte. Zu der eigenen Neigung des Kurfürsten, der, soweit es bischöfliche Ansprüche galt, seinem Weihbischofe beizutreten durchaus gestimmt war, und zu dem anfangs in Trier vorherrschenden österreichischen Einflusse war im April 1773, wie Krufft erzählt, auch noch ein positives Versprechen des Herrn gekommen, denn als er damals in Begriff stand, zu längerem Aufenthalte in sein Augs-

burger Bisthum überzusiedeln, und Hontheim sich von ihm verabschiedete, hatte er demselben zugesagt, er solle wegen seines Febronius niemals beunruhigt werden. Eine sichtbare Veränderung trat hierin auch nach dem Besuche des Nuntius nicht ein: noch ein Jahr nach ihm war der Weihbischof nicht gehindert, seine anticurialen Meinungen von Neuem vorzutragen, und sich dabei gegen einen neuen römischen Gegner zu verantworten.

Als der Nuntius 1768 an den kurfürstlichen Hof gekommen war, um gegen Febronius einzuschreiten [1]), hatte er, was die wissenschaftliche Seite betraf, sich auf Zaccaria's damals unlängst erschienenen Antifebronius berufen können; als jetzt 1776 in gleichem Auftrage Bellisomi kam, war es kein Zufall, daß er wieder auf eine soeben erschienene, in päpstlichem Auftrage zu Rom gearbeitete Gegenschrift Bezug nehmen konnte. Papst Pius, wenn er in seiner Homilie sagt, Hontheims falsche Lehre habe immer von Neuem widerlegt immer von Neuem das Haupt erhoben, maß daran doch auch den erschienenen Widerlegungen ihre Schuld bei. Es kam also darauf an, den Fehler zu bessern. Hierzu konnte man den Jesuitenorden, seit er officiell aufgehoben worden war, nicht gut mehr verwenden, auch war man seiner ehemaligen Mitglieder nicht so ganz sicher mehr; hatte doch selbst Zaccaria in einer kurz vor der Aufhebung erschienenen und diese bekämpfenden anonymen Schrift [2]) Miene gemacht, vom Papste an das Concil zu appelliren. Man stellte also dies Mal einen Dominicaner an. Ein Mönch des Klosters Sta. Maria sopra Minerva, Pater Thomas Maria Mamachi, Grieche von Geburt — er stammte aus Chios —, hatte sich schon seit 1748 durch Schriften über christliches Alterthum, in denen er gegen Mansi, Bingham u. A. die hergebrachten Annahmen vertheidigte, einen Namen gemacht, war casanatensischer Theologe, d. h. Besitzer einer von dem Cardinal von Casanata († 1700), dem Wohlthäter der Bibliothek des Klosters, die deswegen nach ihm genannt wird, für gelehrte Ordensglieder gestifteten Pfründe geworden, und in dieser Eigenschaft verpflichtet,

1) S. oben S. 73 fg.

2) Ecclesiastico e vero amico del Papa. Mitte 1773 erschienen. Febron. IV. 2. p. 539 theilt aus der Gazette de Cologne, also aus einer jesuitenfreundlichen Zeitung mit, daß Zaccaria wegen solcher Schriften in Untersuchung gezogen worden sei.

die Lehre des heiligen Thomas, also eben die Grundanschauungen zu vertheidigen, auf welchen in Betreff der Stellung und Gewalt des Papstes das curialistische und jesuitische System ruhet. Dieser Mamachi, durch den Cardinal delle Lanze [1]) dem Papste empfohlen, wurde, obwohl er weder wissenschaftlich noch menschlich von ganz gutem Rufe war [2]), mit Führung der Sache beauftragt, und ließ im Frühjahr 1776 einen ersten Band „Briefe an Febronius" erscheinen, denen später noch zwei andere Bände gefolgt sind [3]). Man muß einräumen: was die Geschicklichkeit betraf war die Wahl keine schlechte. Wenn man seitens der Febronianer jenen Briefen vorwirft, daß sie von mancherlei falschen Voraussetzungen ausgehen, von denen man zu Rom besser unterrichtet gewesen sei, und die daher als absichtliche Entstellungen angesehen werden müßten, so ist bei der Art, wie die Sache betrieben ward, eben so möglich, Mamachi hat wirklich diese Dinge nicht gewußt. Seine gänzlich in der oben characterisirten curialistischen Art sich bewegende Schrift faßt das bisher benutzte Material gut zusammen, fügt eigenes hinzu, und ist unter den Bekämpfungen des Febronius unzweifelhaft die inhaltreichste. Ein Vorwurf, der sie mit Recht trifft [4]), ist, daß, indem sie bestrebt ist, Widersprüche und Unrichtigkeiten bei Hontheim nachzuweisen, sie durchweg den unwürdigen, rabulistischen Ton eines geringen Advocaten anwendet: es war wohl dieser Ton, durch den Hontheim, obwohl er nicht mehr antworten zu wollen erklärt hatte, doch wieder zu antworten gereizt ward.

1) Carl Victor Amadeus delle Lanze, geb. 1. Sept. 1712 zu Turin, zum Cardinal ernannt durch P. Benedict XIV. am 10. April 1747.

2) Hierüber stimmen sämmtliche mir zugänglich gewesene gleichzeitige Nachrichten überein. Statt aller citire ich den bei Le Bret Magazin ꝛc. 8, 410 fg. abgedruckten Brief.

3) Thomae Mariae Mamachi Ordinis Praedicatorum Theologi Casinatensis Epistolarum ad Justinum Febronium ICtum de ratione regendae Christianae Reipublicae deque legitima Romani Pontificis potestate liber primus, Romae 1776 (8°). Der zweite Band ist daselbst 1777, der dritte im Julius 1779 mit der Bemerkung, daß er bereits 1778 im Oct. gedruckt gewesen sei, erschienen.

4) Ein überaus ungünstiges Urtheil über Mamachi fällt ein vom Könige erfordertes Erachten von Campomanes (oben S. 89. Note 3), das von Krufft in den Text seiner Febronianischen Lebensnachrichten aufgenommen worden ist S. Anh. Urk. II.

Sein Febronius war durch die vielen polemischen Fortsetzungen allmälig ein so starkes Buch geworden, daß eine abgekürzte Bearbeitung zweckmäßig schien: diese gab er im Junius 1777 heraus, unter dem Titel: Justinus Febronius abbreviatus et emendatus, id est de statu Ecclesiae tractatus ex Sacra Scriptura, traditione et melioris notae catholicis scriptoribus adornatus, ab auctore ipso in hoc compendium redactus. Colon. et Francof. (4°). Die günstige Aufnahme seitens der litterarischen Kritik bezeugte, daß das Bedürfniß eines solchen Auszuges vorhanden gewesen war; hier sei nur erwähnt, daß er von Hontheims Freunde Spangenberg mit besonderer Freude aufgenommen wurde. — Dieser Publication ist „statt Vorwortes" ein relativ ausführlicher (43 Seiten) Brief an Mamachi vorausgeschickt, in welchem der Weihbischof auf dessen ersten Band erwidert.

So lange also hatte der gute Wille des Kurfürsten gegen seinen bejahrten Diener vorgehalten. Indeß schon seit einigen Jahren waren die Fundamente dieser Gesinnung allmälig ins Wanken gebracht. Hontheims sämmtliche Freunde schreiben die Hauptarbeit hieran einer Persönlichkeit zu, welche in des Kurfürsten Umgebung eben in jenem augsburger Sommer 1773 gebracht worden war, der auf sein vorhin erwähntes persönliches Versprechen an Hontheim folgte.

Franz Heinrich Beck[1]) war geboren zu Weiler in der Pfalz-Zweibrücken gehörigen elsäßischen Grafschaft Rappoltstein. Er war der Sohn eines in die Verschwörung des straßburger Prätors

1) Ein großer Theil der folgenden Nachrichten stammt aus einem in den Krufft'schen Sammlungen noch erhaltenen Briefe von Friedr. Carl v. Moser an Krufft, v. 15. Oct. 1791; wegen anderer, damit übereinstimmender, beruft sich Krufft dem Fürsten Kaunitz gegenüber (19. Apr. 1779) auf den Reichsreferendar von Leykam. Es erhellt aus seinen Sammlungen, daß meine auf der Notiz von Mohnicke, Zeitschr. für histor. Theologie 4, 253, beruhende Annahme (Zur Geschichte der römisch-deutschen Frage 1, 69), der hier in Betracht stehende Franz (Heinrich) Beck sei identisch mit dem bei Meusel als Verfasser verschiedener erbaulicher Schriften genannten Franz (Xaver Wolfgang von) Beck, nicht richtig ist. Beide sind ehemalige Jesuiten; aber Franz Heinrich ist, soviel ich finde, nicht als Schriftsteller aufgetreten. Was ich a. a. O. sonst von dem dort Franz Xaver Wolfgang genannten Beck gesagt habe, namentlich dessen auch später noch mit den Jesuiten hervortretender Zusammenhang, bezieht sich auf Franz Heinrich.

Klingling verwickelt gewesenen und deswegen criminell bestraften Chirurgen, ursprünglich lutherisch. Nachdem er aber die Universität Tübingen, wo er Theologie studirte, wegen schlechter Streiche hatte verlassen müssen, wurde er katholisch und Jesuit, war in dieser Eigenschaft zu Colmar, Schlettstadt und Straßburg Lehrer, trat indeß vor Auflösung des Ordens aus. Er kam in den Dienst des Prinzen Ludwig Eugen von Württemberg, desselben, der später (1793—1795) kurze Zeit das Herzogthum regiert hat. Dieser war religiöser Schwärmer und Teufelsbanner, und solange Beck ihm diente, nahm derselbe an solchen Extravaganzen Theil[1]). Mit Empfehlungen des Prinzen trat er hierauf, wie erwähnt, 1773 zu Augsburg in den Dienst Kurfürst Clemens Wenzels.

Dieser war von geringen persönlichen Gaben und von noch geringerem persönlichen Muthe, daher sein Leben lang um so mehr geneigt, sich an Andere anzulehnen, je aufrichtiger seine persönliche Gewissenhaftigkeit war. Erzogen von einem seiner Zeit im Orden hervorragenden Jesuiten Pater Höhe, früherem Professor der Moral zu Ingolstadt, hatte er diesen dann als Beichtvater bei sich behalten, und nach seinem Tode (1771) einen alten Weltgeistlichen Betzel, Canonicus in Dillingen, zugleich für die augsburgischen Angelegenheiten vortragenden geistlichen Rath, zum Nachfolger gemacht, den die Krufftschen Papiere als ehrenwerthen aber gleichfalls jesuitisch gerichteten Mann bezeichnen. Neben diesem trat jetzt Beck als theologisch-kirchenrechtlicher Lehrer des Kurfürsten ein. Clemens, welcher Bischof und Erzbischof geworden war, ohne die Dinge, in denen er seinen Diöcesanen ein Führer sein sollte, zu verstehen, wollte nachträgliche Studien darin machen, und die Vermuthung liegt nahe, daß der zu diesem Zwecke ihm als Lehrer empfohlene Exjesuit von vorn herein mit der Aufgabe in sein Amt trat, den Schüler für Rom zu gewinnen. Daß er die Theologie nach thomistisch-jesuitischer Fassung, das Kirchenrecht nach dem damals neuesten curialistischen Compendium, den canonistischen Institutionen des als Hontheims Gegner und gerade mit diesem Buche oben erwähnten heidelberger Exjesuiten Schmidt vortrug, verstand

1) So Hontheim auf einem in den Krufft'schen Sammlungen aufbewahrten eigenhändigen Blatte, das auch in der Treviris von 1835 Num. 1 in der Note abgedruckt ist.

sich für den früheren Ordensangehörigen von selbst; und je mehr Zeit der Kurfürst mit pünktlicher Regelmäßigkeit diesen Beschäftigungen widmete, und je weniger er für dieselben vorbereitet war, desto leichter wurde es Beck, auf seine Gesinnung Einfluß zu gewinnen. Zwar war Clemens Wenzel als Landesherr ein Mann des aufgeklärten Absolutismus und von großem fürstlichen Selbstgefühle, aber immerhin war er dem Rechte nach nicht Fürst, sondern Bischof an erster Stelle; und war er und blieb er auch geneigt, die bischöflichen Rechte nach allen Seiten zu vertheidigen, so gelang es doch dem sowohl wissenschaftlich, wie in jesuitischer Politik ihm weit überlegenen Lehrer, der ihn zugleich zu stimmunggebenden Andachtsübungen, namentlich den bekannten Exercitien des h. Ignatius heranbrachte, seinen engen Verstand und sein ängstliches Gemüth zu überzeugen, daß der Gehorsam gegen den Stellvertreter Christi und die gläubige Annahme der curialistischen Consequenzen das Sicherere und für die Kirche das Vortheilhaftere, daher für ihn selbst das pflichtmäßig wie politisch Gebotene sei. Beck wurde als eine Art Gewissensrath dauernd angestellt, wurde Referent in Kirchenangelegenheiten, Canonicus an St. Peter in Trier, und behauptete eine Reihe von Jahren hindurch einen fast unbedingt den Kurfürsten leitenden Einfluß: „er macht mit ihm was er will" schreibt Hontheims Neffe 1779. Er war ein entschiedener Gegner Oesterreichs. Als Joseph II. nach seiner dortigen Thronbesteigung den Strom seiner kirchlichen Reformdecrete ausgehen ließ, veranlaßte Beck den Kurfürsten (Mitte 1781), wie später noch zu berühren sein wird, zu einer schriftlichen Verwahrung dawider, begleitete ihn dann, als er den von Wien unverrichteter Sache rückkehrenden Papst im Mai 1782 in Augsburg feierte, und wird bei dieser Gelegenheit [1]) von dem kaiserlichen Gesandten Grafen Lehrbach als ein in Aeußerungen wider Joseph II. rücksichtsloser, mit der päpstlichen Umgebung eng verbundener Mann geschildert. Den als Verfasser der Mönchsbriefe bekannten trierischen Canzler Laroche soll vorzugsweise er gestürzt haben [2]).

Wie weit sein Einfluß bereits reichte, als 1776 der Nuntius

---

1) Brunner, die theolog. Dienerschaft am Hofe Josephs II. S. 452 fg.

2) Mohnicke in der Zeitschr. für histor. Theologie 4, 246. (Coblenzer Nachricht.)

nach Coblenz kam, erhellt zwar nicht im Einzelnen; aber bereits im Herbste 1775, zu der Zeit, wo Papst Pius in Rom seine gegen Febronius gerichtete Homilie hielt, geschah zu Trier ein Schritt, durch welchen der Angriff auf Hontheim leiser gleichfalls vorbereitet wurde, und dessen Veranlassung wohl kaum jemand Anders als Beck gegeben haben kann. Kurfürst Clemens Wenzel wendete sich nämlich an den Erzbischof von Paris mit dem Ersuchen, von der um jene Zeit gerade versammelten Assemblee des Clerus ein Urtheil darüber zu extrahiren, ob die Lehre des „Febronius", dessen Verfasser sich auf die Uebereinstimmung mit der gallicanischen zu stützen scheine, richtig sei; wobei der Kurfürst seinen besorgten Eifer für Erhaltung reiner Lehre aussprach. Da die Versammlung schon zu Ende ging, konnte sie sich mit dem Buche nicht mehr beschäftigen; nur durch eine Commission wurde eine Auswahl von Sätzen daraus geprüft, und hierauf die Erklärung abgegeben, das Buch sei — was, wie früher erwähnt ist, nicht richtig war, — in Frankreich wenig bekannt und wenig angesehen, gelte bei Denen, die es kennen, für ungenau und von der üblichen Ausdrucksweise über Rom sich entfernend. Wer aber die Sprache des französischen Clerus nicht führe, der dürfe sich auch nicht auf dessen Auctorität berufen [1]). — Nicht bloß die Assemblee also urtheilt nicht, sondern auch die Commission vermeidet ein Urtheil, und nicht bloß über das Buch, sondern selbst über die ihr daraus vorgelegten Sätze: sie beschränkt sich mit der Berufung auf „Diejenigen, die das Buch kennen". Wer waren diese? Man ist versucht, an zwei Pariser Canonici, die Abbés Bergier und Pey zu denken, beide in Verbindung stehend mit Prinz Ludwig Eugen von Württemberg, von welchem Beck an den Kurfürsten empfohlen worden war, beide daher auch wohl mit Beck nicht ohne Verbindung. Von Bergier, celèbre apologiste de la Religion, wie Feller ihn nennt, existirt ein der Pariser Clerusassemblée gleichzeitiger Brief an den Prinzen (12. Oct. 1775) über Febronius [2]), in welchem dieser als „sich selbst widersprechend, unbedeutend, absurd" characterisirt wird. Pey war ein besonderer Schützling des pariser Erzbischofs, und

1) Die Nachricht aus den Protocollen in dem Coup d'oeil sur le Congrès d'Ems (von dem Jesuiten Feller) S. 101 fg.

2) Coup d'oeil S. 104 fg.

wir werden ihm in der Angelegenheit des Febronius in den Jahren 1777 und 1778 begegnen.

Beck hatte also dem Nuntius wohl schon den Weg beim Kurfürsten bereitet; und mit Sicherheit darf man annehmen, daß er in Verbindung mit ihm arbeitete, seit Bellisomi in Cöln war. Derselbe wiederholte im folgenden Jahre (1777) seinen Besuch am kurfürstlichen Hofe. Schon bei seiner ersten Anwesenheit aber scheint er das Versprechen von Clemens Wenzel erlangt zu haben, daß Hontheim einen Coadjutor erhalten solle. Ebenso wurde unzweifelhaft des Weihbischofs Widerruf wieder zur Sprache gebracht; doch erhellt nicht, was der Kurfürst antwortete. Krufft behauptet, der Nuntius habe den Auftrag gehabt, außer den schon berührten Motiven, auch noch ein pecuniäres geltend zu machen. Zwischen Kurtrier und dem Herzogthum Lothringen, oder seit 1736 Frankreich, liegt ein Grenzbezirk, die Pflegschaften Sargau und Merzig, der seit dem 14. Jahrhundert gemeinsam besessen wurde. Nachdem Theilungsverhandlungen Frankreichs mit dem Reiche liegen geblieben waren, machte Ludwig XV. im Jahre 1772 neue Vorschläge darüber, diesmal nicht an das Reich, sondern an Trier. Anfangs wurden sie, auf Hontheims Anrathen, abgelehnt; dann aber ließ der Kurfürst sich durch einen französischen Rathgeber umstimmen, und schloß durch denselben einen nicht für das Land, wohl aber für ihn vortheilhaften Theilungsvertrag zu Versailles (Februar 1774) ab; denn es wurde ihm dadurch die Abtei Mettlach, obwohl sie zu dem an Frankreich gelangenden Landestheile gehörte, persönlich als Commende gesichert. Die Mehreinnahme von jährlich funfzehntausend Gulden, welche ihm damit in Aussicht stand, war Clemens Wenzel um so wünschenswerther, je weniger er zum guten Haushalten Talent hatte; aber um sie zu erlangen bedurfte es der Zustimmung des Papstes und des Kaisers. Letztere hoffte er unschwer zu erreichen; zunächst kam es ihm auf die erste an. Hier nun habe, sagt Krufft, die römische Curie durch Bellisomi zur Bedingung gemacht, daß durch Beiordnung eines Coadjutors Hontheim außer Thätigkeit gesetzt und daß er zum Widerrufe angehalten werden müsse. Richtig ist, daß die päpstliche Commendebestätigung erst als beide Bedingungen erfüllt waren, im December 1778, in Coblenz anlangte: so berichtet damals der

kaiserliche Gesandte bei den rheinischen Kurhöfen Graf Metternich[1]), Vater des Fürsten. Die kaiserliche Bestätigung fehlte noch.

Daß dem Verwalter eines Amtes von solcher Geschäftslast, wie das des trierischen Weihbischofes, wenn er die Mitte der Siebenzig überschritten hatte, ein Coadjutor beigeordnet ward, war an sich nicht auffällig. Hontheim war schon Ende 1772 der Absicht gewesen, sich von den Geschäften zurückzuziehen, „Jugend und mittlere Jahre", schrieb er damals mit Plinius[2]) Worten an Krufft, „sollen wir dem Vaterlande, die letzten Jahre uns widmen". In den Jahren 1774 und 1775 hatte ihn der Gedanke von Neuem beschäftigt; daß er zuletzt doch den Entschluß nicht fassen konnte, behandelt er damals Krufft gegenüber, dies Mal an Seneca anknüpfend, mit heiterer Ironie als Altersschwäche. Als daher der Kurfürst ihm gegen Ende 1776, unter ausdrücklicher Anerkennung seiner bisherigen Amtsthätigkeit, von der Absicht, ihm einen Coadjutor zu geben, Mittheilung machte, und die Aufforderung hinzufügte, eine geeignete Persönlichkeit dazu vorzuschlagen, die unter ihm arbeitend dann die schwierigen Aufgaben namentlich auch des französischen und niederländischen Kirchenregimentes behandeln lernen könne, war er einverstanden und reichte seine Vorschläge ein[3]). Diese aber setzte Clemens Wenzel, welcher in den ersten Monaten des Jahres 1777 in Augsburg residirte, von dort aus bei Seite, und berief vielmehr einen elsäßischen Landsmann von Beck, Johann Maria Herbain oder de Herbain, der bis dahin in Straßburg angestellt war. Krufft giebt an, daß dabei, außer Beck, noch ein anderer Exjesuit, der Bibliothekar Abbé Maillot zu Mannheim mitgewirkt habe, und der österreichische Gesandte in Coblenz erfuhr, daß auch jetzt wieder Prinz Ludwig Eugen von Württemberg betheiligt gewesen sei. Die Nachricht von Herbains Berufung gab der Kurfürst am 2. März 1777 an Hontheim, welcher sie zu Ende des Monats Krufft mit dem einzigen Hinzufügen mittheilte, Dies werde ihm erleichtern sich zurückzuziehen.

---

1) Abschrift in der Krufft'schen Sammlung.

2) Plin. Epp. 3, 23: prima vitae tempora et media patriae, extrema nobis impertire debemus.

3) Hierauf wird sich die durch Krufft nicht bestätigte Nachricht der „Chronik der trierischen Diöcese, Trier 1828. S. 82—87 reduciren, Hontheim habe um einen Coadjutor seinerseits gebeten.

Anfang Aprils erfuhr auch der österreichische Gesandte von der Angelegenheit und am 7. berichtet Metternich [1]) nach Wien: Clemens Wenzel habe „sich veranlaßt gesehen, dem Herrn Weihbischoffen v. Hontheim zu Trier einen Coadjutor zur Seite zu setzen, und hierzu ganz unvermuthet, auf Zuthun des Pfälzischen Bibliothecaire Abbé Maillot, vertrauten Freund des bekannten Abbé Beck, einen sichern, bei dem Herrn Bischof zu Straßburg bis anher gewesenen Abbé Erbin" — man sieht, er kennt den Namen nur nach dem Gehör — „ausersehen. Nebst den Ausstellungen an dem persönlichen Caracter dieses Mannes, welche Leute, die ihn kennen, machen, und womit auch der gemeine Ruf ziemlich übereinstimmt, tretten bei dieser Sache noch folgende Beobachtungen ein: daß es, nach wahrscheinlicher Vermutung, immer ein bedenklicher Schritt ist, einem Franzosen, bey den zwischen dem Hohen Erz-Stift und Frankreich noch verschiedentlich vorwaltenden Diöcesanirrungen, dieses Amt anzuvertrauen; daß ferner die zur Coadjutorie erforderliche Kösten und der jährliche Unterhalt des Coadjutors bei den beklemmten Finanzumständen des Kurfürstens die Verlegenheit vermehren dörfte, und daß endlich diese Benennung bey dem Erzstiftlichen Clero sehr mißliebiges Aufsehen macht, da solche zur Zeit, wo man dessen Beystand zu einer Landverwilligung wegen des Residenzbau am nötigsten hat, unternommen worden." Metternich meint eine landständische Geldbewilligung und den in den Ständen vertretenen Clerus. Der Kurfürst hatte das noch heute stattlich dastehende Schloß zu Thal-Ehrenbreitenstein, welches bis dahin als Residenz benutzt worden war, für einsturzdrohend erklären lassen, und den seine Geldmittel weit übersteigenden Bau des coblenzer Schlosses unternommen; die Stände aber, welche das Unternehmen für Verschwendung hielten, wollten Nichts, oder doch nicht das Geforderte dazu geben: wobei Hontheim auf ständischer Seite stand. „Es ist nun zu erwarten", fährt Metternich fort, „ob nicht die dem Kurfürsten erst nach der Hand beygebrachte Bedenken die Ausführung dieses" Herbain betreffenden „Vorhabens verschieben, oder gar hindern werden; welches zur Ruhe seiner Kurfürstlichen Durchlaucht aufrichtigst zu wünschen ist."

Herbain, der 1730 geboren, also schon über die Mitte der

1) Abschrift in der Krufft'schen Sammlung.

vierziger Jahre hinaus war, bekleidete zu Straßburg die Stelle eines Seminarregens, geistlichen Rathes und Promotors, und war dem trierischen Clerus theils als Jesuitenfreund, theils und vielleicht noch mehr als Fremder unlieb, welcher dreitausend Gulden Gehalt bekommen sollte. Eine Zeit lang meinte man, der Kurfürst werde ihn dieser Abneigung noch opfern, und wirklich dauerte es beinahe ein Jahr bis er ins Land kam. Allein Clemens Wenzel gab ihn doch nicht auf. Bald nach seiner Berufung erschien (im August 1777), wie schon erwähnt, der Nuntius wieder am Hofe, diesmal auf dem Lustschlosse Carlich, um seine begonnene Arbeit fortzusetzen, und wie sehr bedenklich dabei die Stimmung der Anticurialen war, zeigt eine etwa gleichzeitige Aeußerung von Hontheims Freunde Spangenberg, mit welcher er auf die Uebersendung des Febronius Abbreviatus antwortet: Er habe [1]) das Buch, von dem er gute Wirkung hoffe, mit Freuden gelesen und wiedergelesen. Aber die Zeit sei so thöricht, daß auch er sich zurückziehen werde: er wolle das kommende Uebel nicht mit ansehen.

Endlich, im Februar 1778 erschien Herbain in Coblenz, ward am 31. Mai vom Kurfürsten in päpstlichem Auftrage mit viel Pracht zum Bischofe von Ascalon consecrirt, und übernahm sein Amt. „Am letzten Sonntag", berichtet Metternich aus Coblenz 2. Junius [2]), „haben Ihro Kurfürstl. Durchlaucht den Ihnen von Ihrem Gewissensrath dem Abbé Beck und, wie verlautet, auch von dem Herrn Herzog Louis von Württemberg und dem Abbé Maillot zu Mannheim besonders empfohlenen straßburgischen Geistlichen Herrn v. Herbain als Bischofen in Höchster Person consecriret, und somit dem noch lebenden Weihbischofen Herrn v. Hontheim an die Seite gesetzt. — Wie eine jede Abänderung, insonderheit in der Wahl vertrauter und geistlicher Personen bey Höchstgedachtem Herrn Kurfürsten die lebhafteste und innigste Zufrieden-

1) »Legi et cum voluptate relegi Febronium abbreviatum, wo die Sache in ordine systematis und im ganzen Zusammenhange mehrere überzeugende Wahrheit als zuvor bekommen hat, also zweifle nicht an den guten Wirkungen, wenn Germani nicht mit Fleiß Sclaven sein wollen ohne Werth. Vale et salve in tuo Tusculo. Stultitiae nostrorum temporum expellent tandem me ex sede hac mea. Testis esse nolim futurorum malorum.« Abschrift bei Krufft.

2) Abschriftlich in der Krufft'schen Sammlung.

heit herfürzubringen pfleget, so zeigte sich solches auch bei dieser Gelegenheit, da mittels angesagter größter Gala und veranstalteten außerordentlichen Feierlichkeiten, welche sogar Tages vorher in der Pfarrkirchen von sämmtlichem Marschallamt und der ganzen Geistlichkeit mit dem neuen Herrn Weihbischof probirt werden mußten, alle Stände, Hofstellen und die ganze Stadt in Bewegung gesetzt wurden. Es ist daher nicht zu bewundern, daß dieser übertriebene Vorgang dem hiesigen und auswärtigen Publico aufgefallen, und zu vielen Spöttereyen Anlaß gegeben und noch geben dörfte; gleichdem schon in dem 44 Stück der cölnischen französischen Zeitung diese Vermutung sich bestättigt, da man auf eine ebenso übertriebene Art schreibet, es würde dieser Tag eine Epoke in der trierischen Geschichte machen, die Väter würden sein Andenken ihren Kindern und diese ihren Urenkeln übergeben, und der Anblick des durchlauchtigsten Consecratoris wäre der Anblick eines Engels gewesen. Die Sache aber von einer richtigen Seite betrachtet ist zu beklagen, daß, da viele einheimische und zum Theil würdige Geistliche dieser höchsten Kurfürstlichen Gnade theilhaft zu werden gewünscht, dieser einem Fremdling gegebene Vorzug abermahlen das Vertrauen und die Liebe zu dem Landesfürsten ungemein schwächet, und daß der dabey ohne Noth gemachte Aufwand von 14 bis 15000 Gulden, worüber die hiesigen Financiers sehr unzufrieden sind, nicht auf günstigere Zeiten hinausgesetzt worden. Uebrigens behauptet der gedachte schon ziemlich bejahrte Herr Weihbischof den Karakter eines ungemein bescheidenen, höflichen und einsichtigen Mannes. Er hat sich gegen vertraute Personen geäußert, daß der in der straßburgischen Gegend übelbekannte Abbé Beck ein gefährlicher und des Vertrauens Sr. Kurfürstl. Gnaden nicht werther Mann, dahingegen der Beichtvater der Frau Prinzessin Cunegonde K. H., der Abbe Juguenot, ein würdiger Mann wäre. — Der hiesige Aufenthalt des Herrn v. Herbain wird nicht lange dauern, und dem Vernehmen nach wird man ihm eine Wohnung in der Residenz zu Trier anweißen, mithin die Vermutung noch nicht zutrifft, daß derselbe einen Platz in der Conferenz", d. i. dem Ministerium, was sein längeres Bleiben zu Coblenz vorausgesetzt hätte, „und Theil an den Geschäften", d. i. Staatsgeschäften, „begonnen würde." Prinzessin Cunigunde, Carl Wenzels Schwester, welche an seinem Hofe die erste Dame vorstellte, soll, wie Krufft

ſpäter einmal an Hontheim ſchreibt, für ihren Antheil an des letzteren Bekehrung vom Papſte einen beſonderen Ablaß erhalten haben: vielleicht daß dieſer Antheil das größere Verdienſt jenes Juguenot geweſen iſt.

Herbain ging dann nach Trier ab, und erhielt in der That zunächſt nur einen Theil von Hontheims Geſchäften, insbeſondere die Leitung des vom Kurfürſten reorganiſirten Prieſterſeminars und Antheil an den Vicariats- und Officialatsſachen aus den franzöſiſch redenden Theilen der Diöceſe.

Der alte Weihbiſchof hatte ſich unterdeß wieder mit Mamachi beſchäftigt; er hatte zu Ende 1777 den neu erſchienenen zweiten Theil von deſſen Briefen bekommen, und dann den Januar und Februar zu Vorbereitung einer Gegenſchrift verwandt. Unter Krufft's Sammlungen findet ſich ein in Form eines Briefes an ihn gefaßter und vom 28. Februar datirter Aufſatz, der, indem er ausführliche Widerlegung in künftige Ausſicht ſtellt, eine kürzere ſchon bringt, und offenbar beſtimmt war, vielleicht nach nochmaliger Umarbeitung, gedruckt zu werden. Mamachi, ſagt hier Hontheim, behandle in dieſem zweiten Bande die zwiſchen der römiſchen Curie und der Schule von Paris ſeit lange ſchwebende Streitfrage, an wen Chriſtus das Schlüſſelamt übertragen habe, ob an Petrus, oder an die Kirche; indeß werde nicht die Frage ſelbſt hier behandelt, ſondern die Worte preſſend und abſichtlich mißverſtehend gehe der Grieche darauf aus, dem Febronius eine Nichtübereinſtimmung mit der Pariſer Schule zu unterſtellen, beiden aber Unrichtigkeiten, Schwankungen, Selbſtwiderſprüche. Hontheim weiſ't an einer Anzahl von Hauptbeiſpielen dieſe Methode und ihr Unrecht nach: das Reſultat ſeiner ſittlich-wiſſenſchaftlichen Beurtheilung faßt er dabei einmal in Worte zuſammen, die von der heutigen curialiſtiſchen Dialectik noch gerade ſo, wie von der jener Tage gelten. „Man muß wenig richtiges Gefühl haben", ſagt er [1]), um

1) Il faut avoir peu de sentiments, pour vouloir abuser jusqu'à un tel point de la bonne foi des ignorants et même des demi-savants dans une affaire, qui touche de si près les intérêts de l'Eglise, et de la réunion des fidèles. Les préjugés sont le fonds de toutes les pensées de ces hommes, ils influent sur leur jugement et forment leur caractère. Ils emploient leur génie pour inventer une foule de sophismes pour s'affermir dans leurs erreurs.

in einer die Interessen der Kirche so tief berührenden Sache den guten Glauben der Ungebildeten und Halbgebildeten in solchem Grade zu mißbrauchen. Alle Gedanken dieser Menschen gehen von Vorurtheilen aus; ihr Urtheil, wie ihr Character leidet darunter. Um sich in ihren Irrthümern zu befestigen, verwenden sie ihre Geistesanlagen zur Erfindung von Sophismen". — Im Uebrigen handhabt der gut geschriebene Aufsatz, der auf allen Punkten die Positionen des Febronius behauptet, seine Polemik mit gründlichster Gelehrsamkeit. Einzelne Wiederholungen zeigen die Spuren des Alters.

Während aber der Weihbischof diesen Thätigkeiten nachging, entwickelte sich im benachbarten Mainz die Krisis eines Vorganges [1]), der auch für ihn die bedeutendsten Folgen haben sollte.

Es war dort zum ordentlichen Professor der alttestamentlichen Exegese noch durch Kurfürst Emmerich Joseph im Jahre 1773 ein eichsfeldischer junger Geistlicher Johann Lorenz Isenbiehl ernannt worden, der in Göttingen, wo er als Missionspfarrer angestellt gewesen war, seine Zeit benutzt hatte, bei J. D. Michaelis Orientalia und auf der Universitätsbibliothek die Kirchenväter zu studiren. Er hatte, von der ihrer Mehrzahl nach orthodoxen theologischen Facultät zu Mainz, unter Goldhagens Führung, mit Mißtrauen aufgenommen, demselben von vorn herein dadurch Nahrung gegeben, daß er seinen Schülern die bekannte Stelle des Jesaias (7, 14), welche Luther übersetzt „Siehe eine Jungfrau ist schwanger und wird einen Sohn gebären, den wird sie heißen Immanuel", als keineswegs nothwendig auf Christus zu deutende erklärte. Er war deswegen denunzirt worden, die Regierung hatte ihn darauf verwarnt und angewiesen „beim alten Systeme zu bleiben", im Uebrigen aber war ihm bis zu Emmerich Josephs Tode (11. Junius 1774) Nichts geschehen. Aber schon am ersten Tage nachher wurde er vom Domcapitel suspendirt in Lehruntersuchung gezogen, und von dem neuen in seiner ersten Regierungszeit in kirchliche Bahnen einlenkenden Kurfürsten Karl Friedrich von Erthal seiner Professur entsetzt und, „damit er Theologie studire", zu zweijährigem Aufenthalte im Seminare verurtheilt.

1) Die Isenbiehl'sche Sache ist am besten dargestellt, in Walch's Neuester Religionsgeschichte 8, 9 fg. Diese Darstellung liegt dem Folgenden zu Grunde.

Er benutzte einen Theil dieser Zeit, eine genauere Untersuchung, durch die er seine Ansicht über jene Jesaiasstelle vertheidigte, zu vollenden, versandte 1775 mehrere Abschriften davon an Gelehrte seines Vertrauens, auch solche, die er für orthodox hielt, und erhielt günstige Beurtheilungen. Außerdem bearbeitete er ein Corpus decisionum dogmaticarum Ecclesiae catholicae [1]), in welchem er die durch Concilienschlüsse erwiesene kirchliche Tradition ausdrücklich über das Schriftwort setzt. Jetzt ward er (1777) auch wieder angestellt, aber nur als Gymnasiallehrer für das Griechische mit hundert Gulden Gehalt aber mit dem ausdrücklichen Verbote, über die h. Schrift zu lesen, und als er Gehaltserhöhung oder Dienstentlassung erbat, wurde ihm beides abgeschlagen. Da ließ er seinen im Seminar ausgearbeiteten „Versuch über die Weissagung des Immanuel" erscheinen, bei dem Buchhändler Huber in Coblenz und unter dortiger Censur, obgleich auf dem Titel weder Ort noch Verleger genannt, noch des erhaltenen Imprimatur gedacht wird. Die Schrift wurde (mit der Jahreszahl 1778) im November 1777 ausgegeben, und veranlaßte zu Mainz unverweilt eine neue Untersuchung gegen Isenbiehl. Er mochte gehofft haben, entlassen zu werden; aber er wurde Anfang Decembers gefänglich eingezogen und in Folge des ihm gemachten Processes dann gefangen gehalten bis er später widerrufen hat. Die Strömung gegen ihn war so stark, daß ein späterer Haupttheilnehmer des Emser Congresses, der Mainzer Generalvicar und Weihbischof Heimes, für nöthig hielt (9. März 1778), durch besonderes Edict vor dem Buche, „so die Zeichen der Verwerfung an sich trage", zu warnen.

Die Sache Isenbiehls hatte schon in ihren früheren Stadien Aufsehen erregt; Hontheim konnte daher nicht entgehen, was es bedeute, daß, als Isenbiehl ihm im Herbste 1777 die Aushängebogen der ersten drei Viertheile seines „Versuches" mitgetheilt hatte, er ihm antwortete (6. Nov. 1777) [2]) wie folgt: „Eine Abwesenheit von vier bis fünf Wochen hat mich gehindert, Ihr Geehrtestes vom 4. September früher zu beantworten: sofort meine

1) Die Arbeit ist aus 1776. Das Buch erschien zu

2) Der Brief ist gedruckt in Le Bret's
die Urtheile auch anderer Autoritäten finden.

Gedanken über den mir zugeschickten Versuch über die Weissagung Jesaia 7, 14 soweit derselbe mir zu Handen gekommen, nämlich bis pag. 224 zu eröffnen. Ob ich nun zwar in dem Hauptstücke, aus den gemein bekannten Gründen, von Ihrer Meinung abweiche, so sehe ich jedoch keinen erheblichen Grund vor mir, wegen welchem dieses mit so vielem Fleiß und ausnehmender Gelehrsamkeit bearbeitete, in keinem Stück gegen unsere heilige Religion anstoßende Werk nicht sollte, wenigstens zur Aufforderung anderer Gelehrten Gedanken und Urtheile, öffentlich bekannt gemacht werden". In gleichem Sinne hatte er, auf eine desfallsige Frage, auch dem Mainzer Domcapitularen Grafen Walderdorff geantwortet.

Wäre eine solche Aeußerung Hontheims allein die eines Gelehrten gewesen, so war sie ihm unstreitig vollkommen erlaubt. Da aber seine Antwort ebenso unstreitig als die des höchsten trierischen Kirchenbeamten, dessen amtliche Pflicht es war, auf richtige Lehre zu halten, Isenbiehl eine Anlehnung gewähren sollte, so hätte er diese seine Stellung in Acht nehmen müssen. Er durfte mit Sicherheit annehmen, daß was er antwortete für den Gebrauch in der Oeffentlichkeit bestimmt war, und da ging es doch nicht an, daß von einer Stelle wie die seine aus über Das, was in der benachbarten Erzdiöcese gegen Isenbiehl schon geschehen war, ein so abstimmiges Urtheil gesprochen, und Dem, was möglicherweise auch jetzt wieder erwartet werden konnte, so vorgegriffen wurde. Es bedurfte nicht erst der Gegnerschaft Becks, um den Kurfürsten wegen eines derartigen Schrittes zu verstimmen.

achten katholischer Theologen, hebt dann hervor, wie viel weniger Hontheims eigene private und bedingte Aeußerung bedeute, und fährt fort: „Nun hat zwar das Mainzische Generalvicariat das Werk sammt seinem Autor, wie ich vernehme, verdammt; ich habe Nichts dagegen, gnädigster Kurfürst und Herr! die Meinungen in der Welt sind verschieden. Gleichwohlen bin ich unterthänigst versichert, daß Hochdieselben nicht in den Gedanken stehen werden, als wäre nun den" Verfassern der überreichten Gutachten „und mehreren anderen ihnen beistimmenden Gelehrten nur zum Mindesten in den Sinn gekommen, der Religion einen bösen Streich zu versetzen, oder auch daß bei allen zugleich eine grobe Unbesonnenheit oder sträfliche Unwissenheit" — offenbar sind das vom Kurfürsten gebrauchte Worte — „stattgefunden habe. Mir kann dabei auf der Welt Nichts empfindlicher sein, als wessen Ew. Kurfürstliche Durchlaucht mich beschuldigen, als trüge ich einen förmlichen Haß oder unversöhnlichen Groll wider die Kirche im Herzen. Ich, gnädigster Kurfürst und Herr, der allstündlich bereit bin, Blut und Leben für die Römisch-katholische Kirche herzugeben! Allein ich mache einen großen Unterschied zwischen der Römischen Kirche und den übertriebenen Forderungen des Römischen Hofes, durch welche so viel Uebel angestellt, die heilige Religion bei unsern Gegnern verunglimpft, und die so sehr gewünschte, auch in den Reichssatzungen selbst angehoffte Vereinigung unmöglich gemacht wird." Als neues Beispiel führt er ein damals eben erlassenes Nuntiaturschreiben über die Fastendispensen an, welches lebhaften Widerspruch hervorgerufen hatte. „Im Uebrigen", schließt er, „bin ich zu Allem willig und bereit, was Euer Kurfürstliche Durchlaucht mir zu thun oder zu lassen befehlen werden. Wollten Höchstdieselben etwa, daß ich an das Generalvicariat schreibe, und desselben Urtheil gegen den Isenbiehl . . . . . belobe und gutheiße, so werde es gehorsamst befolgen". Dagegen des Kurfürsten Ungnade und wäre es auch nur einen Tag lang dulden zu müssen, das ertrage er nicht.

Mit diesem Schlußworte und seinem Erbieten kam der hontheimische Brief den Wünschen Derer entgegen, welche schon seither beim Kurfürsten daran arbeiteten, daß er den alten Weihbischof zum Widerrufe dränge; denn lag ihm in der That an seines Herrn Gnade so viel, daß er in Betreff der isenbiehlschen Sache bereit

war, ihr seine Ueberzeugung zum Opfer zu bringen und dem mainzer Vicariate beizutreten, so konnte sie ihm auch einen Widerruf des Febronius werth sein. Diese in jenem Augenblicke wohl weder von Hontheim, bei dem das Wort im Wesentlichen bloß ein Ausdruck der Verlegenheit darüber war, daß er mit seinem Briefe an Isenbiehl einen seiner Stellung nicht angemessenen Schritt gethan hatte, noch von Hontheims Gegnern mit Bewußtsein gezogene Consequenz lag nichtsdestoweniger in der Sache. Der Brief vom 9. April 1778 bezeichnet den Wendepunkt, von welchem an Hontheim der Curie verfallen war.

Er fand den Kurfürsten nicht unvorbereitet [1]). „Ein französischer Geistlicher, dem seine gelehrten Schriften einen Platz unter den fürnehmsten Beschützern der Religion versichern", hatte ihm „aus Paris" ein Promemoria mit sechzehn Sätzen geschickt, „welche, wie man mir sagte", schreibt er an Hontheim, „Ihr ganzes System beinahe enthalten sollten", und diese Sätze „als äußerst anstößig und mit unterschiedlichen Qualificationen verdammungswürdig denunciirt." Diese Sätze hatte Clemens Wenzel, wie er weiter erzählt, indem er im Febronius nachgeschlagen, theils wörtlich, theils dem Sinne nach wiederzufinden gemeint, und der gleichen Ansicht seien auch Andere gewesen. Da er selbst dergleichen zu beurtheilen nicht im Stande war, so waren diese Anderen unzweifelhaft Dieselben, welche ihn im Febronius finden ließen, was ihnen nöthig schien, also wohl Beck, Herbain, damals in Coblenz, vielleicht Juguemont. Uebrigens fanden sich die Sätze wenn auch zum Theil nicht so unbedingt, wie sie hier formulirt waren, in dem Buche wirklich. Der denunciirende pariser Geistliche hatte eine Anknüpfung an des Kurfürsten dortiger Anfrage aus dem Jahre 1775 [2]), deren früher gedacht worden ist. Nach Marx [3]) war es der bei jener Gelegenheit genannte Bergier, nach Hontheims eigenen Nachrichten, wie Krufft erzählt, der gleichfalls dabei genannte Pey. Letztere Angabe ist die wahrscheinlichere.

1) Derselbe erwähnt dies in seinen weiterhin zu berührenden Briefen an Hontheim vom 8. und 29. Mai, aus denen auch die ausgehobenen Worte stammen.

2) Vgl. oben Seite 104 fg.

3) Gesch. des Erzstiftes Trier 5, 119.

Abbé Pey war [2]), bevor er nach Paris kam, Official des Bischofs von Toulon gewesen. Als er dort eine Broschüre wider die „neueren angeblichen Philosophen" anonym veröffentlicht hatte, und einigen Angestellten gegenüber, die sich angegriffen fanden, sich der Entdeckung nicht entziehen konnte, hatte er seine Stelle niedergelegt, sich unter den Schutz des Erzbischofs nach Paris begeben, und von ihm eine Anstellung als Domherr an seiner Kirche erhalten. Er dedicirte Clemens Wenzel eine apologetische Schrift wider Helvetius, Rousseau, Voltaire u. a. [2]) und ist zeitweise auch am trierischen Hofe gewesen. Als der Bischof von Toulon seinen Unwillen über die Art, wie Pey die Diöcese verlassen hatte, dessen Neffen fühlen ließ, wurde durch den Prinzen Ludwig von Württemberg Kurfürst Clemens Wenzel für denselben interessirt, und nahm ihn in sein Seminar auf. Hiernach bedarf es keines weiteren Nachweises darüber, daß die pariser Denunciation in dem uns bereits bekannt gewordenen Exjesuitenkreise ihren Ursprung hatte. Auch der Nuntius dürfte schwerlich unbetheiligt gewesen sein: er war ja den Widerruf zu bewirken ausdrücklich beauftragt.

Der Kurfürst war also bereits in Stimmung, als er Hontheims die isenbiehl'sche Sache betreffendes Schreiben erhielt. Er antwortete alsbald (21. April) in einem ausführlichen Briefe [3]), nahm darin die Sache des Widerrufes in Angriff, und mochte, wenn er seines Versprechens, Hontheim wegen des Febronius nicht zu beunruhigen, sich noch erinnerte, seine Beruhigung in dem

1) Notiz in den Krufftischen Papieren. Anscheinend aus einem Briefe Hontheims vom 30. Jan. 1780 stammend.

2) Le Philosophe catéchisé, ou entretien sur la Religion entre le Comte *** et le Chevalier de *** (anscheinend ungedruckt geblieben).

3) Er ist der erste in der Reihe von Briefen Clemens Wenzels, welche unter dem oben S. 5. Note 2. angeführten Titel, im Jahre 1812, bald nach des Kurfürsten Tode erschienen sind. Der Titel „Briefwechsel" ist insofern unrichtig, als Hontheims Antworten fehlen. Die Briefe, an deren Echtheit kein Zweifel sein kann, seien, sagt der Herausgeber, von einem Manne, „welcher mit beiden hohen Personen in genauer Verbindung war", ihm „zur öffentlichen Bekanntmachung" mitgetheilt worden. Diesen Mittheilenden zu entdecken finde ich keinen Anhalt. Der Herausgeber unterzeichnet B. Wäre die Publication etwas weniger mangelhaft, so könnte man an Niclas Vogt denken, um so mehr, da er sich selbst als „Historiker" bezeichnet.

Sophisma finden, daß für eines Menschen Seele sorgen kein Beunruhigen sei. Zuerst bespricht er nochmals die Angelegenheit des isenbiehlschen Buches, tadelt von Neuem Hontheims Verhalten darin, und giebt die Anweisung, jetzt möge er dem mainzer Vicariate dahin beitreten, daß er nicht bloß nicht Isenbiehls Meinung sei, sondern daß er auch die Bekanntmachung durch den Druck mißbillige, besonders in deutscher Sprache und ohne Gutheißung des Ordinariates. Nach der in seinem Schreiben enthaltenen Erklärung über Das, wozu er bereit sei, werde Hontheim sich dessen nicht weigern. Er hatte früher die Publication in deutscher Sprache ausdrücklich gebilligt; jetzt sollte er das Gegentheil sagen; indeß allerdings hatte er sich, das war richtig, hierzu bereit erklärt. Auf der allgemeinen Fassung dieser Erklärung fußt nun der Kurfürst weiter. „Wollte Gott", fährt er fort, „daß Herr Weihbischof mir die nämliche Biegsamkeit in Betreff seines berufenen Febronius hoffen ließe." Zwar wolle er gegen das Buch weder mit gelehrten Gründen disputiren, noch erwarte er überhaupt von Dergleichen einen Erfolg: aber überzeugt sei er, „so rein Ihre Absichten immer auch gewesen sein mögen", immens habe die Veröffentlichung geschadet, namentlich den Eingriffen des Staates in kirchliche Dinge zum Anhalte gedient. Das Buch enthalte unverantwortliche Reden gegen den Papst. Wenn Hontheim sich, um seine Orthodoxie zu beweisen, statt auf nationalkirchliche oder auf bischöfliche Zeugnisse vielmehr auf Academieen oder auf Staatsbehörden berufe, so gehe das doch nicht an. Er sage zwar jetzt, er kämpfe bloß wider die außerordentlichen Forderungen des Römischen Hofes; indeß betreffe dies nur Einen von den Punkten, „deretwegen ich das Buch zu verwerfen mich im Gewissen schuldig glaube"; und jedenfalls mit welchem Unglimpf, wie wenig ehrerbietig werde gekämpft, wie vielfach seien Hontheims Behauptungen unbegründet und übertrieben! So z. B. sei das jetzt eben angeführte Nuntiaturschreiben wegen der Fastendispensen in der That kaum der Rede werth. — Hontheim werde aus dem Allen erkennen, wie sehr der Kurfürst wünschen müsse, das febronianische Aergerniß „gehoben und gebessert" zu sehen: allerdings sei der Schritt einer „öffentlichen Widerrufung und Verdammung" schwer; aber um „seine Seele zu retten" bleibe Hontheim kein anderer übrig. Es wird der sittliche Werth der Selbstüberwindung und

Sühnung, sowie das Beispiel Fenelons betont: „vielleicht erhielt Sie darum der grundgütige Gott auf ein so hohes Alter, damit er Ihnen Zeit gebe, in sich zu gehen, ehe Sie in die Hände seiner Gerechtigkeit verfallen." Er schreibe, schließt der Fürst, ganz aus eigenster Bewegung, aus dem sehnlichen Wunsche seines Herzens heraus. Gehe Hontheim darauf ein, so möge er, was er dann gethan wünsche, selbst angeben; Clemens Wenzel wolle als wahrer Freund ihm zur Seite stehen. „Wenn Ihnen wirklich das Wohl der Kirche am Herzen liegt, so machen Sie, daß ich Ihnen mein ganzes Vertrauen wiederum schenken kann:" beide zusammen wollen sie dann in ihrem Berufe und auch für die Protestantenbekehrung wirken, für die es keine bessere Förderung gebe, als daß die Glieder der Kirche sich fest an den Papst schließen.

Daß Clemens Wenzels Brief aus eigener Bewegung hervorging, ist insofern, aber auch nur insofern richtig, als er mit seiner Ueberzeugung übereinstimmte; sonst haben wir die Vorgeschichte kennen gelernt. Auch war er, wie zwar nicht alle, aber mehrere der weiterhin zu erwähnenden kurfürstlichen Briefe an Hontheim, sicher nicht ohne fremde Hülfe geschrieben. Wer eine größere Zahl von Schriftstücken aus der Feder des Kurfürsten kennt, dem wird Dies nicht zweifelhaft sein.

Hontheim muß geantwortet haben in den letzten April- oder ersten Maitagen; am 8. Mai sprach der Kurfürst ihm seine höchste Zufriedenheit mit der Antwort, ja seinen Dank dafür aus; denn „so schnelle Folgeleistung und so unumschränkte Unterwürfigkeit hatte ich mir nicht versprechen können." Er resumirt des Weihbischofs Erwiederung dahin, daß er seine Bereitwilligkeit ausgedrückt habe, ein „Abbittungs- und Unterwürfigkeitsschreiben an den Papst zu verfertigen," bewilligt ihm hierzu die von ihm verlangten „paar Monate", und vermahnt nur, er möge seinen Schritt nun auch recht vollständig thun, und vom Fortgange der „unverzüglich vorzunehmenden Arbeit" demnächst weitere Nachricht geben. Als Directorium für diese übersendet der Fürst die sechzehn Sätze des französischen Denunzianten [1]). Dieselben geben die gegen das

1) Das Actenstück lautet: Cet ouvrage attaque non seulement l'autorité du Souverain Pontife, mais encore détruit celle de l'Episcopat, d'ont l'auteur semble vouloir défendre les droits, et celle de l'Eglise enseignante, en mettant les clefs de St. Pierre entre les mains des peuples et

Papalſyſtem gerichteten Spitzen der epiſcopaliſtiſchen Deduction in ihrer ſchärfſten Formulirung wieder: Poſitionen denen, wenn auch nicht ganz in ſolcher Schärfe, der Kurfürſt ehedem ſelber

---

tout le gouvernement ecclésiastique entre celles des Princes. Il enseigne entre autres

1° que le Pape n'a comme Chef de l'Eglise aucune jurisdiction sur les Eglises particulières, ni sur les Evêques.

2° que les excommunications, qu'il décerne en cette qualité ne séparent point les coupables du corps de l'Eglise, mais qu'elles ne consistent que dans un simple refus de communion.

3° Que les réserves faites au St. Siège des causes majeures dérogeants aux droits primitifs de l'Episcopat, sont contraires au droit divin et naturel.

4° Que les Evêques doivent avoir assez de courage pour les abolir et se rétablir dans leurs premiers droits sans craindre les censures de Rome, ni même la séparation d'avec le St. Siège.

5° Que dans le cas de nécessité ou d'utilité manifeste ils peuvent exercer dans les autres diocèses la même jurisdiction qu'ils exercent sur leurs propres Diocèses.

6° Que les pouvoirs d'ordre et de jurisdiction sont inséparables.

7° Que la jurisdiction ecclésiastique n'a été donnée immédiatement par J. C. qu'au corps des fidèles, suivant la doctrine de l'Eglise gallicane; que les Evêques ne sont que leurs représentants dans les Conciles; mais que hors-delà ceux-ci exercent eux-mêmes personnellement cette jurisdiction, et donnent par leur consentement la force aux décrets des Evêques et même aux conciles oecuméniques.

8° Que généralement parlant on ne doit prononcer sur les points de doctrine, que dans les Conciles oecuméniques.

9° Que les jugements que portent les Evêques dispersés pour leur adhésion à un décrèt dogmatique ne sont censés avoir acquis le caractère d'infallibilité qu'autant qu'il n'y a ni réclamation ni trouble à ce sujet.

10° Que la réclamation d'un petit nombre même de clercs peut préparer un triomphe de la vérité.

11° Que Luther ne fût condamné par un jugement définitif qu'au Concile de Trente, que Jansénius n'a pas encore été condamné par un jugement de dernier ressort; que la bulle Unigenitus n'est pas reconnu par la nation française comme un jugement de l'Eglise universelle.

12° Que si les Evêques négligent de réformer la discipline de l'Eglise, les Princes doivent user de leur autorité pour la réformer eux-mêmes, après avoir pris l'avis de quelques Docteurs et de quelques Evêques.

13° Que les moyens qu'on peut employer pour y réussir malgré le Pape sont entre autres d'empêcher qu'on ne reçoit ses rescrits, de se soustraire même à son obéissance, comme on le pratiqua pendant le grand Schisme, de résister avec courage aux efforts, qu'il fera pour se

zugestimmt hatte. Hinzugefügt werden gallicanische Lehren über das Recht des Staates auf kirchlichem Gebiete, die unzweifelhaft auch des Kurfürsten Beifall niemals gehabt hatten; endlich einige Consequenzen der Lehre, daß die Schlüssel der Gesammtkirche gehören, die geeignet sein konnten, beim Kurfürsten theils die Besorgniß vor jansenistischer, wenn nicht gar lutherischer Ketzerei, theils das bischöflich-fürstliche Selbstgefühl aufzuregen; denn daß z. B. nach Satz 10 der Triumph der Wahrheit durch das Bekenntniß schlichter Priester auch nur sollte vorbereitet werden können, erschien einem Manne von dem Gesichtskreise Clemens Wenzels mindestens unschicklich. — Sein Brief vom 8. Mai enthält, neben dem oben Gesagten, viel Freundliches. Er benachrichtigt Hontheim von Herbains bevorstehender Consecration; er werde ihm als erste Weisung die geben, Hontheim „als Vater zu ehren, ohne Ihren Rath Nichts zu thun, von ihrer Gelehrsamkeit und Erfahrniß bestmöglichst zu profitiren, sowie ich Sie ersuche, selbem mit Rath und That an die Hand zu gehen, damit wir alle Drei, vermittelst Eintracht und guter Verständniß, das uns gesetzte gemeinschaftliche Ziel mit der Gnade Gottes erreichen mögen."

Hontheim antwortet am 19. Mai [1]), er wolle ohne Verzug seine Arbeit beginnen; in der ihm übersandten französischen Formulirung seiner Meinungen erkenne er diese jedoch nicht; weßhalb er versucht, sie als Directorium abzulehnen. Als auf eine Behörde, von welcher Febronius als rechtgläubig anerkannt sei, nahm er dabei Bezug auf die kaiserliche Censurcommision in Wien, welche den Anträgen des dortigen Nuntius und Erzbischofs auf ein Verbot des Buches ehedem nicht nachgegeben, dagegen jetzt den

---

maintenir dans ses usurpations, de se mettre au-dessus des vaines terreurs, que pourraient imprimer ses excommunications etc.

14° Que c'est aux Princes de faire revivre les anciens Canons et d'obliger les Evêques à s'y conformer.

15° Que l'Eglise peut détacher de l'Evêque de Rome la qualité de Chef de l'Eglise, pour la transporter avec ses priviléges a un autre Siège.

16° Que c'est aux princes à juger quand il y a lieu à cette soustraction d'obéissance.

1) Der Inhalt ergiebt sich aus dem Schreiben v. 29. Mai: das im „Briefwechsel" daselbst für Hontheims Brief angegebene Datum — 10. — ist jedenfalls ein Druckfehler. Am 10. konnte der Weihbischof des Kurfürsten Brief noch nicht haben.

ersten Band der Gegenschrift Mamachi's verboten oder doch mit Beschlag belegt habe, sodaß er nur auf ihre specielle Erlaubniß (schedule) dort zu kaufen sei. — Der Kurfürst antwortet, indem er die Meinung der wiener Behörde als kirchlich nicht competente ablehnt, am 29. Mai: daß die sechzehn französischen Sätze Mißverständnisse enthalten, sei, obwohl es ihm selbst und Andern nicht so vorkomme, möglich; aber dann habe Hontheim zu dergleichen Mißverständnissen durch die Art sich auszudrücken Anlaß gegeben; er möge also die so entstandenen mißverständlichen Meinungen ausdrücklich verwerfen, die gegentheiligen ausdrücklich bekennen.

Es verstand sich von selbst, daß, nun er zu einer an den Papst zu richtenden Retractation des Febronius sich bereit erklärt hatte, wenn auch deren Fassung noch in der Schwebe war, Hontheim keine Schrift veröffentlichen konnte, in welcher er sein Buch gegen die Vorkämpfer der curialen Anschauungen vertheidigte. Seine Arbeit gegen Mamachi mußte daher ungedruckt bleiben. Am 4. Junius, also wohl kurz nach Empfang des letzterwähnten kurfürstlichen Schreibens, meldet er an Krufft, Clemens Wenzel habe ihm, augenscheinlich auf Antrag des Nuntius, gerade als er im Begriff gewesen sei, die Arbeit zum Drucke abzuschicken „Weiteres über diese Dinge zu publiciren verboten." Später fügt er hinzu, daß das Verbot kein speciell auf die Schrift gegen Mamachi bezügliches, sondern generell gewesen sei. Es ist möglich, daß neben dem Briefe vom 29. Mai noch ein solches kurfürstliches Verbot an Hontheim ergangen ist; nicht unmöglich wäre auch, er hätte die Wirkung der durch jenen Brief und seine Vorgänger geschaffenen Sachlage, über welche er dem Freunde Näheres nicht mittheilen konnte oder wollte, in solcher Einkleidung zur Kunde gebracht. Jedenfalls aber ist merkwürdig daß Hontheim in dem an Krufft gerichteten Briefe, nicht nur Mamachi auf anderem Wege zu antworten nicht aufgiebt, sondern daß er auch in dem Ausdruck seiner Freude über den ihm mitgetheilten dritten Band der Introductio in jus canonicum von dem wiener Professor Eybel, eines der rücksichtslosesten Gegners der Curie, welche die dortige durch Fürst Kaunitz und van Swieten erzogene Canonistenschule hervorgebracht hat, auf das Deutlichste zeigt [1]), wie zu der Zeit, wo er seinen Widerruf aus-

1) Die briefliche Aeußerung vom 4. Junius theilt Krufft in seinem Di-

arbeitete, er ohne jede Anwandelung einer Gesinnungsveränderung, vielmehr in seinen Meinungen nach wie vor febronianisch war.

Schon zehn Tage nach diesem Briefe an Krufft, schneller als der Kurfürst erwarten konnte, am 14. Junius, reichte ihm der Weihbischof den Entwurf seines Schreibens an den Papst ein: das Actenstück ist nicht vorhanden [1]), Hontheim characterisirt es später Krufft gegenüber als eine meistens in allgemeinen Ausdrücken gehaltene Erklärung: déclaration la pluspart in generalibus. Der Kurfürst antwortet am 22. Junius hocherfreut, man könnte sagen beglückt, und nach erster Lesung vollkommen befriedigt:

---

rectoire chronologique mit. Die Stelle lautet: Le nouveau volume du professeur Eybel me fait d'autant plus de plaisir, que je le trouve entièrement conforme aux sentiments et à la doctrine de Febronius. Cela m'est d'autant plus consolant, que me voilà tout-à-coup arrêté dans la carrière, que je cours depuis quinze ans. La réfutation du second tome de Mamachi étant toute prête à être envoyée au libraire je recois l'avant-veille de son départ un ordre très-précis de la part de son Altesse S. E. (apparément sur la sollicitation du Nonce de Cologne, auquel on tient plus que de raison) de ne plus rien publier de relatif à ces objets, sans doute pour laisser le dernier mot au Dominicain de Rome. N'importe! — j'en ai déjà dit assez; et néanmoins je vous prierai de m'envoyer toujours les toms suivants du Père Mamachi au cas qu'ils en paroissent; peut-être l'occasion se trouvera de lui répondre par une autre voie.« — Auf einem seiner späteren Fragebogen hatte Krufft nach diesem Verbote näher gefragt. Jetzt antwortet Hontheim: Il n'y eut point de défence particulière à cet égard; l'Electeur ignoroit même, que je l'avois composé, avant que je la lui envoyois; et je la lui ai envoyé à mon dernier retour de Coblentz sans qu'on me l'ait demandé. Das wäre dann erst frühestens im Mai 1779 gewesen, wie sich unten zeigen wird.

1) Krufft fordert es einmal von Hontheim; scheint es aber nicht erhalten zu haben: in der trierischen Sammlung seiner Papiere wenigstens finde ich keine Spur davon. Zwar giebt Wyttenbach bei Ersch und Gruber, Encyclop. II. 10. S. 384 in der Note an, er habe das Autographon des hontheimischen Widerrufes (er sage nicht, ob in dieser früheren oder in späterer Gestalt) durch Zufall aufgefunden, und bewahre es in der trierischen Stadtbibliothek. Es ist aber weder unter den mir von dort mitgetheilten Febronianis, noch hat man dort gegenwärtig von seiner Existenz Kunde. Vorhanden ist dagegen in den ersteren das Autographon eines großen Theils vom Commentarius in retractationem, von welchem wir erst weiter unten zu handeln haben. Bei Dem, was man Wyttenbach in solchen Dingen zutrauen darf, liegt die Vermuthung nicht ganz ferne, er könne letzteres Manuscript für das des Widerrufes gehalten haben.

er habe „noch mehr gefunden, als er ausdrücklich verlangt". Allerdings aber müsse er noch eine nähere Prüfung vorbehalten; denn „es würde Ihnen und mir überaus unangenehm sein, aus Uebereilung in einer so wichtigen Sache Etwas übergangen zu haben, wodurch Ihr Vorhaben einigermassen vereitelt werden möchte; und da Sie schon vollkommen entschlossen sind, den Schritt zu thun, den Gott, die Kirche, Ihr Gewissen von Ihnen fordern, so würde es ja unendlich schade sein, wenn dieser nur um die Hälfte gethan . . . . . würde". Das heißt also, Clemens Wenzel behält sich vor, den Entwurf an seine Hintermänner in Cöln und Rom zu geben, und anzufragen, ob er so genügend sei. Zunächst aber, oder zugleich, gab er ihn zur Begutachtung an „einen französischen Theologen", offenbar Abbé Pey.

Inwieweit in seinem eingereichten Entwurfe sich der Weihbischof an den Leitfaden der sechzehn französischen Sätze gehalten hatte, ist nicht zu erkennen. Jetzt aber kam er auf sie in anderer Weise zurück. In einem Promemoria an den Kurfürsten schon vom 25. Junius unternimmt er, sie Punkt für Punkt zu widerlegen [1]). Er übersetzt sie in ein clericales Lateinisch, und erklärt sich dann in derselben Sprache zu jedem Satze, beziehungsweise zu jeder selbständigen Behauptung jedes Satzes besonders; wobei er keiner einzigen nachgiebt, sondern jedesmal die febronianische Position gegen den Angriff vertheidigt. Er redet dabei, wenn auch nicht unangemessen, doch nichts weniger als deferent gegen den Papst, hält gegen ihn die gesammte im Febronius vertretene bischöfliche Selbständigkeit aufrecht, bleibt dabei, die Kirche könne den Primat auch von Rom wegnehmen, der Papst stehe unter den Canones und dem Generalconcilium, er habe keine mit den Bischöfen concurrirende Regierungsgewalt u. s. f. Ebenso vertritt er nach wie vor alle gallicanischen Sätze über die Kirchenhoheit des Staates, auch daß der Souverän dem Papste die Obedienz versagen und die Bischöfe zu Handhabung ihrer vom Primate überwucherten Urrechte anhalten könne. Daß das jemand schreiben könne, der sich zum Widerrufe bereit erklärt hat, glaubt man kaum. Allenthalben beruft sich Hontheim auf Autoritäten: ältere

1) In Anlage V. theile ich das interessante Actenstück aus den Krufft'schen Sammlungen mit.

und neuere gallicanische, namentlich de Marca, dann österreichische, unter Andern Eybel, dessen neu erhaltenen Band er wiederholt citirt, endlich womöglich auf römische; namentlich ein paar Male auf Bellarmin selbst. Clemens Wenzel, dem ein so unmittelbar neben den Widerrufsentwurf sich stellendes unverhülltes Bekennen des sachlichen Nicht-Widerrufens, denn man kann das nicht deutlicher ausdrücken, als es in diesem interessanten Schriftstücke geschah, selbstverständlich nicht nach Sinn war, zeigt sich in seiner Erwiderung vom 16. Julius äußerst beunruhigt über Hontheims Eingabe, nach der es den Anschein habe, „daß Ihre Bekehrung nicht recht ernsthaft sein könnte, indem Sie ohnerachtet der beweglichsten Ausdrücke, deren Sie Sich in Ihrem Schreiben an Seine Päpstliche Heiligkeit" d. i. in jenem Entwurfe, „bedienen, annoch lieber Ihre Schrift vertheidigen, als verwerfen". Hontheim hatte sich in seinem Ueberreichungsschreiben[1]) zum Beweise, daß Febronius „nicht lauter schlimme, sondern auch gute Folgen gehabt", wie der Kurfürst es ausdrückt, auf eine zu Wien geschriebene Abhandlung und auf den Brief eines fränkischen Benedictiners berufen, welcher rühmte, wie er durch das febronianische System befriedigt und beruhigt worden sei. Er hatte beide Schriftstücke beigelegt. Der Kurfürst erklärt sie für bloß betrübend: sie zeigen Nichts, als daß Hontheim unglücklich genug gewesen sei, Anhänger seines Irrthums zu gewinnen; die Freudigkeit, welche der Benedictiner äußere, sei bloß falsche Sicherheit, wie „Lutheraner, Calviniſten, Türken und Heiden" sie ebenso haben. Er übersendet Hontheim jetzt das Gutachten des französischen Theologen über seinen Widerrufsentwurf: er wolle nicht verlangen, daß „Alles, was selbiger verworfen, dem Buchstaben nach befolgt werde", aber berücksichtigt werden müsse es. Er mahnt zur Eile.

Dieser Mahnung muß Hontheim nachgekommen sein und sich wenn nicht gleich Anfangs, so doch jetzt an das Directorium der sechszehn französischen Sätze gehalten haben; denn ihre Ordnung und Fassung klingt auch in der letzten und bekannt gewordenen Gestalt des Widerrufes noch an. Der Kurfürst hatte das Ergebniß alsdann durch den Nuntius an den Papst gesendet: dieser ant-

1) Nicht vorhanden.

wortet ihm durch ein Breve vom 22. Auguſt [1]). Er iſt über alle Maßen erfreut durch die Sendung; Clemens Wenzel habe ſich um ihn, um den heiligen Stuhl, um die Geſammtkirche „unſterbliches" Verdienſt erworben. Indeß müſſe Hontheim noch Einiges in ſeiner Retractation ändern, das ſei abſolut nothwendig (absolutissime requirendum); und in nächſter Zeit werde es im Einzelnen angegeben werden. Daß der Weihbiſchof es dann aufnehme, verſtehe ſich von ſelbſt; habe er ſich ja in dem Entwurfe von freien Stücken (ultro) zu vollſter Folgſamkeit bereit erklärt (nostris monitis se omnino observaturum). Der Erzbiſchof könne ihm unterdeß vom Papſte alle erdenklichen guten Verſprechungen machen (a nobis omnia effusissime polliceri); allerdings aber nur für den Fall, daß er jene zu überſendenden „Emendationen" aufnehme. Hontheim hatte die Nachricht, man habe dieſelben durch ſeinen alten Gegner Zaccaria, welcher das Vertrauen der Curie wiedergewonnen hatte, ausarbeiten laſſen; was durch den Ton beſonderer Kunde, mit welchem derſelbe in dem Anhange ſeiner Schrift De clarorum virorum retractationibus den hontheimiſchen Widerruf beſpricht, Beſtätigung findet. Von Cardinälen waren bei der Sache beſonders Antonelli und Boſchi betheiligt [2]).

Der Kurfürſt überſandte dies Breve an Hontheim mit einem Schreiben vom 17. September, Hontheim werde ſich gegen Aufnahme der angekündigten Emendationen ſicherlich nicht wehren, da er ſich vorher „von freien Stücken und auf das Feierlichſte anerboten und verpflichtet" habe. Er überſetzt offenbar die entſprechenden Worte des Breve's. Kurz nach Empfang dieſer Sendung ſchreibt (27. Sept.) Hontheim an Krufft, der gemahnt hatte, er möge ſeine Antwort an Mamachi keineswegs ungedruckt laſſen: „Etwas gegen Pater Mamachi zu veröffentlichen iſt jetzt nicht an der Zeit; ich werde Ihnen den Grund ſagen, wenn gewiſſe Dinge mehr ins Licht getreten ſein werden". Deutlicher wird er auch jetzt über die ſchwebende Retractationsſache nicht. Er fügt hinzu, am 1. September ſei der Kurfürſt perſönlich in Trier geweſen,

1) Gedruckt im „Briefwechſel" ꝛc. mit dem Datum vom 12. Auguſt. Krufft giebt den 22. an, und dies iſt zweifellos das Richtige.

2) Bericht eines römiſchen Agenten v. 29. Decbr. 1779 in den Krufft'ſchen Papieren.

und werde am 3. October wiederkommen [1]). Er hatte bei dieser Gelegenheit mit Hontheim persönlich gesprochen und ihm in der Widerrufssache zugeredet; manche Freunde des Weihbischofes meinten, gerade um dies zu thun, nicht, wie es geheißen hatte, um Bauten, die er machen ließ, zu besichtigen, habe er die Reise unternommen. Es sollte bei dem Gespräche zu Drohungen gekommen sein, und Clemens Wenzel namentlich eventuelle Entziehung des ehrlichen Begräbnisses in Aussicht gestellt haben, falls Hontheim sich nicht in aller Maße folgsam erweise. Letzteres indeß nimmt der Weihbischof, von Krufft darüber befragt [2]), selbst in Abrede: die Drohungen, sagt er, seien bloß allgemeine gewesen. Daß unter den Wirkungen einer möglichen Excommunication auch die Entziehung des kirchlichen Begräbnisses war, konnte er sich selbst sagen. Anscheinend wurde der einschüchternde Character dieses Gespräches von seinen Freunden überschätzt.

Jedenfalls hatte es nicht die Wirkung, daß er nicht noch einmal den Versuch gemacht hätte, den Kopf aus der Schlinge zu ziehen. Als Antwort auf die Mittheilung des päpstlichen Breves übersendet er dem Kurfürsten das Blatt der Gazette de Cologne, in welchem er die Autorschaft des Febronius ehedem dementirt hatte, beruft sich darauf, er habe sie niemals anerkannt, und erbietet sich, er wolle die febronianischen Meinungen lieber widerlegen, als widerrufen; das werde wirksamer sein. Dieser Inhalt seines Schreibens erhellt aus der Erwiederung Clemens Wenzels, die vom 4. October ist. Hontheim hatte seine alten Meinungen eben noch vertreten; mit dem Widerlegen war es also schwerlich ganzer Ernst: demgemäß behandelt der Kurfürst die Angelegenheit dilatorisch, erklärt das alte Zeitungsdementi für „einigermaßen zweideutig", betont, wie der Weihbischof doch allgemein für den Autor des Febronius gehalten werde, und dem auch „bloß schwach oder gar nicht widersprochen habe", und überschickt ihm dann am

---

1) Notre Electeur est arrivé ici le premier de ce mois, il ne s'y est arrêté que trois jours, mais il reviendra le trois d'Octobre. Il n'est pas de saison de faire imprimer à présent quelque chose contre le père Mamachi: je vous en dirai la raison lorsque certaines affaires seront plus tirés en clair.

2) Auf einem Fragebogen in der Krufft'schen Sammlung.

17. October ein vom 22. September datirtes päpstliches Breve [1]), welchem die Formulirung der Hontheim abverlangten Emendationen nun beigegeben war.

Sie haben die Form von Marginalcorrecturen, und der Papst fordert, Hontheim müsse sie einfügen, als rührten sie von ihm selbst her [2]); es müsse aussehen, als sei dieser corrigirte Widerruf Hontheims dessen erster und originaler. In solcher Gestalt möge er ihn alsdann, unter Hinzufügung von Ort, Zeit und Namensunterschrift wiedereinsenden. Es ist die vollendete Instruction zu einer Schauspielerei. Nehme der Weihbischof nicht alles Verlangte und eventuell auch noch mehr auf, so gebe es für ihn keine Verzeihung [3]); nehme er es hingegen auf, so sei Alles gut. Clemens Wenzel, dem jetzt gleichfalls zu hören gegeben wird, wie sehr er der Entschuldigung bedürfe, dieses Sünders Bekehrung nicht schon längst erreicht zu haben, ermahnt ihn, bei Uebersendung des Breves, denn auch auf das Ernstlichste zur Unterwerfung, und erwartet seinen Entschluß mit „Ungeduld". — Was den Inhalt der Emendationen angeht, so wird die einzige, welche Hontheim nicht annahm, sogleich zu erwähnen sein; aus späteren Verhandlungen geht hervor, daß außerdem die namentliche Erwähnung der Bulle Unigenitus und die der Utrechter Kirche zu diesen Zusätzen gehörte. Zaccaria [4]) giebt an, es seien bloß „Consequenzen" (necessariae consecutiones) des im Entwurfe bereits Enthaltenen hinzugefügt worden, und nennt als solche, außer den angeführten, die Punkte über das judicium de sensu librorum und über die subscriptio formulae Alexandrinae.

Hontheim pflegte die gute Jahreszeit auf seiner luxemburgischen Besitzung Montquintin zuzubringen. Er war auch dieses

1) Gedruckt im „Briefwechsel" ꝛc.

2) ita recipiat atque in suam epistolam inserat, ut quaecunque . . . . . praescripta . . . . . ex intimo suo sensu suoque judicio, non vero ex alterius monitis emanasse appareant, ipsamque epistolam tanquam primam a se suaque sponte elucubratam iterum ad nos transmittat.

3) Quod si nihilominus illis correctionibus nostris in suam retractationem eo quo praescripsimus sensu omnino recipiendis repugnaverit, quid tunc aliud existimare poterimus, nisi locum omnem nostrae veniae nostraeque in eum pontificiae gratiae esse praeclusum.

4) De clarorum virorum retractationibus, in Append. Num. III.

Jahr dort, und kann die Sendung des Kurfürsten daher vor dem letzten Drittheil des Octobers nicht erhalten haben. In diesen wenigen Tagen fertigte er jetzt die Urkunde in verlangter Form aus; offenbar ohne alle Umstände, denn er brachte sie fertig mit, als er am letzten October nach Trier zurückkam, und gab sie dort andern Tages an den Kurfürsten auf die Post. In Montquintin hatte er einen luxemburger Exjesuiten du Jardin bei sich gehabt, und einige Tage lang war auch sein Coadjutor Herbain dort zum Besuche gewesen: er dürfte sich täuschen, wenn er meint, daß sie von der schwebenden Angelegenheit Nichts gewußt hätten [1]); aber jedenfalls zeigt seine Meinung, daß er die Sache mit ihnen nicht besprochen hat. Einen einzigen von den in Rom erforderten Zusätzen hatte er, wie schon bemerkt, nicht angenommen: den Satz daß das päpstliche Kirchenregiment von den katholischen Kirchenschriftstellern mit Recht als „monarchisches" bezeichnet worden sei (ut proinde merito monarchicum Ecclesiae regimen a catholicis Doctoribus appelletur); im Uebrigen sind dieselben so eingefügt, daß sie sich von der ursprünglichen Fassung nicht unterscheiden.

Der Widerruf, wie er nun lautete [2]), hat die Gestalt eines Schreibens an den Papst, und beginnt mit der Betheuerung: unter den nicht wenigen schmerzlichen Erfahrungen seines langen Lebens sei für Hontheim die schmerzlichste, daß der Papst über verschiedenes im Febronius und anderen von ihm herrührenden, „vielleicht auch untergeschobenen" Schriften Enthaltene unwilliger sei als über etwas den heiligen Stuhl Beleidigendes, dessen Rechte Kürzendes, der Religion Nachtheiliges. Es sei Mannespflicht, den erkannten Irrthum zu bekennen; er anerkenne und beklage ihn (agnosco et

1) Auf einem Fragebogen mit Antworten Hontheims, der unter den Krufft'schen Sammlungen ist, schreibt Krufft: j'ai des plus forts indices que vous ne croyez, que dans l'attente de la réponse de Rome, vous avez été sans le savoir gardé à vue à Montquintin par Herbain, et du Jardin, et qu'ils n'ont pas été pour rien là, quoiqu'on aurait sçu vous engager à les y inviter, et qu'ils — suivant moi — ont contribué à cette seconde Rétractation. De grace, ne me cachez rien là dessus. Hontheim antwortet: Je vous dis franchement, que tout cela n'est rien. Herbain a été peu de jours avec moi, et du Jardin est bon homme, qui n'entend aucune malice, et qui savait aussi peu à quoi je m'occupais, que le Grand-Turc.

2) Gedruckt in den später zu erwähnenden Consistorialacten vom 25. December 1778 u. öfter.

defleo errorem), bitte den Papſt um Vergebung (veniam gratiamque), ſtelle deſſen Urtheil über das ſeine, und wolle die Rechte des Primates hinfort vertheidigen. „Die Autorität Eurer Heiligkeit", heißt es weiter, „hat mir den Irrthum genommen (eripuit), mit aller Unterwürfigkeit lege ich alſo zu den Füßen des Nachfolgers Petri meine nunmehrigen aufrichtigen Meinungen (genuinos sensus) über die Kirchenverfaſſung und die Rechte des heiligen Stuhles nieder, wie ich in ihnen zu leben und zu ſterben wünſche (cupio)". Hierauf folgen eine Reihe poſitiv bekennender Sätze, vielfach auf Kirchenväter, denen ſie ſich anzuſchließen behaupten, Bezug nehmend; in ihnen tritt die Ordnung der franzöſiſchen ſechzehn Artikel noch einigermaßen hervor. Die Schlüſſel, beſagen ſie, ſind zwar an Petrus und die Kirche gegeben, aber an Petrus für die Kirche: er iſt Apoſtelfürſt (princeps apostolici coetus). Die Schlüſſelgewalt, welche eine wirkliche volle Regierungsgewalt (jurisdictio) bedeutet, iſt auf Petri Nachfolger vermöge göttlicher Ordnung übergegangen; in Streitfragen, welche Glauben und Sitten angehen, iſt der Papſt daher oberſter Richter. Viel beſcheidener, als neunzig Jahre ſpäter im Vaticanum, wird ſein Verhältniß zum Generalconcilium folgendermaßen beſtimmt: die Infallibilität komme der mit ihrem Haupte verbundenen Kirche, alſo Concil und Papſt gemeinſam zu; die Biſchöfe „definiren" auf erſterem, mit dem Papſte zuſammen (una cum Summo Pontifice) aus eigenem Rechte (jure proprio ac judiciaria potestate sibi ex institutione Christi cohaerente); der Papſt aber habe nach göttlichem Rechte ſeinerſeits das Concil zu berufen, zu leiten, deſſen Beſchlüſſe zu beſtätigen. Die Kirche ſei befugt auch über den Sinn aufgeſtellter Lehrſätze zu entſcheiden; insbeſondere ſchulden der Bulle Unigenitus alle Kirchenglieder Gehorſam. Auch über allgemeine Kirchengeſetze ſei der Papſt zu dispenſiren befugt. Von jeher ſeien Biſchöfe, die er nicht anerkennt, für nicht berechtigte gehalten: ſo ſeien es jetzt die Utrechter. In anderen Punkten, die hierauf berührt werden, ſei zwar die frühere kirchliche Ordnung eine andere, als die ſpätere, dem Papſte günſtigere geweſen; allein dieſe ſpätere ſei wohlbegründet und vollberechtigt, ſo z. B. habe nicht mehr der Erzbiſchof, ſondern vielmehr der Papſt die Biſchöfe zu beſtätigen, zu verſetzen, abzuſetzen. Aus demſelben Geſichtspunkte werden die päpſtliche Befugniß der Heiligſprechung, die in ſämmt-

lichen Kirchenangelegenheiten offene Appellation nach Rom, das Verbot, vom Papste noch an ein allgemeines Concilium zu appelliren, die päpstlichen Reservationen und Annaten, die an geistliche Orden ertheilten päpstlichen Exemtionsprivilegien anerkannt. Zuletzt kommen die auf das Verhältniß zwischen Kirche und Staat bezüglichen Punkte. In Sachen des Glaubens, der Sacramente, der kirchlichen Ordnung entscheide die Kirche allein, sie ist kein bloßes Collegium, sie und der Staat sind einander gegenseitigen Schutz (mutua protectio) schuldig, der Staat muß helfen so viel es die Kirche wünscht (quantum ipsa optat), Streitigkeiten zwischen ihnen müssen vermieden werden. Also auch hier, obwohl das ultramontane System deutlich genug betont ist, ungleich bescheidener als jetzt. — Der Widerruf ergänzt diese Bekenntnisse noch durch eine Generalclausel, und schließt mit der Bitte, der Papst möge sie als Retractation sämmtlicher von Hontheim ehedem gehegter gegentheiliger Meinungen betrachten [1]). Inmitten aller seiner Abwege (medias etiam inter deviationes) habe er Das doch stets und immer anerkannt, daß die römische Kirche den bischöflichen Principat (ordinariae potestatis principatum) über alle anderen Kirchen besitze: jeder Bischof habe seine Heerde, der Papst sei der Hirt ihrer Aller (omnium pastor, non modo ovium, sed et pastorum). So möge er ihn Hontheim aufnehmen in die Einheit (unio) mit dem Stuhle Petri, ihm seine väterliche Liebe wiederschenken, und zum Zeichen davon ihm den Segen ertheilen. Absolution hingegen erbittet er nicht, er hat später einmal Gewicht darauf gelegt, es nicht gethan zu haben.

So weit Hontheim. Wie aufrichtig — „genuin" — oder unaufrichtig seine Bekenntnisse, wie viel, oder vielmehr wie wenig sie werth waren, das war, nächst ihm selbst, Niemandem besser, als der römischen Curie, dem Nuntius und dem Erzbischofe bekannt, von denen seinem Widerrufe die von ihnen gewünschte Gestalt verschafft worden war. Der Erzbischof, welcher denselben, von einem eigenen Schreiben an den Papst begleitet, zur Ueber-

1) Monumentum revocationis omnium, quae adversum ea et si quae fortasse alia verae doctrinae capita seu universalis Ecclesiae jura, licet praeter intentionem, a me quavis via aut modo dicta scriptaque fuere vel scripta videri possent.

sendung nach Rom am 15. Novbr. dem Nuntius zuschickte [1]), fügt in Betreff dieses seines Schreibens hinzu: da der Papst verlangt habe, Hontheims Brief solle das Aussehen haben, als sei er ein erster und in allen Theilen freiwilliger, so habe auch er des bisherigen Verfahrens und der beiden an ihn ergangenen päpstlichen Breven nicht erwähnen zu dürfen geglaubt; der Nuntius möge dies vertreten und den Dank für jene Breven vom Kurfürsten übermitteln. Sein Schreiben, gleichfalls vom 15. November [2]), geht davon aus, Hontheim sei eine ausgezeichnete und von guten Intentionen erfüllte, um so hartnäckiger aber dem Irrthume hingegebene Persönlichkeit. Zwar habe ihn Jedermann und auch er Clemens Wenzel als Autor des Febronius gekannt, aber — was unzweifelhaft nicht wahr ist — er habe keine Beweismittel gehabt, ihn zu überführen, auch gefürchtet, wenn er ihn zum Bekenntnisse dränge, ihn zum offenen, von mächtigen Freunden geschützten Widerstande zu reizen, und dadurch das Uebel nur zu verschlimmern. So habe er denn gebetet „mit dem Seufzen der Taube", und endlich Hontheims Bekehrung erreicht. Das Wie wolle er nicht erzählen; Das aber könne er, indem er das Retractationsschreiben unterbreite, nicht unterlassen, daß er des Weihbischofs Aufrichtigkeit in seiner Reue, in seinem Wunsche, das Geschehene gut zu machen, in seiner nunmehrigen Rechtgläubigkeit bezeuge: lauter Zeugnisse, deren Unwahrhaftigkeit dem Kurfürsten völlig bekannt war. Nun möge der Papst Hontheim verzeihen, auch hier ist das Wort Absolution nicht gebraucht, ihm durch ein Breve Trost und Stärkung geben, und endlich Clemens Wenzels in zierlicher Breite betheuerte Ehrfurcht genehmigen. Den unverhülltesten Ausdruck des Mangels an Verschämtheit, welcher in dieser kurfürstlichen Correspondenz hervortritt, erlaubt sich das schon berührte Begleitschreiben an den Nuntius, wo es die Weigerung Hontheims in Schutz nimmt, den Satz von der monarchischen Gestalt des päpstlichen Kirchenregimentes zu bekennen. Denn indem der Kurfürst erklärt, monarchisch sei dieses Regiment ja allerdings, aber nicht ohne ein aristokratisches „Temperamentum", und

1) Sein französisches Begleitschreiben an den Nuntius s. im „Briefwechsel" ꝛc. S. 40.

2) Gedruckt in den schon angeführten Consistorialacten.

hinzufügt, in solcher Art formulirt würde auch der Weihbischof den Satz angenommen haben, er aber habe hierauf nicht bestehen wollen, weil er gemeint habe, man werde ihn zu Rom lieber weggelassen, als in dieser an den Gallicanismus erinnernden Gestalt ausgedrückt sehen, verräth er den frivolen Grundton, der in der scheinbar ernst betriebenen Sache obwaltete, indem er sagt: es sei ihm erschienen qu'on verroit encore plus volontiers cette phrase omise, q u' h a b i l l é e à l a f r a n ç a i s e. An Hontheim, welchem er Abschrift beider Begleitschreiben mittheilt, fügt er hinzu: seine Nichtannahme des einen römischen Satzes, wiewohl derselbe, mit allen anderen, absolutissime verlangt worden war, werde Nichts schaden.

Auch zu Rom stieß man sich an dem Mangel lieber nicht. Papst Pius antwortete dem Kurfürsten wie dem Weihbischof unter dem 19. December [1]). Diesem hält er zunächst vor, wie undankbar er gegen die römische Curie gewesen sei, und wie sündlich seine Schriftstellerei, durch die er dem Papste so viel Herzeleid gemacht habe. Er sage das jedoch nur, um ihm auszudrücken, wie sehr jetzt seine Umkehr ihn freue. Dann recapitulirt er den Widerruf und verweilt mit Befriedigung bei dem allgemein gehaltenen Schlusse. Demgemäß, fährt er fort, „erlassen Wir Dir jede canonische und geistliche Strafe, und nehmen Dich, Deinem sehnlichen Verlangen entsprechend, in Unsere und des heiligen Stuhles Gnade versöhnt wieder auf". Dies wird hierauf noch näher ausgeführt. Den Rest seiner Tage aber und seine noch ungeschwächten Geistes- und Leibeskräfte möge Hontheim auf Widerlegung seiner ehemaligen irrigen Meinungen verwenden und auf den schriftstellerischen Kampf für die Rechte des heiligen Stuhles. Hierzu ihn anzuhalten weiset Pius auch den Kurfürsten an, dem er im Uebrigen mit dem Ausdrucke hoher Freude darüber schreibt, daß eine schwere Sorge von ihm genommen sei, und den er reichlich lobt; denn nichts Nützlicheres und Ruhmwürdigeres habe er als Bischof verrichten können. Sehr gern thue er was Clemens Wenzel bitte, indem er vergebe, vergesse und den gleichfalls gebührend gelobten Sünder als verlorenes Schaf segnend auf seinen Schultern trage.

Wenn man mit dem widerwärtigen Eindruck sich auseinander-

1) Beide Schreiben sind gedruckt in den angeführten Consistorialacten.

zusetzen versuchen will, den die allseitige und in gewissem Maße gegenseitig anerkannte Unwahrhaftigkeit Derjenigen, die in dem hier dargestellten Verlaufe des hontheimischen Widerrufes handeln, auf den Betrachtenden hervorbringt, so darf man zuerst nicht vergessen, daß wo, wie es in der katholischen Kirche geschieht, der Glaube an erster Stelle als Gehorsam gegen eine äußere Autorität gefaßt wird, die Gesinnung der dieser Kirchenautorität sich Unterordnenden dabei weniger in Betracht kommt, als man aus protestantischem Gesichtspunkt gewohnt ist, vorauszusetzen. Wie die erscheinende Kirche ein staatsartiger Bau ist, so ist die Unterwerfung unter die Gewaltträger dieses Staates eine Art politischen Actes, ein Geschäft, mehr oder weniger wie andere Geschäfte auch, bei denen es gleichfalls mehr auf das Thun, als auf den Sinn des Handelnden ankommt. Aber wie sich an anderen Punkten der falsche Idealismus bestraft, mit welchem man sich officiell bemühet, jenen historisch gewordenen staatsartigen äußeren Kirchenbau als göttlich angeordneten zu behaupten, so rächt er sich auch hier. Denn mag man auch von den Forderungen speciell christlicher Sittlichkeit bescheiden absehen, immer bleibt es ein Mißbrauch, dem Vorgange, dessen Aeußerlichkeit und Unfreiwilligkeit alle Theilnehmenden kennen, nichtsdestoweniger den Anschein freiwilligster Innerlichkeit mit geistlichem Pathos umzuhängen; das aber geschieht hier vom Papste, vom Erzbischofe, von Hontheim.

Wenigstens von Letzterem, dem wir als wissenschaftlichem Manne gerade seine Redlichkeit nachzurühmen gehabt haben, ist es schwer zu begreifen.

In seinem persönlichen Character lag offenbar keine Unaufrichtigkeit. „Sein Character war der allerglück- und leutseligste", sagt sein Neffe der Dechant v. Hontheim [1]), „Eine unauslöschliche Heiterkeit verbreitete sich immer auf seinem Gesichte, aus welchem sich die innere Seelenruhe absehen ließ, und sein Umgang war so sittsam und liebreich, daß ein Jeder sich ihm zu nähern wünschte, und Keiner von ihm abgegangen, welcher nicht vergnügt, getröstet oder gebessert war. Mehrere rückgelassene Handschriften, sittliche Denksprüche christlicher Philosophen, eigenhändige Sammlungen

1) In den oben S. 9 Not. 1 berührten Fragebeantwortungen nach Mainz. Treviris 1834. Num. 5.

geistvoller Gebete, ähnliche Beiträge unerschrockener Betrachtungen des Todes, ganze Erklärungen der Psalmen sind die untrüglichen Züge seines auf Gott und seine Gebote unablässig gerichtet gewesenen Geistes und Herzens". Einen Mann, nennt ihn der Kurfürst [1]), der aus vielen Gründen seine Liebe und Verehrung besitze; er rühmt nicht bloß seine ausgezeichneten Gaben und seine ausgebreitete Gelehrsamkeit, sondern auch seinen von Jugend auf reinen Lebenswandel, seinen großen Eifer für kirchliche Ordnung. Geben wir noch einem dritten Zeugen das Wort, wenn er gleich, um das Gesammtbild Hontheims zu zeichnen, Punkte mitberührt, die wir nicht unmittelbar an dieser Stelle in Betracht ziehen. „Hontheim hatte, sagt M. F. J. Müller [2]), indem er aus der trierischen Tradition schöpft, „ein glückliches Gedächtniß, eine geläufige Zunge, schnelle Begriffe: hatte er die Gefälligkeit, einen Fragenden anzuhören, so waren seine Antworten ebenso schnellbereit, als gründlich. Sein sittliches Betragen war so untadelhaft, daß wir es aus dem Munde und aus der Feder so mancher seiner Widersacher und litterärischen Feinde haben, daß derselbe neben seiner febronianischen Sünde ein Mann von ausgezeichnetem Verstande und Witz, tiefen Kenntnissen, unermüdeter Thätigkeit, dem reinsten Lebenswandel, ein Muster der Geistlichkeit und die Zierde seines Vaterlandes sowie seines Zeitalters gewesen ist". Als Weihbischof „war er selbst in seinem hohen Alter überaus thätig, als Geistlicher auferbaulich ohne Bigotterie, als Dechant des Stiftes S. Simeon war er immer Vormittags und Nachmittags in seinem Chor, und bestieg noch als Greis jedesmal eine Treppe von hundertvier Staffeln. Als Gelehrter war er unermüdet. In seinem hohen Alter brachte er noch einen guten Theil der Nacht mit Studieren zu. Hörte er als Dechant, daß einer oder der Andere seiner Untergebenen eben nicht den Weg gehe, den ihm die canonischen Regeln vorgeschrieben haben, so gab er nie öffentliche noch zornige Verweise, sondern gediegene väterliche Lehren mit so glücklich gewählter Art, daß er nie seinen Zweck verfehlte, den Irregegangenen auf die rechte Bahn zurückzuführen ..... Hold-

1) In dem oben Seite 131 erwähnten Begleitschreiben an den Papst vom 15. Nov. 1778.

2) Trierische Kronik 1820 S. 101.

selig und herablassend, wodurch sich so Manche empfehlen, war Hontheim eben nicht, deßwegen hatte er indeß doch ein für die Nothleidenden sehr gefühlvolles Herz". Müller nennt große von dem Weihbischof für milde Zwecke ausgegebene Summen. — Alles, was diese verschiedenen Stimmen berichten, giebt das Bild eines Mannes, in dessen Seele ein erheuchelter Widerruf keinen Raum zu haben scheint.

Und doch finden wir diese Seele, als durch des Kurfürsten ersten bezüglichen Brief die Frage ernsthaft an sie herantrat, nicht unvorbereitet dafür.

Zehn Jahre vorher hatte Hontheim, als ihm von dem Nuntius Caraffa der Widerruf nahegelegt wurde, geantwortet: ein solcher Antrag „könne einem redlichen Manne, der aus guten Gründen wie in guter Absicht gehandelt habe, nicht gemacht werden"; nur zu „Erläuterungen" hatte er sich bereit erklärt. Als er dann im Herbste 1774 den letzten Theil seines Febronius herausgab, tritt er der Frage in der Vorrede näher: man sieht, daß sie ihn beschäftigt hat. Indem er die Hoffnung ausdrückt, seine Ansicht werde durch die Macht ihrer Wahrheit, trotz des Tadels, den sie jetzt von curialer Seite erfahre, noch einmal durchdringen, erwähnt er Fälle, in denen der Sieg solcher Wahrheiten selbst durch einen ihren Vertretern abgedrungenen Widerruf nicht gehindert worden sei: er nennt Gallilei, Petrus de Marca, die Unterzeichner der Gallicanischen Artikel. Hier ist nun nicht zu übersehen, daß er auch für Männer, wie die Letzteren, wenn er ihnen gleich „Timidität" vorwirft, doch keinen Tadel deswegen hat, daß sie sich durch die versagte päpstliche Bestätigung in den vom Könige ihnen zugewandten höheren Kirchenämtern zum Widerrufe bringen ließen, und diesen gegen ihre Ueberzeugung bloß um jene Aemter zu erlangen, leisteten. Er lobt das nicht, aber er scheint es doch keineswegs für unerlaubt zu halten, sondern legt alles Gewicht darauf, daß zu Unterdrückung der Wahrheit ein solcher Widerruf nicht dienlam für die Curie gewesen sei. Deutlich behandelt er ihn als einen Act nicht des Gewissens, sondern der äußerlichen, das früher gebrauchte Wort noch einmal anzuwenden, der politischen Unterordnung. Diese Behandlung der kirchlichen Dinge als politischer war Hontheim ein langes Leben her gewohnt. In seinem Herzen erkannte er den Papst als Stellvertreter Christi nicht an,

und hielt seinen Kurfürsten wie die anderen Bischöfe für gewissenswegen verpflichtet, die gottgestifteten Rechte des Episcopates zurückzufordern; dennoch rechnet er es bei den Verhandlungen im Mai 1768 [1]) sich als ein Verdienst an, in seiner amtlichen Leitung der Beziehungen zu Rom niemals nach dieser seiner Ueberzeugung gehandelt zu haben. Daß er als Verfasser einer im Erzstifte wegen falscher Lehre verbotenen Schrift und fortwährender Vertreter dieser officiell für falsch erklärten Lehre sein geistliches Amt der Lehraufsicht in der Diöcese, die Sache von der Seite des Gewissens betrachtet, nicht verwalten konnte, wußte so gut er, wie der Erzbischof; dennoch hielten es Beide für genügend, wenn Hontheim das privatim anerkannte Buch officiell ableugnete. Nicht Viele sind Männer selbständiger Forschung und wissenschaftlicher Ueberzeugung, und von den selbständigen Forschern der Geschichte sind nicht alle Männer des logischstrengen Denkens. Wer es aber ist, und Hontheim war Beides, der wird aus Gründen, die früher berührt worden sind, dem Conflicte mit der auf historisches Gebiet hinüber ihre Consequenzen ziehenden dogmatischen Autorität niemals entgehen; und war er, wie Hontheim, sich mit ihnen äußerlich abzufinden bereits gewöhnt, so ist ein gegen die Ueberzeugung geleisteter Widerruf im Grunde Nichts als für das Gewohnte eine bis dahin nicht dagewesene neue Form.

Hieraus erklärt sich auch, wie schnell, als der Kurfürst den Widerruf verlangte, Hontheim ihn zu leisten bereit war. Denn wenn er in einem Briefe an Krufft vom 17. Januar 1779 [2]), welcher später zu berühren sein wird, von Schwierigkeiten spricht, die er zuerst gemacht habe, so bezogen sich dieselben doch nur auf die Formulirung, nicht auf die Leistung. Allerdings mag dabei die nachlassende Energie des bejahrten Mannes, die Verlegenheit, in welche er durch seinen unvorsichtigen Schritt in der Sache Isenbiehls sich versetzt fand, die Rücksicht auf seine Familie, vielleicht auch die naheliegende Parallele der Behandlung Isenbiehls in Mainz mitgewirkt haben; denn wenn immerhin leichter zu der Maßregelung eines Professors, als zu der eines Weihbischofs vorgegangen werden mochte, außer der Möglichkeit lag doch auch diese

1) S. oben Seite 68.

2) Gedruckt: Gesta Treviror. 3, 296. Note.

nicht. Aber was von dem Allen auch den Ausschlag gegeben haben mag, man muß anerkennen: unvorbereitet war die Wirkung keineswegs.

Alles in Allem: es waren Gründe der Zweckmäßigkeit, denen Hontheim nachgab. Das von dem Kurfürsten betonte Beispiel Fenelons dürfte durchgeschlagen haben: auch ihm hatte der Widerruf in seinem Ansehen nicht geschadet.

7. Weihnachten 1778 bis August 1779.

Papst Pius VI. war jetzt so weit, den Widerruf Hontheims zu dem Zwecke benützen zu können, für den er ihn betrieben hatte.

Vor fünf Jahren hatte die Curie dem Gallicanismus sowohl der Staatsregierungen, wie der Bischöfe, den Jesuitenorden geopfert, jetzt hatte sie umgekehrt einen Erfolg über den Gallicanismus erreicht; denn ein solcher war es, wenn Derjenige, der weit über die deutschen Grenzen hinaus seit lange als der wissenschaftliche Hauptvertreter dieser Richtung gegolten hatte, seine Stellung als solcher feierlich aufgab, seine bisherigen Ansichten für irrig und als sein nunmehriges Bekenntniß eine Reihe von Sätzen erklärte, in welcher der damalige Abt des Augustiner-Chorherren-Stiftes Seckau in Steiermark ein volles Compendium der Ansprüche der römischen Curie (Compendium praetensionum Curiae Romanae) [1]) sah. Der Erfolg wurde erhöhet dadurch, daß dieser Widerruf vermittelt worden war von einem ehedem in der Praxis der jetzt widerrufenen Lehren signalisirten Erzbischofe.

Wahrscheinlich überschätzte man in Rom noch was man erreicht hatte: jedenfalls kam es darauf an, es mit so viel Geräusch als möglich zu verkünden, damit das Ansehen der Curie in den Augen des katholischen Volkes um so mehr dadurch wachse. Es ist nicht zu bezweifeln, daß, sobald man Hontheim gegenüber der Sache sicher wurde, sie in Rom auf diesen Effect hin vorbereitet worden ist. Man hatte sie dort, auch nachdem das päpstliche Verzeihungsbreve an Hontheim erlassen war, geheim gehalten. Aber am Weihnachtsabend 1778 ließ der Papst auf den andern Morgen nach beendeter Hauptmesse ein gewöhnliches Consistorium ansagen, las jene Messe persönlich, veranlaßte die Cardinäle dann — wie nicht vergessen wird zu bemerken, in ihren Festkleidern —

1) Sein Schreiben in der Gesta Treviror. 3, Adpend. p. 57.

in den Räumen der Peterskirche selbst zum Consistorium zusammenzutreten, und überraschte sie durch Mittheilung des Ereignisses. Dabei wurden sowohl der erzbischöfliche und der den Widerruf enthaltende Brief Hontheims, wie die beiden päpstlichen Antworten verlesen, und nunmehr erschien die Erwiederung des Papstes an den Weihbischof auch als formelle „Absolution". Die trierisch-augsburgischen Agenten verfehlten nicht, anderen Tages über den Vorgang zu berichten [1]). — In seiner Allocution beginnt der Papst: wie groß die Freude sei, daß in den Stürmen in denen jetzt das Schifflein der Kirche sich bewege, auch einmal eine günstige Luftströmung empfunden werde; erzählt dann die Thatsache in der unrichtigen Weise, die seinem Zwecke entsprach, und fügt die neue Unwahrheit hinzu, daß Hontheim von den Irrthümern seiner

1) In den Hontheim betreffenden Acten, welche das coblenzer Provinzialarchiv bewahrt (Facs. 10 der geistlichen Acten des Kurfürstenthums Trier) sind beide Berichte erhalten. Graf Lagnasco schreibt: La veille de la Noël le Pape a fait ajourner le Sacré Collége pour tenir le Consistoire, immédiatement après la grande Messe, qu'il a célebré Lui-même, exemple d'ailleurs très rare dans une fête aussi distinguée que la Noël. Aussitôt donc que la fonction de la grande Messe fût finie le Sacré Collége sans changer les habits sacrés, qu'il avait pendant la Messe, a assisté au Consistoire, qui a duré une heure de temps. A sa grande surprise le Pape lui a annoncé l'abjuration dans tous les formes faite par Mr. de Hontheim du contenu dans le livre intitulé le Fébronius, détestant ses doctrines et sa secte, et en même temps faisant les plus grands éloges du zèle de V. A. E., qui y avait tant contribué, comme on le verra dans l'allocution qu'on nous fait espérer ce soir, et que dans ce cas j'aurai l'honneur de renfermer dans la présente dépêche. Folgen Glückwünsche. — J. B. de Fargna schreibt: Die 24. hujus improvise et praeter omnium expectationem circa horam 17mam Italiae Sanctitas Sua indicere fecit Consistorium pro sequenti solemni die nativitatis Sanctissimi Domini Nostri habendum in Sacrario Basilicae Vaticanae; et re ipsa, postquam Summus Pontifex dicta die 25 labentis Sacrum sollenne peregit, cum omnium Eminentissimorum Cardinalium comitatu se contulit ad praefatum Sacrarium, ibidemque mediante selectissima allocutione notificavit S° Em. Cardinalium Collegio sollemnem palinodiam Suffraganei Trevirensis uti autoris Justini Febronii; qui etiam ob scripta in hoc libro petierat absolutionem ab hac Sancta Sede ab incursis censuris. Et post hujusmodi allocutionem fuerunt a R. V. Praelato Stay Secretario Brevium ad Principes in eodem Consistorio praelectae litterae continentes dictam palinodiam una cum commendatitiis Serenitatis V. R. Electoralis ad Summum Pontificum datis pro obtinenda dicta absolutione. Statim ac typis data erit etc.

Bücher durch den Kurfürsten wissenschaftlich überzeugt worden sei, und als ein kluger und gelehrter Mann hierauf den falschen Standpunkt seines ganzen Systemes schnell begriffen habe. Man müsse beachten, wie er durch keinerlei weltlichen Vortheil gelockt, nicht mit gebrochner Kraft und geschwächtem Geistesvermögen, nicht durch dringendes Zureden [2]), sondern einzig und allein durch die Erkenntniß der Wahrheit bewogen widerrufen habe. Hoffentlich würden nun seine Anhänger sich gleichfalls bekehren; wenigstens seine Autorität, deren Bedeutung jetzt günstiger beurtheilt wird, als ehemals in den antifebronianischen Streitschriften, sei von nun an nicht mehr auf ihrer Seite. Hontheim, wie der Kurfürst, werden gebührend für ihre Schritte gelobt.

Der Protector der deutschen Nation Cardinalstaatssecretair Albani zeigte den Vorgang allen Erzbischöfen und Bischöfen in Deutschland an, und forderte sie auf, dem Papste zu demselben Glück zu wünschen. Man empfand das, wie wir sehen werden, auf Seiten des Episcopates als eine Aufforderung, indirect das Verzeichniß römischer Ansprüche anzuerkennen, welches in der nunmehrigen Gestalt des hontheimischen Widerrufes enthalten war. Und so war es auch wohl gemeint, und paßte zu der curialen Behandlung des Widerrufes.

Nächst ihrem Berichte über die Feier desselben hatten die trierischen Agenten verschiedene Glückwunschschreiben an den Kurfürsten zu übersenden, von denen statt aller das des Staatssecretairs Cardinal Albani, datirt vom 6. Januar 1779 hervorgehoben werden mag. Es lautet [2]): „Der vielgerühmte Widerruf des berufenen Febronius ist durch E. K. H. betrieben und erlangt worden mit unvergleichlichem Erfolge und Glücke und zu besonderem Ruhme der katholischen Religion und des Römischen Stuhles. Es ist ein Werk an sich so hervorragend groß, daß es über alles Lob erhaben wäre, wenn nicht die höchsten Lobeserhebungen und ausgezeichneten Zeugnisse, welche der hohe Oberhirt der Kirche E. K. H. Verdienste um ein solches Werk vor dem verehrungswürdigen Rathe seines gesammten Apostolischen Collegiums ertheilt hat,

1) — non temporali ullo commodo illectus, non virium infirmitate fractus, non ingenio debilitatus nec molestis inductus suasionibus etc.

2) Das Original in den angeführten coblenzer Acten. Es im italienischen Texte hier zu wiederholen wird nicht nöthig sein.

ohnehin schon jedem anderen Lobredner, da er zu gering ist, den Muth nähme. Es könnte mehr eine Kühnheit, als ein Der-Wahrheit-gerecht-werden scheinen, wollte ich allem Dem noch Etwas hinzufügen. Aber wie würde es mir möglich sein, den Drang der persönlichen Freude zurückzuhalten, welche mir die Seele bei einem so frohen Ereigniß überströmt, über das zu jubeln, mich noch außer demjenigen Antheile, den jeder Katholik daran nehmen muß, so viele andere Gründe bewegen: das Amt, mit dem ich ohne mein Verdienst bekleidet bin, mein besonderes Verhältniß zur deutschen Nation, meine ausgezeichnete Verehrung gegen E. K. H., meine ehemaligen respectuösen Dienstbeziehungen und meine ehrfurchtsvolle Ergebenheit gegen E. H. Königliches Haus. Sie wollen mir daher in angeborener Gütigkeit gestatten, daß inmitten der Lobeserhebungen und Beifallsbezeugungen, die aus der ganzen katholischen Welt Ihnen zukommen, auch ich mich bemerklich zu machen versuche, indem ich E. K. H. versichere, daß Sie in meinen hohen Jahren, nach so viel Unruhe und Sturm, mich einen wahrhaft frohen und glücklichen Tag haben sehen lassen und so mein Alter mit dem tiefempfundensten und liebsten Troste beglückt haben, den ich jemals hoffen durfte, zu erleben. Der höchste Geber alles Guten sei gepriesen, daß in seiner liebevollen und weisen Fürsorge Er Licht in Ihre Seele und Eifer in Ihr Herz gegossen hat, um ein so erhabenes und glorreiches Werk zu Seiner Ehre und zu Wendung der bittern Nöthe, von denen die heilige Kirche geängstet wird, zu unternehmen, fortzusetzen und glücklich hinauszuführen. Geruhen E. K. H. diese meine ganz gehorsamsten und aufrichtigen Empfindungen gnädig zu genehmigen; und erachten Sie angemessen, den würdigen Bischof, welcher widerrufen hat, meiner Freundschaft zu versichern, so eröffnen Sie ihm mein ganzes Herz, und lassen ihn wissen, es werde mir ein ganz besonderes Vergnügen sein, meine Gesinnungen des innigsten Antheils ihm bei jeder Gelegenheit zu bethätigen. Ich schließe indem ich" u. s. w. Am 10. Jan. antwortete der Kurfürst, am 6. Februar wieder Albani in gleichem Tone. So wechselte zwischen Rom und Coblenz die Phrase herüber und hinüber, und man hört ihr an, daß sie leer ist und daß Keiner daran glaubt.

Am 12. Januar 1779 konnten die Agenten Abdrücke der Allocution vom 25. December und der dazu gehörigen oben ge-

nannten Actenstücke senden: Acta in Consistorio secreto habita a SSmo Dmo Nro Pio Divina providentia Papa VI. Feria VI. Decembris 1778 sollemni Dominicae nativitatis Die statim post missam pontificalem in Basilica Vaticana prope B. M. V. de Columna et S. Leonis Magni Altaria, qui locus nunc pro Sacrario est, nondum novo quod construitur absoluto. Romae 1778 (in 4°). Ex Typographia Camerae Apostolicae [4]). Zugleich übersendeten sie Gratulationsplacate, die ein römischer Buchdrucker hatte erscheinen lassen. Ebenso Gedichte [2]).

Die an den Kurfürsten und an Hontheim gerichteten päpstlichen Schreiben [3]) hatte ersterer durch den Nuntius schon um Etwas früher erhalten, und sandte die zwei „Piecen" bereits am 11. Januar 1779 an den Weihbischof mit einem Schwall von Ruhmesworten für ihn und für den Papst [4]) und mit der Vermahnung, das in jenem Schreiben des Papstes von ihm verlangte Buch demnächst zu schreiben. „Wenn es mir nicht aus dem Schreiben Sr. Päpstlichen Heiligkeit vorkäme", fügt er hinzu, „als wären Höchstselbe gesinnt, Selbst Ihre Widerrufung bekannt zu machen, so würde ich Ihnen anrathen, es selbst zu thun." Das Wort „vorkäme" enthält eine Unwahrheit. Der Kurfürst, welchem die Actenstücke des Weihnachtsconsistoriums bereits von Rom aus angekündigt waren, wußte ganz genau, daß die Bekanntmachung vom Papste bereits geschehen war. Am 15. Januar übersendet er

1) Es existiren eine nicht geringe Zahl Nachdrücke: der alsbald zu erwähnende trierer, ein augsburger, ein österreichischer, von dem wir noch zu reden haben werden, u. s. w. Bekannt ist der Abdruck in Walch's Neuester Religionsgeschichte 7, 202 fg. — Die Streitlitteratur über den Widerruf ist unbedeutend. Der Düsseldorfer Geheimerath Goswin Joseph Arnold von Buininck, (g. 1728 † 1805), der auch sonst im ultramontanen Sinne geschrieben hat, veröffentlichte eine Recitatio extemporalis in retractationem Justini Febronii (Düsseldorf 1779. 4°), welche von Sieger ins Deutsche übersetzt und mit polemischen Anmerkungen versehen ward (Frankf. u. Lpz. 1779. 4°). Außerdem erschienen Reflexiones in litteras retractatorias Justini Febronii Romam missas (Francof. et Lips. 1779. 4°) und des Exjesuiten Bened. Stattler S. S. Theol. Doct. et P. O. Procancellarii Universitatis Anglipolitanae Refutatio amica Reflexionum in litteras retractatorias Justini Febronii ab Auctore anonymo editarum. (Eustadii et Gunzburgi 1780. 8°).

2) Eines von diesen ist in der Gesta Trevir. adpendix p. 54 gedruckt.

3) S. oben Seite 132.

4) Diesen und den folgenden Brief s. im „Briefwechsel" S. 43 fg.

Hontheim den wiederum vom Nuntius erhaltenen römischen Druck und giebt ihm anheim, dies „Impressum" nun seinerseits zu ediren, unter Vorsetzung „eines kleinen Hirtenbriefes, oder wie man sonst den Aufsatz nennen wollte, worinnen Sie kürzlich 1) die Motive berichteten, welche Sie zum Widerrufe bewogen, 2) Ihren Fehltritt auf's Neue bereueten, 3) eine förmliche Widerlegung Ihrer gefährlichen Schriften vermittelst göttlichen Beistandes dem Publicum versprächen, und 4) endlich in meinem Namen eben diese Schriften unter einer schweren Sünde verböten allen Denjenigen, die sonst verbotene Bücher zu lesen keine Erlaubniß haben."

Es ist der Mühe werth, hier einen Augenblick stille zu stehen. Indem wir die Geschichte des hontheimischen Widerrufes Schritt für Schritt begleiteten, haben wir gesehen, wie der alte Weihbischof bei jedem dieser Schritte das Maß der Unwahrhaftigkeit, zu welchem er von Anfang an entschlossen war, mehr und mehr zu steigern herangebracht wurde. Man hatte ihn erwarten lassen, die Sache werde zwischen dem Papste und ihm allein bleiben; er meint später, er habe das zur Bedingung gemacht, und die vorhin gerügte Lüge des Kurfürsten vom 11. Januar, sowie die spätere Einräumung desselben, daß diese römische Publicität ihn befremdet habe, bestätigt Hontheims Meinung: offenbar handelte es sich dabei um keine ausdrücklich pactirte Clausel, sondern um eine Abmachung, die beiderseits als selbstverständlich behandelt ward. Wenn sie gegenwärtig nicht eingehalten wurde, so sah der alte Weihbischof sich nicht bloß in seiner Hoffnung getäuscht, durch sein Widerrufen Ruhe zu haben, sondern er konnte den Papst auch nicht Lügen strafen, mußte vielmehr wiederum anerkennen, was von demselben ihm untergeschoben worden war. Und zu dieser Lage kam nun die Zumuthung des Kurfürsten. Hat man im Verlaufe dieser unschönen Angelegenheit bis dahin an allen Betheiligten gleiches Mißfallen zu fühlen Grund gehabt, so überwiegt von jetzt an das Mitleid an dem achtundsiebenzigjährigen Greise, der mit so kaltherziger Grausamkeit mißhandelt wird, sowie der Widerwille gegen den verlogenen bischöflichen Herrn, der, obwohl er vollkommen weiß, daß er einestheils nicht Wort hält und anderntheils seinem alten Diener eine Menge von Bekenntnissen zumuthet, die dessen wahrer Meinung widersprachen und durch die das Publicum getäuscht werden soll, doch nicht ansteht, ihm diese schlechte

Rolle mit Salbung zu dictiren. Zu schonen brauchte man ihn ja jetzt nicht mehr.

Nun erst übersah Hontheim was er sich zugezogen hatte.

So lange die Widerrufssache im Gange war, hatte er, außer den Andeutungen, deren wir gedacht haben, seinem Freunde Krufft nicht darüber geschrieben, und zuletzt vom 27. Sept. bis 12. December überhaupt nicht. An letzterem Tage dankt er ihm [1]) für Uebersendung des Schlußbandes von Eybels Kirchenrecht und für andere seit dem October erhaltene Briefe und Sendungen, erklärt das Eybelsche Buch, dessen Verfasser er für das Geschenk zu danken bittet, für „wirklich bedeutend", schweigt aber auch da noch von dem Widerrufe. Erst als er des Kurfürsten Sendung vom 11. Januar 1779 und gleichzeitig eine erschreckte Anfrage von Krufft erhalten hatte, dem die erste von dem Widerrufe nach Wien gelangte Nachricht unglaublich erschienen war, bricht er am 17. Januar [2]) sein Stillschweigen und erzählt den Verlauf, nicht ohne

---

1) Krufft theilt das Brieffragment im Directoire chronologique (s. die Anlage) mit.

2) Ein Theil dieses Briefes ist gedruckt in den Gesta Treviror. 3, 296 Note. Ein Theil dieses Theiles und Einiges von den Gesta nicht Aufgenommene, aber in der Treviris 1835. Num. 3 Benutzte war schon in der trierischen Kronik 1820. S. 223 fg. publicirt worden. Ein drittes wiederum nur theilweise mit den beiden genannten sich deckendes Fragment steht bei Müller-Maffis p. 170 Note (die Stelle auf welche dabei zurückverwiesen wird, muß ausgefallen sein) Er scheint aus der Wyttenbachschen Mittheilung bei Ersch und Gruber Encycl. II. 10. S. 384 Note geschöpft zu haben, welche die vollständigste ist. Sie lautet: Voici le fait. Le St. Père et l'Electeur étoient depuis quelque tems en relation entre eux par le moyen du Nonce de Cologne à fin de m'engager 1) de m'avouer auteur de Febronius 2) de me porter à une rétractation. Quant au premier, comme j'étois légitimement interrogé, je n'ai pas hésité d'en convenir. Pour le second j'ai fait d'abord quelques difficultés. Après des instances fortes et réitérées j'ai donné une déclaration in generalibus [Kronik: la pluspart in generalibus]. Elle fut envoyée à Rome, où l'on n'en étoit pas content. On la renvoya avec plusieurs corrections et additions. Le Bref du St. Père du 22 7bre dernier, dont ils furent accompagnées, contenoit entre autre cequi suit (folgen die oben S. 127 Note 3 angeführten Worte des Breve). Ceci, et plus encore les pressantes instances de S. A. Elect. me déterminèrent à adopter une bonne partie de ces corrections [Gesta: mais pas toutes], et de donner finalément ma déclaration telle, que sans doute vous la verrez imprimée à Rome, car on me mande de là, qu'elle y sera publiée avec les Brefs

Selbstgefühl und nicht ohne das natürliche Bestreben, ihn möglichst günstig für sich zurechtzulegen. Daß er zuerst Schwierigkeiten gemacht haben will, ist oben schon berührt worden; daß der Kurfürst zugestanden haben soll, auf dem Wege der soliden Widerlegung des Febronius seien die Römer gescheitert, beruht, wenn es nicht etwa eine mündliche Aeußerung in Bezug nimmt, auf subjectiver Interpretation: im Ganzen ist die beschönigende Schilderung, die allerdings nur Umrisse giebt, nicht falsch. Daß der Widerruf keinen Augenblick der Ausdruck seiner wirklichen Gesinnung war, spricht Hontheim in den Worten aus: „die Beweise bleiben bestehen und werden nicht weggewischt", und ebenso in der Verweisung auf seine Vorrede zum vierten Febroniusbande [1]), in welcher er ähnliche Schritte characterisirt hatte. — Auch gegen andere Freunde macht er dergleichen Aeußerungen. So führt Marx [2]) ein auch sonst schon bekannt gewordenes Wort, das aus dieser Zeit zu stammen scheint, aus Papieren an, die er benutzt hat: „Ich habe einigermaßen meine Schrift Justini Febronii" widerrufen, schreibe der Weihbischof, „sowie ein viel gelehrterer Prälat, Fenelon, widerrief um Zänkereien und Widerwärtigkeiten zu entgehen.... Aber mein Widerruf ist der Welt und der christlichen Religion nicht schädlich und dem römischen Hofe nicht nützlich, und wird es auch niemahl sein. Die Sätze meiner Schrift hat die Welt gelesen,

---

qui l'ont suivi. Vous n'y verrez pas de demande d'absolution, parcequ'il n'y avait pas de sujet. — Lisez, sil vous plait, la préface à la 2me partie du 4me Tome de Fébronius. Vous y trouverez trois exemples de pareilles rétractations, voci donc la quatrième de la même espèce. Le Saint Père m'a adressé un Bref plein de bonté daté du 19. Decembre dernier, où finalement il m'invite et presse, d'employer les années que j'ai encore à vivre, à écrire en faveur des droits de son Siége. — Voilà donc la dernière ressource des Romains après avoir échoué dans la voye d'une réfutation solide à ce que l'Electeur même m'écrit. Entre tems les preuves subsistent sans être effacées. Il est étonnant que d'une affaire comme celle-ci on fasse un éclat, qui doit faire époque dans le règne de Pie VI. J'aurois juré, que ma petite personne ne valait pas tant, et que mes écrits n'étoient pas de force à épouvanter jusqu'à un tel point Messieurs les Courialistes. Je dis Courialistes; car pour le S. Siège il n'y avait rien à craindre.

1) oben S. 135.

2) Trierische Geschichte 5, 128. — Gedruckt zuerst in der Hamburger Neuen Zeitung v. 18. Aug. 1781.

geprüft und angenommen; mein Widerruf wird denkende Köpfe so wenig bewegen, diese Sätze zu verleugnen oder zu verwerfen, als so manche Widerlegung, welche dagegen Theologaster, Mönche und Schmeichler des Papstes geschrieben haben". „Dies", sagt Marx, „sind Hontheims eigene Worte. Dieselben waren in einer Frankfurter Correspondenz der Hamburger Zeitung vom 18. Aug. 1781 wiedergegeben, und Hontheim hat sich auch den Commentar der Zeitung zu seinen Worten notirt, der da lautete: Bleibt nicht Justinus Febronius noch immer auf vielen katholischen Universitäten zum Grundsatz? Und bringen nicht in unsern Tagen die weisesten und christlichsten Regenten das zur Vollziehung, was Febronius lehrt, was Hontheim widerruft? Wenigstens wird das so berufene Werk des Febronius noch immer in den Buchläden gesucht, und die deutsche Uebersetzung desselben, welche in Hildesheim gemacht sein soll, ist abermals unter der Presse".

Dem Kurfürsten schrieb Hontheim, nach Empfang der römischen Drucksachen: auf seiner gegen den Papst ausgesprochenen Gesinnung beharre er zwar, aber wegen der Art, wie sein Widerruf bekannt gemacht worden sei, habe er sich zu beklagen. Er fühlte sich durch verschiedene Ausdrücke der Allocution verletzt; so z. B. daß er gewagt habe, Rechte des heiligen Stuhles anzufechten und zu vernichten, daß er dazu Mittel angewandt habe, durch welche die Einigkeit der Kirche gestört sei; ebenso war ihm die Bezeichnung als dux Febronianorum zuwider. Die Zumuthung, die römischen Acten mit einem Hirtenbriefe herauszugeben, nahm er an — nicht ohne Hintergedanken, wie sich zeigen wird —; dagegen lehnte er ab das Verbieten „unter einer schweren Sünde"; worin der Kurfürst dann (24. Januar) nachgiebt, und Hontheims Empfindlichkeit überhaupt zufrieden zu sprechen sucht: „was den römischen Modum angeht", schreibt er etwas später (15. Februar), „habe ich diesen selbst nicht vorgesehen; auch wollte er mich anfangs ein wenig befremden". Den Entwurf des Hirtenbriefes erwartet er „mit Begierde".

Schon am 21. Januar hatte er dem Weihbischofe, im Auftrage des Papstes, Abschrift eines unterm 2. weiter an ihn ergangenen Breves geschickt, in welchem P. Pius nochmals auf seine Freude über den Vorgang zurückkam, und dem Bekehrten alles Freundliche in Aussicht stellte. „Wozu soll ich das brauchen?" schrieb

Hontheim, indem er es mittheilt [1]), dem Wiener Freunde. — Bald darauf meldet er ihm (4. Februar) über den verlangten Hirtenbrief: er habe zuerst einen Entwurf geschrieben, „von welchem ich hoffte, daß Sie damit zufrieden sein dürften, und Rom in gewisser Hinsicht gleichfalls". Dies Schriftstück hat sich erhalten [2]), und ist von Interesse. Alterthumsforschern liege die Gefahr nahe, sagt Hontheim, daß sie in dem Bestreben, etwas Neues zu entdecken, auf ungereimte und unbegründete (inficetas et absurdas) Meinungen kommen. Solcher Gefahr sei in seinen seit 1763 unter dem Namen Justinus Febronius herausgegebenen Schriften De statu Ecclesiae u. s. w. auch er unterlegen, getäuscht durch den Schein des gemeinen Nutzens und durch die Idee, daß er mittels der Ergebnisse seiner historischen Forschung beitragen werde, theils den heil. Stuhl in seinem ursprünglichen Glanze herzustellen, theils die von der Kirche Abgefallenen zu bekehren. Jene Schriften, die allerdings nicht die Lehre, sondern die alte kirchliche Ordnung (disciplina) betreffen, haben, wider sein Erwarten, größte Verbreitung gefunden, wiederholte Auflagen und Uebersetzungen erlebt, und dabei verschiedene Beurtheilung erfahren. Er nun schließe sich denjenigen Urtheilen, „die das zu kühne Unternehmen verwerfen", an. „Ihr wisset", redet er die Trierer Diöcesanen an, „wie ich seit mehr als fünfzig Jahren unter euch gelebt habe: ob irgendwie zur Unruhestiftung geneigt (turbulentus), ob unserer wahren Religion

1) Kronik a. a. O. Dans un Bref postérieur, qui est du 2. de l'an, le Saint Père faisant une déscription circonstantiée de cette grande Fête à notre Electeur lui dit entre autres: »Utinam eo tempore, venerabilis frater, hic adfuisses, ac tuis conspexisses oculis, quae laetitiae vis, qui plausus extiterint. Ipsi sacri parietes, ipsum Vaticanum templum, quam amplum est, omne tuis laudibus fervebat . . . . . Ipsi (Hontheim) haec omnia quae ad te scripsimus referes, ut ex hoc etiam intelligat, quantum Nos hujus consilii actionisque suae rationem habeamus«. Ce qui suit est encore plus singulier . . . . : »minime ignorari ab ipso cupimus, valde Nos velle, si ita tempus feret, omnem tecum partiri in eo tuendo sustinendoque curam, a teque praeterea postulamus, ut si unquam opus esse ejusmodi opera nostra judicaveris, ad Nos statim perscribas, quo una tecum securum ipsi ac tranquillum vitae cursum in doctrinae ac virtutis studiis transigendum praestare valeamus« . . . . . Où ai-je besoin de tout cela? Pour le reste je me rapporte à ma précédente et suis tout à vous.

2) In der ersten Beilage des „Briefwechsels". Ein Fragment auch in den Gesta Treviror. 3, 297.

in Wort oder That irgend abgewendet, ob jemals eine Richtung verrathend auf Lockerung der kirchlichen Einheit: ich rufe euch zu Zeugen an, ob in irgend einer Art der Geist jener Schriften, welche veröffentlicht waren nicht um sie practisch zu verwenden, sondern um den Meinungsaustausch der Gelehrten anzuregen, auf meine Amtsführung eingewirkt hat". Das jedoch leugne er nicht, daß von ihm manche unrichtige und beklagenswerthe Meinungen darin aufgestellt, manche Rechte des heiligen Stuhls, zwar nicht wesentliche, aber hergebrachte, angezweifelt, manche päpstliche Prärogativen herabgesetzt und in unangemessener Form angegriffen, manche curiale Gewohnheiten verworfen worden seien. Ueber diese und andere Irrthümer habe er jetzt, nachdem der Papst dem Kurfürsten bezeugt habe, die febronianischen Schriften seien geeignet, die kirchliche Einheit zu zerreißen, und der Kirche, welcher sie zu helfen gedachten, vielmehr zu schaden, die Augen geöffnet erhalten. Sobald er aber zu sich selbst gekommen sei, habe er die Stimme beider Oberhirten gehört, in Betreff der Kirchenverfassung und der Rechte des päpstlichen Stuhles ein Bekenntniß verfaßt, und darin alles früher Geäußerte, was demselben widerspreche, zurückgenommen, habe ebenso, als dies Schriftstück von der römischen Curie verbessert und ergänzt worden sei, für Gehorsamspflicht gehalten, dasselbe auch in dieser veränderten Gestalt zu unterschreiben, gleichfalls jedoch aus eigener Ueberzeugung. Dasselbe sei hierauf zu Rom in den Consistorialacten gedruckt, und erscheine hier mit denselben. Er habe erkannt, daß manchen febronianischen Sätzen Aussprüche der Kirchenväter oder auch Concilsschlüsse entgegenstehen, noch mehr das Herkommen. Dergleichen Punkte wider den Willen des heiligen Stuhles abzuändern, würde in der Kirche Unordnungen hervorrufen; und solche Dinge, die zwischen Kirche und Staat Streitigkeiten veranlassen könnten, soll man nach Hincmar von Rheims vermeiden. Daher verwerfe er und nehme zurück, was er in dieser Hinsicht Gefährliches geschrieben; indem er dem Papste darin beitrete, bestätige und erneuere er seinen geleisteten Widerruf. Auch wolle er Papst Pius' Verlangen gemäß die wahren Rechte des heiligen Stuhles in einer neuen Schrift nach Kräften vertheidigen; nicht nach Art der Schmeichler, die mehr schadet, als nützt, sondern mit Gründlichkeit; wobei er dann seine älteren Schriften zu verbessern Gelegenheit nehmen werde. Die

Diöcesanen vermahnt er zu gleichem Gehorsam gegen den Papst, ohne dessen activen und wirksamen Primat die kirchliche Einheit nicht zu erhalten sei; und am Schlusse fügt er vorgeschriebenermaßen im Auftrage des Kurfürsten das Verbot der febronianischen Bücher hinzu.

Dieser Entwurf sei, schreibt Hontheim an Krufft am 4. Februar [1]), eben zur Absendung in die Druckerei fertig gewesen, als das Schriftstück vom Hofe zur Revision eingefordert worden sei [2]). Zur Hälfte geändert und verstümmelt erhalte er es zurück, mit dem Befehle es so und nicht anders drucken zu lassen. „Indeß was wollte ich thun", sagte er, „Sollte ich mich unnützer Weise widersetzen und mich ein zweites Mal lächerlich machen?" — Allerdings sind das ganz andere und viel wahrere Empfindungen, als die der Kurfürst dem alten Weihbischof von Neuem octroyirte; wenn es sich dabei auch bloß um ein Mehr an Unwahrheit handelte, als dieser zu sagen bereit war. In dem den ersten Ent-

1) Der Brief findet sich soweit er bekannt ist, französisch in der „Kronik" 1820 a. a. O., in deutscher Uebersetzung in der Treviris 1835 Num. 3, aus welcher Form der französische Text, dem eine Zeile ausgefallen ist, sich ergänzt. Er lautet: Les Acta Consistorii secreti viennent de quitter notre presse ici. J'avais préparé une lettre pastorale pour l'accompagner, lettre dont j'espérois que vous pourriez être content et Rome d'une certaine façon aussi. Mais le jour même, que j'allais l'envoyer . . . . „zur Druckerei, erhielt ich vom Hofe die Weisung, den Entwurf einzusenden" . . . . auparavant ad videndum — et voilà qu'elle m'en revient changée pour la moitié, avec ordre de la faire imprimer ainsi corrigée et estropiée, de sorte que je suis honteux de vous l'envoyer. Mais que voulois-je faire? me roidir inutilement et me donner un nouveau ridicule? L'article de la constitution Unigenitus, qu'à juste titre vous relevez dans votre dernière, est un de ceux que Rome a ajouté à ma première déclaration, et qu'absolument on a prétendu qu'il soit inséré. Vous dites sagement, où est ce que cela fait à la Religion? J'en dis autant de presque tous les autres articles de ma première profession de fois. J'avais prié l'Electeur, qu'en envoyant à Rome ma déclaration, ou si l'on veut revocation, il fasse ensorte, qu'elle reste cachée dans le sein du Saint Père: mais il en est arrivé le contraire, contre tout mon attente et imagination; sans quoi certainement je m'y serois pris tout autrement. Mr. de Spangenberg m'écrit, que sans doute toutes les Nations se trouveront choquées de cette extraordinaire ostentation Romaine etc.

2) Es scheint, er versteht so den kurfürstlichen Brief vom 24. Januar, woraus sich die Zeit der Arbeit ergeben würde.

wurf zurückgebenden Schreiben Clemens Wenzels (vom 1. Febr. 1779)[1] heißt es, der Kurfürst habe „Mehreres gefunden, welches m. E. nothwendigerweise abgeändert werden muß, wenn man nicht Gefahr laufen will, das Gute, so bisher geschehen, zum Theil wiederum zu verderben"; er habe die Veränderungen lateinisch formuliren lassen[2], und „verhoffe ganz zuversichtlich, der Herr Weihbischof werden nicht das mindeste Bedenken tragen, solche zu billigen und in besagtes Pastorale einzutragen". Er macht also keine Umstände mehr, und verhüllt kaum, daß es sich um consequente Fortsetzung der Comödie handelt. Er hatte Alles gestrichen, was — allerdings unzweckmäßig — den wahren Sachverlauf andeutete und Hontheims Spontaneität auf ihr Maß zurückführte, und hatte es ersetzt durch die in den römischen Acten angenommene Fiction. Dagegen hatte er die Bezeichnung der febronianischen Schriften ergänzt und verallgemeinert, den Ruhm des Erfolges, welchen Hontheim diesen vindicirt hatte, auf den Reiz ihres verderblichen Inhaltes zurückgeführt, die Entschuldigung daß sie nur im Interesse der Forschung, nicht der Praxis verfaßt seien, ebensowenig, wie die Unterscheidung zwischen wesentlichen und historischen Rechten des Primates gestattet, vielmehr befohlen, auch die letzteren aus dem Wesen der hierarchischen Gewalt abzuleiten, sodaß der Schein ausgeschlossen werde, als könne der Papst in solchen Punkten nachgeben, oder als enthalte ihre Bekämpfung nicht für den Glauben eine Gefahr. Er hatte verlangt, daß Hontheim sich der Unehrerbietigkeit gegen einzelne Päpste schuldig bekenne, und dergleichen Einzelheiten mehr. — In solcher Gestalt wurde jetzt der Hirtenbrief mit Datum vom 3. Februar von dem Weihbischofe ausgefertigt, am 4. schon meldet er Krufft, daß der Druck geschehen sei[3]. Der Titel lautet wie der römische, nur daß hinzugefügt wird: Juxta exemplar Romae in Typogr. Cam. Ap. impressum, Augustae Treviror. typis Eschenmannianis. Am 15. Febr. giebt der Erzbischof an Hontheim eine Weisung wegen der Publication im Luxemburgischen.

Die Geschichte dieses Hirtenbriefentwurfes wirft rückwärts

1) In dem „Briefwechsel" S. 52.
2) Briefwechsel a. a. O. Anl.
3) In dem angeführten Briefe von diesem Tage.

auf ein früheres Stadium der Entwickelung, welche wir betrachtet haben, noch einmal einiges allerdings nur unsichere Licht; denn indem die Art, wie der alte Mann seinerseits den Hirtenbrief zu formuliren gedachte, zeigt, in welchen Punkten er seine Sache auch jetzt noch abweichend von der kurfürstlichen und der römischen Lesart darzustellen unternahm, um wenigstens was ihm nach dem Vorausgegangenen noch möglich schien zu behaupten, gestattet sie einen annähernden Schluß auf den Inhalt, den, bei damals noch möglicher freierer Bewegung und unter überhaupt noch minder ungünstigen Umständen, sein erster nach Rom geschickter Widerrufsentwurf etwa gehabt haben mag.

Andererseits enthält der schon mehrerwähnte Brief vom 4. Febr. 1779, in welchem er an Krufft über den Hirtenbrief berichtet, die schwerste Selbstverurtheilung. Denn welche könnte, die Sache ernsthaft und innerlich angesehen, vernichtender sein, als sein Wort: hätte ich gewußt, meine Angelegenheit werde bekannt werden, ich hätte anders gehandelt.

So offen war Hontheim indeß nur gegen seine nächsten Freunde; wie er Fremderen sich darzustellen für gut hielt, zeigt ein Brief vom 28. Februar an den bekannten Benedictinerabt von St. Blasien im Schwarzwalde Martin II. Gerbert[1]). Dieser (geb. aus dem Geschlechte der Edeln von Hornau 1720, im Kloster s. 1737, Priester und Lehrer erst der Philosophie, dann der Theologie s. 1744, Fürstabt s. 1764), der außer seiner Berühmtheit

1) Eine von diesem mitgetheilte Abschrift findet sich in der v. Eltesterschen Sammlung. Der Brief lautet: Traditae mihi sunt a biduo gratiosissimae, Celsissime Princeps, litterae de 22. Januarii nuperi, unacum Tractatu »de Communione Potestatis Ecclesiasticae inter summos Ecclesiae Pastores«, donum mihi longe gratissimum. Existimabam certe, uti sapientissime auguras, paci et unitati Ecclesiae omnia danda esse, quae salva Religione possent, atque sub his solum auspiciis Febronius per quindecim annos dimicaverat. Nunc, quum aliis, maxime superioribus, aliter visum sit, arma ille sua ad sacratos Pii VI. pedes non invitus projecit. Forte mitius de ejus consilio judicatum esset, si vel Roma penitius nosset, quae in Germania et vicinis provinciis de Religione aguntur, vel omnes in Germania Sacri Praesules ex delectu virorum litteratorum assumerentur. At haec sors fere solae Silvae Nigrae servata est. Perge itaque, Reverendissime Praesul, eandem in plura lustra felix et sanus regere et, quod egregie hactenus praestitisti, bonis litteris re et exemplo prodesse.

als Geschichtsschreiber der Musik heute als Historiker des Schwarzwaldes wie des Hauses Oesterreich noch einen Namen hat, hatte schon 1761 in einer Schrift De communione potestatis ecclesiasticae inter summos Ecclesiae principes, Pontificem et Episcopos zwischen den Curialisten und den Episcopalisten zu vermitteln gesucht, in welcher er, obwohl sie einen gemäßigten und historisch gerichteten Standpunkt vertrat, doch im Wesentlichen den Gallicanismus bekämpfte. Er war, wenn auch nicht ohne eine gelehrte Freundschaft mit Hontheim, doch dem Febronianismus als einer Aggression gegen die einmal bestehenden kirchlichen Einrichtungen von Anfang an abgeneigt gewesen. Es entsprach daher seiner Gesinnung, wenn er dem Weihbischofe jetzt zu seinem Widerrufe Glück wünschte, und das Geschenk jenes älteren Buches hinzufügte. Hontheim, indem er ihm dankt, erklärt, sich im Interesse des Friedens und der Einheit der Kirche, die er übrigens auch im Febronius verfochten, nicht wider Willen der Autorität seiner Oberen gefügt zu haben, die das Buch verwarfen. Vielleicht meint er, würde milder über dasselbe geurtheilt sein, hätte man in Rom die deutschen und französischen Zustände genauer gekannt, oder hätte Kurfürst Clemens Wenzel, denn offenbar ist dieser gemeint, mehr von gelehrter Bildung verstanden. — Also hielt Hontheim auch hier nicht damit zurück, wenn er es gleich vorsichtig ausdrückt, daß er meint, über die ihm gewordene Behandlung klagen zu dürfen; aber die Empfindungen, denen er Krufft gegenüber keinen Zwang anthat, verschweigt er.

Wie im Kreise seiner coblenzer Freunde seine Lage aufgefaßt wurde, geht aus einem an den Fürsten Kaunitz gerichteten Berichte des dortigen kaiserlichen Gesandten Grafen Metternich (22. Januar 1779)[1]) hervor, der seine Nachrichten wahrscheinlicherweise von Spangenberg hatte. Der Widerruf, sagt er, sei von Rom seit lange betrieben; der vorige Kurfürst jedoch habe dazu nicht helfen wollen. Erst durch Clemens Wenzel, dem „an der Gunst des römischen Hofes ungemein viel zu liegen scheint", sei in dem von Neuem aufgenommenen Werke der Nuntius kräftigst unterstützt. Es wurde der neue Weihbischof — Herbain — „mit ins Spiel gezogen, der Kurfürst machte hauptsächlich deswegen im vorigen

1) Abschrift in den Krufft'schen Sammlungen.

Jahre eine Reise nach Trier, Höchstselbe setzten dem Herrn v. Hontheim scharf zu, ließen sich in einen eigenhändigen Briefwechsel mit ihm ein, gaben ihm", was also hier bestätigt wird, „zu verstehen, daß seine Nepoten, deren mehrere in dem Erzstift präbendirt sind, Dienste haben und erwarten, auf keine kurfürstliche Gnade mehr rechnen sollten; und schonbesagter neuer Weihbischof v. Herbain" habe sich dann gleichfalls alle Mühe gegeben, „den Verfasser des Febronius, dessen schüchterne Verlegenheit schon bekannt war, herumzulenken. Herr v. Hontheim konnte der Zudringlichkeit nicht länger widerstehen, verstand sich zu dem von ihm begehrten Widerrufungs- und Abbitteschreiben an Päpstliche Heiligkeit, soll sich jedoch" — auch dies also wird bestätigt — „ausdrücklich bedungen haben, daß man diesen von ihm gemachten Schritt, in Rücksicht seines mehrmalen abgeschlagenen Geständnisses, daß er der Urheber des Febronius sei, geheim halten möchte; auf welche Bedingniß aber man weder zu Rom, ... noch von Seiten Ihrer Kurfürstlichen Durchlaucht, welche Sich von dieser Handlung den größten Ruhm und Beifall versprechen, Bedacht genommen zu haben scheint. Der Credit des Weihbischofs d'Herbain soll dadurch ungemein gewachsen sein, und man vermuthet, daß dessen Einfluß in mehrere Geschäfte mit dieser Epoche anfangen dürfte".

Als dieser Bericht nach Wien kam, war Hontheims Widerruf schon längst bekannt.

Schon am 7. Januar war von dem römischen Gesandten Cardinal Herzan und von Anderen die Neuigkeit des römischen Weihnachtstages dort angelangt; am 8. berichtet Krufft darüber in höchster Ueberraschung an Fürst Kaunitz, legt Hontheims letzte Briefe, in denen auch nicht ein Wort von Widerruf, vielmehr der Ausdruck völlig ungeänderter kirchenpolitischer Gesinnung enthalten sei, vor, und schließt daraus, daß von einer wirklichen Retractation nicht die Rede sein könne. Gleichzeitig wendet er sich, um von der Sache zu erfahren, an einen in Cöln lebenden Bruder und an Hontheim selbst. Als hierauf die gedruckten Consistorialacten aus Rom angelangt sind und er den wirklichen Widerruf nicht mehr bezweifeln kann, berichtet er (24. Januar) von Neuem an Kaunitz: die publicirte Formel, hat er von Rom vernommen, sei nicht die ursprüngliche des Widerrufes, diese vielmehr von dort

wieder zurückgeschickt und eine römische Formel seitens des alten Weihbischofes lediglich abgeschrieben und unterzeichnet worden. In solcher nicht mehr richtigen Gestalt war also die zu Grunde liegende Nachricht über Rom nach Wien gelangt. Schwerlich meint nun Krufft, werde Hontheim die unterzeichnete Formel anerkennen, und für Religion und Kirche werde der römische Streich nicht nützlich, sondern schädlich sein. Diese seine Auffassung werde getheilt von den Prälaten von Braunau und von St. Dorotheen und den Professoren Gazaniga, Bertieri, Martini. — Kaunitz antwortet [1]), Krufft scheine auch ihm die Sache richtig zu sehen. Er bedauert den schwach gewordenen alten Mann. Tröstlich sei, daß alle vernünftigen Leute der katholischen Welt Hontheims richtige Gedanken, trotz des Widerrufes, nach wie vor für richtig halten werden.

Gleich darauf ist Hontheims Brief vom 17. Januar (oben S. 144) in Wien angekommen. Krufft hatte ihn augenblicklich an Kaunitz vorgelegt, und sein Begleitschreiben mit den Worten begonnen: voilà le pot aux roses découvert. Der Fürst antwortet am 26. [2]), er bedauere zu finden que le pot aux roses ne sentoit pas trop bon. Sein gerader Sinn lehnt sich gegen die Feigheit und Unwahrhaftigkeit des Schrittes, wie er sich nun zeigte, auf. Nach diesem Schreiben sagt er, mache der Widerruf Hontheim

1) Das in der Treviris für 1835 Num. 3 gedruckte, in den Krufftschen Acten nicht mehr vorhandene Schreiben des Fürsten Kaunitz an Krufft muß die Antwort auf diesen Bericht sein. Es lautet: En simple citoyen de l'univers j'ai été peiné de la démarche à laquelle s'est laissé entraîner ce pauvre vieillard, dans lequel, uti solet, l'âme doit sans doute avoir baissée avec le corps, et je sens parfaitement moyennant cela, combien vous devez en avoir été affecté — vous, qui êtes son parent et son ami! Tout ceque vous dites d'ailleurs est très vraisemblable, et cequi peut consoler de ce triomphe apparent della Curia Romana, c'est que tous les gens sensés de la Catholicité, malgré la rétractation du bon homme, n'en resteront pas moins persuadés de la vérité de toutes les choses, qu'il a dites, et que tant d'autres avoient dites long-tems avant lui.

2) In den Gesta Trev. Bd. 3. adp. p. 55 ist der Anfang dieser Antwort gedruckt, und bildet die erste Hälfte des dort Mitgetheilten. Die zweite Hälfte desselben, von den Worten Tout ceque vous avez fait etc. an, gehört nicht zur ersten, sondern ist aus einem späteren Kaunitz'schen Briefe. Das in den Krufft'schen Sammlungen noch im Original vorhandene Billet vom 26. Januar beschäftigt sich in seinem zweiten Theile mit Eybel, der gegen Verfolgung geschützt werden soll.

wenig Ehre: hätte er sich ehrlich geweigert, so würde ihm nichts Schlimmes haben widerfahren können.

Kruffts cölner Bruder[1]) hatte unterdeß gemeldet, man habe auch dort an einen eigentlichen Widerruf anfangs nicht glauben wollen; nun aber bringe die französische cölner Zeitung die Actenstücke. Auch er nimmt an, es liege Zwang zu widerrufen vor; in seinem Kreise sei das allgemeine Meinung. Die Familie sei, wie ehedem vom Febronius, so jetzt von der Retractation, vollständig überrascht gewesen; im Uebrigen ist er, und wie es scheint, auch die Familie, mit derselben zufrieden, da sie, um Roms und des Kurfürsten Unwillen von ihr abzuwenden, das einzige Mittel gewesen sei. Dies scheint ihm der selbstverständliche Gesichtspunkt. Hontheim persönlich befinde sich gut: „Febronius sitzt gut zu Tisch" schreibe sein Neffe, der Canonicus Hontheim; und der Weihbischof selbst habe an seine Schwägerin überaus gleichmüthig über Lob und Tadel Dessen, was er gethan habe, geschrieben[2]): Lob und Tadel sei Luft; man müsse nur gesund dabei bleiben.

Auch der wiener Krufft, der, wie wir gesehen haben, von vorn herein zu der Annahme gestimmt war, daß der Widerruf kein echter sein könne, weil er, und mit Recht, überzeugt blieb, daß Hontheims Gesinnung nach wie vor die alte sei, konnte sich nicht anders denken, als der alte Mann sei durch Drohungen eingeschüchtert, und auf schlechthin verwerfliche Art zum Widerrufe gedrängt worden. Alles was er vernahm, die cölner, die coblenzer Nachrichten, vor Allem des Weihbischofs eigenes Wort, daß er erst „starken und wiederholten Instanzen" nachgegeben habe, bestärkten ihn darin. Es kommt daneben kaum in Rechnung, daß er auch durch das politische Bedürfniß seiner Regierung, den Schlag der Curie zu pariren, und durch die Art, wie er bei seinem Chef F. Kaunitz bisher sein Verhältniß zu Hontheim geltend gemacht hatte, bestimmt, und in diesem Sinne nicht unbefangen war. So

1) In den Krufft'schen Sammlungen sind Briefe von ihm v. 17. und 31. Januar, 7. und 14. Februar.

2) Herr v. Krufft citirt den Passus wörtlich: Voilà comme il va dans le monde; on chante mes louanges à Rome à outrance, ailleurs l'on me blâme. Passons au dessus de tout cela; ce n'est que du vent. Portons nous bien. Pour moi je compte de faire cela, faites en autant.

lieh er seiner Auffassung Worte, die dem Gefühl, durch das Verfahren der Curie in der Ehre seiner Familie verletzt zu sein, entsprachen, nicht nur mündlich und in seiner ausgebreiteten Correspondenz, sondern auch in Zeitungsartikeln, welche er in frankfurter, cölner, florentiner Blätter brachte [1]): in die Florentiner Zeitung ließ er eine Nebeneinanderstellung der ihm durch Hontheim mitgetheilten Drohworte des päpstlichen Breves vom 22. September [2]) und der in der Allocution vom 25. December enthaltenen Versicherung einrücken, daß keinerlei Drohung bei der Sache angewandt sei: wogegen dann der dortige Nuntius einzuschreiten suchte, aber von dem Großherzoge — Florenz war der Sitz der österreichischen Secundogenitur — zurückgewiesen ward. Ebenso faßte Krufft in derselben Stimmung sittlicher, kirchenpolitischer und persönlicher Entrüstung den Plan, Hontheims Biographie und darin die Geschichte dieser erzwungenen Widerrufung zu schreiben, von welchem im Eingange dieser Blätter bereits die Rede gewesen ist. Auch die Art, wie der Weihbischof hierauf einging, bestärkte ihn in seiner Meinung. Sein brieflicher Verkehr mit demselben über das biographische Material und vermuthlich auch die früheste Ausarbeitung beginnt schon in den ersten Monaten von 1779.

In Oesterreich gehörte Febronius zwar der Form nach zu den Büchern, deren Benutzung besonderer Aufsicht unterlag; sie hatte aber thatsächlich sich niemals geltend gemacht, und der Nuntius, wie der wiener Erzbischof, hatten sich vergebens um strengere Maßregeln bemühet. Nur gegen die antifebronianische Litteratur waren dergleichen gehandhabt worden, und als jetzt die Acten des päpstlichen Weihnachtsconsistoriums gedruckt waren, ließ man auch diese nicht zu, trotz der entgegengesetzten Bemühungen jener geistlichen Herren. Als man dann in den letzten Januartagen entdeckte, daß in dem oberösterreichischen Städtchen Steyer der Abt des benachbarten Klosters Glienk einen Abdruck hatte machen lassen, wurde alsbald eine Commission ernannt, unter Kruffts Vorsitz, die Auflage weggenommen, der Abt mit Geld gestraft.

---

1) In seinen Papieren zu Trier finden sich Reste seiner Correspondenzen darüber aus dem Februar und März 1779.

2) S. oben S. 127. Not. 3. S. 144. Not. 2.

Ebenso verlief ein ähnlicher Vorfall in Prag; die römische Publication wurde in allen kaiserlichen Landen verboten. Ein bei Vorbereitung dieser Maßregel in der Censurcommission am 16. Februar 1779 erstattetes Votum [1]) möge zur Characterisirung der Gesichtspunkte dienen, aus denen sie hervorging. Es bezieht sich auf das Verfahren gegen den Abt von Glienk. „So richtig es ist", sagt es, „daß hier zween Gegenstände, der Inhalt nämlich der Acta in Consistorio secreto etc. und der in einem Winkel der k. k. Erblande geschehene Nachdruck derselben in Betrachtung gezogen werden müssen, ebenso richtig scheint mir, daß der erstere von Seite der Censurcommission nach der durch die Instruction ihr aufgelegten Pflicht nicht könne umgangen, sondern vielmehr für den Hauptgegenstand ihrer Aeußerung müsse angesehen werden. Der Inhalt hat zween wesentliche Bestandtheile; der eine ist das Schreiben des Weihbischofs von Trier, worin derselbe verschiedene Sätze seines unter dem Namen Justinus Febronius ehemals herausgegebenen Buches widerruft, und die ihnen widersprechenden Sätze aufstellt, der zweite ist die Rede Sr. päpstlichen Heiligkeit, wodurch Sie diese Widerrufung mit Frohlocken in dem geheimen Consistorium angekündigt haben. Was das Schreiben des Herrn Weihbischofes belanget, so kann Niemand mißkennen, daß die Sätze, die darinnen widerrufen werden, eben diejenigen sind, welche auf der hiesigen Kanzel des geistlichen Rechtes nach höchster Vorschrift gelehret werden, folglich daß die denselben widersprechenden Sätze, welche nunmehr laut der Acten der Herr Weihbischof annimmt und bekennt, nicht geduldet werden können und dürfen, besonders da hiebei der alte Kunstgriff angebracht ist, alles Dasjenige, was wider die Rechte des päpstlichen Stuhles streitet, als religionsschädlich zu erklären, und sodann in der Folge mit den Rechten des päpstlichen Stuhles jene des römischen Hofes zu vermengen, folgbar dem an sich wahren Satze, daß Alles, was wider die Rechte des eigentlichen päpstlichen Stuhles läuft, der Religion nachtheilig sei, eine längst für unrechtmäßig erkannte Ausdehnung zu geben. Wenn daher der Brief des Herrn Weihbischofes einzeln zum Vorschein käme, so würde, glaube ich, Niemand anstehen, denselben ebenso zu verwerfen, wie die unter dem Titel Italus ad Febronium

1) Von Wilkowitz. Abschrift in den Krufftschen Papieren.

erschienenen Briefe [1]) sind verworfen worden. Es kommt nun darauf an, ob ein solches Schreiben von darum anders behandelt zu werden verdiene, weil es von der Rede Sr. Päpstlichen Heiligkeit begleitet und derselben einverleibt ist? Da es hier nicht um Glaubenslehren, sondern um politische Sätze zu thun ist, so gehören diese unstreitig zu jenen Gegenständen, welche von der politischen Stelle beurtheilt werden müssen; ohne daß dadurch dem Ansehen des Oberhauptes der Kirche zu nahe getreten würde: massen hier der Papst nicht als Glaubens- oder Sittenlehrer, folgbar auch im genauen Verstande nicht in der Eigenschaft eines Oberhauptes der Kirche erscheint. Nun glaube ich nicht, daß man es für wahr annehmen oder auch nur gleichgültig ansehen könne, daß die febronischen Sätze hier für die verderblichsten Irrthümer, für falsche Lehre, für solche wodurch die Einigkeit der Kirche selbsten getrennt wird, für Erdichtungen, welchen die Lehre Christi entgegensteht, erklärt werden; und daher scheint mir ein richtiger Schluß zu sein, daß einer Rede, worin dergleichen Sachen vorkommen, der freie Lauf nicht könne gelassen werden; wobei nach der bekannten Regel nicht darauf zu sehen ist, wer etwas sage, sondern was und und mit welchem Grunde er es sage. Wenn die päpstlichen Breven und Bullen der höchsten landesfürstlichen Einsicht unterliegen, wenn sie insoweit, als sie nicht Glaubenslehren betreffen, anstößig können befunden werden, so kann die angezeigte Rede kein Vorrecht verlangen, sondern unterliegt ebenderselben Einsicht. Indessen verdient der Name und das Ansehen des lebenden Papstes allerdings eine billige Rücksicht und die Mäßigung, daß die vorliegende Schrift nicht dem Verzeichniß der verbotenen Bücher einverleibt, sondern ohne Aufsehen zurückgewiesen, und die Abdrücke so oft sie vorkommen, vertilget werden. Dieses dürfte auch der Beschaffenheit derselben am besten angemessen sein, als welche", schließt der Votant mit einer dem Katholiken doch kaum erlaubten scherzhaften Wendung, „nicht verfasset zu sein scheint, um das öffentliche Licht der Welt zu sehen, indem, wie der Titel zeiget, die ganze Verhandlung in einem geheimen Consistorium ist gepflogen worden." — Demgemäß geschah das Verbot, und ebenso wurden die Acta etc.

1) S. oben S. 90. Note 2.

in Madrid, Mailand, Venedig verboten [1]). Man empfand eben allenthalben, wie die römische Veröffentlichung gemeint war [2]), und behandelte sie dem entsprechend.

Auch der Kurfürst von Mainz Friedrich Carl Joseph von Erthal empfand, wie sie gemeint war. Er wandte sich an den Fürsten Kaunitz, um zu erfahren, was man in Oesterreich in der Sache thun werde [3]). Die „besonderen Umstände", schreibt er, werden dem Fürsten nicht unbekannt sein, welche Hontheims Widerruf begleitet haben. Er bedauere das bedenkliche Verfahren Clemens Wenzels, „noch größeren Bedenklichkeiten" scheine ihm, unterworfen zu sein, „daß seine päpstliche Heiligkeit sothanen Widerruf durch eine feierliche Consistorialhandlung und öffentliche Abdrücke bekannt gemacht, ja sogar für gut befunden haben, durch den Herrn Cardinal Albani als Protector der deutschen Nation an mich und vermuthlich an alle deutschen Fürstbischöfe" — daß es gleichzeitig auch in Cöln geschehen sei, meldete Graf Metternich (15. März) — „das Ansinnen zu stellen, daß ich Sr. Heiligkeit durch ein eigends dahin abzulassendes Schreiben über den vorgegangenen Widerruf Glück wünschen, fort Höchstdenenselben meine Theilnehmung an der vorgegangenen Ereigniß zu erkennen geben möchte". Kaunitz erwiedert, die österreichischen Maßregeln „gehen dahin, die ganze Sache soweit nur möglich auf sich beruhen zu lassen, und Alles hintan zu halten, was hierüber zu irgend einer öffentlichen Bewegung und Sprache Gelegenheit geben könnte. Zu dem Ende sind die Erbländischen K. K. Censurcommissionen angewiesen, Nichts, was für oder wider diesen Gegenstand geschrieben werden dürfte, zum Drucke gelangen, auch das in auswärtigen Ländern Gedruckte, sowie die Acta in Consistorio secreto selbst, in den Buchhandlungen nicht öffentlich verkaufen, sondern nur gegen anzusuchende besondere Erlaubniß bekannten Gelehrten und discreten Personen verabfolgen zu lassen". Auch in Mainz wurde der Druck dann nicht gestattet [4]); dagegen der mannheimer Hof, wo Abbé

1) Wolf, Gesch. der kathol. Kirche unter Pius VI. 2, 270 fg. (1794).

2) Verschiedene diese Empfindung ausdrückende Correspondenzen sind in den Kruffischen Acten erhalten. Ein Brief daraus Gesta Trev. Tom. 3 adp. p. 55. (Giusti).

3) Seinen Brief und Kaunitz Antwort s. in der Gesta a. a. O. pag. 56.

4) Wolf a. a. O.

Becks guter Freund der Bibliothekar Maillot von Einfluß war, sich auch in dieser Angelegenheit zur römischen Curie stellte. Graf Metternich machte den dortigen kaiserlichen Gesandten Grafen Lehrbach verdachtsvoll darauf aufmerksam.

Krufft aber, als er nicht bloß durch den ersten von der Geschichte des Widerrufs berichtenden Brief Hontheims, sondern auch durch dessen Brief vom 4. Februar, der die Geschichte seines durchcorrigirten Hirtenbriefes erzählte [1]), in der Meinung befestigt war, daß sein alter Verwandter mißhandelt und daß die Täuschung der Kirchenangehörigen fortgesetzt werde, wandte sich am 22. Februar 1779 an die Kaiserin Maria Theresia, die zwar, nachdem der Widerruf bekannt geworden war, dem Kurfürsten und dem Weihbischofe als gute Katholikin Glück gewünscht hatte, und die von dem wiener Erzbischofe, wie vom Nuntius in der Sache umworben schien, von deren gesundem Sinne er aber erwarten konnte, sie werde geistliche Unwürdigkeiten nicht billigen. Er legte ihr Abschriften von Hontheims Briefen vor, und bat, sie möge nun selbst urtheilen, ob hier ein wahrhafter, unerzwungener Widerruf vorhanden sei, und ob ein Verfahren, wie das römische, den wahren Interessen der Kirche entsprechen könne. Andern Abends (23. Februar) wurde er zu persönlichem Vortrage über die Angelegenheit berufen [2]), mußte, was er Einzelnes wußte, erzählen, und als die Kaiserin mit Entrüstung versicherte, sie werde über diese „vilaine Comödie" nicht die mindeste Veröffentlichung dulden, machte er aufmerksam, daß sie dann auch den Bischöfen die vom Papste verlangten Beglückwünschungen nicht erlauben möge, deren Bedeutung er hervorhob. Sie sagte das zu, und erklärte, weder mit dem Erzbischofe, noch dem Nuntius über die Angelegenheit sich einlassen zu wollen. Dann verbot sie die Acten in Österreich.

Unterdeß waren Nachrichten von den Aeußerungen Kruffts und seiner wiener Freunde schon um Mitte des Monats nach Cob-

1) S. oben Seite 147.

2) In seinem Nachlasse findet sich die der Kaiserin überreichte Vorstellung in doppeltem Entwurfe, und auf dem vom 22. Febr. datirten die Notiz, er habe sie an dem Tage überschickt, und sei dann „am 23. Abends zur geheimen und eine ganze Stunde dauernden Audienz berufen worden", über die er anderen Tages dem Grafen von Sickingen berichtet. Der nicht ganz vollendete Briefentwurf ist bei den Kruffischen Acten.

lenz gelangt, und am 15. Februar schreibt der Kurfürst an Hontheim[1]): „den Herrn Weihbischof muß ich abermahl wiederholter bitten, seinen Unwillen gegen die Ihnen mißliebige römische Publication ... doch fleißig zu verbergen. Von Wien wurde ich berichtet, daß Jene, so mit des Herrn Weihbischof Widerrufung nicht zufrieden sind, vorgeben, es sei diese Ihnen abgezwungen worden, und Sie hätten aus zeitlichen Absichten die Ihnen bekannte Wahrheit verleugnet und abgeschworen. Man will Briefe von Ihnen gesehen haben, worin Ersteres förmlich enthalten, und woraus sich das Zweite mithin klar folgern läßt". Es werde das zwar Verleumdung sein; „unterdeß könnte doch dieser Ruf in Etwas wahrscheinlich werden, wenn der Herr Weihbischof gegen Ihre Freunde auch nur so sich äußerten, wie selbiger sich gegen mich in Ihrem letzten Schreiben herausgelassen haben. ..... Ich kann nicht bergen, daß ich gar sehr wünschte, es wäre der an einen Freund in Wien überschickte Brief, worin Sie sich über das Betragen des römischen Hofes nicht wenig beklagen, wieder in Ihren Händen; denn dem Ruf nach soll sehr übler Gebrauch" davon „gemacht werden". Schließlich bekennt, wie schon oben erwähnt ist, der Kurfürst, auch ihm habe „der römische Modus" anfangs nicht gefallen; doch habe er gemeint, der Papst müsse seine guten Gründe dazu gehabt haben; jetzt kenne er dieselben auch, könne sie indeß einem Briefe nicht anvertrauen. — In einem elf Tage späteren Briefe (26. Febr.) macht Clemens Wenzel den Versuch, Hontheim zu einer ihn wiederum tiefer verstrickenden öffentlichen Aeußerung zu bereden — er sollte einen ostensibeln Brief gegen die Utrechter Katholiken schreiben —; und als das keinen Erfolg hatte, citirte er ihn nach Coblenz. Das Schreiben, in welchem es geschah, ist in dem gedruckten „Briefwechsel" nicht mit enthalten, aber am 12. März hatte es Krufft in Wien soeben von Hontheim zugesandt erhalten, und legte es dem Fürsten Kaunitz vor. Er hatte diesem am 4. über den kurfürstlichen Brief vom 15. Februar referirt, und daß Hontheim darauf geantwortet habe: sich zu beklagen sei er berechtigt gewesen, und daß er das gegen einen Freund in Wien wirklich gethan habe, gestehe er ein; wie er denn überhaupt der Meinung sei, er habe nun genug gethan,

1) In dem Briefwechsel u. s. w. S. 54.

und Ruhe und Berücksichtigung seines Alters erbitte. Jetzt meldet er, der Weihbischof habe zugesagt, nach Ostern in Coblenz zu erscheinen, und ist voller Besorgniß, wie es dem alten Manne, wenn er dort in die Hände Beck's, Herbains und des „gefährlichen Abbé Bollo", der hier zum ersten Mal genannt wird, gerathe, ergehen werde. Er hat ihm lebhaft abgerathen zu gehen. Hontheim war entschlossen, seine Aemter, die er bis dahin noch fortgeführt hatte, niederzulegen und sich ganz nach Montquintin zurückzuziehen. Krufft wünschte, er möge die Niederlegung nur schriftlich erklären, und hofft einen Augenblick, der Weihbischof werde in der That nicht nach Coblenz gehen. Dann aber kommt die Nachricht, er sei schon auf dem Wege dahin, und am 11. war er angekommen[1]). Fürst Kaunitz antwortet, er theile Kruffts Sorge, könne aber Nichts in der Sache thun: den oben berührten Schritt des Kurfürsten von Mainz, und ähnliche Anfragen von andern deutschen Bischöfen zu positivem Eingreifen zu benützen, hatte er schon früher abgelehnt. Am 22. April theilt er aus einem Briefe vom 15. aus Ehrenbreitenstein ein Wort, man erkennt nicht welches Ursprunges, mit, in welchem es heißt: le Suffragant H. est actuellement ici, gai, content et effronté, mais ne parlant pas un mot de sa sottise, das ist von seinem Widerrufe, wie der Zusammenhang ergiebt.

Krufft hatte den alten Freund an Graf Metternich und an Spangenberg zum Schutze empfohlen; jetzt (21. Apr.) wendet er sich von Neuem auch an die Kaiserin. Er erzählt, Hontheim sei, nachdem er seinen erbetenen Abschied nicht erhalten habe, durch den Kurfürsten gezwungen in Coblenz angekommen, begründet seine Besorgnisse vor des Fürsten „gewaltthätigen Rathgebern", die den Greis Gott weiß wozu bringen und vielleicht todt quälen würden, und bittet im Namen der hontheimischen und der krufftischen Familie, die Kaiserin möge durch den Staatskanzler an den Kurfürsten erklären lassen, daß es ihr „zu ganz besonderem Wohlgefallen gereichen würde, wenn S. Kurfürstliche Durchlaucht mehrbesagt dero Weihbischofen ehestens gnädigst verabschieden und zu seiner wohlverdienten Ruhe nach Hause zurückkehren lassen wollten".

1) In dem Nachlasse Kruffts finden sich dessen über diese Entwicklung an Fürst Kaunitz erstatteten Berichte v. 4. 12. 19. 26. März 8. und 19. April.

Wie sie hierzu sehr wohl competent sei, da Hontheim als Besitzer von Montquintin zu ihren Unterthanen gehöre, führt er aus, und fügt wieder allerhand bekräftigende Anlagen bei, unter denen ein schon berührtes Schreiben des Bischofs von Seckau an den Propst Wittola [1]) ist, in welchem der gedruckte Widerruf Hontheims „ein kurzes Compendium praetensionum Curiae Romanae" genannt wird. Die Kaiserin indeß ließ sich nicht ein; ihr der Bittschrift auf einem Couvertabschnitte angeklebtes eigenhändiges Rescript lautet: „in disr sache, die allzeit verwürther wird, Kan mich Keines weegs mischen. — hat hontheim was zu begern, so hat er die reichsgerichter und dem Kayser, wo er [2]) in persona, nicht in nahmen der famille recurin mus. ich bleibe bey meinen satz in nichts in dieser sache nicht einmahl mit Vorspruch, noch weniger mit protectionertheilung einzuschlagen". Gleich darauf kam jedoch Nachricht, daß in Coblenz Alles gut gegangen sei: schon am 24. April kann Krufft dem Fürsten Kaunitz dies melden.

Was man von Hontheim gewollt hatte, war eine nochmalige öffentliche Erklärung, daß die durch die Zeitungen gegangenen Nachrichten seines Briefes an Krufft falsch seien. Kurz vor seiner Ankunft zu Coblenz gab es dort ein Vorspiel hierzu, durch welches die Schärfe der Gegensätze und die Gereiztheit des Kurfürsten, nicht verringert wurden. Ich theile den Bericht des kaiserl. Gesandten Grafen Metternich darüber (aus Mainz 9. April) mit, und füge demselben ein, was ich Ergänzendes beizubringen habe.

„Anstatt daß Ihro Kurfürstl. Durchlaucht von Trier den bedenklichen und übereilten Schritt der Widerrufung des Febronius nicht gethan zu haben wünschen sollten, da die Folge davon lehret, daß die mehrsten katholischen Staaten von den in diesem berühmten Werk enthaltenen Grundsätzen in Absicht auf die landesherrlichen Rechte und die seit Jahrhunderten geführten Beschwerden der ganzen deutschen Nation nicht abgehen werden, mithin Höchstselben dieser Handlung wegen wenig Dank wissen, und daß selbst die Meynungen zu Rom hierüber getheilt sind, so ergiebt sich vielmehr das Gegentheil, daß Höchstsie dieses von übeln und eigennützigen Rathgebern veranlaßte Unternehmen in den Augen der

1) Gedruckt in den Gesta tom. 3, adp. p. 57.
2) Nämlich Krufft.

ganzen Welt kühn behaupten, und wenigstens da, wo es sich thun läßt, mit größter Strenge durchzusetzen gedenken. Es ist bereits in öffentlichen französischen und deutschen Zeitungen, z. B. in der Utrechter und Hanauer, eingerücket worden, daß man den Herrn von Hontheim zu dem Widerruf gezwungen, und der Triumph zu Rom eine kurze Zeit gedauert hätte. Der Zeitungsschreiber zu Coblenz" — es war einer der drei Söhne des Geheimenrathes Johann Claudius von Lasaulx, und zwar wohl sicher der älteste, Adam [1]) — „schrieb aus Uebereilung oder Einfalt einen dergleichen Artikel nach, welches Ihre Kurfürstliche Durchlaucht mit Recht in den äußersten Zorn brachte, solche Stellen in dem Zeitungsblatt seiner Residenz zu finden". Der Artikel war vom 26. März, und lautete: „Gerüchte. Wahre oder unwahre, untereinander, wie sie von Menschen erzeugt werden, als da sind: die Acten wegen des Widerrufs des berühmten Febronius seyen in Spanien und Oesterreich zu drucken verboten, der Widerruf selbst seye von Herrn v. Hontheim nicht aufgesetzt, nur unterschrieben". Daß diese Worte keineswegs aus Uebereilung oder Einfalt, sondern mit bewußter Absicht und um für Hontheim Partei zu nehmen, geschrieben worden waren, steht wohl kaum zu bezweifeln. Man sieht, wie weit selbst unter den Augen Clemens Wenzels die coblenzer Freunde des Weihbischofs gehen zu dürfen meinten. Vielleicht ist mit dem Artikel auch nicht ohne Zusammenhang, daß der „Zeitungsschreiber" nachher zunächst Legationssecretair bei Graf Metternich selbst gewesen ist. — Dieser fährt fort: „Der zum Aufseher der dasigen Zeitung verordnete Geheimerath von Lasaulx wurde sogleich vor den Kurfürsten gefordert, und da er sich entschuldigte [2]), diese Stelle übersehen zu haben, mit den härtesten Vorwürfen der kurfürstlichen Ungnade und einer beträchtlichen Geldstrafe an das Armenhaus belegt, sein Sohn aber, welcher die Zeitung geschrieben, auf der Festung Ehrenbreitenstein auf eine unbestimmte Zeit eingesperret; welche harte von Ihro Kurfürstl. Durchlaucht Selbst niedergeschriebene Sentenz, ohnerachtet sich mehrere Personen für gedachten Geheimenrath", der seinen Sohn

1) Siehe über den Vater und die Söhne: Erinnerungen an Amalie von Lasaulx ꝛc. Einleitung S. VII fg.

2) Die mir vorliegende Abschrift hat „nicht entschuldigte".

persönlich auf die Festung hatte abliefern müssen, „verwendet, bis jetzo nicht geändert worden". Dieser Theil des Berichts wird erläutert durch einen officiellen Artikel im Coblenzer Intelligenzblatt vom 6. und im „Trierischen Wochenblättchen" vom 11. April 1779, welcher letztere Abdruck zugleich auf Hontheims eben damals angetretene coblenzer Reise berechnet scheint: „Mit vielem Befremden haben Ihro Kurfürstliche Durchlaucht in dem Coblenzer Intelligenzblatt vom 26. März folgende Stelle zu ersehen gehabt": folgt der obige Artikel. „Da nun diese Stelle für Seine Kurf. Durchlaucht, Höchstwelche besagte Widerrufung (Hontheims) zu bewerkstelligen sich auf das Aeußerste, zum ewigen Dank aller wohlgesinnten Katholiken, verwendet haben, höchst anzüglich und für Ihro Päpstliche Heiligkeit selbsten, welche ausdrücklich in gedachten Acten (des Consistoriums v. 25. Decbr.) dem ganzen Sacro Collegio öffentlich bekanntgemacht haben, es habe Herr v. Hontheim die berühmte Widerrufung mit eigener Hand niedergeschrieben — wie dann auch in der That diesen eigenhändigen Aufsatz Ihro Kurfürstl. Durchlaucht an Ihro Päpstliche Heiligkeit selbst übermacht haben —, auf das Allergröbste beleidigend ist, so konnte auch selbige dem Verfasser des Wochenblattes und dem Aufseher anderst nicht als zur höchsten Ungnade aufgenommen werden. Es ist das Nöthige hierinfalls allbereits gerechtest verfügt und solchergestalten vollbracht worden, daß hoffentlich dergleichen freche Auftritte so bald nicht mehr zu besorgen sein werden. Dem geärgerten Publicum aber zur Genugthuung haben Ihro Kurfürstl. Durchlaucht gnädigst befohlen, dieses hiermit bekannt zu machen, auch nicht minder beyzufügen, wasmassen Höchstdenenselben beigebracht worden sey, daß es auch in Dero Kurlanden Leute geben solle, welche sich nicht scheuen, den wahrhaft großmüthigen Schritt des Herrn Weihbischofs von Hontheim, da er seine unter dem Namen Justini Febronii herausgegebenen Schriften mit dem heiligen Römischen Stuhl und allen wohldenkenden Katholiken auf das Feyerlichste verworfen und verdammet hat, herabzusetzen, als hätte sich gedachter Herr Weihbischof aus Furcht des ihm angedroht sein sollenden Kirchenbannes und sonst zeitlicher ihm bevorstehenden Uebeln und Strafen, oder aus sonstigen eiteln Absichten zu dieser Widerrufung, welcher derselbe in Baldem bei geänderten Umständen selbst widersprechen würde, entschlossen. Da nun dergleichen grobe Verläumdungen

der Ehre gedachten Herrn Weihbischofs, für welche Ihro Kurfürstliche Durchlaucht der Religion und Wahrheit zur Steuer zu eifern sich schuldig erachten, äußerst nachtheilig sind, und darauf abzielen, wollen, Dero Weihbischofen v. Hontheim für einen frechen Mann auszugeben, der wider Wissen und Gewissen die Wahrheit verleugne, und folglich mit Dem, was jedem Wohldenkenden heilig sein soll, nur spotte, oder wenigstens aus eitler Menschenfurcht und dergleichen nur auf niedre Seelen wirkenden Trieben die wesentlichsten Pflichten nicht nur eines Bischofs, sondern auch eines jeden ehrlichen Mannes unter die Füße trete, als wollen Höchstgedachte Ihro Kurfürstliche Durchlaucht hierbei zu Jedermänniglichen Warnung angefügt haben, daß Höchstdieselben dergleichen Bosheiten zu erdulden länger nicht gesinnet seyen, sondern Diejenigen, welche sich obbesagten Verbrechens ferners werden schuldig machen, mit geziemender Strafe ansehen werden. Ferners erklären S. Kurfürstl. Durchlaucht, daß die von Herrn Weihbischof von Hontheim in Höchstdero Namen gemachte Prohibition derer Febronianischen Büchern, ohnerachtet selbe anderst nicht, als durch den öffentlichen Druck bekannt gemacht worden ist, deswegen nicht minder im Gewissen verbinde, als wenn die Verkündigung dieses Verbots mit denen sonst gewöhnlichen Formalitäten geschehen wäre. Wonach sich in Gefolg ein Jeder Höchstdero Erzbischöflicher Jurisdiction Untergebener zu richten hat. So weit aus höchstem Befehl."

Metternich fährt fort: „Zu anderweiter Genugthuung ließen Sich aber Ihro Kurfürstliche Durchlaucht zur Einsetzung der in den unter dem 2. und 5. dieses ausgegebenen Zeitungsblättern befindlichen Artikel verleiten." Der erste ist der soeben mitgetheilte [1]), der zweite giebt in einem „Schreiben aus Wien" die Geschichte eines von den österreichischen Behörden nicht gestraften Nachdruckes der Consistorialacten, in Betreff deren die Kaiserin überhaupt „auf das Nachdrücklichste verboten habe, Etwas zu thun, das S. Heiligkeit betrüben könnte." Das Gerücht von dem Verbote der Acten sei also unwahr, und „an Dem, was diesfalls in Betreff mehrgedachter Acten in denen Oesterreichischen Niederlanden geschehen, haben Ihro k. k. Majestät keinen Antheil." — Diese Artikel, fährt also Graf Metternich fort, unter denen „eine aus-

1) Vgl. Wolf, Gesch. der kathol. Kirche unter P. Pius VI. 2, 279 fg.

gezeichnete Gehässigkeit der geistlichen Herrn Rathgeber wider die andersgesinnten Höfe und die stille Absicht, dem würdigen Herren Weihbischofen v. Hontheim eine neue Wunde zu versetzen, verborgen liegt," können „nach meinem Erachten die Sache nur äußerst verschlimmern. Ihro Kurfürstl. Durchlaucht geben darinnen vor, wegen besagter Widerrufung sich auf das Aeußerste zum ewigen Dank aller wohlgesinnten Katholiken verwendet zu haben, und setzen also alle jene katholischen Höfe, welche von der gleichen Meynung zu sein nicht für gut befunden, in die Classe übeldenkender Katholiken. In dem folgenden Blatt wird die in den K. K. Erblanden auf Allerhöchsten Befehl veranstaltete Unterdrückung der Widerrufungsacten für eine Unwahrheit ausgegeben, die Allerhöchste Person der Kaiserin-Königin Majest. ohne Scheu compromittirt, und von willkürlichen Regierungsanstalten in den Niederlanden zum Nachtheil und ohne Vorwissen Ihro Majestät gesprochen. Um diesen Ausschweifungen, womit man in den künftigen Zeitungsblättern zum Aergerniß des Publicum, welches dermalen schon wunderbare Glossen macht, fortfahren könnte, einige Schranken zu setzen, und in Gemäßheit Euer Fürstl. Gnaden mir unter dem 9. März in Betreff der Febronianischen Acten gemachter hoher Mittheilung habe ich in Abwesenheit des Herrn Ministers v. Hohenfeld dem Herrn Geh. Staatsrath v. Krifft zugeschrieben, und wohlmeynend angerathen, Ihro Kurfürstl. Durchlaucht den Inhalt und das Anzügliche obgedachter Stellen gehörig zu zergliedern, und Höchstselbe von weiteren dergleichen Uebereilungen mit Anstand abzuhalten, wovon ich dem Erfolge entgegensehe." Der Brief (vom 7. April) ist vorhanden, enthält aber Nichts als das Angegebene in recht entschiedener Form: daß das österreichische Verbot der Acten „unter Anderem wegen der in selbigen enthaltenen, den landesherrlichen zuwiderlaufenden Sätzen" erlassen sei, wird ausdrücklich betont. „Es ist die Intrigue der an diesem Hofe sich aufhaltenden Creaturen," schließt Metternich, „wirklich auf den höchsten Grad gestiegen, da Sachen fürgehen, welche die Würde Ihro Kurfürstl. Durchlaucht gänzlich herabsetzen, und wovon ich Bedenken und Scheu trage, Ew. F. G. die gehorsamste Eröffnung zu machen, ohngeachtet ich die Beweise davon in Händen habe." Mit letzterer Beschuldigung ist wahrscheinlich gemeint, daß, worüber von Krufft eine besondere Verhandlung eingeleitet wurde,

in Coblenz Briefe an ihn erbrochen worden waren. — Krifftis Antwort an Metternich ist vom 10. April: der Kurfürst, welcher „in Dem, was die Religion angeht, Jedermann gern Rede und Antwort gebe," habe auf Vortrag der Sache geäußert: er bleibe dabei „daß alle wohlgesinnte Katholische mit dem Römischen Stuhle die Schriften des Justini Febronii verwerfen und verdammen werden, weilen nach Geständniß des Autors selbsten und Derjenigen, die von Gott berufen sind, dergleichen zu beurtheilen, mehrere Sätze darinnen begriffen, welche wider die Lehre der katholischen Kirche anstößig sind. Höchstdieselben könnten dahero sich nicht vorstellen, daß katholisch denkende Höfe an der Verdammung besagter Schriften Mißvergnügen finden sollten." Durch das in dem Buche neben jenen Sätzen vorhandene Gute könne das Verwerfliche darin der Verdammung nicht entzogen werden. — Also eine gänzlich abweisende hochmüthige Erwiderung: wie denn auch Metternich, als er sie (13. April) an Fürst Kaunitz übersendet, meint, daß sie Grundsätze aufstelle, „welche weder mit derselben Gegenstand, noch mit der gegen alle katholische Höfe schuldigen Achtung vereinbarlich" seien. Es könne Das nur „unangenehme Auftritte ergeben; zumalen Höchstgedachter Kurfürst... von beyden Zeitungsblättern eine große Zahl an mehrere Orte geschickt haben, und diesen HöchstIhnen mit Ueberlegung angerathenen Weeg der Satyre gegen fremde Höfe vorsätzlich eingeschlagen zu haben scheinen."

So gereizt also war die Stimmung des Kurfürsten, als Hontheim, nachdem er ein Promemoria vorausgesandt hatte, in Trier ankam. Er blieb vom 11. bis zum 18. oder 19. April sprach, wiewohl erst gegen Ende seines Aufenthaltes, Spangenberg, und machte diesem, der sein alter Freund und, wie schon früher berührt ist, als besoldeter Kaiserlicher Rath eine österreichische Vertrauensperson war, über den Gang seiner Verhandlung mündliche und schriftliche Mittheilung. Spangenberg gab dieselbe an Graf Metternich weiter. Wiewohl daher Hontheims eigene Aeußerung nicht mehr vorliegt, wird sie durch Abschriften der spangenbergmetternichischen Berichte bei Krufft [1]) doch zur Genüge ver-

1) Es sind: ein Brief Metternichs angeblich vom 28. und ein Schreiben Spangenbergs an Krufft, nebst Nachschrift, angeblich vom 27. April. Dem

treten. Es war Zweierlei, was man in Coblenz mit Hontheim verhandeln wollte: einmal sein erbetener Abschied, dann die Frage, welche Spangenberg ausdrückt: „ob und wie weit der Herr von Hontheim Theil nehme an denen Vorwürffen der Gazetten wider den römischen und hiesigen Hof in der Febronianischen Frage"; oder nach Metternich: „daß Seine Kurfürstliche Durchlaucht aus dem Munde des Herrn Weihbischofen vernehmen wollten, wie er die an verschiedenen Orten verbreitete Meynung, daß er an der Widerrufung des Febronius keinen freiwilligen Antheil habe, ansehe, und auf welche Art er diesem Argwohn zu begegnen allenfalls gemeynt sei?" Offenbar hingen beide Gegenstände zusammen; indem man nur in dem Falle den alten Herrn ehrenvoll und auch im Uebrigen zu seiner Zufriedenheit zu entlassen gedachte, wenn er sich jenem „Argwohne" so zu „begegnen" geneigt finden ließ, wie man es verlangte. Dieser zweite Punkt war sonach der Hauptpunkt. Und hier war Hontheim jetzt nicht mehr willig. Spangenberg berichtet an Krufft: „Da nun Herr v. Hontheim an den Gazettenschreibereien keinen Theil hatte, so wollte man ihm ein Schreiben an Ew. Wohlgeboren" — den vielerwähnten Brief vom 17. Januar —, „welches auch der Kaiserin vorgelegt seye, zur Last legen. Er aber beharrte standhaft darauf, daß die darin gemeldeten Bedrohungen des Papstes in facto beständen, und also Herr v. Hontheim nimmermehr die Sache anderst ansehen könnte, als wie sie nach Wien von ihm geschrieben worden. Und also ist es auch dabei beruhet, ohne fernere Zudringlichkeiten, soviel ich weiß ..... Ich finde übrigens, daß dieser Verdruß, wovon die eigentlichen Triebfedern und Kunstgriffe noch immerfort ein Geheimniß bleiben, auch von H. v. Hontheim zu Vermeidung größeren Verdrusses vernünftiglich geheim gehalten werden, dem venerabili seni von einem achtzigjährigen Alter stark zugesetzet habe. Gott verzeihe es denen, so daran Schuld tragen." — Dagegen referirt Metternich, man habe Hontheim „wirklich dahin zu bringen ge-

Berichte ist ein spangenbergisches Schreiben an Metternich ohne Datum beigefügt. Da aber schon am 24. April diese Nachrichten in Wien waren und da schon am 21. Hontheim wieder in Trier war, während er nach dem Schreiben Spangenbergs an Krufft damals noch in Coblenz gewesen sein müßte, so müssen die Daten verschrieben sein, und es muß 18. und 17., sowie im Contexte der Briefe 14. und 9. April heißen.

wußt," was indeß kaum Mühe gemacht haben dürfte, „daß er versprach, sogleich nach seiner Rückkehr in Trier an S. Kurfürstliche Durchlaucht folgendes Schreiben zu erlassen: E. K. D. hat unzweifelhaft höchst mißfallen müssen jene kecke Art, mit welcher einige unbesonnene Zeitungsschreiber in ihren gedruckten Blättern das febronianische Widerrufungsgeschäft behandelt, und etwa dadurch Anlaß gegeben haben, das Publicum in den Zweiffel zu setzen, ob der in den gedruckten Actis des Römischen Consistorii secreti vom 25. Decbr. 1778 enthaltene Widerruf wirklich von mir und mein Werk seye. Ob ich nnn zwar bekennen muß, daß ohne den scharf bedrohenden Inhalt des päpstlichen Breve vom 22. Sept. ersagten Jahres ich mehrere von Rom hierzu eingeschickte Artikel und Sätze nicht würde darinnen haben einfließen lassen, so bleibet es jedoch einmal sicher und wahr, daß überhaupt der Condemnation und dem Widerrufe derer von mir unterm Namen Justini Febronii herausgegebenen Bücher ich mich völlig unterworffen habe und noch unterwerffe."

Selbstverständlich genügte ein solches Schreiben den Intentionen des Kurfürsten nicht. Metternich fährt daher fort: „Da man aber bei mehrerer Durchgehung dieses Entwurffes gefunden, daß die von den päpstlichen Drohungen darin enthaltene Stelle dem Publicum auffallen, und hiermit den Argwohn vielmehr bestätigen, als benehmen, folglich die sich vorgesetzte Absicht verfehlen würde, so hat man diesen Aufsatz abzuändern gesucht, welcher auch wirklich also auszufertigen von mehrbesagtem Herrn Weihbischofen übernommen worden ist." Diese definitiv angenommene Form des Schreibens lautet: „Mit nicht geringer Befremdung muß ich aus unterschiedenen Zeitungsblättern ersehen, was Mühe man sich gebe, ein gewisses Publicum zu überreden, als wenn nach der wiederholten feierlichen Condemnation der Febronianischen Bücher ich dieselben nicht mit Herz und Mund verwerffe, und meine desfallsige Submission als eine Wirkung einer gehässigen Intrigue gerne angesehen haben möchte. Untröstlich würde ich seyn, wenn Euer ꝛc. nur von ferne den Gedanken fassen könnten, als hätte ich durch eine Unbesonnenheit hierzu Anlaß gegeben. Mir ist es genug, Höchstdieselben mit jener Redlich- und Aufrichtigkeit des Gegentheiles unterthänigst zu versichern, die ich hoffentlich in mehr als funfzig Dienstjahren unveränderlich an Tag gelegt zu haben mich

in jener Submission rühmen darff, mit der ich" u. s. w. Betrachtet man diese zweite Gestalt des Schreibens genauer, so zeigt sich, daß sie die gegen Krufft gethane und in der früheren Formel noch repetirte Behauptung päpstlicher Drohungen keineswegs zurücknimmt, sondern nur das wiederholt, daß Hontheim sich unterwerfe. In manchen Wendungen könnte man sie ironisch finden. Jedenfalls genügte sie. Hontheim selbst theilt Krufft mit[1]): bevor der Kurfürst die Forderung aufgegeben habe, er solle die Widerrufsurkunde als sein Werk, oder doch als freiwillig von ihm angenommene nochmals ausdrücklich anerkennen, habe es eine Mehrzahl von Conferenzen, und namentlich eine lange und kritische mit dem Herren selbst gekostet. Spangenberg aber, der seinerseits die zweite Formel „weit schicklicher" als die erste findet, ist durch diese zweite auch darüber vollkommen beruhigt, daß, obwohl „die Römer ihren eigenen Mäusquark unter dem Febronianischen Pfeffer dem Publico mit verkauft haben", und Hontheim jetzt habe genöthigt werden sollen, diese Sätze nochmals anzuerkennen, er dies nicht mehr thun werde und nicht mehr thun solle.

Nachdem man über die Hauptsache einig geworden war, wobei Spangenberg allerdings immer noch von einem „merkwürdigen Verwahrungsprogramme" des Weihbischofs meldet, ohne den Inhalt näher zu bezeichnen, erledigte sich das Uebrige leicht und anständig. Hontheim wurde ohne zu erhebliche Verluste an seinem Einkommen der Geschäfte seines Weihbischofamtes, bezw. Generalvicariates, welches er bis dahin noch fortgeführt hatte, wie aller seiner sonstigen Geschäfte, ohne daß er seines geführten Amtes eigentlich entkleidet zu sein scheint, in Gnaden enthoben, und ihm nur die Pflicht auferlegt, am Hofe zu erscheinen, wenn im August

1) Brief Kruffts an Kaunitz v. 24. April, welcher Schreiben von Hontheim und von Spangenberg vorlegte, suivant lesquelles l'Electeur, après plusieurs conférences, entre autres une fort longue et critique avec ce Prélat — Hontheim — seul, s'est enfin desisté d'exiger qu'il reconnaisse la dite rétractation comme son ouvrage, ou seulement comme adoptée de bon gré, et s'est contenté de demander qu'il déclare se soumettre en son particulier à la censure portée sur son Fébronius par le St. Père; soumission qui ne fait rien à la question dont il s'agit: si la rétractation et la profession de foi insérés dans les Actes du Consistoire sécret sont de lui Suffragant, ou ont été volontairement acceptées de sa part.

der Kurfürst nach Trier kommen werde. Von der Zumuthung, seine Bücher selbst zu widerlegen, wie der Papst ihm dieselbe gestellt hatte, sei weder die Rede gewesen, schreibt Spangenberg, noch werde, wie er besonders hervorhebt, jemals davon in Zukunft mehr die Rede sein.

In einigen brieflichen Aeußerungen an Krufft aus dem Mai [1]) 1779 faßt dieser in den deutsch-kirchlichen Geschäften alt gewordene Staatsmann sein Gesammturtheil über Hontheims Widerruf und dessen römische Behandlung zusammen. „Herr v. Hontheim, schreibt er am 11., ist nun ganz frei und ohne weiters zu besorgende Zudringlichkeiten. Aber Curia Romana hat unbedacht gethan. Zithero wurde" sein Buch „unter denen Staaten nur für ein Privat-Schreibwerk gehalten, nunmehro stellet sich per theses contrarias der Römische Hof selbst ins Publicum, und ziehet sich dadurch den allgemeinen Widerspruch aller Regenten zu Halse; das thut eine größere Wirkung, als wäre Febronius zehnmal multipliciret; und in der That bey der großen Welt wird des Febronius Name nun erst recht groß, die gebrauchten R. Künste und Drohungen aber bey der vernünftigen Welt desto gehässiger.... Zu Rom hat man gemeynt, mit diesem einzigen Federstriche seyen nun die sechshundertjährigen Gravamina Nationis Germanicae, die Concordata Nationis und der Artikel 14 der Kaiserl. Wahlcapitulation, der so verhaßt ist, auf einmal ausgelöschet, und alle Erz- und Bischöfe des Reichs sollten dieses per modum gratulationum agnosciren und beglückwünschen, daß die Acta Consistorii nunmehro die Sache für ewig decidirt und sichergestellt haben. Aber wenn die Sache bei dem Kurfürstl. Collegio und dem gesammten Reiche zur öffentlichen Sprache kommt, da wird sichs offenbaren." In einem zweiten Briefe, der Correspondenzen bei Krufft unterbringt, um der „unverschämten" Zumuthung eines „römischen Italieners", daß sie vorgelegt werden müßten, sicher zu entgehen, führt der Zweiundachtzigjährige dieselben Gedanken, wie in dem vorigen Schreiben aus. Ich hebe daraus sein schon einmal berührtes Urtheil über Hontheims persönliche Unehrlichkeit bei seinem Widerrufe hervor. Hontheim habe, meint er, „ein Weiteres nicht gethan, denn seiner

1) Vom 11. und vom 26. Ein dritter bei den Krufft'schen Acten befindlicher Brief, der nicht datirt ist, liegt zwischen beiden.

hohen Obrigkeit des Papsts und Erzbischofs Urtheile sich zu unterwerfen, die sein Buch mißbilliget und ihn selbst dahin bewogen, daß er dieses oberstrichterliche Erkenntniß respectuoseſt verehrt und durch einen Hirtenbrief das Buch selbst verboten hat, weil es keinen Glaubensartikel, sondern nur disciplinam ecclesiasticam betroffen hat; mithin er ohne Verletzung seines Gewissens und Ehre hat geschehen lassen müssen, wenn eine den alten Kirchensatzungen nicht gemäße Disciplina Ecclesiae von dem obersten Kirchenhaupte denen jetzigen Zeiten angemessener zu sein erachtet wird." Am 16. Mai meldet Spangenberg: „unter denen protestantischen Höfen machet diese Sache ein unglaubliches Aufsehen, und man will besorgen, die Zeiten Papst Hildebrandts wollen wieder zurückkommen." Am Reichstage sie zur Sprache zu bringen hatten indeß die damaligen Protestanten kein Interesse, die mit ihrem Gange unzufriedenen geistlichen Fürsten keinen Muth; einige Geistliche, und unter den Weltlichen Pfalzbayern, waren auch nicht unzufrieden; und Oesterreich, wie wir gesehen haben, wünschte die öffentliche Verhandlung überhaupt nicht.

Daß Krufft den glücklichen Verlauf auch der Kaiserin anzeigte, und von ihr eine wohlwollende Antwort erhielt [1]), daß er ebenso dem Fürsten Kaunitz dankte, mag bloß erwähnt werden. Dieser erwiedert mit einem Glückwunsche, daß die Angelegenheit jetzt erträglich ausgelaufen sei, und räth, sie nun ruhen zu lassen. Maria Theresia antwortet: „Niemand ist froher als ich, daß dem Kurfürst jetzt Justiz geleistet wird und dem Alten Ruhe, und ich aus all diesem Gedränge heraus bin."

Am 21. April war der Weihbischof schon wieder in Trier: er legte an diesem Tage mit einer in voller Capitelversammlung des Stiftes St. Simeonis dort gehaltenen lateinischen Rede [2]) seine Dechantenstelle an diesem Stifte nieder. „Ein ordentlicher Mann, ein Staatsbürger der diesen Namen verdient (vir bonus et civis hoc nomine dignus)," beginnt er, „wenn er fünfzig Jahre gearbeitet hat, verdient einige Ruhe." Nicht bloß aus menschlichem Gesichtspunkte, sondern auch aus christlichem sei das eine Wahr-

1) Gedruckt in der Treviris 1835. Num. 2. In den Krufft'schen Sammlungen nicht mehr vorhanden.

2) Von Hontheims eigener, noch verhältnißmäßig fester Hand geschrieben in den Krufft'schen Sammlungen.

heit; denn — wie schon Kaiser Carl dem V. jener um seinen Abschied bittende Officier geantwortet habe — auch der Christ müsse Sorge tragen, daß zwischen dem Geschäftstreiben des Lebens und dem letzten Lebenstage eine Zwischenzeit der Sammlung sei. So gebe auch er jetzt seinen im Capitel einundreißig Jahre lang geführten Vorsitz freiwillig auf. Das werde ihm nicht leicht, aber Capitel und Kirche seinem Nachfolger in so viel besserem Zustande übergeben zu können, als er sie einst überkommen habe, sei ihm eine Freude. Er zählt die Fortschritte, innerliche und äußerliche bunt durcheinander, im Einzelnen auf, sodaß ein Rechenschaftsbericht entsteht, bei welchem er sich selbst nicht weniger lobt, als seine Capitularen, und wenn er auch nicht unterläßt, das Ganze Gottes Barmherzigkeit zuzuschreiben, doch mit den Worten Samuels schließt: „Ich aber bin alt und grau geworden, und bin vor euch hergegangen von meiner Jugend auf bis auf diesen Tag; siehe hier bin ich, antwortet wider mich vor dem Herrn und seinem Gesalbten ob ich Jemandes Ochsen oder Esel genommen habe, ob ich Jemand habe Gewalt oder Unrecht gethan, ob ich von Jemandes Hand ein Geschenk genommen habe, und mir die Augen blenden lassen? — so will ich es euch wiedergeben." In dem würdevollen Tone naiver Selbstgerechtigkeit, den diese Worte ausdrücken, bewegt sich die ganze in bestem Lateinisch geschriebene Rede und es verträgt sich mit demselben, wenn Hontheim gegen das Ende, falls er Jemandem in seinem Amte Unrecht gethan, oder Schmerz bereitet haben sollte, dafür um Verzeihung bittet. Am Schlusse fordert er auf, seine Amtsniederlegung dem Kurfürsten zu berichten, und von ihm einen Commissar zu erbitten zur Leitung der neuen Dechantenwahl. Daß diese alsdann auf seinen Neffen den Canonicus Hontheim fiel [1]), dürfte nicht lediglich eine Anerkennung für den Oheim, sondern zugleich die Folge einer bei den letzten coblenzer Verhandlungen getroffenen Abrede sein.

Am 22. April richtete Hontheim an Clemens Wenzel das in Coblenz festgestellte Schreiben; schon vor Mitte des Mai war er, nun aller Geschäfte ledig, in Montquintin [2]). Jetzt hoffte er, Ruhe zu haben.

Indeß hatte noch im Mai die coblenzer Verhandlung ein

1) Chronik der Diöcese Trier (1828) S. 82.

2) Er hatte um diese Zeit von dort an Spangenberg geschrieben.

Nachspiel. Die Leydener Zeitung hatte in einem Artikel, den man wohl für eine inspirirte Antwort auf den oben erwähnten coblenzer halten konnte, das österreichische Verbot der Consistorialacten mit der Vorbemerkung angezeigt, daß die Kaiserin dasselbe erlassen habe „exact über die Praktiken instruirt," mit denen Hontheim der „angeblich" freiwillige, wie man aber gegenwärtig wisse, vielmehr zu Rom minutirte Widerruf entrissen worden sei. Der Artikel war in anderen Zeitungen nachgedruckt, und auch dem Kurfürsten zu Handen gekommen. „Mit nicht geringem Verdrusse" müsse er dies ansehen, schreibt er darüber am 28. Mai an Hontheim [1]); denn ihm schienen die in Coblenz beigelegten Dinge von Neuem aufzuleben: „da nun aber Dieses nicht allein für Seine Päpstliche Heiligkeit sehr beleidigend, sondern auch meiner Ehre sehr nachtheilig ist, massen ich darin beschuldiget werde, der vorgeblichen römischen Intriken mitgewirket, ja sogar gegen die Wahrheit versichert zu haben, ich hätte Sie allezeit willig und biegsam gefunden, so sehe ich kein anderes Mittel übrig, mein Ansehen und jenes Sr. Heiligkeit zu retten, als die öffentliche Bekanntmachung Ihres Schreibens vom 22. April," d. i. des in Coblenz verabredeten. „Ich gedenke demnach, selbiges in hiesiges Intelligenzblatt einschalten zu lassen." Den Entwurf der Einleitungsworte legt er bei, und fordert Hontheims Meinung darüber, sowie seinen Rath über Das, was unter solchen Umständen für die kurfürstliche Ehre und für das Beste der Kirche gedeihlich sein werde. In dem Entwurfe war gesagt: man sei, um Hontheims volle Freiwilligkeit zu beweisen, eventuell zu „Vorlegung der ganzen Verhandlung des Geschäftes" bereit. Selbstverständlich nicht im Ernste; denn dann hätte man auch Das, was man verschwiegen wünschte, vorlegen müssen. Ob nun Dies geltend gemacht worden, oder ob etwa darauf hingewiesen worden ist, daß der Artikel der Leydener Zeitung älteren Ursprunges war, als die Verhandlung von Coblenz, ob überhaupt und was Hontheim geantwortet hat, darüber fehlt nähere Nachricht. Soweit ich finde, hat das kurfürstliche Schreiben keine Folge gehabt, und die Insertion in das Intelligenzblatt ist unterblieben [2]).

1) Briefwechsel ꝛc. S. 59 f.

2) Dies wird bestätigt durch die Fassung der weiterhin zu berührenden kurfürstlichen Schreiben v. 30. und 31. März 1780.

Als Clemens Wenzel am 13. August mit einem Gefolge von nicht weniger als dreihundert Personen in Trier einzog und Hontheim verabredetermaßen am Hofe erschien, wurde er freundlich behandelt. Der Kurfürst stellte ihm in Aussicht, bei Gelegenheit einer damals beabsichtigten Rundreise in der Diöcese, ihn zu Montquintin zu besuchen. Von Febronius war keine Rede mehr [1]).

1) Krufft an F. Kaunitz in dem weiter unten anzuführenden Briefe vom 31. Aug. 1779.

8. Commentar zur Retractation.

Unterdeß in ſolcher Art zu Trier und Coblenz Ruhe eingetreten ſchien, blieb Krufft zu Wien in ſeiner bisherigen Weiſe thätig. Im Julius und Auguſt fuhr er fort, über die Sache ſeines Freundes an F. Kaunitz zu berichten [1]); aus einem Briefe des Grafen Merey theilte er mit, daß das pariſer Parlament ſich mit ihr beſchäftigen werde; aus einem Briefe von Cöln, daß der brüßler Nuntius dort angekommen ſei, um gemeinſchaftlich mit dem cölner eine ſie angehende Rundreiſe an den rheiniſchen Kurhöfen zu machen; aus einem ſalzburger, daß der dortige Erzbiſchof febronianiſche Theſen habe vertheidigen laſſen, u. dgl. m. Auch eine Juniusnummer der in Paris erſcheinenden Nouvelles eccleſiaſtiques [2]) legte er dabei vor, in welcher bei einer Beſprechung der Sache Hontheims Mangel an Ehrlichkeit gerügt war, und durch die er zu einer Erwiderung veranlaßt wurde, welche in derſelben Zeitſchrift im October erſchien, die Geſchichte des Widerrufes, wie Krufft ſie anſah, erzählte, und von Neuem behauptete, daß er erzwungen geweſen ſei [3]). Auch geſchah es wohl nicht ohne Kruffts Anregung, daß der Artikel in einer der erſten Nummern der florentiner Gazzetta univerſale von 1780 wörtlich wiederholt wurde [4]).

---

1) Briefe vom 29. Julius und 31. Aug. in den Krufftſchen Sammlungen.

2) Das Weſentliche daraus ſ. bei Müller-Massis Justin. Febronius p. 170. Note.

3) Abgedruckt bei Walch Neueſte Religionsgeſchichte 7, 461 fg. Der am Ende der Darſtellung genannte „Staatsmann" iſt Spangenberg, deſſen Brief vom 11. Mai (oben S. 172) zu Grunde liegt.

4) In den Krufftſchen Sammlungen findet ſich das Concept eines Briefes von Krufft an den Grafen Bellegarde zu Paris, v. 17. April 1780, deſſen Anfang lautet: En vous envoyant le précis de l'Histoire de la rétractation de Febronius, que vous avez inséré dans la feuille des Nouvelles ecclésiastiques du 16. Octobre, je vous promis, Monsieur, que vous n'en aviez

Von diesen Preßunternehmungen seines Freundes war der alte Weihbischof nicht ununterrichtet: in einem übrigens gleichgültigen Briefe vom 4. Febr. 1780 berichtet ihm Krufft, der Artikel über das Bref comminatoire" [1]) sei von dem leydener und dem florentiner Zeitungsredacteur als zu lang, von dem frankfurter aber deshalb zurückgewiesen worden, weil er in der Sache Nichts mehr bringen dürfe, nun habe er es in Hamburg damit versucht.

Die Wiederholung des pariser Octoberartikels in der florentiner Zeitung hatte zu Rom großen Anstoß erregt [2]), das Blatt war durch den Nuntius an Kurfürst Clemens Wenzel geschickt worden, und nun erließ dieser am 30. und 31. März zwei sehr ungnädige Schreiben an Hontheim [3]): „Wie sehr müssen Sie doch jene bedauernswerthe Schwachheit" — die Aeußerungen gegen Krufft — „bereuen, die zu allem diesen ungeheuren Uebel Anlaß gegeben hat, und welche die Kirche Gottes jenes Nutzens, den sie aus Ihren großmüthigen Thaten hätte schöpfen sollen, beraubt" u. s. w. Jetzt sei es seine kurfürstliche „ohnabänderlich beschlossene Maßnehmung, daß zu Beendigung solcher betrügerisch- und ehren-

---

pas de démenti à craindre. Or le dit précis ayant depuis été inséré de mot à mot dans No. 9 de la Gazzetta universale de Florence u. s. w. Nimmt man für Florenz Kruffts frühere Thätigkeit hinzu, so scheint der Beweis erbracht.

1) Das päpstliche Breve v. 22. Sept. 1778 oben S. 127.

2) S. darüber den unten mitzutheilenden Brief Hontheims an Krufft vom 6. April 1780. — Ueber die römischen Stimmungen berichten zwei Briefe des römischen Agenten Brunati an Krufft, die in dessen Sammlungen enthalten sind: Vom 26. Febr. 1780: Sopra il capitolo della Gazzetta Universale di Firenze a V. S. ben noto e di cui mi fa cenno non posso altro dirle in fretta, che: il Papa è dato talmente sulle furie, che per vendetta ha recluso ogni passo alle instanze del Gran Duca di Toscana sopra molti affari pendenti; non volendo più accordargline veruna. Le cose sono arrivate tanto alle brutte, che se Sua Santità non smonta dalle costante negative, poco potra tardare a vedersi una tale rottura fra le due corti. — Vom 5. März 1870: L'affare della Gazzetta di Firenze sopra la Ritrattazione di Febronio è cosa fatta, e non può più disfarsi. Tutti l'hanno letto in Roma, in Italia; e benche non piaccia à questa Corte, chè si sia publicato questa verità, non lascia però di essere vero, e d'aver fatto una generale impressione nell' animo di tutti in discredito di questo attuale Governo.

3) Gedruckt in der Gesta Treviror. 3, 57 fg.

rühreriſcher Nachrichten" durch Hontheim ſelbſt die „reine Wahrheit" dem Publicum vorgelegt werden müſſe. Er ſolle daher in einer vorher dem Kurfürſten vorzulegenden Erklärung die öffentliche Verſicherung geben, „daß der Widerruf ſeines Buches weder von Ihro Päpſtlicher Heiligkeit, noch von mir hinterliſtig erpreſſet, ſondern aus ſeiner eigenen Willkür und Ueberzeugung hergefloſſen ſei". „Ich hoffe, Sie werden um ſo weniger Bedenken tragen, ſich dazu zu entſchließen, als Sie mich im Weigerungsfalle in die unangenehme Nothwendigkeit verſetzen würden, bei dem Publicum mit der ganzen Correſpondenz aufzutreten, welche ganz klar an den Tag legen wird, was von den angeblichen Bedrohungen und Gewaltſamkeit, wodurch man will, daß Ihr Widerruf erpreſſet worden, zu halten ſei". Bedrohungen und Gewaltſamkeit in dem Sinne, welchen das Strafgeſetz mit dieſen Worten verbindet, waren in dieſer Correſpondenz allerdings nicht documentirt; aber daß es eine der Wahrheit ins Geſicht ſchlagende Zumuthung war, Hontheim bezeugen zu laſſen, ſein Widerruf überhaupt, und gar erſt der vom Papſte veröffentlichte, ſei aus ſeiner „eignen Willkür und Ueberzeugung hergefloſſen" hätte eine ſolche Veröffentlichung den Kundigen unwiderſprechlich gezeigt. Immerhin iſt denkbar, daß Clemens Wenzel Dies ſelbſt ſchon nicht mehr wußte: ſein Geſichtskreis war eng genug und ſeine Begabung gering genug dazu.

Indeß Hontheim mußte für ſeine erſte Lüge, für die Uebertreibungen ſeiner Freunde, für den Widerſpruch, in den er ſich mit ſich ſelbſt gebracht hatte, büßen. Er mußte ſich ſagen, daß der Pact von Coblenz ſeinerſeits nicht eingehalten war, und ſendete umgehend eine Erklärung — „Gegeben zu Trier den 2. April 1780" — in welcher er ſagt: da man ſich „bemühe, das Publicum zu überreden", ſein Widerruf ſei ihm „abgenöthigt worden, als erkläre ich hiermit, daß beſagte Widerrufung, die ich unter Vermittlung Sr. Kurfürſtl. Durchlaucht meines gnädigſten Landesherrn und Erzbiſchofs abgegeben, meinerſeits ganz freiwillig geweſen ſei, und daß ich Willens bin, ſelbe in einem Werke, ſo ich bereits angefangen, ... durch die geiſtlichen Satzungen der Kirchenzucht", ſoll heißen der ſg. Disciplin, d. i. kirchlichen, nicht dogmatiſchen Ordnung, „zu rechtfertigen und zu erläutern". Mit dieſer Faſſung war der Kurfürſt (6. April) zufrieden, und folgenden Tages erſchien ſie im Coblenzer Intelligenzblatte ge-

druckt. Schon am 6. erzählt Hontheim den Vorgang an Krufft[1]). „Nach so bestimmtem Befehle jede Declaration verweigern", sagt er, „konnte mich und meine Familie allen möglichen schlimmen Folgen aussetzen: öffentlich darf ich eine andere Sprache, als die des Widerrufes, jetzt nicht führen" ꝛc.: kürzer: ich muß nun fortlügen, Niemand braucht es zu glauben. Das platte Hervorkehren der weltlichen Rücksicht zeigt, wie Hontheim heruntergekommen war. Dennoch schloß das Versprechen des wissenschaftlichen Werkes, wie sich später zeigen wird, ein Behaupten seines alten febronianischen Bekenntnisses gegen das abgedrungene curialistische ein. Das erkannte aber weder der Kurfürst noch Krufft. Daß ersterer befriedigt war, zeigte er durch eine überaus ehrenvoll gefaßte eigenhändige Anfrage um Hontheims Meinung wegen eines neuen Breviers (10. Aug. 1780)[2]); Krufft hingegen, der durch die neue Declaration in seiner apologetischen Biographie gestört wurde, war äußerst ungehalten.

---

1) Der Brief findet sich, soweit er bekannt ist, zuerst in der Trierischen Kronik 1820 S. 225 f. und hiermit übereinstimmend in den Gesta Treviror. 3, 59 (Adpend.). In den Krufftschen Sammlungen ist er in Abschrift. Er lautet: Vous avez raison de dire, que les dernières lettres de Rome (s. oben S. 178 Not. 2) étoient intéressantes: elles ne le sont que trop. Du moment que je les ai lues, j'avois un pressentiment, que l'émotion du Pape pourroit avoir des suites, qui finalement réjalliroient sur moi. Ceque je m'étois figuré arriva effectivement Samedi dernier, jour auquel je reçus deux lettres de l'Électeur, l'une du 30. l'autre du 31. Mars, lettres qui exigeoient absolument de moi une nouvelle déclaration publique, particulièrement contre la Gazzetta Universale de Florence No. 9, que le Nonce de Cologne Bellisomi a envoyée à l'Electeur: déclaration à insérer dans les Gazettes et dont l'Electeur vouloit voir auparavant la minute, pour y faire des remarques ou corrections qu'il jugerait nécessaires. — Quoi faire? Refuser après des ordres si précis toute déclaration auroit pu m'exposer avec ma famille à je ne sais quoi. Il est naturel, que dans le public et là, où je ne puis me dispenser de lui parler, je ne puis aussi quant au présent tenir un autre langage, que celui de la rétractation. Autre chose pour ceux, qui ne se trouvent pas dans ma situation, et qui cette affaire ne regarde pas directement libre à eux de penser et de parler suivant les idees, que raisonnablement ils s'en forment. — Je ne vous envoie pas la copie d'une déclaration publique telle, que l'Electeur l'exige de moi, parceque je ne sais pas, s'il agréera celle, que je viens de dresser.

2) Erhalten in der v. Elteſter'ſchen Sammlung.

Gegen Ende des vorhergehenden Jahres hatte er über diese Arbeit noch mit dem neuen Dechanten Hontheim, seinen und des Weihbischofs Neffen, correspondirt, welcher ihm (7. Novbr.) von einer mit dem Oheim soeben nach Prüm unternommenen Herbstreise berichtete und ihn wegen des Schicksals seiner Briefe beruhigte, die er in seine Hände zurückgegeben wünscht. Er hatte dann den Winter im Sammeln und Ausarbeiten fortgefahren, und Hontheim das Ergebniß heftweise vorgelegt [1]). Aber was konnte seine Lebensbeschreibung helfen, wenn der Weihbischof selbst immer wieder das Gegentheil von Dem versicherte, was sie in ihrem Hauptpunkte zu enthalten bestimmt war, und wenn er — so faßte Krufft es auf — jetzt daran war, die Meinungen, für die er ehedem gekämpft hatte, und von denen Krufft hatte annehmen dürfen, er sei ihnen, trotz des Widerrufes, im Herzen treu geblieben, statt dessen sogar wissenschaftlich zu bekämpfen. Im ersten Augenblick sah er es einfach als Altersschwäche an: in dem Sinne, daß selbst eine Schrift, wie die von Hontheim angekündigte, Nichts mehr als ein Zeichen dieser Schwäche sein würde, berichtete Krufft an Fürst Kaunitz [2]), der ihm dankt, aber »entre nous« hinzufügt, seine Achtung für Hontheim werde durch solches Betragen doch keineswegs größer.

Aus Rom berichtete, auf Kruffts wiederholte Anfragen, der Agent Brunati: von Hontheims neuer Aprilerklärung spreche Niemand; sie errege gänzlich keine Aufmerksamkeit.

Krufft aber trat ihr aufs Neue in der Presse entgegen. Kaum hatte er Hontheims Brief vom 6. April erhalten, so schickte er ihn in Abschrift an den Grafen Bellegarde nach Paris, und kündigte einen neuen Artikel für die Nouvelles ecclesiastiques an, den er am 24. nachsandte. An dem gleichen Tage ließ er denselben zum Abdrucke nach Florenz abgehen: nachher hat er ihn auch in Schlözers Briefwechsel und in Walchs Neueste Religionsgeschichte einrücken lassen [3]). Die Absicht dieser Correspondenz ist, Hontheims in Aussicht gestellter Selbstwiderlegung von vorn herein die

1) Vgl. oben S. 9. Note. S. 11.

2) Brief vom 20. April in den Kruffischen Sammlungen.

3) Lettre de Mr. de *** à Mr. de *** à *** le 24. Avril 1780. Schlözer Heft 41. Num. 56. Walch 8, 533.

Glaubwürdigkeit zu nehmen. Seien, sagt sie, wie die Drohworte des päpstlichen Septemberbreves unwiderleglich darthun, sein Widerruf selbst und der Hirtenbrief, mit dem er ihn habe bekannt machen müssen, sei wahrscheinlich auch die neueste öffentliche Erklärung des Weihbischofs nicht schlechthin sein Werk, sondern gefälscht durch ihm aufgezwungene Correcturen und Einschiebungen, so werde das mit dieser angekündigten Arbeit voraussichtlich nicht weniger der Fall sein. Hätte sie Bedeutung haben sollen, so hätte sie nicht im Voraus proclamirt, sondern in aller Stille beendet, hierauf unter entsprechenden Vorsichtsmaßregeln deponirt und erst nach Hontheims Tode ohne Redactionsänderungen gedruckt werden müssen. Wie man die Sache jetzt eingeleitet habe, sei ihr von vorne herein jedes Vertrauen genommen. — Im Laufe des Sommers ließ Krufft noch einen zweiten ähnlichen Artikel [1]) folgen, der aber nichts Neues zur Sache bringt, sondern bloß innere Gesichtspunkte in verschiedenen Consequenzen entwickelt. Es ist die Umarbeitung eines Briefes (v. 10. Mai) von Brunati.

Hontheim arbeitete währenddem an seinem angekündigten Buche, und hatte sich dabei an Krufft um Hülfe beim Suchen eines Verlegers, an dessen Wohnorte keine Censur zu besorgen sei, gewandt. Hierauf erwiedert der wiener Freund mit einem nochmaligen Versuche, ihn vielmehr von der Arbeit abzubringen: der Brief scheint aus dem Junius (1780) zu sein [2]). Er wirft dem Weihbischofe

1) Datirt vom 8. Junius. Gleichfalls bei Schlözer und Walch a. a. O. gedruckt.

2) Er befindet sich abschriftlich in den Krufft'schen Sammlungen, und ist ohne Datum, bezeichnet sich aber im Eingange als Antwort auf einen „am 5. erhaltenen" Brief. Verbindet man hiermit die Art, wie er im Contexte den soeben erwähnten Artikel vom 8. Junius berührt, so ergiebt sich der Schluß auf die Entstehungszeit im Junius. Nach dem gleichgültigen Eingange lautet er: Vous êtes un homme incurable, qui veut absolument faire montre de son esprit aux dépens de la réputation de son coeur. Vous avez beaucoup trop compromis mon honneur auprès plus d'un souverain .... Mais je ne puis me dispenser d'apprendre au monde le vrai de la chose tel que vous me l'avez appris vous-même: et c'est d'après ce propre décidé de ma part, que vous n'avez qu' à règler le vôtre. Entretems voici une lettre ultérieure et préparatoire pour l'information du public: lettre néanmoins dans laquelle, ainsi que dans la précédente, je vous ai ménagé encore autant que j'ai pu; quoique votre dernière démarche et celle, que vous comptez faire en conséquence, ainsi que la conduite pré-

vor, daß er sein Licht wolle leuchten lassen auf Kosten seines guten Rufes, daß er die Ehre des Freundes compromittirt habe. „Ich aber unterlasse nicht, der Welt in dieser Sache die Wahrheit zur Kunde zu bringen, wie ich sie von Ihnen selbst weiß.

---

sente de Pereira, aient fait perdre à moi, comme à tous les cordats ici, le peu de bonne opinion, que nous avions encore des gens de l'Église, dans lesquels nous ne voyons de plus-en-plus que des dangereux amis et de personnes intéressées, vains, sans vrais honneur et caractère, excepté le seul P. Schiara, qui a préféré la perte de sa charge à celle de sa réputation, au lieu que vous préférez la perte de celle-ci à l'autre. N'est ce pas une chose inconcevable, que quinze ans plus éloigné de la fin de vos jours vous ayez cherché d'être à vous seul, ayant, comme vous m'écriviez alors, de quoi vivre joliment, sans avoir besoin de dépendre de personne par des appointemens? et que quinze ans plus près de la tombe vous préfériez une pension superflue et déshonorante au bien indispensable de votre réputation. Voilà ce qu'un Italien même, homme d'esprit et d'honneur, me reprocha l'autre jour en pleine compagnie. Pour qui tésauriez-vous? Pour vous même? Vous n'en pouvez vraisemblablement plus jouir longtemps. Pour votre famille? Laissez-lui plustôt votre réputation, rétablie par mes peines, pour héritage, et un exemple de droiture et d'honêteté à suivre, que de vous déshonorer, un pied dans la tombe, par un chant de parasite pour votre chant de cigne. Si vous me dites, qu'après l'avoir promis vous ne pourrez plus reculer, je vous réponds, que le savant père Bartolotti avoit aussi promis à Clement XIII d'écrire contre Febronius, et qu'il s'étoit aussi fait payer pour cela, et que cependant il n'en fit rien, alléguant pendant les quinze ans restants de sa vie demeurée par là sans tâche essentielle, toujours pour excuse, que la chose étoit bien difficile. Voilà une réponse à donner à Pie VI et à Clement I, si vous désirez qu'on vous en fournisse une: mais je ne sache pas de conseil à vous donner sur la choix d'un libraire à Augsbourg ou à Francfort, où il est de la dernière inconcevabilité de vouloir éviter la censure: à moins que votre adulation aille aussi loin, que je dois bien le présumer après vos lettres depuis le 2. Avril, jour auquel vous vous êtes donné le coup de grâce de votre propre main. Et si votre ouvrage sera celui d'un auteur, qui porte sur deux épaules, on dira au moins: voilà le fanfaron devenu poltron, qui non audet ingenue profiteri veritatem. S'il sera plus pour, que contre la Cour de Rome, on dira: voilà le géant devenu nain, et indignabuntur transfugae. Si au contraire il sera toujours encore plus contre, que pour cette Cour, on vous fera déréchef rétracter, et girouette comme vous êtes devenu et accoutumé à l'avilissement vous le rétracterez aussi; par où le dernier lustre ou la dernière décade de votre vie deviendra un cours perpétuel de rétractation et de foiblesse.

Hiernach entscheiden Sie Sich". Er theilt ihm den diese Veröffentlichung „vorbereitenden" Artikel vom 8. Junius mit. Er habe ihn darin, wie in dem voraufgegangenen, noch nach Möglichkeit geschont. Aber allerdings habe Hontheims und Pereira's [1]) neuestes Verfahren die Kirchenmänner bei ihm, wie bei allen Leuten in Wien, die das Herz auf dem rechten Flecke haben, um den Rest ihres Credites gebracht. „Mehr und mehr sehen wir in ihnen bloß noch gefährliche Freunde, interessirte, eitle Menschen, ohne Character und wahre Ehre". Er nimmt bloß einen Priester Schiara aus, der nach Brunati's Berichten damals zu leiden hatte, weil er offen und muthig für die Jansenisten aufgetreten war. „Er hat lieber sein Amt, als seinen guten Namen verloren: Sie haben es umgekehrt gemacht. Ist es nicht unbegreiflich, daß, als Sie noch fünfzehn Jahre vom Grabe entfernter waren, Sie den Muth der eigenen Meinung besaßen, und, wie Sie mir damals geschrieben haben, ohnehin vermögend genug, um leben zu können, keine Abhängigkeit wollten, daß Sie aber jetzt, so viel näher Ihrem Ende, eine überflüssige und entehrende Pension dem unentbehrlichen Gute Ihres Rufes vorziehen? .... Für wen sammeln Sie denn Geld? Für Sich? aller Wahrscheinlichkeit nach können Sie es nicht lange mehr genießen. Für Ihre Familie? lassen Sie ihr als Erbtheil lieber Ihren durch meine Bemühungen wiederhergestellten guten Ruf und das Beispiel der Redlichkeit und Ehrenhaftigkeit, als daß Sie, einen Fuß im Grabe, als Schwanengesang ein entehrendes Schmarotzerlied ertönen lassen. Wenn Sie mir sagen, daß Sie Ihr Versprechen halten müssen, so antworte ich Ihnen, daß der gelehrte Pater Bartolotti auch Clemens dem XIII. versprochen hatte, wider Febronius zu schreiben, daß er sich auch dafür bezahlen ließ, und daß er es nichtsdestoweniger nicht that, sondern sich funfzehn Jahre lang, die er noch zu leben hatte, immer darauf berief: die Sache sei recht schwierig. Die Antwort können Sie, wenn Sie wollen, Pius dem VI. und Clemens dem I. gleichfalls geben". Wegen eines Buchhändlers wisse er, Krufft,

1) Pater Anton Pereira de Figueiredo war, unter Pombal im portugiesischen Staatssecretariate angestellt, dessen theologisch-kirchenrechtlicher Gehülfe gewesen. Damals schrieb er Conclusionen De potestate regum etiam in clericos, Dissertationen nach Febronius u. dgl. Als aber sein Hof Frieden mit der Curie schloß, fügte er sich gleichfalls.

keinen Rath. „Was wollen Sie auch die Censur vermeiden, wenn Ihre Kriecherei (adulation) so weit geht, wie ich nach Ihren Briefen seit dem 2. April vermuthen muß? An dem Tage haben Sie Sich mit eigener Hand den Gnadenstoß gegeben. Wenn Sie in Ihrem Buche den Baum auf beiden Schultern tragen, so wird es heißen, siehe der Prahler ist ein Feiger geworden, qui non audet ingenuo profiteri veritatem. Wird es mehr für, als gegen die römische Curie sein, so wird man sagen, siehe der Riese ist ein Zwerg geworden, et indignabuntur transfugae. Wenn umgekehrt es immer noch mehr gegen, als für Rom ist, so werden Sie von Neuem widerrufen sollen, und eine Wetterfahne, wie Sie geworden sind, und gewöhnt an die Erniedrigung, werden Sie es auch widerrufen, und die letzten fünf oder zehn Jahre Ihres Lebens werden ein fortwährendes schwächliches Retractiren zeigen".

Es mußte eine feste Freundschaft sein, die durch eine so wenig milde Mahnung nicht gebrochen wurde, und hätte Hontheim sich im Unrechte gefühlt, sie hätte schwerlich gehalten. Allein er lebte in der Arbeit seines neuen Buches, mit welchem er sich schließlich dennoch zu behaupten gedachte.

Schon als sein Widerruf noch im Entstehen war, im Junius 1778, hatte der Weihbischof zugleich eine Widerlegung der ihm zum Leitfaden gegebenen sechszehn französischen Sätze geschrieben [1]), hierauf im September desselben Jahres es als das Richtigere und Wirksamere bezeichnet, wenn er seine febronianischen Sätze zurechtstelle, als wenn er sie widerrufe. So alt ist der Gedanke, den er auszuführen im Begriff war; denn sobald man den „Widerrufscommentar", wie er dann das Buch nannte, unbefangen darauf ansieht, wird man nicht zweifelhaft sein, daß er aus dem persönlichen Bedürfnisse sich zu verantworten hervorgegangen und daß jener Aufsatz vom Junius 1778, welcher gleichfalls zeigen sollte, daß unmißverstanden und an wenigen Punkten angemessen modificirt seine Lehre in der That richtige gallicanische Kirchenlehre sei, eine Vorarbeit war zu dem Retractationscommentare. Hontheims Bereitwilligkeit, auf das Verlangen des Papstes, daß er jetzt die Rechte des heiligen Stuhles vertheidigen möge, einzugehen, war das Ergreifen einer Gelegenheit gewesen. Denn er beabsichtigte,

1) S. oben Seite 118. 123.

wie er in seinem Pastoralschreiben vom 3. Februar 1779 hatte sagen wollen, aber nicht hatte sagen dürfen [1]), die Vertheidigung „nicht nach Weise der Schmeichler, welche mehr schaden, als nützen", sondern „gründlich", das heißt mittels jener Richtigstellung zu erbringen, die immer nur ein Zurückführen der vertheidigten Rechte auf das von vorsichtigen Gallicanern der Curie eingeräumte Maß blieb.

In diesem Sinne zu arbeiten war also Hontheim sich bewußt. Offenbar in Folge des harten Briefes von Krufft und um sich gegen dessen Beschuldigungen zu vertheidigen theilte er ihm den Plan und dann auch Stücke des Buches, das er herausgeben wollte, mit, sowie einen nachher nicht zur Verwendung gekommenen Entwurf der Vorrede. Großentheils von des Weihbischofs eigener Hand geschrieben sind diese Dinge noch vorhanden [2]); sie stimmen nicht völlig mit dem nachherigen Drucke überein, doch bemerke ich keine Abweichungen von Bedeutung. Krufft, der sie anscheinend theologischen Freunden vorlegte — es findet sich ein von Hontheim nicht acceptirter Abänderungsvorschlag von der Hand des Prälaten von St. Dorotheen —, war nicht befriedigt; denn immer ließ dieser Commentar den Widerruf als solchen bestehen, Krufft aber wollte vielmehr, daß derselbe als erzwungener ungültig erklärt werden sollte. Und wenn die Arbeit also mit der von ihm vertretenen Auffassung einerseits nicht ohne Weiteres übereinstimmte, so widersprach sie andererseits nach Inhalt und Form auch der Ankündigung, sie werde eine bloße Documentirung von Altersschwäche sein. Auf ihren Inhalt ließ der wiener Ministerialrath sich wohl niemals näher ein; aber es wird richtig sein, wenn er an Dalberg schreibt, daß eben sie ihn veranlaßt habe, seine beabsichtigte hontheimische Biographie für jetzt zurückzulegen.

Hontheims Buch erschien, wie ehedem der Febronius, bei Eßlinger in Frankfurt: es wurde ausgegeben im Frühjahr 1781. Der Titel ist: Justini Febronii ICti commentarius in suam retractationem Pio VI. Pont. Max. Kalend. Novembr. a. 1778 submissam. Hontheims Name ist nirgends genannt. Das Vorwort erinnert an die verschiedenartige Beurtheilung, welche der

1) S. oben S. 148, unten.
2) In den Krufftschen Sammlungen.

Widerruf, seit seiner Veröffentlichung durch den Papst, von verschiedenen Seiten gefunden habe, an das von ebensoviel Seiten geäußerte Verlangen, Hontheim möge ihn rechtfertigen; endlich an die Aufgabe, welche der Papst ihm gestellt habe, die Rechte des heiligen Stuhles zu vertheidigen, „selbstverständlich unbeschadet der Rechte der Bischöfe, Fürsten und katholischen Nationen", denn diese Befugnisse seien von den besten Päpsten immer anerkannt [1]). In Folge solcher Veranlassungen sei an der Hand der Retractation dieser Commentar entstanden, der sie, stets mit der Sorge nach beiden Seiten gerecht zu sein, Punkt für Punkt erläutere. Er zerfällt in achtunddreißig sogenannte „Positionen", das ist positive Sätze, in welche Hontheim, den Text seines Widerrufes unter Festhaltung der Reihenfolge auflöst, und jeden derselben dann in einem besondern Capitel erläutert und motivirt. Den Geist dieser Besprechung kündigt eine Note am Schluße der vorausgeschickten Uebersicht (series) dieser Positionen an: „Niemand glaube, daß in dem Werke des Justinus Febronius von jedem dieser Sätze das Gegentheil gelehrt werde", d. h. Niemand glaube, daß Alles, was ich in meinem Widerruf, als sei es meine Lehre gewesen, habe aufnehmen müssen, wirklich meine Lehre sei.

Es kann hier nicht die Aufgabe sein, die achtunddreißig Positionen vorzuführen; es kommt nur auf die Art an, wie der Weihbischof seine Intention behandelt, und auf einen Nachweis darüber, daß Dasjenige, was zu deren Characterisirung bemerkt ist, zutreffend sei. Hierzu genügen zwei Beispiele.

Die siebente Position behandelt den Satz, daß der Papst nicht bloß Rechte des Ordo, der Aufsicht und der Leitung, sondern auch eigentliche Regierungsrechte, „Jurisdiction" in diesem Sinne, besitze. Hier geht Hontheim von dem Satze, den er vorher entwickelt hatte, aus, der Papst sei „kirchlicher Einheitspunkt" (centrum unitatis Ecclesiae), und deshalb gehören an ihn alle die gesammte Kirche betreffenden Angelegenheiten: um dergleichen sei er von Alters her gefragt, habe zu Erledigung solcher Sachen Bevollmächtigte gesendet, seine Decrete müssen daher in Allem, was in dies Capitel gehöre, namentlich in sämmtlichen Glaubenssachen, wenn er auch keineswegs infallibel sei, provisorisch doch befolgt

1) Quae optimi Pontifices semper immota esse sanctissime sanxerunt.

werden. Geschehe das nicht, so berufe er das allgemeine Concilium. Daß das nicht curialistisch, sondern der römischen Curie widerwärtig ist, liegt auf der Hand: Hontheim hat selbst die gallicanischen technischen Ausdrücke festgehalten. Er entwickelt hierauf seine Folgerungen noch weiter: Allerdings könne der Papst, seiner dargelegten Stellung gemäß, durch Erlaß von Decreten auch über Gegenstände der kirchlichen Ordnung im Interesse der Aufrechthaltung der Canones gesetzlich verbindliche Vorschriften geben, überhaupt die Bischöfe zu Beobachtung der Canones, eventuell mittels Strafen, anhalten; und wie er sie, wenn nöthig zu schützen verpflichtet sei, so könne, wenn sie sich nachläßig zeigen, er statt ihrer eintreten (nach dem Rechte der Devolution „ihre Negligenz suppliren"). Aber nur in dieser Weise der obersten Instanz stehe das Recht des Selbsteingreifens ihm zu. Hiermit, meint Hontheim, habe er die Kategorien dessen erschöpft, was der Papst zu Erhaltung der Einheit zu thun verpflichtet und berechtigt sei. Vor Zweierlei müsse sich dieser dabei hüten. Einmal, daß er nicht in die Rechte der Bischöfe eingreife, die Hontheim gelegentlich Stellvertreter Christi nennt, während er den römischen Stuhl ständig nur als „ersten Bischofssitz" (prima sedes) bezeichnet. Zweitens, daß er sich niemals über die kirchlichen Regeln stelle; denn allemal stehe er nur unter den Canones. Was so viel bedeutet, als: er stehe unter dem Generalconcilium; wenn dasselbe auch nicht anders als durch ihn berufen und geleitet werden, und niemals ohne ihn bestehen soll. — Daß mit solchen Sätzen der römische Stuhl im Sinne des Papstes vertheidigt werde, konnte Hontheim nicht meinen.

Als zweites Beispiel wähle ich die siebenunddreißigste Position, welche dahin geht, daß „über Glauben, Sacramente und kirchliche Ordnung (sg. Disciplin) allein die Kirchengewalt entscheidet". In den ersten drei Jahrhunderten der Kirche sei der Staat heidnisch gewesen, heißt es hier, demgemäß sei die ordentliche Kirchenregierung ausschließlich an die Bischöfe gekommen, und ihnen nachher dann auch geblieben. Das aber wolle Gott nicht und könne er nicht wollen, daß vermöge menschlicher Willkür etwas mit dem Zwecke des Staates, der durch ein unveränderliches Naturgesetz von Gott selbst vorgeschrieben worden, in Widerspruch Stehendes

zur Religion werde [1]). Hierauf beruhe das Maß der Selbständigkeit, welche der Kirchengewalt dem Staate gegenüber zustehen könne, grundsätzlich. Es sei dabei zu unterscheiden zwischen rein geistlichen Dingen (mere spirituale), Dingen der kirchlichen Ordnung (disciplina) und endlich solchen, die auf bloßer Einräumung des Staates beruhen. Dergleichen bloß Eingeräumtes, einerlei ob es später durch Canones bestätigt worden, oder nicht, wie z. B. die Exemtion des Clerus von staatlicher Gerichtsbarkeit, die Competenz geistlicher Gerichte über Klagen, welche das Kircheneinkommen betreffen, das kirchliche Asylrecht u. dgl. m., könne vom Staate jederzeit und ohne Weiteres zurückgenommen werden. In Betreff der kirchlichen Ordnung vermöge die Kirchengewalt nur Dasjenige selbständig vorzuschreiben, was dem Staate unschädlich, bzw. gleichgültig sei; zu allem Uebrigen bedürfe sie staatlicher Zulassung. Endlich in rein geistlichen Dingen habe der Staat zwar keine unmittelbaren Befugnisse (jura mere spiritualia), indeß seiner Aufsicht unterliege doch auch nicht Weniges in der Lehr- und Sacramentsverwaltung. Denn Lehrvorschriften habe er einzusehen bevor sie publicirt werden, und so oft er urtheilt, daß sie in seinem Gebiete Verwirrung veranlassen würden, oder wenn sie den Rechten der Bischöfe oder den Rechten und den Freiheiten der Landeskirche oder auch der Staatsgewalt selbst entgegen sind, könne er sein Placet versagen. In Betreff der Sacramentsverwaltung aber sei er — wie allerdings vorsichtigerweise nur durch ein angeführtes französisches Beispiel ausgesprochen wird — befugt, Bedingungen der Eheeingehung selbständig vorzuschreiben, und Ehen, bei denen sie nicht eingehalten sind, für nichtig zu erklären. Ebenso dürfe er beim Weihesacramente Vorkehr treffen, daß weder unverhältnißmäßig Viele, noch auch Personen ordinirt werden, welche ungeeignet, nicht genügend gebildet, oder von anstößigem Lebenswandel sind. Nicht minder könne er die Zahl der Ordensgeistlichen beschränken, die Profeßleistung an ein bestimmtes Alter knüpfen, kirchliche Societäten und Genossenschaften, die ihm staatsgefährlich erscheinen, verbieten. Alles dieses begründet Hontheim mit steter

1) Comm. in retract. p. 237: neque Deus vult, neque velle potest, ut quid arbitrio hominum Religioni accedat, quod fini Civitatis, quem ipse immutabili naturali lege praestruxerit, sit adversum.

Heranziehung französischer, auch österreichischer Präcedenzfälle, und mittels Berufung auf Gerson, Peter de Marca, die Gallicanischen Artikel von 1682 mit Bossuets Vertheidigung derselben, Van Espen und ähnliche Autoritäten, die von der Curie als absolut verwerfliche betrachtet wurden.

Mit Einzelausnahmen, die nicht in Betracht kommen, ist aus diesem Tone der ganze Commentar. Es ist klar, daß er von Hontheim als eine zwar vorsichtige, aber für Jeden, der zu lesen verstand, deutliche Erklärung gemeint war: er habe mit seinem Widerrufe die Meinung in allem Wesentlichen nicht gewechselt, sondern sei der Alte und bleibe es. Hiedurch erklärt sich auch ein Anhang des Buches, der auf den ersten Blick unverständlich scheinen könnte. Hontheims alter Gegner Zaccaria, von dem schon erwähnt worden, daß er der römische Umarbeiter von des Weihbischofs ursprünglicher Widerrufsformel war, hatte in einer im Winter 1780 erschienenen speciell auf Hontheims Widerruf gemünzten Schrift De Clarorum virorum retractationibus die Geschichte der Retractationen von Rufinus bis Helvetius dargestellt, um schließlich — in einer Conclusio — auf den Widerruf Hontheims zu kommen, und auszuführen, daß dieser Widerruf, von welchem er genauer als Andere unterrichtet sei, bestimmt, frei, aufrichtig, öffentlich, schwierig und lobenswerth gewesen: certa, libera, sincera, publica, ein opus multae difficultatis et magnae virtutis. Durch Einzelausführungen über jedes dieser Epitheta, die aber Thatsächliches nicht enthalten, wird den von Krufft in die Tageslitteratur gebrachten Sachdarstellungen ein Widerspruch entgegengesetzt. Hontheim erhielt diese Schrift, als sein Commentar im Drucke war, und in einer Streitschrift hätte er ihr nicht antworten dürfen: indem er aber Zaccarias Ausführungen abdruckt und gleichzeitig seine Positionen, wie oben dargelegt worden ist, behauptet, erwidert er dem alten Gegner so, wie es unter den gegebenen Umständen noch möglich war.

Merkwürdig ist nun der Brief, mit welchem er sein Buch an den Papst schickt [1]):

1) Er ist gedruckt in Cardinal Hyacinth Gerdils Animadversiones in Commentarium a J. Febronio in suam Retractationem editum, von denen die Rede sein wird (Gerdil Opere Roma 1808. 13, 182), also allerdings

„Was Ew. Heiligkeit von mir verlangt und was ich übernommen habe, führe ich nach dem Maße meiner durch mehr als achtzigjähriges Alter und durch unausgesetzte Arbeit matt gewordenen geistigen und körperlichen Kraft jetzt aus: daß ich die ehemals unter dem Namen Justinus Febronius zur Verkleinerung der heiligen Rechte des höchsten Bischofsstuhles von mir geschriebenen Bücher unter gleichem Namen widerlege, und in einer neuen Schrift zur Erbauung Derer, denen meine früheren Arbeiten zum Aergerniß gereicht haben, die höchste Ausstattung des heiligen Stuhles darlege und begründe. Ich habe dies nicht besser ausführen zu können gemeint, als wenn ich sämmtliche in der Urkunde meines Widerrufes enthaltene, von Ew. Heiligkeit gebilligte Sätze mit Gründen aus der Heil. Schrift den Concilien und Vätern belegte und mit entsprechenden Erläuterungen begleitete; immer aber so, daß die Rechte der Bischöfe, Staatsregierungen und Nationen, die Privilegien und vielen löblichen Gewohnheiten der Sonderkirchen, welche von den Vorfahren Ew. Heiligkeit so oft bestätigt worden sind, zugleich unverletzt bleiben. — Seit ich in dieser umfänglichen Erzdiöcese das Amt des Weihbischofs übernommen habe, bin ich speciell beauftragt gewesen mit der kirchlichen Regierung desjenigen großen Theiles trierischer Diöcesanen, welche unter dem Könige von Frankreich und französischen Gesetzen stehen, wie ebenso der nicht geringeren Zahl Derer, die im Herzogthum Luxemburg dem Hause Oesterreich und dem niederländischen Rechte unterthan sind. Nun ist Ew. Heiligkeit nicht unbekannt, daß in der Verwaltung und Handhabung dieses unter Genehmigung, Leitung und Autorität dreier Erzbischöfe von mir seit nunmehr dreiunddreißig Jahren geführten Vicariatamtes mir die Gewohnheiten und staatlichen Gesetze dieser Länder die zweite Richtschnur meiner Handlungen haben sein müssen, und von mir nicht unberücksichtigt bleiben durften, sollte nicht allgemeine Verwirrung entstehen. Wenn sie die kirchliche Ordnung im Wesentlichen auch nicht verändern, so haben sie auf dieselbe doch Einfluß. Wie also ich in Ausübung meines Kirchenamtes mich sogar in dieser einen Erzdiöces nicht an allen Orten nach einerlei Gebrauch und

---

erst 1792, nach Hontheims Tode. Indeß an der Echtheit ist kein Zweifel. Ich habe den Brief in Anl. VI. mitgetheilt.

Sitte habe richten können und dürfen, und wie keiner meiner Nachfolger es können und dürfen wird, so habe ich auch in der vorliegenden Schrift für angemessen gehalten, mich an diejenigen kirchlichen Gesetze zu halten, welche den genannten katholischen Nationen, ja allen, mit uns gemeinsam sind. Mein höchster Wunsch ist, heiligster Vater, daß meine Arbeit, unzweifelhaft meine letzte litterarische, als mein Ew. Heiligkeit zu Füßen gelegtes Testament und letzter Wille nicht mißfalle. Nach Nichts steht mehr mein Sinn und Gemüth, als daß Alles, was ich darin vortrage, Ew. Heiligkeit Billigung finden möchte. Sollte dennoch Etwas, das derselben nicht theilhaftig werden könnte, in dem Buche stehen, so bitte ich in tiefster Demuth, es mich wissen zu lassen; damit ich es in einem Supplemente, welches ich als Codicill dann gern noch nachfügen werde, verbessern kann. Unterdessen darf und muß mir Das zu Troste gereichen, daß wenn aus diesem kurzen Commentare die Kirche auch vielleicht keine andere Frucht zieht, wenigstens Das aus demselben Allen klar werden wird, woran nicht Wenige, sogar in Druckschriften einen Zweifel gewagt oder affectirt haben, daß mein von Ew. Heiligkeit am Weihnachtstag 1778 den Cardinälen im Consistorium kundgegebener feierlicher Widerruf meiner ist, nicht erdichtet, nicht erzwungen, sondern frei, ja überlegt." — Es folgt ein Schluß in den gewöhnlichen Formen officieller Ergebenheit.

Wenn der letzte hier ausgehobene Satz wörtlich so geschrieben worden ist, so enthält er insofern eine Unwahrheit, als er die Theilnahme an Entstehung und an Verbreitung des Gerüchtes, daß der Widerruf erzwungen gewesen sei, offenbar abzuleugnen bestrebt ist. Im Uebrigen wiederholt er, was Hontheim schon sonst erklärt hatte. Die Stellung, welche der Weihbischof einnimmt, ist die, daß er sich zu dem Widerrufe bekennt, aber die Sätze, welche man ihn hatte aussprechen lassen, dahin erläutert, daß sie in keinem anderen Sinne gemeint seien, als in welchem er sie auch schon ehedem anerkannt habe. Was er als in Gehorsam gegen seine geistliche Obrigkeit wirklich Zurückgenommenes fallen läßt, sind seine Schärfen, seine positiven Angriffe wider die päpstliche Curie, seine Aufforderungen ihr zu widerstehen; was er festhält und dem Papste mit dem Wunsche, daß er es genehmigen werde, hier unterbreitet, ist die unverkürzte gallicanische Theo-

rie, die jenen Angriffen zur Grundlage gedient hatte. Er betont, was namentlich auf die staatskirchenrechtlichen Sätze des Widerrufes und ihre Erklärung Bezug hat: wie er in der Praxis dieser Anschauungen alt geworden sei, wie er erfahren habe, mit andern lasse sich in den Verhältnissen einer Diöcesanverwaltung wie der trierischen nicht arbeiten. Man könnte fragen, ob der Wunsch, der doch eine Hoffnung bedeutet, der Papst möge mit dieser Lösung der Aufgabe, die er Hontheim gestellt hatte, sich zufrieden erklären, in der That ernsthaft gemeint sei: aber hieran ist ebensowenig zu zweifeln, wie an dem Ernste des Erbietens, an dem Commentare, wenn der Papst es befehle, fernerweit zu ändern. Der Weihbischof ist und bleibt von der inneren Unmöglichkeit, mit den Unwahrheiten der dogmatisch dressirten Geschichtschreibung wirksam und auf die Dauer den römischen Stuhl zu vertheidigen, so fest überzeugt, daß er von seiner Basis der redlichen Historik sich nicht abdrängen läßt, sondern die päpstliche Aufgabe von vorn herein nur von diesem Standpunkte aus auffaßt [1]). Er unterscheidet nach wie vor zwischen dem Papste und den Curialisten, kann daher den Gedanken wohl hegen, zwar nicht ihre, aber seine Zufriedenheit zu erreichen, und kann sich auch erbieten, den Commentar noch zu modificiren; immer unter dem ihm selbstverständlichen Vorbehalte, daß es von seinen dargelegten Grundanschauungen aus geschehen soll [2]).

Es verstand sich von selbst, daß man seitens der Curie und ihrer Freunde mit einer derartigen Schutzschrift, die von dem Gesichtspunkte dieser Partei aus betrachtet, statt für Rom zu sein, vielmehr gegen Rom war, nicht zufrieden sein konnte. Schon Kurfürst Clemens Wenzel hatte, als er von dem Geiste des Inhaltes erfuhr, von der Eßlingerschen Buchhandlung gefordert, sie solle

1) Schon in der Vorrede des Commentars sagt er: er wolle die Rechte des Papstes vertheidigen non quidem palponum more, quos suis lucubrationibus eidem S. Sedi, quin et Ecclesiae ipsi plurimum nocuisse compertum est, sed solidis verisque monumentis, quorum auctoritas in omnibus Ecclesiis agnoscitur. Dies Wort selbst klingt in dem Briefe an den Papst wieder.

2) Comm. ad Retract. p. 240: Er unterwerfe seinen Commentar „ohne Rückhalt" dem Urtheile des Papstes; indem er aber hinzufügt, sein Vorsatz sei gewesen, mediam tenere viam, qua semoto omni partium studio cuique quod suum est tribuatur duce veritate et canone.

die bereits im Drucke befindliche Handschrift ihm herausgeben [1]). Er ließ dies Verlangen erst fallen, als der frankfurter Buchhändler vorstellte, die bereits abgezogenen Bogen seien ohnehin schon nach Holland und nach Frankreich mitgetheilt; man werde das Buch eventuell im Auslande drucken lassen, dann aber gegen den Kurfürsten auf Entschädigung klagen. Nun hatte er den alten Weihbischof angehalten, dem Werke wenigstens die Bemerkung vordrucken zu lassen, daß es ohne Bewilligung der Oberen veröffentlicht, der Inhalt daher vom Verfasser allein zu verantworten sei. Dies war geschehen: die Note findet sich auf einem besonderen Blatte der Vorrede vorangeschickt.

In Rom hatte man von der neuerschienenen Schrift zuerst zu Anfang Mai's 1781 in weiteren Kreisen Nachricht: aus dem Umstande, daß sie öffentlich gänzlich nicht besprochen wurde, schloß der Agent Brunati [2]), sie müsse für die Curie nicht günstig sein. Wie sie von dieser behandelt wurde, erfahren wir aus den schon angeführten Animadversionen, welche der Cardinal Gerdil zu dem Buche gearbeitet hat. Zunächst empfand man unangenehm die Selbständigkeit, mit welcher Hontheim seinen Commentar, ohne ihn zuvor zur Genehmigung einzusenden, hatte drucken lassen; man erkannte richtig, daß für den Weihbischof nicht die Zufriedenstellung des Papstes, sondern die Gelegenheit sich auszusprechen und die Sätze des Widerrufes in seinem Sinne zurechtzustellen, die Hauptsache gewesen war. Nicht minder aber erkannte man, daß man einen Mann von so viel Freiheit der wissenschaftlichen Gesinnung in einem Lande von den Censurverhältnissen Deutschlands schonen müsse, um nicht wieder zu verlieren, was man durch seinen Widerruf gewonnen zu haben glaubte. Der Papst gab also das Buch an Gerdil, damit der gelehrte Barnabit, welcher Vorsitzender der Indexcongregation war, begutachte, in welchen Punkten die codicillarische Emendation dieses Testamentes, zu der Hontheim sich bereit erklärte, zu verlangen sei; aber er fügte die Instruction hinzu, dabei säuberlich zu verfahren, und Alles, was sich irgend so verstehen lasse, in zufriedenstellendem Sinne zu verstehen [3]). —

1) Dies und das Folgende nach Wolf a. a. O. 2, 287 fg.

2) Briefe an Krufft vom 5. u. 26. Mai und vom 16. Julius in den Krufft'schen Sammlungen.

3) — librum eo animo perlegendum accepi, ut de toto scripto ex

Gerdil wendete mehrere Monate auf die Arbeit, und kam zu dem Resultate [1]), daß — so verstanden — Hontheims Buch allerdings mancherlei Gutes und Richtiges enthalte; aber dies Gute und Richtige werde dann so verclausulirt und in solcher Weise beschränkt, daß es nicht zur Geltung kommen, vielmehr häufig in sein Gegentheil umschlage. Damit könne weder der Papst, dessen Aufgabe es sei, dem Staate gegenüber die Kirchenfreiheit, und der Kirche gegenüber seinen Primat als gottgestiftete Ordnungen aufrechtzuerhalten, noch auch ein in diesen Dingen richtig denkender Bischof zufrieden sein: Hontheim werde also allerdings Berichtigungen nachzubringen haben. Gerdil motivirt dies in einer Ausführung, welche auf jede einzelne der 38 hontheimischen Positionen eingeht, um darüber, wie Schrift, Concilien und Väter verstanden werden müssen, damit sie die curialistische, heute die vaticanische Doctrin stützen, die alten antifebronianischen Behauptungen zu wiederholen. Sie ist umfänglicher, als Hontheims eigner Commentar. Der Weihbischof brauche, meint der Barnabit, keineswegs ein ausführliches Codicill zu schreiben, sondern bloß einfach zu erklären: diese curialistischen Deductionen seien die richtigen.

So war man wesentlich wieder, wo man am Anfange gewesen war. Gerdil legte seine Animadversionen zunächst noch einigen Sachverständigen vor, unter denen er den Cardinal Boschi nennt [2]), denselben, der schon früher in der Angelegenheit Hontheims gearbeitet hatte, und von dem er jetzt angiebt, er habe sich über dies Erachten überaus günstig geäußert: dann reichte er es dem Papste ein. Dieser war gleichfalls zufrieden, und entschied, die Animadversionen sollen zunächst als vorläufige Privatschrift gegen

aequo et bono judicandum, in singulis voculis aucupandis non morosius insistendum; si quid obscurius duriusve dictum occurreret, commodiore qua fieri posset interpretatione molliendum atque in saniorem partem flectendum existimarem. Gerdil l. c. (prooem.) p. 185.

1) — contextum sic esse Commentarium istum Febronianum, ut sanorum verborum forma, quam Positiones plerumque prae se ferunt, haud raro ... per multiplices distinctionum exceptionumve anfractus in alienum adversumque sensum detorqueantur. Haec profecto nec Romano Pontifici probari possunt, cujus est potissimum ecclesiasticae libertatis suique Primatus jura Christi ordinatione constituta tueri, nec cuiquam Episcopo de tota ecclesiasticae hierarchiae constitutione deque suae dignitatis amplitudine recte sentienti: l. c. p. 191.

2) Monitum ad lectorem l. c. p. 180. Vgl. oben S. 125.

Febronius publicirt werden: anscheinend wurden sie als solche auch damals schon gedruckt. Allein da trat ein unvorhergesehener Umstand ein, welcher gerathen erscheinen ließ, zu Vermeidung größeren Uebels die Ausgabe für jetzt zu inhibiren, und auf eine günstigere Zeit zu verschieben. Der Papst behielt selbst das Manuscript zurück [1]).

Was es war, wodurch die Veröffentlichung verhindert wurde, vermeidet Gerdil zu sagen. Vielleicht darf als Auskunft darüber betrachtet werden, was eine trierische Nachricht [2]) referirt: daß P. Pius im Herbste (13. Oct.) 1781, also zu der Zeit, wo Gerdils Erachten nach dessen Angaben, in seine Hand gelangt war, vom Kurfürsten verlangt habe, es müsse gegen Hontheim ein neues Verfahren eingeleitet werden; Clemens Wenzel aber habe dem cölner Nuntius und durch diesen dem Papste (17. Nov.) zwar gleichfalls höchst unzufrieden über den Commentar, jedoch mit der Verwendung, daß ein solches Verfahren nicht eintrete, vielmehr von aller Strenge abgesehen werde, geantwortet. So sei es dann geschehen. Vielleicht daß er einsah, mit dem alten Manne sei schließlich doch Nichts auszurichten, er werde dennoch das letzte Wort behalten; vielleicht auch, daß für ihn, wie für die römische Curie der Grund, die febronianische Sache lieber ruhen zu lassen, in Oesterreich lag.

Dort war am 20. Nov. 1780 Joseph II. auf den Thron gestiegen, und hatte mit dem Frühjahr 1781, gerade um die Zeit, wo Hontheim seinen Commentar herausgab, begonnen, den Strom jener kirchenpolitischen Hofdecrete ausgehen zu lassen, durch welche Das, was Justinus Febronius gelehrt hatte, in die Praxis eingeführt und nach der Seite des Einflusses der Staatsgewalt auf die

1) — Quum ecce de improviso novum quid natum est, de quo nil attinet hoc loco dicere, quod, ne qua inde gravior offensio pro temporum conditione suboriretur, consultius fore persuasit, paratam editionem in aliud tempus differre. Interea Pontifex codicem penes se retinuit manuscriptum. So in dem schon angeführten Monitum von 1792 l. c. p. 180. Als die Ausgabe im Jahre 1792 dann erfolgte, befahl der Papst, die Nachträge, welche Gerdil nach so langer Zwischenzeit für nöthig hielt, in einem Anhange zu geben (l. c. p. 181). Hieraus ist zu schließen, daß der Druck der ursprünglichen Arbeit schon 1781 vollendet war.

2) Chronik der Diöcese Trier (1828) S. 82 und daneben Müller in der Trierischen Kronik 1820. S. 100.

Kirche nicht bloß ausgeführt, sondern überboten werden zu sollen schien. Zunächst verbot er gewisse Meßgeldsendungen, dann hob er den Zusammenhang der Klosterleute mit auswärtigen Ordensobern auf und unterstellte sie ganz febronianisch den Bischöfen, hierauf ordnete er eine vollständige Durchführung des landesherrlichen Placet an. Dies Alles im März 1781. Im April befahl er, daß in den bisher päpstlichen Reservatfällen die Bischöfe vielmehr selbst dispensiren sollten; im Mai ließ er die Bulle In Coena Domini, in der unter Anderen auch die kirchliche Rechte schädigenden Staatsregierungen excommunicirt werden, aus den Ritualien entfernen, verbot auch die öffentliche Besprechung der Bulle Unigenitus, welche gegen den Jansenismus gerichtet ist, gestattete den Geistlichen kirchlich verbotene Bücher zu lesen, wenn sie nur von der österreichischen Censur erlaubt seien, u. s. w. f. [1]). Schon als diese ersten Kirchengesetze Kaiser Josephs erschienen waren, hatte Kurfürst Clemens Wenzel, der als Bischof von Augsburg mit ihnen in den vorderösterreichischen Landen, für die sie mit publicirt waren, in Collision kam, sich veranlaßt gesehen, gegen sie einzuschreiten. Er hielt sich nicht bloß als Kirchenfürst, sondern auch nach seinem persönlichen Verhältnisse zum österreichischen Hause hierzu verpflichtet. Also schrieb er, in recht mäßigem Französisch, an seinen Vetter Joseph einen vom 1. Junius datirten Brief, in welchem er von dergleichen kirchenverletzenden Maßregeln abmahnt [2]). Auf Grund des Satzes, „daß nach Christi Stiftung die Kirchengewalt im kirchlichen Regieren nicht minder souverain und unabhängig ist, als die weltliche Gewalt im weltlichen", belehrt er ihn, daß die Verordnungen über das Placet, die Ordensleute und die Meßgelder außerhalb der staatlichen Competenz liegen, die über das Placet auch unnöthig und schädlich sei, unnöthig wegen der ohnehin vorhandenen Bereitwilligkeit der Kirche zu jeder Art Rücksichtnahme, schädlich, weil sie die auch dem Staate des

1) S. einen näheren Nachweis in meiner Schrift Zur Geschichte der römisch-deutschen Frage 1, 55 fg.

2) S. denselben, sowie die ferneren durch ihn veranlaßten Schreiben in dem Aufsatze von Mohnicke „Briefwechsel zwischen Kaiser Joseph II. und Clemens Wenzel Kurfürsten von Trier", in der Zeitschr. f. histor. Theologie Th. 4. S. 241 fg. (1834), wo auch die mancherlei älteren Ausgaben sich nachgewiesen finden.

Unterthanengehorsams wegen unentbehrliche kirchliche Autorität herabsetze. Ebenso incompetent, aber noch verletzender seien die Hofdecrete über die Bullen In Coena und Unigenitus, sowie über bloß staatliche Censur. Allerdings enthalte die Abendmahlsbulle manches zu weit Gehende und päpstlicher Modificirung Bedürftige, aber sie enthalte auch vieles Tadellose; und jedenfalls könne nicht der Staat lösen, was von der Kirche gebunden sei. Die Bulle Unigenitus sodann sei eine infallible dogmatische Entscheidung: ohne dem Fluche zu verfallen, den wider Diejenigen, welche die Kirche nicht hören, Christus selbst ausgesprochen habe, könne man sich einer solchen nicht entziehen. Endlich sei es unmöglich, daß kirchliche Bücherverbote durch die hierzu von Gott nicht bevollmächtigte weltliche Macht aufgehoben werden. Sicherlich habe der Kaiser nicht die Absicht gehabt, die Kirche zu verletzen, sondern sei nur verleitet worden: er möge aber nun zurücknehmen, was er gefehlt habe.

Dieser umfängliche, sich gänzlich in den Ideen der Schule des Abbé Beck bewegende Brief wurde von den Zeitgenossen dessen Feder zugeschrieben; auch Kaiser Joseph, dem er erst am 14. September zugeschickt worden war, und der ihn am 25. beantwortet, äußert diese Meinung, indem er dem Kurfürsten zu vernehmen giebt, es komme nicht bloß vor, daß Leute nicht wissen, was sie lesen, sondern es finde sich auch, daß Leute nicht wissen, was sie schreiben. Der Kaiser stellt sich gleichfalls auf sein Princip: wie Clemens Wenzel im Brote der Kirche stehend für sie streite, so stehe er Joseph im Brote des Staates und kämpfe für dessen Grundrechte sie vertheidigend und sie zurückfordernd. Niemals würde er sich daher verzeihen, den Papst in Irrthum zu führen oder im Irrthume zu bestärken, indem er von ihm erbäte, was nicht päpstlicher Competenz sei, und so die Vorstellung hervorriefe, er der Kaiser kenne seine Rechte nicht [1]). Von hier aus lehnt er Punkt für Punkt die Ausstellungen des Kurfürsten völlig ab. Von der Bulle Unigenitus sagt er dabei, sie enthalte deswegen nicht eine infallible Entscheidung, weil sie von keinem Generalconcilium

1) Je me reprocherois éternellement, si je l'induisois ou fortifiois dans l'erreur, en lui demandant ce qui ne lui appartient pas, et en lui faisant par conséquent accroire, que je ne connois pas mes droits.

stamme. Unter den im Style Friedrichs des Großen hinzugefügten Neckereien genügt hervorzuheben, daß er Febronius „orthodox“ nennt, anscheinend den Febronius des neuerschienenen Commentars, um auf die im römischen Sinne vorhandenen Mängel der so bethätigten Orthodoxie zu weisen. — Der Briefwechsel war damit noch nicht zu Ende. Der Kurfürst lehnte in kurzer Replik doch ab, nicht gewußt zu haben, was er schreibe, indem er die Schmach des kaiserlichen Spottes sich zur Ehre rechnet. Möge dem Kaiser die Reue nicht zu spät kommen! Dieser behauptete hierauf nicht ohne neue Scherze seinen Standpunkt.

Er hatte unterdeß eine Reihe von Verordnungen erlassen, die dem Kurfürsten noch schmerzlicher sein mußten, als die früheren: im August hatte er befohlen, dem Volke die katholische Bibel zugänglich zu machen, hatte päpstliche Bischofsbestätigungen und den Treueid der Bischöfe gegen den Papst dem Placet unterworfen, hatte jenem Eide einen ähnlichen dem Staate zu leistenden zur Seite gestellt. Im October befahl er den Bischöfen, in sämmtlichen geheimen Ehehindernissen ohne römische Ermächtigung zu dispensiren, dehnte das Placet auf alle und jede für den Clerus bestimmte Publicationen aus, und erließ, nachdem er vorbereitende Schritte schon im Junius und September gethan hatte, das bekannte, den Protestanten Religionsübung gestattende Toleranzedict. Oesterreich war bis dahin, mit unbedeutenden Ausnahmen, ausschließlich katholisch gewesen; Maria Theresia hatte die Ansprüche ihrer Kirche in Bezug hierauf vollständig erfüllt; auch Kaiser Joseph wollte das katholische Bekenntniß als das herrschende behandeln; aber Toleranz gehörte in sein System, und so proclamirte er die bedingte Duldung, welche von da an bis auf sehr neue Zeiten für die österreichischen Protestanten gegolten hat. Im November 1781 verbot er den Besuch des römischen Deutschen Collegiums, und schrieb vor, die Bulle Unigenitus solle fortan als überhaupt nicht vorhanden behandelt werden.

Aehnlich wie Clemens Wenzel und aus denselben Gesichtspunkten hatten gegen alle diese Schritte auch der wiener Erzbischof Cardinal Migazzi und der dortige Nuntius Garampi, derselbe, der ehedem zu Frankfurt den Autor des Febronius herausgebracht hatte [1]), Gegenvorstellungen und gelegentlich Protest erhoben. Auf

1) Vgl. oben Seite 61.

ein sehr lebhaftes solches Schreiben vom Nuntius (12. Decbr.) gab Fürst Kaunitz in des Kaisers Auftrage eine Antwort (19. Dec.) [1]), die in ihren Formen von gleicher Entschiedenheit wie das Schreiben des Nuntius und der Sache nach vollständig abweisend ist. Der beanspruchten päpstlichen Mitwirkung in solchen Dingen bedürfe man nicht, schreibt er; denn Alles ohne Ausnahme, was in der Kirche nicht göttlicher, sondern menschlicher Einsetzung sei, verdanke seine Geltung nur der entweder Einwilligung oder Gutheißung der Staatsgewalten; daher diese, wie sie dergleichen Concessionen freiwillig und willkürlich gemacht haben, so auch berechtigt bleiben, sie einseitig abzuändern, einzuschränken, aufzuheben, sobald dies wegen staatlicher Ursachen, wegen Mißbrauchs, wegen veränderter Zeitumstände erforderlich sei. Der römische Stuhl habe in Oesterreich, abgesehen von Punkten, welche Grundsätze des Glaubens, oder allein den Geist und die Seele betreffen, nicht die geringste Gewalt; die Abstellung von Mißbräuchen in kirchlichen Außendingen könne also gar nicht von ihm abhängen, sondern stehe ausschließlich Dem zu, der allein im Staate zu befehlen habe, dem Landesherrn. Im Uebrigen erwidert Kaunitz im Einzelnen auf die Beschwerden des Nuntius. Als dieser replicirte, fertigte er ihn kurz ab. — Durch solche Parallelcorrespondenz gewinnt Kaiser Josephs gleichzeitiger Briefwechsel mit seinem Vetter von Trier eine Ergänzung, die nicht unwesentlich ist.

Die Entwickelung dieser österreichischen Verhältnisse war im November 1781 bereits vorgeschritten genug, um nicht bloß dem Kurfürsten, der damals seine Zurückweisung durch Kaiser Joseph schon erfahren hatte, sondern auch der römischen Curie räthlich erscheinen zu lassen, daß man nicht durch Wiederaufrühren der Differenzen über den hontheimischen Widerruf Anlaß zu neuen bittern Erfahrungen gebe. Der Kurfürst mochte außerdem nicht ununterrichtet sein, falls die von Müller [2]) mitgetheilte Nachricht richtig ist, daß im Zusammenhange mit dem josephinischen Bestreben, das Regiment außerösterreichischer Bischöfe in Oesterreich zu beseitigen, Hontheim nahegelegt worden war, beim Wiener Hofe für den zu den österreichischen Niederlanden gehörigen Theil der trierischen

1) Beide Schriftstücke mehrfach gedruckt z. B. bei Wolf a. a. O. 3, 419 fg.
2) Trierische Kronik 1820 a. a. O.

Erzdiöcese die Errichtung eines besonderen österreichischen Bisthums Luxemburg zu beantragen, welches alsdann er selbst, trotz seines Alters, erhalten sollte; und daß er das doch nicht bloß deßwegen abgelehnt hatte, weil er zu alt sei, sondern ebensowohl aus Treue gegen seinen trierischen Erzbischof und Herrn. In Rom aber konnte man sich zu der Zeit, als die Veröffentlichung des Gerdil'schen Erachtens inhibirt wurde, auch ohne Rücksicht auf Das, was Clemens Wenzel dort vortragen mochte, schon aus den wiener Nuntiaturberichten sagen, daß eine Wiederanregung der febronianischen Sache für den Augenblick inopportun sei.

Hontheim war so alt, daß er bald sterben mußte: man konnte um so mehr abwarten, was dann zu thun sei, da sein Commentar einen bedeutenden öffentlichen Eindruck nicht mehr hervorbrachte. Die öffentliche Meinung, ohnehin der Sache müde geworden, war durch die Bemühungen Kruffts, die Arbeit im Voraus zu discreditiren, einigermaßen verwirrt, und die Kritik, wenn sie auch keineswegs abfällig war, konnte sich doch in die Sachlage nicht ohne Weiteres finden [1]). Vor Allem aber: seit Kaiser Joseph diese febronianischen Gedanken in seiner lauten und raschen Weise practisch durchzuführen angefangen hatte, wandten aller Augen sich ihm zu, und man hatte keine Aufmerksamkeit mehr für die doch bloß historischen und theoretischen Ausführungen, welche Hontheim brachte. Mit Aufrufen, wie vor achtzehn Jahren die Vorreden zu seinem Febronius sie enthielten, hätte er vielleicht noch zu fesseln vermocht; seine vorsichtig gemäßigten wissenschaftlichen Auseinandersetzungen verhallten.

1) Schott, Unparteiische Kritik juriſt. Bücher 10, 771 fg. Göttinger Gel. Anzeigen 1781 Zugabe S. 241 f. Allg. dtsche Bibliothek, Anhang zum 37. und 38. Bde., Abth. 3. S. 1447 fg. — Marx, Gesch. von Trier 5, 127 erzählt, Hontheim habe sich Alles was er in Zeitschriften ꝛc. für seine alten Meinungen und für ihn selbst Günstiges fand, in sein Exemplar des Commentars eingezeichnet.

9. Letzte Jahre.

Als er seinen Widerrufscommentar herausgab, gerade zu gleicher Zeit mit dem Beginne der kirchenpolitischen Verordnungen Kaiser Josephs, war Hontheim im einundachtzigsten Jahre: es war aber selbstverständlich, daß er, trotz dieses hohen Alters, an der neuen österreichischen Kirchengesetzgebung lebhaften Antheil nahm.

Man ließ von Wien aus Vorgänge, durch welche die Lieblingsgedanken der Zeit berührt wurden, gern allgemeiner bekannt werden; schon in der hontheimischen Sache haben wir gesehen, wie das Personal der Hof- und Staatscanzlei mit Organen der Presse in mancherlei Zusammenhängen war. So drang auch Fürst Kaunitzens Antwort an Garampi bald in die Zeitungen: der Weihbischof hatte sie um Mitte Februars 1782 bereits gelesen, und äußerte sich mit Befriedigung darüber [1]). Er erwartet, sie werde den Papst, der um jene Zeit unlängst seine bekannte Reise nach Wien angekündigt hatte, zum Aufgeben dieses Planes veranlassen. Hierin indeß täuschte er sich: als Hontheim schrieb, hatte Papst Pius seinen Weg soeben schon angetreten: am 22. März kam er in Wien an. Wie sehr der Weihbischof in Bezug auf Kirche und Staat noch der alten Gesinnung war, zeigt eine Aeußerung des angeführten Briefes, die der ausgehobenen vorangeht: ein Papst sagt er, indem er die Urzustände der Kirche denen des entwickelten Primates entgegenstellt, „der sich von St. Petrus selbst weisen ließe, würde mit Kaiser Joseph keine Streitigkeiten haben“ [2]).

1) Brief vom 18. Februar 1782 abschriftlich in den Krufft'schen Sammlungen: j'ai lu avec satisfaction dans les nouvelles publiques la belle réponse, que de la part de S. M. J. le Grandchancellier d'Etat a faite au Promemoria du nonce Garampi. Elle est si peremtoire, que je suis sûr, qu'elle aura rompu tout projet de voyage du St. Père.

2) Je vois par une lettre reçue de Rome, que le Pape visite nuite-

Der Mahnbrief des Kurfürsten Clemens Wenzel an den Kaiser circulirte um jene Zeit in Abschrift, und veranlaßte Hontheim, als er ihm zu Gesicht kam, gleichfalls zu Observationen, die er (9. März 1782) durch Krufft an Joseph II. einsandte [1]). Sie bekämpfen mit Gelehrsamkeit und wenn auch nicht ohne alles Mißverständniß, doch mit einem Geschicke, welches von der Geistesfrische des bejahrten Mannes ein denkwürdiges Zeugniß giebt, jede einzelne der kurfürstlichen Auseinandersetzungen durch Zeugnisse der belgischen, spanischen, französischen Litteratur und Praxis. Am ausführlichsten wird das Placet behandelt, und in allen seinen Anwendungen in Schutz genommen. „Es sollte nur einmal ein regierender Herr den Versuch machen, auf dies Recht zu verzichten oder es zu vernachläßigen", bemerkt Hontheim [2]), „er würde bald die schlimmen Folgen empfinden"; was nicht erst seine Bemerkung sei, sondern die des berühmten spanischen Canonisten und Bischofs Covarruvias. Es stehe, leitet Hontheim hieraus ab, gar nicht in der Macht des Staates, dem Placet zu entsagen, und führt an: auch dies sei bereits von den portugiesischen Ständen gegenüber Johann II. geltend gemacht worden. Im Uebrigen lassen wir seine Auseinandersetzungen beruhen: es genügt zu sagen, daß sie ohne jede

---

ment le Vatican et ses sousterrains, et qu'il y met sa tête sous les pieds de la statue de bronze de St. Pierre pour en recevoir des lumières, qui puissent le bien conduire dans les circonstances critiques et épinenses où il se trouve. C'est sans doute tres bien fait: mais Sa Sainteté avec toute sa Cour se trouverait bien surprise, je ne veux pas dire trompée, si St. Pierre le prenoit au mot. Ce Chef des Apôtres ne pouvant approuver les abus, qui depuis huit à neuf siècles se sont glissés dans cette Cour et par là dans le gouvernement extérieur de l'Eglise, en exauçant le St. Père la remettroit sans doute dans son Etat primitif et mettroit ainsi Pie VI. d'accord avec Joseph II. Ce seroit le vrai moyen d'attirer les Protestants à nous; moyen selon moi unique et par conséquant à adopter par préférence à toutes les idées des Mess. de Fulde, qui aujourd'hui sous la direction du Baron de Pisport mon compatriote s'occupent beaucoup de la réunion des Réligions.

1) Ich theile sie in Anl. VII. mit.

2) Un souverain n'auroit qu'en faire un essai et renoncer à ce droit, il ne tarderoit pas à en sentir les tristes effets: c'est l'observation de Covarruvias, fameux canoniste et Evêque espagnol Practicarum quaestionum c. 35. n. 3. p. 495: Quod si quis contendat, a Principibus saecularibus hanc tollere potestatem, statim, non quidem sero, comperiet experimento manifestissimo, quantum calamitatis Reipublicae invexerit.

Milderung in alter Weise febronianisch sind; so daß Krufft mit vollem Rechte behaupten konnte, er habe in seinen Händen den documentirten Beweis, daß auch nach dem Widerrufe der Weihbischof unverändert die widerrufene Meinung festgehalten habe. Kaiser Joseph schickte ihm, nachdem er sich seine Bemerkungen hatte vorlesen lassen, zum Danke Abschrift des oben erwähnten weiteren durch das kurfürstliche Schreiben veranlaßten Briefwechsels.

Es ist bereits der Reise des Papstes gedacht worden. Als er gegen Ende des April Wien unverrichteter Sache wieder verließ, um nach Hause zurückzukehren, wurde er von dem Kurfürsten Clemens Wenzel in München empfangen, nach Augsburg geführt, dort in den ersten Maitagen als Gast geehrt, und zuletzt noch eine Strecke auf seiner Weiterreise begleitet [1]); was er dann durch besondere Freundlichkeit erwiederte.

Bei dieser Gelegenheit war Beck noch des Kurfürsten Begleiter gewesen [2]), wenige Monate darauf wurde er plötzlich entlassen. Die letzten etwa zwei Jahre seit der Ungnade der beiden Minister v. Hornstein und v. Hohenfeld her, hatte er zusammen mit dem schon genannten Staatsrathe Friedr. Joach. v. Krifft die coblenzer Regierungsgeschäfte als thatsächlich erster Gehülfe des Kurfürsten verwaltet [3]). Ob seine Entlassung, wie Krufft erfahren hatte, deshalb geschah, weil er in einer schweren Krankheit Clemens Wenzels mit Unverschämtheit von demselben verlangte, vor des Kurfürsten möglichen Tode noch eine bestimmte bedeutende Pfründe verliehen zu erhalten, bleibe dahin gestellt: jedenfalls hatte man zu Rom die Nachricht, daß er von ihm „weggejagt" sei [4]). Dies war um Mitte December 1782 „kürzlich" geschehen [5]); in den Schlözerischen Staatsanzeigen [6]) hatte es dabei anfangs

1) Wolf a. a. O. 3, 501 fg. Marx a. a. O. 5, 146 fg.

2) S. oben Seite 103. Note 1.

3) Hüffer in der Allg. deutschen Biographie 5, 459. Krufft s. oben S. 103 a. a. O.

4) Cacciato della sua corte schreibt Brunati an Krufft 5. Febr. 1783.

5) Nachricht vom 15. Decbr. bei Meusel, Histor. Litteratur für das Jahr 1783. Jahrg. 3. Bd. 1. St. 1. (1783) S. 94 fg. Angeführt bei Mohnicke a. a. O. S. 247.

6) Staatsanzeigen 2, 265. 309. 3, 120 f. Mohnicke S. 244.

geheißen, auch Becks Anhänger seien entlassen; eine spätere Notiz aber widersprach Dem, und führte die Veränderung auf einen schon vor Becks Abschiede vorbereiteten neuen Regierungs- und Finanzplan zurück. Gewiß ist, daß bereits vorher (5. Jan. 1782) der Oberstallmeister von Duminique erster Minister geworden war, und daß seit Becks Entfernung jener aus Mainz stammende, zuerst um 1780 als geistlicher Fiscal nach Coblenz gekommene und mit Franz Heinrich nicht verwandte Ludwig Joseph Beck, der — man darf sagen schlechthin Febronianer von Gesinnung — später als trierischer Generalvicar und Geheimerath die Seele der anticurialen Bewegung des Emser Congresses gewesen ist, größeren Einfluß in geistlichen Sachen erlangte. Der entlassene Beck aber erschien im Laufe des Jahres 1783 in Rom, hatte eine lange Audienz beim Papste, konnte indeß an der Curie kein Glück machen, und man wußte später dort von ihm nur, daß er beim Erzbischofe von Mecheln lebe und Einfluß habe [1]). Im Anfange der neunziger Jahre jedoch, ist er, wie es scheint, von Clemens Wenzel wiederangestellt worden, und zwar zu Augsburg; denn augenscheinlich ist kein Anderer als er derjenige Beck, welcher im Jahre 1794 als dortiger Generalvicar den Jesuiten, die unter dem Namen der Gesellschaft des Herzens Jesu sich in oder bei Löwen heimlich wiederhergestellt hatten und dann aus Belgien vertrieben worden waren, auf Empfehlung des bereits in der hontheimischen Sache mit ihm zusammen thätig gewesenen Abbé Pey, in der Nähe von Augsburg eine Zuflucht eröffnete [2]).

Zunächst lenkte Clemens Wenzel, und zwar mit größerer Entschiedenheit als vorher, in die gallicanischen Bahnen, aus denen Beck ihn für eine Zeit lang herausgearbeitet hatte, wiederum ein. Er schloß sich für einige Jahre vollständig der anticurialen Bewegung der deutschen Erzbischöfe an, in welcher die Ideen der coblenzer Conferenzen von 1769 [3]) wiederaufgenommen wurden, unterzeichnete die daraus hervorgegangene unter dem Namen der Emser Punktation bekannte Denkschrift, sowie das Schreiben vom 3/8 September 1786, mit welchem sie an Kaiser Joseph übergeben

1) Briefe von Brunati an Krufft 3. Decbr. 1783. 24. Januar und 4. Febr. 1784.

2) Fehr in Wetzer und Welte's Kirchenlexicon 4, 486.

3) Oben Seite 76 folg.

wurde, und lernte nun auch seinen alten Weihbischof noch wieder schätzen. Dieser hatte sich gänzlich von den Geschäften zurückgezogen, und nahm auch an den Arbeiten jenes denkwürdigen Unternehmens, das einen großen Theil seiner eigensten Gedanken in die Praxis einzuführen bestimmt war, soviel die trierer und cölner Congreßacten ergeben, unmittelbar nicht mehr Theil. Er hatte das Seinige in seinen gedruckten Schriften und in den Acten der ehemaligen coblenzer Conferenzen beigetragen. Aber als, nicht lange nachdem die Emser Punctation an den Kaiser abgesendet worden war, Hontheim einmal zu Coblenz erschien, ließ ihm der Kurfürst die Congreßacten vorlegen und ihn um seine Meinung ersuchen. Es war eine dem alten Manne, zu dessen Anschauungen Clemens Wenzel sich jetzt zurückgewendet hatte, schuldige Ehrenerklärung. „Nachdem Eure Kurfürstliche Durchlaucht mir gnädigst befehlen," antwortet Hontheim — Coblenz 30. Novemb. 1786[1]) —, „über den Vorgang und die Verhandlungen der ohnlängst in Ems gewesenen Versammlung der vier deutschen Erzbischöfe Mainz, Trier, Cöln, Salzburg, in den Personen ihrer Räthe und Bevollmächtigten, meine unterthänigsten Gedanken zu eröffnen, so vermag ich anvorderst für meine wenigste Person mich anders nicht als höchlich zu erfreuen über diesen großen und glücklichen Schritt, der hiedurch für die Freiheit der deutschen Kirche gemacht worden. Diesen aber desto fester zu stellen hielte ich ohnzielgebig dafür, daß das Geschäft und dessen Berichtigung in keinem Punkte auf ein zu haltendes Concilium" — welche Eventualität damals erörtert wurde —, weder generale, noch nationale, zu verweisen" sei. „Die Geschichte der tridentinischen und anderer vorherigen Kirchenversammlungen bewähren überflüssig, wie schwer es sei, solche zusammenzubringen, und noch mehr, dieselben für alle in- und auswärtigen Intriguen jener Menschen zu bewahren, die mehr auf ihren Nutzen, als auf das gemeine Wohlsein der Kirche und eine echte Disciplina bedacht sind. Den in dem Alles erschöpfenden Schreiben und dessen Zulage" — dem Schreiben vom 3/8 Sept.

1) Acten des Geheimen Staatsarchives zu Berlin „betr. die Beschwerden der Erz- und Bischöfe Teutschlands gegen Beeinträchtigung ihrer Diöcesan- und sonstigen geistlichen Gerechtsame durch den römischen Hof ꝛc." Vol. 3. Num. 13. Es ist dies der größere Theil der früher im Kurfürstl. trierischen Archive befindlichen Emser Congreßacten.

und der Punctation — „enthaltenen vortrefflichen Sätzen und respective Beschwerungsanträgen, auch dagegen angebrachten Hülfsmitteln, wüßte meines wenigsten Ortes Nichts beizusetzen, als etwa" eine kleine historische Erörterung über die Annaten, die er besonders beilegt. „Kommt nun", wie um jene Zeit erwartet wurde, „allem Diesen die Allerhöchste Kaiserliche Sanction und dieser mächtigste Schutz hinzu, so kann man es ohne weiteres Nachdenken für ein glücklich abgeschlossenes Werk ansehen..... Soviel die einzuführenden Disciplinarartikel" — ein nachher nicht veröffentlichter Theil der Emser Pläne — „betrifft, so werden die vorgeschlagenen Erz- und Bischöflichen Verordnungen ... Nichts als die beste Wirkung hervorbringen können." Schließlich geht Hontheim, indem er an seine älteren trierischen Arbeiten anknüpft, noch auf einige zu diesen Disciplinarartikeln gehörigen Einzelpunkte ein: Brevier, Ritualien, Missale.

Sein Schreiben, das unverkennbare Spuren des Alters trägt, ist, soviel ich finde, die letzte kirchenpolitische Arbeit, welche aus Hontheims Feder hervorgegangen ist; und hat man den alten Kämpfer und zuletzt Dulder bis hierher mit Theilnahme begleitet, so kann es wie ein verdientes Abendroth der Befriedigung erscheinen. Was er gewollt und wofür er ehedem gestritten hatte, das sah er jetzt von seinem eigenen kurfürstlichen Herrn und von anderen und mächtigeren Vertretern mit Entschiedenheit in die Hand genommen, und Gehülfen dabei verwendet, die er für tüchtig halten durfte: er konnte hoffen, daß der Gedanke seines Lebens auf dem Wege des Sieges sei.

Schon bevor er jenes letzte kirchenrechtliche Erachten niederschrieb, hatte er daran gedacht, sein Haus zu bestellen; denn er fühlte, daß seine die langen Jahre her vortrefflich gewesene Gesundheit [1]) ins Wanken kam.

---

1) Unter den Krufft'schen Papieren ist ein Brief Kruffts an den kaiserlichen Arzt zu Wien Stoll v. 22. März 1784, den dieser Gesundheit wegen um Rath fragt. Es ist ein hontheimsches Brieffragment v. 11. März hinzugefügt, in welchem der Weihbischof von sich berichtet: Je suis de nature d'un tempérament sec, ordinairement constipé; de sorte que quand même je me porte assez bien je suis ordinairement plusieurs jours, quelquefois jusqu'à dix ou douze avant d'aller à la selle. Seit Weihnachten müsse er sich

Sein vom 12. April 1784 datirtes Teſtament[1]) beginnt mit den Worten: „Im Namen Gottes iſt dies meine teſtatoriſche Verordnung und letzter Wille. Meine von allem wahren Verdienſt leere Seele empfehle ich in die barmherzigen Hände ihres göttlichen Schöpfers, mittels der unendlichen Verdienſte ſeines heiligſten Sohnes Jeſu Chriſti". Daß das indeß nicht proteſtantiſch gemeint iſt, zeigt die erſte Anordnung des Teſtamentes: „Nach meinem Ableben ſollen zum Troſt meiner Seele dreihundert heilige Meſſen . . . geleſen werden". Dann folgen die Vorſchriften über Vertheilung ſeines Nachlaſſes, bei denen er der Armen nicht vergißt. Der Univerſität hatte er ſchon früher (März 1780) einen großen Theil ſeiner werthvollen Bücherſammlung zum Geſchenk gegeben, indem er ſich nur den lebenslänglichen Gebrauch vorbehielt. Er ſchließt mit drei Schriftworten nach dem Texte der Vulgata: Omnia quae fecisti nobis, Domine, in vero judicio fecisti, quia peccavimus tibi, et mandatis tuis non obedivimus: sed da gloriam nomini tuo et fac nobiscum secundum multitudinem misericordiae tuae. Dan. 14. Salus populi ego sum, dixit Dominus, de quacunque tribulatione clamaverint ad me, exaudiam eos, et ero illorum Dominus in perpetuum. Ps. 77. Misericordias Domini in aeternum cantabo. Ps. 88.

So ernſtlich empfand er ſich vor Gott als ſündigen Menſchen ohne alles eigene Verdienſt, und ſo feſten Glaubens ergriff er die göttliche Verheißung der Gnade und Barmherzigkeit in Chriſto. Wie ſonſt die Grundſtimmung ſeines Gemüthes war, geht aus einer Grabſchrift hervor, welche er für ſich um dieſe Zeit entworfen hat[2]): nach mehr als ſechzigjähriger Arbeit habe er Ruhe

---

ſtets befördernder Mittel bedienen. A quoi je dois ajouter, que de tems à autre je sens quelque accès de la goute. Dabei erzählt Müller in den alsbald anzuführenden Erinnerungen, daß Hontheim zwar ſelten, aber dann viel und gut aß.

1) Es iſt eigenhändig geſchrieben, nachher aber notariell als letzter Wille beglaubigt, und findet ſich in der v. Elteſter'ſchen Sammlung unter Num. 23. Später iſt es, wie zu berühren ſein wird, durch ein zweites Teſtament beſeitigt worden.

2) In der v. Elteſter'ſchen Sammlung Num. 25. Gedruckt in der Trieriſchen Kronik 1820 S. 104. Sie iſt von Hontheims eigener Hand, und lautet: Joan. Nicol. ab Hontheim Episcopus Myriophitanus, Suffrageneus Trevirensis, Dominus in Mont-Quintin etc. post sexaginta et ultra annorum

gesucht und gefunden: „nun endlich frei, endlich sicher, endlich in der Ewigkeit". In einer eigenhändigen Aufzeichnung vom 25. Febr. 1788 [1]), die er auch unterstegelte und ihr so den Character einer formellen Verfügung gab, verbot er, nach seinem Tode irgend Etwas zu seinem Lobe zu veröffentlichen — es war die Zeit, wo Dergleichen Sitte war —: hierzu sei kein Grund; aber da er im Leben mit mancherlei Schriften hervorgetreten sei, die verschiedenartige Beurtheilung gefunden haben, und ein Bischof die Welt nicht verlassen solle ohne ein Zeugniß richtigen Glaubens (probatae fidei), so wünsche er, daß nach seinem Tode als solches ein an ihn gerichteter Brief des Benedictinerabtes von St. Blasien im Schwarzwalde v. 10. Febr. 1788 publicirt werde. Der Fürstabt, jener Martin Gerbert, von welchem schon die Rede gewesen ist [2]), und den er als bekannt wegen Frömmigkeit und Gelehrsamkeit bezeichnet, war ein Gegner, den er respectirte; zugleich ein vornehmer Mann: dieser hatte ihn also in irgend einer ihm wohlthuenden Art als rechtgläubigen Katholiken anerkannt. Wir werden auf den Brief zurückkommen.

Wegen verschiedener in der Familie eingetretener Todesfälle erschien Hontheims Testament ihm nach einiger Zeit nicht mehr zutreffend, er ersetzte es daher durch ein zweites eigenhändiges [3]) und juristisch sorgfältiger geordnetes, das vom 28. April 1789 ist. Auch dieses beginnt mit einem Ausdrucke christlich frommer Gesinnung: Parce, domine, parce peccatis meis! Hic ure, hic seca,

---

labores hic requiem quaesivit et invenit. Natus 27. Januar a. 1701 obiit die . . . anno . . . Tandem liber, tandem tutus, tandem aeternus.

1) In der v. Eltester'schen Sammlung Num. 21: Nolo equidem, ut post meum obitum quidquam in meam laudem publicetur, neque enim ad id ulla suppetit materia. Verumtamen quum variis titulis atque scriptis hoc in mundo apparuerim, de quibus diversa a diversis judicia prodiisse non ignoro, atque Episcopum omnino deceat hoc saeculum non relinquere sine testimonio probatae fidei, hinc ejus loco post meum ex hac vita regressum publicari cupio Epistolam a Revmo. et Celsissmo. S. R. I. Principe Abbate Divi Blasii in Nigre sylva, viro notorie doctissimo et religiosissimo ad me die decima decurrentis mensis amice exaratam. Dabam Treviris u. s. w. Volle Unterschrift unter Hinzufügung seines Siegels. Die Verfügung ist gedruckt in den Gesta Treviror. Bd. 3. Adp. p. 60.

2) S. oben S. 151. Not. 1.

3) In der v. Eltesterschen Sammlung Num. 24.

modo in aeternis parceas! In te Domine speravi, non confundas in aeternum. Der Inhalt beweis't eine ernste und verständige Fürsorge für seine Verwandten. Am Schlusse wird zum Executor ein Exjesuit, der geistliche Rath und Canonicus Pierson ernannt, den Hontheim bei sich hatte. Derselbe soll beim Begräbniß „alle Uebermaß vermeiden, nichtsdestoweniger gleich nach meinem Hinscheiden zweihundert heilige Messen zum Trost meiner armen Seele lesen lassen". Fünf Jahre früher hatte der Weihbischof dreihundert nöthig gehalten. Verließ er sich auf Gottes Barmherzigkeit doch mehr, als auf das Opfer der Kirche?

Er war sein Leben lang ernsthaft gewesen [1]). In diesen letzten Lebensjahren wurde er noch ernsthafter. Seine Studien trieb er mit gewohntem Eifer fort; noch immer saß er bis Mitternacht über den Büchern. So lebte er den Winter, seine persönlichen Pflichten als Capitular von St. Simeon mit aller Sorgfalt erfüllend, in Trier [2]), den Sommer und Herbst auf seinem geliebten luxemburgischen Landsitze Montquintin [3]). Er liebte Luxemburg und die Luxemburger; sodaß er gewöhnlich auch seine Hauscapläne und Diener von dorther nahm.

Am Feste des heiligen Simeon, 1. Junius 1790, hatte der jetzt im neunzigsten Jahre stehende Greis, um dem Gottesdienste beizuwohnen, noch einmal die hundertvier Stufen, welche zum Chor seiner Kirche in der Porta Nigra hinaufführten, erstiegen. Kurz nachher ging er nach Montquintin: die in Frankreich begonnenen revolutionären Bewegungen unter dem Landvolke hatten sich in jene Gegend noch nicht erstreckt, und haben erst nach seinem Tode die Besitzung verwüstet. Im Anfange seines Aufenthaltes dort befand er sich noch verhältnißmäßig wohl, schon um Mitte

1) Gesammelte Erinnerungen in der Trierischen Kronik 1820 S. 102 fg. (Müller).

2) Das der kurfürstlichen Kammer gehörige Haus — Fahrgasse 404 — in welchem er wohnte, steht nicht mehr.

3) Müller a. a. O. S. 103 Note: „Das Schloß M. liegt unweit der französischen Grenze in dem Herzogthum Luxemburg auf einer Anhöhe eine Stunde südlich von dem Städtchen Virton, vier Stunden von Orval, beinahe vierzehn Stunden westlich von Luxemburg. Zu der Herrschaft M., welche Herr v. Hontheim an sich gekauft hatte, gehörten einige kleine Dörfer, als Couvreux, Rouvroy und Dampicourt, welche nicht weit von der Gemeinde M. entlegen sind".

des Auguſt aber war er ſehr krank: „es iſt kein Glied an meinem Leibe", klagte er, „an dem ich nicht Schmerzen leide". Er ließ ſich mit den Sterbeſacramenten verſehen, ſeinen alten Freund Krufft noch einmal grüßen, Pierſon mußte ihm Todesbetrachtungen vorleſen, er erlitt eine theilweiſe Lähmung, ſodaß ſeine Sprache unverſtändlich wurde; am Morgen des 2. September verſchied er. Seine letzten Worte waren ein Preis der göttlichen Barmherzigkeit geweſen [1]). Pierſon bezeugt, er ſei geſtorben wie ein Heiliger und als ein gläubiger römiſcher Katholik [2]).

Die Leiche wurde unverweilt nach Trier übergeführt, und hier in St. Simeon am 4. September mit allen Hontheims kirchlicher Würde zukommenden Ehren feierlich zu Grabe getragen [3]). In einem beſonderen Erlaſſe [4]) an die Diöceſangeiſtlichkeit hatte ſein Amtsnachfolger v. Herbain ſchon Tags zuvor den Tod angezeigt, mit officiellen, unbedingten Lobeserhebungen, ohne jede Erinnerung an Febronius. Ebenſo wurde von der Univerſität, die am 10. Sept. ihrem Vicecanzler ein ſolennes Todtenamt hielt, ſeiner wiſſenſchaftlichen Verdienſte nur mit allgemeinen Worten gedacht. Bloß die trieriſche Geſchichte fand ſpecielle Erwähnung. — Beides entſprach der Lage: der Kurfürſt hatte ſchon vor einem halben Jahre ſeine Schwenkung wieder nach Rom hin genommen.

Unter ſolchen Umſtänden wäre es ihm und den übrigen päpſtlich Geſinnten, zu denen, wenngleich hauptſächlich wohl aus Vorſicht, auch der Dechant Hontheim gehörte, überaus unangenehm geweſen, hätte der Weihbiſchof auf ſeinem Todbette ſeinen Widerruf noch ausdrücklich für Das erklärt, was er geweſen war, und ſo die Wünſche erfüllt, welche Krufft und die Febronianer hegten. Man wird durch Einiges, das in dieſer Richtung nach Hontheims

---

1) Das Pſalmwort Misericordiam Domini in aeternum cantabo. Baur bei Erſch und Gruber II. 10. S. 390.

2) Quant à moi, qui ai été présent à sa maladie et à sa mort, je dois avouer, qu'il est mort comme'un saint et dans les principes d'un vrai fidèle catholique apostolique et romain. Bemerkung auf den ſogleich zu berührenden von Pierſon verſendeten Druckblättern.

3) Beſchreibung des Leichenzuges im Trieriſchen Wochenblatte 1819. Num. 31. — Das Protocoll über die am Begräbnißtage geſchehene Teſtamentseröffnung in der Elteſter'ſchen Sammlung Nr. 26.

4) Daſelbſt Num. 27. Auch die Univerſitätsſchrift findet ſich dort.

Tode noch erfolgte, auf die Vermuthung hingewiesen, daß Pierson nicht ohne die positive Aufgabe, Dergleichen zu beaufsichtigen und zu verhindern, in seine Umgebung gebracht worden war. Der Weihbischof „hatte auf seinem Landgute", schreibt der Dechant auf eine der Mainzer Fragen [1]), „wo er sein Leben beschlossen, einen Exjesuit zur Seiten, welcher ihn sowohl bei Tag als Nacht über die Vorbereitungen zum Tode unterhalten, auch Stellen aus der heil. Schrift, Vätern und sonstigen frommen Büchern vorlesen, und so ihn zum Hinscheiden vorbereiten mußte; welches Alles seiner Zeit mit denen untrüglichsten Beweisen öffentlich wird bekannt gemacht werden". Die „Sage" aber, nach welcher von Mainz aus gleichfalls gefragt worden war, als habe Hontheim seinen Widerruf noch vor dem Tode zurückgenommen, „ist zuverläßig unwahr und ungegründet; welches sich durch die bereits ins Licht getretene eigenhändige Urkunde des sel. Herrn Weihbischof, wodurch er die Bekanntmachung eines von Reichsfürsten Abten v. St. Blasius an ihn gerichteten Schreibens verordnet, deutlich veroffenbart, theils durch das Zeugniß des ihm einige Wochen unabläßig zur Seite gewesenen Exjesuit unwiderleglich erprobet werden wird".

Dies Schreiben des Abtes M. Gerbert vom 10. Februar 1788, von welchem oben schon gesagt worden ist, daß Hontheim seine demnächstige Veröffentlichung angeordnet habe, wollte sich nach dessen Tode nicht finden lassen, und der Exjesuit und Testamentsexecutor Pierson wandte sich um Ersatz an den Absender. Er erhielt von dem Abte 31. December 1790 folgende Antwort [2]): „Nach Verlangen lege ich hier die Abschrift eines Schreibens an den seligen Herrn Weihbischof Hontheim *etwa* vom 10. Febr. 1788 bei, welcher (?) ohne Zweifel derjenige sein mnß, von welchem mir des Seligen Herrn Vetter Hofrath Krufft vergangenen Herbst in Wien gesagt, daß er einen Brief von mir lange Zeit auf seinem Schreibtisch vor sich liegen gehabt [3]). . . . Weilen ich aber von jenem Schreiben keine Copie mehr finde, auf welches sich mein Schreiben vom 10. Febr. 1788 bezieht, so habe der beiliegenden Copie desselben

1) Vgl. oben Seite 9.

2) In der von Eltester'schen Sammlung Num. 20. Ich gebe das ungefüge Deutsch des Abtes wörtlich wieder.

3) Abt Herbert legt den oben S. 151. mitgetheilten Brief abschriftlich an.

eine Note beigefügt belangend meinen seligen Vetter Paul Riegger k. k. Hofrath und Professor juris canonici in Wien, durch dessen Erinnerung dem Febronio mit guter Art Das beibringen wollte, was mich an dem Febronius am meisten gestoßen: daß er die weltliche Gewalt in partes sacrorum gezogen. Von welchem wir leider noch die leidigen Folgen in unserm Teutschland so sehr empfinden, und mich veranlaßt hat, da sich Niemand an die gemachte Revocation kehret, zwar amicus Hontheimii, habe wider den Febronium, doch in wenig Blättern, in meiner Ecclesia militans geschrieben, wo ich wider den Emser Congreß aufgezogen, wegen welchem, wann der selige Weihbischof nicht auch meiner und fast jedermänniglichen Meinung gewesen, er gewiß keine Rücksicht auf mein Schreiben würde getragen haben. Allein jacta est alea, das Heft ist in einer Hand, welche die Gewalt hat, von welcher Jes. 19, 10. — Hinc illae lacrimae!" u. s. w. — Der erwähnte Riegger ist der ältere der beiden Canonisten dieses Namens, Paul Joseph, der bis zu seinem 1775 erfolgten Tode Professor des Kirchenrechtes an der Universität zu Wien, und dessen Compendium (Institutt. j. e. 1768 f.) dort obligatorisch war. Als an dessen Statt Rieggers Nachfolger Eybel das seine, von Hontheim, wie wir gesehen haben, lebhaft gelobte einführen wollte, ließ Maria Theresia sich überzeugen, es enthalte Heterodoxieen, entfernte Eybel aus Wien, und beauftragte Martini mit einer neuen Ausgabe des Riegger'schen Buches, die Anfangs 1780 erschien, sich aber, weil sie Veränderungen im römischen Sinne aufwies, unbrauchbar zeigte. Denn Riegger war zwar nicht so weit wie Eybel gegangen, nahm aber die staatlichen Hoheitsrechte in der Art, in welcher sie in Oesterreich auch schon unter Maria Theresia durch Fürst Kaunitz und von noch länger her geübt wurden, unmißverständlich in Schutz. In der von dem Abte von St. Blasien über Riegger beigefügten Note nun wird bemerkt, Hontheim habe in dem Briefe, auf welchen der seinige vom 10. Februar die Antwort gewesen sei, Riegger vor anderen österreichischen Canonisten Lob gespendet.

Dieser lateinisch geschriebene Brief des Abtes Martin, wie er später von Pierson, zusammen mit Hontheims betreffender letztwilliger Anordnung auf einem Flugblatte im Drucke veröffentlicht wurde und hiernach in der Gesta Trevirorum wiederholt worden

ist [1]), freut sich guter Nachricht über des Weihbischofs Befinden, kündigt einen neuen Band der Geschichte des Schwarzwaldes an, und sagt hierauf, in Anknüpfung an jenes Lob für Riegger: es komme darauf an, wer es sei, der unter der Fahne der Kirchenvertheidigung kämpfe. Hieran sei er, der Abt, durch das vom Emser Congresse wieder angeregte Andenken an seinen Vetter Riegger erinnert worden. Er wundere sich nur, daß im Kreise dieses Congresses man für Wiedergewinnung bischöflicher Rechte von Demjenigen, nämlich von Kaiser Joseph, Schutz habe hoffen können, der sie vielmehr den Bischöfen, um sie seinerseits zu usurpiren, entwinde. Er werde hierüber nächstens, unter dem Titel Ecclesia militans regnum Christi in terris eine größere Abhandlung drucken lassen [2]), gegründet auf die von Hontheim in seinem Retractationscommentare, „der seinem Alter die Ruhe wiedergegeben habe", entwickelten Principien. Er möge jener Ruhe noch lange genießen.

Wenn man erwägt, daß Hontheim, die sein Leben lang vertretenen gallicanischen Principien in seinem Commentare, wie wir gesehen haben, behauptet hatte, und daß von einem so sehr als Geschichtsforscher bewährten, bis dahin nicht auf Hontheims Seite stehenden, unabhängigen Manne von unzweifelhafter Sachkunde die im Alter wiedergewonnene Ruhe eben dem Commentare, also nicht dem früheren Widerrufe, sondern dem späteren Behaupten zugeschrieben worden war, auch Abt Gerbert die Principien des Widerrufes in seiner eigenen Schrift befolgen zu wollen erklärt hatte, so erscheint allerdings nicht unmöglich, daß der alte Weihbischof das Glaubenszeugniß, von welchem seine Aufzeichnung vom 28. Februar redet, in den angeführten Schlußworten des Fürstabtes gefunden habe. Zu vermuthen jedoch ist, daß das Wort des Prälaten, welches Hontheim wohlgethan hatte, ursprünglich wärmer klang. Pierson ließ, wie schon gesagt ist, die nunmehr erhaltene Redaction drucken, und versendete sie dann, im Einverständniß mit dem Dechanten Hontheim, an eine Menge Adressen. Er fügte sein vorhin berührtes Zeugniß, der Weihbischof sei als guter Katholik aus dem Leben gegangen, hinzu.

---

1) Gesta Treviror. 3. Adp. p. 69.

2) Erschien 1789. Streitschrift gegen den Josephinismus.

Gewiß war er als guter Katholik geſtorben. Wollte man aber, wie es doch ſcheint, mit dem Flugblatte den Verſuch machen, ihn eine ſchließliche Geſinnung ausſprechen zu laſſen, die ihn den Gegnern des Emſer Congreſſes und der kirchlichen Reformen Joſephs II. angereihet haben würde, ſo iſt dieſer Täuſchungsverſuch mißglückt. Denn ſo gewiß er bis zum Tode ein guter Katholik geblieben iſt, noch gewiſſer iſt er ein guter Febronianer geblieben.

In St. Simeon zu Trier ward ihm ein Denkmal mit der Grabſchrift geſetzt, die er ſich ſelbſt beſtimmt hatte. Als die in der franzöſiſchen Zeit zerſtörte Kirche dann aus der Porta Nigra entfernt wurde, iſt es in die St. Gervaſiuskirche übertragen.

Sein Wiener Freund widmete ihm einen Nachruf in Form einer zweiten Grabſchrift [1]). Er rühmt ſeine Frömmigkeit, Wohlthätigkeit, Sittenreinheit, ſeine geſunde Lehre und umfängliche Bildung, ſeine Bedeutung als erſter pragmatiſcher Geſchichtſchreiber von Trier und als Verfaſſer des „unſterblichen" Febronius, mit deſſen unwiderlegten und auch durch den Bannſtrahl der päpſtlichen Autorität nicht abgeſchwächten Ausführungen er der Papſtgewalt ihre echtkirchlichen Grenzen gezogen. So ſei in treuer, unermüdlicher Arbeit, in nie getrübtem Seelenfrieden, in wunderbar unveränderter geiſtiger und körperlicher Kraft das Leben ihm bis in's höchſte Alter dahingegangen. Was Van Eſpen für die Niederlande

1) Im Drucke veröffentlicht auf einem beſonderen Foliobogen, von welchem ſie dann in verſchiedene Zeitſchriften und in Erſch und Gruber's Encyclopädie II. 10. S. 385 übergegangen iſt. Nach Namen und Titel fährt ſie fort: vir pietate, beneficentia, morum candore, sana doctrina et omnigena eruditione egregius, plurimis iisque praestantissimis operibus clarus, quibus praecipue patriam Trevirensem primus pragmatica donavit historia et in immortali suo Febronio quem nec argumenta convellerunt, nec fulmina, Ecclesiam Christi ad primaevum revocavit statum, legitimos potestati Romani Pontificis assignavit limites: sic omnem inter assidua litterarum studia et indefessos Episcopatus labores vitam partiens. Ceterum mentis tranquillitatem, quam in adversis servabat semper, reliquis omnibus mundi bonis praeferens, et in provectissima etiam senectute cunctis adhuc animi et miris adhuc corporis viribus pollens, tandem in sibi gratissimo semper Montis Quintini secessu dignam coelo animam placide efflavit 2. Sept. 1790. a aet. 90. Ep.tus 43. Jam in vita a conjunctissimo ipsi omnibus vinculis amico, qui et obstetricem Febronio praebuerat manum, sequenti celebratus Elogio: Quod Marca est Gallis, Belgis Espenius, Hontheim Lumine Germanis, sorte decore fuit.

und Marca für Frankreich, das sei Hontheim für Deutschland gewesen.

Es war natürlich, daß dies unbedingte Lob gegnerischen Widerspruch hervorrief. So hat z. B. Cardinal Gerdil eine ausführliche Erörterung dawider geschrieben. Nachdem sowohl Kaiser Joseph, wie der alte Weihbischof im Laufe des Jahres 1790 gestorben waren [1]), stand der Veröffentlichung seiner Animadversionen zu Hontheims Retractationscommentare Nichts weiter im Wege; und wenn sie auch für ihren ursprünglichen Zweck nicht mehr zu verwenden waren, so konnte doch in den damals noch schwebenden Differenzen zwischen der Curie und den Vertretern der Congreßresultate von Ems eine solche Streitschrift Bedeutung haben. Anscheinend aus diesem Gesichtspunkte ließ P. Pius VI. die Veröffentlichung jetzt zu. Die Schrift erschien Ende 1792, und die Ausführung, daß das krufftische Lob Hontheims gänzlich nicht verdient sei, bildet ihren Anhang [2]). Gerdil kennt den Retractationscommentar genug, um den oben berührten Versuchen, welche den sterbenden Hontheim zu einem Gegner des Emser Congresses und Josephs II. machen möchten, nicht beizutreten; er nimmt vielmehr den Fürstabt Martin Gerbert gegen dessen eigene, die Principien des Commentars anerkennende Worte in Schutz: Gerbert könne nur die Positionen des Widerrufes und was mit ihnen im Commentare übereinstimme, nicht aber das Anticurialistische darin gemeint haben. Allein der Cardinal möchte dann doch aus dem Briefe [3]), mit welchem Hontheim den Commentar dem Papste unterbreitete, eine inwendige Sinnesänderung des Schreibers erschließen. Auch das, wie sich gezeigt hat, mit Unrecht. Im Uebrigen ist seine Auseinandersetzung gegen Krufft, sammt der ganzen Schrift, welcher er sie anhängt, mit Recht vergessen, in Deutschland wohl überhaupt kaum beachtet worden.

Hontheim hat sich einmal als Gedenkspruch einen Satz aus dem 26. Briefe des Seneca mit sorgfältiger Handschrift auf ein besonderes Blatt abgeschrieben: Remove existimationem hominum, dubia semper est et in utramque partem dividitur: mors de te

---

1) Sublata causa quae moram injecerat. Gendil l. c. p. 181.
2) Opera l. c. p. 381—890.
3) S. oben S. 190 fg.

pronuntiatura est. Und ſicher war es ihm Ernſt mit dieſer Geringſchätzung der öffentlichen Meinung; ſo gewiß es ihm mit ſeinem Verbote Ernſt war, daß auch nach ſeinem Tode kein Lob über ihn veröffentlicht werden ſolle. Der Kern deſſen, was Krufft hervorhebt, würde aber doch mit des Weihbiſchofs eigener Meinung von ſich im Weſentlichen übereinſtimmend geweſen ſein.

Der Tod, um in Senecas Worten zu bleiben, hat dann über ihn geurtheilt. Sein Name iſt noch lange Jahre der einer ausgebreiteten Schule geweſen, die zwar heute mit demſelben nicht mehr genannt zu werden pflegt, die aber in den katholiſchen Kreiſen Deutſchlands viel mehr Anhänger zählt, als ihre Gegner einräumen möchten. Die ſeit den Tagen der Reſtauration mehr und mehr angeſchwollenen und dann bis zur Höhe des Vaticanums und ſeiner Nachwehen geſtiegenen Wellen des jeſuitiſchen Curialismus ſind aufſchäumend im Brechen. Langſam oder ſchnell, die Fluth wird wieder rückwärts ſtrömen; die Wahrheit wird ihr Recht fordern, und die römiſche Kirche, wie der deutſche Staat, werden ſich dabei beſſer befinden, als jetzt.

Anlagen.

1. Directoire chronologique pour l'histoire de la vie et des ouvrages de M. de Hontheim. (Zu S. 15.)
2. Histoire de la vie de Jean Nicolas de Hontheim auteur de Fébronius et de sa rétractation. (Zu Seite 15.)
3. Cardinalſtaatsſecretair Albani an den Kurfürſten Clemens Wenzel von Trier, 4. Mai 1768. (Zu S. 69.)
4. Zwei Entwürfe der Antwort hierauf. (Zu S. 72.)
5. Hontheims Vertheidigung gegen eine Denuntiation ſeiner Lehre: 25. Juni 1778. (Zu Seite 123.)
6. Hontheim an P. Pius VI. Oſtern 1781. (Zu Seite 191.)
7. Hontheim über Kurfürſt Clemens Wenzels Vermahnungsſchreiben an Kaiſer Joſeph II.: 9. März 1782. (Zu Seite 203.)

I.

Directoire chronologique pour l'histoire de la vie et des ouvrages de M. de Hontheim.

1728. Const. Assesseur du Consistoire à Trèves.
1732. Professeur en droit civil à Trèves et ses Dissertations y publiées successivement.
1734. Voyage à Cologne pour faire la connaissance du P. Joseph Harzheim, dont les ouvrages et l'Epitaphe, et pour voir le Codex membranaceus de Krufft, dont mention à faire. Première connaissance de l'Auteur avec lui.
1735. Mariage de la soeur aînée de l'Auteur avec le frère aîné de M. de H.
1738. Appellé près de l'Electeur à Coblence. Ignace Crivelli Archevêque de Césarie arriva comme Nonce à Cologne ad Tractum Rheni aliasque inferioris Germaniae Partes.
1739. Official à Coblence.
1740. Chargé avec Spangenberg de tout le travail regardant l'Election d'un nouvel Empereur et la Capitulation, dont l'Article fit naître l'idée de Febronius.
1741. Conseiller intime.
1742. Son et mon voyage à Francfort pour le couronnement
1743.
Mars P. Bertholet attaqué par Roderique.
Octbr. Lettre écrite de H. à Bertholet.
Novbr. Réponse imprimée de Bertholet insérée dans la Clef du Cabinet.
Decbr. Réplique de H. en date de Coblence le 4 Décember insérée dans la Correspondence des savans le 11. Décbr.
1744. 29 Août arriva de Gênes à Cologne comme Nonce Mgr. Jerome Spinola, Archevêque de Laodicée et y resta jusqu'en 1754.
1745. Mort de Charles VII. H. va avec l'Electeur au couronnement à Francfort, où Krufft va aussi.

Accommodement d'Elwangen avec Augsbourg.

1745. et 46. J'ai fait un second cours de Droits à Trèves.

1746. Accommodement de Spire.

1747. Moi retiré à Coblence pour répéter mes études.

1747. H. se retira a Trèves pour se rétablir

1747. Krufft retiré auprès de sa soeur H. à Coblence pour mieux s'appliquer aux sciences négligées.

1748. S'aperçoit le 18 Avril qu'il perd la vue
13 Mai H. nommé Suffragant.

Mai incertain Nouveau Bréviaire de Trèves en 4. Vol. in gr. 8vo, reconnu, corrigé et purgé des fables et autres erreurs historiques autant qu'il se put alors, le reste le fut dans le Prodromus historiae Trevirensis 1757.

Mai Krufft arrivé à Trèves ne voyant plus que d'un oeil, y perdant aussi la vue de l'autre et conduit de là en 7bre par son frère à Paris.

1750. Kr. rétabli repart le 26 Mai de Paris et va par Calais pour
Mai Londres, va de là par Dunkerque en Flandres et en Brabant. Reçoit à Bruxelles la Diss. écrite de H. de Aera fundatae Ecclesiae Trevirensis pour la soumettre au jugement des PP. hagiographes d'Anvers. Leur opinion. Est de retour à Cologne le 28 7br et va à Trèves où il passe l'hiver auprès de M. de H.

1750. vers la f. Publication de l'Histoire de Trèves.

1751. 27 7br. Kr. fait Sénateur et Tribun va dérechef à Trèves

1754. Le 9 Août arriva de Peronse à Cologne Niclas Oddi Archevêque de Trajanople comme Nonce apostolique, il passa 1760 en Suisse et 1764 à l'Election de Joseph II. à Francfort.

1754. Réforme de l'Université de Trèves. N. B. Lettres du 1 et 19 Novbr et du 12 Décembre 1779 et du 16 Mars 1780. Après l'abolition des Jésuites en France 1763. trois de leurs chaires à Trèves données à des Bénédictins.

1755. Nouveau voyage et séjour de Kr. à Trèves.

1756. Mort de l'Electeur François-George et commencement de la
Jan. régence de Jean-Philippe.

1756. Elu Associé honoraire de l'Académie de Erfurt dont les Patentes ayant été égarées par M. de H. on lui en expédia de nouvelles le 3 Juill. 1780.

1757. Prodromus Historiae Trevirensis.

1759. Voyage de Krufft à Bruxelles, où il resta près du Ministre J.
Juillet et R. Comte de Cobenzl, comme Volontaire invité pour l'aider

dans les affaires du gouvernement des Pays-bas jusqu'à la mi-octobre 1761.

1760. M. Pierre Joseph de Hontheim fait Cons. écclesiastique de l'Electeur de Trèves.

Le 30 Juillet arriva de Milan à Cologne comme Nonce apost. César Alberic Lucini Archevêque de Nicée, et il y resta jusqu'en 1767.

En cette année Mgr. de Hontheim fit imprimer à Trèves ses Argumenta Psalmorum et Canticorum cum Epigrapho: Ante orationem praepara animam tuam et noli esse qnasi homo qui tentat Deum Ecclesiast. Aug. Trèv. 1759. 8.

1761. Le 12 Octobre mourut Guillaume Delvaux Evêque d'Ypres et le gouvernement des Pays-bas, ainsi que l'Impératrice-Reine inclinoit à nommer à sa place Mgr. de Hontheim.

Krufft composa dans cette année a Bruxelles, pour le Pce Charles de Lorraine, Gr. maître de l'Ordre Teutonique un abrégé chronologique de cet Ordre, et gagna par un seul écrit pour les Etats ecclésiastiques du Duché de Luxembourg un vieux procès contre l'Université de Louvain. On lui offrit de le nommer Consl-Maître de la Chambre des comptes à Bruxelles, mais il préféra d'aller avec des lettres-de-recommandation du Pce Charles et du Gouvernement vers la mi-Octobre à Vienne, d'où il accompagna en Décembre par ordre de la cour J. et R. à Francfort Mr. le Comte de Pergen, nommé second Ambassadeur au congrès de paix générale qui devoit s'assembler à Augsbourg.

1762. Krufft reçut à Francfort de Mgr. de Hontheim le MST de son Fébronius pour l'examiner et le faire imprimer; à quelle fin Krufft le remit au libraire Esslinger à Francfort.

1763. Cet ouvrage sortit de la presse au mois de Septembre. Le Nonce Borromeo à Vienne en ayant reçu un des premiers exemplaires l'envoya d'abord par estafette à Rome.

Rome si tu le plains que c'est là te trahir
Fais toi des ennemis, que l'on puisse haïr.

1763. La paix ayant été sans congrès faite et signée à Hubertsbourg le 15 Février, Krufft fut en Avril rappellé à Vienne, où il arriva au mois de Mai et fut nommé le 12 Juillet Secrétaire intime à la chancellerie d'état pour les affaires étrangères.

Cette année Febronius parut sous la date de Bouilloni au mois de Septembre in 4to.

1764. Le 27 Février Febronius fut condamné à Rome. Le 14 Juillet l'Electeur Jean Philippe de Trèves le fit prohiber dans son Archevêché v. Zaccari Antifebronius vindicat. Tom. I. p. 37.

L'Abbé Comte Garampi accompagnant cette année le Nonce Nicolas Oddi à l'élection de Joseph II. Roi des Romains à Francfort, séduit Esslinger à lui avouer que Mgr. de Hontheim étoit le vrai auteur de Febronius, et à lui remettre pour preuve une des lettres originales par lesquelles il avait accompagné une édition après le départ de Krufft. Au mois d'Août Mgr. de Hontheim demanda déjà à l'Electeur de se retirer de ses emplois. V. sa lettre du 22 Avril 1765.

1765. Au mois de Mars parut à Francfort sous la date Bouilloni la seconde édit. augm. de Fébronius (4to), où Mgr. de Hontheim refuta en même temps Bahrd, Amort et Kleiner, ne honorant d'aucune réponse Bandel, qui ne méritait que du mépris.

1766. P. Pereire publia à Lisbonne son Tentamen theologicum et en 1767 son Appendix.

1767. Mgr. de Hontheim fut nommé Associé honoraire de l'Academie
27 Avril de Manheim. L'Electeur Palatin lui en fit envoyer les patentes par son Référendaire intime Mr. de Stengel avec l'offre du titre de son Consl. intime que M. de Hontheim refusa. Dans ces Patentes l'académie, d'après l'approbation expresse de l'Electeur, s'exprime ainsi sur M. de Hontheim:

«Quem rerum antiquarum et historiarum cultoribus nominasse sufficit, ut quovis honore dignissimum judicent, Ecclesiae quippe non magis suae quam orbis literati lucidissimam sidus.»

Il est donc d'autant plus étonnant, que quatre ans après le même Electeur, dont les lumières sont connues, se laissa par son ministre à Rome, Marquis Antici (qui saisit avidement tous les moyens de flatter Pie VI pour devenir Cardinal) persuader à donner à ce Pape des témoignages outrés de joie sur la R.

1767. Le 14 Avril arriva à Cologne comme Nonce apostolique Jean Baptiste Caprara-Montecuculi, Archevêque d'Icone et y resta jusqu'à . . . .

La même année parut Rituale Trevirense, auctoritate Eminentissimi et Celsissimi Principis ac Domini Joannis Philippi D. G. Archiepiscopi Trevirensis, expeditum Luxemburgi 1767 4to m. Le nouveau Rituel ainsi que la Lettre Pastorale y jointe sont tous de la composition de M. de Hontheim, et ce Rituel est depuis ce temps en usage dans tout cet Archevêché.

1768. L'Electeur Jean Philippe de Walderdorf. étant mort le 12 Janvr. l'Electeur Clement Wenceslaus Prince de Saxe et de Pologne, fut élu le 10 Fevr. Electeur de Trèves. Au mois de Mars M. de Hontheim fut par le nouvel Electeur nommé Consl. intime d'Etat et des Conférences. Le 30 Octobre il fut envoyé de Coblence à St. Thomas à la rencontre du Nonce Caprara, avec lequel il eut dans la carosse un entretien remarquable au sujet de Febronius, entretien dont il instruit mot à mot son ami Krufft.

1768. 1769 [1]).

1770. Mense Februario J. Febronii Icti Tomus secundus ulterioris operis vindicias continens, refutans inter alios universitatem Coloniensem, Kauffmannum, Zechium, Sappeltium Trautweinium, Sangallum et imprimis Zaccariam Francofurti et Lips. 1770. 4to.

1771. Mourut près d'Aussig le P. Höhe jésuite saxon, Secrétaire de la société, jadis Professeur de la théologie morale à Ingolstadt, puis instructeur de l'Electeur, ensuite confesseur et maître de l'esprit de ce prince dévot, mais faible. Il eut pour successeur comme confesseur l'Abbé Bétzel.

1772. Mense Martio Febronii Tomus tertius ulterioris operis vindicias continens, refutans prae aliis Viatorem a Cocaleo, Friderichium, Schmidtium et Walchium Francofurti et Lips. 4to.

Vers la fin de cette année le R. de Fr. fait par son ministre à Coblence d'Aigremont remettre sur le tapis l'affaire du partage du pays indivis de Merzig et de Saargow.

1773. Mense Aprili Febronii Tomus quartus ulteriores operis vindicias continens Pars 1ma refutans praecipue Antifebronii vindicati Authore Zaccaria Tomos 1mum et 2dum. Francofurti et Lips. 4to.

Le 28 Avril M. de Hontheim revint de Coblence tout tran-

---

1) Auf einem eingelegten Blatte findet ſich folgende Ergänzung deutſch: 1768 den 5. Sept. Rademacher vom Schlag getroffen und außer Stande mehr zu arbeiten.

1769 den 7. Jun. ging der Kurfürſt nach Sachſen. Während ſeiner Abweſenheit führte der Staatsrath die Regierung zu Coblenz, von wannen der Weihbiſchof hoffte, ſeine Verwandten in Cöln beſuchen zu können. Dieſes hatte nachhin der zu Spaa befindliche Nuntius von beſagten Verwandten erfahren und ſchrieb alsdann dem Weihbiſchofe unterm 31. Aug. folgendes Schreiben (fehlt. S. oben S. 75).

quillisé sur son Febronius par les assurances de l'électeur qu'il ne seroit jamais inquiété à ce sujet.

Le 11 May l'électeur partit de Coblence pour Augsbourg. Pendant le séjour de l'électeur en cette ville l'exjésuite Beck entra dans son service.

Vers la fin de cette année le Sr. St. Flossel, qui avoit été Secrétaire particulier du Chevalier d'Aigremont, ministre de France à Coblence, et qui étoit sorti d'auprés de lui avec desagrément, partit pour Versailles avec un projet de convention de l'Electeur pour l'affaire de Metlock, et il en revint l'année suivante

1774. au mois de Mars avec la convention signée du Roi le 23 Febr. de cette année, convention par laquelle le Roi cède a l'Electeur le village de Metlock avec l'Abbaye de ce nom, et promet de lui procurer la jouissance de la mense abbatiale, qui, déduction faite de l'entretien des religieux, rapporte 15000 florins. — V. le contenu de la convention et réflections.

Le 3 7br. l'électeur revint d'Augsbourg à Coblence. Dans ce mois de 7bre parut Febronii Tomi quarti Pars 2da, refutans imprimis Antifebronii vindicati Authore Zaccaria Tomos III et IV Frfurti et Lips. 1774. 4to.

Le 22 du même mois de 7bre mourut le Pape Clement XIV de la famille Ganganelli non sans soupçon d'avoir été empoisonné. V. le visum repertum fait par ordre du Roi catholique Charles III qu'il faut joindre à la fin.

1775. Le 15 Févr. le Cardinal ..... fut élu Pape et prit le nom de Pie VI en mémoire et honneur de son parent..... Pie V.

Couronnement

Pie VI charge le Cardinal des Lances d'engager Mamacchi d'écrire contre Febronius.

Le 24 7 bre Charles Marquis Bellisomi fut sacré Archevêque de Tiane.

1776. Le 4 Janv. Charles Bellisomi arrive de Pavie à Cologne comme Nonce du Pape il y est resté dix ans et en est reparti le 20 Juin 1786 après que son successeur Mgr. Pacca étoit arrivé le 9 de ce mois.

En Avril Bellisomi va à Bonn pour faire sa première visite à l'Electeur de Cologne Maximilian-Fredéric de Konigseck-Rothenfels; qui refusa de satisfaire à ses prétensions d'une étiquette plus relevée.

Au mois de Juin Bellisomi fait à l'électeur Clément de Trèves une visite de cinq jours à Coblence.

Vers le même temps paroît à Rome le Ier Volume des lettres de Mamacchi contre Fébronius.

Vers le même temps l'Electeur de Trèves fait à Rome la première demande de la permission pour posséder la mense abbatiale, qui rapporte, tous frais déduits, 15000 Fl., comme abbé commendataire.

Vers la fin de cette année l'Electeur, s'ennuyant en hiver dans son palais au Thal, séparé par le Rhin souvent glacé de Coblence, conçut à la suggestion de son chancelier La-Roche la première idée de construire un nouveau palais à l'autre côté du fleuve au haut de la dite ville, sous prétexte, que le vieux palais était ruineux et irréparable pour longtemps. Mais les états du haut archevêché refusèrent d'y contribuer, alléguant, qu'ils ne faisaient que rétablir à grands frais l'ancien palais à Trèves que l'électeur pouvait habiter.

1777. L'électeur de Trèves étant retourné le . . . . . à Augsbourg, en écrit le 2 Mars à M. de Hontheim qu'il avoit choisi pour son Coadjuteur Mr. Herbain, anquel il assigna entretemps 3000 Fl. pension. V. les réflections du comte de Metternich. Au commencement de Juin l'électeur arriva d'Augsbourg à Vienne où il fit montrer par son Consl. intime . . . . le modèle de son nouveau palais au Pce de Kaunitz, qui ne lui en fit pas faire compliment.

1777. A la fin de Juin parut le Febronius abbreviatus et emendatus. Praefationis loco praemittitur Epistola J. Febronii ad Thomam Mamacchium, refutatoria Libri I Epistolarum ejus ad J. Febronium. Col. et Francofurti 4to. Sur lequel M. de Spangenberg s'expliqua dans sa lettre à M. de Hontheim du 4 7bre de cette année de la manière suivante: «Reverendissime episcope! Legi et cum voluptate relegi Febro«nium abbreviatum „wo die Sache in ordine systematico und «dem ganzen Zuſammenhange mehrere überzeugende Klarheit, als „zuvor bekommen hat: alſo zweifle nicht an den guten Wirkungen «wenn Germani nicht mit Fleiß Sclaven ſein wollen ohne Noth. «Vale et salve in tuo Tusculo. Stultitiae nostrorum temporum «expellent tandem me ex sede hac mea. Testis esse nolim futurorum malorum.»

Juillet Le 29 les Etats du haut Archevêché prirent dans une assemblée préliminaire à Trèves la résolution de n'accorder ni contribu-

tion, ni leur crédit pour un emprunt à employer au bâtiment du nouveau palais, résolution qu'ils déclarèrent à leur assemblée

Août formelle à Coblence le 19 Août, assemblée à laquelle Mr. de Hontheim, aujourd'hui Doyen de St. Siméon et Sindic du clergé, fit alors la fonction de cette charge à la place de son devancier malade, et s'attira de l'Electeur des louanges pour son éloquence, mais des reproches pour avoir soutenu avec force les droits des Etats.

Le 24 Août le Nonce Bellisomi fit à Coerlich (maison de chasse de l'électeur à 1. lieue de Coblence) une visite de quelques jours à ce Pce, qui par le refus de contribuer au nouveau palais dans le bas Archevêché, qu'avaient declaré les états du haut Archevêché dont M. le suffragant de Hontheim étoit membre, comme doyen de St. Siméon, indisposé contre ces états, et par conséquent aussi contre M. de Hontheim, était facile à persuader par ce Nonce, aidé de l'exjésuite Beck, à prendre une résolution défavorable à ce prélat.

1777. Le 18 Décembre M. de Hontheim reçut par le canal de son
Décbr. ami à Vienne le second volume des lettres de Mamacchi.

1778. Le 28 Février M. de Hontheim communiqua son projet de réfutation du dit second volume de Mamacchi à son ami à Vienne.

Avril Affaire d'Isenbiehl. V. la lettre du 30 Janv. 1780 et celle du 27 Février de la même année Isenbiehl avait publié une brochure pour prouver, que le passage d'Isaïe: Virgo concipiet et pariet filium n'étoit pas une prophétie relative à la Ste Vierge et à la naissance de son divin enfant. Voilà tout son crime.

1778. Le 21 Avril l'électeur écrivit à M. de Hontheim relativement
Avril à Febronius: Vielleicht erhält Sie darum der grundgütige Gott auf ein ſo hohes Alter, damit er Ihnen Zeit gebe, in ſich zu gehen, ehe Sie in die Hände ſeiner Gerechtigkeit verfallen.

May Le 24 May Mourut Govard Gérard van Eersel évêque de Gand, et l'impératrice-reine vouloit conférer cet illustre évêché a M. de Hontheim: mais celui-ci s'excusa de l'accepter en alléguant que son âge avancé ne lui permettoit plus de changer de climat. L'Electeur écrivit a M. de Hontheim s'il ne cesseroit pas encore de persécuter l'église par ses ecrits. V. la réponse de M. de Hontheim et la réplique de l'Electeur.

Le 8 Mai l'électeur envoya à M. de Hontheim le Pensum français (de l'Abbé Pey, jadis official à Toulon, puis chanoine de l'église archiépiscopale de Notre Dame à Paris. ensuite auteur du livre intitulé Le philosophe catéchisé ou en-

tretiens sur la religion entre le Comte de *** et le Chevalier de *** Paris 1779 in 12, dédié, à l'Electeur, qui l'en régala d'une tabatière d'or) mais sans nommer l'auteur, disant seulement: Es iſt ein Verzeichniß einiger Sätze, die ein franzöſiſcher Geiſtlicher, dem ſeine gelehrten Schriften einen Platz unter den vornehmſten Beſchützern der Religion verſichern, aus beſagtem Werke (Febronius) gezogen und mit unterſchiedenen Qualificationen verdammniß-würdig denunciiret hat. M. de Hontheim réfute ces objections. L'électeur replique: ſeine Bekehrung ſei nicht aufrichtig: weil er ſeine Irrthümer mehr zu vertheidigen als zu verwerfen trachte.

1778. Vers la fin de Mai M. de Hontheim voulut envoyer sa réfutation du second volume de Mamacchi à l'imprimeur Esslinger à Francfort, mais il reçut l'avantveille un ordre très-précis de ne plus rien publier de relatif à cet objet avec des reproches très amères, s'il ne cesseroit pas encore de persécuter l'église par ses écrits. Voici là-dessus la lettre du 4. Juin „Le nouveau „volume du professeur Eybel me fait d'autant plus de plaisir, „que je le trouve entièrement conforme aux sentiments et à la „doctrine de Fébronius. Cela m'est d'autant plus consolant, que „me voilà tout-à-coup arrêté dans la carrière que je cours depuis „quinze ans. La réfutation du second tome de Mamacchi étant „toute prête à être envoyée au libraire, je reçois l'avant-veille „de son départ un ordre très-précis de la part de son Altesse „S. E. (apparemment sur la sollicitation du Nonce de Cologne „auquel on tient plus que de raison), de ne plus rien publier „de relatif à ces objets; sans doute pour laisser le dernier mot „au dominicain de Rome. N'importe! j'en ai déjà dit assez et „néanmoins je vous prierai de m'envoyer toujours les tomes sui„vants du Père Mamacchi au cas qu'ils en paroissent, peut-être „l'occasion se trouvera de lui répondre par une autre voie".

Qu'on me dise, si, d'après un tel épanchement de ses vrais sentiments envers le plus intime de ses amis, M. de Hontheim peut avoir été censé disposé à une révocation volontaire de son Fébronius.

1778. May Vers la fin de Mai le Pr. Evêque de Spire (Comte de Styrum) sollicité par le Nonce Bellisomi à Cologne, de défendre dans son diocèse le Febronius abbreviatus, fit sonder l'Electeur de Tréves sur ce qu'il feroit à ce sujet. Et l'Electeur lui fit répondre que, n'ayant pas reçu de pareille réquisition, il resteroit dans l'inaction à cet égard. A quel sujet il est aisé

de deviner, que la raison, pourquoi l'Electeur n' avoit pas reçu de pareille réquisition, etait parceque le Pape aussi bien que l'Electeur, déjà convenus ensemble d'engager M. de Hontheim d'une façon ou de l'autre à une rétractation, qui valoit bien mieux qu'une défense de plus ou de moins de son livre, craignirent de l'indisposer par celle-ci.

May Le 31. Mai l'électeur sacra à Notre-Dame, paroisse principale de Coblence, M. Herbain Evêque d'Ascalon avec une pompe extraordinaire que les officiers du Maréchalat de l'Electeur et tout le clergé de Coblence durent essayer avec M. Herbain dans cette église la veille, et qui coûta plus de 15000 fl. somme exorbitante pour les finances éxtrêmement dérangées de l'électeur et prêtes à être ruinées de fond en comble par le nouveau palais. Eloge ridicule de l'exjésuite Fr. Gazettier à Cologne dans son Nr. 44. que ce jour feroit époque dans l'histoire de Trèves. Les pères en rappelleraient l'idée à leurs enfants, et ceux-ci à leurs arrières-neveux.

Juillet Le 1. Juillet fut signée à Versailles tant de la part de l'Electeur que de celle du Roi la convention de partage du pays de Merzig et de Saargow „en vertu de laquelle convention Ar„ticle IV le roi cède a l'Electeur de Trèves et à ses successeurs „à l'église de Trèves à perpétuité en toute souveraineté, juris„diction, justice haute, moyenne et basse, les fiefs, villes, vil„lages, et lieux suivants, avec leurs territoires, appartenances, „dépendances, enclavemens et annexes, ensemble tous les droits „et revenus, rentes et domaines, pour autant que le tout est „situé à la rive droite de la Saare, savoir la ville de Merzig, „les villages et hameaux de Bitzen, Harrling, Memmingen, Bu„chem, Bessering, Ponten et St. Gangolff, village de Met„lok avec l'Abbaye du même nom etc.

Vers le commencement de ce même mois l'Electeur écrivit successivement à M. de Hontheim, pour l'induire à une rétractation, trois lettres menaçantes, auxquelles le bon octogénaire répondit par autant de dilatoires mais ne pouvant plus parer le coup qu'on lui portait, sans se brouiller entièrement avec l'Electeur, il prit le parti de dresser une espèce de rétractation générale, ou plutôt une déclaration qu'il envoya à l'Electeur et que celui-ci envoya à Rome.

Le 9 du même Juillet M. de Hontheim écrivit à son ami: „Vous vous rappelez le dernier Bref du Pape touchant la dis„pense du carême. Le Vicariat général de Salzbourg vient

„d'en écrire au nôtre, pour en savoir le sentiment. Et nos „Messieurs ont répondu tout-de-suite que selon eux l'on ne de- „vait pas souffrir pareilles entraves mises aux libertés de l'église „germanique et au droit originaire des Evêques."

1778. Sept. Le 1. Septembre l'électeur arriva à Trèves pour trois jours seulement, sous prétexte de voir le progrès du bâtiment de son nouveau séminaire, mais en juger par les suites, en effet pour induire son suffragant à une rétractation plus formelle et détaillée, en cas que S. Saintété ne se contentât pas de la rétractation générale qu'il lui avoit envoyée. Sur quoi M. de Hontheim, qui n'osa parler ni écrire à personne de toute cette maniganie, répondit le 27. Sept. à son ami, qui l'avoit pressé de faire imprimer sa réfutation du second volume de Mamacchi: „Notre Electeur est arrivé ici le premier de ce mois, il ne s'y „est arrêté que trois jours, mais il reviendra le trois d'Octobre. „Il n'est pas de saison de fair imprimer à présent quelque chose „contre le père Mamacchi: je vous en dirai la raison, lorsque „certaines affaires seront plus tirées au clair".

Le 22. Septembre le Pape renvoya à l'Electeur la minute de la rétractation de M. de Hontheim toute changée, avec nombre de corrections et d'additions, et avec un Bref comminatoire du 12. Sept. à M. de Hontheim, d'adopter ces corrections et additions, telles qu'elles etoient prescrites. Minute et Bref, qui semblent être parvenus à M. de Hontheim entre le 8. et le 12. Octobre à son château de Montquintin, pour où il étoit parti le 28. Sept. accompagné de son coadjuteur, et y trouvant l'exjésuite Du-Jardin de Luxembourg.

Le Bref ci-dessus contenait entre autre le passage suivant: „Neque enim vereri possumus quin ipse (Suffraganeus) non cu- „pidissime nobis tam justa petentibus obsecuturus sit, eaque „executurus quae ab illo, utpote et Ecclesiae utilitati necessa- „ria, et ipsius famae seu nomini maxime profectura desidera- „mus. Quodsi nihilominus illis correctionibus nostris in „suam retractationem **eo quo praescripsimus modo om- „nino recipiendis** repugnaverit, quid tunc aliud existimare po- „terimus, nisi locum omnem nostrae veniae, nostraeque in eum pontificiae gratiae ab illo nobis esse praeclusum".

Le Bref comminatoire du Pape joint aux menaces d'une nature très-grave qu'on prétend avoir été faites a M. de Hontheim par l'Archevêque-électeur son maître (voyez la lettre du 11. Fbr. 1779 et le P. à Cocaleo). Ce Bref, dis-je, et

ces menaces, rendues peut-être encore plus effrayantes par la compagnie ci-dessus nommée, que M. de Hontheim avoit cette fois à Montquintin, renversèrent entièrement le courage du bon octogénaire destitué de tout conseil, et l'induirent enfin à copier et signer le 1. Novembre la rétractation qu'on lui avait fait parvenir de Rome, et à l'envoyer à l'Electeur, uniquement pour se délivrer une bonne fois de toute vexation ultérieure (ad redimendam vexam, comme il répondit à son ami K., et en stipulant expressément de la tenir cachée, croyant qu'il ne s'agissait que d'un acte de soumission au S. Père, demande et opinion, dont on ne peut excuser l'inconcevabilité que par la faiblesse de son grand age: puisque sans cela il aurait bien pu et dû prévoir que le Pape et l'Archevêque ne se priveroient certainement pas de la gloire de publier un pareil triomphe sur un héros ecclesiastique, dont l'invincibilité des arguments avait tenu depuis seize ans contre tant d'athlétes gagés et non gagés de la Cour de Rome.

Mais que ni ce Bref ni ces menaces changèrent le sentiment
1778. prouve la lettre suivante du 12. Décbr. à son ami, auquel il
Décbr. n'avait, contre sa coutume de plus le trente ans, écrit depuis le susdit 27. Sept. „Après avoir reçu quelques unes de vos let„tres accompagnées de brochures depuis le moi d'Octobre jus„qu'ici, je reçois avant hier celle du premier de ce mois avec „la quatrième partie du Droit ecclésiastique du Pro„fesseur Eybel, dont j'avais déjà les trois parties précé„dentes, des quelles je fais vraiment cas. C'est de quoi „je vous prie d'assurer l'auteur, en le remerciant de son présent. „Je vous suis de même obligé des différents extraits que vous „m'avez envoyés par votre susdit dernière, et qui ne laissent „pas d'être fort intéressants pour moi". Or qui connaît le Droit ecclésiastique de M. Eybel, ne concevra guère, comment un vraie estime de cet ouvrage puisse se concilier avec une rétractation volontaire de Febronius.

Au commencement de Décbr., l'Electeur reçut enfin de Rome, comme le prix de la rétractation procurée de son suffragant, la Bulle tant desirée, pour pouvoir posséder, comme Abbé commendataire, l Abbaye de Metlock, contre la teneur de l'Art. IV de la convention susdite du 1. Juillet, qui donne cette Abbaye avec tous ses revenus pour jamais à l'Archevêché et non à l'archevêque. Et l'électeur et le roi se hâtèrent de remplir dans les premiers jours du mois suivant cette convention,

sans en demander et attendre préalablement l'agrément et la ratification de l'Empereur et de l'Empire: quoique cette convention regarda essentiellement le territoire de cet Empire et ses limites. Et à-peine l'Electeur se fut-il au commencement de Mars par M. d'Ascalon, coadjuteur de son déplorable coopérateur, aux dépens duquel il s'était fait abbé commendataire, mis en possession de la mense abbatiale, qu'il en céda le droit et les revenus aux moines contre une pièce d'argent.

Histoire de la vie de Jean Nicolas de Hontheim, auteur de Febronius, et de sa rétractation.

Quandoque impetum capit Deus, spectandi magnos viros colluctantes cum aliqua calamitate. Seneca.

à Vérone 1780.

L'auteur de cette vie est un homme d'un âge avancé et en place; qui n'a pas eu le temps d'y semer des fleurs de rhétorique: mais dont le simple récit des faits, qui lui étaient tous exactement connus, les met hors de toute contradiction.

Neque ego eloquentiam videor pollicitus esse, sed rem. Trebellius Pollio.

Le mystère qui couvre encore, quoique après treize ans[1]), l'histoire surprenante de la rétractation de M. de Hontheim, le doute, où sont les savans, quels aient été ses vrais sentiments depuis cette époque jusqu' à sa mort, et l'engagement pris depuis long-temps avec lui d'écrire sa vie pour laquelle il m'a fourni lui-même la plupart des matériaux, semblent exiger de moi de la donner enfin au public.

Je l'écris en français, parceque c'est aujourdhui la langue commune de tous les pays que cette histoire intéresse, et que les lettres du défunt, qui en font le principal fondement, ainsi que la plus grande partie des autres preuves, sont en cet idiome; et je la donne si tard, parceque je n'osais pas la donner avant sa mort, et que depuis ce temps les occupations de ma place ne m'ont pas laissé le loisir de le faire plutôt.

Au-reste je ne méconnois pas les risques que je cours en la donnant sans fard: mais devenant historien par obligation, j'en veux aussi remplir exactement les devoirs, qui sont Nil falsi dicere, nil veri non dicere.

---

1) Die Vorrede iſt alſo von 1792. Vgl. oben S. 12.

Jean Chrysostome Nicolas de Hontheim, Seigneur de Montquintin, Couvreux, Rouvroy et Dampicourt, successivement Docteur et Professeur en droits à l'université de Trèves, Official et Conseiller intime de l'Electeur, Evêque de Myriophite en Romanie, Suffragant et Vicaire général de Trèves, premier Conseiller intime actuel d'état et des conférences de S. A. S. E. de Trèves, Doyen de l'église collégiale de St. Siméon à Trèves, Chanoine capitulaire de celle de St. Florin à Coblence, Vicechancellier de l'université de Trèves, Membre honoraire des académies d'Erfurt et de Mannheim; naquit à Trèves le 27. Janvr. 1701, d'une ancienne famille de ce pays, ennobli par l'Empereur Ferdinand II et illustrée par des dignités éminentes dans l'église, et par des charges très honorifiques de robe et de cour, ainsi que le prouve la généalogie ci-jointe [1]).

M. de Hontheim fit ses humanités et ses premières études en droits à l'université de Trèves, où il étudia le droit civil sous le savant professeur Deel dans la suite assesseur au Tribunal suprême de la chambre impériale à Wetzlar, et le droit canon sous l'Abbé Nahlbach, depuis Suffragant de Trèves, antécesseur immédiat de M. de Hontheim dans cette dignité.

Ce premier cours de droit fini, M. de Hontheim se rendit aux universités de Louvain et de Leide, alors le plus en vogue: à la première desquelles il entendit les professeurs Bavens, Hackius, Bugenhout et le célèbre van Espen et à la seconde, les fameux professeurs Nood, Westenberg et Vitriarius. Après quoi il retourna à Trèves, et y fut fait docteur en droits le 6 Avril 1724, en publiant le premier de ses ouvrages, savoir une dissertation De jurisprudentiâ naturali et summo imperio. Augustae Treviror. 1724 4°. Il employa ensuite plusieures années à voyager utilement, surtout en Allemagne et en Italie, s'arrêtant long-temps à Vienne, aussi bien pour connaître la cour impériale, que pour se mettre au fait de la pratique de l'empire, et deux ans à Rome, parceque s'étant voué de bonne heure à l'état ecclésiastique, il trouva nécessaire d'étudier à fond et sur les lieux les maximes et les vraies et fausses prétensions de cette première cour écclésiastique.

De retour de ses voyages, il fut en 1728 fait conseiller-assesseur du consistoire à Trèves, et en 1732 professeur public et ordinaire en droit civil, emploi qu'il demanda, pour avoir occasion de se faire connaître, et qu'il garda jusqu'à la fin de 1738.

Pendant les six années de son professorat il publia successive-

1) Die Anlage fehlt.

ment les dissertations suivantes: 1) De jurisdictione. 2) De usuris. 3) Quaestiones juris selectae. 4) Decas legum illustrium et 5) De vera jurisconsultorum veterum philosophia.

En 1734 M. Hontheim fit pendant les vacances de l'université une excursion à Cologne pour y faire la connaissance personelle du savant jésuite Joseph Hartzheim, dont nous aurons dans la suite encore occasion de parler[1]) et pour voir le fameux Codex msptus mem-

---

1) Comme la plupart des lecteurs sont ordinairement bien-aise de connaître de plus près celui dont ils lisent quelque chose d'intéressant: nous insérerons dans cette histoire un précis de la vie de tous ceux qui y joueront quelque rôle, et nous commencerons par le susdit P. Hartzheim. Joseph Hartzheim, fils d'un conseiller pensionaire de la Ville L. e. J. de Cologne y naquit en 1693. Il entra de bonne heure dans la société des jésuites dans laquelle il remplit entre autre très dignement la place de régent du gymnase et celle de prédicateur à la métropolitaine. Il s'appliqua particulièrement aux langues orientales à la théologie et surtout à l'histoiree cclesiastique de sa patrie dans laquelle il publia successivement 1) De initio metropoleos ecclesiasticae Coloniae Claudiae Augustae Agrippinensium. Disquisitio Col Agrip 1731. 4. — 2) De initio metropoleos ecclesiasticae Coloniae Claud. Aug. Agripp. disquisitio 2da historico-canonica et disquisitio 3tia critica. Col. 1731. 4. — 3., Diss. critica, quâ comparantur inter se testes affirmantes et negantes, catholicam fidem primo et secundo saeculis Galliis et Germaniis praedicatam fuisse. Col. 1755. 4. — 4., Examen examinis à G. Neller instituti in dissertationem criticam (Hartzhemii supra n. 2) Col. 1756. 4. — 5. Dissertationes critico-ecclesiasticae. I) Quo tempore fides catholica praedicata fuerit Germaniae Rhenanae. II) An per Maternum saeculi II initio fides catholica fuerit annunciata Agrippinensibus. III) De concilio Agrippinensi A. 346. IV) An magi adoratores nati redemptoris fuerint reges. V) Quâ ex regione advenerint. VI) De hist. S. Ursulae et sodalium martyrum. VII) Unde ursulana sodalitas Coloniam Agrippinensium devenerit. VIII) Quid de numero 11,000 virginum; comitum S. Ursulae censendum. Col. 1757. 4. — 6., Concilia Germaniae a I. Fr. Schannat collecta, a I. Hartzheim aucta et continuata. Col. 1759. ss. Fol. et de-plus — 7., G. Hartzheim Bibliotheca Coloniensis, in quâ vita et libri typo vulgati et mspti recensentur omnium archidioeceseos Colons. atque adjucentium provinciarum indigenarum et incolarum scriptorum. Col. 1747. Fol. Le reste des circonstances de sa vie est contenu dans l'épitaphe suivante.

D. O. M.
Josepho Harzheimio
Societatis Jesu Presbytero
Theologo, Philologo atque Oratori

branaceus legum antiquarum, que la famille patricienne de Krufft possédait entre-autres déjà alors depuis long-temps [1]) et dont

---

Eximio
Linguarum Orientalium, Exoticarumque
Scientissimo
In Patrio olim Gymnasio Sacrarum Litterarum Interpreti
Qui
Quoad vixit, Pietatem in Deum, Amorem in Proximos
Urbanitatem, lepores mire exercuit
Viro
Nuntiis Apostolicis, praesertim vero Caesari, Alberico Lucinio
Sanctae Sedis Apocrisiario
Qui illum saepe in Rebus arduis Consiliarium adhibuit
Apprime caro.
Optimorum Studiorum Cultores Coloniae Agrippinensis
Merito parentant.
Vixit Annos LXX. Diem. 1
Obiit Apoplecticus XVI Cal. Febr. A. C. M. DCCLXIII.
Quis Furor est, atram bellis arcessere mortem!
Imminet, et tacito clam venit illa Pede.
Tibull.

Vers appliqués à la guerre de sept ans qui duroit encore alors.

1) Ce Codex, dont le susdit P. Hartzheim parle à la page 30 et 31 du premier tome des Conciles d'Allemagne, contient tout les lois anciennes, dont les Capitularia Regum Francorum font mention, et il est regardé généralement pour être du IX siècle, ou au-moins du commencement du X. et pour vraisemblablement plus ancien que ceux que Herold, Lindenbrog, Baluze et Georgisch ont rapportés. Il se trouve maintenant dans la nombreuse collection de manuscripts et de livres du Baron de Krufft, consl. aulique et commis intime d'état pour les affaires étrangères de S. M. I. R. A. à Vienne, qui lorsque M. de Chiniac annonça en 1777 une nouvelle édition des Capitulaires publiés précisément cent ans auparavant par Baluze, et invita tous les possesseurs de pareils Codes à les lui communiquer, envoya le 2 Novbr. 1778 les Variantes du sien avec un dessein exacte des caractères et des figures à M. de Chiniac par le comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur I. et R. à Paris, communication dont M. de Chiniac a fait mention dans son Avis au public du 31 Août 1779 promettant en-suite dans les Affiches, Annonces et Avis divers du 5 Avril 1780, d'insérer La Loi des Bourguignons d'après ce mspt. de M. de Krufft dans le Supplément de son édition nouvelle des Capitulaires, édition qui a parue la dite année 1780 en deux Vol. in grand Folio, et dont M. de Chiniac a fait présent au Baron de Krufft mais le supplé-

la perlustration faite pendant plusieurs jours par Mr. de Hontheim, donna occasion à une proposition de mariage entre son frère aîné, trésorier général de l'archevêché de Trèves et l'aînée Dlle de la dite maison patricienne, mariage qui eut aussi lieu l'année d'après.

En 1738 le Grand-Electeur de Trèves, François George, Comte de Schoenborn, souhaitant d'avoir M. de Hontheim à la main, l'appella près de lui à Coblence, résidence ordinaire des Electeurs de Trèves depuis Philippe Christophe de Soetern. Il le logea au vieux palais en ville, le fit official à Coblence en 1739, conseiller intime en 1741, et s'en servit pour les affaires les plus importantes, tant politiques qu'ecclesiastiques.

Après la mort de l'Empereur Charles VI en 1740, comme on prévoyait que l'interregne seroit bruyant et épineux, M. de Hontheim et le fameux baron de Spangenberg, alors conseiller intime de l'Electeur, furent chargés par l'Electeur de tout ce qui étoit relatif à cet interrègne et à l'élection d'un nouvel Empereur, qui devoit s'en suivre. Mess. de Hontheim et de Spangenberg travaillèrent ensemble, sous les yeux de l'Electeur, jusqu'au départ de M. de Spangenberg pour Francfort comme ambassadeur de ce prince à l'élection de Charles VII.

Alors M. de Hontheim restant encore à Coblence auprès de l'Electeur, qui ne se rendit pas en personne à Francfort, dirigea près de lui les affaires de cet ambassade à la dite élection, où quasi tout le droit public de l'Allemagne fut passé en révue, éclairci et en-partie changé, ainsi que le prouve la vaste capitulation de Charles VII publiée avec des remarques en allemand par le savant Jean Jacques Moser en 3 Vol. in 4to à Francfort 1742—1744, et en français par le célèbre baron de Spon in 4to ibid. 1743.

Après l'affaire épineuse de l'élection et du couronnement de Charles VII, acte solennel auquel Mr. de Hontheim fut envoyé peu de jours auparavant, et auquel l'auteur de cette vie se trouva avec lui, M. de Hontheim eut une petite affaire ou dispute littéraire avec le jésuite Bertholet, affaire qui doit trouver place ici, parcequ'elle fut la première, qui fit connaître à la république des lettres les profondes lumières de M. de Hontheim dans l'histoire tant ancienne que moderne.

---

ment promis au public littéraire est toujours encore à paraître. En attendant ce supplément une description assez exacte de ce code mspt. mais trop-longue pour l'insérer ici, se trouve dans les Annonces allemandes de Vienne, regardant les Arts et les Sciences de l'année 1780 num. 34. page 537—43.

Jean Bertholet, jésuite de Luxembourg, qui, pour avoir pendant quinze ans, qu'il fût occupé aux fonctions de prédicateur, eut de tems-en-tems occasion de s'appliquer à l'histoire (comme il s'exprime lui-même dans la préface de l'ouvrage, dont nous allons parler) crut avoir toutes les qualités nécessaires à un historien, donna en 1741. sqq. pour un premier essai de son savoir présumé en ce genre, une Histoire ecclésiastique et civile du Duché de Luxembourg et Comté de Chiny, à Luxembourg chez André Chevalier. Histoire, qui ne consista pas moins qu'en huit gros volumes in 4to, qu'il espéroit même de pousser jusqu'au quatorzième, si Dieu daignoit bénir son travail, et pour laquelle l'auteur se crut une vocation déterminée et irrésistible, puisqu'il dit dans la même préface: Une providence supérieure à toutes les vues humaines m'a fait entreprendre cette histoire, et l'amour de la patrie l'a dictée. En voilà les vrais motifs, et en faut-il d'autres, pour s'autoriser à la mettre au jour? Ce fut aussi en conséquence de cette providence supérieure et sorte d'inspiration divine, que le réverend Père Bertholet commença cette histoire non à Sigefroy, premier comte de Luxembourg, mais à des temps, antérieurs même à la naissance de Jésus-Christ (quoique Luxembourg n'existat pas alors) pour avoir occasion de nous apprendre qu'Adam est le père commun du genre humain, que Japhet a peuplé l'Europe, que les Gaulois descendent indubitablement du premier par le second, que cependant les anciens habitants du Luxembourg, dont néanmoins il s'agissoit dans son livre, n'étaient pas des Gaulois, mais des Germains, et mille autres découvertes admirables de cette nature, ainsi que pour avoir occasion de renouvellir l'opinion pieuse, mais insoutenable que dans les Gaules et dans les provinces qui constituent aujourd'hui l'archevêché de Trèves, dont le Luxembourg a dans la suite fait partie, le christianisme avoit été prêché et reçu dès le premier siècle, opinion que le docte Père s'efforça sans doute de soutenir, parceque, comme il dit, un auteur est toujours à couvert de la critique, lorsqu'il n'envisage que le bien de l'église et ne cherche qu'à édifier et à instruire son lecteur, déclarant même tous les critiques pour des incredules et pour des esprits forts; puisque vouloir détruire (ce qu'il appelle) les traditions anciennes et uniformes de quelques églises sur le temps de leur fondation, c'est vouloir réduire l'histoire à un pyrrhonisme dangereux. Manière de raisonner incomparable de la bienheureuse société des jé-

suites, et que ses membres posthumes s'efforcent encore de perpétuer pour le progrès infaillible des sciences.

Comme cet ouvrage et sur-tout cette assertion, que le christianisme avait été prêché et reçu dans le pays de Trèves dès le premier siècle, fut très fortement combattue par le savant Roderique à Cologne [1]) dans ses Nouvelles Littéraires ou Correspon-

---

1) La vie de ce savant étant très peu connue dans les pays-mêmes qu'il a habités successivement,, et pas du tout chez l'étranger, un précis en sera à sa place ici, et servira pour aprécier d'autant mieux la manière plus que choquante, dont le susdit religieux s'émancipa d'agir envers lui. Ignace Rodérique naquit près de Malmedi, petite ville du Pce. Abbé de Stavelo, le trois Nov. 1697. Après avoir fait ses humanités et sa philosophie, il entra le 15 Mai 1717 à dixneuf ans dans la société des jésuites, mais après y avoir régenté la quatrième classe il quitta cette sociéte le 27 Nov. 1725, les jésuites disaient pour cause de maladie, mais d'autres, après ses propres discours, pour s'être déplu à leur institut.

Rodérique ayant déjà pris un goût décidé pour l'étude de l'histoire, alla s'y perfectionner auprès du savant Jean George Eccard, alors historiographe, archiviste et bibliothécaire avec le titre de Consl. intime chez le Pce. Evêque de Wircebourg et de Bamberg à Wircebourg, où Rodérique publia son premier ouvrage, savoir

Ignatii Roderique Disceptationes duae de Abbatibus origine primaevâ constitutione Abbatiarum inter se unitarum Malmudariensis et Stabulensis, oppositae Observationibus maxime reverendorum Dominorum Edmundi Martene et Ursini Dusand Presbyterorum Benedictinorum in Congregatione S. Mauri. Wircebourgi 1727 Fol.

D. Martene ayant en 1730 publié contre cet ouvrage Imperialis Stabulensis Monasterii Jura propugnata, Fol.

Rodérique, qui après la mort d'Eccard, arrivée en la dite année 1730 s'était transféré à Cologne, y répliqua par

Ignatii Roderique de Abbatibus Monasteriorum Malmudariensis et Stabulensis Disceptatio tertia, prima adversus Vindicias Stabulenses Edmundi Martene etc. Colon. 1731 Fol.

Comme Rodérique avait dans ces ouvrages asséré que S. Cunibert avait seulement été Evêque et non Archevêque de Cologne: le P. Hartzheim y opposa sa Disquisitio ci-dessus mentionnée de Initio Metropoleos ecclesiasticae Coloniensis à laquelle Roderique répliqua par sa dissertation

S. Coloniensis Ecclesiae de suae Metropoleos Ori-

dance des Savans du 6, 16, et 20 Mars 1743, le P. Bertholet trouva à propos de publier pour sa défense des lettres supposées,

---

gine Traditio vindicata ab Impugnationibus Disquisitoris etc. Colon. 1731 4. Rodérique, ayant après ce temps demandé au magistrat de Cologne d'être fait professeur d'histoire il publia dans l'espoir d'obtenir cette chaire, qui n'existait pas encore à cette université,

Historiae universalis Institutiones, sive Res praecipuae ab Orbe condito ad Saeculum à Christo nato decimum medium, Ordine chronologico digestae, et excursibus philologico-politicis in Mores, Instituta, Rem civilem, bellicam atque sacram praecipuorum Populorum illustratae, in usum Lectionum academicarum adornabat Ignatius Roderique Histor. I. A. V. C. P. P. Lovanii 1734. 8.

A l'occasion duquel livre il faut observer 1) que les lettres initiales I. A. V. C. P. P. doivent sans doute signifier Historiarum In Alma Universitate Coloniensi Professor Publicus, savoir in herbâ: car il ne conte pas qu'il ait été nommé tel ni alors, ni après: aussi dit-il lui même à la fin de la préface: Super haec, quando id mihi potissimum propositum est, ut neglectum adhuc in Academiâ Coloniensi Historiae Studium, quoad ejus potero, excitem, et, si **res tulerit**, ad eam explicandam **ipse aggrediar** .... coepta fortunat Deus! 2) que ce livre fut imprimé à Cologne chez Jean Henri Schlebusch: quoique son titre imprimé peut-être à Louvain, porte Lovanii apud Martinum van Overbeke: et que l'approbation du livre n'est pas d'un censeur de l'université de Cologne, mais de P. L. Danes docteur et en même temps auteur d'un abrégé d'histoire, homme alors très considéré à Louvain. La raison de ces détours fut vraisemblablement que Rodérique, ayant cherché à imiter dans ce petit ouvrage le célèbre Bossuet dans son Discours sur l'histoire universelle, craignit la jalousie des jésuites, que ne l'aimaient point, et dont l'influence était toujours excessive sur l'université de Cologne. Vers la fin de l'année 1734. Rodérique trouva un établissement plus commode que celui de professeur, en épousant la veuve aisée du libraire Poenes à Cologne par laquelle acquérant une imprimerie propre et une correspondance étendue de commerce il entreprit deux gazettes françaises à Cologne, l'une imprimée, dont il débita plus de quatre mille exemplaires à-raison de 6 florins d'Allemagne, sans le port, et l'autre manuscrite, qu'il vendit depuis 12 jusqu'à 100 ducats par an, savoir à proportion du contenu plus ou moins intéressant et des personnes, gazettes écrites d'aprés les correspondances les plus affidées et avec une pénétration ainsi qu'avec une hardiesse prodigieuses, mais dont pour cela aussi la manuscrite lui attira bien des désagréments et cessa

l'une intitulée Lettre d'un Conseiller de Bruxelles et datée du 22 Mars 1743 et deux autres sous le titre de Lettre d'un

---

entièrement avec sa vie, terminée en 1756. L'imprimée tomba fait-à-fait, et sur-tout, lorsqu'après la mort de son neveu Jaquemotte l'exjésuite Ambrin portant alors pour la raison ci-dessous le nom de Jauranvilliers, fut en 1765 à la récommandation du Nonce Apostolique Oddi à Cologne, choisi par la veuve de Jaquemotte pour continuer cette gazette; exjésuite qui, quoiqu' obligé par-là au S. Siége, par reconnaissance aussi bien que par état, inséra néanmoins dans sa feuille du 28 Septembre 1779 un fait injurieux à ce Siége, mais qu'il crut avantageux aux jésuites de la Russie blanche, insertion pour laquelle il fut, à la demande du Nonce Apostolique Garampi à Vienne, dans la gazette italienne de cette ville du 6 Octobre de la dite année, traité publiquement d'imposteur avec ces propres paroles: Questa è un' impostura; mà è un gesuita che scrive, e che aspettarsi da un tale? reproche bien violente, et dont Ambrin ne put néanmoins ou ne voulut pas se laver, de crainte sans doute de faire rappeler son histoire de Brest, où pour avoir été dûment atteint et convaincu d'avoir publiquement prêché et débité des discours et propositions séditieuses, scandaleuses et attentatoires à l'autorité des rois et des souverains, il fut le 26 Août 1762 par la sénéchaussé de cette ville condamné à être pendu, et s'étant esquivé, pendu in effigie.

En 1743 Rodérique donna depuis le 12. Janvr. jusqu'au 21 Décembre la feuille périodique littéraire, dont il est question ici, et qu'il publia fait-à-fait à Cologne sous le titre de Correspondance des Savans ou Nouvelles Littéraires des diverses parties de l'Europe. Feuille la plus savante et la plus instructive, qui ait peut-être encore parue en ce genre, et que pour cela tous les lecteurs regrettèrent de voir cesser avec la dite année 1743. A quoi contribua beaucoup le polype, dont son auteur commença alors d'être attaqué dans les narines, et qui, après avoir été opéré trois fois par l'habile chirurgien François Lionnois causa à M. Rodérique une mort douloureuse le 6 Avril 1756.

Il avait dans les dernières années de sa vie été honoré par le duc Charles de Lorraine du caractère de son Conseiller intime, et il fut après sa mort honoré par ses parents et héritiers de l'épitaphe suivant dans la chapelle bâtie et fondée par lui à l'endroit de sa naissance près de la ville de Malmédi

D. O. M.
Viro Clarissimo
Ignatio de Roderique
Malmundariensi
Serenissimi Caroli

Chanoine de Trèves. la première en date du 7 Juillet, et la seconde du 2 Août, toutes de l'année 1743.

Or ces lettres contenant en faveur du P. Bertholet et de son ouvrage des choses insoutenables, et des infidélités honteuses dans les citations, que Rodérique réléva avec justesse, ainsi que des insultes et des calomnies, que ce savant repoussa avec vigueur, le magistrat illustre à Bruxelles, à qui, comme au juge le plus compétant en ce pays le P. Bertholet souhaitait qu'on attribuât sa Lettre d'un Conseiller de Bruxelles, la désavoua publiquement, et M. de Hontheim, qui de même etait celui, auquel le dit Père désira voir attribuer ses Lettres d'un Chanoine de Trèves, écrivit le 21 Octobre à ce Père, qu'il ne pouvait pas être du tout charmé de voir le prétendu, ou pour mieux dire, le supposé chanoine de Trèves (pour lequel certaines personnes le faisaient passer) relancé publiquement et avec raison de la sorte par un savant reconnu, tel que M. Rodérique, dont l'opinion dans cette dispute étoit au surplus celle que lui, M. de Hontheim, avait toujours regardée comme la plus soutenable.

A cette lettre confidentielle d'avis, envoyée par la poste au P. Bertholet, ce religieux répondit par une lettre en son propre nom, savoir: Lettre du P. Bertholet à M. *** Chanoine de Trèves

---

Regii Principis, Lothar: et Barri Ducis
Consiliario Intimo Actuali,
Hujus Parthenonis Syndico Apostolico
Jurium Licentiato
Qui
Ecclesiae et Imperii Principes
Nobili Servitio
Amicos Officiis, Pauperes Beneficentiâ
Sibi devinxit
Rem Litterariam multiplici Scientiâ,
Editis Libris, Consiliis, Pecuniis
Ornavit auxitque.
Morte vere Christianâ M.D.C.C.L.VI.
Aetatis LX. VI. Aprilis defuncto,
Filio unico, carissimo
Hic apud Tumulum, quem fieri jussit,
Parentes Superstites
Et
Caspar Jaquemotte de Roderique
Haeredes posuere.

datée de Namur le 14 Novembre et insérée dans la Clef du Cabinet, feuille périodique qui s'imprima à Luxembourg depuis l'an 1704 et qu'un certain nommé Bourgeois rédigea en la dite année 1743 d'après les instigations des jésuites de la dite ville de Luxembourg. Dans cette lettre le P. Bertholet dit à M. de Hontheim qu'il y traite de savant du premier ordre, entre autre: Mon ami, (par où il veut dénoter la personne qui avait publié les deux lettres sous le titre de Lettres d'un Chanoine de Trèves, personne cependant qui était le P. Bertholet lui-même) mon ami, dit-il, a cru qu'en inscrivant ses lettres à un chanoine de Trèves, il n'y en a pas un, qui ne s'en fit volontiers gloire, puisqu'elles ne contribuent qu'à relever le mérite de la plus illustre métropolitaine de la Belgique: aussi me persuadois-je que tous les historiens applaudissent à l'érudition, à la force et à la justesse du raisonnement, qui y régnent de toutes parts. Après quoi il y dit quantité d'injures les plus grossières contre M. Rodérique jusqu'à commettre l'insolence incroyable pour un réligieux d'appliquer à ce savant le texte: Responde stulto secundum stultitiam ejus.

Cette façon d'agir révoltante à tous égards, força enfin M. de Hontheim à répondre publiquement à ce Père par une Lettre de Monsieur de *** Chanoine à Trèves, au R. P. Bertholet en date de Coblence le 4 Decembre 1743. Lettre dont voici la teneur:

«Mon révérend Père! Je n'attendais rien moins, qu'une réplique «imprimée à la réponse, que je vous envoyai de Trèves, le 21 Oc-«tobre dernier. Vous avez cependant pris ce parti, pour vous dé-«fendre publiquement contre la Correspondance des Savans du «12 du même mois. Je conviens, que je vous supposais alors auteur «des trois lettres publiées contre le susdit journal sous le nom d'un «chanoine de Trèves. Je vous avouerai bien plus: à n'en juger que «par l'uniformité de style et d'humeur, je dirois encore qu'elles vien-«nent de la même plume, que celle qu'il vous a plu de m'écrire de «Namur le 14 Novembre, et que vous-avez trouvé bon de ne me «faire parvenir que par une voie publique, savoir, par la Clef du «Cabinet de Luxembourg du mois courant. Mais puisque vous «me dites le contraire, je veux vous en croire sur votre parole. Vous «voudrez sans-doute bien m'accorder à votre tour la même grâce au-«hourd'hui que je vous assure, qu'en vous faisant ma réponse du «21 Octobre, je n'ai nullement prétendu épouser les intérêts du sa-

«vant que vous attaquez, et avec lequel je n'ai d'autre relation que «de lire tout ce qu'il publie.

«Tout ce que je voulais vous insinuer en ce temps-là c'était uni- «quement qu'il n'y avait aucun des chanoines de Trèves, c'est à dire, «de ceux qui font quelque étude de l'histoire, qui fût assez modeste, «pour se faire honneur d'un ouvrage tel que celui de votre docte «et zélé ami. C'était qu'aucun d'eux ne voudroit l'adopter, soit «pour le fond des raisons qui s'y trouvent, soit pour la façon laquelle «passait assûrément les bornes de cette civilité, qui doit former le «caractère de certaines personnes. Qu'on dise là-dessus à Namur «tout ce qu'on voudra, on dira toujours à Trèves, et en bien d'autres «endroits, comme je crois, qu'il ne sied bien à l'homme d'esprit, ni «à l'homme qui sait vivre, ni peut-être même à l'homme chrétien, de «se démener sous les yeux du public comme votre ami l'a fait sous «le nom d'un chanoine de Trèves. On y dira, car telle est notre «délicatesse, cette délicatesse qu'aussi vous nous reprochez, on y dira «que des emportemens si indécents ne vous conviennent contre qui «que ce soit, et encore moins contre des personnes, que vous déno- «tez par ce texte mal appliqué: Responde stulto secundum stul- «titiam ejus. On y dira enfin que, si ceux, que vous traitez avec «tant de hauteur et de dureté, méritent effectivement vos mépris, «vous les avez trop honorés par votre colère, et que vous ne deviez «leur opposer qu'un sévère silence. C'est dans ces fautes-là propre- «ment qu'on fait consister ici votre crime, comme il vous plaît de «vous exprimer. Car d'ailleurs on sait bien, que ce n'en est pas «un, que d'emprunter en temps et lieu le nom d'autrui, en publiant «certains écrits, lorsqu'on le peut faire, sans blesser la justice, la «charité et la modéstie. Mais enfin vous venez de déclarer publi- «quement qu'aucun des chanoines de Trèves n'a eu part aux dites «lettres apologétiques, et voilà qui suffit pour empêcher, ce que ces «Messieurs appréhendaient avec fondement, savoir, que des manières si «peu mesurées dans une dispute, dont ils ne songeaient pas à se mêler, «ne donnassent ailleurs une mauvaise idée de leur caractère. De la «façon passons à la matière de la dispute, qui est entre vous et la «Correspondance des Savans.

«Je vous avais dit dans ma réponse du 21 Octobre, qu'on aurait «souhaité à Trèves que vous eussiez soutenu votre thèse avec plus de «force, et par conséquent, que vous eussiez mieux relevé ce que vous «appellez le mérite de la plus illustre métropole de la «Belgique. En m'énonçant de cette façon, j'étais bien éloigné de «vous dire que vous souteniez une mauvaise cause. Je ne puis ce-

«pendant pas encore applaudir, comme vous le faites, à la profondeur «de l'érudition et à la justesse du raisonnement, qui vous paraissent «régner dans les lettres, que votre ami a fait publier par vous contre la «Correspondance. Il y a huit à dix ans que je me donnai pen«dant un certain temps à l'étude de la célèbre question, que vous «traitez aujourdhui avec tant d'ardeur. Peu s'en fallut que la pro«babilité des raisons, qui combattent pour votre sentiment, joint à «l'amour de ma patrie et à l'envie de croire l'église de Trèves aussi «ancienne que les apôtres, ne me portât à décider en faveur de votre «opinion. Mais la force des argumens opposés et l'amour de la vé«rité, qui m'a été toujours plus chère que ma patrie, tinrent mon ju«gement en suspens, et comme pour lors rien ne m'obligeoit à prendre «parti en cette cause, je demeurai indécis sur la choix de l'un ou de «l'autre des sentiments opposés.

«Dans cet état d'indétermination, je fus charmé de voir à l'ou«verture du premier tome de l'Histoire de Luxembourg, que «vous aviez pris à tâche de traiter cette matière à fond dans une dis«sertation particulière. Je la lus avec avidité, et il en fut de même «des lettres, que vous avez fait imprimer ensuite contre la Corre«spondance de Cologne, pour soutenir le sentiment que vous aviez «embrassé dans le corps de votre histoire. Je conférai de tout avec «les fameux auteurs, que j'avais lus sur cette matière. Ceux qui fa«vorisent votre sentiment sont Brouverus Annal. Trevir. Lib. II «a N. I. ad. II., Bucherius Belg. Roman. Lib. V Cap. I et «Lib. VI. Cap. III. IV. La Guille Hist. d'Alsace. Liv. I. «pag. 44. et suiv. Ceux qui soutiennent la thèse contraire, sont «Lannoy Opp. Tom. II. P. I. Dissert. de Loco Sulpitii «Severi vindic. §. 29. pag. 139 et seqq. Edit. Anni «1731. Tillemont Memoires pour servir à l'Hist. Ec«clésiast. Tom. IV. pag. m. 1082 suiv. et Tom. IV. pag. «43 et 410. Heineccius Commentat. Histor. de Habitu «et Insignib. Sacerdotal. Apost. Cap. IV a §. 6 ad 17. D. «Calmet Hist. de Lorraine Tom. I. Dissert. sur les pre«miers Evêques de Trèves. Longueval Hist. de l'Eglise «Tom. I Dissert. prélim. sur le Tems de l'Etablissement «de la Réligion chrêtienne dans les Gaules.

«J'espérois de trouver dans vos écrits de quoi réfuter les fortes «raisons, que les derniers opposent à la mission immédiate de nos «premiers Evêques par les Apôtres. Mais l'effet n'a rien moins que ré«pondu à mes espérances.

«Vous n'avez employé aucune preuve, à laquelle les grands cri-

«tiques, que je viens de nommer, n'eussent satisfait d'avance, à peu «de points près, qu'ils n'auraient certainement pas pu prévoir, et qui, «malheureusement pour la réputation de votre ami, étaient moins «capables que tout le reste de flatter la vanité du chanoine, sous le «nom duquel il donnait ses lettres.

«Vous aurez sans doute de la peine à acquiescer au jugement «que je porte de vos écrits, et que vous me forcez de déclarer pu- «bliquement. J'en suis fâché. Mais je veux bien que vous en ap- «peliez à la décision de tout les connaisseurs, qui auront lu, ou qui «liront vos écrits et ceux des auteurs, que je vous ai nommés. Une «chose cependant, sur laquelle je dois vous prévenir, c'est de vous «défier un peu du jugement du docte ami, qui a fait vos lettres «apologétiques. Je vous donne ce fidèle conseil, non seulement parce- «que son jugement est déjà prévenu pour votre thèse, mais encore, «parcequ'il me paroît l'être un peu plus que de raison pour le corps «entier de votre histoire.

«Il vous a dit, et vous le répétez dans la lettre imprimée, que «vous m'adressez, que d'habiles connaisseurs font grand cas «de votre Histoire de Luxembourg. J'ignore, où sont ces «grands connaisseurs, dont vous parlez. Mais ce que je sais bien, «c'est qu'un voyage, que je fis au mois de Septembre dernier dans «la province de Luxembourg, m'apprit que le jugement, qu'on y por- «tait de votre ouvrage, vous était un peu moins favorable. Ceux qui «en parlaient le plus avantageusement pour vous, disaient que vous «aviez fait imprimer en huit volumes grand in quarto de bons mé- «moires, dont on pourrait composer une excellente histoire de Luxem- «bourg.

«Si après tout vous croyez que je me sois trop avancé, en vous «disant que les auteurs, qui ont écrit avant vous, avaient prévenu et «détruit d'avance les raisons, que vous alléguez en faveur de votre «sentiment, et que par conséquent vous n'avez pas le moins du monde «justifié notre Brouverus, ni ceux qui le suivent, je suis prêt à dés- «cendre dans le détail, et à exposer publiquement les principes qui «me dirigent. Ce n'est point que je veuille donner par là quelque «supériorité au sentiment que vous attaquez. Je me propose unique- «ment de vous fournir une occasion de chercher des raisons non com- «battues en faveur d'une cause, que j'ai toujours voulu, et voudrois «encore voir triomphante. Vous n'avez qu'à me sommer de tenir ma «parole. Je suis» etc. etc.

M. Rodérique, en insérant cette lettre dans sa Correspon-

dance des Savans, du 11 Decembre 1743 fait le préambule suivant :

«Il y a eu un temps, que le R. P. Bertholet nous paraissait l'un «des plus heureux écrivains qu'il y eût au monde. Il est vrai, que «nous n'avions qu'assez médiocrement approuvé son histoire de Lu«xembourg, et que nous l'avions témoigné dans la Correspondance. «Mais que lui importait notre jugement! Une de ses lettres que «nous conservons, nous assurait qu'il le méprisait souverainement, et «qu'il étoit aussi content de lui-même qu'il l'était peu de nous. Il «nous y menaçait même de se divertir et de divertir le public aux «dépens des feuilles, que nous ferions imprimer à l'avenir, et il est «étrange, que les airs de supériorité, qui accompagnaient cette menace, «ne nous aient pas imposé. Nous voyons ensuite des lettres paroître «sous de noms respectables, et parler comme lui de son ouvrage, et «de nos remarques. Historien fortuné, disions-nous en nous mêmes! «son amour propre le console de nos observations. Il lui en cache «en partie la force. Il l'empêche d'en sentir le poids. Il lui repré«sente au contraire ses prolixes et faibles productions comme des «merveilles. L'amitié lui rend les mêmes offices que son amour pro«pre. Elle fait même plus. Elle le flatte publiquement, peut être «lui donne-t-elle des admirateurs parmi un certain monde, qui «n'est pas le moins nombreuse, Defendet numerus junctâque «umbone phalanges. Nous ne demeurâmes guères dans l'erreur. «Nous apprîmes de bonne part qu'il ne s'étoit trouvé personne à «Bruxelles, qui eût voulu adopter la lettre, qu'il avait publiée sous «le nom d'un conseiller de cette ville, et qu'on ne s'y piquait nulle«ment de penser et d'écrire comme lui. Tout Bruxelles s'inscrivit «en-faux contre cette lettre. Elle la désavoua par la plume d'un de «ses principaux magistrats, d'un Conseiller d'état de la Reine, d'un «Seigneur, qui plus que tout autre était au fait de la cause et qui «pouvait le mieux en juger, (M. ensuite comte de Neny, chef et pré«sident).»

«Il ne restait plus au R. P. pour sa défense que les lettres, «qu'il avait trouvé bon de prêter à un chanoine de Trèves. Nous «sentions au fond et au tour qu'elles ne pouvaient être que de l'hi«storien qu'on défend. Quel autre que lui y auroit versé tant d'amer«tume et tant de bile! Quel autre auroit si bien imité les manières «insultantes et hautaines, qui régnent dans la lettre, qu'il nous écri«vit de sa propre main, et qui se retrouve dans celle qu'il a derniè«rement écrite à un chanoine de Trèves, et que nous réfutâmes ces «jours passés! Quel autre, après avoir laissé toutes nos objections

«en leur entier, aurait osé dire qu'il les avait réduites en poudre, «et aurait triomphé de nous avec tant de faste! Mais il ne se gê- «nait point. Séduit parcequ'il peut avoir vu dans d'autres villes où «les anciennes fables, pourvu qu'elles flattent la vanité des citoyens, «sont reçues avec joie et avec respect, il croyait qu'il en serait de «même de Trèves. Il espérait que du moins on lui tiendrait assez «de compte de son zèle, pour ne pas regarder de trop près à ses «preuves. Il était bien éloigné de croire que les savans de cette «illustre métropole se défendraient d'avoir fait ces lettres. Nous «le soupçonnions pourtant, et ce que nous soupçonnions, était vrai. «Nous l'avons appris par une lettre que nous réçûmes, lors qu'on «achevait d'imprimer la Correspondance du quatre de ce mois, «et que nous allons copier.»

«Elle est de Monsieur de *** chanoine de Trèves. Ce savant «est issu d'une famille consulaire de l'une des principales villes li- «bres impériales [1]) qui tant par son propre lustre, que par ses allian- «ces avec les premières familles patriciennes de l'électorat de Trèves, «y occupe un rang distingué. M. doit encore moins à sa naissance «qu'à son mérite. C'est par lui que dans un âge peu avançé il s'est «élevé à une des premières dignités de l'archevêché de Trèves [2]) qu'il «remplit à la satisfaction d'un des princes les plus éclairés qui gou- «vernèrent jamais cette église. Ce poste demande outre un grand «fond de prudence et un amour inaltérable pour la justice, une pro- «fonde connaissance et habitude tant des loix ecclésiastiques et civiles, «que des us et statuts du pays, et il semble qu'un homme entier «suffit à peine à tant de soins importants. Cependant au milieu de «ces soins Monsieur de *** a su se ménager du temps pour cultiver «d'autres sciences, pour étudier l'histoire, pour approfondir en parti- «culier celle qui mérite le plus l'application de chaque savant, l'hi- «stoire des lieux, où il est établi, l'histoire de sa patrie.

---

1) Comme l'auteur de cette vie de M. de Hontheim veut absolument qu'elle soit jusque dans les moindres circonstances frappée au coin de la plus exacte vérité: nous relevons la petite faute généalogique, que Rodérique a commise ici en faisant entendre que M. de Hontheim descend de l'ancienne famille consulaire de Hontum à Cologne; erreur, dans laquelle Rodérique tomba, sans doute parcequ'il savait que M. de Hontheim était parent d'une autre famille consulaire à Cologne appelée de Krufft, et qui y était une des plus anciennes ainsi que des plus distinguées depuis près de quatre siècles.

2) Rodérique entend ici celle d'official à Coblence dont Mr. de Hontheim fut revêtu en 1738.

«C'est un des retours, que notre pays natal est en droit d'attendre «de nous, que nous nous appliquions à la connaître, que nous nous «efforcions d'en éclaircir les origines, que nous sachions les révolu- «tions qui y sont arrivées, que nous tâchions de découvrir les causes, «qui les produisirent, quelle influence elles eurent dans les loix, dans «les moeurs et dans les coutumes, quels ont été en divers temps, «et quels sont aujourd'hui les droits, et les priviléges de sa patrie, «quels hommes illustres en tout genre elle a produits ou reçus d'ail- «leurs. On ne peut aimer la patrie et être indifférent sur cet ar- «ticle. D'un pays qu'on aime, l'état présent n'est pas le seul qui «nous touche. Tout ce qui le regarda jamais, nous intéresse. Nous «aimons à le voir tel qu'il était dans ses faibles et obscurs com- «mencements. Nous nous réjouissons de l'opulence et de la puis- «sance, où une longue suite d'années et une grande variété d'évé- «nements le conduisent par degrés. Nous sommes avides de savoir, «quels en étaient les anciens souverains, quelles familles distinguées «on y comptait anciennement, quelles choses mémorables s'y sont «passées, quelle était la forme ancienne des villes, en quel temps les «édifices publics en ont été construits, ou rélevés et embellis. Rien «ne nous paraît petit ni ennuyeux dans ces objets, auxquels nos an- «cêtres ont pris part. Ajoutez que, sans la connaissance de ces par- «ticularités-là, il y a mille choses dans l'état présent d'un pays, dont «on ne saurait rendre raison.»

«Mais il faut que cet amour de la patrie soit raisonnable, éclairé, «équitable. Assurons au lieu de notre naissance toute l'ancienneté, «toute la splendeur, toute la gloire, qui lui appartiennent, et que des «monuments respectables de l'antiquité lui confirment. Mais gardons «nous de trahir ses intérêts en nous obstinant à défendre des fables, «que le mauvais goût de certains siècles inventa, que l'ignorance cré- «dule et une vanité stupide firent recevoir avec joie, que la superstі- «tion timide révère aujourd'hui, et que la prévention incapable d'ex- «aminer maintient avec feu, comme si la créance imprudente de quel- «ques siècles les avait consacrées et pouvait préscrire contre la vérité. «Ce serait nous rendre ridicules auprès de ceux, qui n'étant point «prévenus, sentent plus facilement l'absurdité de ces fictions. Le «sciences, la religion même souffrent de cette facilité à adopter tout «ce qui paraît faire honneur à notre patrie, uniquement par la rai- «son, qu'on s'imagine qu'il lui fait honneur. Cependant rien de plus «commun, que ce faible, parcequ'il nous impose par l'apparence bril- «lante qu'il a de respect pour la religion et d'amour pour la patrie. «Rien par conséquent de plus estimable que la manière de penser, que

«l'illustre chainoine de Trèves étale dans la lettre suivante.» Qui est la lettre ci-dessus de M. de Hontheim.

Après la mort de l'Empereur Charles VII en 1745 Messieurs de Hontheim et de Spangenberg furent de nouveau chargés de la même besogne qu'après la mort de Charles VI. M. de Spangenberg alla derechef comme ambassadeur de l'électeur à Francfort, et M. de Hontheim y accompagna ce prince, qui se rendit en personne au couronnement de l'Empereur François, cérémonie à laquelle M. de Hontheim eut l'honneur de l'assister dans ses fonctions d'Archevêque-Electeur et d'Archichancelier de l'empire, et l'auteur de cette vie suivit derechef M. de Hontheim à cette auguste cérémonie.

En cette même année 1745, l'Electeur envoya M. de Hontheim à Augsbourg, pour accomoder les anciens différends entre l'évêché de ce nom, et la prévôté d'Ellwangen, dont l'Electeur était Princeprévôt; différends qui regardaient l'exemtion de certaines parties de cette prévôté de la jurisdiction du dit évêché. Et M. de Hontheim parvint à préparer un arrangement, qui subsiste depuis ce temps, et qui vraisemblablement subsistera encore des siècles.

En 1746 plusieures difficultés s'étant élévées entre le Prince Evêque de Spire, de la famille de Hutten, et son grand chapitre; et les deux parties ayant pris pour médiateur et arbitre l'Electeur de Trèves, celui-ci envoya sur les lieux M. de Hontheim qui eut la satisfaction de mettre les deux parties perfaitement d'accord sur tout les points. La même année l'Electeur, qui etait aussi Evêque de Worms, y envoya M. de Hontheim faire la visite du vicariat général et des quatres chapitres des églises collégiales qui s'y trouvent.

Comme à côté de toutes ces commissions extraordinaires M. de Hontheim remplissait toujours exactement ses devoirs d'official et tous les autres, que la confiance de l'électeur lui attirait continuellement, soit pour les affaires internes, soit pour les externes, sa santé se trouva en 1747 si dérangée par l'excès du travail, qu'il se vit obligé de demander sa démission de la charge d'official du Bas-Archevêché, pour se retirer à son canonicat à Trèves, dans l'espoir de s'y rétablir par l'air natal de sa patrie, promettant toute fois de continuer de là à servir l'Electeur en sa qualité de conseiller intime dans tout ce que S. A. trouverait à propos de lui ordonner. Ce fut sous cette condition, et en égard à la santé visiblement dépérissante de M. de Hontheim, que l'Electeur quoique pas sans beaucoup de peine, lui accorda enfin cette permission et l'air natal de Trèves joint à plus de repos et de commodité le rétablit e effet au bout d'une année.

Le 11 de Mai 1748 la dignité de suffragant de Trèves, qui dans ce pays est la première après celle du prince, étant venu à vaquer par la mort de M. de Nahlbach, jadis comme nous avons vu, professeur de M. de Hontheim dans l'étude du droit canon, ledit Electeur François George, connaisseur en hommes et en mérite, la lui conféra tout-de-suite le 13 du même mois de propre mouvement et de la manière la plus flatteuse.

Le diocèse de l'archevêché de Trèves s'étendant non seulement dans les Pays-bas, où il comprend tout le duché de Luxembourg, mais aussi près de 30 lieues en France, ayant les evêchés de Metz, Toul, Verdun, Nancy et Diez pour suffragants; le suffraganeat de Trèves donne des occupations très-multipliées.

Cependant et quoique l'Electeur continua à consulter M. de Hontheim sur toutes les affaires de conséquence, ce savant trouva encore le temps de donner au public différents ouvrages importants, savoir, encore en la même année 1748. Breviarium Trevirense jussu Revermi Eminmi et Celsmi Principis ac Domini, D. Francisci Georgii, Dei Gratiâ Archiepiscopi Trevirensis etc. recognitum et emendatum Francofurti et Treviris 1748. 4. Vol. 8. Bréviaire à la revue duquel M. de Hontheim avait travaillé depuis longtemps, et qui le premier de tous ceux d'Allemagne fut purgé de fables et autres incongruités, pour autant que ces temps, encore toujours à demi barbares le permettaient.

En 1750 parut son Historia Trevirensis diplomatica et pragmatica inde â translatâ Treviris Praefecturâ-Praetorio Galliarum ad haec usque Tempora, è genuinis Scripturis eruta, atque ità digesta, ut non solum jus publicum particulare Archiepiscopatûs et Electoratûs Trevirensis in suis fontibus plenissime exhibeat, sed et historiam civilem et ecclesiasticam Germaniae, ejúsque singularia jura publica ac privata illustret, Adjectis Dissertationibus particularibus 1) de Sigillis Archiepiscoporum Trevirensium, 2) de Monetis eorum, 3) de Scriptoribus Historiae Trevirensis. Aug. Vindelic. 1750. Fol. Tomi 3.

Sur cet ouvrage immortel M. de Hontheim reçut les compliments de tous les savants de l'Allemagne, et le célèbre baron de Münchhausen, ministre dirigeant à Hannovre, créateur de la fameuse université de Goettingue, sans contredit la première de l'Europe, ne se borna pas à complimenter M. de Hontheim sur sa dite histoire diplomatique et pragmatique de Trèves: mais il lui envoya aussi en

présent un ouvrage tout-à-fait analogue, qu'il avait fait publier par le savant Chrétien Louis Scheidt, et qui a pour titre: Origines Guelficae, quibus potentissimae Gentis primordia, variáque fortuna usque ad Ottonem, quem Puerum dicunt, primum Brunsvicensium et Lüneburgensium Ducem, ex aequalium scriptorum testimoniis, instrumentis publicis, statuis, lapidibus, gemmis, sigillis, nummis, aliisque monumentis superstitibus deducuntur, et in Compendio exhibentur. Opus praeeunte Dn. Godofredo Guillielmo Leibnitio, Stilo Dn. Joh. Eccardi Litteris consignatum, postea à Dn. Joh. Danielo Grubero novis probationibus instructum, variisque pernecessariis animadversionibus castigatum, jam vero in lucem emissum â Christiano Ludovico Scheidio J.C. Serenissimae Familiae â scribenda Historiâ. Hanoverae 1750—1753. Fol. Vol. 3.

Ce présent du créateur de l'université de Göttingue, réveilla dans M. de Hontheim, depuis 1748 vice-chancelier de celle de Trèves, dont l'électeur même est toujours le chancelier, l'idée de la réforme de cette dernière université, beaucoup déchue de son ancien lustre par le pouvoir prépondérant des jésuites, qui s'en étaient pour ainsi dire rendus entièrement les maîtres.

Des quatre facultés, dont chacune avait neuf voix à cette université, ces pères étaient tous seuls en possession de la faculté philosophique, et également quasi de celle de théologie: puisque des neuf places de cette dernière faculté ils en gardaient sept pour eux; et n'osant de honte les retenir toutes ils en accordaient ordinairement deux à d'autres prêtres gradués qui leur étaient dévoués: par où ils disposaient, toujours de dix-huit voix, et par conséquent de la moitié de celles de toute l'université. Et comme de la faculté de médecine six membres étaient ordinairement absents et dispersés dans le reste du pays, et qu'il n'en demeuraient que trois à Trèves, dont les jésuites savaient encore toujours attirer un ou deux dans leur parti: ils avaient constamment dix-neuf à vingt voix contre dix ou onze qui restaient, savoir, contre une ou deux des médecins, et neuf des juristes, supposé même, quoique chose assez rare, que ceux-ci restassent bien fermement liés ensemble contre ces pères.

De cette façon les jésuites dominaient en maîtres absolus dans cet université; et non-seulement ils y firent toujours régner leur pitoyable philosophie, et jouissaient en plein du monopole de leur probabilisme dans la théologie; mais ils excluaient aussi des deux autres

facultés tous ceux, dont la façon de penser ou les opinions ne leur semblaient pas favorables à la société: manége par lequel ils avaient même tout récemment tenté l'impossible pour priver de sa chaire de droit canon le savant professeur Neller, depuis qu'ils l'avaient trouvé contraire à leur façon de penser, d'agir et d'enseigner; poussant leurs persécution contre ce digne professeur et leurs affreux moyens pour le précipiter, jusqu'à faire un abus perfide et mensonger de la correspondance littéraire et confidentielle, dont M. de Hontheim avait jusque-là honoré le susdit P. jésuite Joseph Harzheim à Cologne, moyen infame de persécution réservé à eux seuls, et à leurs vils protecteurs. M. de Hontheim, voyant dépérir par tous ces manèges indignes une université, qu'il souhaitait ardemment devoir conserver ou reprendre son ancien lustre, il mit en 1753 le tableau de ces désordres devant les yeux clairvoyants du sage électeur François-George, et le conjura d'y porter remède par son autorité souveraine.

Le prince chargea de toute cette besogne M. de Hontheim et lui donna un pouvoir absolu de faire tous les changements qu'il trouverait à propos.

Muni de l'autorité souveraine, M. de Hontheim commença par ôter aux jésuites six voix dans la faculté de philosophie, et quatre dans celle de théologie, ne leur laissant dans chacune de ces deux facultés que trois voix, et par conséquent seulement six dans toute l'université.

Il dressa ensuite un plan d'études qui fut imprimé en 1754, et muni des ordres de l'électeur, pour le faire exécuter à Trèves et à Coblence.

Le plan de la philosophie fut dressé suivant la philosophie moderne, et l'on y prescrivit, tant pour la logique que pour la physique, l'ordre des matières que les professeurs devaient traiter sans pouvoir s'en écarter; à quelle fin les thèses, qu'ils affichaient à la fin de chaque mois et de l'année devaient répondre de leur obéissance. Par où la philosophie de Trèves surpassa depuis ce temps de beaucoup celle des jésuites des autres provinces de l'Allemagne.

L'on prit les mêmes arrangements pour la théologie, et dans la suite, savoir, après la chûte des jésuites en France en 1762 et la défense faite aux sujets du roi, d'étudier sous les jésuites hors du royaume, M. de Hontheim engagea l'Electeur Jean-Philippe de Walderdorff, successeur en 1755 de l'Electeur François-George de Schoenborn, à établir en l'université de Trèves, où les jésuites enseignaient jusque-là seuls la théologie, trois chaires pour cette partie des études en faveur des Bénédictins, chaires, qui furent tout-de-suite

remplies par des Religieux-Bénédictins des abbayes de St. Maximin, de St. Mathias, et de St. Martin, près de Trèves.

Et comme le diocèse de Trèves, ainsi que nous l'avons dit, s'étend bien loin en France, où il a au moins deux-cent paroisses, sans compter deux églises collégiales, et plusieures maisons religieuses: M. de Hontheim fit en sorte qu'il fût ordonné aux professeurs de théologie à Trèves de conformer leur enseignement aux quatre articles de la déclaration du clergé de France de 1682 et il fit aussi proscrire entièrement le probabilisme. Toutes choses, qui devaient naturellement indisposer contre lui la société des jésuites: Hinc illa odia.

En 1757 M. de Hontheim publia son Prodromus Historiae Trevirensis diplomaticae et pragmaticae, exhibens Origines Trevericas, Romanas, Gallo-Belgicas, Francicas, Germanicas sacras et civiles, aequalium Scriptorum fide, et monumentorum authoritate assertas Cum Fig. Aug. Vindelic. Fol. Tomi 2. Ouvrage qui avec la susdite Historia Trevirensis diplomatica et pragmatica fut regardé comme un des meilleurs ouvrages de ce genre en Allemagne et qui lui donna une si grande réputation, que l'Impératrice-Reine voulut en 1762 le nommer à l'évêché d'Ypres vaquant depuis le 12. 8br. 1761 par le décès de Guillaume Delvaulx: intention dont cette éclairée souveraine se vit malgré elle détournée par la sollicitation des états des Pays-bas, représentant qu'il leur serait sensible de voir préférer un étranger à un regnicole, pendant que le pays s'épuisait en subsides extraordinaires pour la guerre de sept ans durante alors: raison dont la validité ne fut pas méconnue par M. de Hontheim lui-même.

En épluchant avec la plus grande sagacité dans l'ouvrage susdit l'histoire écclésiastique aussi-bien que la civile, Monsieur de Hontheim eut occasion de voir de plus-en-plus les abus multipliés, que la cour de Rome fait de son pouvoir usurpé depuis le septième siècle, abus qu'il avait déjà remarqué, comme nous avons dit, lorsqu'en 1742 il fut comme conseiller intime de l'Electeur François-George chargé de diriger l'élection de l'Empereur Charles VII. de la part de cet Electeur avec de Spangenberg.

La cour de Rome demandait alors, comme nous l'avons dit, qu'on ôtât de la capitulation impériale l'art. XIV. [1]), qui oblige l'Empereur

---

1) C'est l'article XIV. de la capitulation regardant les droits, prérogatives etc. de l'église d'Allemagne que la cour de Rome travailla alors vivement de faire supprimer, qui pesé mûrement par Mess. de Spangen-

à ne point laisser violer les concordats, droits, et priviléges de la nation et de l'église germanique par les grâces, rescrits, provisions, annates, dispenses, collations, évocations-des-procès à Rome et autres usurpations des Papes.

Le Collége Electoral voulait au contraire, que les griefs, que la nation germanique avait depuis plus de 600 ans portés au tribunal public de la justice [1]) et que les concordats n'avaient qu'assoupis, fussent une bonne fois levés, les protestants reprochant de plus aux catholiques, que les droits de l'église germanique, tels que Schilter les expose, étaient par les Archevêques et Evêques d'Allemagne sacrifiés à la cour de Rome contre toutes sortes de grâces, retentions de bénéfices, et autres vils profits particuliers, au détriment impardonnable de l'utilité publique; M. de Hontheim et le baron de Spangenberg furent chargés de la part de l'Electeur de Trèves, d'examiner si et jusqu'à quel point ces griefs se fondaient sur l'ancienne constitution de l'église; à fin de ne point heurter contre celle-ci en cas que l'affaire fût portée au collége électoral, où l'Electeur de Trèves a toujours à dire son sentiment le premier.

C'est de cet examen et de la comparaison, faite des canons des premiers conciles avec la pratique romaine des siècles suivants, et surtout de la conviction évidente de l'influence extrême, que les griefs de la nation germanique ont eu sur le schisme arrivé dans l'église d'Allemagne au seizième siécle, schisme que la capitulation impériale engage chaque Empereur à lever: c'est, dis-je, de cet examen et de cette conviction qu'est venu à M. de Hontheim dès l'année 1742 l'idée de l'ouvrage de Statu Ecclesiae et legitimâ potestate Romani Pontificis, ad reuniendos in Religione Christianos: Liber Singularis [2]) qu'il a publié

---

berg et de Hontheim, fit naître la première idée de la nécessité de retracer de nouveau à toute la nation allemande la nature et les fondements de ses griefs contre la cour de Rome, et qui fit dès lors à la persuasion de M. de Spangenberg, promettre à M. de Hontheim de songer à un pareil ouvrage, et d'assembler pour celà fait-à-fait les matériaux qui dans la suite ont constitué le fond de Fébronius, ainsi que nous le verrons plus bas.

1) Bis hierher reicht die oben S. 12 berührte ausführlichste Bearbeitung der Biographie.

2) Il paraît digne de remarque comme une singularité littéraire, très particulière, qu'en 1683 avait déjà paru un ouvrage, ayant le même but et le même titre savoir: Li veri e sicuri modi politici e morali per la conversione di tutti gl'Eritici, con gl'avvisi ed

en 1763 sous le nom de Justinus Febronius ICtus[1]), ouvrage que l'intime ami de l'auteur et son ancien correspondant littéraire, qui se trouvait alors à Francfort, y fit imprimer in 4to chez le libraire Esslinger, quoique sous la date de Bullioni apud Guillelmum Evrardi, en n'exigeant d'autres conditions, q'une bonne impression, et la promesse de ne jamais révéler ni l'auteur, ni le commissionaire.

Les raisons, que l'auteur avait de déguiser, et son vrai nom et le vrai lieu de l'impression, ainsi que de changer son style de bon latin, tel qu'on l'admire dans ses ouvrages antérieurs susmentionés, en latin assez mauvais, étaient pour ne pas s'exposer au sort des Sarpis, Richers, van Espen, Giannones etc. et pour que la prévention pour l'auteur ne retint personne d'écrire contre cet ouvrage, si peut-être quelqu'un trouvait des arguments solides à lui opposer: à quel sujet l'auteur s'était proposé, de répondre tous les deux ou trois ans à ces arguments, et même de les reconnaître sincèrement pour convainquants, en cas qu'il les trouvât tels, disposition que l'on aurait

---

expedienti salutari per la riforma della chiesa. Sine loco in 16mo, ouvrage très-rare, mais allant beaucoup plus loin que Fébronius et dont M. de Hontheim n'eut aucune connaissance, en composant son Fébronius.

1) Comme dans un ouvrage devenu aussi fameux tout intéresse, jusqu'à l'origine du nom, à la cause ou au hazard qui lui a donné tel ou tel nom, le lecteur a droit de demander celle de Justinus Febronius et l'on va le satisfaire à ce sujet. M. de Hontheim n'ayant pour les raisons susdites pas trouvé à propos de donner son propre nom à cet ouvrage il ne voulait cependant point lui en donner un, qui pût le faire attribuer à quelque autre; ainsi que suivant la louable coutume de la défunte société le jésuite Bertholet avec ses lettres rapportées ci-dessus publiées sous le nom d'un chanoine de Trèves. M. de Hontheim tomba donc par hasard sur celui de Justinus Febronius, que lui suggéra le nom de la fille ainée de son frère cadet, Consl. intime de l'Electeur, entrée depuis peu dans l'abbaye royale des dames nobles à Juvigny dans le Clermontois, où elle est anjourd'hui maîtresse des novices; nièce à qui sa tante marraine de Krufft, épouse du frère ainé de M. de Hontheim, jadis Conseiller des finances et trésorier général de l'archevêché, avait donné comme marraine le nom de Justine, et le couvent ensuite celui de Febronia, par où elle se nomme depuis Justina Febronia de Hontheim: nom qui aurait pu très facilement faire déclarer d'abord celui de l'auteur de l'ouvrage en question et qui cependant ne le fit point, jusqu'à ce qu'il fût découvert, par la trahison dont on parlera ci après.

trouvée et trouvera toujours a cet octogénaire respectable, et sans avoir besoin de l'y forcer par d'autres moyens, que par une semblable conviction. Aussitôt que cet ouvrage parût, il alarma extrêmement les moines et les autres partisans de la cour de Rome, soit par état soit par intérêt: le premier exemplaire, que le Nonce Borromeo à Vienne put attraper, il l'envoya d'abord par estafette à Rome, où Clement XIII. non-seulement le condamna tout de suite, savoir le 27 Février 1764, mais écrivit aussi le mois de Mars suivant des lettres circulaires à tous les Archevêques et Evêques d'Allemagne, pour supprimer dans leurs diocèses un ouvrage, qu'il tracta des plus préjudiciables au St. Sfége.

Dans une de ces lettres à un Archevêque, le Pape s'expliqua de la manière suivante: «Romanam cathedram, cui tanquam fundamento «nititur catholica Ecclesia (Febronius) funditus conatur evertere... «Nos hunc librum quo fidelibus, et praesertim hominibus harum «rerum parum intelligentibus, maxima affertur offensio, nuper pro«scripsimus [1]); tuam vigilantiam, venerabilis Frater, modo requirimus, «ut non solum caveas, ne per manus fidelium circumferatur, sed ne «in ullo quidem angulo, si fieri potest, totius tuae Dioecesis illi sit «locus... Fraternitati tuae pro certo habemus perspectissimum esse, «suffosso, eversoque fundamento, quae est Cathedra Petri, omnem «Ecclesiam dirui oportere, quam propterea nunquam patietur Pietas «tua exitiali et pestifero libro labefactari.»

Dans les lettres aux Evêques le Pape s'exprima ainsi: «Hunc li«brum ad Potestatem Romani Pontificis, si fieri posset extinguendam, et «beatissimi Petri apostolicam Sedem funditus evertendam, ab homine, «Romanae Ecclesiae infensissimo [2]) scriptum, procul ab oculis fide-

---

1) A l'occasion de cette condamnation de Fébronius l'on ne peut s'empêcher de rappeler, que les quatre propositions du clergé de France de l'an 1682 furent en ce tems brûlées à Rome par la main du bourreau, et aujourd'hui au moins les trois quarts du monde catholique les croit non seulement vraies, mais évidentes: raison pourquoi on réimprima encore en 1777 à Vienne Bossueti Defensio Declarationis Cleri gallicani.

2) M. de Hontheim n'a jamais montré ni jamais eu aucune passion contre la cour de Rome et bien moins encore contre la Sainte Eglise Romaine, qu'il fait comme il le doit profession d'aimer et de respecter. Et pourquoi aurait il eu cette haine, qu'on lui attribue ici et ailleurs, soit contre l'église, soit contre la cour de Rome? Ses moeurs sont purs, sa vie est non seulement régulière, mais édifiante; il n'a jamais été offensé, par la cour de Rome; il est lui-même un membre honorable de l'église

«lium arcendum decrevimus et, ne a quoquam imposterum legatur «vetuimus; veriti, ne venenatis obscuri authoris sensibus fidelis grex «inficiatur, et hausto inde Romanae Sedis contemptu, a dominico agro «ad haereticorum pestifera pasqua denique abducatur ... Caeterum, „si quando innotescat, quis tam atrox et audex adversus Romanam «Sedem coortus, talia scripserit, ejus erit Episcopi, in cujus Dioecesi «versetur, severe in illum animadvertere.»

Tous les évêques d'Allemagne n'obeirent pas à ces ordres, témoin la lettre suivante de Wircebourg, rapportée dans le journal encyclopédique du 15 Mars 1764: «Il y a des disputes fréquentes et pu«bliques entre les moines et les savants au sujet de l'ouvrage inti«tulé: J. Febronii de Statu Ecclesiae Liber Singularis. «C'est un savant prélat catholique, qui l'a mis au jour, et c'est le «premier de cette nature qu'on ait publié parmi les catholiques en «Allemagne. Le conseiller Barthel, professeur en droit canon, s'est «déclaré ouvertement en faveur de cet ouvrage [1]); et quoique les Jé-

---

et qui met son plus grand plaisir dans la plus scrupuleuse exactitude de ses fonctions. Il n'a pu être facilement induit en erreur par ignorance: puisque ceux-là même qui le persécutent, l'appellent, comme nous verrons plus bas, Virum in sacris litteris apprime versatum, immensumque omnigenae eruditionis apparatum. Il ne peut être censé, avoir par son Fébronius voulu tirer vanité de son savoir et se faire un nom: il avait déjà acquis la plus grande réputation par ses ouvrages antérieurs: et non seulement il n'avait pas mis son nom à celui de Fébronius, mais il avait même pris toutes les mesures imaginables pour en faire toujours ignorer l'auteur. Il n'avait non plus d'autre avantage quelconque à attendre de cet ouvrage pour lui en particulier: puisque l'usurpation des droits épiscopaux par la cour de Rome, dont Fébronius se plaint, ne tourne au préjudice du suffragant, mais à celui de l'Archevêque de Trèves, quoique le présent Archevêque semble le méconnaître. Qu'est ce qui a donc fait écrire à M. de Hontheim ce livre? le seul amour de la vérité. Pourquoi l'a-t-il écrit avec tant de force? pour donner comme il l'a dit dans sa lettre ci-dessus, le branle à une question très-importante pour notre Sainte Mère l'Eglise, sur laquelle on parait comme endormi aujourd'hui, surtout en Allemagne. Après tout cela ne sera-t-on pas fondé à conclure, que, si le seul amour de la vérité peut attirer à un savant catholique, qui écrit avec franchise non contre l'église, mais contre la cour de Rome, la dénomination aussi impropre qu'injurieuse de homo Romanae Ecclesia infensissimus, St. Bernard même ne sera pas à l'abri de cet outrage.

1) Ce célèbre canoniste ne pouvait que se déclarer pour cet ouvrage

»suites et la cour de Rome aient demandé qu'il fût supprimé, la «cour d'ici n'a pas jugé à-propos de le faire». En effet la première édition de Fébronius ne fut pas défendue à Wircebourg, et en 1770 le professeur Sundermahler publia encore à Wircebourg un petit écrit allemand tendant à la même fin que Fébronius, et ayant pour titre: Rechts- und Geſchichtsmäßige Erörterung einiger die Concordata nationis Germanicae und die von der teutſchen Nation dieſerthalben führende gerechte Beſchwerde betreffender Fragen. Ou: Examen du droit et du fait de quelques questions, regardant les Concordats de la Nation Germanique et les justes griefs de cette Nation à ce sujet.

L'Archevêque de Salzbourg ne le supprima pas non plus; et il n'aurait guère pu le faire, après que le bénédictin Zallwein avait publié cette même année 1763 où parut Fébronius, Zallwein étant lui-même alors recteur magnifique de l'université de Salzbourg, ses Opera Theologico-canonica, qui ne disent pas des vérités moins fortes à la cour de Rome que Fébronius. On vient même de soutenir et d'imprimer encore tout récemment au dit Salzbourg les mêmes principes que Fébronius dans les thèses intitulées De Praecellenti et Primigenia Episcoporum Potestate. Exercitatio, quam Tempore Capituli Provincialis Praeside, P. Alypio Gartner Ord. Erem. S. P. Augustini S. S. Theologiae Lectore ordinario, cum Permissu Superiorum defendent Adm. Rev. Patres Aloysius Sandbüchler, Christianus Mayr et Bartholomäus Hofler, Ejusdem Ordinis ac Studii. Mense Aprili 1779 Salisburgi. 8vo. (Les Archevêques-électeurs de Mayence Cologne et Trèves mêmes ne publièrent pas de défense formelle de Fébronius: et il est remarquable, que celui de Trèves, ayant encore été sondé en 1778 par l'Evêque de Spire, sollicité alors par le Nonce de Cologne, Bellisomi, de défendre l'Abrégé de Febronius qui avait paru l'année d'auparavant, l'Archevêque de Trèves répondit que, comme il n'avait pas reçu une pareille réquisition, il resterait dans l'inaction à cet égard) [1]).

---

puisque lui même avait seulement l'année d'auparavant 1762 publié encore sa troisième dissertation De Concordatis Germaniae, dans laquelle il parle à tout moment de excessu Romanorum praetensionum et de naevis Curiae.

1) Der eingeklammerte Satz iſt in einigen Ueberarbeitungen der Biographie weggelaſſen.

Cependant quelques Evêques allemands obéirent, quoique les uns avec plus, les autres avec moins de déférence, suivant en plus grande partie aveuglement le jugement qu'en avait porté la cour de Rome, et sans examiner par eux-mêmes, si ce jugement était juste ou injuste. La cour de Rome non contente de cette déférence, chargea tous ses Nonces aux cours étrangères et particulièrement celui à la cour de Vienne Borromeo, de faire tous les efforts possibles pour supprimer ce livre.

Le Cardinal-archevêque Migazzi a Vienne fut sollicité par le Pape de se joindre au Nonce Borromeo pour arriver à ce but à la cour impériale. Tous deux tentèrent l'impossible pour remplir ces ordres, mais ils ne purent réussir. Tout ce qu'ils obtinrent à force d'importunités fut, que la commission impériale et royale de la censure fût jusqu'à trois fois chargée d'examiner ce livre: mais quoique chaque fois on constituât d'autres examinateurs, le livre fut toujours déclaré, être d'aucun préjudice, non seulement par rapport aux dogmes, mais aussi par rapport aux moeurs. On permit donc la vente de cet ouvrage, dont il se fit dans fort peu de temps en Allemagne quatre éditions latines et deux allemandes; et ce ne fut, que sur des nouvelles importunités du dit Cardinal et du Nonce, que dans les pays héréditaires allemands de l'Impératrice-Reine on enjoignît enfin aux libraires de ne vendre cet ouvrage, que contre une scédule des acheteurs, mais malgré cette entrave il en fut vendu à Vienne seul plus de 700 exemplaires.

Dans les autres pays catholiques de l'Europe la cour de Rome ne se donna pas moins les plus grandes peines pour la suppression de ce livre, mais avec tout aussi peu de succès.

Aux Pays-bas autrichiens, non seulement il fut toujours vendu librement et sans la moindre entrave: mais il y reçut aussi l'approbation des plus grands hommes: dont un entre autres et qui tient encore aujourd'hui dans ce pays une des premières places, tant pour le rang que pour les connaissances qu'elle exige, écrivit, sans savoir encore qui était l'auteur de ce livre à un de ses amis la lettre suivante en date de Bruxelles le 13 Nov. 1763: «Je n'ai lu encore que «la moitié de l'ouvrage qui a paru sous le nom de Fébronius, «et j'en suis très-content. Non seulement on y trouve une érudition «immense et des traits choisis avec goût; mais aussi beaucoup de «neuf. Je sens que les gens d'église, écrivant sur cette matière, «s'exposent au ressentiment de la cour de Rome, où la vérité sur ce «qui regarde l'ancienne discipline de l'église, est loin d'être respectée: «mais il n'y a personne, qui ne doive s'honorer d'une aussi belle

«production, que l'est l'ouvrage en question, On prétendra certaine-«ment l'impossibilité de ramener les choses à leur état primitif et «d'en indiquer les moyens. Rome est intéressé à ne pas aimer les «gens, qui d'une main hardie déchirent le voile, dont elle cherche «à couvrir ses usurpations: mais les hommes sensés, attachès aux «bonnes maximes et aux règles de la primitive église, ne penseront pas «comme elle.

«Rome! si tu te plains, que c'est là te trahir,

«Fais toi des ennemis, que l'on puisse haïr.

Le même magistrat, ayant reçu peu après un exemplaire de Fébronius de l'auteur même, il érivit à celui-ci la lettre suivante en date de Bruxelles le 21 Mars 1764: «Je ne veux pas différer de vous «faire mes très-humbles remerciments pour le Justinus Febro-«nius, qui m'est parvenu ce matin de votre part. Je l'ai lu dès le «mois d'Octobre dernier, et j'y ai vu avec admiration une foule de «grandes vérités développées de la manière la plus profonde et la plus «lumineuse. M. le président de L., notre ami commun, sait le juge-«ment que j'en ai porté d'abord; et j'ai eu la satisfaction d'appren-«dre de toutes parts, que cette excellente production a fait la même «sensation ailleurs».

Et le 1 Juillet 1764 le même magistrat écrivit encore en son nom et en celui de quelques autres savans des Pays-Bas, la lettre suivante, pour faire parvenir à l'auteur quelques observations sur deux ou trois endroits de ce livre, observations, auxquelles l'auteur se fit aussi un devoir d'avoir égard dans la nouvelle édition qui parut l'année d'aprés: «L'ouvrage de Fébronius est si solide, si réfléchi, si «travaillé, si fort en preuves, qu'il ne peut éprouver des sérieuses dif-«ficultés que de la part de ceux, qui ignorent les grands principes «qu'il établit, ou qui sont prévenus des erreurs contraires. Mais plus «les vérités, dont il prend la défense, sont importantes, plus il est de «l'intérêt public, de leur donner tous les développements et tous les «éclaircissements possibles, pour les mettres à l'abri de toute critique «et pour étendre le fruit qu'on en doit espérer. C'est dans cette vue, «que par zèle pour ces vérités et par l'intérêt, que nous prenons à cet «ouvrage, nous demandons la permission de proposer quelques obser-«vations sur deux ou trois endroits» etc.

Un autre magistrat savant et dans une des premières places à Luxembourg, en écrivit le 17 Janvr. 1764: «Si la réforme où Fé-«bronius butte, venait à s'exécuter, je ne douterais pas, que toute «l'Allemagne ne redevint bientôt catholique». Sentiment que confirma même en 1772 le plus grand théologien moderne des prote-

stants et un des plus grands orateurs ecclésiastiques de notre siècle, le célèbre Abbé Jerusalem viceprésident du consistoire supérieur à Brunswic, et premier prédicateur de cette cour ducale, dans son Bedenken von der Kirchenvereinigung 1772. 8. ou Sentiment de l'union des Eglises, publié par manière de réponse à une personne illustre occupée alors de cette réunion, et sur le point d'en traiter avec le Cardinal de la Lante. Voici comme ce savant célèbre et modéré s'y exprime entre autres: «Proposerai-je le système de Fébronius? Il est vrai, «celui-ci rapprocherait l'église romaine de nous, mais ce système ne sera «jamais celui du siége de Rome, que nous devons cependant, tant que «la providence n'en dispose pas tout autrement, regarder comme le «centre de l'église romaine. Et combien peu cette cour incline en«core à-présent de reconnaître ce système pour le sien, démontrent «ses mouvements contre ce système, et les écrits, qui à son instiga«tion doivent le réfuter. S'il m'est permis de le dire sans la moin«dre offense: si des agitations présentes, que la providence permet «de naître dans la chrétienté, j'ose conclure sur les temps futurs, il «me paraît quasi, que ce système, comme il est reçu avec tant d'ap«plaudissement par tous ceux qui prétendent avoir connaissance de «la politique, de la philosophie et des belles-lettres, et qu'il est sou«tenu par des cours et par des universités catholiques respectables, «au point qu'à Vienne il a, après une censure trois fois réiterée, été «trouvé innocent, il paraît quasi, dis-je (surtout si l'on considère en «même temps les autres mouvements extraordinaires), que ce système «pourrait devenir celui, que la providence voudra choisir préférable«ment, comme un moyen de rendre peu-à-peu la paix et l'union à «la chrétienté. Mais les théologiens avec les meilleurs intentions du «monde n'y peuvent encore rien contribuer pour le présent. La pro«vidence seul peut tout faire, et si c'est son ouvrage, elle peut le «conduire à sa fin par des moyens beaucoup plus sûrs, plus sages et «plus doux, que la sagacité humaine ne saurait imaginer. La divi«sion des religions, arrivée il y a deux siècles et demi, ne pouvait «guère se faire, que par des ébranlements violents: mais la réunion «paraît vouloir s'acheminer par des voies plus douces. Et si des pas «rapides, qu'elle a faits jusqu'à-présent, nous osons conclure sur le «futur, nous pouvons rester tranquilles spectateurs de ses démarches; «elle fera plus que des efforts humains n'auraient pu effectuer, et «que l'esprit le plus sublime n'aurait osé espérer».

En France un savant aussi distingué par son rang, que par ses connaissances écrivit le 27 Janvr. 1764 au susdit savant magistrat de Bruxelles: „L'auteur (Fébronius) possède en maître la matière

«qu'il traite: il établit solidement tout ce qu'il avance, fonde ses «preuves sur des témoignages irréfragables, et les orne des réflexions «les plus brillantes. L'ouvrage annonce un homme, qui joint à des «lectures immenses un esprit juste, réfléchissant, étendu. Il propose «des vues hardies; mais il le fait avec sagesse, et avec les meilleurs «intentions du monde».

Dom Chardon, savant bénédictin français de la congrégation de Saint Vannes, auteur de L'Histoire des Sacremens, ouvrage estimé, publié en 1745 en 6 Vol. in 12°, envoya au mois de Mars 1766 à M. de Hontheim son jugement très-favorable sur Fébronius, en lui disant, d'avoir travaillé en historien sur le même sujet, que Fébronius traite en canoniste, et que son manuscrit contenait de quoi remplir sept volumes in 12°. Les Nouvelles ecclesiastiques du 12 et 19 Août 1767, et du 5 Juin 1771 firent les plus grands éloges de Fébronius, disant à la fin: «nous ne parlerons pas ici de l'applau- «dissement, avec lequel il a été reçu en France par tout ce qu'il y a «de savants attachés à l'ancienne doctrine de l'église gallicane. Cela «ne pouvait être autrement, l'ouvrage de Febronius ne contenant que «cette même doctrine»; et l'on en fit dans ce royaume en 1766 un abrégé en français et en deux volumes in 8° imprimés a Sédan sous la date de Wircebourg, et quelque temps après une traduction littérale française en trois volumes in 12° fait par un membre de l'académie de Bordeaux.

En Espagne le conseil de Castille sur l'avis de son illustre fiscal et procureur-général de la couronne, le célèbre Campomanes, le fit réimprimer, et porta même une partie des frais pour en rendre le prix plus modique et l'achat plus facile à tout lecteur avide de s'instruire. Et M. Campomanes le cita même avec distinction dans son Jugement impartial sur le bref de Rome contre le duc de Parme, comme un savant ouvrage, où l'on démontre la forme originale et la véritable constitution du gouvernement de l'église.

En Portugal on fit non-seulement réimprimer et traduire, mais distribuer même gratis cet ouvrage par le principal Furtado; et le célèbre Pereira en publia des extraits sous le titre de Dissertationes historicae excerptae ex Libro Justini Febronii de Statu Ecclesiae et legittimâ Potestate Romani Pontificis. Sa Majesté très-fidèle cita elle-même Fébronius dans son édit contre les jésuites, et l'Evêque de Coimbre recommanda dans son mandement du 8 Nov. 1768 à plusieurs reprises la lecture de Fébronius et de Du Pin.

A Venise non-seulement il s'en vendit une quantité considérable, mais il s'en fit en 1765 une édition nouvelle, que le sénat favorisa beaucoup, et en 1767 le libraire Bettinelli en publia aussi une traduction italienne, qui malgré une foudroyante défense de la cour de Rome, signée du Cardinalsecrétaire d'état Torrigiani et envoyée à ce libraire, fut munie d'une permission expresse du sénat et d'un privilége de 30 ans; traduction dont ce libraire eut la permission d'afficher, même aux sacristies des églises, l'annonce qui contenait entre autres l'éloge suivant de Fébronius: «Un' opera di tanto «pregio, che ha uno scopo cosi pio e santo, e che, per giungere a «questo scopo, adopera sode dottrine e argomenti invincibili, non può «non riuscire molto grata ad ogni persona, che abbia vero zelo per «la nostra santa catholica apostolica religione e brami di veder «una volta conciliate e sopite le discordie, che miseramente la lace«rano».

Et deux ans après on publia dans la même ville l'ouvrage intitulé Sentimenti di G. Febronio intorno ciò che sia giusto rapporto alle rendite dei Monasteri, e la legge d'amortizzazione. Opera tradotta dal Tedesco, che può servire di continuazione all' aureo libro del medesimo Autore sopra lo Stato della Chiesa e della legittima Podestà del Romano Pontefice. In Venezia 1769 presso Antonio Graziosi, Con Licenza de' Superiori e Privilegio. Le frontispice de cet ouvrage, qui cependant n'est pas de M. de Hontheim, représente dans une vignette le temple de l'immortalité, où le livre de Fébronius est exposé au milieu sur un autel.

A. Modène le duc non-seulement supprima l'Antifebronio du jésuite Zaccaria son bibliothécaire aussitôt qu'il parût, mais il congédia et chassa même cet écrivain vénal, arrogant et de mau«vaise foi.

Entre-temps la cour de Rome employa tous les moyens pour découvrir le vrai auteur de Fébronius que les uns attribuèrent au professeur en droit canon à Wircebourg Barthel, les autres au professeur en droit canon à Mayence Behlen, et d'autres enfin au professeur en droit canon à Trèves Neller.

De cette dernière opinion étaient les auteurs des Acta Eruditorum Lipsiensia dans leur journal du Janvr. 1764, où ils en parlèrent de la façon suivante: «Insigne prorsus ac memoratu dig«nissimum est, quod hic Opus indicamus, non solum ob egregiam at«que diffusam doctrinam, quâ est refertum sed etiam atque imprimis

«ob novum ac laudabile auctoris consilium. A plus uno Seculo nemo «extitit, qui in medio quasi Coetûs Romani gremio contra abominandos «illius abusus et vanam Pontificis Potestatem tam intelligenter, cum «tanto lectionis et doctrinae adparatu, tam denique fortiter dispu- «tavit, quam hic personatus Febronius, quam larvam esse consul- «tissimi Dni Georgii Christophori Nelleri, S.S. Canonum in «Academiâ Trevirensi Professoris comperimus, qui jam aliis libris ad «rem nummariam medii aevi potissimum pertinentibus magnam famam «magno suo merito consecutus est. Hic Vir incomparabilis totus est «in eo, ut causas, originem et incrementa injustae Potestatis ponti- «ficiae declaret, eam arctioribus limitibus includat; adeoque viam «monstret ad reconciliandos cum suâ Ecclesiâ eos qui dissentiunt; «quod imminutâ paululum hac Potestate facilius obtineri posse, putat, «quamvis multa adhuc tribuat Pontifici, quod nemo nostrûm ei non «negabit. Nos vero hanc ipsam operam a doctissimo auctore, cujus «insignem rerum, quae formam Ecclesiae et leges concernunt, peri- «tiam, singulae, non paginae, sed lineae produnt in tam arduo, nec «omni periculo libero negotio collocatam, satis mirari quidem et lau- «dare non possumus».

Dans cette variété d'opinions le Nonce Oddi de Cologne, nommé par le Pape, pour aller au mois d'Octobre de la même année 1764 à Francfort à l'élection de l'Empereur d'aujourd'hui, comme Roi des Romains, ce prélat fut particulièrement chargé par Sa Sainteté de n'épargner, ni peines, ni argent, pour découvrir enfin le vrai auteur de Febronius en quoi il réussit aussi par l'Abbé Garampi, depuis Nonce à Varsovie et aujourd'hui à Vienne, en corrompant le libraire Esslinger, qui avait imprimé ce livre, ainsi que nous avons dit ci-dessus, et qui, trahissant la foi et promesse solennelle, sous laquelle on lui avait accordé gratis un ouvrage, par l'impression quatre fois réitérée duquel il avait gagné tant d'argent, décéla l'auteur, dont il doit même avoir remis une lettre originale au dit Abbé Garampi.

Cette découverte faite, la cour de Rome chercha aussitôt à décréditer sous main l'auteur, qui était toujours suffragant, vicaire général et conseiller intime de l'Archevêque-électeur de Walderdorff, succédé en 1756 à l'Electeur Schoenborn: mais ce Prince, connaisseur en honnêtes gens, comme en ceux qui ne l'étaient pas, ne conçut que du mépris pour ceux, qui firent l'indigne métier de parler mal de son suffragant, et il en conçut d'autant plus d'estime et de confiance pour ce serviteur éclairé, zélé et irréprochable à tous égards, auquel il refusa même pour cette raison de la manière la plus flatteuse la permission qu'il lui demanda en Août 1764 de se démettre

de ses emplois, et de se retirer à sa terre de Montquintin dans le duché de Luxembourg, pour ne plus être en butte aux persécutions de la cour de Rome, auxquelles on est toujours plus exposé dans les pays ecclésiastiques, que dans les autres. L'Electeur de Walderdorff étant mort le 12 Janvr. 1768, et ayant eu pour successeur le Prince Clément de Saxe, Electeur de Trèves d'à-présent, ce Prince mit d'abord une si grande confiance dans les qualités supérieures d'esprit et de coeur de M. de Hontheim, qu'il le nomma dès le mois de mars suivant Cons. intime actuel d'état et des conférences, et qu'il le consulta sur toutes les affaires importantes, confiant particulièrement à sa direction toutes les affaires ecclésiastiques.

Comme cependant la cour de Rome ne discontinua pas ses insinuations défavorables contre M. de Hontheim: la cour de France en ayant été informée par son ministre à Coblence le Chev. d'Aigremont le duc de Choiseul secrétaire d'état du roi T. C. (qui regarde le suffragant de Trèves, comme un évêque de France, auquel, et non à l'Electeur, S. M. a coutume d'écrire dans les affaires ecclésiastiques, qui regardent la partie française de l'archevêché) écrivit au dit Chev. d'Aigremont la lettre suivante en date de Versailles le 6 Juin 1768: «Je reconnais, Monsieur, les principes et la conduite du mi-«nistère romain dans sa façon de s'exprimer sur M. de Hontheim et «dans la manière dont elle le traite. Les motifs de l'animosité de «la cour de Rome font trop d'honneur à ce prélat savant et vertueux, «pour croire, qu'ils puissent porter atteinte à l'estime et à la confiance «de l'Electeur pour lui. L'opinion que j'ai des lumières de ce Prince, «me fait plutôt présumer qu'il n'en fera que plus de cas d'un homme «de mérite et de talents, qui n'est pas servilement dévoué à la cour «de Rome, ainsi que cela n'arrive que trop souvent dans le second «ordre du clergé d'Allemagne. Si le livre de Fébronius est en effet «de M. de Hontheim, et qu'il ait pu répandre la doctrine de l'église «gallicane dans les autres états catholiques, c'est une obligation im-«mortelle que ces états auront à ce prélat».

Cette protection et la haute estime, que tous les honnêtes gens, et particulièrement les gens de lettres, surtout les vrais savants témoignaient pour M. de Hontheim, lui procurèrent quelque repos, qu'il employa pour réfuter solidement ses adversaires, dont suivant la liste chronologique de leurs ouvrages, mis à la fin de cette vie, il y avait alors déjà plus de douze de publiés contre lui, ce qui fit mettre sous son portrait, gravé à Augsbourg en 1787, l'inscription suivante par son ami: «Pugnando Germanam restituit Rem».

Mais la cour de Rome, quoiqu' obligée par la même protection

de la cour de France et par l'estime générale témoignée à M. de Hontheim d'adoucir ses insinuations contre lui, ne laissa pourtant pas de les continuer. En changeant donc seulement un peu de ton elle fit entendre à l'Electeur, qu'à la vérité la conduite et les moeurs de son suffragant étaient irréprochables; qu'il faisait bien son devoir d'Evêque, et qu'on ne pouvait et ne voulait pas s'opposer à ce qu'il continuât à le faire, comme du passé: mais que son Fébronius était un livre extrêmement préjudiciable à la cour de Rome et même au St. Siége; qu'il avait fourni les armes aux Princes de la maison de Bourbon pour la guerre qu'ils faisaient au Pape en faveur du duc de Parme, et que ce livre leur tenait lieu de corps de droit public contre la cour de Rome. Or comme son auteur était outre cela un homme fin et insinuant, et qu'il pourrait inspirer les mêmes principes à l'Electeur, il convenait absolument de l'éloigner de sa personne: A quel sujet et pour y engager ce Prince le Cardinal Alexandre Albani lui écrivit entre autres: «Jo mi avanzo a dire a V. A. R. che, se «questa sodisfazione riportera da Lei il Santo Padre, non vi sara «cosa, ch'Ella pronto non lo ritrovi a fare in corrispondenza».

Quelque temps après, savoir au mois d'Octobre de la même année 1768 Clément XIII ordonna à son Nonce Crivelli [1]) à Cologne d'aller faire une visite à l'Electeur de Trèves, qui crut ne pouvoir mieux faire que d'envoyer à son rencontre M. de Hontheim qui se trouvait alors auprès de ce prince à Schoenbornslust, château de plaisance bâti près de Coblence par l'Electeur Schoenborn.

Le suffragant alla donc le 30 Octobre avec un carosse de la cour prendre le Nonce à St. Thomas, Abbaye de dames nobles près d'Andernach à deux lieues de Coblence, et comme il se doutait, que ce prélat pourrait lui parler en chemin de Fébronius, dont la cour de Rome savait depuis 1764 qu'il était l'auteur, il se proposa de se bien marquer leur entretien, dont il dressa encore le même soir le précis suivant, qu'il envoya à son ami le 11 du mois de Novembre.

«Le 30 Octobre 1768 étant seul dans un carosse de la cour avec «M. le Nonce Crivelli[1]), en allant de St Thomas près d'Andernach «à Schoenbornslust, après les premiers compliments il commença par «dire, en parlant de la cour de Rome, qu'à la vérité il y avait des «abus à cette cour; mais que le moment n'était pas encore venu, où «l'on y pouvait remédier pleinement; que dans ces matières on ne de-

1) Ueber den Namen des Nuntius ſ. oben S. 73. Not. 3.

«vait rien précipiter; qu'on avait déjà changé bien des choses depuis «le concile de Trente; et qu'à la suite du temps il y aurait encore «d'autres changements».

«De là il tourna adroitement le discours sur Fébronius, me «prévenant d'abord, qu'il n'était pas assez fort pour disputer contre «moi sur certaines matières contenues dans ce livre; mais qu'il était «toujours vrai, que ce livre avait fait beaucoup de tort au St. Siége, «et qu'il avait suscité les puissances contre lui».

«Je lui répondis, qu'il n'était pas croyable, que les principes de «Fébronius eussent été inconnus jusque-là aux nations: parceque «ce livre n'était qu'une compilation ou collection des matériaux ré- «pandus dans différents ouvrages, surtout dans des ouvrages français, «connus de tous les savants. — Sur quoi il me répliqua, que cela «était bien vrai; mais que Fébronius mettait toutes ces choses «dans un point-de-vue, où elles n'avaient jamais été; qu'il pouvait «m'assurer et même jurer que ce livre avait fait une impression ex- «trême en Espagne, où ces principes jusque-là avaient été moins con- «nus; que d'abord on y en avait fait quelques extraits, qu'on s'était «entrecommuniqués; qu'ensuite on y avait fait venir une prodigieuse «quantité d'exemplaires de l'ouvrage même; et que finalement ce livre «avait servi de Codex à la cour et à la nation. Je dis sur cela «au Nonce que, si ce livre avait eu un succès plus grand, que l'au- «teur n'aurait pu attendre, cela devait en-partie être attribué au grand «bruit que la cour de Rome en avait fait, et que pour cette cour il «aurait mieux valu faire semblant de l'ignorer. Le Nonce en convint, «disant que, si pour lors il avait été en place, il s'y serait pris autre- «ment, sans cependant dire, comment.

«Pour le fond du livre, je dis au Nonce: Si différentes nations «trouvaient dans Fébronius des vérités réélles concernant les abus «et les prétensions outrées de la cour de Rome, et si cette cour «même paraissait en reconnaître quelques unes, pourquoi donc on ne «se prêtait point aux désirs des nations, en s'arrangeant avec elles «pour le bien commun de la catholicité et pour celui en particulier «du St. Siége? — Sur quoi le Nonce me répondit, que les préten- «sions des cours bourboniques étaient excessives, et que finalement «sous le présent pontificat (de Clement XIII) il n'y avait rien à es- «pérer. A quoi je répliquais, que dans ce cas il ne fallait donc point «s'étonner, si les souverains eux-mêmes avisaient aux moyens de re- «médier aux abus de l'église, ou, pour mieux dire, à ceux de la cour «de Rome».

«Revenant à Fébronius, le Nonce me demanda, s'il osait me pro-

«poser de donner au public des éclaircissements sur certaines propo-«sitions contenues dans ce livre? propositions qui paraissaient le plus «choquer le St. Siége. — Je lui répondis que, s'il était question «d'une rétractation, ce ne serait pas une proposition à faire à un «honnête-homme qui avait agi de bonne foi, ainsi que dans de bonnes «vues, et dont l'ouvrage avait été bien reçu du public et même ap-«prouvé par plus d'une cour catholique: que d'ailleurs une rétracta-«tion serait très-inutile; et que celle fait par les prélats, qui avaient «signé la déclaration du clergé de France de l'an 1682, en était une «preuve. Qu'en cas qu'il s'agissait seulement d'un éclaircissement à «donner sur certains articles, la chose souffrirait moins de difficulté, «et qu'en ce cas l'on demanderait par extrait les propositions, dont il «serait question. — Nous en restâmes là, sans que M. le Nonce se «déclara positivement, s'il donnerait ces articles ou non«.

De retour à Cologne ce Nonce écrivit à M. de Hontheim en date du 4 Novembre la lettre suivante: «Fino ad ora non sono che «debitore a Lei per tutti i titoli. Se Ella vorrà commandarmi «qualche cosa: son sicuro ch'Ella sarà contenta non solo della gra-«titudine, colla quale mi prestarò in suo servizio, mà anche dell' «efficacia, colla quale agirò. — Sopra tutto non abbandoni il piano «di venire a Colonia. I suoi illustri parenti l'invitano: mà sicura-«mente non e minore il desiderio mio d'averla qui, e per attestare «nella maniera che posso, a tutto il mondo, che sono riconoscente; e «per vivere con un soggetto, dal quale si apprende sempre. — Per «non perdere momenti del suo soggiorno in Colonia, io Le offro un «quartiere in Nunziatura del quale Ella non si troverà tanto male« etc.

On voit par cette lettre que le Nonce, quoique fort digne prélat et très-galanthomme au reste, cherchait à gagner le suffragant par la flatterie et à le prendre par l'amorce ordinaire de la cour de Rome, savoir en lui faisant naître des désirs qu'il promettait de combler. Mais le suffragant ayant pris pour devise S p e r e s n i h i l, T i m e a s n i h i l, la tentative fut infructueuse. Clement XIII étant mort le 2 Février 1769 C r i v e l l i fit une seconde invitation à M. de Hontheim par la lettre en date du 17 du même mois, dont voici le passage concernant: «Avra già saputa la funesta nuova della morte del «Santo Padre. La medesima dara occasione a grand cambiamenti. «Jo desiderarei sommamente di posseder qui la sua degna Persona «per qualche giorno, e di poter tener seco proposito di cose d'im-«portanza«. — Mais le Nonce s'étant brouillé depuis peu avec l'Elec-teur de Cologne, au-point que ce Prince lui avait fait défendre sa

cour, le suffragant ne trouva pas à-propos, de se rendre à son invitation.

Entretemps, et quoique la cour de Rome continuât aussi à flatter de toute manière l'Electeur de Trèves, auquel pour cela Clément XIII avait envoyé au mois de 7bre 1768, et quand l'Electeur ne s'y attendait presque plus, l'indulte de rétention des évêchés de Freisingue et de Ratisbonne avec l'archevêché de Trèves et l'évêché d'Augsbourg: cependant l'Electeur de Trèves se rendit à l'invitation, que le courageux Electeur de Mayence Emmerich Joseph de Breidenbach Burresheim lui fit dès le mois d'Août 1769, ainsi qu'à l'Electeur de Cologne et à l'Evêque de Wircebourg, de s'adresser conjointement à l'Empereur, pour en obtenir enfin d'une façon ou de l'autre le redressement des griefs de la nation germaniqne contre la cour de Rome. En conséquence de quoi ces trois Electeurs ecclésiastiques écrivirent, chacun à part, le même jour, premier Février 1770 et dans le même style une lettre à S.M. l'Empereur, pour lui demander ce redressement avec les plus fortes instances; et ces trois lettres, auxquelles l'Evêque de Wircebourg fit peu de temps après suivre la sienne, furent envoyées le 3 Février à Vienne, où sûrement elles auraient fait leur effet, si la chose n'avait été éventée et était parvenue à la connaissance de la cour de Rome qui, sachant faire usage du Differ et impedies fit jouer tous ses ressorts secréts pour ralentir l'ardeur de ces trois premiers Archevêques de l'Allemagne: en quoi elle trouva le plus de facilité auprès de l'Electeur de Trèves.

Ce Prince par son éducation toute jésuitique extrêmement dévot et consumant la plus grande partie de son temps en longues prières, méditations et exercices spirituels de St. Ignace, ainsi qu'en messes solennelles, processions, et autre cérémonies de l'église et actes extérieurs de religion, n'ayant, comme la plupart des Princes, pas assez de connaissances, pour entrer dans le vrai des choses, qui demandent une longue et sérieuse application, pour en juger avec solidité, étant de plus par son éducation susdite imbu dès sa jeunesse de tous les principes ultramontains, qui, confondant le St. Siége avec la cour de Rome, ne font que prêcher une obeissance aveugle à toutes les volontés de celle-ci, et enfin étant par son penchant inné à la dépense engagé à se ménager soigneusement la faveur de cette cour pour son intérêt particulier, afin d'accumuler le plus de bénéfices ecclésiastiques possible: un tel Prince était bien propre à se laisser détourner de poursuivre l'intérêt général de l'église d'Allemagne; surtout n'ayant, après le départ de son suffragant pour Trèves et après qu'un coup d'apoplexie avait mis son également ferme et savant official Ra de-

macher hors d'état de servir, plus personne à l'entour de lui, pour soutenir son courage, et pour exhorter son devoir contre les assauts continuels, que lui livrait la cour de Rome, tantôt par des brefs menaçants du St. Père, et tantôt par des visites insinuantes de ses Nonces.

Ce Prince cessa donc de pousser à la roue; et le brave Electeur de Mayence étant quelque temps après tombé malade et mort ensuite le 11 Juin 1774, ce recours au plus juste et au plus zélé des Empereurs pour la plus intéressante cause de son Empire fut abandonné, peut-être pour jamais, au préjudice irréparable de l'église et de la nation germanique.

Cependant ce recours à l'Empereur et les procédés vigoureux des cours de Portugal, d'Espagne, de France et de Naples, et de Parme, ainsi que ceux de la république de Venise, et même ceux de l'Impératrice-reine apostolique, procédés, qui tendirent à rétablir et soutenir les droits des souverains sur l'église, firent que le sage Pontife Clement XIV, à fin de ramener, autant que possible, l'esprit des princes catholiques tout-à-fait aliéné sous le pontificat précédent, commença le sien, auquel il était parvenu le 19 Mai 1769, par ne plus publier le jeudi saint suivant 1770 la fameuse bulle In Coena Domini; bulle, qui attaqua le plus ces droits des souverains; mais par la suppression de laquelle la moitié du droit public-ecclésiastique de la cour de Rome étoit aussi par-terre.

Entretemps le second tome de Fébronius ayant été mis sous la presse à Francfort et le commissaire impérial des livres M. de Scheben, suffragant de Worms, prélat fort borné, menaçant d'en vouloir empêcher l'impression, le ministère du brave Electeur de Mayence, à la tête duquel étaient l'éclairé Baron de Groschlag, grand-maître, et le savant baron de Vorster chancelier de cet Electeur, fit pour son usage retirer les feuilles de ce second tome de la presse, à-mesure qu'elles en sortaient, et déclara, qu'en cas, que la cour de Rome solliciterait l'Electeur de défendre ce second tome, non seulement il n'en ferait rien; mais qu'il en prendrait même occasion de donner son approbation au premier tome, qui sous le précédent Electeur Ostein avait été défendu mal-à-propos et sans examen.

Cette conduite ferme du premier Electeur ecclésiastique et Archichancelier de l'Empire retint le commissaire des livres, et ce second tome de Fébronius aussi fort que le premier et réfutant la plupart nommément des nouveaux adversaires, qui avaient parus depuis la seconde édition du premier tome en 1765, savoir, l'auteur pseudonyme Simmoschovin, Trautwein, l'université de Cologne, Zech, Sangallo, Zaccaria, Kauffmanns, Sappl, Corsi,

Traversari Ballerini, fut livré au public au mois de Février de la dite année 1770 et fut recherché avec plus d'empressement encore, que le premier.

Depuis ce temps le capucin de Brescia Viator a Cocaleo qui avait déjà commencé en 1768 continuant à écrire contre Fébronius, et les jésuites Friderichs à Coblence, sous le masque d'un écrivain protestant, et Schmidt à Heidelberg, ainsi que le professeur Walch à Göttingue et l'auteur pseudonyme Ennodius Faventinus ayant écrit en 1770 et en 1771 contre Fébronius, celui-ci les réfuta dans son troisième tome, qui parut au mois de Mars 1772.

Vers la fin de cette année l'auteur voulut de nouveau se retirer des affaires, écrivant à son ami: Prima vitae tempora et media patriae, extrema nobis impertire debemus: mais il ne put venire à bout de son dessein.

Vers le même temps les jésuites de Cologne annoncèrent un nouvel ouvrage contre M. de Hontheim sous le titre: „De Ecclesiâ, Episcoporumque et Romani Pontificis legitimâ potestate Libri tres, contra Pertubatores Ecclesiasticae Hierarchiae ac Pacis istorumque Principem Justinum Febronium. 3 volumes in 8vo". Ouvrage, auquel à ce qu'on assura, dix de ces pères travaillèrent, et dont cependant il ne parut dans la suite, savoir en 1773, qu'un seul volume avec le nom du P. Carrig.

Il paraîtra bien singulier, que pendant que ces bons pères réunirent à Cologne tous les efforts de leur esprit, pour exalter la puissance du Pape au-delà des bornes reconnues par tous les savants impartiaux des différentes nations catholiques, et surtout pour le mettre au-dessus du concile, leur confrère Zaccaria à Rome, sans doute alors courroucé contre Clément XIV, dont le dessein d'abolir la société transpirait peu-à-peu, proposa dans son Ecclesiastico e vero Amico del Papa au milieu de 1773 sous un voile pas fort épais l'appel au concile, et parut même vouloir animer l'Empereur et les autres princes catholiques à faire la guerre au Pape et exciter les romains à la révolte contre lui.

En 1773 au mois d'Avril parut la première partie du tome IV de Fébronius réfutant principalement les deux premiers tomes de l'Antifebronius vindicatus du susdit P. Zaccaria qui avaient été publiés en 1771, et dont les deux derniers tomes du même ouvrage, mis au jour en 1772, trouvèrent leur réfutation dans la seconde partie du susdit tome IV de Fébronius, qui parut au mois de Sep-

tembre 1774, et par laquelle l'auteur voulut absolument terminer cette carrière et se retirer tout de bon à Montquintin, écrivant à son ami en date du 5 Octobre 1775, qu'il priait tous les jours le Seigneur avec milord Gray:

Saltem remoto des, Pater, Angulo
Horas Senectae ducere liberas.
Tutumque vulgari Tumultû
Surripias Hominum Curis.

Peu après il invita son ami à ce château de Montquintin, dans lequel pour le cas qu'un jour il voulût se retirer des affaires M. de Hontheim lui avait assuré en 1767 de propre mouvement et par un acte en forme une habitation à-vie en lui envoyant le plan de l'appartement qu'il lui destinait, ainsi que la vue du château, sous laquelle l'ami mit alors l'inscription:

Mons Quintinus Honthemii Secessus.

A l'occasion de cette invitation à Montquintin M. de Hontheim écrivit entre autre à l'ami: «Je voudrais que nous y puissions prendre «notre retraite ensemble: mais j'ai peur que Sénèque n'ait prononcé «contre nous: Audies plerosque dicentes a quinquagesimo in Otium «secedam: Sexagesimus Annus ab Officiis me demittet: et quem tan«dem longioris Vitae Praedem accipis? quis ista, sicuti disponis, ire «patietur? non pudet te Reliquias Vitae tibi reservare, et id solum «Tempus bonae Menti destinare, quod in nullam Rem conferri possit? «Quam serum est tunc vivere incipere, cum desinendum est? Quae «tam stulta Mortalitatis Oblivio, in quinquagesimum et sexagesimum «Annum differre sana Consilia, et inde velle Vitam inchoare, quo «pauci perduxerunt?».

Cette difficulté de se retirer des affaires que M. de Hontheim avait déjà éprouvée en 1764 et en 1772 et qui l'affecta si fort en 1775, était comme un présage des obstacles qu'il y trouverait même encore quatre années plus tard, ainsi que nous le verrons ci-après.

Entretemps Clément XIV ayant terminé le 22. Septembre 1774 par une mort prématurée et déplorable son court mais à jamais mémorable pontificat; et Pie VI, parvenu à la tiare le 15 Février 1775, voulant absolument signaler le commencement de son règne par la défaite de Fébronius; chargea d'abord d'un côté le cardinal Des Lances d'engager le savant dominicain Mamacchi théologien de Casanate de chercher à combattre cet adversaire redoutable, et de l'autre côté il songea aux moyens de s'en procurer une rétractation, soit volontaire, soit forcée; ressource qu'il regarda, si non comme l'unique, du moins comme la plus sûre, après que toutes les réfuta-

tions, dont il y en avait déjà alors vingt et sept, n'avaient servi, qu'à rendre, par les réponses solides, qu'y avait fait l'auteur, ses arguments plus lumineux et plus triomphants. L'Electeur de Trèves, Archevêque et souverain de l'auteur, devant être l'instrument de cette rétractation, et Pie VI étant informé que les endroits de ce prince les plus susceptibles d'une attaque étaient la dévotion outrée et le besoin de pourvoir à ses dépenses par des acquisitions ultérieures de bénéfices, le St. Père songea à mettre ces faibles à profit. Dans cette vue il resolut, de n'accorder à cet Archevêque aucune des grâces, soit évêché soit abbaye, soit autre faveur profitable, qu'il irait lui demander, qu'en exigeant de lui la rétractation de son suffragant. Et pour faire servir au faible de l'intérêt celui de la dévotion, il chercha le prélat, dans lequel la dévotion brilla plus que toute autre qualité, pour en faire son Nonce à Cologne, qui l'est toujours en même temps auprès des quatre Electeurs du Rhin.

Ce choix tomba sur Mgr. Bellisomi, que Pie VI sacra pour cet effet le 24 Septembre 1775 Archevêque de Tiane avec un apparat extraordinaire, et prononçant à cette occasion une longue homélie il ordonna d'envoyer partout, et particulièrement en Allemagne nombre d'exemplaires imprimés, et dont la tirade suivante mérite d'être rapportée: «Atque equidem ex perversâ Studiorum Ratione non possumus «non vehementer dolere, ortam in illis (Germaniae) Regionibus «eam Librorum Copiam, quibus nonnulli, qui tamen videntur «catholico Nomine gloriari, ac insuper etiam ecclesiasticâ dig«nitate fulgere (a)[1]) universam Ecclesiae Hierarchiam «subvertere (b) atque in hanc Sanctam Sedem in qua B. Petri Apo«stoli vivit Potestas et excellit Auctoritas, Armis omnibus conversis «profligatos Errores subdolis Artibus instaurare conati sunt. Homines «nimirum immoderati atque arrogantis Ingenii, et continuâ Novitatum «Prurigine incitati, ac ventosâ Sapientiâ Carnis inflati, ea scripse«runt, docuerunt, et evulgârunt, quae plurimorum Manibus «avide teruntur (c) et maximo cum Pacis, Unitatis et Disciplinae eccle«siasticae Detrimento fere omnium Linguis audacissime praedicantur. «(d) Quodsi tantam perniciem merito lugemus in Provinciis a «Germaniâ disjunctis, quantam timeas factam esse Stragem ip«sis in Locis, in quibus ea nata Contagio est, adolevit, «Vires sumpsit, ac retusa Theologorum Scriptis (e) superbum iterum,

1) Die Buchstaben a. bis g. sind von Krufft eingefügt, um für seine unter denselben Bezeichnungen sogleich folgenden Bezugnahmen den correspondirenden Platz näher zu bezeichnen.

«tertio ac saepius (f) extulit Caput, interire pa-«ratain Auctoribus, (g) non resipiscere, ut semper vivat in «Alumnis.»

Quand on réfléchit que (a) M. de Hontheim est suffragant en Allemagne, que (b) son Fébronius a principalement pour but de revendiquer l'autorité des Evêques, usurpée par les Papes, qu'il n'y eut (c) jamais de livre plus recherché que celui-ci, puisqu'il en fut débité sept cents exemplaires dans la ville de Vienne seule, ainsi que nous avons vu plus haut, qu'il y en eut (d) alors six éditions latines, deux françaises et une italienne, qu'il y en eut (e) alors vingt sept réfutations, que cet ouvrage (f) avait quatre tomes imprimés successivement, et enfin (g) que son auteur avait alors plus de soixante et quatorze ans, l'on conviendra, que cette mystérieuse homélie articulait par ces expressions offensantes clairement M. de Hontheim, qui s'en plaignit à son ami en date du 26 Novembre 1775 en ajoutant au sujet des passages universam Ecclesiae Hierarchiam subvertere et profligatos Errores subdolis Artibus instaurare, que c'étaient là des expressions, que tous les savants impartiaux regarderaient sûrement comme bien mal employés contre Fébronius.

Le nouveau Nonce Bellisomi étant arrivé à sa station de Cologne le 4 Janvier 1776, il se rendit au commencement de Juin à Coblence, pour faire une visite à l'Electeur de Trèves, qui le reçut avec toutes les marques d'un égard et d'une distinction extraordinaire. A cette première visite, qui fut de cinq jours, ce Nonce dit à l'Electeur que le Pape n'ignorait pas, que l'auteur de Fébronius demeurait dans ses états: qu'il était chargé de la part du St. Père, d'en parler à S. A. E. afin qu'elle prît des informations à ce sujet: qu'à-la-vérité ce livre contenait beaucoup d'érudition, mais qu'il était très-préjudiciable aux droits du St. Siége etc.: à quoi l'on ne sait pas, quelle fut la réponse de l'Electeur: mais on pourra la deviner à-peu-près par la suite, qu'eut cette première visite de ce nouveau Nonce apostolique, suite dont nous informerons ci-après le lecteur.

A peu près au même temps de la première apparition de ce Nonce apostolique à la cour de l'Electeur de Trèves à Coblence, parut à Rome le premier volume de l'ouvrage ordonné par Sa Sainteté au P. Mamacchi, qui lui donna pour titre: Thomae Mariae Mamacchi, Ordinis Praedicatorum Theologi Casanatensis Epistolarum ad Justinum Febronium ICtum de Ratione Regendae Christianae Reipublicae

deque Legitimâ Romani Pontificis Potestate Libri Tres. Tom. I. Romae 1776. 8°. Cet ouvrage valut à l'auteur, du côté du Pape, la charge de secrétaire de la congrégation de l'index, charge qui mène au cardinalat, et du côté du public le nom du plus fier argumentateur scolastique de notre siècle. Aussi faut-il avouer, que ses éternels Atque, Ergo, Sed, At, Quid quod, ses interrogations sans fin, ses raisonnements entortillés et captieux et ses continuels dilemmes ou syllogismes crocodilliants, pour faire tomber son adversaire dans le piége ou en contradiction avec lui-même, désespèrent tout lecteur le plus ferré à la patience; ainsi que ses façons offensantes de s'exprimer et même les injures sans fin qu'il dit à son adversaire préviennent avec raison tout le monde contre lui. Ces injures ont aussi porté la censure impériale et royale à Vienne à décréter sur son premier volume: Liber a Capite usque ad Calcem Convitiis et Contumeliis in Febronium refertus, ideoque non nisi erga Schedulam permittendus.

Contre ce décret, que notre ergoteur ne saurait digérer, il s'élève de deux façons dans le prologue de son troisième volume qui parut au mois de l'an 1779, quoiqu' avec la fausse date de 1778: sans doute pour sembler ne pas rompre le silence, que Pie VI paraissait avoir imposé aux deux parties par la suppression du dernier ouvrage de Zaccaria de Clarorum Virorum Retractationibus. En premier lieu il dit page 20: «Ab Indice non incerto neque obscuro «significatum est mihi, Censuram hujusmodi, si qua fuit, unius Ho«minis fuisse. Quapropter, si unquam alias, nunc in hac Re maximè «Febronii Diligentiam Integritatemque desidero: nam Censorum plu«res commemorat in Verbis Judicium Integerrimorum Cen«sorum.» A quoi, si cette objection est sérieuse au P. Mamacchi, il nous permettra de lui faire pour toute réponse aussi une fois une interrogation: savoir si lui, qui par ses citations innombrables fait montre de savoir tant de choses, est donc le seul au monde, qui ignore, que l'avis d'un rapporteur devient celui de tous les membres d'un corps par l'approbation de celui-ci? En second lieu il dit page 21. «At, si refertum (opus meum) Maledictis revera esset, «ferrentne Censores Caesarei, Permittetne Princeps, ut opus idem, «non erga Schedulam, sed liberè venderetur Viennae, inque «Ditione reliquâ Domûs augustae? Quis credat? Atque id Opus «Luce, palam, tutò, liberè ibidem venditur. Non ergo «refertum est Maledictis, neve Imperialis Censoris Decre«tum extat ullum quod impediat, quin publicè liberè«que prostet ac veneat. Hoc cum tam testatum, tam notum

«tam pervulgatum sit, ut si non lateat Italos (quos profecto non «latet) multo minus Germanos, in iisque Febronium (qui est in causâ «et ad quem crebrae Viennâ Litterae commeant Amicorum) latere «possit: hoc, inquam, cum testatum pervulgatumque sit, id est, «obsecro, quod tacendum ille existimârit, ut si hoc idem Re va- «leat, contra verò illud solum, si quod est, unius Censoris Consul- «tum mihi objiciendum judicârit, quod neque valet usquam, neque «valuisse videatur.» Auquel long passage latin, dont le lecteur benevole est prié de nous pardonner l'ennuyante citation, nous ne saurions aussi nous dispenser de commencer notre réponse par un Quis credat? Un théologien de Casanate, un vénérable secrétaire de la sacrée congrégation de l'index, un futur cardinal et prince de la sainte église romaine ose avec tant d'assurance, pour ne pas dire effronterie, avancer en face de toute l'Europe comme certaine, avérée, connue à tout le monde, une chose dont le diamétralement contraire est, ou doit au-moins être connu si non à tous les Italiens, et à tous les Allemands, du moins à tous ses confrères a Vienne, savoir que ni le premier, ni le second, ni le troisième volume de ses fameuses lettres contre Fébronius peut être vendu à personne que contre une scédule de la censure, qu'aucun de ses volumes publicè liberéque prostet ni chez un libraire, ni chez les révérends pères dominicains à Vienne, quoique ces très-révérends pères aient en cette ville par une possession aussi inconcevable qu'abusive le privilége tacite de faire les marchands des ouvrages de leur ordre: mais que tous ces volumes sont en dépôt à la censure, où ils sont remis aux acheteurs, qui sont censés mériter la permission de lire cet ouvrage, qui — soit dit per Transennam — n'est guère recherché, et dont il ne se débite pas un exemplaire contre dix de Fébronius; qui en effet omnium manibus avidè teritur.

Pour détourner donc du révérend P. Mamacchi le reproche, à-la-vérité atroce, mais sans cela inévitable, d'un mensonge public et prémédité, il n'y a pas d'autre resource, sinon de prétexter, que ses correspondants à Vienne, soit dominicains, soit autres, ne sont ou pas si bien informés, ou pas si véridiques que les correspondants amis, qu'il dit que Fébronius a en cette ville. — A fin aussi que ni le révérend P. Mamacchi, ni le charitable lecteur, ne puisse prétexter, que la censure impériale et royale de Vienne ait été trop sévère dans son jugement sur ses lettres contre Fébronius: nous insérerons ici le jugement qu'a porté de ces mêmes lettres le célèbre fiscal du Roi catholique Campomanes; qui dans son jugement accuse également Mamacchi d'injures contre Fébronius, dit que Mamacchi

attribue à cet auteur des opinions étrangères à son objet, dit que sans doute il est juste de protéger la religion dans ses vrais principes et soutenir la hiérarchie ecclésiastique dans tout ce qui lui est nécessaire, mais que les Saintes Ecritures ne recommandent pas moins l'obéissance au souverain et aux magistrats légitimement constitués dans l'ordre du bien général et du gouvernement de l'état, auquel doivent se soumettre les ecclésiastiques, qui y vivent, au lieu d'introduire des disputes dans cette nécessaire union, — dit que Mamacchi est mal affectionné à l'autorité royale, et accoutumé à calomnier, que sans le mérite d'un grand savoir, il ne fait qu'accumuler des citations, dans l'application desquelles il n'est pas fort heureux, et que par là on voit, qu'il n'écrit point par désir d'approfondir le plus vrai, mais seulement dans le dessein de servir son parti, – que Mamacchi est un pur adolateur excité par les supérieurs de son ordre, qui ont besoin de faire leur cour à Rome et d'assurer leur fortune, que Mamacchi pourrait susciter des disputes qui ont souvent occasionné la ruine des empires et les plus déplorables dissensions, disputes dans lesquelles les autres dominicains ses confrères le suivraient, qu'il n'y a pas de disputes plus dangereuses et plus terribles que celles d'un parti dominant, comme est celui des Tomistes; et pour toutes ces raisons il faut en empêcher la source à se répandre et par-conséquent non seulement défendre les susdites lettres de Mamacchi, mais généralement tout ce qui dans la suite portera le nom de cet écrivain. Voici la pièce même! «Giudizio dell' Opera Intitolata Lettera di F. Tommaso Mamacchi a Febronio» etc.[1])

Revenons au propos de Pie VI de se procurer une rétractation soit volontaire soit forcée de M. de Hontheim, en employant pour cela comme instrument principal et immédiat l'Electeur de Trèves, son Archevêque et son souverain.

Le Nonce Bellisomi avait déjà récité tout-au-long à cet Archevêque la leçon, que le St. Père lui avait apprise sur le sens de la belle homélie, prononcée par sa Sainteté à la consécration de ce Nonce, afin de prendre l'Electeur du côté de la dévotion: en quoi le Nonce fut efficacement aidé par le confesseur de ce prince père Höhe[2]), saxon, et par son directeur-de-conscience en second Abbé Beck, alsacien, tous deux exjésuites, que la politique de la défunte société, qui cherche en vain à ressusciter, associa facilement au Nonce

1) Das ausführliche Schriftſtück darf, als nicht zur Sache gehörig, hier weggelaſſen werden.

2) Irrthum: Höhe war ſchon 1771 geſtorben. S. oben S. 102.

apostolique. Et il venait de se présenter depuis peu une occasion tout-à-fait propre, pour prendre aussi l'Electeur du côté de l'intérêt, occasion dont il faudra reprendre les circonstances d'un peu plus haut.

L'Archevêque de Trèves Bertolf avait en 881 acheté de Louis III roi de France la haute-banlieue de Merzig et de Saargaw. L'Archevêque Eberhard la donna en 1081 (51?) en fief au comte Walram d'Arlon et de Luxembourg, à condition, que le fief retomberait à l'église de Trèves après la mort des deux fils du dit comte. La moitié retourna à l'archevêché: mais l'autre moitié fut en 1268 vendue par les fils de Walram au duc de Lorraine, sans le consentement de l'Archevêque. Baudovin fit en 1334 avec le duc Rodolphe de Lorraine un accommodement, par lequel le duc reconnaissait la moitié comme fief de l'Archevêque: mais les successeurs de ce duc cherchèrent à se soustraire à ce vassellage. En 1368 on convint de posseder cette ban-lieue en commun, et de faire décider par des arbitres le point du vasselage. Depuis ce temps les Archevêques et les ducs ont possédé par indivis cette haute ban-lieue de Merzig et de Saargaw, quant à la souveraineté et ce qui en dépend: quoique à l'égard d'autres droits inférieurs, chaque partie se maintint dans sa possession. Lors des négociations pour le réglement des limites de l'Empire avec la France après la paix de Vienne de l'année 1736, qui donna la Lorraine à cette couronne, il fut aussi question d'un partage de cette ban-lieue entre la France et l'archevêché: mais la mort de Charles VI. rompit toutes ces négociations.

En 1772 Louis XV fit remettre cette affaire de partage sur le tapis par son ministre auprès de l'Electeur d'à-présent, Chevalier d'Aigremont: mais celui-ci y échoua, parceque M. de Hontheim, qui fut encore beaucoup écouté pour lors de l'Electeur, lui déconseilla fortement d'accepter les propositions de la France. Mais un certain St. Flossel, alors secrétaire particulier du dit Chev. d'Aigremont et sorti en 1773 avec désagrément de chez ce ministre, ayant pendant son séjour à la cour de Trèves appris à connaître le faible de cette cour et les circonstances particulières des finances privées de l'Electeur, fit insinuer en secret à ce prince, que, si l'on voulait se servir de sa personne, il se faisait fort de conduire et terminer l'affaire de ce partage (auquel l'Electeur ne saurait cependant se refuser à la longue) entièrement, à l'avantage de l'archevêché et de l'Electeur, et que par dessus le marché il procurerait à ce prince la jouissance de l'Abbaye de Mettlock, qui, déduction faite de l'entretien des religieux et des autres frais annuels, rapportait plus de quinze

mille florins d'Allemagne, et qui ferait un joli revenant-bon annuel pour la chatouille particulière de l'Electeur.

Cette amorce irrésistible engagea ce prince à charger secrètement de cette commission le dit St. Flossel qui, à l'insu du Chevalier d'Aigremont partit vers la fin de 1773 en cachet pour Versailles, avec des instructions qu'il franchit, ainsi qu'on aurait pu le prévoir, dans tous les points qui concernaient l'avantage de l'archevêché, ainsi que l'intérêt générale de l'empire d'Allemagne, et ne remplit soigneusement que ceux, qui regardaient l'intérêt particulier de l'Electeur surtout pour l'acquisition des revenues de l'abbaye de Mettlock, au sujet de laquelle la convention que le St. Flossel avait su obtenir par le duc d'Aiguillon alors secrétaire d'état pour les affaires étrangères, et qu'il rapporta en 1774 de Versailles, signée par le feu roi le 23. Février de cette année, dit Art. IV. «Le Roi cède à l'Electeur et à l'archevêché... et le village de Mettlock avec l'abbaye du même nom,» et Art. VI «Le Roi voulant donner à l'Electeur «de Trèves une marque particulière de son amitié et entrer dans «ses vues relativement à l'abbaye de Mettlock, Sa «Mté promet et s'engage de prendre toutes les mesures qui dépen- «dront d'Elle pour procurer à S. A. E. et à ses successeurs à l'élec- «torat la jouissance perpétuelle de la mense abbatiale «du dit Mettlock, Sa Mjté laissant au surplus à S. A. E. le «soin de lui indiquer les moyens de coopérer efficacement à l'exé- «cution de ce projet.»

Voilà donc un revenant-bon de quinze mille florins annuels d'asuré par le roi de France à la chatouille particulière de l'Electeur, et pour lequel, outre l'approbation de la convention à donner par l'émpereur, dont on ne se mettait pas beaucoup en peine, il ne faillait plus rien, qu'une bulle confirmatoire du Pape, qu'on ne doutait pas d'obtenir. Mais quand l'année d'aprés l'Electeur la demanda à Pie VI parvenu entretemps à la tiare, il exigea pour condition préliminaire et sine qua non que l'Electeur donnât un coadjuteur à M. de Hontheim, et qu'il engageât celui-ci d'une façon ou de l'autre à rétracter son Fébronius dont toute réfutation solide paraissait de plus-en-plus impossible.

Cette condition inattendue jeta l'Electeur dans la plus grande perplexité. Ce prince savait, que du temps de Clément XIII, pontife aussi inconsidéremment attaché aux prétensions abusives de la cour de Rome, que Pie VI, l'Electeur de Walderdorff son prédecesseur, ayant été souvent et vivement sollicité par les Nonces successifs Oddi, Lucini et Caprara, de sévir contre M. de Hontheim et contre son

Fébronius, ce prince ferme, et qui ne laissait préjudicier ni à ses droits, ni à ce qu'il devait à qui que ce fût les égards qu'il témoignait à la cour de Rome, avait chaque fois généreusement refusé à ce sujet toute condescendance ultérieure que celle, qu'il lui avait marquée par l'espèce de défense quoique pas rendue formellement publique, qu'il avait faite de la première édition du premier tome de cet ouvrage en 1764.

Or pendant la régence et du su de l'Electeur d'aujourd'hui avaient paru les tomes second, troisième et quatrième du même ouvrage, sans que ce prince se fût porté à aucune défense à leur égard, ou qu'il eût fait les moindres reproches à leur auteur. Même et ce qui est bien plus et ce qui aurait dû mettre M. de Hontheim pour tout le reste de sa vie hors d'appréhension sur ce chapitre, est, que lorsqu'en Avril 1773 il vint à Coblence, souhaiter à l'Electeur un heureux voyage pour Augsbourg, ce Prince lui donna les assurances les plus positives qu'il ne serait jamais inquiété à ce sujet.

Cependant d'un côté Pie VI, sachant qu'il tenait l'Electeur par l'endroit le plus sensible, ne voulut point se relâcher de la condition mise à la bulle nécessaire à ce prince, pour jouir de l'abbaye de Mettlock comme abbé commendataire, et de l'autre côté perdre 15000 florins annuels, qu'on croyait déjà tenir dans la main et qu'on avait à peine acquis contre plusieurs conditions défavorables à l'archevêché et à l'empire, étoit une chose incompatible avec l'état de plus-en-plus délabré de la chatouille électorale. On résolut donc de sacrifier M. de Hontheim, et il ne s'agit plus que de le faire avec le moins d'indécence que possible de la part du prince ainsi qu'avec le moins d'indignation de la part du public; et c'est à quoi l'on s'étudia pendant le temps que fournirent les oppositions faites du côté de l'empire contre une convention sur ses limites, qu'un membre de l'empire n'aurait jamais dû entamer, bien moins encore terminer sans le consentement préalable de ce corps et de son auguste chef.

L'on mit donc cet entretemps à profit pour disposer de longue-main et avec toute l'intelligence imaginable les choses à la coadjutorie et à la rétractation exigées par le St. Père, et l'on commença par faire entendre à M. de Hontheim, en couvrant le vrai but de tout le vernis de la politesse et même de la flatterie, que, comme, malgré l'extrême étendue de l'archevêché de Trèves (qui, ainsi que nous avons vu, est un des plus grands, si-non le plus grand absolument de tout le monde catholique) et malgré l'immixtion des dominations étrangères de France et d'Autriche, qui rend l'office de suffragant de Trèves beaucoup plus difficile, l'Electeur n'avait depuis

la gestion de M. de Hontheim jamais entendu aucune plainte, ni eu la moindre contestation avec ces puissances voisines, et que S. A. souhaitait beaucoup que cela pût continuer sur le même pied aussi après la mort de M. de Hontheim, il le priait de lui proposer un sujet digne et capable de le remplacer et qui entretemps pût lui être adjoint en qualité de coadjuteur et travailler sous et avec lui, pour prendre toutes les connaissances nécessaires.

M. de Hontheim, croyant de bonne foi que c'était là le vrai but de la demande, et ne désirant au surplus depuis long-temps que de pouvoir se retirer, n'eut rien de plus pressé que d'obéir à l'Electeur; et sachant par une expérience propre de plus d'un quart de siècle, combien, pour gouverner sagement et tranquillement un pareil diocèse, il fallait des connaissances, dont on devait même dès sa jeunesse avoir puisé une grande partie dans le pays même, crut non seulement décent, mais absolument nécessaire de ne point sortir du pays de Trèves pour chercher un pareil sujet: et il proposa quelque temps après à l'Electeur le plus propre qu'il y put découvrir pour cette place, en s'offrant de grand coeur à le dresser de façon qu'il pût le remplacer avec confiance et dans peu. Mais l'Electeur ne l'agréa pas, ayant déjà jeté d'avance ses yeux sur un tout autre sujet par la détermination d'un certain abbé Beck, qui depuis quelque temps avait su prendre sur ce prince un ascendant absolu.

Quoique cet abbé soit au-reste un être bien indifférent d'être connu du public: comme cependant il a été un des principaux instruments, dont la cour de Rome aussi bien que l'Electeur de Trèves se soient servi pour arracher à M. de Hontheim la rétractation, dont nous parlerons ci-après, il paraît nécessaire de faire connaître de, plus près ce personnage. François Henri Beck, né en ..... à Weiler, petit endroit du comté de Rappolstein dans la haute Alsace appartenant au duc palatin de Deux-ponts, étoit fils de N. N. Beck, chirurgien, luthérien impliqué dans l'affaire du préteur Klingling à Strasbourg et condamné aux galères. François Henri fut après ses études maître en théologie à l'université de Tubingue; mais sa mauvaise conduite l'obligea à en décamper. Il se fit catholique et jésuite, enseigna les basses classes à Colmar, Slettstadt et Strasbourg, mais sortit de la société avant son abolition. Il s'associa alors au bigot prince Louis de Wirtemberg, avec lequel il fit des exorcismes dans les archidiocèses de Mayence et de Trèves. Ayant été obligés par les Archevêques de ces diocèses à transporter ailleurs leurs domiciles, Beck, à la recommendation du dit prince de Wirtemberg, qui le vanta comme le plus grand théologue, entra en 1773 à Augsbourg dans le

service de l'Electeur Clément de Trèves qui dans sa 35me année se fit enseigner par lui la théologie et donner ensuite des leçons en droit canon d'après les Institutiones Juris Canonici de son jadis confrère dans l'ordre, l'exjésuite Schmidt, professeur à Heidelberg.

En persuadant ce prince dévot à l'aide de son confesseur, le P. Höhe [1]), saxon, aussi exjésuite, et qui a éduqué l'Electeur, à toutes sortes de dévotions, Beck engagea en même temps l'Electeur à lire chaque année plus d'une fois la bible et à faire entre autres dévotions particulières, tous les ans pendant huit jours entiers les exercices spirituels de St. Ignace, dont on sait que les jésuites se servaient toujours, pour dresser à leur façon et intérêt les esprit pliables, qu'il leur importait de gagner. Aussi Beck s'empara tellement de l'esprit de l'Electeur (qui le fit son conseiller ecclésiastique et chanoine de St. Paulin de Trèves, lui donnant outre cela . . . . . de gages, un beau logement à la cour et lui tenant une table à-part pour lui et pour ses amis), qu'il disposa entièrement de lui, jusqu'à ce que ce prince étant tombé à . . . . . dans une maladie mortelle, pendant laquelle Beck l'angoissa d'une façon si impérieuse et insolante, pour qu'il lui laissât dans son testament à faire un légat considérable, qu'ayant été rétabli, il congédia cet intéressé et impertinent enthousiaste, qui se retira alors à sa prébende à Trèves, et dans la suite. . . . .

Ce fut là l'homme, qui au mois de Février 1777, pendant que l'Electeur était de nouveau à Augsbourg et par là hors de portée d'entendre les plaintes et les murmures qu'il allait exciter dans son archevêché, détermina ce docile prince, à l'aide de son confesseur et du bibliothécaire Maillot à Manheim, exjésuite, intime ami de Beck, à choisir le proche parent de celui-ci Herbain (aussi alsacien, par conséquent ignorant la langue ainsi que les droits et usages du pays de Trèves et même plus en âge de les apprendre) pour coadjuteur

---

1) Le P. Höhe, jésuite, secrétaire de la société, et auparavant professeur publique de la théologie morale (jésuitique) à Ingolstadt fut celui à qui Auguste III et . . ., obsédés et circonsédés tous deux de jésuites confièrent l'éducation entière de ce prince, dont il fut dans la suite directeur absolu de conscience et confesseur jusqu'en 1771 qu'il mourut et fut remplacé par l'abbé Betzel, prêtre séculier, conseiller ecclésiastique de l'Electeur et référendaire pour les affaires ecclésiastiques de l'évêché d'Augsbourg, très-honnête-homme, mais aussi trop imbu des principes ultramontains.

du prélat le plus illustre, le plus eclairé et le plus savant, que jamais Archevêque de Trèves ait eu pour suffragant.

M. de Hontheim, à qui l'Electeur manda ce choix en date d'Augsbourg le 2 Mars de la dite année 1777, en informa confidentiellement son ami le 30 du même mois, sans toutefois faire à ce sujet la moindre réflexion, et ajoutant seulement que cela pourrait lui faciliter sa retraite si long temps désirée. Mais quand ce choix éclata le mois d'Avril suivant dans l'archevêché; et qu'on sut de-plus qu'en attendant la mort ou la retraite de M. de Hontheim l'Electeur donnait à M. de Herbain une pension de trois mille florins outre le logement et le service dans le palais électoral à Trèves, cette dépense nouvelle, qui fut censée fait à pure perte, excita un mécontentement général d'autant plus grand, que les Trévirois ne purent revenir de leur étonnement que, pendant que leur Archevêque et souverain, ainsi que bon nombre, sinon la plus part de ses ministres passés et présents, étaient déjà des étrangers, on leur endossa maintenant aussi encore un suffragant, qui n'était pas né parmi eux, comme si dans tout le pays de Trèves il ne se fût pas trouvé un seul sujet, qui eût pu se mesurer avec M. Herbain, que sa qualité seul de Français semblait outre cela avoir déjà dû exclure aux yeux de l'Empire d'Allemagne de l'office de suffragant dans une de ses provinces limitrophes de la France: entre laquelle et l'archevêché de Trèves, ainsi qu'avec l'Empire d'Allemagne il pouvait naître toutes sortes de difficultés sujettes à plus d'une réflexion politique, qui prouverait l'inconsidération d'un semblable choix.

Mais ce choix d'un étranger pour suffragant de Trèves, première dignité en ce pays après celle de l'Electeur, affecta surtout extrêmement le clergé de l'archevêché, qui regarda ce choix comme un affront public fait à tout ce corps, et qui en fut d'autant plus étonné que l'Electeur venait seulement de demander aux états de l'archevêché, dont le clergé fait la partie la plus puissante, un secours extraordinaire et considérable pour le bâtiment du nouveau palais, dont il ne sera pas hors de propos de dire un mot ici.

Outre le palais électoral à Trèves, commencé par l'Electeur Lothaire de Metternich et achevé par l'Electeur Charles Gaspard de la Leyen en.... l'infortuné Electeur Philippe Christophe de Soeteren, élu Archevêque de Trèves en 1623, bâtit d'abord au commencement de sa régence de l'autre côté de la ville de Coblence, appelée anciennement Confluentes parcequ'elle est bâtie sur le coude que forme le confluent du Rhin et de la Moselle, précisément vis-a-vis l'embouchure de cette dernière rivière dans la

première, par conséquent dans la plus belle situation du monde pour la vue, ainsi que dans la plus avantageuse pour la défense, un grand et superbe château, qu'il nomma en 1628, temps auquel il fut achevé, Philippi Vallem, Vallée de Philipe, en égard à la montagne de la forteresse d'Ehrenbreitstein (Ereberti saxum) au bas de laquelle il est situé et qui le défend, château qui depuis ce temps fut la résidence ordinaire des électeurs, et à côté duquel le grand Electeur Schoenborn érigea encore un autre beau et vaste bâtiment pour tous les dicastères. — Ce château, bâti au pied d'un roc, sur le roc, contre le roc, château construit avec la même solidité massive que la forteresse de Philipsbourg, bâtie par le même Electeur, comme Evêque de Spire; et appelée ainsi également d'après son nom, ce château enfin, qui n'avait pas encore cent cinquante ans depuis sa construction, fut tout d'un coup annoncé, comme entièrement ruineux, inhabitable sans danger évident de vie, et irréparable, pour plus de cinquante ans tout au plus, même avec les plus grandes dépenses. Mais au-vrai ce n'etait pas là le seul défaut qu'on trouva à cette résidence. Ce château, que sept Electeurs successifs avaient habité sans s'y déplaire, déplut tout-à-coup tellement au huitième par rapport au seul passage du Rhin pour aller à Coblence, que pour ces deux raisons, dont la seconde paraît avoir beaucoup fortifié la première, l'Electeur résolut tout-à-coup d'abandonner cette résidence, et d'en bâtir une toute nouvelle de l'autre côté de la rivière. En vain représenta-t-on la superfluité évidente de cette dépense excessive et l'insuffisance absolue des finances électorales pour la soutenir, ainsi que la ruine totale et inévitable de plusieurs centaines de bons bourgeois, que la résidence présente des Electeurs avait depuis près de cent cinquante ans engagés avec pleine confiance à bâtir tout-au-près un nombre proportionné de belles maisons, qui forment depuis ce temps le joli bourg de Thal, ou Vallée, dont le nom lui est venu de celui de cette résidence, appelée, comme nous avons vu, par son édificateur Vallée de Philippe. Afin de diminuer un peu les murmures du peuple et les plaintes du grand chapitre et des états de l'archevêché au sujet de cette dépense ruineuse, regardée comme purement voluptuaire, l'on promit de faire examiner à-fond l'ancienne résidence, et le nouveau chancelier de la Roche, aussi étranger, et dont le crédit naissant dépendait en grande partie de la réussite de ce projet d'une nouvelle résidence, fit venir de Strasbourg un architecte de sa connaissance, nommé Dixnard, qui, après avoir très-superficiellement examiné le vaste bâtiment de l'ancienne résidence prononça, comme il était aisé de prévoir, en dernier ressort, foi d'arti-

san, qui doit vivre de son métier, et foi d'architecte, dont la profession est partout en possession de ruiner grands et petits, que les murs de la résidence etaient partout crevés, et les bois des poutres et des toits pourris, que toute réparation durable était inutile et impossible, et que par-conséquent il fallait absolument bâtir une nouvelle résidence. Id quod erat demonstrandum suivant le désir de ceux, qui, pour complaire à l'Electeur, opinaient pour un nouveau palais. Mais quand sur cette sentence péremptoire du judicieux Sr. Dixnard et sur les ordres précis et réitérés de l'Electeur, pour mettre pendant son séjour d'alors à Augsbourg hors de toute contestation ultérieure la nécessité de bâtir un nouveau palais, on voulut commencer par démolir l'ancien, on ne trouva pour la honte et la confusion de tous les asserteurs du contraire, ni crevasses dans les murs, ni pourriture dans les bois, mais tout en si bon état qu'on ne put pas seulement venir à-bout d'abattre la malheureuse tour qui devait être la première victime de ce conseil infortuné.

Ce ne fut cependant point là l'unique faute de cet architecte, aussi ignorant qu'intéressé, mais il en commit encore deux autres de beaucoup plus fâcheuse conséquence.

La première fut, que pour le nouveau palais il choisit au-dessus de Coblence un terrain, dont de sol trop-bas, exposé aux inondations du Rhin et trop mouvant par lui-même, obligea d'abord à dix mille florins de dépenses extraordinaires pour les fondements seuls du corps-de-logis, fondements qui malgré ces frais en-sus n'ont et ne sauraient avoir la solidité nécessaire. Ce terrain au surplus, trop près de Coblence, entraîna encore dans deux autres inconvénients ultérieurs; l'un qu'on ne put procurer à ce nouveau palais nulle vue absolument du côté de la ville, l'autre, et qui est de bien plus de conséquence, que n'ayant de ce même côté aucun emplacement pour un jardin, le désir de s'en procurer un fit naître à l'Electeur l'idée inattendue et préjudiciable de raser et applanir les fortifications de la ville, et de représenter même cette opération aux états et au grand chapitre de l'archevêché comme le moyen le mieux imaginé d'épargner dorénavant les sommes annuelles pour l'entretien de ces fortifications.

Mais le grand chapitre et les états de Trèves se souvinrent sagement que Coblence est une forteresse utile, qui en 1688 encore avait pendant un siége et bombardement très-vifs de la part des François depuis le 19 Octobre, jusqu'au 6 Novembre, essuyé 6000 boulets de canons et 4000 bombes sans se rendre; et que cette ville que l'Electeur Jean-Hugue dans sa représentation à l'Empire faite le 12 du même mois, pour que ses coétats y envoyassent incessamment leurs

troupes, appelé Place très-importante de l'Empire[1]), et que l'empereur Leopold nomme dans son décrét commissoriale du même 12. Nov. expressément forteresse, que cette ville, dis-je, est une forteresse de l'Empire, puisque ses fortifications sont une dépendence de la forteresse d'Ehrenbreitstein, dont la paix de Munster Art. V. §. 3. dit: «Caesar (castrum Ehrenbreitstein) in Manus Domini Elec-«toris Trevirensis ejusdemque Capituli Metropolitani pari Potestate «pro Imperio et Electoratu custodiendum tradet, quo Nomine et Ca-«pitaneus et novum Praesidium ibi ab Electore constituendum Jura-«mento Fidelitatis pro ipso ejusque Capitulo pariter obstringi debe-«bunt.

Or Ehrenbreitstein et Coblence, étant des forteresses de l'Empire, confiées aussi bien au grand chapitre qu'à l'Electeur de Trèves: quand même l'Electeur voudrait dégarnir la ville de ses fortifications, le chapitre n'oserait y consentir; et quand celui-ci oserait y consentir, l'un et l'autre n'y gagnerait rien; puisqu'en épargnant les frais de l'entretien des fortifications, ils perdraient la franchise de différentes prestations, dont l'Electeur a, en considération de cet entretien, été exempt par l'Empire, qui outre cela a plus d'une fois contribué encore extraordinairement aux réparations de ces fortifications. Le seul effet du projet actuel de l'Electeur serait donc, qu'au lieu que l'ancien palais jouit de la défense de la forteresse, le nouveau ôterait toute défense à la ville, et n'en aurait aucune lui même: de sorte que la ville et le palais étant à la discrétion de chaque ennemi qui en approcherait, forceraient dorénavant, par la seul menace de leur destruction, l'Electeur, le chapitre et les états, à se soumettre à telles conditions que l'ennemi voudrait leur prescrire.

Outre cette faute impardonnable dans le choix du terrain, le Sr. Dixnard en commit encore une seconde d'une conséquence également inexcusable dans le dessin du bâtiment même, dont il dressa un plan, pour la magnificence infiniment au-dessus des finances du prince et du pays, et cependant pour la distribution beaucoup au-dessous de la commodité indispensable de la cour, qui y devait loger: faute pour laquelle Dixnard fut au mois de Mars 1779 congédié avec disgrace et soumis à une sorte d'inquisition, et son plan envoyé à Paris, dans l'espoir d'en faire corriger encore les défauts, après avoir jeté déjà près de cent mille florins, tant en terre pour le bâtiment, que par la fenêtre pour les faux-frais.

---

1) Voyez Theatrum Europaeum Tom. XIII. Francof. 1698. pag. 326. 327. 330. 338.

Si l'on est surpris qu'on n'ait reconnu cette double faute qu' après coup: l'on en sera encore bien plus étonné, quand on saura que l'Electeur, ayant lors de son dernier séjour à Vienne au commencement de Juin 1777, prié le prince de Kaunitz de lui dire son sentiment sur ce palais, dont il lui fit voir le modèle: ce ministre éclairé, sage et sincère, aussi connaisseur en arts qu'en politique, lui dit franchement que, sans parler des inconvénients de l'emplacement et des fautes dans le plan même, ce plan avait le défaut essentiel pour le maître et pour les sujets que ce palais, avant d'être achevé, meublé et habitable, exigerait au-moins cinq cent mille florins d'argent et dix ans de temps; somme beaucoup supérieure aux forces de l'archevêché et temps considérable, après lequel l'Electeur étant de dix ans plus vieux, n'aurait peut-être plus fort long-temps à en jouir; et aurait seulement le regret d'avoir dépouillé la ville et le pays de sa défense; privé les états de la franchise d'une partie des prestations de l'Empire; ruiné de fond en comble les habitants du Thal; et laissé à son successeur et à l'archevêché un amas de dettes, qui rendraient à jamais odieux le nom du prince qui les aurait créés.

Malgré cet avis salutaire l'Electeur persista dans sa résolution une fois prise de bâtir ce palais: et il demanda pour cela une contribution ou secours extraordinaire de 300,000 florins des états, secours, qu'il exigea même d'une façon qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait mis en usage.

Les états du pays ne purent que se refuser à une pareille demande, et ceux du haut archevêché représentèrent entre autres qu'il n'y avait que peu d'années qu'à la demande du dernier Electeur ils avaient à grands frais reparé et remis tout-à-fait en état le palais électoral du haut archevêché à Trèves, que S. A. pouvait habiter, si elle se déplaisait dans celui du bas archevêché à Ehrenbreitstein, qui regardait plus particulièrement les états de cette partie du pays, non seulement par la situation de ce dernier palais, mais aussi par le profit que tiraient les sujets du bas archevêché de la résidence du maître et de sa cour auprès d'eux.

Cette réponse des états du haut archevêché, donnée à la diète du 19. Août à Coblence, réponse qui arrêta tout d'un coup l'idée favorite de l'Electeur, étant attribuée à M. de Hontheim, dont le suffrage comme membre du haut archevêché, en qualité de doyen de St. Siméon, avait coutume d'être suivi par ses coétats, indisposa tellement l'Electeur contre M. de Hontheim que dans l'espoir de le dégoûter entièrement et l'exiler volontairement du pays, dont l'Electeur comptait ensuite être le maître, il résolut de faire venir, sans

ultérieur délai le coadjuteur M. Herbain, qu'il avait depuis sa nomination au mois de Février encore toujours laissé à Strasbourg, et de l'établissement actuel duquel dans le pays de Trèves on croyait même que ce prince s'était désisté sur le mécontentement du clergé et sur les murmures du peuple. Dans cette résolution l'Electeur ne fut pas peu fortifié par le Nonce Bellisomi de Cologne, qui se trouva depuis le 24 du même mois d'Août pour plusieurs jours auprès de ce prince à Carlich, château électoral de plaisance à deux lieues de Coblence.

Ce Nonce chercha d'autant plus à exciter l'Electeur contre M. de Hontheim, que celui-ci venait de publier à la fin de Juin son Febronius abbreviatus et emendatus: Id est, de Statu Ecclesiae Tractatus ex Sacrâ Scripturâ, Traditione et melioris Notae catholicis Scriptoribus adornatus, ab Auctore ipso in hoc Compendium redactus. Col. et Lips. 1777 4to., cui Praefationis Loco praefixa est Epistola ad Mamachium, refutatoria ipsius Epistolarum ad Justinum Febronium Libri primi. Abrégé cependant, que l'Electeur défendit aussi peu dans son diocèse que les trois derniers tomes du grand ouvrage de Fébronius, qui avaient paru depuis l'avènement de ce prince à l'archevêché.

Mais lorsqu'à la fin de Mai de l'année suivante 1778 M. de Hontheim voulut envoyer à l'imprimerie à Francfort la réfutation du second volume de Mamacchi il reçut l'avant-veille de l'Electeur, qui doit en avoir été averti par quelque espion secret, un ordre très-précis de ne plus rien publier de relatif à cet objet. Ordre, sur lequel M. de Hontheim s'expliqua de la manière suivante dans une lettre à son ami en date du 4 Juin: «Le nouveau volume du profes-«seur Eybel, que vous venez de m'envoyer me fait d'autant plus de «plaisir, que je le trouve entièrement conforme aux sentiments et à «la doctrine de Fébronius. Cela m'est d'autant plus consolant, «que me voilà tout-à-coup arrêté dans la carrière, que je cours depuis «quinze ans. La réfutation du second tome de Mamacchi étant «toute prête à être envoyée à l'imprimeur, je reçois l'avant-veille de «son départ un ordre très-précis de S. A. S. E. (apparément à la sol-«licitation du Nonce Bellisomi à Cologne, auquel on tient plus que «de raison) de ne plus rien publier de relatif à ces objets, sans doute «pour laisser le dernier mot au dominicain de Rome. N'importe! «j'en ai dit assez. Néanmoins je vous envoie ci-joint ma réfutation, »et vous prie de m'envoyer toujours les tomes suivants du P. Ma-«macchi, en cas qu'il en paraisse encore dorénavant».

Le dernier dimanche du susdit Mai 1778, 31. de ce mois, l'Electeur sacra dans la grande église de Coblence M. Herbain, coadjuteur nommé à M. de Montheim, évêque d'Ascalon avec une pompe qui choqua autant pour appareil, qu'elle surprit pour la dépense. Toute la journée de la veille les gens du maréchalat de la cour et tout le clergé de la ville de Coblence durent s'exercer avec le futur évêque aux cérémonies de sa consécration, qui se fit le lendemain dans le plus grand gala et qui couta près de quinze mille florins en frais perdus, appareil qui mit toute la ville en mouvement pendant ces deux jours, et dépense qui révolta tous les financiers de ce pauvre pays. Cette cérémonie fastueuse donnant en outre aux étrangers accourus en foule occasion à différentes plaisanteries sanglantes, et contrastant singulièrement avec le sot éloge que le gazetier français à Cologne, fade adulateur et menteur effronté [1]), l'exjésuite Jourainvilliers

---

1) Nous prouverons plus bas que cet exjésuite mérite le titre de menteur; afin cependant que ni lui ni ses confrères ne croient que nous soyons les premiers qui le lui donnent, nous rapportons ici mot-pour-mot un article de la gazette visée de Vienne, nommée Notizie diverse con Augusto Privilegio Nr. 79. 6 Ottobre 1779: »Della Austria 5 Ottobre: Si sono letti con somma Maraviglia nel Folio di Colonia Nro. 78, dei 28 Settembre, alcuni Scritti, che si prentende che giustifichino l'Esistenza de' Gesuiti negli Stati della Russia. Consistono in una pretesa Memoria presentata dal Corpo Gesuitico all' Imperatrice delle Russie, per impetrare la Pubblicazione della Bolla di Estinzione di Clemente XIV. Questo Scritto si potrebbe riguardare come una tacita Condanna de' Gesuiti medesimi, per avere seguitato a vivere nell' antica Società, giacchè confessano di sapere la Volontà del Sommo Pontefice, il che deve bastare per uniformarvisi da Figlj docili ed ubbidienti, senza voler mendicare dal Diritto di Placeto Regio un Pretesto per essere disubbidienti. Si riferisce in oltre la Risposta di S. M. C. Imperatrice Russa, la quale si fa trattare da Scrupulosi i Gesuiti, per non ubbidire alla Bolla Pontificia, se prima non sia pubblicata. E questo essere Scrupulosi? Ciò si deve dare ad intendere ai Ragazzi, i quali non sanno che l'Imperatrice delle Russie è troppo illuminata per conoscere sifatti Pretesti e non trattare da Scrupulosi i Fautori del Probabilismo. Finalmente si dice che il Conte Garampi allora Nunzio in Polonia scrisse al Vescovo di Warmia et agli altri Vescovi della Russia e della Prussia, che i Gesuiti di quegli stati restino, come sono, riguardo all' Abito, ai Privilegj ed alle Regole, fino a nuove decisione. Questa è un Impostura. Si sà troppo bene, qual saggia Condotta abbia sempre tenuto riguardo a ciò Monsignor Garampi durante sua Nunziatura in

d'Ambrin fit de cette cérémonie dans sa feuille Nro. 44 de la dite année, où il dit que le jour de cette consécration ferait époque dans l'histoire de Trèves, que les pères en rappelleraient la mémoire à leurs fils et ceux-ci à leurs arrières-petits-fils etc. etc. Quoiqu'à certains égards il ne soit que trop vrai, mais dans tout un autre sens, que ce jour fera époque dans l'histoire de Trèves, ainsi qu'on va le voir tout-à-l'heure.

Cette consécration, dont l'appareil fastueux avait eu pour but principal de donner quelque relief à M. Herbain, mettait ce coadjuteur en état de succéder à tout moment à M. de Hontheim en cas, que celui-ci préférât, ainsi qu'on l'espérait, de quitter toutes ses dignités et le pays même plutôt que de donner une rétractation quelconque de son Fébronius, condition toujours sine quâ non de la Bulle tant desirée pour la jouissance lucrative de la mense abbatiale de Mettlock: ceux qui avaient intérêt, soit pour eux mêmes, soit pour leurs parents ou amis, à ce que M. de Hontheim, sommé de rétracter, prit un parti violent, persuadèrent à l'Electeur de ne plus différer de passer outre. Ce prince donc, qui n'avait jamais fait connaître, qu'il regardait Fébronius comme un livre préjudiciable, soit aux dogmes, soit aux moeurs; et qui n'en avait défendu dans son diocèse aucun des tomes II. III. et IV. non plus que l'abrégé, tous parties de Fébronius, qui avaient paru pendant sa régence dans les années 1770. 1772. 1773. 1774. et 1777, ce prince qui au mois d'Avril 1773, ainsi que nous avons vu plus haut, avait donné à M. de Hontheim les assurances les plus positives qu'il ne serait jamais inquiété sur cet ouvrage; ce prince, qui lorsque d'abord après l'apparition du susdit abrégé au mois de Juin de l'année passée, l'Evêque de Spire lui fit demander, s'il défendrait cet abrégé dans son diocèse, lui fit répondre qu'il n'en ferait rien, ce prince, dis-je, écrivit tout-a-coup à M. de Hontheim, lorsque celui-ci devait s'y

---

Polonia. Si sà ch' egli si hà sempre riputato una gloria d'essere ubbidientissimo alle Intenzioni e agli Ordini di Clemente XIV. e che al contrario egli a sempre insistito appresso i Vescovi Cattolici di tutti que' Contorni e appresso il Provinciale Gesuita per la pronta Osservanza della grande e immortal Bolla Clementina Prova dall' Istanze fatte da Monsignor Garampi per l'Osservanza della Bolla Pontificia può essere l'Esecuzione ch'ebbe la detta Bolla nella Prussia. Lo ripetiamo: Questa è un Impostura. Ma è un Gesuita che scrive, che aspettarsi da un tale?«.

attendre le moins, et quand il y avait déjà plus d'une année qu'il n'avait plus publié une seul syllabe: S'il ne cesserait pas une fois de persécuter par ses écrits l'église de Jesus-Christ? accompagnant ce reproche de toutes sortes d'expressions fort dures, contre son usage.

Le suffragant tout stupéfait de ces reproches amères et inattendus y répondit avec respect, que son intention, bien loin d'être en aucune façon de persécuter l'Eglise, ne tendait au contraire qu'à sa réunion, en proposant pour cela des moyens non seulement innocents, mais en outre mesurés sur les décrets mêmes de l'Eglise.

L'Electeur répliqua dans une seconde lettre, qu'il ne voulait pas entrer en des contestations avec un homme savant, tel qu'était sans contredit lui Monsr. le suffragant, mais qu'il ne lui rendrait jamais son ancienne confiance, s'il ne rétractait pas son Fébronius et les opinions y contenues.

Le suffragant offrit sur cela de donner à S. A. E. toute la satisfaction, qu'on pouvait demander à un honnête-homme, et supplia ce prince de lui faire connaître quelles étaient les opinions ou propositions, dont on croyait pouvoir exiger une rétractation de sa part!

Sur cela l'Electeur envoya au suffragant ces propositions dans une note en langue française, langue qui etait ni celle, dans laquelle est écrit le livre de Fébronius, qu'on prétendait contenir ces propositions, ni la langue dont l'Electeur s'était servi jusqu'alors et continuait se servir envers le suffragant. Cette note que nous joignons à la fin sous nombre [1]), . . . était écrite toute de la main propre de S. A. E., mais on ignore à la dictée de qui, pouvant seulement par combinaison en soupçonner, ou le sus-mentionné abbé Beck, ou un certain abbé Pey, chanoine de la cathédrale de Paris et ami de l'Archevêque de cette ville, qui a séjourné pendant long-temps auprès de l'Electeur, et qui a aussi composé et dédié à ce prince un livre, qui cependant ne sera peut-être jamais imprimé, et pour lequel néanmoins il en a reçu une belle tabatière d'or.

Le suffragant ne manqua pas d'envoyer dans quelques jours à l'Electeur ses éclaircissements en latin (langue dans laquelle est écrit

1) Fehlte. Siehe aber oben S. 115 fg. 118 fg.

Fébronius) sur les propositions prétendument tirées de cet ouvrage, éclaircissements que nous joignons également à la fin sous nombre [1]) et que la plupart des lecteurs impartiaux trouveront sans doute solides et satisfaisants.

Mais comme ce n'était pas là, de quoi il s'agissait présentement auprès de l'Electeur, à qui l'on représenta qu'il devait ou livrer bientôt au S. Père une rétractation de Fébronius, ou renoncer pour jamais à la bulle nécessaire pour la jouissance de la mense abbatiale de Mettlock, ce prince, au-lieu de s'apaiser par ces éclaircissements, s'en irrita encore bien davantage, prit feu, et écrivit au suffragant que sa conversion n'était nullement sincère; puisqu'il cherchait plutôt à défendre ses opinions, que de les rétracter.

L'Electeur ne se contenta pas d'avoir fait connaître au suffragant son indignation par écrit, mais sur le conseil des instigateurs qui abusent si étrangement de la condescendance de ce prince, dans le fond très-bon et doux, mais trop docile et trop peu fait pour résister à des gens artificieux, il arriva tout-d'un-coup le 1er Septembre avec une petite suite et seulement pour trois jours à Trèves, sous prétexte d'y voir les progrès du bâtiment de son nouveau séminaire, mais en effet pour arracher d'une façon ou de l'autre au suffragant la rétractation qu'on avait inspiré à ce prince le ferme propos d'emporter.

Il dit donc au suffragant les choses les plus fortes et les plus dures, il le menaça lui et sa famille de tout le poids de sa disgrace, en lui défendant en outre sévèrement de ne dire, ni écrire à qui que ce fût un seul mot de tout ce qui se passait entre eux; et comme malgré cela le bon vieillard croyait n'oser pas complaire à son maître par une obéissance diamétralement contraire à sa conviction, qui pendant les quinze années entières, qu'il avait soutenu de bonne foi et toujours avec une supériorité triomphante, que ne peut donner que la seule vérité, ses opinions contre tant d'adversaires les plus savants et les plus acharnés du parti opposé, n'avaient toujours fait que se fortifier, l'Electeur, à ce qu'on assure positivement, lâcha, pour terrasser enfin le pauvre octogénaire déjà à-demi abattu le trait le plus foudroyant, que jamais pasteur le plus emporté se soit permis envers l'hérétique le plus décidé et le plus opiniâtre, en disant à son suffragant avec tout le ton de l'autorité suprême d'un maître absolu ces paroles incroyables: Songez que vous êtes sur le bord de la fosse! et sachez que vous ne serez pas inhumé en

1) Fehlt gleichfalls. S. aber oben S. 123. u. unten Num. V.

terre bénite, si vous ne rétractez pas votre Fébronius. Cette menace cruelle, sans-doute uniquement à attribuer aux conseillers violants du trop dévot et trop pliable Archevêque, menace dont l'exécution inhumaine devait flétrir, non seulement la réputation, mais l'âme même du prélat le plus respectable et lui imprimer après sa mort une ignominie sans-doute point méritée, mais pas moins ineffaçable à-jamais de la mémoire de tous les hommes, cette menace horrible, qui met l'Evêque le plus illustre, dont la piété et la religion n'ont jamais été suspectées, puisque son Fébronius ne regarde pas le dogme, en parallèle avec le plus infame irreligionnaire, parallèle suggéré, comme on assure, d'après la comparaison aussi stupide que révoltante, par laquelle le seul Abbé Mignarelli, tout consulteur de la sacrée congrégation de l'index qu'il soit, a dégradé auprès de tous les honnêtes gens son coeur et son esprit [1]), cette menace, dis-je, abattit tout-a-coup tout le faible reste de courage du pauvre octogénaire, qui, tout hors de lui-même, promit, sans savoir ce qu'il faisait, à l'Electeur une rétractation qu'il lui enverrait à Coblence.

Après le départ du prince, le pauvre vieillard revenu à lui-même, et réfléchissant à la promesse inconsidérée, qu'il avait faite frémit d'horreur sur la situation affreuse, où il venait de se mettre: ou de manquer à son maître en ne tenant pas cette fatale promesse, ou de manquer à lui-même en la remplissant. Dans cette perplexité extrême, n'osant demander, ni consolation ni conseil à personne, n'osant même pas écrire à son unique et fidèle ami, et n'ayant pour confidents que sa douleur et sa vertu, il rêva profondément aux moyens de se tirer de ce labyrinthe inextricable d'opprobre et de malheur, labyrinthe dont il ne pouvait sortir, qu'au prix de ce que tout honnête-homme a de plus cher au monde, l'honneur, en le perdant soit par une rétractation flétrissante, soit par une sépulture ignominieuse.

A force de réfléchir et de ruminer pour imaginer un moyen d'éviter l'une et l'autre il crut à-la-fin avoir trouvé le fil de l'Ariadne pour sortir de ce Dédale affreux, en donnant une rétractation,

1) A la tête de l'ouvrage de Zaccaria: In tertium Febronii Tomum Animadversiones Romano-catholicae Romae 1774 se trouve la Censura Joannis Aloysii Mignarelli, Abbatis, Sacrae Indicis Congregationis Consultoris de 26. Decembris 1773. Censure dans laquelle ce consulteur a la bêtise et l'insolence de dire: Febronium Voltario ipso pestilentiorum sibi videri. Assertion qui mériterait plus de compassion encore que d'indignation, si elle ne prouvait pas, à quels gens est confié à Rome le tribunal suprême des productions de l'esprit humain et par là ce que tous les mortels ont de plus cher, l'honneur, et la réputation de tous les génies du monde chrétien.

ou pour mieux dire une déclaration, la plupart en termes généraux, pour soumettre respectueusement toutes les opinions contenues dans son Fébronius au jugement suprême de l'Eglise.

Croyant bonnement, qu'une pareille soumission satisfairait, comme elle aurait dû faire, l'Electeur et le Pape, il se hâta de dresser cette déclaration et l'envoya à l'Electeur; qui l'accommodant encore à son goût, ou, pour mieux dire, à celui de ses conseillers ecclésiastiques, gagnés par le Nonce, l'expédia d'abord-après à Rome, ne doutant pas, que surtout en égard à ces renchérissements ajoutés par l'Electeur, on n'y en serait très-content, et que la bulle tant desirée pour l'abbaye de Mettlock ne s'en suivit tout d'abord.

Mais comme ce n'était pas la prétendue conversion et le bien spirituel de M. de Hontheim, mais l'intérêt propre et le bien temporel de la cour de Rome qu'on y avait principalement en vue dans cette rétractation, une déclaration ou soumission générale ne faisait pas du tout le compte de cette cour. Et comme pour se procurer une rétractation, telle qu'on la voulait, on savait qu'on tenait l'Archevêque par l'espoir de la susdite bulle et le suffragant par la promesse à l'Archevêque, on chargea à ce que l'on assure l'exjésuite Zaccaria, qu'on y savait le plus propre, tant par le système de la défunte société, que par son désir de se venger d'un savant qu'il n'avait pu vaincre, on chargea, dis-je, l'exjésuite Zaccaria de refondre entièrement la déclaration générale de M. de Hontheim et d'en faire une rétractation bien conditionnée et bien étoffée de tout ce qui pouvait servir à rétablir le siége de Rome dans son ancienne gloire pour nombre de ses prétendues décisions, combattues par les savants, et la Datarie dans quantité de ses revenues retranchés par les souverains.

Le bien-heureux P. Zaccaria non seulement très-flatté par cet honneur, que la cour de Rome lui faisait, en lui confiant ses plus chers intérêts, mais tout enivré de la folle gloire d'un triomphe imaginaire, se mit donc avec tout le plaisir malin, qu'inspirent la vanité et la vengeance, à dresser un ample formulaire d'une rétractation la plus étendue, où il eut soin de fourrer une assertion bien claire et distincte de tout les prétentions surannées et tant de fois combattues de la cour de Rome, ainsi qu'une affirmation bien positive de ses usurpations abusives, sans réfléchir même dans l'ivresse de son coeur et de son esprit, qu'il faisait rétracter au pauvre Fébronius nombre de choses qu'il n'avait jamais dites, et comptant remplir sagement sa tâche, en dressant un code entier des dites prétensions et usurpations, dont Fébronius passerait dorénavant pour auteur; en servant par là de triomphe à qui n'en avait su emporter la victoire.

III.

Cardinalſtaatsſecretär Albani an den Kurfürſten Clemens Wenzel.

Roma 4. Maggio 1768. Altezza Reale. L'apologia, che ha preso l'assunto di fare V. A. R. a Monsigr. Vestro Suffraganeo di Treviri nel benignissimo foglio, del quale mi ha onorato in data delli 14. Aprile, quanto è piena e nervosa, altrettanto atta sarebbe a giustificarlo da ogni imputazione fattagli sopra le dottrine sparse nel Febronius, se si avesse a produrre avanti che non fosse prevenuto gia contro il Suffraganeo stesso. Ma dacchè il Santo Padre ha asserito e asserisce di sapere, e di saperlo con documenti irrefragabili, ch'Egli è l'autore del pernicioso libro, confesso ingenuamente a. V. A. R., che non ho corragio di smentire un'asserzione tanto assoluta, qualunque piu valido argomento avessi a produrre per abbatterla. Onde per quanto mi senta commosso dagli argomenti, che V. A. R. adduce nel citato foglio, non saprei lusingarmi di farne uso con buon successo appresso chi non solo fermamente lo crede autore del libro, ma pretende sapere dippiù chi gli ha dati gli eccitamenti a comporlo, e con quali lusinghe ve lo abbia indotto.

In questo stato di cose due strade sole io scorgo atte a calmare l'animo pontificio cosi stranamente in questa circonstanza agitato. La prima è quella, che V. A. R. assicuri il Santo Padre, che non si valera dell' opera del Suo Suffraganeo, se non in quelle cose, nelle quali necessario indispensabilmente Li è il di lui ministero, com'è nell'escrizio delli Pontificali. La seconda, ch'Egli stesso Monsig. Suffraganeo si purghi a dirittura col Papa dell'imputazione, alla quale soggiace; dichiarando in lettera sua particolare a Sua Santità, ch'Egli non solamente non è l'autore del libro, che gli viene apposto, ma detesta e condanna le dottrine, che in esso si leggono, e acconsente, che la Sua Santità faccia della sua lettera l'uso, che stimara piu proprio a smentire le voci, che contro di lui si sono divulgate. Crede-

rei, che tanto minore esser dovesse la ripugnanza del Prelato a questa privata dichiarazione, quanto che si è prestato all'altro passo molto piu forte, di purgarsi di questa imputazione per mezzo della Gazzetta pubblica, che corre in mani di ognuno.

Ogn'altro argomento, a creder mio, sarebbe equivoco o soggetto a sinistra interpretazione, essendo note a chi ha veduti gli Annali della Chiesa le arti, colle quali si nascondono gli autori di nuove dottrine, per aver campo di destramente insinuarle, e perciò ne la prefazione al Catechismo Romano, ne le santissime dottrine in altri argomenti e pubblicate e sostenute, ne le savie direzione date per il buon governo della diocesi e degli ecclesiastici di essa, ne tutte le gazzette del mondo avranno mai forza uguale a quella di una confessione spontanea da esso fatta al Capo delle Chiesa.

Se le proposte vie sarà in grado di abbraciare V. A. R., mi trovarò io stesso in istato di agire fruttuosamente appresso il Santo Padre altronde penetrato e di stima e di tenerezza per Lei, e di riportarle tutti gli indulti, li quali per quanto sia di uso di concedere, come quello dell'Elettorato, che ha già ottenuto. Sono grazie sempre, e grazie, che ridondano in detrimento di Sua Santità, la quale si chiude con esso la strada a tante proviste, quante sono le vacanze, che succedere possono nelli Suoi Mesi Papali nelle rispettive Chiese da V. A. R. governate.

Supplico V. A. R. di condonare la libertà e la prolissità di questa replica, dettatami dall'impegno di vederla mantenuta nel buon concetto, che tanto giustamente gode appresso la Santa Sede, e di vederla decorato di quelli piu abondanti distinzioni, che sia solita di concedere la Santa Sede. E baccio a V. A. R. divotamente le mani.

IV.

Kurfürſt Clemens Wenzel an den Cardinalſtaatsſecretär Albani.

(Entwurf.)

Ehrenbreitstein 22. Maggio 1768. Il mio Suffraganeo già era partito per Treveri, quando m'è pervenuto il venerato foglio di V. Eminenza in data de' 4 del labente, e perciò mi mancò in questo momento l'occasione propria d'indurlo a quel passo, che V. E. si degna insinuarmi.

Jo sono persuaso, che dal canto mio riempirò tutto quello, che V. E. da me desidera, e che non potrò render contrasegni più autentici della mia inviolabile divozione per la Sta. Sede e di quel rispettuoso attaccamento di cui mi sento particolarmente animato verso la veneratissima Persona di S. Santità, se sarò rinuovare la solenne dichiarazione al Smo Padre per il mio Ministro, che il detto Suffraganeo non ritornerà alla mia Corte senza miei ordini espressi, i quali non darò, se non ne'casi, dove sarà questione delle fonzioni Pontificali, ô quando avrò assolutamente bisogno de'suoi lumi e per il bene della mia diocesi, la quale è vastissima e si stende sino nel cuore de'Paesi bassi, della Francia e Lorrena, avendo nissuno conoscenze piu adequate e compite di Lui dei affari che toccano la situazione scabrosa e dificillima di que'distretti.

Del resto avendo io confermato il Vicario generale di Treveri Barone di Beissel-Gimnich nel suo posto, il quale ha la direzione de' affari ecclesiastici dell' Arcivescovato superiore, ed essendo al Decano Rademacher stata confidata l'istessa incombenza per la diocesi inferiore, Ella sentirà bene, che non può esser calunnie piu evidente, che il rumore divulgato in Roma d'aver io dinominato il Suffraganeo Presidente e capo del mio consiglio ecclesiastico. Avendo questa falsità cagionata tante inquietudini e tanti amarezze nell'animo pon-

tificio contro di me, Ella giudicchera quanto sensibile mi è stato il rammarico, che provai di queste maliziose insinuazioni. Se poi io sarei tanto infelice, che le mie assicurazioni finora date fossero rimaste prive del bramato frutto e s'esse avessero ancor potuto lasciar qualche dubiezza e qualche sinistra impressione nel Paterno cuore di Sua Santità, l'afflizione mia, quanto grande fosse, riceverebbe in vista di tutta la Chiesa qualche riparo dalla purità de'miei sentimenti, dall' integrità della mia conscienza, dal zelo di mantenere la Santa Religione e l'autorità della Santa Sede, e finalmente dalle mie attioni istesse, che hanno meritate più volte la benigna approvazione della Sta. Sede.

V. E. si degni di far rivenire alla mente Pontificia con quanta premura ho cercato di rendermi degno delle Sue grazie apostoliche, delle quali restrai ricolmato con tanta larghezza della Sua bontà, sostenendo con tutta la sollecitudine e con tutto il diprezzo d'ogni sinistro evento i diritti de'miei Vescovati, le prerogative della giurisdizione ed'immunità ecclesiastica, la purità della Religione pur troppo attacata quasi in ogni parte del mondo, e principalmente di mantenere l'autorità e la giurisdizione del primato della S. Sede, della quale dipende pur troppo l'unità e la conservazione della nostra fede. Se V. E. si degnerà di fare comparire in vista al S.o Padre anche quello, che la Sua bontà verso di me Le detterà, sono sicuro, che la benignità del Suo cuore non riguarderà più tutte quelle ed altre velenose insinuazioni contro di me, le quali prendono il loro origine e fomento tanto de'sinistri particolari disegni, che dalla rabbia di veder la mia casa ritornata al seno della Sta. Chiesa, e di vedermi con tanta attenzioni impegnato per gl'interessi della Sta. Sede. Questa mia confidenza riposa sulla giustizia, sulla perspicace penetrazione e sulla bontà della gran mente del Sto. Padre, e se l'evento non corrispondesse alla mia aspettazione, che credo esser giustissima, con tutto ciò non abbandonnerò mai ni come Arcivescovo, ni come Principe le strade dritte del mio dovere tanto in riguardo del mio officio pastorale, verso le greggi confidatemi, che particolarmente in vista della sommissione, che devo alla Santa Sede e della infinita gratitudine, della quale mi sento penetrato verso la somma beneficenza di Sua Santità.

Siccome questi sentimenti resteranno con carattere indelebile impressi nel mio cuore, cosi sono ancora disposto di sacrificargli il mio affanno ignominioso, al quale sarei esposto in vista di tutto l'Impero, e specialmente di quelle Potenze Protestanti, le quali sono congiurate contro di me e contra la mia casa per impulso dell'odio contro

il nostro ritorno alla Sta. Sede, se il Santo Padre volesse più lungo tempo ritardare la spedizione de' Indulti anche per le mie diocesi di Frisinga e Ratisbona, i quali secondo la relazione del mio Ministro de già mi furono accordati dalla benignità di Nostro Signore. Ed in conseguenza di questo favorabil avviso non avendo potuto dispensarmi di rendere instrutti i miei Capitoli di questo nuovo contrasegno di clemenza Pontificia, Ella comprenderà a quel eccesso arriverà l'affronto del mio onore, se non saranno adempite queste grazie Pontificie, delle quali avevo fatto un vanto tanto preggiato non solamente a'miei Capitoli, ma ancora alle più grandi corti dell' Impero.

Riconosciendo l'efficacia ed il gran peso de'impieghi di V. E. sono preventivamente assicurato, che V. E. non vorrà dar questo piacere a' nemici miei e della mia Casa, che io debba restar l'oggetto delle loro critiche e de'loro divertimenti; bacciando per tanto riverentamente le Sue mani con ogni pienezza di verace ossequio mi riprotesto etc.

Zweiter Entwurf deſſelben Schreibens

(undatirt) A la réception de la lettre dont V. E. m'honore en date 4. du courant, mon Suffragant fut déjà parti de ma cour pour Trèves, lieu de sa destination ordinaire. Je ne puis pas entrer en ce qu'il pourra faire de sa part au sujet de la déclaration, que V. E. exige de lui, et je crois satisfaire à ses désirs et à tout ce qui peut indoutablement constater ma profonde vénération vers le S. Siège et ma dévotion inviolabbe vers Notre très-saint Pontife, si je charge mon ministre le Comte Lagnasco de déclarer de ma part, que le dit mon Suffragant ne paraitra à ma cour, que sur mes ordres, et dans le temps où il s'agira de Pontificalibus, où dans le cas, où sa connoissance particulière de la situation de l'Archevêché et de l'Archidiocèse, qui s'étend considérablement dans les Pays-bas, dans la Lorraine et dans la France, me rendront ses conseils indispensables, nul autre en étant instruit au fond, que Lui. Ayant d'ailleur confirmé le vicaire géneral Baron Beissel de Gymnich, qui dirige les affaires ecclésiastiques dans la haute partie de mon Archevêché, et le doyen Rademacher en qualité de commissaire dirigeant ces mêmes affaires en la partie inférieure, la calomnie est évidente, par laquelle on m'a voulu imputer à faux, d'en avoir confié la direction à mon Suffragant. Je laisse juger V. E. combien une telle fausseté me doit être sensible, et comment l'impression, qu'elle a fait sur l'esprit de notre très-saint Père me doit être affligeante. Si je suis assez malheureux

de déplaire à ce digne Pontife après la déclaration ci-dessus, je dois me rapporter sur la droiture de mes sentiments vis a vis de la Ste. Eglise, sur le zèle, que j'ai prouvé en toute occurrence pour la Ste. Religion, sur l'intégrité de ma conscience et de mes actions, qui plus d'une fois ont mérité l'applaudissement du Chef suprème de l'Eglise.

Qu'il plaise à V. E. de rappeler au très-saint Père la clémence qu'il a toujours eu pour moi, la reconnaissance, que je lui en ai témoignée, l'effort que je me suis donné pour protèger mes Evèchés contre toute insulte, les droits et immunités ecclésiastiques contre l'invasion, la Religion contre tout principe imminent de la perversion ; rappelez tout ceci au Saint Père, et j'ai lieu d'espérer, qu'il ne voudra plus écouter les fausses insinuations, et que les impressions désavantageuses contre moi évanouiront, enfin que les calomnies retomberont sur leurs ignominieux auteurs. La douce clémence de Sa Sainteté m'inspire cet espoir, et en cas même, que le succès ne reponde pas à ma plus soumise attente ma qualité d'Archevêque et de Prince inalterablement soumis à la Religion, aux sentiments les plus sincères d'obéissance pour le Ste. Eglise et le plus respectueux pour la Personne sacrée de Sa Sainteté ne me fera avoir rien plus au coeur, que le salut des brébis, qui me sont confiés, l'accroissement de l'unique Religion sanctifiante, et le maintien de l'Eglise universelle, comme de l'autorité du S. Siége papale.

Ne départant jamais du chemin droit de mon devoir j'immolirai la souffrance d'une honte ignominieuse devant tout l'univers, à laquelle le refus des Indultes m'assujettera, dont mon Ministre m'avoit annoncé la grâce pontificale, et en suite de laquelle je n'ai pu hésiter d'en instruire mes Chapitres. Tâchez, je prie V. E., d'éloigner une dareille honte d'un prince, qui est entièrement attaché au sanctuaire pe S. Pierre, et dont l'estime particulier lui est parfaitement acquis. Sur quoi j'ai l'honneur d'être etc.

V.

Hontheims Promemoria an den Kurfürsten v. 25. Junius 1778, betreffend eine aus Paris gegen ihn gerichtete Denunciation.

Febronio et ejus operibus objiciuntur sequentia: In Principio: Licet auctor affectet defensionem jurium Episcopatus et Ecclesiae, attamen ea potius impugnat, ponendo claves Sti Petri in manus populi et omnem gubernationem ecclesiasticam in manus Principum saecularium.

Resp. Ignoratur, qua fronte impugnator ille asserat, Febronium affectare defensionem jurium Episcopatus, quando hic totum Caput VII. Tomi I ad illa in singulis suis partibus adversus Romanorum praetensiones omni possibili ratione tuetur, et hanc defensionem in singulis subsequentibus voluminibus contra hostes et impugnatores genuinorum jurium episcopalium instaurat.

Ignoratur itidem, qua temeritate idem adversarius Febronium accuset, acsi ponendo claves Petri in manus populi jura Ecclesiae violet. Ignoravit sine dubio veterem inter Romanos et Scholam Parisiensem esse controversiam, an claves soli Petro, an toti Ecclesiae datae sint. Sed nec legisse videtur, quae in Febronio abbreviato prostant his verbis pag. 13: «Hanc clavium «potestatem (N. B.) per Episcopos et presbyteros exer«cendam, Ecclesiae sponsae Christi traditam in eaque perpetuo «relictam passim docent theologi Galliae. Hoc inter plures tra«dit et testatur Natalis Alexander» etc. Nec aliter scripsit aut tradidit idem Febronius Tom. I. p. 32, Tom. II. p. 536, Tom. III. p. 10, denique Tom. IV. parte 1. p. 60, ubi: «nostra et praeci«puorum Theologorum atque communior sententia est, Christum «immediate et per se claves toti Ecclesiae collectim sumtae de«disse: (N. B.) ita tamen ut per praelatos jus clavium

exerceatur». Hocne est ponere claves in manus populi? Dixi veterem esse inter Romanos et Parisiensem Scholam hac de re controversiam. Ad hoc probandum modo non laudabo Launsium, Dupinium, Habertum et quos non ex recentioribus Gallis; memorabo tamen Martinum Navarrum, qui postquam jurisprudentiam Tolosae publice professus fuisset, Romae, ubi sub Gregorio XIII officio poenitentiarii functus, anno 1586 obbiit nonagenario major. Is ad Cap. Novit De Judiciis Notab. III. num. 84 ita: «non est consilium, in praesentia definire, cui principaliter Ec-«clesiae potestas fuerit a Christo collata, an toti Ecclesiae, an «vero ipsi Petro, per illam maximam discordiam Romanorum et «Parisiensium».

Estne omnem gubernationem ecclesiasticam mittere in Manus saecularium Principum, quando Febronius cap. IX. §. 8 memorat ex et cum Tridentino, Imperatorem Reges et Principes esse jure divino natos defensores Ecclesiae, id est SS. canonum adversus quoscunque usurpatores illegitimae potestatis? quando ex eodem fundamento tuetur justitiam appellationum ab abusu? et eod. Cap. IX. §. 10 ostendit, eas omnium catholicarum nationum usu et observantia probari? quando in Febronio abbreviato pag. 286 ex probatissimis auctoritatibus demonstrat, Principum auctoritate restituendos esse violatos canones? quando denique in praefatione ejusdem voluminis pag. XXXII. auctor ad Mamacchium ait: «Non vis eos canonum custodes, qui repugnante clero fungi «suo munere affectant. Sed neque ego tales patiar. Clerus, «dummodo auctoritate Principis sustineatur, haud aegre concur-«ret ad excutiendos Romanornm abusus, vexas, et suorum jurium «usurpationes».

Deinde:

1. Febronius docet, Papam qua caput ecclesiae nullam in particulares Ecclesias et in Episcopos habere jurisdictionem.

Resp: Dixit Febron. Tom. I. cap. 2 §. 7. «R. R. Pontifices a su-«premo omnium pastore Christo in altiore specula positos, ut to-«tam quam late patet Ecclesiam circumspicerent, et ubique cum «apostolicas traditiones, tum etiam synodalium canonum statuta «sedulo sancteque coli curarent, . . . erudirent imperitos, erige-«rent desides, novarum rerum amatores dedocerent, demum, si «nihil promoverent monitis, eos excommunicarent». Eadem adhuc distinctius ex Illmo. de Marca repetuntur in Febr. abbrev. p. 116. scilicet: «Poterit R. P. ex officio et vi potestatis «sibi collatae unitatem tueri, erudiendo ignavos, et contu-

«maces ligando, sive censuris percellendo, cujuscunque sint «conditionis, sive Episcopi et clerici, sive laici .... «Apostolos quoque ipsos huic regulae a Christo praescriptae sub- «ditos fuisse» adde Febr. Tom. IV. part. 1. p. 153. Quaerit hic contradictor difficultatem in verbo jurisdictionis. Sed idem ille locus, qui huic cavillae occasionem dedit, in Febronio tom. I. Cap. 2. §. 11. Num. 2., eandem ex animis omnium veritatem et aequitatem sectantium tollere natus est. Est autem sequens: «Quod multi in Papa jurisdictionem vocant, nos au- «thoritatem dicimus. Quis rectius loquatur, judicent peri- «tiores. Forte in re convenimus, sicque inutilis esset de voce «concertatio. Saltem nos cum Tridentino loquimur, quod quoties «de primariis Apostolicae Sedis in Ecclesia juribus agit, semper «authoritatis, nunquam jurisdictionis vocabulo utitur: «vid. Sess. VII in fine, Praef. de Ref., nec non Sess. XXV. «cap. 21».

2. Excommunicatio, quam Pontifex ut caput Ecclesiae decernit, in simplici negatione communionis consistit, reum a corpore Ecclesiae non separans.

Resp: Equidem Febr. jam. tom. I. p. 361. et alibi duplicem statuit excommunicationis speciem, etiam intuitu Romani Pontificis, aliam quae est effectus seu actus jurisdictionis, aliam quae minus. Haec diversitas excommunicationum (quarum nec unius nec alterius jus Summo Pontifici negatur, ita tamen ut tum in omnibus aequitatem et justitiam sectari, tum in processu essentialia juris observare teneatur) tam quoad modum, quam quoad effectum pluribus explicatur tomo IV. part. 1. pag. 31. seqq. et ejusdem tom. IV. part 2. p. 31 ss. n. 150, quo lectorem remitto.

3. Reservationes causarum majorum factae a R.R. Pontificibus primaevo juri Episcoporum derogant et juri divino atque naturali adversantur.

Resp: Quod ex causis, quae vulgo majores vocantur nulla originarie Summo Pontifici reservata sit, hoc post doctissimum canonistam Gallum Petrum Gibert aliosque ex ipso Corpore Juris, Decreto scilicet Gratiani et Decretalibus probavit Febronius tom. I toto capite quarto, et firmavit deinceps tomis seqq. Neque ea occasione dixit unquam, earundem causarum reservationes, quae serius Pontifici factae sunt, juri divino ac naturali repugnare. Verum econtra est, quod cum cap. VII. §. 4. ageretur de reservationibus beneficiorum, ibidem num. 4. exscripserim locum Gersonii Opp. tom. II. col. 184. asserentis, tales

reservationes esse rapinas manifestas et consuetudines ad omne malum inductivas. Verum itidem est, quod Matthaeus de Cracovia Episcopus Wormatiensis, qui floruit tempore Concilii Pisani, relatus in Febr. Abbreviato p. 185 vix favorabilius de his reservationibus scripserit. Verum denique est, quod in Prooemio Pragmaticae Sanctionis anni 1438 Carolus VII Rex Franciae dicat, per praelaturarum dignitatumque et aliorum beneficiorum ecclesiasticorum reservationes, expectativarum concessiones aliaque gravissima et importabilia onera Ecclesias graviter afflictas, oppressas et fere ad extremam exinanitionem redactas conspici etc. Haec cum ex amaritudine cordis scriberent viri egregii, inflictum ordini episcopali et ecclesiasticae disciplinae vulnus recens erat, postquam nempe vix a centum annis hae reservationes coepissent. Cur autem non licebit hodieque eorundem meminisse dolorum?

4. a. Febronius vult Episcopis animos addi ad abolendas has reservationes atque se in primaevum suum statum et jura restituendum.

Resp: Fateor, me ex Gersone l. c. haec verba retulisse: Exsurgant praelati Ecclesiae offerentes Deo sacrificium justitiae et has rapinas, furta et latrocinia Romanae Curiae dignentur penitus amovere, quia non possunt in detrimentum et damnum universalis Ecclesiae stare aut praescribi, quum sint contra naturam propriam corporis mystici Ecclesiae etc. Sed et avicissim constat, me tom. I. cap. 10. §. 4. n. 11. sequentia ex clar. Barthelio tradidisse: «non omnis propterea reservatio Papae deneganda est. Serve«tur modus, tollatur abusus, aurea in omnibus servetur me«diocritas. Non autem ex eo reservatio est approbanda, quod «Papa dominus sit omnium beneficiorum, quod princi«pium Romanorum falsum est; sed ut servetur vinculum et de«bita nationum obedientia; parum enim exterae nationes Ponti«ficem curarent, nisi gratias quasdam ab ipso possent expectare». Gersonii locus pertinet ad tempora Concilii Constantiensis, quo de abolendis reservationibus plurimum laborabatur; Barthelii verba ad tempora, quibus moderamen aliquod illis per Concilium Basileense, per Concordata etc. jam injectum erat. His addimus, quod jam tempore Concilii Basileensis scripsit Card. Cusanus lib. II. de concord. cath. cap. 32: Per tacitum consensum

totius Ecclesiae Romani Pontifices reservationibus factis usi sunt.

4 b. Atque eo casu non esse metuendas Romanas censuras aut separationem a Sancta Sede.

Resp: Magna pars Concordatorum in Germania sunt collationes beneficiorum et annatae. Neutra harum causarum definitive finita est. In Concordatis Aschaffenburgensibus anni 1448 conventum est, collationem beneficiorum per alternos menses duraturam deinceps, nisi in futuro Concilio de consensu Nationis Germanicae aliter fuerit ordinatum. Eadem clausula et conditio repetitur circa materiam annatarum. Proinde utraque obligatio minime hactenus perpetua est et absoluta. Testatur Card. Pallavicinus in Hist. Conc. Trid. lib. XIX. c. 1. n. 4. pontificios legatos ea in synodo recusasse omnem de annatis tractatum. Pone jam Germanicam nationem utrumque hoc membrum urgere ad finalem conclusionem, recusare Romam, uti fecit in Tridentino; Germanos interim suspendere solutionem annatarum, collationes pontificias in mensibus reservatis non admittere, Romam econtra fulmina vaticana mittere: quid inde eveniret? Quamvis talia pro moderno rerum statu minime metuenda sint.

5. Episcopos in casu necessitatis aut manifestae utilitatis posse in alienis Dioecesibus eandem auctoritatem exercere, quam in propria obtinent.

Resp: Miror hoc negari ab eo, qui legit et expendit tot hanc in rem exempla et facta sanctissimorum praesulum, quae memorat Febr. tom. I. cap. 3. §. 1. n. 3. Quibus adde doctrinam Card. Cusani apud eundem tom. IV. part. 1. p. 112. Recte omnino scripsit II. de Marca de C. S. et I. lib. III. cap. 6. n. 6. «Sane «dissimulandum non est, eam quae jure divino Episcopis quae«sita est Ecclesiae administrationem nullis decretalibus ablatam «fuisse; quamvis potestatis illius exercendae modus variis consti«tutionibus varia pro temporum ratione praescriptus fuerit. Itaque «si ea tempora incidant, ut regendae Ecclesiae necessitas Epis«copos a regulis recentioribus dicedere cogat, nihil vetat, quo«minus jus naturale et divinum, omissis formulis quae jure novo «praescriptae sunt, locum habeat. Exempli causa, si Sedis Ro«manae vacatio per multos annos protraheretur, si hostium armis «obsessa tenerentur itinera, ita ut secure Romanus Pontifex adiri «non posset, aut si qui alii similes aut graviores casus inciderent, «jure divino aut antiquo administranda esset Ecclesia. Quare

«non idem obtinebit in usu et exercitio primaevi unius solidarii-«que Episcopatus, ubi extra fines proprii territorii omnis omnino «in alieno cessat episcopalis auctoritas?»

6. Potestas ordinis et jurisdictionis episcopalis inseparabiles esse Febronius statuit.

Resp: Hac de quaestione Febr. disserit pluribus locis, scilicet tom. I. p. 540. tom. II. p. 275 seqq. tom. V. p. 158, ubi ostenditur, corpus Episcoporum Galliae per calamum Petri Aurelii adversus Jesuitas Angliae sustinere: «quod sicut Christi sacer-«dotium vim omnem sacerdotalem perfectamque pascendi gregis «potestatem complectitur, ita ut varias in ea plenitudine et per-«fectione conclusas potestates distinguere discernereque liceat, «dissociare vero et inter se quodammodo discindere sit piaculum, «non secus ac divinitatis ipsius dotes perfectionesque ita distin-«guimus, ut non dividamus; sic Episcopatus plenitudinem sacer-«dotii et pastoralis muneris perfectionem natura sua continere, «et in hanc status dignitatem a Christo conditum fuisse, ut qui «summas illas muneris tanti potestates separare ac dilacerare «conetur, similiter faciat, ac sacerdotii Christi divinaeque ipsius «naturae proprietates dirumpat, et Christi in terris praecellentis-«simam imaginem obliteret. . . . . Perfectionem deinde ejusdem «sacerdotii seu episcopalem utramque potestatem simul Christus «dedit Apostolis, quando misit eos sicut ipse a patre missus fue-«rat. Eandem deinde perfectionem ipsi tradiderunt Episcopis, «mittentes eos sicut ipsi missi fuerant a Christo; quam eandem «deinceps Episcopi ad posteros transmiserunt, eos mittentes sicut «ipsos Apostoli miserant.

Haec ex natura rei certa sunt, et non nisi ab imperitis negari possunt. Inde sic infert Rmus. Rauttenstrauch Institt. juris eccles. sect. II. c. 9. §. 417: «neque igitur restringi potest aut «adimi Episcoporum jurisdictio a Pontifice; et quod eodem re-«cidit, neque exemtiones a jurisdictione Episcoporum concedi, «nisi ex causis canonicis, seu cum id necessitas aut utilitas Ec-«clesiae postulat». Eybel introductio in jus ecclesiast. tom. III. lib. 1. c. 3. §. 135: «Non potestatem Episcoporum, sed ejusdem «exercitium a Pontifice restringi aut tolli posse adversariis admit-«timus. Elucebit infra, quantum Pontificis auctoritas essentialis «et genuina unitatis in Ecclesia conservandae causa, quantumque «ejusdem successu temporum adquisita potentia sese in exercitium «potestatis Episcoporum exercere queat» etc.

7 a. Quod jurisdictio ecclesiastica a Christo immediate data sit corpori fidelium juxta doctrinam Ecclesiae Gallicanae.

Resp: Jam dixi supra num. 1, esse doctrinam Ecclesiae Gallicanae de clavibus corpori Ecclesiae a Christo traditis, certo tamen modo, id est per solos Episcopos et presbyteros exercendis. Sed nec Gallorum solum, verum et aliarum Gentium, praesertim Germaniae, doctorum eam pariter esse sententiam probatur speciali epistola, quam hoc volumine edemus (?).

7 b. Quod Episcopi, quamvis extra Concilia jurisdictionem exerceant personaliter et jure proprio, in Conciliis tamen sint soli fidelium repraesentantes.

Resp: Licet oecumenica concilia essentialiter in et a solis Episcopis constituantur, universam nihilominus Ecclesiam repraesentant, unde et universalis Ecclesiae consensum atque auctoritatem habere dicuntur. Bellarminus lib. I. de conciliis cap. 15. et 18. Pari jure singuli Episcopi dici possunt in Conciliis suas respective Ecclesias repraesentare. Interim non dixit Febronius, Episcopos in universalibus synodis fidelium solum esse repraesentantes; dixit econtra, quemvis Episcopum non solum in eis de fide suae Ecclesiae referre ac testari, sed etiam proprio personalique jure, tanquam a Deo ad regendam Ecclesiam constitutus, judicis officio una cum omnibus suis Coepiscopis atque ipso etiam Romano Pontifice fungi. Tom. I. cap. 6. §. 6.

7 c. Extra Concilia Episcopos per suum consensum dare formam decretis Romanorum Pontificum, immo et Conciliorum generalium.

Resp: Utrumque ex sententia Ecclesiae Gallicanae verum est, si de Infallibilitate quaeritur; neque enim sine Episcoporum consensu Conciliorum decreta pro talibus haberi possunt. Add. Tom. I. Febr. cap. 6. §. 8. pag. 416.

8. Quod generaliter loquendo non deberet statui de causis fidei nisi in oecumenicis Conciliis.

Resp: Dixi tom. I. c. 6. §. 7. n. 4, post plures recessus Imperii dissensiones circa res fidei nulla meliore ratione, quam per generale liberum Concilium e medio tolli posse. Dixerunt eodem intuitu Patres Concilii Basileensis in Epistola ad Eugenium Papam apud Hardouinum tom. VIII. col. 1341, capitulum Frequens sess. 39. Concilii Constantiensis ita in Ecclesia esse necessarium, sicut oculus in capite. Adde verba Concilii generalis V., quae referuntur Tom. V. p. 39.

9 a. Quod judicia, quae in dogmaticis per adhaesionem feruntur ab Episcopis dispersis, non censeantur acquisivisse characterem in-

errantiae, nisi quatenus adversus eá non reclamatur, et eorum causa non oriuntur turbae.

Resp.: Nullus Catholicorum dubitat, quin summus Pontifex et Pastores per orbem dispersi eandem obtineant auctoritatem et aeque judicare possint de iis, quae ad fidem pertinent, ac si essent in Synodis congregati. Hoc quidem quoad jus; sed de facto nonunquam disputatur, an adsit legalis illa ad hoc requisita unanimitas. Hoc dubium inter reliquá incidit et agitatur inter Theologos occasione controversiae, quae de rebaptizandis haereticis fuit inter S. S. Cyprianum et R. P. Stephanum, de qua latius egit Febr. tom. I. cap. 6. §. 9. Qualiter autem in tali dubio facto procedendum, resolvit Febr. tom. V. p. 34 cum Claudio Fleury; scilicet: «Si Pontifex consultus ab «Episcopis decidit quaestionem fidei, et Ecclesia hanc decisionem «recipit, causa finita est, uti olim illa Pelagianorum; Concilio «opus non est. Si aliqui doctorum aut etiam Episcoporum in «minori numero adhuc murmurent, audiendi non sunt. Verum «si magna pars Ecclesiae se non submittat, uti in causa Eutychetis fecit Aegyptus et Oriens, tunc opus est congregatione «generalis Concilii, quod decisionem summi Pontificis examinabit et approbabit, postquam eam omnium Ecclesiarum traditioni «conformem cognoverit. Ita in causa Eutychetis Chalcedonense «Concilium epistolam S. Leonis Papae examinavit, quae nihilominus servivit pro fundamento decreti fidei.» Haec de judicio Episcoporum per orbem dispersorum Pontifici in materia fidei consentientium. Quodsi autem illustriores aliquae Ecclesiae decretis alicujus Concilii, quod pro oecumenico habetur, nollent acquiescere, quomodo Concilio generali V. Ecclesiae nonullae imprimis Gallicanae diu obstiterunt, tunc tenendum quod post Colletum in Institt. theoll. tradidit Febronius cit. tom. V. p. 37; nimirum: «Vel indubitata est apud Catholicos oecumenitas. Tunc pro haereticis et schismaticis habendae sunt quotquot Ecclesiae particulares decretis Concilii non «acquiescunt. Ita quotquot fidei a Concilio Tridentino contra «novatores sancitae non acquieverunt Ecclesiae, ut vocant Reformatae, pro haereticis et schismaticis habentur. Si vero «de oecumenitate dubium sit ac disputatio inter Catholicos, tunc «exspectandum, donec plane rata sit Concilii oecumenitas: ac «prudenti oeconomia agendum cum iis, qui contradicunt. Ita «olim factitatum occasione Concilii V., cujus auctoritas aliquando «in dubium vocata fuit; non quidem ex dubio juris, quasi

«dubium foret an infallibilis esset auctoritas Conciliis vere oecu-«menici, sed ex dubio facti, quia tunc dubium erat, an Conci-«lium V. revera foret oecumenicum propter diversam de illo «Vigilii summi Pontificis et Occidentalium sententiam.»

9b. Potest Deus, antequam constans Universalis Ecclesiae consensus separatis Episcoporum Decretis superveniat, unum vel plures etiam ex secundi ordinis Sacerdotibus excitare atque eorum in gratiam orthodoxae fidei reclamantium verbis vim et efficaciam addere ad parandum veritati triumphum etc. Febr. tom. 1. p. 431.

Resp.: An et quando plurium aut paucorum reclamatio impediat oecumenitatem Concilii vel unanimitatem corporis Episcoporum in ordine ad statuendum decretum fidei, art. praecedente traditum est. Hunc ad finem parum refert, a quo vel a quibus illa reclamatio exordium sumat. Illustre hujus rei exemplum habemus in historia et condemnatione Arianismi.

10. Quod reclamatio minoris numeri etiam clericorum minoris ordinis possit praeparare triumphum veritatis.

Resp.: Celebre hujus assertionis exemplum putavi videre in historia et condemnatione Arianismi. Huic haeresi nascenti se egregie objecit Athanasius nondum in Episcoporum numerum adlectus, uti scribit Gregorius Nazianzenus, immo adhuc juvenilis aetatis, ut ait Theodoretus. Ab hoc zelo non temperavit vir sanctus in episcopatu, et tunc quidem cum, teste Hieronymo, universus paene mundus se Arianum esse miraretur: quo factum, ut tota vis mali in capitis ejus periculum postea immineret ipseque unus omnium impetum exciperet, quemadmodum scribunt Monachi Congregationis S. Mauri in sancti vita, ejus operibus praefixa. Fuit Athanasius os et anima Concilii Nicaeni, licet teste Sozomeno et Socrate tantum diaconus, sicut Gerson Concilii Constantiensis, quamvis presbyter solum. Verum hi et horum similes, quamdiu in inferiore gradu subsistunt, de se ipsis in Ecclesia atque synodis nihil aut statuunt aut definiunt, sed, ut dixi, veritati viam faciunt, et triumphum praeparant.

11a. Lutherum definitivo Ecclesiae judicio non fuisse condemnatum, nisi in Concilio Tridentino.

Resp.: Hoc dixit Febronius tom. I. p. 422: «Si adversantium «etiam saecularium tantus sit numerus, qualis saeculo XVI. fuit «Lutheranorum et Calvinistarum, sed ne tantus quidem, aliud «non supererit remedium, quam formale et expressum judicium

«universalis Ecclesiae. Sane cum ab Imperatore et Regibus apud «Romanam Sedem pro convocatione Tridentini Concilii tam fer- «venter ageretur, publice et communiter existimatum non «fuit, unius Romani Pontificis damnationem, accedente plurima- «rum disparatarum Ecclesiarum consimili judicio partim expresso, «partim tacito, constituere ultimatum et indefectibile decisum «universalis Ecclesiae.» Postquam Febronius toto §. 8. capitis VI, praesertim pag. 430 et alibi saepius statuisset, corpus Ecclesiae, in rebus fidei semper infallibile, aliter extra Concilium in iisdem causis sensus suos prodere non posse, quam constante et uniformi agendi vel credendi ratione, seu (prout hic) sufficiente Ecclesiarum adhaesione constitutioni Leonis X. doctrinas Lutheri condemnantis, sic tot in Occidente Ecclesiis Luthero adversus Leonem adhaerentibus dici hoc casu poterat, publice et communiter, praesertim in Comitiis Germanicis existimatum fuisse, illum disparatarum Ecclesiarum accessum ad, Rom. Pontificis decretum nondum citra Generale Concilium valere pro ultimata et irrefragabili universalis Ecclesiae sententia.

11b. Jansenium necdum esse condamnatum ultimato judicio.

Resp.: Contrarium apparet ex iis, quae tradidit Febronius tom. II. p. 403. tom. IV. parte 1. p. 196 seqq.

11c. Bullam Unigenitus a Gallica natione non agnosci tanquam judicium universalis Ecclesiae.

Resp.: Ea de quaestione ita R^mus Rauttenstrauch Instit. jur. eccles. tom. 1. sect. 2. cap. 1. §. 142: «Sane qui e. gr. «constitutioni Unigenitus (cujus tanta est profecto in «Ecclesia Dei auctoritas, ut nemo fidelium possit absque salutis aeternae discrimine a debita «erga ipsam subjectione sese subducere aut eidem «ullo modo refragari, ut ait Benedictus XIV. in Encycl. «ad Episc. Galliae an. 1755), qui inquam constitutioni haec re- «fragati sunt in Galliis, inobedientiae quidem damnati, at nun- «quam haereticorum in numero habiti. Neque a Pontificibus R «R. ipsis constitutio illa tanquam regula fidei vel habita, «vel nuncupata unquam, quod sciam, fuit. Quin, quum eandem «Ludovicus XV. Galliarum Rex semel et iterum (anno scilicet «1753 et 1756) hoc nomine appellari vetuisset, non id improba- «vit Benedictus XIV. Equidem in Decretis Concilii Romani an. «1725 sub Benedicto XIII. celebrati tit. 1. cap. 2 dictam con- «stitutionem appellari regulam fidei reperias; sed haec «verba contra mentem Concilii fuisse mala aliquorum fraude in-

«trusa, quam satis compertum est eruditis, etiam palam fecit «celebris Eusebius Eranistes, seu qui sub hoc nomine «latere voluit P. Vincentius Patuzzi Ordinis Praedicatorum, in «litteris, quas in defensionem memoratae Encyclicae Benedicti XIV. contra improbum quendam ejusdem calumniatorem vulga- «vit.» Rauttenstrauchium sequitur Eybelius, Jur. canon. in Acad. Vindob. Profess., Introduct. in jus eccles. tom. III. p. 137. Eadem de re P. Gazzaniga Ord. Praedicat., in eadem universitate SS. Theologiae Professor, Praelect. theolog. tom. III. p. 293. n. 86: «Quamvis, qui constitutioni Unigenitus repugnant, «gravis inobedientiae rei haberi debent, haereticos tamen esse «aut appellari posse non censeo. 1) Quia eos probroso hoc no- «mine nunquam appellatos fuisse invenis, neque a Clemente XI., «neque ab ejus successoribus, multo minus a Benedicto XIV. «2) Quia nec haec constitutio fuit unquam, quod sciam, a RR. «Pontificibus ut regula fidei vel habita, vel nuncupata, quem- «admodum multa eruditione non ita pridem demonstravit cele- «bris Eusebius Eranistes. 3) Quia neque Episcopi Gallicani «constitutioni mordicus adhaerentes eam ut regulam fidei habu- «erunt, si paucos excipias, quorum zelus immoderatus a reliquis «minime probatus est. Quin cum hodiernus Galliarum Rex Lu- «dovicus XV. et semel et iterum vetuisset, constitutionem Unige- «nitus appellari regulam fidei, Benedictus XIV. id nullatenus «improbavit, improbaturus certe, si alia fuisset praedecessorum «suorum mens.»

12. Si Episcopi negligant reformare disciplinam Ecclesiae, posse et debere principes saeculi sua uti auctoritate ad eandem reformandam, postquam consilia nonnullorum doctorum, praesertim Episcoporum, desuper exquisierint.

Resp.: Quae hac in re sint partes principum saecularium distincte tradidit Febronius tom. IV. parte 2. pag. 279 sqq., tom. V. pag. 285 sqq., sed nihil dixit sine bonis sponsoribus, quales sunt Card. Cajetanus, Franciscus de Victoria, Covarruvias, Salgado, Natalis Alexander, Petrus de Marca, Barthelius, Zallwein etc., qui ibidem videri possunt.

13. Media ad eum finem impetrandum idonea esse: a) retentionem bullarum pontificiarum, b) subtractionem obedientiae, c) qualis practicata fuit durante magno schismate, d) resistentia adversus molimina Romanae Curiae ad tuendas suas usurpationes; e) vanos

iis in circumstantiis futuros terrores excommunicationum. Tom. IV. parte 2. pag. 378.

Resp. a. Nemo rerum, quae in Ecclesia geruntur, gnarus ignorat, usum juris Placiti in omnibus catholicis regnis et provinciis obtinere; ejusdem effectus haud dubie est retentio bullarum pontificiarum vide tom. IV. pars 2. p. 324 sqq.

b. In singulis tomis egit Febronius de subtractione obedientiae non ex suo ingenio, sed ex monumentis publicis et melioris notae scriptoribus, ex quibus unum illud ex Covarruvia in Repetit. Cap. Peccatum part. 1. n. 7 hic repetere juvat. Si ex obedientia praesumeretur status Ecclesiae perturbandus vehementer, vel aliud malum, vel scandalum futurum, etiamsi praeciperetur sub poena latae sententiae aliquid, ex cujus executione praesumitur scandalum animarum vel corporum in civitate, non esse obediendum. Cui addenda doctrina Cajetani in S. Thomam I. 2. Quaest. 39. art. 1 a nullo contradicta, scilicet: Nolle pertinaciter obedire Summo Pontifici non est schisma, sed nolle subesse ipsi ut capiti totius Ecclesiae est schisma etc. Vid. tom. I. cap. 9. §. 7. n. 6. Neminem latet, in quavis re, etiam bona et licita, abusum esse posse; sed hunc in materia subtractionis minime probavit Febronius, Vide ejus tom. IV. part. 2. p. 334; sed nec inde apud prudentes scandalum oriri monstravit Tom. V. p. 294.

c. Talem ait criticus Febronius vult subtractionem, qualis practicata fuit tempore magni schismatis. Falsum! Postquam Febronio objecisset quaedam Coloniensis professor Theol. Kauffmans de temporaria subtractione obedientiae, reposuit ille tom. III. p. 195: «Quae de hac subtractione tradidit Febronius, «ille minime de dubio, sed de certo et agnito Pontifice, verum «extra canones rogante, intellexit; quanquam (NB.) quoad modum et effectus hujus subtractationis subinde «usus sit exemplis ex disciplina Ecclesiae tempore schismatis petitis.»

d. De resistentia tanquam legitimo remedio adversus incongrua Pontificum mandata multa ex probatissimis auctoribus tradidit Febronius tom. I. cap. 9. §. 9. Scilicet ex Card. de Turrecremata, Silvestro Periera, Cardinale Dominico Jacobetto, Card. Cajetano, Francisco Victoria etc. Quibus pro faciliore captu hic addere juvat ex tom. V. p. 292 quod ad Parisiense Parlamentum anno 1680 dixit Procurator regius, scilicet: «La cour de Rome peut s'assurer de trouver une ré«sistance rigoureuse dans ce Royaume, lorsqu'elle atta-

«quera notre liberté, et que sans manquer au respect, que nous «devons au S. Siége et à la personne du Pape, tous les François «seront étroitement unis pour conserver sous la protection du «Roi la même liberté, que nos prédécesseurs ont si bien main-«tenue par leur application à s'instruire et leur fidélité à suivre «exactement les anciens canons de l'Eglise.» Quod autem ex tali resistentia ne minimum oriatur scandalum, intelligitur ex iis, quae referuntur ibidem p. 294.

e. Quae post haec de vano metu censurarum afferuntur, ea ex praecedentibus lumen accipiunt et interpretationem. Interim extra conspectum minime ponendum quod monuit Febr. tom. II. p. 593, sc.: «quo gravius est hoc remedium et difficilium conse-«quentiarum, eo magis prudentiae erit et aequitatis, praevie Pon-«tificem monere et obtestari, ut ab illato gravamine abstineat.»

14. Principum est judicare, an et quando subtractioni locus sit, et Episcopos compellere ut ei se conforment.

Resp.: Utique causae principaliores, propter quas obedientia Pontifici negatur, sunt ex parte ipsius infractio Concordatorum, violatio libertatum Regni, negatio gratiarum seu expeditionum consuetarum pecuniarum exactiones, transgressiones seu violationes canonum etc. Sicut ergo in usu et exercitio juris Placiti Principis est nosse et decernere, quando bullarum retentioni locus sit (de quo nullus ICtorum dubitat), ita et ejusdem, qua protectoris suorum subditorum, erit statuere, an et quando ad extremum illud subtractionis obedientiae remedium recurrendum sit. Atque ita hactenus omnibus in casibus, quibus ei locus fuit, obtinuit.

15. Principum est procurare, ut reviviscant antiqui canones, atque obligare Episcopos, ut eisdem sese accommodent.

Resp.: Ita hac de re de Marca C. S. et J. lib. VI. c. 36: «Quaeri potest, an ex eo, quod suprema canonum protectio ad «Regem pertinet, sequatur, eum jubere posse, ut observentur non «exspectata etiam sententia Ecclesiae Gallicanae. Certum quidem «est, earum constitutionum observationem fore sanctiorem, si «conderentur cum generali Cleri consensu, quoniam unusquisque «eam rem obtinere modis omnibus cupit, quam ipse suo judicio «comprobaverit. Nihilominus aeque certum est, Regem ex sen-«tentia consilii sui, quod auget vel minuit prout ei lubet, posse «latis edictis decernere, ut canones observentur, ac circumstan-«tias et modos necessarios addere ad faciliorem eorum execu-«tionem, sive etiam ad veram eorum mentem explicandum, eos-

«que accomodare ad utilitatem regni. Ad probationem autem «hujus auctoritatis exstant exempla omnium Imperatorum chri«stianorum, Constantini videlicet, Valentiniani, utriusque Theo«dosii, Arcadii et Honorii, Marciani, Leonis, Justiniani, Heraclii, «Leonis Philosophi et Basilii.» Illustrat deinde vir illustrissimus eandem assertionem exemplis ex historia Ecclesiae Gallicanae desumtis.

16. Ecclesiam posse tollere universalem Primatum a Romana Sede, eumque una cum juribus et privilegiis eidem annexis ad aliam sedem transferre.

Resp.: Hoc docuerunt Scotus in IV. Dist. 24. Card. Cusanus de Concord. Cath. Lib. II. c. 33. Cordubensis lib. IV. quaest. 1. Bannes in II. quaest. 1. art. 10. Quibus nuper accessit Professor juris canon. in universitate Vindobonensi Eybel Introd. ad jus eccles. tom. III. p. 40. Fundatur haec assertio in doctrina Bellarmini, lib. II. de Rom. Pont. c. 12 asserentis: «quod Episcopus Romanus, quia Episcopus Romanus «est, sit Petri successor, ex facto Petri ortum habuit, non ex «prima Christi institutione. Nam potuisset Petrus nullam sedem «particularem sibi unquam eligere, sicut fecit primis quinque «annis, et tunc moriente Petro non Episcopus Romanus, neque «Antiochenus successisset, sed is, quem Ecclesia sibi elegisset.» Porro cum dicimus Ecclesia, per se patet, principaliora quidem ejus membra intelligi, at minime excluso capite, sine quo nulla corporis integritas concipitur.

Papam non habere concurrentem cum Episcopis jurisdictionem.

Resp.: Unum solum vadem sanae hujus doctrinae nunc constituam, Rm Abbatem Rauttenstrauch, Theologicar. facultatum in Caesareis Universitatibus Vindobonensi et Pragensi praesidem ac directorem. Is in Institutionibus Jur. eccles. Germaniae Sect. II. c. 9. §. 412 ita: «Cum haec subordinatio solum jus supremae «inspectionis connotet in Pontifice, idque relate ad singulorum «Episcoporum dioeceses in supplendo sit, consequens est, Ponti«fici nequaquam competere jus concurrentis jurisdictio«nis et praeventionis cum Episcopis in eorundem dioe«cesibus, sed solum supplendi quantum necessitas et utilitas «Ecclesiae postulat.

VI.

Hontheim an Papſt Pius VI.

Bei Ueberſendung des Retractationscommentars.

(Datum fehlt.)

Quod Sanctitas Tua a me postulat, quod praestandum suscepi, id pro modulo mearum per octoginta et quod excurrit annorum aetatem et continuos labores finitarum ingenii ac corporis virium nunc exequor: ut quos olim sub nomine Justini Febronii in diminutionem sacrorum Summae Sedis jurium conscripsi libros, illos eodem nomine redarguam, refellam, et supremas ejusdem Sanctae Sedis dotes ad aedificationem eorum, quibus priora mea opera offendiculo esse potuerunt, novo Commentario explanem atque stabiliam.

Non putavi luculentius id abs me praestari posse, quam si omnes et singulas in authentico meae Retractationis documento contentas Tuae Sanctitati probatas assertiones argumentis a Sacra Scriptura, Conciliis et Patribus depromtis confirmem et congruis commentariis illustrem; ea tamen ratione, ut insimul firma stent jura Episcoporum, Imperantium et Nationum, nec non privilegia et tot laudabiles consuetudines particularium Ecclesiarum, quae omnia Sanctitatis Tuae Praedecessores toties immota esse debere sanxerunt.

Ex quo grave munus Suffraganei in amplissima hac Archidioecesi suscepi singularis mihi cura demandata est de magna illa portione Trevirensium Dioecesanorum, qui vivunt sub dominio et civilibus legibus Regis Christianissimi, uti et de non minore eorum numero, qui in Ducatu Luxemburgensi parent Augustae Domni Austriacae et Constitutionibus Belgicis. Minime ignorat Sanctitas Tua, in administratione et executione Vicarialis hujus officii, quod a triginta tribus annis sub beneplacito, directione et celsissimis auspiciis trium Archiepiscoporum hactenus gessi, singulorum horum locorum mores et saecularium Principum edicta mearum actionum secundariam regulam esse debere; ea neglecta omnia turbari; influunt illa in disciplinam Eccle-

siae, quamvis eam in substantialibus non mutant. Porro quemadmodum in exercitio Sacri hujus Ministerii non iisdem ubilibet usibus ac moribus vel in una hac Archidioecesi conformare me aut possum, aut debeo, uti nec quicunque alius eodem in munere mihi Successor aut debebit aut poterit, ita prudentiae esse duxi in hocce scripto iis potissimum ecclesiasticis legibus me alligare, quae jam dictis, immo omnibus catholicis Nationibus nobiscum communes sunt.

Nihil equidem impensius cupio, Beatissime Pater, quam ut praesens Commentarius (postrema certa mea litteraria opera) tanquam testamentum et suprema mea voluntas Tuae Sanctitati, ad cujus sacratos pedes illum depono, haud displiceat. Hoc scio, nihil aliud in animo meo, nihil amplius in votis meis esse, quam ut omnia mea Tuae Sanctitati probentur. Ea intentione eoque fine (quum sibi nemo satis sapiat) qua maxime valeo demissione supplico, ut, si quae eodem in libello fortasse sint, quae perspicacissimos oculos Tuos aut excelsum animum Tuum offendant, ea a me non sinas ignorari, ut in Supplemento, quod tunc in modum Codicilli libens adjiciam, illa valeam emendare.

Illud interim mihi solatio esse potest et debet, quod, etsi alium forte ex brevi hoc Commentario fructum Ecclesia non referat, illud saltem omnes ex eo intelligant, de quo non pauci etiam editis scriptis dubitare aut praesumserunt aut affectarunt, videlicet sollemnem illum actum Revocationis, quem Sanctitas Tua in die Nativitatis Domini anni 1778 in Secreto Consistorio cum Cardinalium Collegio communicavit, meum esse, noc fictum, non extortum, sed liberum, quinimo deliberatum.

Finaliter ante sacratos pedes Tuos, quos reverenter deosculor, prostratus Apostolicam Benedictionem humillime expeto debita cum submissione et filialis obedientiae contestatione emoriens

Sanctitatis Tuae
humillimus et obedientissimus filius
Joan. Nicolaus ab Hontheim Epus. Myriophitanus Suffraganeus Trevirensis
manu propria.

VII.

Hontheim
über den Brief Kurfürst Clemens Wenzels von Trier an Kaiser Joseph II. v. 1. Junius 1781.

La lettre que S. A. S. Electorale de Trèves a pris sur elle d'écrire à Sa Majesté Impériale le 14. Septembre 1781 est appuyée sur des principes qui en trahissent l'auteur. Un Jésuite ou Exjésuite le plus épris des prétensions de la Cour de Rome (prétensions aujourd'hui en bonne partie abandonnées par cette Cour même) n'en pourroit établir de plus extravagantes. Entrons d'abord en matière et examinons-les le plus brièvement que possible article par article.

1. En premier lieu l'auteur de la lettre s'avise de conseiller à Sa. Majesté d'abandonner le droit du Placetum regium à l'égard des bulles et constitutions papales; d'autant qu'il-y-a long tems (dit-il), que les Souverains Pontifes n'ont plus faite aucune démarche, que puisse allarmer ou inquiéter les Souverains, que cette formalité est trop humiliante pour l'Eglise etc. — Le rédacteur de cette lettre parait ne pas connoître l'esprit et le caractère de la Cour de Rome, la nature et la qualité du Placet, sa nécessité, son usage universellement reçu et son inabdicabilité. En premier lieu on ne pourra jamais douter de son utilité et même de sa nécessité dès qu'on considère que son usage s'étend à toutes les parties de l'Europe catholique: l'Allemagne, la France, l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas autrichiens, Naples, Sicile, Florence, Parme, Plaisance, Milan, Savoye etc. Stockmans, jurisconsulte Flamand, dans son Traité De jure Belgarum circa Bullarum pontificiarum receptionem pag. 167. dit à ce sujet:

«Populo his moribus ab omni memoria assuetis, exemplis «tam illustribus domi instructo, tot rationibus et nationum «consensu suffulto atque adeo adstipulatione ipsius

«Pontificis munito, qui nunc Bullas in acie Campi Florae promulgatas pro legibus obtrudi posse volunt sine Placeto principis, sine examine consiliorum regiorum, idque proceribus Romanae Curiae blandiloquentia sua confidenter inculcant: eos ego neque probos cives esse aio, quod praesentem reipublicae statum et res bene compositas conturbant, neque bonos Romanis consiliarios, suggerentes consilia in praesens speciosa, eventu turbida, in effectu cassa futura».

L'Imprudence des gens, qui s'avisent de donner de pareils conseils, ainsi que celle de ceux, qui se figurent, que le droit du Placet inné à la couronne est contraire à la liberté de l'Eglise, est suffisament marquée par les Canonistes, entre autres par Van Espen dans la préface de son Traité De promulgatione legum ecclesiasticarum, dont voici les paroles:

«Sat mirari non potui stupendam hominum quorundam ignorantiam, ne dicam irreligiosam temeritatem, qui non verentur, tanquam libertati ecclesiasticae contrarias et sacram Pontificum auctoritatem evertentes vel saltem enervantes publice traducere leges Principum, quibus vetant, decreta quaecunque sive rescripta e Curia Romana emanantia per suas provincias divulgari, vel quacunque ratione executioni mandari, nisi prius ab iis, qui vice Principis per Provincias executioni praesunt, visa et examinata fuerint, et eorum publicatio et executio conveniens judicata sit».

Un Souverain n'auroit qu'en faire un essai et renoncer à ce droit, ou le négliger, il ne tarderoit pas à en sentir les tristes effets: c'est l'observation de Covarruvias, fameux canoniste et Evêque espagnol Practicarum quaestionum cap. 35. n. 3. pag. 495.

«Quod si quis contendat, a Principibus saecularibus hanc tollere potestatem, statim, non quidem sero, comperiet experimento manifestissimo, quantum calamitatis reipublicae invexerit».

De là il s'en suit, qu'il n'est pas dans le pouvoir d'un Roi, d'abdiquer ce droit inhérant à sa couronne. Lorsque sur les instances du Pape le Roi de Portugal Jean II. a voulu le faire, les états du Royaume s'y sont opposés disant,

«non licere Regi, tale jus a se abdicare in praejudicium Regni et subditorum» Augustinus Manuel in Vita Joannis II. lib. IV.

La lettre de l'Electeur déclame en particulier contre le Placet lorsqu'on en fait usage en matière dogmatique; disant qu'en ces matières ni les justices civiles, ni même les Souverains séculiers ne sont

ni ne peuvent être juges, montre encore ici que ses lumières sur cet objet sont bien bornées. Sans m'étendre moi-même sur cette matière je rapporterai seulement ici ce qu'en disent deux célèbres canonistes: Héricour lois ecclesiastiques part. 1 ch. 15. n. 8. et Van Espen cit. Tract. de promulgatione legum eccles. in appendice monumentor. Lit.R. Voici ce qu'en dit le premier:

«Quoique nos Rois (de France) n'entreprennent point de décider les questions de foi, dont ils laissent le jugement aux Evêques, on ne peut publier aucune Bulle dogmatique, sans lettres patentes vérifiées au Parlament: 1) parceque ces Bulles dogmatiques peuvent contenir des clauses contraires aux droit de la couronne et de l'Eglise de France, 2) parceque les Souverains devant travailler suivant l'étendue de leur pouvoir à faire exécuter ce que l'Eglise décide par rapport à la doctrine, il est à propos, que ces décisions soient confirmées par l'autorité Royale, afin qu'elles soient regardées comme des lois de l'état. Il faut cependant distinguer deux temps dans lesquels les lettres patentes pour permettre la publication des Bulles dogmatiques peuvent être expédiées; car si les lettres patentes précèdent l'acceptation des Pasteurs, la permission et même les ordres de publier les Bulles ne sont que conditionelles, c'est à dire qu'il est permis et enjoint de les publier en cas que ceux, qui sont les juges de la doctrine, en trouvent les décisions conformes à la foi de l'Eglise; si au contraire les lettres patentes n'ont été expédiées qu'après l'acceptation du corps des Pasteurs, les ordres qu'elles contiennent de faire lire, publier et exécuter la Bulle, sont absolus».

Les paroles de Van Espen l. cit. sont les suivantes: «Dicere quod Bulla esset dogmatica et nihil contineret nisi definitionem et decisionem cujusdem articuli fidei, non potest excusare praevium examen; nam quod Bulla continet consistit in facto, et debet Sua Majestas scire, ne sub praetextu definitionis vel interpretationis cujusdam articuli fidei per publicationem subintret aliquid praejudiciosum. Et quantum ad decisiones vel declarationes dogmaticas vel fidei in diversis saeculis non fuerunt decisiones aut interpretationes momenti majoris, quam quae fuerunt datae per Concilium Tridentinum. Non obstante quod praedecessores Suae Majestatis fuerint primi sollicitatores convocationis et congregationis dicti Concilii, tamen ejus decisiones formaliter fuerunt placitatae antequam Concilium fuerit publicatum, executioni mandatum aut acceptatum; et Placitum non fuit concessum, nisi post examen Consiliorum Suae Majestatis.»

2. Le second point, qui est touché dans la lettre de l'Electeur regarde l'exemption des Réguliers. L'Empereur, dit l'Electeur, n'auroit pas dû la lever sans le concours de la puissance ecclésiastique. — Il seroit superflu de montrer ici, combien ces exemptions, contraires aux droits originaux des Evêques, sont odieuses; de quelle force des grandes et saintes personnages, St. Bernard à la tête, ont sans interruption déclamé contre elles; ce qui a été dit et fait à ce sujet au Concile de Trente; de parler au long du mémoire qui y a été présenté de la part des Prélats d'Allemagne, duquel Spondanus ad annum 1560. rapporte ces paroles:

«Revocandas omnes exemptiones contra jura communia passim concessas, monasteriaque omnia sub Episcopi potestate constituenda sub cujus sunt Dioecesi»;

enfin de détailler les intrigues Romaines qui ont empêché cette réforme etc.: — je dirai seulement, qu'un des premiers Archévêques d'Allemagne trouve à redire en ce qu'on le rétablit dans ses anciens et vrais droits, cela paroît extraordinaire. Mais, dit-on, on n'aurait pas dû le faire sans le concours de la puissance ecclésiastique! — sans doute celle du Pape, parceque les Evêques auroient tort de réclamer contre un bien qu'on leur fait, contre un droit qu'on leur rend. Or on connoît assez l'esprit de la Cour de Rome, qui ne se relâche sur aucun point de discipline, dont elle se trouve en possession telle quelle, quoique cent fois contredite. On sait comment surtout au Concile de Trente les justes demandes des Evêques relativement à l'objet, dont il sagit ici, ont été éludées, et comme le peu, qui leur y a été accordé, ne l'a été, que sous la forme d'une délégation apostolique. Il est notoire, que les Religieux suivent les mouvements et les impressions de la Cour de Rome, de leur Général et autres superieurs majeurs, qui tous se règlent suivant l'esprit de leur corps. Leurs principes ne s'accordent pas toujours avec ceux des grandes Eglises de France, d'Allemagne etc.; il est même très-important aux Princes souverains, que leurs sujets ne tiennent pas à ces grands corps étendus par toute l'Europe et conduits par une certaine politique, quelque peu compatible qu'elle soit avec les intérêts de chaque Souverain en particulier ou la tranquillité de leurs états. Le Roi d'Espagne en 1769 au Pape Clément XIV. au sujèt de l'extinction de l'ordre des Jésuites dit:

«Les troubles, que les Religieux de la compagnie dite de Jésus ont causés dans les domaines d'Espagne et les différents excès contraires à la souveraineté et au bien commun, qu'ils ont commis quasi dès le commencement de leur fondation, en suivant leur

système ferme, constant et déstructif de toute légitime autorité, ont déterminé le Roi catholique, en faisant usage du pouvoir qu'il a reçu de Dieu, à éloigner de ses états cette fomentation d'inquiétude. .... Leur gouvernement s'éloignant des fins, que s'était proposées leur Saint Patriarche, s'est finalément fixé un système mondain et une république dispersée, qui dépend d'une seule volonté contraire et ennemie aux puissances établies de Dieu sur la terre et des personnages, qui l'exercent» etc.

Le concours de la puissance ecclésiastique n'est nullement nécessaire pour opérer cette réforme. Dès que le Souverain trouve bon pour des raisons politiques ou d'état d'empêcher les Réguliers d'un pays de faire corps avec ceux d'un autre, de recevoir des lois, ordonnances, visites d'aucun étranger, alors les Evêques entrent naturellement et ipso facto dans leurs droits et jurisdictions primitifs et inaliénables. Lorsque en 1766 le Roi très-chrétien avoit nommé des commissaires de l'ordre des Evêques et des conseillers d'état pour la réforme des Réguliers, et que quelques moines auroient voulu décliner l'autorité de ces juges, il leur fut répondu de la manière suivante:

«auriez-vous voulu, que les Evêques se fussent adressés au Souverain Pontife, comme supérieur immédiat des ordres religieux, et seul revêtu de l'autorité spirituelle nécessaire pour opérer une réforme? Comme si les Evêques étoient obligés de reconnoître des exemptions contraires au droit commun, aux principes de la Hiérarchie, à tout les règles de la bonne discipline, et qui ont été l'objet de leur réclamation dans tous les temps .... Mais en quoi donc la réforme des corps religieux ne seroit-elle pas de la compétence de la puissance séculière? En quoi le Roi auroit-il entrepris sur l'autorité spirituelle? Le Prince ne doit-il pas sa protection à ces corps? Ne font-ils pas partie de son Empire? Si ils y ont été admis, si on veut bien les y conserver, n'est-ce pas à condition qu'ils observeront les règles et les conditions qui leurs ont été préscrites, qu'ils serviront à l'édification des peuples, qu'ils contribueront au bien de la religion et par conséquent à celui de l'état, qui en est inséparable? S'ils deviennent infidèles à leurs engagements, s'ils scandalisent au lieu d'édifier ..... le Prince verra-t-il ces désordres d'un oeil tranquil? Sera-t-il obligé, pour y remédier d'avoir recours à une autre puissance? Celle, qu'il a en main, ne lui fournit-elle pas tout ce qui est nécessaire pour rétablir l'ordre?» etc. — Libertés de l'Eglise gallicane Tom. 1. p. 598. edit. en 1771.

La France ne reconnait pas l'exemption des ordres religieux. Aussi

toutes fois, qu'il en est parlé dans les Actes publiques, c'est en y ajoutant« les soi-disant exempts». — Au reste l'Electeur de Trèves est mal informé si il croit, que Joseph II. est le premier de l'auguste maison, qui soit imbu de ces principes. Sans aller plus loin, Marie Thérèse son auguste mère d'immortelle mémoire écrivit au mois de Novembre 1771 à son fils Archiduc-Gouverneur de la Lombardie autrichienne à l'occasion de certains séculiers et réguliers, qui sous prétexte d'exemption refusoient de se trouver sur les ordres de l'Archevêque de Milan aux processions publiques:

«Ci piaque di ordinare, che a tal oggetto e sul esempio di quanto avevamo già risoluto col rapporto a codesto Capitolo di S. Maria della scala, di Regio nostro patronato, venisse esortato codesto Cardinale Arcivescovo di obbligare tutti gli esenti dell'uno e dell'altro Clero di Milano ad'intervenire a tutte le pubbliche processioni, tolto ogni preteso titolo o privilegio, sotto pena nel caso di disubbidienza agli ordini dello stesso Arcivescovo di perdere immediatamente le esenzioni».

3. J'aurois de la peine à dire mon sentiment juste sur le troisième Edit, par lequel les Ecclésiastiques sujets de Sa Majesté, qui envoient des rétributions pour messes aux prêtres étrangers sont menacés de privation de leurs bénéfices, d'autant que je n'en connois pas précisement le contenu, pour pouvoir juger si on entend, que cette privation seroit encourue ipso facto, par sentence, ou par inhabilité, même civile et survenue, de tenir aucune place ou état dans la monarchie autrichienne, étant au reste d'avis, qu'un Souverain est en droit d'attacher à certaines contraventions, qui intéressent l'état, telle note ou tâche, qui rend le délinquant inhabile de posséder un bénéfice ecclésiastique dans l'étendue de sa domination, sans que pour cela l'intervention du pouvoir ecclésiastique soit requise.

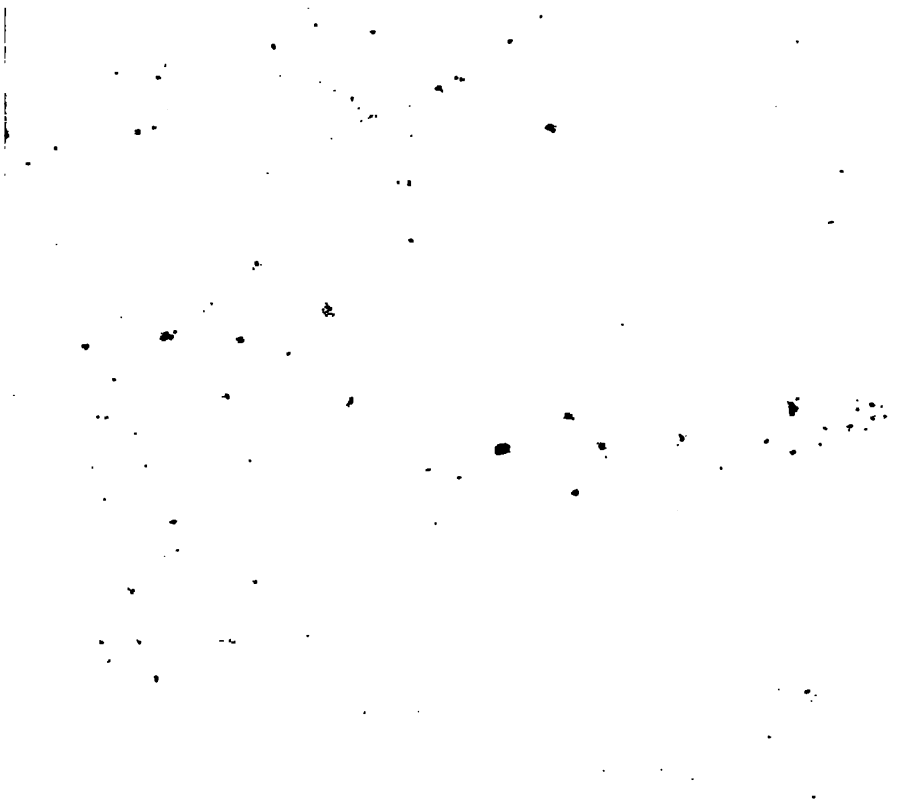
4. Le quatrième point regarde la défence ou l'abrogation de l'usage de la Bulle In Coena Domini, laquelle étant émanée du Chef de l'Eglise, par conséquent (à ce que la lettre dit) par autorité légitime, ne pouvoit être abrogée par des Princes séculiers. Je suppose, que l'Electeur de Trèves ne prétend pas être le protecteur et l'apologiste d'une Bulle aujourd'hui abandonnée par les Papes mêmes, et que Son Altesse Electorale trouve seulement à redire en ce que la puissance séculière ait prise sur elle de l'abroger de son autorité. Sur quoi il ne sera pas inconvénient de rapporter ici ce qui se passa en France à ce sujet, persuadé que l'Electeur ne prétendra pas, que le pouvoir et l'autorité de l'Empereur dans ses propres états soit inférieure à celle du Roi de France. Voici ce qu'en dit Durand, avocat

au Parlement de Paris, dans son Dictionaire de droit canonique verb. Bulle In Coena Domini:

«Cette Bulle n'est point une Bulle dogmatique, mais seulement de discipline, au jugement des Ultramontains mêmes, qui font le plus valoir son autorité. Elle n'a jamais été reçue dans le Royaume, on s'y est toujours fortement opposé. Voyez l'article 17. des Libertés. Les Parlements comme défenseurs et gardiens des droits de la couronne, ont confisqué le temporel des Evêques à cette occasion, et traité même comme criminels d'état ceux, qui vouloient y sousmettre leurs Diocésains».

Ce que la lettre de l'Electeur ajoute ici, qu'au cas que l'Empereur voulut charger ses Baillifs d'arracher cette Bulle des livres d'Eglise, les curés se souviendroient, qu'il y a des cas, où leur conscience ne leur permet pas d'obéir au Roi, sent une très mauvaise Théologie.

5. La constitution Unigenitus fait le cinquième point de la lettre. Son Altesse Sérénissime Electorale y dit, que la puissance humaine ne sauroit avoir le droit d'empêcher les Evêques de faire entendre leur voix pour diriger les fidèles dans l'ordre de la religion. Il est constant, que cette constitution n'est pas une règle de foi, d'autant qu'elle ne décide aucun dogme et ne spécifie aucune erreur; elle n'est par conséquent pas capable de diriger les fidèles dans l'ordre de la religion. On dit, qu'on lui doit obéissance: soit! mais ce sera, si on le veut, comme à une constitution d'Eglise en matière de discipline, et pour autant, que les souverains, conduits par les règles de sagesse et d'un heureux gouvernement ne l'empêchent pas. Telle raison seroit d'empêcher ou prévenir le danger d'un schisme, des contestations scandaleuses ou autrement dangereuses pour le repos publique etc. Pour des raisons pareilles l'immortelle Marie Thérèse imposa silence au sujet de cette fameuse constitution le 16 Mars 1750 à l'Evêque de Gand, le Duc Charles de Lorraine, Gouverneur Général des Pays-Bas le 14 Mars 1755 à l'Université de Louvain; sans parler de pareilles ordres du Roi de Sardaigne, de la République de Venise etc. Supposé même, que la constitution contenoit et définissoit de vrais dogmes, cela n'empêcheroit pas l'inspection immédiate et l'autorité souveraine: et cela par des raisons très-graves, déduites par van Espen Tractatu de publicatione legum ecclesiasticarum parte 5. per totum.

Finalement le rédacteur de la lettre, fruit d'ignorance et du préjugé, trouve à redire en ce qu'à Vienne il y a un collége de censure pour les livres, collége composé en plus grande partie par des séculiers; et que les Evêques, juges nés de la doctrine, soyent obligés

de se tenir à leur jugement. Ce n'est pas seulement à Vienne, qu'il y a des juges royaux: c'est en France et presque partout ailleurs que la censure des livres est confiée aux séculiers. En France le chancelier du Roi est le censeur né des livres, aussi voit-on toutes les approbations commencer par ces mots: «J'ai lu par ordre de Mr. le Chancelier» etc. Rarement ou jamais on y voit l'approbation d'un Evêque: sauf cependant aux Evêques la liberté d'élever leur voix contre des erreurs en matière de religion et contre des productions impies par la voie des mandements.